

LÉON DEGRELLE

**DE REX À
HITLER**



LÉON DEGRELLE

DE REX À HITLER

SAUVER NOTRE PEUPLE ET L'EUROPE



Ce livre est dédié à Madame Jeanne Brevet,
épouse de Léon Degrelle, décédée à Malaga
le 15 décembre 2014 à l'âge de 92 ans.

Edition originale tirée à 1 000 exemplaires numérotés
20 exemplaires reliés cuir numérotés de I à XX.
L'exemplaire en vos mains porte le numéro :



AVERTISSEMENT

Ecrit au milieu des années 1960, ce livre n'eût certes pas été publié aujourd'hui sans d'importantes adaptations.

En cause, l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale telle qu'elle se développe depuis le procès de Nuremberg et qui n'a pas manqué d'influencer inconsciemment certains points de vue, descriptions, jugements contenus dans ce livre, dont l'exemple le plus parlant est sans doute le portrait que trace, d'une manière qu'on sent embarrassée, Léon Degrelle du *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler.

C'est qu'à cette époque, nul n'est encore venu s'interroger sur ce qui allait s'appeler l'« Holocauste », concept qui occultera progressivement toute l'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale au point d'en devenir la cause et le but, le conflit planétaire n'ayant en définitive existé que par la volonté perverse et monomaniaque d'Adolf Hitler d'exterminer tous les juifs au moyen de chambres à gaz situées dans certains camps de concentration.

Le manuscrit tel qu'il nous est parvenu supprime – apparemment tardivement comme le laisse supposer les différences d'encre – certains passages (essentiellement des portraits et descriptions), sans explication de quelque ordre que ce soit. Force nous est donc de supposer qu'il s'agissait, pour certains,

de contingences personnelles qui n'ont plus guère de raison d'être aujourd'hui. Les quelques passages que nous avons reproduits sont néanmoins marqués par des crochets (« [...] ») et repris dans un corps de caractères plus petit.

Nous avons également, pour mieux souligner la cohérence doctrinale de Léon Degrelle, scindé le livre en deux parties : la première – la plus longue, couvrant 21 chapitres sur 26 – narrant le combat héroïque pour construire aux peuples européens, enfin réunis et libérés des puissances d'argent et de la menace communiste, un nouvel ordre national-socialiste fait de justice sociale, de grandeur et de beauté ; la seconde montrant l'effondrement cruel de cet idéal vital pour l'Europe sous les coups du crime, du mensonge et de la trahison.

Pour la première fois en effet, au milieu des années soixante, Léon Degrelle développe clairement, dans ce que nous considérons comme la première partie, ses conceptions politiques, notamment sur le National-Socialisme, la convergence de destin des peuples européens, le rôle particulier assigné par l'Histoire au peuple d'entre-deux que forment les héritiers de la « Germania Inferior », des XVII Provinces et du Cercle de Bourgogne de Charles-Quint, ainsi que – ce qui lui fut reproché comme une vilenie – la réalité historique, culturelle et raciale du caractère germain des Wallons.

PREMIÈRE PARTIE
TENDUS VERS LE
NATIONAL-SOCIALISME

CHAPITRE I

VEILLÉE D'ARMES.

Le temps de la lâcheté. – Confusion, corruption, espérances.
– Plus loin que le palier allemand. – Egalité et fraternité des Nationalismes. – Les Poniatowski et les Saxons de Hitler. – L'uniforme marqué de l'écusson de chaque pays. – Serment à l'Europe, non au Reich. – L'autonomie parfaite des Légions. – Représenter son peuple! – Elite politique et morale. – Gratuité du sacrifice. – Dans la joie et dans la foi.

Dans l'Europe entière, l'année 1940 avait été l'année de la confusion. Le Continent avait été balayé. Les Anglais, dans une bousculade de bons de ravitaillement, s'étaient réembarqués aux ports norvégiens et français. Rois et reines, entassés à Londres, lisaient fébrilement les annonces du *Times* pour trouver des gentilhommières à louer au fond de l'Ecosse, du Pays de Galles ou du Canada.

Le Maréchal Pétain, né au temps de la Guerre de Sécession et qui eût pu être tambour sous Napoléon III, devenait le porte-drapeau guilleret de la Jeune France.

Partout le public était passé par les crises les plus folles d'anti-Hitlérisme, de pro-Hitlérisme, d'Anglophilie, d'Anglophobie,

de Libéralisme, d'Autoritarisme. Il avait tout haï, tout admiré, et finalement, tout embrouillé.

La caractéristique générale de l'époque avait été la lâcheté : lâcheté des politiciens des divers pays envahis, qui s'étaient enfuis en Angleterre – tel le Belge Paul-Henri Spaak – parce que les Allemands avaient repoussé leurs propositions, lâcheté des « occupés », plats comme des dalles mortuaires, anxieux par-dessus tout de gagner de l'argent et d'accumuler des provisions de café, de macaronis et de lard fumé.

Les masses occidentales croyaient, fermement à l'automne de 1940, à la victoire totale de Hitler, ou, au moins, à un prompt arrangement anglo-allemand qui accorderait à Hitler, sur le Continent, la part léonine. Aussi chacun s'était-il adapté, sans faire d'esclandre. Pas un attentat mortel n'était signalé, où que ce fût. Les Allemands buvaient pacifiquement, aux terrasses des Champs-Élysées à Paris, des coupes de champagne qui leur coûtaient bien cinquante pfennigs.

Dans chaque pays, les revenants des anciens Partis, ministres, sénateurs, députés, couraient les « Dienststellen », en quête d'arrangement fructueux avec le vainqueur.

Les usines des territoires occupés travaillaient à plein rendement pour la *Wehrmacht*, avec accord secret, mais formel, des ministres « résistants » tapis à Londres. Des « ministres belges », comme Spaak et Gutt hébergés par Churchill, approuveraient encore par écrit, en 1941, la fourniture massive de matériel au Reich par les industriels de leur pays, « même si presque tout le matériel est du matériel de guerre ».

Il en avait déjà été ainsi en 1914-1918. Mais, en ce temps-là, on était plus discret, on se servait du paravent des pays neutres tels que la Hollande et le Danemark ; on n'imaginait tout de même pas encore que des ministres, jouant en Angleterre aux super-patriotes, pussent envoyer aux gros manieurs

d'industries de leur pays envahi des lettres pour les autoriser à fournir au Reich le matériel de guerre grâce auquel la *Luftwaffe* et la *Kriegsmarine* brûleraient Coventry et couleraient les plus belles unités de la flotte de Sa Majesté Britannique !

La grande escroquerie de la Deuxième Guerre Mondiale battait déjà son plein : guerre au nom du Droit, alors qu'il s'était agi en 1939, à l'abri du paravent de Dantzig, de sauver des privilèges capitalistes et des monopoles ; résistance au nom de principes « sacrés », alors qu'on encourageait en sous-main les gros requins de la Finance, amis et complices de toujours, à fournir au Troisième Reich, tant agoni radiophoniquement, le matériel de guerre désiré par ses services militaires.

*

**

Confusion, corruption, appétits louches, grands espoirs aussi ; espoirs d'hommes qui rêvaient d'une Europe vigoureuse et cohérente, mais espoirs prématurés, sans doute, confus, couverts de brumes, d'incertitudes, d'inquiétude...

L'été de 1941 était venu.

C'est alors que la guerre contre le bolchevisme éclata, le 22 juin, jetant brusquement une lumière crue sur cette Europe chaotique.

Cette fois, il ne s'agissait plus de camions, de tissus, de bottes à livrer aux courtiers de la *Wehrmacht* ; il ne s'agissait plus de ruée vers les places, les protections, les prébendes, sous couvert d'« Ordre Nouveau » ; il ne s'agissait plus de vaines palabres avec de vieux généraux allemands d'administration, retors ou opportunistes ; il s'agissait de choisir entre deux civilisations, entre deux façons de vivre spirituellement.

Le départ de centaines de milliers de volontaires non allemands pour le Front de l'Est ne peut être compris qu'en tenant compte de ce dilemme.

Hitler ? Mais la même jeunesse de vingt pays européens eût suivi, exactement avec la même foi, un Général Weygand, voire un Général de Gaulle si ceux-ci, chefs d'une France « européenne », avaient voulu leur offrir un idéal, une manière de se sacrifier, une possibilité de libérer leur Continent de la menace communiste.

A leurs yeux, ce n'était pas le Reich seulement qui était en cause : c'est chacune des patries européennes qui était en cause, l'Allemagne comprise, mais aussi la France, mais aussi l'Espagne, mais aussi l'Italie, mais aussi, pour les jeunes hommes de ma génération et de mon sang, la petite Belgique...

La majorité des volontaires qui coururent au Front de l'Est de 1941 à 1945 ignoraient tout de l'Allemagne, n'y avaient jamais mis les pieds. Un certain nombre d'entre eux avait pu admirer le dynamisme de Hitler, voir en lui un génie authentique, s'intéresser à ses réalisations politiques et sociales. Mais il ne leur était même pas venu à l'esprit qu'ils allaient, en s'engageant dans la croisade contre Staline et les Soviets, s'engranger comme conscrits du Reich.

Ils allaient lutter pour l'Europe dans une armée qui devenait pour eux l'armée de l'Europe où, à côté des armées du Reich, se jetait au combat un million de jeunes Européens étrangers au Reich. Pour eux, le palier allemand était, dès alors, nettement dépassé. Parmi vingt peuples qui allaient participer à cette lutte gigantesque, l'Allemagne, certes, représentait – qui l'eût nié ? – l'élément européen le plus important. L'Allemagne de 1941 était deux fois plus peuplée que la France ou l'Italie, trois fois plus que l'Espagne ou la Pologne, dix fois plus que la Belgique, ou que la Hollande, ou que le Portugal, ou que la Grèce ; vingt fois plus que la Norvège, la

Bulgarie, la Suisse ou le Danemark ! Mais, de même que les Etats-Unis, moteur de l'Amérique, ne sont pas, à eux seuls, toute l'Amérique, de même le Reich, moteur de l'Europe, n'était pas, ne serait jamais à lui seul, toute l'Europe. L'Europe, c'était aussi une vingtaine d'autres pays ; c'étaient d'admirables trésors de civilisation ; c'étaient des millions d'êtres en chair et en os ; c'était le jeune bouvier de Provence et le pêcheur des côtes dalmates ; c'était l'industriel catalan et l'horticulteur hollandais ; c'était le mineur du Hainaut et le bûcheron des Carpates.

Aussi chacun des volontaires européens, sentant justement le danger d'un déséquilibre continental, cherchait un contre-poids à un Reich qui eût pu devenir trop dominant. Chacun voulait mériter pour son pays, dans la confédération de l'avenir, une place à la mesure de son passé qu'assurerait la gloire, l'honneur, les droits acquis au combat.

Ainsi, après la guerre, les nationalismes européens pourraient vraiment, sans déséquilibres, se compléter, s'épauler, et surtout s'harmoniser, au lieu de s'entre-déchirer comme ils l'avaient fait pendant des siècles.

L'Allemagne eût pu prétendre à jouer au Front de l'Est un rôle trop dominateur. Elle y aligna, dès le début, des millions de soldats. Les autres pays commencèrent avec moins de deux cent mille volontaires. Ils n'arriveraient au million qu'après de longs mois et d'atroces péripéties. Ceux-ci eussent donc pu être encore traités en quantité plus ou moins négligeable, ou être malaxés, comme à Londres, où certains volontaires belges ou français furent absorbés dans des unités de la RAF ou dans des commandos britanniques.

La vérité historique oblige à reconnaître qu'au front russe, chaque peuple put lutter correctement en tant que représentant authentique de sa communauté. Furent plus ou moins dénationalisés ceux-là seuls qui se laissèrent dénationaliser.

Il y eut bien entendu des intrigues de-ci de-là, et même parfois des chantages d'irresponsables, mais il suffisait de faire face, d'écraser avec optimisme certains doigts de pied trop envahissants et tout rentrait dans l'ordre.

La volonté de Hitler fut – le nier serait injuste – de traiter les légions de volontaires anticomunistes comme des forces nationales de pays divers d'une Europe réelle. Pour avoir laissé une liberté peut-être trop large à certains corps étrangers, Hitler fut même trahi par certains d'entre eux à la fin de la guerre, comme l'avait été, cent trente ans plus tôt, Napoléon, son prédécesseur : car si Hitler eut ses Poniatowski fidèles, il eut aussi ses « Saxons », Vlassov par exemple, qui se retourna contre lui à Prague.

*
* *

Le problème présenta même des aspects plus inattendus.

En effet, il ne faudrait pas s'imaginer, toutefois, que les Allemands de 1941 voyaient tous d'un bon œil ce déversement de volontaires étrangers dans les casernes de leur pays.

D'un côté comme de l'autre, se prolongeaient encore, en 1941, des siècles de préjugés. Ce qui nous paraissait pénible, à nous, Belges, Français, Danois, Croates, Hongrois, Slovaques, Hollandais, Espagnols, Italiens, le paraissait tout autant à des milliers d'Allemands.

Afin d'éviter que le Front de l'Est devînt une espèce de Carnaval européen où se côtoieraient vingt ou trente sortes d'uniformes, afin d'assurer la sécurité des volontaires faits prisonniers et qui, vêtus de tenues non officielles, eussent été considérés par les Soviets comme francs-tireurs, afin aussi de simplifier les approvisionnements aux stocks généraux du front, Hitler avait décidé que tous les volontaires de l'Est revê-

tiraient l'uniforme gris-vert qu'alors portait, seule, l'armée du Reich.

C'était une mesure pénible, mais de bon sens.

Les Alliés en firent autant, peu après, avec les corps francs belges, français, hollandais. Imitant exactement Hitler, ils accolèrent à la manche des uniformes anglais remis aux volontaires étrangers un écusson aux couleurs de chaque pays, afin qu'il fût bien entendu que le volontaire soldat gardait son identité nationale sous l'uniforme impersonnel.

Dès août 1941, les Français du Front de l'Est portèrent sur leur tunique gris-vert, devenue tunique de millions de soldats de l'Europe, et sur le casque d'acier leurs fraîches couleurs bleu-blanc-rouge, les Espagnols les couleurs sang et or, les Croates un joyeux damier rouge et blanc, nous, Wallons, le noir, jaune et rouge du drapeau belge né de la Révolution de 1830. Les Flamands arboraient leur Lion noir sur fond d'or : leurs pères le brandissaient déjà, le 11 juillet 1302, lorsqu'ils écrasèrent la chevalerie française dans les marais de Courtrai.

Malgré ces manifestations de fidélité patriotique, il nous avait été douloureux – pourquoi le taire ? – de revêtir un uniforme qui, marqué de nos couleurs nationales, était néanmoins identique à celui qu'avaient endossé les troupes qui avaient envahi notre pays, le 4 août 1914 et le 10 mai 1940.

Je me souviens de cette après-midi où il nous fallut endosser les vestes gris-vert. Beaucoup de nos volontaires étaient des anciens combattants de la Première ou de la Deuxième Guerre Mondiale : les neuf dixièmes de nos officiers portaient les plus glorieuses de nos décorations militaires de 1914-1918. Presque tous les hommes, en revêtant leur équipement, avaient les larmes aux yeux. Certains sanglotaient.

Cette réaction était noble, éminemment significative. Elle prouvait à quel point le sentiment patriotique était ardent, frémissant dans nos cœurs.

Chacun finit par comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution, qu'autrement c'eût été l'anarchie, et que la couleur « feldgrau » avait cessé d'être la couleur de l'uniforme d'un pays pour devenir la couleur des armées de vingt pays de l'Europe nouvelle.

*
* *

Mais les Allemands, autant que nous, avaient appris avec émoi cette décision du Führer. Et il leur en coûtait, à eux aussi, de sacrifier à l'Europe quelque chose qui leur avait appartenu en propre jusqu'alors.

En 1941, la tenue « feldgrau », était, à leurs yeux, celle des jeunes universitaires tombés en héros à l'Yser en 1914; elle était celle des quatre cent mille morts allemands de Verdun; elle était celle des vainqueurs de la Serbie, de la Roumanie, de la Russie en 1915, 1916 et 1917; elle était celle du Chemin des Dames, de Bapaume, de Soissons et de Caporetto. Elle venait de conquérir une gloire nouvelle, de 1939 à 1941, à la Vistule et à Lemberg, à Oslo et à Narvik, au Canal Albert et à la Somme, à Belgrade, à Salonique, à la Canée et à Tobrouk.

Aux Allemands, il parut d'abord proprement incroyable et même inconvenable que l'uniforme de leurs morts des deux guerres, que l'uniforme des vainqueurs de 1939, de 1940, de 1941, fût offert à des centaines de milliers d'étrangers. C'était mettre sur pied d'égalité les conquérants et les vaincus de la veille.

C'est précisément ce que voulait Hitler: prouver qu'à ses yeux, au-dessus des combattants du passé, rivaux, gagnants, perdants, il y avait désormais l'Europe et la fraternité européenne!

Donner à des centaines de milliers d'Européens leur uniforme représentait pour les Allemands un sacrifice considérable. Il fallut tout le prestige de Hitler pour que la *Wehrmacht* acceptât cette mesure, sans trop maugréer. Longtemps nous perçûmes des regrets instinctifs, vite étouffés car l'Allemand est poli, mais ils nous montraient que l'os restait en travers du gosier, malgré la bonne volonté quasi unanime.

*
* *

A dire le vrai, il y avait de quoi suffoquer parfois.

Doriot, par exemple, avait amené dans la Légion Française un certain nombre de « nervis » algériens et marseillais, couleur de pain grillé, crépus, le couteau alerte. Les Allemands souffraient en voyant quelques-uns de ces mauvais garçons, le verbe haut, la cigarette pendante, le col ouvert, promener dans leurs villes cet uniforme toujours porté jusqu'alors avec une rigueur impeccable.

Dans l'ensemble, le recrutement des Légions avait été bon. Mais personne, en Europe, ne peut imiter la discipline du soldat allemand, son extraordinaire correction dans la rue, au cinéma, au café, son sens inné du respect et de la hiérarchie. Le soldat belge enroulera deux fois autour de son cou une écharpe multicolore; le soldat français mènera grand tapage au bistro, prendra sur ses genoux la serveuse la plus accorte; le soldat espagnol, une main dans la poche, fumera sa cigarette en plein boulevard.

L'Allemand, sorti de la caserne, ne se fût jamais permis le plus petit écart, n'eût jamais raté un salut à un gradé. Un soldat allemand qui ne se fût pas levé sur-le-champ à l'entrée d'un officier dans un lieu public eût apparu aux yeux de tous comme un profanateur et un sacrilège.

Les étrangers, vêtus de « feldgrau », détonaient. Les Allemands eussent, de loin, préféré que leur vieil uniforme demeurât l'apanage de leurs garçons, respectueux, en tous points, des vieilles traditions prussiennes. Le titi de Paris, interpellant bruyamment les copains, le bon « zieverer »¹ bruxellois s'esclaffant devant son « demi », le volcanique Andalou mitraillant d'oeillades assassines les Gretchen, n'ajoutaient rien au prestige extérieur de la *Wehrmacht*.

Chacun, pour créer l'uniforme « Europe », dut y mettre du sien. Nous : ne pas nous laisser aveugler par de pénibles souvenirs. Les Allemands : s'adapter aux nécessités du front et comprendre, avec Hitler, que l'Europe était quelque chose de grand qui demandait que chacun vainquît ses préjugés et ses vieilles habitudes.

*
* *

En ce qui concerne le serment militaire, jamais on ne demanda aux volontaires européens de prêter un serment quelconque de fidélité à l'Allemagne ou de souscrire un engagement qui les liât au III^e Reich. La formule de fidélité que nous répétâmes devant les drapeaux avait trait uniquement à la guerre que Hitler dirigeait contre le communisme. C'était un serment strictement limité au chef des armées de l'Europe, contre le bolchevisme seulement. C'est pour cela qu'à part certaines unités de Mongols apatrides de Vlassov, aucune Légion ne fut jamais engagée contre les Anglais ou contre les Américains, même aux jours les plus noirs de 1945.

1.- *Note de l'éditeur.* Léon Degrelle utilise ici un terme du patois flamand bruxellois : un « zieverer » (littéralement un « baveux ») est un raconteur de carabistouilles.

Lorsqu'en 1943 et en 1944, les unités de volontaires étrangers, et notamment la Légion belge « Wallonie », puis la Légion française « Charlemagne » passèrent, de l'organigramme tactique de la *Wehrmacht* à la SS, nul ne parla de compléter en quoi que ce fût l'engagement souscrit en 1941. Je pus personnellement devenir Commandeur de Division SS, avoir parfois de nombreux techniciens allemands sous mes ordres : jamais je n'eus à prononcer un serment quelconque de fidélité à l'Allemagne. Toujours notre statut de volontaires européens et antibolchevistes fut respecté.

*
* *

Tactiquement, et c'est normal, nous dépendions, au front, d'unités supérieures, d'un Régiment ou d'une Division quand nous étions un Bataillon, d'une Division quand nous fûmes une Brigade, d'un Corps d'Armée quand nous fûmes une Division. Mais nous jouîmes toujours d'une réelle autonomie.

Certaines Légions acceptèrent, parfois, que des officiers supérieurs allemands assumassent chez elles des postes de commandement. Certes, il y avait parmi ceux-ci des chefs de guerre absolument remarquables. Cependant, pour maintenir rigoureusement le caractère national de notre unité, nous refusâmes toujours, nous Belges, comme la plupart des autres Européens, à de telles nominations. Il y eut parfois chez nous l'un ou l'autre spécialiste allemand, un technicien généralement fort capable, mais il était strictement sous nos ordres.

Notre résistance à ces compénétrations ne venait pas d'un manque de confiance ; au contraire, nous savions que, commandée par un Etat-Major allemand, notre Légion eût été, militairement, dans d'excellentes mains. Mais c'était, pour

notre peuple, une question de dignité: nous ne voulions pas être capables seulement de mourir, mais aussi de commander.

Si nous eussions cédé militairement, nous eussions pu être amenés plus tard à céder politiquement, à admettre sur ce terrain-là aussi, un jour, des « Etats-Majors » extra-nationaux. C'était donc une question de principe. Elle me valut de sérieuses bagarres avec Himmler, que mon entêtement nationaliste énervait. Mais je ne cédaï pas et finalement, Himmler me donna raison.

Certains, peut-être, se laissèrent circonvenir. Nous pas. Du premier au dernier jour, tous les postes de commande de notre Légion furent dans les mains de nos compatriotes. La seule langue employée fut, resta toujours, le français. Les spécialistes allemands qui vinrent chez nous durent se soumettre à notre autorité, exactement comme n'importe lesquels de nos soldats. Ils le firent avec un esprit de discipline remarquable, toujours corrects, dévoués et excellents camarades.

Ils avaient tout de même un certain mérite, eux Allemands, à se plier aux ordres d'officiers d'un petit pays vaincu par eux en 1940. J'eus sous mon commandement, en 1944-1945, un Lieutenant-colonel allemand, officier d'Etat-Major de toute première force, un Médecin-major allemand, chirurgien attaché à notre hôpital divisionnaire, de jeunes officiers d'ordonnance allemands, combattants valeureux et qui m'étaient extrêmement utiles pour les liaisons. Ils se tinrent tous, toujours, scrupuleusement à leur place, sans essayer jamais d'en imposer.

On en arriva même à des situations extravagantes. Devenu Commandeur de Division, je reçus, comme tel, le droit de conférer directement la Croix de fer, non seulement à nos Wallons, mais aussi aux Allemands détachés à mon unité! C'est moi, étranger, qui décernais aux Allemands inscrits

parmi nos effectifs les décorations les plus glorieuses de leur propre pays! C'est moi qui proposais ou repoussais leur promotion à des grades supérieurs!

Vraiment, il eût été difficile d'aller plus loin dans l'égalité! C'était de l'égalité à rebours. C'étaient, finalement, les Allemands, bien plus que nous, qui étaient devenus des « Collaborateurs »!

Certes, il avait bien fallu, au début, que nous eussions des instructeurs allemands, non seulement pour recevoir une formation physique identique à celle de nos futurs camarades du Front, mais parce que tout le matériel militaire était de fabrication allemande: fusils, mitrailleuses, lance-grenades, masques à gaz, camions, équipages, etc.

Mais, même durant ces semaines-là, nous fûmes sous le commandement d'officiers de notre pays. Un officier allemand était détaché, à titre complémentaire, auprès de chacun de nos commandants de compagnie. Plusieurs sous-officiers ou caporaux instructeurs allemands étaient aussi à sa disposition, mais toujours en sous-ordre.

[Il n'y eut pas un incident si minime fût-il, pendant nos deux mois de vie de caserne. Ces fraternisations amicales présentaient même certains dangers. Ces Allemands étaient si dévoués, si soucieux du bien des hommes qu'ils obtinrent bientôt la toute grande côte d'amour parmi la troupe. Comme ils avaient brillamment combattu en Pologne, en Norvège, en France, dans les Balkans, y avaient gagné la Croix de Fer, ils impressionnaient nos soldats qui, finalement, en arrivaient parfois à les préférer aux officiers de leur pays.

Nous avions, pour nous commander au début, un certain nombre de vieux papas, un peu poussifs. L'homme de troupe les comparait à ces jeunes guerriers allemands, sportifs, couverts de gloire, merveilleusement formés, traitant les hommes en camarades, s'occupant d'eux sans cesse, avec un esprit social magnifique.

Finalement, beaucoup de nos soldats en étaient venus à désirer que ces entraîneurs allemands les commandassent au Front plutôt que certains de nos officiers belges qu'ils trouvaient paperassiers et parfois trop distants.

Je dus, là encore, freiner à fond. J'admirais autant que mes compatriotes ces camarades du Reich. Mais nous étions partis pour représenter notre peuple. Nous devions, à tous les échelons, faire effort sur nous-mêmes pour être dignes de nos devoirs. Sinon, c'eût été admettre que les gens de chez nous n'étaient capables ni d'assumer des responsabilités ni de dominer un grand destin.

Si certains des nôtres allèrent jusqu'à désirer que des officiers allemands nous commandassent, ceux-ci se gardèrent des tentations de l'orgueil. Ils comprenaient parfaitement mon point de vue quand je le leur expliquais, amicalement et franchement.

Certes, ma situation était délicate, car j'étais alors simple soldat. Je m'en tenais rigoureusement à mon obscur travail de troupier, rampant, crotté jusqu'aux naseaux, ma mitrailleuse dans les poings, à travers les talus, les buissons et les labourés, effectuant les corvées de patates ou les feuillées comme n'importe quel autre homme de la troupe. Pendant les six premières semaines de notre réclusion complète au camp d'instruction, je ne reçus pas une carte postale du pays et ne mis pas un pied hors de l'enclos. C'était la vie de la chambrée, la gamelle, le graissage d'armes, l'entraînement. Mais c'est ainsi précisément que je pouvais agir le plus efficacement sur la masse de mes compagnons. Quant aux officiers, je les retrouvais, le soir, comme tout le monde, à la cantine. Et ainsi, les idées s'échangeaient, l'idéal s'affermissait.]

*

* *

La situation matérielle de nos volontaires belges fut celle de presque toutes les unités étrangères. Nombre d'entre eux

avaient souffert en renonçant, au moment du départ, à des situations atteintes au pays après de durs efforts.

Ces jeunes gens, ces jeunes hommes avaient sacrifié tout, poussés par l'idéalisme le plus absolu. Là-bas, leurs parents, leur femme, leurs enfants étaient demeurés seuls, sans ressources parfois. Personne n'avait même mis au point définitivement la question de la subsistance matérielle des foyers durant l'absence des chefs de familles : pendant plusieurs mois, ce serait une source de difficultés dramatiques. Jamais les allocations ne dépasseraient la maigre indemnité du troupier.

Celle-ci, certes, permettait de vivre, simplement, en Allemagne, où il n'y avait pas de marché noir et où les autorités communales, les associations de familles nombreuses, les industriels, les propriétaires d'immeubles aidaient de toutes leurs forces les familles des mobilisés. Mais en Belgique, comme dans la plupart des pays qui avaient formé des légions et où il fallait acheter presque tout au « marché parallèle », la situation des femmes de légionnaires fut souvent angoissante.

Dès alors, nos camarades savaient que la mort pouvait les frapper, qu'au-delà d'eux, tout ce qui leur était le plus cher au monde pâtirait durement. Dès qu'on évoquait les familles, les yeux s'embuaient. Mais chacun sacrifiait vaillamment son bonheur humain à une cause supérieure à laquelle il croyait fervemment.

Comment, comment a-t-on pu, après la débâcle, salir, accabler, envoyer à des prisons horribles ces chevaliers, peut-être trop naïfs, d'un trop grand rêve ! Même si on croyait qu'ils s'étaient fourvoyés, on n'aurait pas dû oublier qu'ils avaient été d'un désintéressement exemplaire, en un temps où, pourtant, trop souvent, seul l'intérêt compte ! Ils avaient affronté d'interminables souffrances, sachant que personnel-

lement, ils n'avaient absolument rien à gagner dans cette terrible aventure et qu'ils pouvaient, au contraire, tout y perdre, la vie comprise!

La haine, en 1945, avait-elle répondu à la haine?

A dire le vrai, dans les pineraies de la frontière polonaise où, en 1941, nos volontaires s'exerçaient, la haine n'avait aucune prise. Nous ne rêvions que d'une Patrie à relever, de l'Europe à unifier, de notre foi à défendre, de vertus humaines à ranimer et à transfigurer.

Nos soldats vécurent vraiment, durant ces semaines de préparation, comme s'ils avaient été à une veillée d'armes au temps des Croisades.

Ils s'étaient dépouillés de tout. Leur bien se limitait à un sac à dos, sur lequel se trouvait inscrit encore le nom d'un soldat mort qui l'avait porté avant eux, à de grosses chaussettes, à un peu de linge de troupe, à une couverture, à une paire de godillots. Nous étions plus pauvres que des moines.

Nous avions le cœur qui saignait en secret en pensant à la jeune maman laissée là-bas, aux enfants qui, sans doute, cueillaient les dernières fleurs d'automne tandis que nous nous préparions à affronter le combat et la mort. Mais nous étions heureux. Il n'est de bonheur que dans la mesure où l'on se donne. Nous entendions en nous les grands chants de la sérénité.

Nous ne calculions rien. Nous allions à la tragédie sans même penser, un instant, qu'on pourrait ne pas nous comprendre. Les cœurs sans complications n'imaginent pas les complications des autres. Les cœurs frais n'imaginent pas que d'autres cœurs soient haineux et souillés. Pendant quatre ans, la souffrance nous serait la plus merveilleuse des compagnes, pathétique et angélique, lavant nos âmes de tout désir, nous hissant vers les sommets dont si longtemps nous avions rêvé.

Les défaites ou les victoires, les revers ou les succès matériels passent, s'oublient, feux qui brillent un instant, fumées qui se diluent dès que le vent souffle.

Mais l'essentiel, le grand embrasement spirituel sans lequel le monde n'est rien, nous le sentions brûler en nous, émus, ce matin d'octobre 1941 où, fusil sur l'épaule, nous descendîmes vers les trains cahotants qui nous emmèneraient vers l'enfer glacé de l'Est.

CHAPITRE II

DANS LA STEPPE SANGLANTE

Modestie de notre condition au Front de l'Est en 1941. – Un bataillon parmi des centaines d'autres. – Souffrances et grisailles. – Comment nous distinguer ? – Débuts difficiles au Donetz. – Notre premier Commandeur, le Capitaine Jacobs. – « Bourguignons » du Front de l'Est et « Bourguignons » du Saint Empire Germanique. – Le salut du pays par-dessus les discussions byzantines des juristes. – La magistrature belge avalise le recrutement de notre Légion. – Tout risquer par patriotisme. – Résurrection nationale à Gromovaja-Balka, le 28 février 1942.

En quittant leur terre natale, les légionnaires antibolchevistes de chaque nation de l'Europe s'étaient naïvement imaginé qu'ils représentaient quelque chose de très important.

Moralement, c'était vrai. Leur entrée dans la lice montrait que l'idéalisme n'était pas mort dans l'âme de leur peuple. Le fait, se disaient-ils, de devenir, au combat, les égaux des soldats du Reich permettait à la fin de la guerre de bâtir l'unité européenne, non dans l'assujettissement des pays vaincus

mais dans l'émulation de patries qui auraient uni leur sang, leur gloire au cours de l'épopée de la steppe.

Mais cela, c'étaient les projections dans l'avenir.

Dans l'immédiat, les Légions du début s'aperçurent vite qu'au long de l'immense forêt verte de la *Wehrmacht* allemande elles n'étaient que des arbustes au frêle feuillage.

Tout serait possible, sans doute, mais presque tout était à faire.

En attendant, nous n'étions, débarqués dans les neiges de l'Est, qu'une poignée de garçons inconnus. Je vois encore s'arrêter dans une gare perdue près de la frontière polonaise, le 10 août 1941, notre long train de voitures de troisième classe, arrivant de Belgique. Nous étions frémissants des acclamations lancées par la foule bruxelloise au moment des adieux. Nous eussions trouvé tout naturel que le Reich entier fût sur le quai de cette petite station pour nous recevoir avec fanfare et fleurs... C'était un dimanche après-midi. Deux employés naviguaient près du poste d'aiguillage, absolument insensibles à notre excitation. Un civil, un seul, se dessinait sur le ciel bleu. Il était vieux, allait de voiture en voiture. Il s'approcha de la nôtre.

« Borms ? » demanda-t-il.

Les deux employés avaient dû lui expliquer que c'était un train de volontaires belges. De l'autre guerre, il n'avait retenu que ce nom-là, celui de l'homme politique anversois, qui avait, en 1918, présidé le Conseil de Flandre, d'accord avec les Allemands.

Le vieillard était têtue, il ouvrait les portières, l'une après l'autre.

Nous décidâmes un de nos camarades à se sacrifier. Un jovial Namurois de quarante-cinq ans, assez gros, frisant, le nez en pomme de terre, noir comme un Calabrais, fut promu Borms. Le brave Allemand lui serra les mains avec effusion, le

félicita de s'être engagé, à son âge, dans la « Légion Wallonie ». Notre Borms mosan, avec la componction d'un chef d'Etat, ne souffla mot. Cela valait mieux. Comme il ne connaissait ni une syllabe de flamand ni une syllabe d'allemand, un discours eût pu tout gâter !

Mais l'incident, s'il nous parut cocasse, nous éclaira aussi sur notre condition : un seul Allemand était venu nous attendre ; il prenait Borms pour un Wallon, ne connaissait rien d'autre de notre pays !

Avant d'assurer le salut de celui-ci, il y aurait du chemin à parcourir !

*

* *

Notre arrivée au front fut une seconde douche.

Il était parfaitement compréhensible que les autorités militaires allemandes eussent en tête d'autres soucis que la réception de volontaires étrangers entre les murs calcinés de la gare de Dniepropetrovsk.

Nous attendîmes pendant trois jours le long du Dniepr gris et noir sur lequel flottaient les crêtes blanches de glaçons gigantesques. Pas un officier allemand ne vint nous rendre visite. Notre Commandeur ne fut invité par personne. Les ordres de franchir le fleuve nous furent envoyés par un motocycliste – c'était normal – comme à n'importe quel bataillon.

Nous étions, nous, le Bataillon 373. Le Bataillon 373 devait faire telle étape, prendre position dans tel secteur. Point, c'était tout. Les généraux allemands manipulaient, sans s'exciter, les pions vivants et ne se souciaient pas de diplomatie.

Nous avions été gâtés par la rencontre des Italiens. Ceux-ci, avec leur sens inné de la politique, étaient accourus dès la

première heure de notre débarquement au Dniepr. Le jour même, le Général qui commandait leur base de Dniepropetrovsk était venu nous saluer, nous avait fraternellement invités à son mess. J'avais dû parler à ses troupes assemblées. Un camion avait amené à nos soldats des tonneaux de chianti, des centaines de citrons, des couvertures, des fourrures.

L'Italien est né gentil, a de l'entregent, de l'imagination, du cœur. Le long de la voie Dnipropetrovsk-Stalino, les Italiens abondaient, petites taupes noiraudes déboulant de chaque tas de neige. Partout, ils se précipitaient vers nous, affectueux, débordant de sensibilité.

Lorsqu'une nuit de novembre, vers 4 heures du matin, nous montâmes en première ligne, nous trouvâmes brusquement toute une compagnie d'Italiens présentant les armes des deux côtés de la piste ! Ils avaient de ces gestes délicats comme seul en a leur peuple, peuple spontané, fin, charmeur, ardent, s'enthousiasmant vite.

Nos soldats comparaient.

Ils avaient tort de comparer. L'Allemand a d'autres qualités, différentes, mais aussi réelles. Il n'a pas spécialement de sens politique, mais il est méthodique et organisateur. Il calcule longuement, mais il est fidèle ; il ne s'emballe pas, mais il est tenace dans ses résolutions. Il n'a point d'ailes pour s'envoler, mais, s'il va à pied, il marche jusqu'au bout, sans se décourager ni faiblir. Il parle peu, mais il réfléchit beaucoup ; il construit lentement, mais avec des matériaux durables. Il ne gambade jamais, mais il trace son sillon avec force. Il ne déborde pas d'imagination mais son cerveau fonctionne puissamment, sérieusement, définitivement. Il est capable de grandes émotions, mais elles ont la gravité, la profondeur des longs ciels nuageux, aux déroulements massifs, du Mecklembourg ou de la Mer du Nord.

Nos camarades italiens, à l'esprit vif et coloré, à la joie allègre comme le ciel miroitant de Capri, ne portaient pas, non plus, au Front de l'Est, les responsabilités terribles qu'assumait le Haut Commandement allemand au seuil de l'hiver de 1941.

Qu'était notre premier bataillon wallon pour les généraux du Reich ? Un millier de soldats, parmi des centaines de milliers de soldats ! Et encore, un millier de soldats inaguerris, formés trop vite ! La *Wehrmacht* était sûre de ses hommes. Elle n'était pas aussi sûre des autres.

Dans le train, à la gare du Nord à Bruxelles, il nous avait semblé que notre Légion était une force redoutable : trente, quarante Wallons ! Dans les boues et la neige de l'immense Russie, notre ruban gris-vert, brinquebalant à hue et à dia, était si petit, si insignifiant, qu'il y avait de quoi perdre confiance en soi-même. Comment, à une poignée, arriverions-nous jamais à nous distinguer au milieu de ces centaines de bataillons d'élite de la *Wehrmacht* allemande ? Comment parviendrions-nous à acquérir l'estime, la considération, l'admiration de chefs d'armées qui avaient vu leurs soldats accomplir tant d'exploits glorieux ?

C'était, pourtant, cela seul qui nous intéressait : non pas qu'on nous reçût avec des compliments « parce que nous venions », mais qu'on proclamât, un jour, que nous étions des braves, des héros si possible, et que cet hommage rejaillît sur notre pays, le redressant moralement, le sauvant politiquement.

Ces pensées-là nous hantaient tandis que nous passions nos nuits à guetter l'ennemi parmi le gel qui mordait et la tempête qui soulevait la neige en tourbillons.

Que nous eût servi de nouer des contacts avec des hauts militaires allemands tant que nous n'avions pas fait nos preuves ?

On n'eût pu nous décerner que des formules de politesse.

Ce qu'il nous fallait, c'était du vrai et non du conventionnel, c'était de la gloire, c'étaient des titres pour l'avenir.

De loin, tout cela nous avait paru facile. Nous étions encore des romantiques des batailles, nourris de la littérature napoléonienne où les guerres se gagnaient en un jour, au Pont d'Arcole, à Austerlitz, à Wagram. Les semaines et les semaines de Russie passaient, monotones, harassantes, le corps dévoré par le froid, rongé par la vermine : escarmouches sans faste, gîtes russes nauséabonds, pain que l'on cassait à la baïonnette, absence de toute nouvelle du pays, de tout réconfort.

Lors des relèves et des déplacements, nous nous regardions, effarés, le visage crevassé par les gerçures, les oreilles, la nuque protégées par des morceaux de carton, les doigts enroulés, faute de gants, dans nos mouchoirs verts. Nos hommes peinaient, souffraient.

Un jour, une grosse voiture de commandement, tout terrain, s'arrêta dans la neige près de notre colonne. Un général allemand s'adressa à un de nos camarades :

« Qui êtes-vous ? »

« Nous, Monsieur le Général, on est les Belges ! »

« Très bien. Et combien avez-vous de divisions ? »

Ça, c'était le coup dur. Comment dire que nous n'étions alors qu'un bataillon en tout ?... Mais notre soldat, sensible et fin, eut une réponse touchante et magnifique :

« Combien nous avons de divisions ? Je ne pourrais pas vous le dire au juste. Nous, on est de la première... »

La première... Il n'avait pas voulu mentir, le pauvre, mais il n'avait pas non plus admis notre faiblesse. Et le temps lui donna raison, puisque la petite Belgique finit par avoir deux divisions de volontaires antibolchevistes au Front de l'Est. Nous seuls, les Wallons, comptions deux mille cinq cents morts, tombés pour l'Europe et pour notre Patrie, au Donetz,

au Don, au Caucase, en Ukraine, en Esthonie, en Poméranie et à l'Oder ; là, les tout derniers, nos camarades se firent broyer sur place, à plus de cinq cents, plutôt que de céder le passage du fleuve aux Soviets, le 21 avril 1945.

*

* *

Le lecteur étranger peut se demander ce que signifie ce nom de « Bourguignon » que s'étaient donné les volontaires de Wallonie.

Et bien, voici. La mystique du Mouvement Rex, qui était à la base de notre Légion belge, se nourrissait des souvenirs glorieux de l'épopée forgée au XIV^e et au XV^e siècles par les Ducs de Bourgogne, Philippe le Hardi, Philippe le Bon, Charles le Téméraire, fondateurs de l'unité des Grands-Pays-Bas, puis par Charles-Quint, l'Empereur de l'Europe d'alors.

Pour nos soldats, la réelle Patrie, ce n'était pas seulement Bruges, Anvers, Liège et Bruxelles, Tournai, Malines, c'était l'ensemble des merveilleuses « Dix-Sept Provinces » qui avaient tendu, pendant si longtemps, le long de la Mer du Nord, leurs pampres de force, de gloire, de science et de beauté.

Durant ces siècles-là, les Pays-Bas, représentant plus ou moins le Benelux d'à présent et le Nord de la France, avaient été grands, avaient donné au monde les trésors d'une civilisation munificente : Tournai la Romane, aux tapisseries de haute-lice, vivantes comme les sculptures d'un vieux portail ; Arras, la cité de nos légistes ; Bruges, la reine orgueilleuse du « Mare Germanium » ; Dinant, blanche et violette, aux clochers bulbeux, gracieux, comme des tulipes ; Malines et sa tour puissante, fabuleux donjon hissé dans les nuages rosés du soir ; Douai, portant toujours l'aigle bicéphale dans ses armes ; Anvers, où Dürer avait dessiné les flottilles du fleuve ; Ypres et

ses halles ajourées, plus grandioses qu'une basilique; Audenaerde et son Hôtel de Ville pareil à une châtelle; Gand et ses maisons gothiques, patinées, écaillées, mirant dans l'eau noire des canaux les Bâtons Nouveaux de leurs vieux blasons...

Dunkerque (Duinkerke), l'église des dunes, porte de la Manche du Sud à la Mer du Nord.

Plus que des rassembleurs de terres perdues, nous étions des rassembleurs de grandeur. Plus que d'extensions territoriales, nous rêvions d'une renaissance morale, inspirée par ces siècles où nous n'étions pas les boutiquiers mesquins d'un comptoir trop étroit, mais le peuple de van Eyck, de Breughel, de Rubens, de Vésale, d'Erasmus, le pays des Ducs de Bourgogne qui dispensaient des Rois, comme Philippe-le-Beau, à l'orgueilleuse Espagne et des Empereurs, comme Charles-Quint, au Saint Empire Romain Germanique.

Le mot « Bourguignon » avait ainsi jailli spontanément, tout naturellement, de la troupe.

Jusqu'à la fin de la guerre, nos soldats seraient donc, non les Wallons, terme qui, politiquement, n'a pas de sens, mais ne correspondant pas à aucune réalité historique. Les « Bourguignons ». Le mot était savoureux, coloré, fort de vie, comme nos aïeux cinq cents ans plus tôt; il signifiait surtout que nous n'étions ni des lâcheurs du passé ni des minimalistes.

*

**

Il était d'autant plus d'actualité que l'épopée bourguignonne avait vu jadis nos « XVII Provinces » – appelées également « Germania Inferior » – participer directement et librement à la grande et large unité politique qu'était alors le Saint Empire, premier essai de confédération européenne.

Européens et Germains, nous tenions à rappeler que notre présence au sein de la nouvelle Europe en formation n'était pas un hasard, mais prolongeait des siècles particulièrement glorieux.

Et, de même que jadis nos pères avaient vécu la tête haute, jouissant au sein du Saint Empire Germanique d'une liberté comme jamais nos terres n'en avaient connue, nous voulions entrer dans la nouvelle communauté européenne en nous épanouissant totalement, librement, grandement, comme les Ducs de Bourgogne de jadis.

Les « Bourguignons » du Front de l'Est de 1941 entendaient montrer qu'ils étaient dignes des Bourguignons du XVI^e siècle, de cinq cents ans d'Histoire des Grands Pays-Bas.

Ce terme, ressuscité, était un rappel, un cri de foi dans l'avenir.

*

**

Quels arguments juridiques eussent pu, à cette époque-là, retenir l'élan des divers volontaires d'Europe?

Notre Patrie, comme beaucoup d'autres, était à la dérive. Tout était à demi submergé sur le continent. Tous étaient sûrs de périr noyés. Le temps n'était plus aux discussions byzantines, au découpage en quatre des cheveux des vieux législateurs, ces jeux stupides, c'était le passé; seul nous intéressait le salut de notre Patrie en danger.

Nous ne nous étions pas engagés dans une armée étrangère, nous formions au sein d'une communauté militaire européenne une armée nationale entre vingt autres, reconnue comme telle, composée uniquement par des Belges, soldats de notre peuple, luttant pour sauver notre peuple.

Et puis la question, en 1941, n'était pas de savoir si les gardes-champêtres constitutionnels nous permettaient de nous jeter à l'eau pour sauver le pays en train de couler à pic, mais bien de décider si, collés à des règlements poussiéreux au lieu d'agir, nous allions, immobiles, laisser la Belgique stationner au fond du fleuve ?

Qu'étaient devenues les lois, en 1941 ?

Qui détenait le pouvoir ?

En France, en 1941, légalement c'était le Maréchal Pétain. Or c'est son gouvernement qui organisait la Légion des Volontaires Français.

Les lois belges, elles, avaient été bafouées, piétinées le 10 mai 1940, lorsque des milliers de patriotes irréprochables avaient été jetés dans les cachots du régime démocratique, accusés haineusement d'appartenir à une « cinquième colonne » qui n'existait pas, dont aucune trace ne fut jamais révélée par quiconque par la suite au cours d'un demi-siècle.

Quant au gouvernement belge, il n'existait plus depuis août 1940, depuis que l'équipe, bien oubliée à présent, des Ministres Pierlot-Spaak, avait officiellement informé Léopold III et les plus hautes autorités belges en France qu'il cessait d'exercer ses fonctions.

Depuis lors, c'était, politiquement, le vide. Les ex-ministres belges – le Roi Léopold III disait dédaigneusement « M. Pierlot et consorts » – qui parlaient à la Radio de Londres n'avaient reçu en aucune façon du Souverain l'autorisation de réexercer des fonctions auxquelles ils avaient publiquement renoncé depuis l'été de 1940. Même en 1944, à la soi-disant « libération », Léopold III leur déniera encore, par écrit, tout droit à gouverner.

Restaient les magistrats belges.

Nul parmi eux – ni en France non plus, d'ailleurs – ne trouva en 1941 que la constitution d'une Légion antibolcheviste tombait sous le coup d'une loi. Sinon, il eût dû entamer

aussitôt des poursuites contre ses organisateurs, contre moi notamment, dès le jour où j'avais lancé le premier appel au rassemblement de volontaires pour cette Croisade du Front de l'Est. C'était d'autant plus simple que nous étions encore des civils, à ce moment-là.

Il serait tout de même inouï de penser que cent magistrats belges ou français eussent été alors des lâches intégraux, que pas un seul d'entre eux, sur toute l'étendue des territoires français ou belge, n'aurait eu le courage civique de lancer un mandat d'arrêt contre un x quelconque s'ils avaient été convaincus que la formation d'une Légion antibolcheviste était un acte que les lois réprouvaient.

Durant la guerre de 1914 à 1918, la magistrature belge n'avait pas hésité à braver les autorités d'occupation, en procédant à des poursuites contre certains dirigeants flamands qui jouissaient de l'appui public du gouverneur allemand, le Général von Bissing. Elle les avait même fait arrêter.

En 1941, le lancement de la Légion « Wallonie » fut opéré sans que l'occupant intervînt dans notre projet ou dans sa réalisation. Si notre geste avait été répréhensible, la magistrature belge non seulement eût pu mais eût dû nous poursuivre.

Elle s'en garda bien, preuve qu'alors les anciennes institutions paraissaient, à tous, complètement dépassées, même aux magistrats chargés de veiller à ce que les citoyens les respectassent ! Par son inaction totale, la magistrature belge avalisa publiquement notre entreprise.

Elle ne se réanimait qu'en septembre 1944, après que le dernier troupier allemand eut disparu depuis huit jours à l'horizon. Alors oui, elle retrouverait une activité vengeresse, allongerait des centaines de condamnations à mort et des centaines de milliers d'années de prisons.

Étonnant autant alors par son ignominie qu'elle avait étonné quatre ans plus tôt par sa forfaiture généralisée.

Donc la Belgique, en 1941, pour se relever de sa défaite, ne pouvait compter sur aucune des autorités traditionnelles, assez viles déjà au naturel lorsqu'elles n'ont qu'à faire des effets de bicornes mais vite ignobles quand il faut courir quelque risque. En 1940, toutes avaient rivalisé dans l'abjection: militaires en fuite, ministères en décomposition, magistrature couchée à l'horizontale.

Notre pays avait été abandonné. En 1941, qu'était-il encore?

L'Allemagne triomphait, à tel point que le Ministre belge Spaak la croyait, selon ses propres paroles, « maîtresse du continent pour mille ans ».

Certes, parmi la débandade des manitous et l'avachissement de l'opinion, il eût été beaucoup plus simple pour nous de nous garer dans notre coin, de ne pas agir, de bien boire, de bien manger, comme 99 % de patriotes rubiconds le firent alors!

Mais nous n'étions ni des goinfres, ni des pleutres. Nous nous jetâmes à l'eau, ne pensant qu'à la Patrie qui se noyait, et qui devait survivre.

*
* *

Les mois passèrent.

Nous avons tout sacrifié, nous volontaires belges, comme nos milliers de camarades des autres pays occupés, pour arracher à l'avenir cette auréole de gloire, ces droits du sang qui, peut-être, pourraient encore ranimer nos Patries gisantes.

A quoi pouvait encore servir la politique quand seule comptait la valeur du sang?

Moi-même j'avais abandonné la direction du Mouvement Rexiste, ma création politique d'avant 1940. Il fallut concen-

trer l'effort sur l'essentiel: le front, là seulement où les renouveaux pouvaient se conquérir.

Simple soldat, je trimais dans la neige hurlante, parmi mes compagnons. Le découragement miaulait à nos oreilles, harcelant comme la bise glacée. Ne nous étions-nous pas fourvoyés? N'étions-nous pas perdus dans ces neiges sans fin, parmi des millions d'autres soldats, nos vainqueurs de la veille? Quand sortirions-nous jamais de l'uniformité de cette vie étouffée? Comment pourrions-nous saisir la chance, nous cramponner à elle?

Nos âmes étaient tellement tendues que lorsque vint pour nous, Belges, le grand jour du sacrifice, nous ne fûmes, à l'instant même, qu'un bloc et qu'un don.

Nous avons lutté pendant cinq semaines terribles, en janvier et en février 1942, pour refouler la grande ruée soviétique qui avait déferlé vers le Dniéper. Après une contre-offensive atroce, par 40° et 42° au-dessous de zéro, nous nous étions hissés à la ligne des eaux du Dniéper et du Donetz. C'est là que les forces de l'URSS, le 28 février 1942, voulurent enfoncer notre barrage improvisé, courir, une seconde fois, vers Dniépropetrovsk, couper toute l'armée du Sud.

Ce matin-là, quand, par milliers, se ruèrent sur nous les Sibériens et les Mongols, quand tonnèrent les blindés rouges, broyant tout sur leur passage, nous comprîmes que tout se décidait: le soir, ou nous aurions été balayés, ou notre Légion serait célèbre.

Après des mois d'attente amère, Dieu nous offrait, enfin, l'occasion de prouver le courage unique des gens de notre peuple, comme il l'offrirait ailleurs aux volontaires de vingt autres peuples européens.

Le nom même du lieu du combat était grandiose: « Vallée du Tonnerre » (Gromovaja-Balka), comme si tout le fracas de la nature et de la bataille devait être à la mesure de l'épopée.

Ce fut un jour terrible. Trois fois nous fûmes enfoncés, écrasés parmi les isbas en flammes. Trois fois, nous nous redressâmes, reprîmes, au corps à corps, le terrain envahi. Le soir, des centaines de Légionnaires wallons étaient morts ou blessés. Mais le front du Donetz avait été sauvé. Nous étions cités au Communiqué du Grand Quartier Général. Les grandes ombres de l'ensevelissement moral de notre pays avaient cessé de l'étreindre. Les possibilités de résurrection de notre communauté nationale, au sein de l'Europe que forgeait Hitler, naquirent ce jour-là, le 28 février 1942, à Gromovaja-Balka, où, en quelques heures, la moitié des volontaires wallons versèrent leur sang, avec amour, pour le salut de leur vieux peuple.

CHAPITRE III

FRONTIÈRE D'ASIE

Les droits du sang. – « Pour bravoure exceptionnelle au combat ». – La plongée du Donetz au Kouban. – Complots politico-policiers à Bruxelles. – Lettres pour dactylos romantiques. – Espionnage du SD à la Légion « Wallonie ». – Mes coups de botte. – Avec la SS ou avec les conservateurs du Reich ? – Le prestige nécessaire. – Nos dramatiques batailles de Prusskaja et de Tcherjakow, en août 1942. – L'épopée du Caucase. – Le bistouri de la gloire.

L'hiver de 1941-1942 avait été, pour tous les combattants européens du Front de l'Est, une épreuve effroyable : combats incessants pendant des mois et des mois, le jour, la nuit, en pleine steppe hurlante, sur plusieurs milliers de kilomètres de front, par des froids qui atteignaient ou dépassaient quarante degrés sous zéro, sans vêtements spéciaux, ravitaillés à grand-peine, ayant à faire face à un ennemi accoutumé à ces températures affreuses, équipé en conséquence et déferlant de toutes parts.

Qu'avait été, à côté de cette immense épreuve, la Campagne de Russie de Napoléon, menée au long d'une seule route et terminée dès le début de décembre 1810 !

Aussi est-ce avec des soupirs de soulagement que nous vîmes, au mois d'avril 1942, la neige descendre lentement le long des hauts baromètres gris qu'étaient les cannes de tour-nesol. Puis un soleil écrasant survint, pavoisant de vert et de jaune les vieux bouleaux qui bordaient, dans les fonds, les étangs étoilés de poissons morts.

Pour nous, Volontaires, cet hiver signifiait une double victoire : victoire sur l'ennemi déchaîné, victoire surtout, avant tout, sur le mauvais sort qui, en mai 1940, avait frappé notre Patrie. La journée de sang et de gloire de Gromowaja-Balka avait marqué le premier pas vers sa renaissance. Nos morts, ce jour-là, avaient rétabli l'égalité entre les anciens vaincus et les anciens vainqueurs. Les tombes des jeunes Belges et des jeunes Allemands, alignées côte à côte dans la steppe hostile, étaient les témoins et les garants d'un avenir juste. Le sang avait acquis ce que les palabres de la politique avaient, jusqu'alors, laissé en suspens.

Notre situation morale s'était fort améliorée au front lui-même. Pour nos camarades allemands, nous n'étions plus des demi-touristes, mais de vrais soldats, de durs cogneurs, des fonceurs. Notre réputation de spécialistes de l'assaut commençait déjà à s'établir fermement. Nous étions respectés. Quand on disait : « 's ist ein Wallon », c'était avec un ton de sympathie. Et en évoquant les héros de Schiller. Nous étions loin des premiers jours réfrigérants du Dniepr.

Promu caporal, puis sous-officier, au cours des batailles de l'hiver, je venais – premier non-Allemand dans ce cas – d'être nommé sous-lieutenant par Hitler, le chef des armées d'Europe, « pour bravoure exceptionnelle au combat ». C'étaient les seules épaulettes qui pouvaient m'intéresser, celles que j'avais arrachées aux Russes au corps au corps.

J'avais alors béni le ciel de n'avoir pas, en août 1941, cédé à la facilité, comme Doriot et comme certains dirigeants

flamands, en acceptant des autorités du Reich une promotion de complaisance. J'avais eu la vie dure, mais je m'étais « fait » au combat. J'avais été blessé une première fois, j'avais gagné la Croix de Fer, j'étais devenu officier « pour la valeur ». Du haut de mon cheval blanc, « Bayard », je regardais, apaisé, la steppe écaillée déjà par la chaleur. Ça marchait. Le premier pas, le plus dur, avait été franchi, bien franchi, avec honneur. Plus que jamais, j'étais sûr d'avoir pris et fait prendre à mes garçons la bonne route, en délaissant la sous-politique d'Occupation, ses intrigues, ses crocs-en-jambe. Tous les autres, les Mussert, les Quisling, s'épuisaient dans leur pays, se diminuaient. La guerre ne se livrait pas dans des bureaux, nez à nez avec des Allemands de second ordre, pense-petit, avachis par le confort et surtout sans aucun pouvoir de décision. Le sort du monde se jouait devant Moscou, devant Charkow, et non à la rue de la Loi, à Bruxelles, ou à Paris, à l'Hôtel Matignon. Les droits à diriger l'avenir, ce sont les combattants qui les arracheraient. Nous, Volontaires de l'Est, gagnions tôt ou tard, à la bataille, le prestige, l'autorité, le droit de parler, de proposer, le droit d'exiger, sans lesquels tout pouvoir est vain.

La Belgique de 1942 était restée le nœud de vipères que nous avions fui, dégoûtés, en 1941.

Le Général von Falkenhausen, chef des autorités d'Occupation, continuait à donner son appui principal à la collaboration hypercapitaliste. Cependant, depuis nos combats de Russie, comme il était un combattant glorieux, porteur de la Croix « Pour le Mérite », il avait nuancé son attitude vis-à-vis de Rex. Personnellement, après le Donetz, il avait cessé d'intriguer contre nous. C'est d'ailleurs que les travaux de sappe allaient être poursuivis.

Durant l'été de 1941, après que l'action politique nous eut été reconnue en quelque sorte comme un monopole, près des

populations belges de langue française, nous avons été l'objet, déjà, d'étranges manœuvres de provocation et de division.

On avait créé de toutes pièces, pour s'opposer à la Jeunesse Rexiste, une organisation fantôme de Jeunesse Romane, jouissant de ressources illimitées.

Peu après, un mouvement politique réclamant à cor et à cris l'incorporation de notre pays à l'Allemagne, l'AGRA (Les Amis du Grand Reich Allemand), avait été lancé en territoire wallon.

Les autorités régulières d'Occupation s'étaient comportées correctement dans ces deux affaires, n'avaient été pour rien dans la création de ces organismes de chantage. Les consignes et les fonds étaient venus d'ailleurs, de certains bureaux policiers de Berlin qui agissaient en marge de la hiérarchie normale et rêvaient d'amenuiser notre pays, de le morceler, de l'annihiler, pour mieux l'absorber par la suite.

Une force nationale comme Rex, consciente de l'histoire des Grands Pays-Bas, fière du magnifique foyer de vie qu'était resté notre peuple, exigeant pour lui, dans une Europe unie, une place où il pût s'épanouir pleinement, était l'obstacle numéro un aux yeux de cette poignée de politiciens de Police.

Ils s'étaient d'abord réjouis de mon départ au front. Mon entreprise leur avait paru une gageure. Elle allait me ridiculiser, me couler.

Mais je croyais à ce que je faisais. La foi fait des miracles. Il y avait eu miracle.

Ce devenait grave. Et les manœuvres reprurent de plus belle, révoltantes cette fois, car elles cherchaient à atteindre notre honneur de soldats.

*

* *

Ces menées me firent sourire d'abord, tant elles me parurent ridicules.

Elles me furent révélées de façon pittoresque.

Un ancien député rexiste, conférencier de la Radio, se rendait de temps en temps au service de presse de l'Ambassade du Reich de Bruxelles, où on lui passait aimablement en lecture un certain nombre de journaux étrangers. Pénétrant, un midi, dans les bureaux, il aperçut une ravissante dactylo plongée, tartine au poing, dans une liasse de photocopies.

La belle enfant, entendant du bruit, releva la tête :

– Ah, Monsieur Denis, s'exclama-t-elle, ravie, vous venez juste à point ! Vous connaissez bien l'écriture de votre chef Léon Degrelle. Il y a plusieurs mots que je ne comprends pas. Vous allez m'aider !

Jean Denis s'approcha, se pencha. La jeune Allemande avait sur sa petite table de dactylo les photocopies de toutes les lettres personnelles que j'avais envoyées du front à mon foyer. Elle se régala avidement de cette littérature, tout en cassant la croûte.

Pendant que je me battais au Front de l'Est, que je me faisais blesser, que je risquais chaque jour ma vie, des mouchards de Police détournaient mes lettres les plus intimes, les violaient, les photographiaient, en envoyaient des copies à six services différents ! Elles descendaient en cascades jusqu'aux petites employées romantiques, fort avides d'assaisonner leurs sandwiches avec mes effusions !

Ça m'était bien égal. Les mouchards en étaient pour leurs frais. Je ne parlais jamais de politique dans mes lettres. J'étais un soldat, rien qu'un soldat. J'écrivais à ma femme et à mes petits enfants chaque jour, ne fût-ce que quelques lignes griffonnées entre deux bagarres, essayant d'encourager les miens, de les guider, de leur dire ce qui se passait dans mon âme :

regrets, souffrances, amour, poésie, espérance. Tant mieux si les petites « souris » trouvaient dans cette lecture des sujets d'inspiration.

Mais le procédé n'était pas d'une élégance exceptionnelle. La police est la police. Et on surveille le courrier dans toutes les armées du monde. Mais le soldat qui se bat n'aime pas apprendre qu'on l'espionne et qu'on livre en pâture son courrier familial à des embusqués.

L'histoire me mit la puce à l'oreille. J'allais faire bien d'autres découvertes.

*
* *

Durant l'offensive d'Asie, j'étais devenu officier d'ordonnance et avais, à l'occasion, à prendre en charge le courrier de nos soldats.

Généralement, les lettres venaient de Belgique. A plusieurs reprises, j'avais aperçu, au dos de missives envoyées du Reich à un certain van de Peereboom, le nom de l'expéditeur : « Prins », suivi d'une adresse à Aix-la-Chapelle.

J'ai une mémoire précise. Après dix ans, je puis dire à une jolie femme qui assista une seule fois à un de mes meetings à quelle rangée et à quelle chaise elle se trouvait à cette occasion. Je promène ainsi, dans ma tête, des centaines de salles très exactement photographiées.

J'avais vu quelque part un nommé Prins; j'en étais sûr. Je développai soigneusement la plaque dans mon cerveau et me souvins qu'un soir à Bruxelles, dans l'ascenseur bloqué entre deux étages d'un immeuble où j'allais réveiller, un officier allemand s'était présenté : « Prins ». On avait remis en marche l'appareil. J'étais entré dans l'appartement. Je n'avais plus revu ce Prins depuis lors. Je me souvenais seulement qu'il portait

au col deux rectangles noirs, ce qui établissait qu'il appartenait à la police politique.

Les lettres se multipliant, je fis part de ces réminiscences au nouveau commandeur, Lucien Lippert. Celui-ci voulut en avoir le cœur net. Il ouvrit – selon son droit – un nouveau pli arrivé d'Aix-la-Chapelle.

Ma mémoire ne m'avait pas trompé. Ce Prins était bien un homme de police. Et c'étaient des ordres de police qu'il envoyait.

Officier de la SS, il adressait une note de rappel, insistant pour que son agent van de Peereboom envoyât le plus possible de mauvais renseignements sur les personnalités rexistes qui combattaient dans les rangs de la Légion belge.

Le texte était d'un cynisme inouï : « Ecrivez tout ce que vous pouvez récolter de plus défavorable; n'ayez pas peur de forcer la note ».

Le cas de manœuvres visant à saborder le moral d'une unité militaire au combat était flagrant. Cinq minutes plus tard, van de Peereboom était arrêté, amené au poste de commandement. Je broyai l'espion sous le marteau-pilon de mon interrogatoire. En un quart d'heure, bégayant, il avait tout avoué.

En mars 1941, il avait été envoyé à la Légion par le policier Prins, avec la mission de constituer un dossier à charge des dirigeants de Rex qui se seraient le plus distingués sur le Front russe. De la sorte, si, à la fin de la guerre, ceux-ci élevaient la voix pour demander qu'on tînt compte des exploits de la Légion, les policiers pourraient répondre : « Vous, attention, il y a eu ceci, il y a eu cela, ne faites pas le fier »...

Encore eût-on pu admettre, à la rigueur, que ce service établisse des dossiers justes. Mais il ne s'agissait pas de savoir ce que l'homme valait, il s'agissait de constituer un dossier d'ignominies : « ...n'ayez pas peur de forcer la note ».

Le misérable qui avait accepté cette mission avait reçu de Prins la promesse que, s'il nous salissait suffisamment, on le ferait nommer officier pour le récompenser de ses services. Promesse folle, car la police n'avait absolument rien à voir dans les promotions de la *Wehrmacht*.

Ce Peereboom devait avoir des complices. Je l'acculai. Il les dénonça. Ils étaient quatre: trois n'étaient que de pâles figurants. Le quatrième était un argousin de carrière, un agent de police de Bruxelles nommé Drabbé, indicateur de longue date de la Gestapo. Tous ces gaillards nous avaient été envoyés dans les jambes aussitôt après la victoire de Gromovaja-Balka. Héros, nos soldats devenaient dangereux. Il fallait avoir, à tout instant, sous la main, de quoi éclabousser les Croix de Fer qu'ils avaient glorieusement gagnées!

Drabbé fut arrêté lui aussi sur le champ.

Le Commandeur fit procéder à l'ouverture des bagages des cinq agents du *Sicherheitsdienst* (SD). Ils contenaient d'autres lettres de Prins, toutes plus immondes l'une que l'autre, appels directs à la provocation et au chantage.

Peereboom et Drabbé avaient commis l'imprudence de conserver dans leurs sacs des brouillons de leurs rapports au Lieutenant de la Gestapo. C'était un monceau de mensonges fangeux, tous d'une stupidité asine: de basses, de crapuleuses, de grotesques calomnies, qui nous eussent fait éclater de rire si nous n'avions pas su qu'elles visaient à flétrir des soldats qui se trouvaient en face de la mort et qu'elles faisaient partie de la plus abominable des manœuvres politiques.

Comme on leur avait commandé d'y aller à fond et que la récompense dépendrait de leur zèle diffamatoire, les mouchards avaient rédigé des élucubrations inimaginables.

Leur principale victime avait été John Hagemans, chef de notre Jeunesse, héraut de la grandeur impériale des Pays-Bas et, à cause de cela, bête noire de ce clan de basse police.

Le mois même où nous découvrîmes les rapports monstrueux élaborés pour le salir, il allait mourir au combat, inoubliable paladin, tué par une grenade au haut des Monts de Circassie, à Tjerjakov.

*

* *

Les deux espions n'en menaient pas large.

Je courus à la Division demander au Général qu'il les fit traduire en Conseil de Guerre sur le champ. Son indignation était aussi vive que la mienne. Mais je vis bien que l'idée d'une grande empoignade avec la Gestapo n'enthousiasmait pas l'Etat-Major divisionnaire. Pour moi, le cas était net: ces agents de basse police avaient tenté de dissocier l'unité morale de notre Bataillon. Leur cas relevait de la Justice militaire, cela ne faisait aucun doute. La Gestapo n'avait pas à s'immiscer dans l'Armée, qui disposait de ses propres services de renseignements.

Chacun en convint. Néanmoins, il était visible que nul n'éprouvait le moindre désir de se colleter à ce sujet. La Division câbla des protestations à Bruxelles au Général von Falkenhausen, qui n'y était pour rien mais qui envoya sur le champ un télégramme très digne de regrets et d'excuses.

Cela ne faisait pas suffisamment mon affaire: les deux traîtres devaient payer. Je demandai au Commandeur de rassembler la Légion; j'exposai moi-même avec indignation et précision à la troupe les menées des deux mouchards: « Jurez, Camarades, que lorsque vous serez libres d'agir, ces deux misérables payeront leur infamie ».

Les hommes répondirent par un hurlement formidable. Les deux espions, s'attendant à se voir démolir l'échine par la troupe, désertèrent le soir même.

C'est ce que j'attendais.

Van de Peereboom fut arrêté par la Feldgendarmarie deux jours plus tard. Cette fois-ci, le Conseil de Guerre pouvait passer à l'action, en ayant l'air de tout ignorer des précédentes affaires de police: il s'agissait désormais d'une désertion, sans complication supplémentaire. Je m'étais fait inscrire comme témoin à charge; je tins ledit van de Peereboom sous l'eau jusque quand la dernière bulle d'air eut remonté. Il écopa de cinq ans de travaux forcés, fut emmené peu après dans une forteresse du Reich.

L'autre déserteur, Drabbé, eut plus de chance. Il put parvenir jusqu'en Allemagne avant d'être arrêté. Nous étions en plein combat au seuil de l'Asie. Le Conseil de Guerre allemand ne possédait pas de renseignements suffisamment précis. La Gestapo eut beau jeu de couvrir son homme, de le représenter comme chargé de mission. Il bénéficia du doute et fut acquitté.

Nous l'eûmes dans les jambes jusqu'à la fin de la guerre, versé à un service administratif, l'œil humide et pendant, car c'était un couard, me jurant à chaque coin de porte que ses regrets pour sa mauvaise action seraient éternels. En réalité, chassé de la Gestapo après son échec, il s'était vendu à l'autre police, celle des Alliés; lorsqu'un certain nombre de nos camarades essayèrent, camouflés en civils, de rentrer du front russe au pays, après la capitulation de mai 1945, ils furent canalisés, comme tous les Belges du Reich, dans des camps de triage. Ils virent alors avec stupeur le Drabbé de la Gestapo avancer de file en file pour repérer et dénoncer ses anciens compagnons de l'Est.

Un de nos jeunes officiers se trouvait, avec deux de ses hommes, dans une rangée. Lorsqu'il aperçut Drabbé suivi de ses nouveaux maîtres, il glissa son poignard dans sa manche. A l'instant où Drabbé allait ouvrir la bouche, il tendit vers lui son

bras où brillait l'arme et souffla: « Un mot et tu es mort! ». Drabbé blêmit, vacilla, passa outre. Nos trois camarades étaient sauvés! Notre officier continua sa marche pendant deux mois, jusqu'à Lourdes, passa une journée à la Grotte de la Vierge; il franchit les Pyrénées, la nuit, à la boussole et me rejoignit à San Sebastian, sain et sauf, quelques jours plus tard.

Quant à Drabbé, il doit souvent, la nuit, se redresser dans ses cauchemars, trempé de sueur et d'épouvante, se disant que son heure viendra. Il n'a pas tort...

*

* *

La vigueur avec laquelle j'avais réagi contre les manœuvres du SD avait stupéfait les milieux allemands de Bruxelles.

Jamais personne n'avait fait à la police du Régime un coup pareil, expédié aux travaux forcés, pour cinq ans, un agent de ce service omnipotent.

Ne me contentant pas de cette exécution, j'avais, en outre, envoyé aux autorités du Reich une note acérée comme une flèche de Zoulou, exigeant que le chef allemand des mouchards si vilainement envoyés à notre légion, le nommé Prins, soit cassé de ses fonctions à Bruxelles et renvoyé du territoire de mon pays. Il fallut bien faire droit à mon exigence et vider Prins. Mais, une nouvelle fois, chacun, dans les bureaux du SD, tomba à la renverse: « Il en a un, de culot, celui-là! On n'a pas fini de se bagarrer avec lui ».

C'était vrai. Je ne suis pas méchant, mais quand on me marche sur les pieds, j'écrabouille instantanément les doigts de pied du provocateur. C'est une vieille habitude, qui m'a toujours donné d'excellents résultats.

La police politique allemande était puissante. Elle le devint de plus en plus. En fait, à la fin de la guerre, elle tenait tout, les

ministres compris. Cependant, je restai inébranlablement fidèle à ma méthode: aller tout droit, exiger des autres qu'ils allassent tout droit. J'ai toujours éprouvé une horreur physique pour les complots, les combines louches, le double-jeu, l'hypocrisie. Blanc ou noir! Ami ou ennemi! La main ou le poing! Mais il faut voir clair.

Pendant longtemps, la police politique allemande continua ses menées de sabotage et de chantage contre moi. Chaque fois, je répondis à grands coups de bottes. Tant pis pour qui se trouvait en face!

Le plus drôle, c'est que je finis par être respecté, par pouvoir dire des choses formidables, qu'on écoutait et qu'on approuvait. La rectitude et l'énergie sont, quoi qu'on en pense, des armes décisives en politique. Les traquenards cessèrent totalement. Le chef le plus intelligent du SD, le Général Ohlendorf, un homme tout à fait remarquable, m'invita à déjeuner à sa villa de Berlin en 1944. La table était tout entière ornée de petits drapeaux à la Croix de Bourgogne. C'était touchant. J'étais venu de très mauvaise humeur. Nous nous entendîmes de façon parfaite.

*

**

Quand cette grande bagarre de 1942 avait éclaté, je ne possédais qu'une notion extrêmement confuse des divers services policiers du III^e Reich. Qu'est-ce que c'était la Gestapo? Qu'est-ce que c'était le SD? Ces deux réseaux étaient tellement bien camouflés et embrouillés que je ne m'y suis jamais retrouvé avec exactitude. En fait, je n'ai jamais rencontré en Belgique un seul Allemand dont on m'ait dit qu'il appartenait à la Gestapo, et je n'ai jamais su qui, en Belgique, dirigeait celle-ci.

On m'a présenté une fois à Bruxelles, en 1944, un officier supérieur, chef du SD en Belgique, le Major Canaris. Ce fut l'occasion d'un incident assez drôle. Lui montrant les lettres SD qu'il portait sur sa manche, et me souvenant des mouchardages dont j'avais été l'objet au Don, je lui dis en riant: « Savez-vous ce que cela veut dire, SD? Cela veut dire Surveillance Degrelle! » Les Allemands ne saisissent pas toujours la plaisanterie. Cet officier du SD suffoqua. Il ne digéra jamais ce mot innocent. Des mois plus tard, il s'en attristait encore, paraît-il.

En fait, le SD était le nœud de la surveillance politique du III^e Reich à l'étranger, la Gestapo faisait plutôt office d'épouvantail.

De toute façon, Gestapo et SD dépendaient directement de Himmler.

En 1942, je ne connaissais Himmler ni de près ni de loin, je n'avais jamais eu de contact avec les bureaux de la SS.

Était-ce vraiment Himmler qui ordonnait ces manœuvres ou était-ce des sous-ordres ténébreux?

La SS était le rempart du Parti National-Socialiste. Idéologiquement, nous nous trouvions infiniment plus près d'elle que des vieux conservateurs capitalistes et impérialistes de la *Militärverwaltung*.

Le III^e Reich ne nous intéressait pas parce qu'il était allemand, mais parce qu'il avait transposé dans la vie politique et sociale des idées révolutionnaires et un style de vie qui nous passionnaient. Nous laisser rejeter vers les éléments rétrogrades du Reich et nous bagarrer avec la jeune Allemagne nationale-socialiste était donc, pour nous, un non-sens.

Mais encore fallait-il qu'au-delà de la communauté idéologique, la formule Europe fut admissible. Une Europe germanique forte, unie dans le respect et l'épanouissement plénier de chaque communauté, oui! Une Europe bâtarde, nivelée,

caporalisée par des maladroits et des tout-puissants « missi dominici » policiers, non ! Nous n'étions ni des Polonais de Lodz, ni des Serbo-Croates. Nous étions la vieille « Germania Inferior »¹ de Charles-Quint. Et nous n'admettions de regroupement des terres du Saint Empire Romain Germanique, moteur de l'Europe, qu'à condition d'y garder une personnalité aussi nette qu'au temps de gloire et d'honneur de la Transaction d'Ausbourg.

Les mouchardages, les créations de mouvements provocateurs, dorés sur tranche, les entreprises de dénationalisation, de complots, d'émiettement, étaient absolument incompatibles avec la politique de dignité et de grandeur pour laquelle mouraient au front nos Volontaires.

Qui que ce fût qui animât la bagarre policière, que ce fût Himmler ou un autre, nous ne céderions pas sur ces questions de principe.

On me bombardait de conseils de prudence. J'envoyai paître les timorés. Je donnai à un grand journal allemand, dont un correspondant de guerre était venu m'interviewer au Kouban, des déclarations sans fard sur le caractère hautement national de notre présence parmi les Légions européennes du Front de l'Est.

J'envoyai également une note en Belgique à mon remplaçant Victor Matthijs, lui ordonnant de rassembler nos adhérents de Bruxelles dans la plus vaste enceinte de la capitale, au Palais des Sports, et d'y proclamer notre volonté, tout en servant l'Europe, de sauver notre pays, son prestige, sa force, son unité.

*

**

1.- On appelait indifféremment jadis nos Pays-Bas : Leo Belgicus, Germania Inferior, XVII Provinces, Cercle de Bourgogne, ou même Flandres tout court (surtout chez les Espagnols).

Victor Matthijs était un garçon admirable, d'une intelligence foudroyante et sarcastique. Il prononça, devant un auditoire vibrant, une profession de foi qui ne permit plus à personne le moindre doute.

C'était franc, digne d'idéalistes et de soldats. Ainsi nous ne trompions personne : nous n'étions ni des domestiques, ni des paillasseurs, ni des traîtres. Et il serait difficile de prolonger un jeu trouble quand nous affirmions, nous, nos positions avec tant de bonne foi, de loyauté et de clarté.

Je savais quels dangers mon intransigeance faisait courir à Rex, dernier rempart politique de notre pays. La victoire de l'Axe était plus probable en août 1942 que jamais : Russie, Afrique, Asie, tout s'écroulait devant les armées du Reich et du Japon. Mais plus le triomphe de Hitler paraissait certain, plus nous devions affirmer les droits de notre peuple à la vie. Sinon le sacrifice de nos soldats mourant à l'Est eût été un détournement de sang.

Cependant ces gens de police étaient forts. Seuls ces acquis de prestige toujours plus éclatants nous permettaient de maintenir une position si tranchée et finalement de la faire admettre.

Le prestige supplémentaire, nous ne pouvions, en 1942, l'acquiescer qu'à la bataille.

*

**

L'occasion, Dieu nous aidant, nous fut donnée, une fois de plus, au moment le plus critique.

La bataille de Charkov, à la fin de laquelle j'avais reçu la Croix de Fer de Première Classe, nous permit de fortifier notre réputation militaire. Nous courûmes, aussitôt après, jusqu'aux rives du Donetz près d'Isjum.

Puis ce fut, le 7 juillet 1942, la plongée vers le Sud, les grands fleuves clairs sur les sables roses, les mers flamboyantes des tournesols qui se déployaient jusqu'au bout du ciel d'un bleu d'or. Nous franchissions des centaines et des centaines de kilomètres, harcelant l'ennemi, conquérant des bourgades et des bourgades, piquetées de millions de cerises rouges et d'abricots brûlants. Mitrailleur au cou, nous franchîmes le Don par une aube miraculeuse, vert pâle, argent pâle, or pâle. Nous approchâmes du fleuve Kouban, du Caucase, de l'Asie, l'âme incendiée par le paysage grandiose où tout chantait le soleil, la sève, la vie ! Nous donnions notre jeunesse comme si, dans ces jours de feu, nous eussions engendré un monde.

Nous étions arrivés, enfin, aux chaînes du Caucase, après douze cents kilomètres d'offensive. Là, dès les premiers défilés, la bataille se fit acharnée, bataille de montagnes et de forêts, sournoise, dramatique.

J'étais un homme des bois. Je retrouvai, au-delà de Maïkop, les paysages agrandis de mon Ardenne natale. Pendant toute mon enfance j'avais escaladé les rochers abrupts, je m'étais hissé à la cime de nos falaises d'ardoise ou de schiste, j'avais rampé dans les fourrés et les buissons. Je me lançai, avec mes camarades, dans ces combats de Circassie avec l'ardeur de l'Ardennais qui retrouve l'odeur des chênes, et surtout avec la volonté de faire retentir, plus éclatant que jamais, le nom de notre pays.

Ce que nous fîmes là-bas fut quasi de la folie.

Au combat de Prudskaja, tandis que notre Légion se jetait à l'assaut, droit devant elle, je me glissais avec quelques soldats à travers les positions russes. Les tournant, nous nous lançâmes, à revers, sur la ligne soviétique, jetant une telle panique qu'elle permit à notre Légion de s'emparer des positions ennemies, de tout le matériel et de toute l'artillerie.

A Tjerjakow, à une poignée de volontaires, nous fonçâmes à nouveau à tombeau ouvert à travers des centaines de soldats russes, nous piquâmes nos mitrailleuses derrière eux, les clouant au sol jusqu'à ce que le gros de la Légion nous eût rejoints. Tout fut conquis : village, positions ennemies, canons, munitions.

Pendant trois mois, nos soldats multiplièrent dans le Caucase les hauts-faits. Notre Commandeur, Lucien Lippert, avait été blessé. Je fus blessé à mon tour, pour la deuxième fois, le ventre ouvert sur dix-sept centimètres, comme des chiens ouverts par des sangliers à la chasse, le 28 octobre 1942. Harcelés par les Soviets, nous résistâmes à la cime de rochers fantastiques, non loin de la Mer Noire.

En novembre 1942, de notre Deuxième Légion, reconstituée au Donetz, après Gromovaja-Balka, il ne substituait plus à la fin de ces mois de combats terribles qu'une force combattante de moins de deux cents hommes ! Mais nous avions acquis une renommée fameuse, avions été cités plusieurs fois à l'Ordre du Jour de la Division, du Corps d'Armée, du Groupe d'Armée.

Le Grand Quartier Général du Führer avait, par une note retentissante, magnifié les actions d'éclat de volontaires au Caucase. Par décret spécial, Hitler accordait à nos arrivants, en souvenir de ces combats fameux, le titre de « Chasseurs des Montagnes » (*Gebirgsjäger*), réservé par l'Allemagne à ses plus fameuses Divisions Alpines.

C'est pour conquérir cette gloire, et les droits de la gloire, que luttèrent les centaines de milliers de volontaires non allemands du front russe.

Certes notre pays, comme dix autres pays d'Europe, connaissait encore l'humiliation de l'Occupation, mais vaincu, il ne l'était plus. Sa renommée était devenue solide comme le roc de nos pics de Circassie.

Les restes de notre unité furent envoyés se reformer dans un camp du Reich. Déjà deux mille nouveaux volontaires wallons nous y attendaient. Plus la guerre se prolongeait, plus nos effectifs s'accroissaient.

Dans le train qui nous transbahuta pendant trois semaines, à la veille de la Noël de 1942, du Kouban à Rostow, puis à Dniepropetrovsk, puis à Varsovie, couchés en sardines dans la paille émietlée, à quarante-et-un ou quarante-deux par fourgon, nos camarades s'esclaffaient sans soucis, en se racontant de grosses histoires, pleines de gaillardise, de couleur et de vigueur.

Le congé, toutefois, n'allait pas se passer sans d'âpres discussions politiques, à Berlin et ailleurs; cent comploteurs nous guettaient.

Il faudrait bien qu'on vide l'abcès.

Mais nous avions au poing le glaive de la gloire.

Nous étions prêts.

Là aussi, nous avions à gagner la guerre. L'ennemi, ce n'était pas seulement le Kalmouk, c'était aussi le fonctionnaire d'Occupation comploteur, jaloux même. Nous pouvions regarder face à face ceux qui provisoirement étaient installés dans nos provinces. Au nom d'un Führer dont ils méconnaissent presque tous les grands desseins européens. Eux en étaient encore souvent aux petits complots hypercapitalistes ou impérialistes, comme si on les avait ressortis des caisses à naphtaline de l'intendance de 1914-1918.

CHAPITRE IV

COMLOTS DE L'ARRIÈRE

Soldat, rien que soldat. – Victor Matthijs, Chef de Rex a.i. – La progression des mous en Belgique. – Marécages conservateurs. – Le SD de Bruxelles. – Ses entreprises de dénationalisation. – Lancement d'une seconde Légion, rivale de la Légion « Wallonie ». – Agents belges du SD à Berlin. – Plans d'absorption de l'Ouest. – SS de police et SS du front. – Notre irruption dans la place.

Il y avait plus de seize mois que nous avions quitté la Belgique lorsque le train qui nous ramenait de Maïkop franchit la frontière du Reich.

A la vérité, nous avions eu peu de contacts, depuis avril 1941, avec le pays: au Donetz et au Caucase, l'un ou l'autre pli était arrivé de Bruxelles, confié à un blessé regagnant la Russie, une fois rétabli. C'était tout. Nous étions parfois restés deux mois sans recevoir de lettres. Les journaux qui nous parvenaient étaient vieux de trente à quarante jours. Notre courrier normal mettait trois bonnes semaines pour parvenir à Bruxelles. Pour recevoir de Belgique une réponse à une question précise, il fallait donc compter près de deux mois.

Dans ces conditions, il eût été absolument vain de vouloir diriger, du front, le Mouvement Rexiste. Mes ordres fussent régulièrement arrivés trop tard. En outre, comment, à des milliers de kilomètres de distance, eussions-nous pu nous rendre compte de la situation ?

Même si j'eusse voulu donner des directives, je n'en eusse point trouvé le temps. Nous étions toujours en première ligne. D'octobre 1941 à décembre 1942, soit pendant plus de quatre cents jours de front, nous avions eu six jours de repos en tout, juste avant le grand plongeon de l'offensive Don-Kouban-Caucase. Jour et nuit, nous étions sur la brèche, arc-boutés dans les neiges de l'hiver ou courant, sans désespérer, depuis le Donetz jusqu'aux versants de l'Elbrouz, sous les soleils écrasants de l'été.

Député de Bruxelles, chef du Rexisme, en abandonnant tout pour le front russe, le 8 août 1941, j'avais pris une décision à longue échéance. J'étais absolument décidé à ne plus me mêler de politique dans mon pays tant que la question du statut de l'Ouest n'aurait pas été clairement tranchée par Hitler.

Cette décision, je le savais, ne serait à la hauteur de nos ambitions que si nos combats au front arrivaient à forcer la reconnaissance du Chef de l'Europe qui se formait alors. A mes yeux, c'est au combat que je pouvais servir le plus utilement ma Patrie, en lui méritant des droits au lieu de m'enliser dans la politicaille ténébreuse – et sans avenir – que connaissaient tous les pays soumis au régime d'occupation.

Rien ne parvint, par la suite, à me faire dévier de cette ligne de conduite. Je ne prononçai plus une seule fois le mot de Rex dans un discours à partir d'août 1941. Lors de mes congés, je ne mis plus jamais les pieds dans les locaux de mon propre Mouvement, ni au siège de nos journaux.

J'étais soldat, rien que soldat, soldat jusqu'à la moelle des os, épris intensément de cette vie de devoir, de dépouillement, de sacrifice du front.

Le front est une merveilleuse fraternité : absence de tout esclavage matériel, mépris de l'argent, joie de servir, loin des honneurs vains, du papotage stérile des assemblées, loyauté de l'homme jeune prêt à mourir, et qui veut mourir l'âme propre.

Revenir de là, de cette grande paix profonde des cœurs purifiés, de cette générosité, de cette absence totale de calculs égoïstes vers les calculs sordides, les dosages, les marchés de la politique d'antichambre, non ! Il n'y avait plus rien à faire, on ne m'y entraînerait plus ! Si je réapparaissais un jour sur l'Agora, ce serait à cheval, et non par la porte des jardiniers ou des fournisseurs.

Une visite à Hitler, elle-même, ne m'intéressait plus que dans la mesure où j'arriverais chez lui venant du front, appelé comme soldat courageux et non comme un civil quelconque, anxieux de jouer un rôle public. Je mettrais le temps qu'il faudrait, mais je m'imposerais d'abord comme guerrier. J'étais sûr que cette voie-là était bonne et que c'était la seule bonne.

*

* *

J'avais, en Belgique, laissé la direction de Rex, le 8 août 1941, au plus idéaliste et au plus intelligent de mes camarades, Victor Matthijs.

Quand il n'y avait encore que deux Rexistes en Belgique, en 1928 ou en 1929, il avait, lui, peut-être bien quinze ou seize ans. Moi, j'en avais vingt-deux ou vingt-trois. J'écrivais. Lui tapait à la machine, tant bien que mal, le courrier de ma petite maison d'édition « REX ». Il déroulait ensuite patiemment une grosse

boule de corde autour des paquets d'imprimés à envoyer à nos premiers souscripteurs. Que gagnait-il ? Trois cents francs par mois ? Théoriquement ! Lorsqu'il y avait quelque chose dans la caisse, ce qui était plutôt imprévu. Nous vivions de cornets de frites, allions au cinéma au pigeonier, sacrifiant, de temps à autre, à cette folie la fortune d'un franc vingt-cinq.

La réussite triomphale de Rex en 1936 n'avait pas surpris Victor Matthijs. Elle ne l'avait pas non plus intimidé. En vingt-quatre heures, il avait lancé notre quotidien, *Le Pays Réel*, dont le tirage, l'année même de sa création, allait atteindre les 250 000 exemplaires.

En 1940, le 10 mai, nul de nos ennemis n'avait pensé, au premier moment, à interdire la parution de notre journal. A peine m'avait-on flanqué en prison, que Victor Matthijs, bravement, avait sorti un numéro du *Pays Réel*, se solidarisant avec moi. En violation des droits parlementaires, par haine sauvage, pour profiter de la guerre pour me terrasser, le régime dit démocratique m'avait emprisonné ! Vingt-et-un de mes compagnons de camion cellulaire seront assassinés, je n'échappai que de peu au poteau.

Victor Matthijs, lui, avait été déporté dans les camps de concentration français, dont il revint porteur d'une barbe pointue, noir jais, de mystique espagnol. Il avait tout d'un personnage du Greco, un long corps maigre, teint de cire, des yeux chauds. Tout en lui était racé ; sa noblesse innée, son courage, son esprit acéré, ses mains longues et fines.

Je lui avais laissé, en août 1941, une succession impossible.

Il était jeune, en face de vieux généraux tatillons, de scribes desséchés, de diplomates somnolents, sensibles seulement à l'éloquence du Martel Cordon Bleu ou de la Bénédictine.

Victor Matthijs avait dû faire face aux traquenards d'agents provocateurs boulimiques avides de la Gestapo. Il s'était tiré de tous les complots avec une souplesse de couleuvre, dans

leurs plans de dissections de tous les pays au seul profit d'un monstre germanique avalant les peuples comme des cailloux.

Les autorités militaires avaient été stupéfaites en voyant à l'œuvre ce jeune seigneur de type castillan. Ils durent bien finir par admettre que cet hidalgo bruxellois avait une extraordinaire maturité politique. Il était parvenu à rallier autour de lui le gros des forces d'Ordre Nouveau et à peu près tous les journaux de langue française. Les faits d'armes de la Légion l'aidant, il avait atteint le maximum des possibilités politiques du temps.

Ce maximum était, d'ailleurs, à ses yeux, beaucoup moins qu'un minimum.

*

* *

Officiellement, les autorités militaires allemandes de Bruxelles rendaient hommage à la valeur de nos soldats et à l'idéalisme européen qui animait le Mouvement Rex. Mais en 1942, comme en 1941, comme 1940, ils s'en tenaient, eux, conservateurs sous croix gammée, à leur politique de temporisation, de prudence bourgeoise, de ploutocratie et d'impérialisme secret.

Chaque nomination en Belgique de gouverneur, de député permanent, de bourgmestre ou de conseiller communal avait demandé des semaines de palabres. Les éléments mous, douteux, plus malléables continuaient à avoir la faveur des autorités d'Occupation.

[On vit celles-ci imposer comme bourgmestre du Grand-Liège un avocat qui nous avait renié au temps de la neutralité¹ et qui,

1.- Note de l'éditeur. Il s'agit de Gérard Willems qui n'exerça ses fonctions que 12 jours calendrier (du 9 au 20 novembre 1942). Chef de Rex-

tourneboulé par la crainte d'un attentat, devint à demi fou au bout de quinze jours de fonctions. Ce n'est qu'à cause de cet incident que la direction de la métropole wallonne échut au cher, à l'inoubliable Ingénieur Dargent,² sensible, frémissant, modeste, d'un dévouement qui atteignait le sublime.

Parmi les échevins de Liège, on avait vu nommer, à côté de quelques Rexistes qu'il avait tout de même bien fallu admettre, des petits rats politiques à l'affût de mandats et de prébendes. Ils s'enfuirent avec une lâcheté fort comique dès les premières lettres anonymes des terroristes.

Le Gouverneur de la Province de Liège allait être choisi également parmi ces timorés de l'avant-guerre. C'était un écrivain aimable, honnête, inoffensif, qui n'eût pas froissé la plume d'un canari ou d'un bouvreuil au Marché de la Batte. Il s'appelait Petit et n'essayait pas d'aller plus haut que son nom. Pourtant, Victor Matthys présentait un candidat splendide, un Docteur en Droit de quarante ans, sage, compétent, populaire, appartenant à une excellente famille mosane, l'Avocat Alfred Lisein. Il revenait du Front de l'Est où il s'était comporté merveilleusement et avait gagné la Croix de Fer. Le candidat en guimauve fut préféré au Rexiste sûr, rescapé de l'enfer glacé du Donetz.

Il avait fallu choisir également un Bourgmestre pour le Grand-Bruxelles. Les autorités d'Occupation avaient délibérément écarté notre candidat, le Notaire Brunet, conseiller communal et sénateur. On lui avait préféré un excellent homme rougeoyant, paisible, mais « neutre », qui « n'effaroucherait » point. Nous n'eûmes, par la suite, qu'à nous louer de ce Maieur. Il reçut courageusement les mutilés et

1. – (Suite) Liège, il fut blessé à la jambe, le 15 septembre 1936, par les coups de feu tirés des berges par des militants communistes sur le bateau-mouche loué par Degrelle pour contourner l'interdiction de son meeting à Seraing. En 1946, il fut condamné à trois ans de prison.

2. – *Note de l'éditeur.* Théophile Dargent, Bourgmestre du Grand-Liège jusqu'au 1^{er} septembre 1944. Condamné à mort et exécuté en janvier 1946.

les grands blessés de notre Légion à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, forma avec nos camarades échevins une équipe parfaite, d'une bonne humeur breughelienne, discutant de préférence des secrets d'Etat devant une poularde dorée, préférant ouvertement le Romanée, le Chambertin, le Clos-Vougeot à l'eau claire dispensée par Manneken-Pis, le plus abondant de ses administrés.

Ces édiles bruxellois étaient de braves gens, d'honnêtes gens, consciencieux, capables, qui firent tout leur devoir dans des circonstances très difficiles. En 1945 et 1946, ils furent, eux aussi, bien entendu, condamnés à mort ou à des vingtaines d'années de prison, comme tous les gens convenables.]

Nous, ce n'étaient pas les places qui nous intéressaient, mais les postes de commandement d'où, d'une main ferme, nos dirigeants maintiendraient sans concessions notre idéal européen, dans le respect de notre communauté, élément constitutif d'un grand ensemble.

Il fallait, avec les vieux combinards de l'administration allemande, employer mille tours, détours et contours pour ne faire nommer un nombre suffisant de conseillers ou de députés permanents sûrs qu'en les camouflant en socialistes repentis, en anciens membres du Parti catholique ou en Rexistes dégonflés. Il fallait leur faire poser leur candidature à part du Mouvement. Alors, les vieux généraux allemands se montraient moins empressés pour discuter gravement, pied à pied, avec la *Militärverwaltung* et ne paraître les accepter, en fin de compte, et d'un air navré, qu'en contrepartie de quelques nominations de Rexistes officiels. Le vrai, c'est que nous avions affaire à des conservateurs militaristes qui détestaient le National-Socialisme et qui ne nous toléraient que comme ils toléraient Hitler.

Mais dans l'ensemble, la Belgique occupée semblait de plus en plus dans le vieux vasouillage bourgeois: le fait d'être baron, comte ou prince était mille fois plus important qu'une

formation sociale d'envergure. Le Gouverneur du Brabant, notre camarade Adrien Gillès de Pélichy, jeune Flamand d'une haute valeur morale, ne fut agréé que parce qu'il portait le titre de Baron et que son oncle était sénateur catholique.

Notre camarade le Prince de Croÿ fut nommé Gouverneur de Namur non parce qu'il était rexiste mais parce qu'il était prince. Il eût été borgne, bancal, polygame, bègue, cleptomane et anthropophage de profession que l'enthousiasme du Gouverneur allemand, le Général von Falkenhausen, eût été tout pareil. Celui-ci ne s'intéressait qu'à la caste, au blason ou à la puissance industrielle.

Le reste de l'humanité n'était à ses yeux que grouillement de cloportes, croassements de crapauds, poussière que soulève le vent.

Menant le vrai combat j'avais choisi, le Front, Victor Matthijs se démènerait de son mieux à défendre notre idéal dans la glu de ces marécages.

Avec le Général von Falkenhausen, toutefois, on savait à quoi s'en tenir. C'était un Junker, avec la déformation du hobereau asocial, du militaire de l'ancien temps et du colon de retour de Chine. Il ne cherchait nullement à camoufler ses partis-pris.

Beaucoup plus graves étaient les menées policières qui se déployaient en dehors du Général von Falkenhausen.

Les plus dangereux provenaient du petit bureau allemand du SD, installé à Bruxelles: celui-ci menait secrètement un travail de termites. Ses référendaires étaient généralement des jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, sans scrupules, dégourdis souvent mais qui devaient tout apprendre sur place: l'état du pays, les mœurs, les coutumes, voire même la langue. Dans ces conditions, ils commettaient erreur sur erreur, bombardant Berlin de rapports tranchants. Ces jeunes garçons étaient chargés de trente-six mille besognes, perquisitions,

presse, politique. Ils couraient, faisaient du vent, gonflaient des baudruches. Mais leurs travaux avaient tous une orientation bien nette: fomenter en sous-main des mouvements dénationalisés, payés par eux, agissant sous leurs ordres.

C'est dire qu'ils soutenaient tout ce que nous vomissions et sabotaient tout ce que nous représentions.

J'avais emmené avec moi en URSS toute l'élite du Mouvement Rexiste, affaiblissant dangereusement mes cadres, ne laissant sur place que les dirigeants trop âgés ou d'une santé chancelante. Les Allemands le savaient. Le Général Reader eut à connaître nos craintes à la veille du départ; il avait affirmé avec force que la *Militärverwaltung* ne tolérerait pas qu'on profitât de notre présence au combat pour susciter des difficultés à Rex.

Le Général Reader s'en tint à sa promesse.

Mais les gens de police du SD – dont nous ignorions à peu près tout en 1941 – échappaient en fait à son autorité. Ils avaient continué de plus belle en Belgique leurs manœuvres de décomposition et de provocations.

*

* *

Après avoir créé d'abord une fantomatique « Jeunesse Romane », ils avaient lancé une organisation dite l'AGRA (les « Amis du Grand Reich Allemand »), qui eût pu avoir un sens mais qui, dans ce cas indiqué, ne fut jamais que loufoque, tout en n'étant pas sans danger.

Des centaines de milliers de brochures avaient été imprimées par cette Association et distribuées gratuitement. Le premier grand homme de l'AGRA avait été éliminé dans des conditions mystérieuses. Il avait été remplacé par un brave cabaretier analphabète, aux mains vastes comme des jambons, ancien tenan-

cier d'un établissement de Montmartre. Cet excellent type ne savait proprement rien, ni si la terre tournait, ni si elle ne tournait pas, ni si le pôle Nord était en Prusse, ni si Bismarck était un gouverneur anglais, ni si l'Autriche faisait partie des Pays baltes, ni si Prague était la capitale du Monténégro ou un port néo-zélandais. C'était le primaire cent pour cent, qui tonnait, en manches de chemise, derrière son comptoir, en rasant avec une planchette la mousse blanche de ses « demis ».

Il était incroyable, tout de même, qu'on fit, de parvenus pareils, des vedettes politiques et qu'on gâchât des sommes insensées pour leur permettre de rassembler quelques adhérents !

Et quels adhérents pouvaient-ils bien avoir ? Le pittoresque « bistro » proclamait, en s'essuyant la bouche du revers de la main : « j'ai dix mille hommes dans les usines de Liège ». Aussitôt le téléscripteur du SD tapotait un rapport à Himmler : « Dix mille ouvriers font partie de l'AGRA, rien que dans le bassin de Liège ». En avait-il mille ?... Ni mille, ni cent, ni cinquante ! Quelques pochards avaient dû s'inscrire, j'imagine, afin de boire des demis à l'œil. Tout le reste n'était que bluff de police et chantage. L'AGRA eût été totalement incapable de donner un meeting de masse. D'ailleurs, le Cabaretier-Président n'était éloquent que derrière sa soutireuse. En public, il eût coulé à pic à l'instant.

Grâce aux subsides du SD, l'AGRA imprimait un journal à grand format, écrit dans un charabia insensé. Les articles du soutireur étaient du barbouillage à coups de robinet de ses tonneaux. Quand on les lisait à haute voix, ils faisaient un bruit de bouteilles rincées. Mais des ballots formidables de cette publication filaient dans tous les sens.

Au Donetz, au Caucase, nous en recevions des paquets énormes. Le papier, fort recherché, en général, par nos troupiers, était trop riche, trop glissant et ne pouvait même pas

rendre efficacement l'unique service que la Légion en attendait, dans son sain réalisme.

La *Militärverwaltung*, un peu gênée par l'éclat de cette prostitution politique, freinait le cabaretier en délire autant qu'elle le pouvait. Mais il était soutenu puissamment par ses policiers, bailleurs de fonds.

Il s'était mis en tête de revêtir un uniforme. C'était simple. Il suffisait, pour en porter un, de venir nous retrouver au Front de l'Est. Mais le Président de l'AGRA voulait un uniforme pour Liège, pour sa rue, son café, ses clients à la moustache humide. En désespoir de cause, la *Militärverwaltung* dut bien accepter qu'il se choisît un équipement de gala, des bottes et un képi, majestueux comme une pièce montée.

Si grotesque que fut l'aventure AGRA, elle déversait de tels avantages matériels qu'elle parvint finalement, en 1942, à provoquer une scission au sein de la section wallonne de l'organisation paramilitaire dénommée NSKK.

Le NSKK, à l'appellation plutôt fâcheuse, recrutait à travers toute l'Europe, pour les services auxiliaires de la *Luftwaffe*, de jeunes gens capables de conduire et d'entretenir des camions. D'assez nombreux Belges, Rexistes souvent, s'y étaient inscrits.

Organisés en unité nationale, ils conduisaient leurs bolides sur les routes du Midi de la France, des Balkans ou dans la steppe ukrainienne.

Mais il fallait toujours plus de chauffeurs. C'est alors que l'AGRA se vit confier par ses maîtres policiers l'exclusivité d'une étonnante campagne de recrutement.

Disposant d'un journal distribué gratuitement dans tous les bassins ouvriers, elle le remplit de placards en faveur d'un NSKK à elle, faisant appel uniquement à l'esprit de lucre de ses lecteurs. Elle offrait des primes matérielles, lançait des promesses folles. Quelques centaines d'ouvriers wallons, aveuglés par ces annonces tapageuses, attirés par l'amorce, finirent

par se faire piquer à l'hameçon. Pour les opposer aux NSKK wallons, on baptisa les nouveaux venus « NSKK de l'AGRA » et on leur colla à la manche une croix gammée bizarre, jaune, qui tournait sur elle-même comme un macaron.

Ainsi, au sein d'une formation belge paramilitaire, les agents du SD avaient atteint enfin un résultat précis: les Wallons – déjà séparés des Flamands – étaient désormais divisés en deux clans qui, vite, deviendraient rivaux, inévitablement. L'œuvre de dissociation avait ainsi marqué un premier point. On la poussa à un degré extrême, formant deux colonnes de transport absolument distinctes, envoyées dans des régions différentes.

C'est ainsi que nos camarades des services d'intendance, installés à Maïkop en septembre 1942, virent arriver dans cette ville caucasienne une troupe de NSKK AGRA. Ils les interrogèrent: « Qu'est-ce que c'est que l'AGRA? » Nul n'en savait rien. Ces pauvres diables, sans s'en douter, étaient exploités à des fins politiques. Ils croyaient accomplir simplement leur boulot, gagner leur croûte, mais ils servaient à établir, dans les rapports au SD de Berlin, que l'AGRA représentait, seul, les ouvriers wallons, et que ceux-ci ne rêvaient à rien d'autre que d'être intégrés au III^e Reich.

Puisqu'il en était ainsi, pourquoi n'eût-on pas risqué le grand coup? Former une deuxième Légion « Wallonie » au Front de l'Est, rivale de la nôtre, plus puissante que la nôtre parce que soutenue avec des moyens financiers illimités.

Pourquoi ne pas nous saboter au front même, dresser en rivaux non seulement les Flamands et les Wallons mais deux unités wallonnes, l'une tactiquement rattachée à la *Wehrmacht*, l'autre créée de toutes pièces par les policiers de la SS et du SD.

Tout notre effort militaire, nos morts, nos souffrances, offerts pour redresser la situation de notre pays seraient anni-

hilés par cette compétition fratricide, alors qu'on présentait déjà, bien malgré elles, la Légion « Wallonie » et la Légion « Flandre » comme deux Légions rivales!

L'opération fut tentée et même, fut double.

D'une part, on monta, au printemps de 1942, dans nos rangs mêmes, une entreprise d'espionnage qui devait servir à constituer des dossiers d'infamie contre les plus braves des nôtres, dangereux politiquement parce que valeureux militairement. D'autre part, à l'automne de la même année, on lança avec fracas en Belgique une campagne formidable de propagande en faveur d'une Légion Wallonne n° 2, formée par les Allemands du SD et sous les ordres de la SS.

On ne nous avait avertis de rien. Brusquement la Wallonie entière fut tapissée d'affiches magnifiques de la SS promettant toutes sortes d'avantages alléchants, s'adressant tout spécialement aux jeunes travailleurs et aux chômeurs.

Pour nous, pour l'unité du pays, le danger était tragique.

Ces conscrits allaient être recrutés directement par les Allemands eux-mêmes, formés en langue allemande par des officiers allemands des Waffen-SS. Ils échapperaient à toute influence nationale. On nous les lancerait un jour dans les jambes, Wallons devenus Allemands, soumis politiquement à Berlin, comme ils l'avaient été militairement.

Ce serait, cette fois, vraiment, la « Cinquième Colonne »!

*

* *

Sous prétexte de m'apporter le salut du Mouvement Rexiste, Victor Matthijs était accouru en décembre 1942 à la frontière polonaise, afin de m'informer d'urgence de cette campagne dont, évidemment, en haut des rochers caucasiens, j'avais tout ignoré.

Je fus atterré. Certes, depuis longtemps, je savais que la politique est une chose sale. Mais quand la politique devient une affaire de police, c'est pire que tout.

Ce manège ne pouvait venir que d'un clan ou l'autre de Berlin. C'est là qu'il fallait foncer. Je laissai mes camarades permissionnaires continuer vers Bruxelles et sautai du train à la traversée de la capitale du Reich.

Descendant des sommets montagneux du Caucase, habitué à la rectitude militaire, je fus vite arrivé au comble de l'indignation durant ces quelques jours de palabres. Le plus scandaleux était la veulerie de certains « Belges » qui avaient servi d'instruments à ces manœuvres de division : anciens émissaires d'Henri De Man qu'ils avaient trahi ou correspondants à Berlin de journaux bruxellois et liégeois séquestrés.

Ces divers personnages s'étaient laissés embrigader par les agents de liaison du SD, qui leur accordaient des gratifications aussi appréciées que discrètes. Ils ne parlaient plus que d'une Flandre et d'une Wallonie allemanisées. Ils m'avouèrent assez naïvement leurs petits plans. Sûrs de l'appui du SD, ils croyaient pouvoir aller à fond. Déjà on leur avait confié la direction du journal distribué aux ouvriers wallons du Reich : ils encombraient cet hebdomadaire de reportages dithyrambiques sur la SS. Nos combats glorieux, à nous, hommes de leur peuple, étaient escamotés. Mais des doubles pages somptueusement illustrées chantaient les merveilles d'une SS où chaque conscrit disposait, à les croire, d'un confort pour milliardaires !

Je vis apparaître, l'un après l'autre, les fonctionnaires allemands du SD qui tiraient les ficelles du complot. C'étaient généralement des petits rats sinistres, aux yeux filant de côté. Le plus important était un certain Suze, intelligent, au visage jaune vert comme un coing, buveur aux yeux de lapin russe.

A l'entendre, les Volontaires wallons arrivaient déjà à la SS par milliers.

Aucun contrôle de ces chiffres n'était possible.

Ni Suze, ni ses comparses ne cachaient leurs visées politiques. Il ne s'agissait plus de savoir si l'Ouest serait mangé, mais comment il serait mangé. Il y avait plusieurs plans. Soit deux sortes de Protectorats, l'un flamand, l'autre wallon ; mais ces projets semblaient déjà dépassés. Soit la décomposition de la Flandre et de la Wallonie elles-mêmes en plusieurs provinces intégrées directement au Reich. Soit, ce qui était le fin du fin, la fusion directe de morceaux de notre pays aux provinces voisines du Reich, comme on avait fait avec les territoires polonais annexés, le long de l'ancienne frontière de l'Est.

Ainsi, le Luxembourg belge serait intégré dans la province allemande de Trèves ; le pays liégeois deviendrait partie intégrante de la zone Cologne-Aix-la-Chapelle ; le Limbourg fusionnerait avec les terres allemandes d'Outre-Maastricht. En ce qui concerne la Hollande, les projets étaient identiques.

C'était de la folie totale.

Ainsi des millions de gens qui ne connaissaient même pas un mot d'allemand devraient devenir allemands d'un jour à l'autre, malaxés au sein d'un « Kreiz » (arrondissement allemand), doublé d'un coup par ces accroissements artificiels !

Ces plans étaient, certes, des ballons d'essai. Chacun des comploteurs vous expliquait, les yeux clignotants, qu'il ne représentait que ses petites idées à lui, humble employé sans mandat. On laissait les patrouilles s'aventurer. Mais le fait qu'on les envoyait en avant, qu'elles disposaient pour leur propagande de subsides sans limites, indiquait clairement qu'on n'attendait que certaines réussites partielles, l'appui de traîtres appointés, les premiers recrutements d'une certaine ampleur, pour élargir le champ des ambitions.

*

* *

Ces projets relevaient de bureaux à demi occultes. Le Führer, le ministre des Affaires Etrangères Ribbentrop, les autorités militaires se gardaient soigneusement, se gardèrent toujours de prendre part à de telles manœuvres. Mais le SD était la franc-maçonnerie du III^e Reich. L'autorité de Himmler s'accroissait sans cesse. On avait peur de lui: et en politique, le baromètre de la peur est le baromètre le plus exact.

Pourtant, je ne pouvais pas croire que ces petits rongeurs de police étaient tout, qu'ils pouvaient tout se permettre, tout corrompre, préparer les plans les plus insensés, en imposer la progression, par la corruption et l'intimidation. Mon âme se rebellait contre cette dictature de la bêtise.

Au front, j'avais connu, par milliers, de vrais SS, des guerriers, des preux, et non des petits maîtres chanteurs de police secrète. Au Caucase, pendant un mois, nous avons été rattachés tactiquement à la Division Waffen-SS « Viking ». Soldats splendides! Camarades admirables! Leur Commandeur, le Général Félix Steiner, récipiendaire du *Ritterkreuz* (Croix de Chevalier), avait été pour nous un ami délicat, sensible, toujours respectueux de notre patriotisme. Ses Waffen-SS, nous les avons admirés, aimés. Ils nous avaient donné confiance.

Il y en avait des centaines de milliers, comme eux, au front.

Ces éléments sains, me disais-je, nous comprendraient, nous soutiendraient si nous devenions leurs camarades. Sur eux, nous pourrions alors faire barre.

Brusquement, je pris la décision qui pouvait, qui allait faire dégringoler un an de manœuvres de basse police.

J'étais convaincu que les agents du SD bluffaient en parlant de 4000 Wallons engagés déjà dans leur Légion wallonne n° 2, formée, en fait, contre notre Légion, de 1941.

Mais qu'il y eut mille, quatre mille ou dix mille Volontaires wallons SS, recrutés déjà comme SS, cela m'était égal. J'étais

suffisamment sûr de mes soldats, de leur foi, de leur fidélité fanatique pour être certain que, mis en contact avec des compatriotes égarés, ils les convertiraient et les conquerraient, et que tous ensemble nous referions rapidement une unité, au service d'un même idéal patriotique.

On créait une deuxième Légion face à la nôtre?

Il n'y en aurait qu'une, quand même!

Je pris ma plume et j'écrivis à Himmler pour lui annoncer que mes deux mille soldats et moi nous envisagions de nous engager tous à la SS!

On avait voulu des SS de Wallonie! On en aurait! Deux mille d'un seul coup! Deux mille qui offraient d'entrer en bloc dans la place, mais très décidés à y faire respecter leur idéal, et les héros qui étaient morts pour lui.

CHAPITRE V

TERRORISME ET MAGISTRATS

Bruxelles et les gardes de corps. – Capitole. – Mes séjours dans la lune. – Le terrorisme, entreprise exclusivement moscoutaire. – Nos premiers martyrs. – Accroissement des crimes. – Aplatissement de la « Justice » belge devant l'Ordre Nouveau en 1940. – Cornil, le Degrellien. – La magistrature rampante de 1941. – Prise de position des Parquets contre le terrorisme. – Menaces terroristes contre les Parquets. – La Grande-Peur et la démission générale de la Justice. – Son double jeu vis-à-vis des tueurs « résistants ». – Absence totale de représailles rexistes. – L'affaire Pêtre et l'honnêteté de M. Spaak.

J'arrivai de la sorte en permission, pour la Noël de 1942, à mon foyer. En un an et demi, mes petites filles s'étaient transformées en chevrettes agiles, aux yeux graves et chauds; mon fils, encadré par ce peloton féminin, était devenu un petit bonhomme de trois ans et demi, au verbe clair, au geste décidé, aux longs cheveux blonds de page anglais de Van Dyck. Nous réveillonnâmes en famille, à chanter de vieux Noël's ardennais, Noël's frais comme la neige.

Mes soldats avaient retrouvé, comme moi, leurs parents, leur femme, leurs enfants. Dix-sept mois de souffrance fondaient doucement comme les petites bougies vertes, bleues et rouges de la Crèche. La paix était dans nos cœurs, et la douceur de vivre, et le fragile et fugace bonheur...

*
* *

Pourtant, dès ma descente du train, j'avais vu des visages inquiets.

Il y avait quelque chose de changé en Belgique.

Nombre de nos camarades civils s'étaient fait assassiner.

Un garde, armé d'une mitraillette, était monté derrière moi dans l'auto qui m'attendait à l'arrivée.

Emu par ses responsabilités, il m'avait machinalement vidé aussitôt son chargeur entier au ras de la tête. J'avais trouvé d'un goût plutôt malsain ces précautions contre le terrorisme! Mon képi avait été fichu. Le garde, un bon gros père de cent kilos, suait des gouttes rondes comme des billes, sa mitraillette encore chaude entre les mains, pas très fier de sa salve d'honneur.

C'est ainsi que je pris connaissance, à mon arrivée sur le pavé brabançon, des mesures de protection prises, pour contrecarrer les attentats d'inspiration soviétique.

Par la suite, mes gardiens bénévoles ne furent généralement pas plus adroits. Un soir, l'un deux, se pliant pour s'asseoir derrière moi dans la voiture, déchargea son revolver dans ma serviette de cuir, fort bourrée, heureusement! Un autre, intimidé, chipotait quelque chose dans sa poche en me parlant; il enleva, d'une balle agile, la pointe de ma botte! Les revolvers et les mitraillettes sont de sales inventions, déforment les vêtements, arrachent les doublures et, de temps en temps, font même d'autres malheurs!

Durant mes deux congés, je refusais de m'encombrer de cet attirail tapageur! On avait même installé à ma propriété de la Drève de Lorraine une garde militaire, formée de quelques éclopés de la Légion, inaptes au baroud. A la vérité, ils s'amusaient bien, se promenaient sous les grands hêtres pourpres, prenaient des bains de soleil, jouaient au ping-pong.

Le matin, le sous-officier qui les commandait les passait en revue. Nous possédions, au jardin, une oie, cadeau imprévu que mes enfants avaient voulu conserver comme jouet vivant. On l'avait, en hommage aux Romains, baptisée « Capitole ». Elle se plaçait gravement, face à la troupe, à la droite du sous-lieutenant tandis que celui-ci lisait les consignes. Le bec jaune en l'air, elle ne perdait pas un mot de la proclamation. Lorsque le petit détachement se remettait en marche, elle s'installait en serre-file et prenait impeccablement le virage, solennelle sur ses battoirs en peau d'orange.

A part la protection de Capitole et de ses copains, n'importe qui eût pu me tuer sans difficulté aucune.

Je revenais souvent à pied à travers la forêt de Soignes. J'allais au restaurant comme n'importe qui, au *Globe*, au *Ravenstein*, au *Chevalier* à Beersel, au *Grand-Veneur* à Keerbergen, partout où le patron connaissait l'art subtil de donner de la vie et du fumet à des mets simples.

Je me baladais, lors de mes congés, dans les rues de Bruxelles ou de Paris, exclusivement chez les marchands de vieux bouquins ou d'antiquités, sans garde quelconque.

J'ai toujours cru à mon étoile. Et puis, je tenais à avoir l'esprit libre pour penser en paix ou rêver selon mon caprice.

Les gens que hantait l'idée d'un attentat s'empoisonnaient l'existence. Et ce sont ceux-là, d'ailleurs, qui finissaient par se faire descendre par le premier voyou venu.

*
* *

Au terrorisme que pratiquèrent les communistes, en Belgique, dès août 1941, il eût fallu normalement répondre par un terrorisme identique, taper aussi fort qu'eux, tirer autant de rafales qu'eux, montrer aux criminels que leurs crimes coûtaient autant qu'ils ne rapportaient. Alors la vague de sang eût déçu.

Mais Rex était un mouvement de réconciliation nationale. Il voulait tout tenter pour maintenir des possibilités de rapprochement à l'heure de la reconstruction du pays.

Le Chef de Rex *ad interim*, Victor Matthijs, contenait de son mieux la colère de nos gens. Il fit l'impossible pour enrayer, par les seules voies légales, la frénésie de crimes perpétrés contre nos camarades, s'en remettant uniquement, jusqu'à la fin de 1943, à la justice belge pour rechercher et châtier les assassins.

Ceux-ci étaient faciles à démasquer : c'étaient pour la plupart des agents de Moscou.

Certes, il y eut, parmi eux, l'un ou l'autre fils à papa, suffisamment borné pour se laisser manœuvrer par les agents provocateurs de Moscou et pour écrire lâchement, avec le sang d'autrui, l'histoire de ses convictions.

Mais il est mensonger de parler de terrorisme patriotique. Tant qu'il s'agit seulement de la Belgique, il n'y eut pas un seul terroriste sur toute l'étendue du territoire belge. Jusqu'à la guerre contre les Soviets, pas un jeune auditeur de la Radio de Londres, pas une culotte de peau sans emploi n'imagina de sauver son pays en assassinant son prochain, puis en s'enfuyant. On ne tua que lorsqu'il s'agit d'obéir à Staline ! Voilà le fait. Le fait indiscutable. Qui a-t-on assassiné en Belgique pendant les quinze mois d'Occupation qui précédèrent le départ de notre Légion pour la lutte contre l'URSS ? Tous les bourgeois patriotards se tenaient cois, bien plus préoccupés d'accumuler chez eux des jambons d'Ardenne et des boîtes de sardines que de terroriser qui que ce fût !

Il en avait été de même en France et dans toute l'Europe. Nulle part, absolument nulle part, il n'y eut de « résistance », de « maquis » et « d'exécutions de sentences prononcées par un tribunal populaire » avant que les Soviets n'eussent monté ces atroces machines de guerre civile. On ne répétera jamais assez cette vérité historique.

Le crime politique était absolument absent des mœurs belges. Pendant toute la lutte de Rex, de 1935 à 1940, il y avait eu des échauffourées, et une fois – une seule fois – une mitraillade grave à Seraing (en 1936). Mais il n'y avait pas eu un seul mort, durant ces cinq années de lutte idéologique, la plus acharnée qu'ait connue, depuis la période espagnole, l'histoire politique de la Belgique.

Il en fut de même de mai 1940 à août 1941. Personne ne pensait qu'il pût jamais en être autrement.

Nous étions à peine partis pour l'Est qu'un premier assassin abattit à Tournai un pacifique notaire, âgé déjà, qui remplissait les fonctions de dirigeant rexiste de l'endroit. Cet homme était la cordialité même, sachant boire et offrir un Bourgogne de choix, vivant modestement et sans bruit. Pourquoi lui, le premier ? Pourquoi lui, plutôt qu'un autre ? Il était venu assister à notre départ à Bruxelles. Sur le quai, à la gare du Nord, cramponné à mes mains, il avait éclaté en sanglots quand le train avait démarré. C'était un idéaliste, un homme de cœur. Le 17 septembre 1941, une rafale le coucha dans le corridor de sa maison, sans explication quelconque. Il mourut sous les balles des Soviets avant même qu'un seul de nos hommes ne fût tombé au Front de l'Est.

Ce fut de la stupeur ; on imagina tellement peu que d'autres crimes pussent suivre l'assassinat du Notaire Gérard que la Jeunesse Rexiste prit le deuil pour trois mois.

Pourtant, deux semaines plus tard, le geste se répéta, plus précis encore. Une bombe à retardement fut dissimulée dans un

paquet soi-disant destiné à nos soldats. Elle tua le jeune employé du bureau postal, qui, bénévolement, mettait en ordre les colis.

Le rythme des assassinats s'accéléra bientôt : le bourgmestre de Charleroi, l'ancien député rexiste Teughels, fut fauché de onze balles de mitrailleuse. Une foule immense et consternée défila devant sa dépouille. Peu après, ce fut le Chef de Rex-Verviers, le Bourgmestre Docteur Hainaut, géant blond et osseux, Ancien Combattant glorieux de 1914-1918, patriote d'une foi brûlante, la bonté même, soignant pour rien tous les pauvres de la région, plus pauvre qu'eux pour finir.

A la fin de 1942, plusieurs assassinats étaient commis chaque mois, chiffre incroyable, à l'époque, dans la pacifique et bourgeoise Belgique.

*

**

Théoriquement, il y avait encore une justice belge alors.

Elle seule était donc mandatée pour agir.

Le Secrétaire Général de la Justice, M. Schuind, homme de confiance du Parquet, avait reçu les dirigeants rexistes, dès les premiers crimes. Il leur avait donné des assurances formelles et avait lancé au pays une proclamation stigmatisant les attentats. La Police Judiciaire, lors de l'explosion de la bombe à retardement à Bruxelles, avait été jusqu'à offrir une prime de 10 000 francs à celui qui ferait découvrir l'assassin. Des instructions « répressives » très strictes avaient été envoyées aux Procureurs-Généraux.

Les Parquets belges étaient stimulés au plus haut point, en ce temps-là, par la crainte qu'ils avaient de subir des reproches des autorités d'Occupation.

Dès l'arrivée de la *Wehrmacht* à Bruxelles, le Reich n'avait pas eu de plus tremblants collaborateurs que les magistrats. La

bourgeoisie mise à nu est une peau pâle qui tremble. Mais sous la toge, rien ne se voit, on peut donc trembler tout son saoul, sans retenue. Du Président de la Cour de Cassation aux Procureurs et Avocat Généraux, des Conseillers de Cour d'Appel aux Procureurs du Roi et au dernier des Substituts, la couardise, l'aplatissement, furent, en 1940, les lois, non écrites, supérieures à toutes les autres lois !

L'exemple du collaborationnisme le plus effervescent avait été donné par le Procureur-Général de la Cour de Cassation Cornil, vieux matou pelé, fort expert à se déplacer entre les porcelaines compliquées des cheminées maçonniques. Il avait couru ronronner, se frotter, s'aplatir, mendier une caresse près de tout qui lui paraissait propre à l'aider dans sa cour au vainqueur. Il s'était rejeté vers moi, à mon retour de prison, en août 1940.

Ce magistrat – un des plus importants du Royaume –, qui, trois mois plus tôt, avait trouvé naturel qu'on m'incarcérât illégalement, qu'on me jetât, sans autorisation du Parlement – comme la loi l'exige – et sans mandat d'arrêt, dans les cachots de Bruxelles et de Bruges puis qu'on me livrât aux assassins étrangers qui massacrèrent, à Abbeville, le 21 mai 1940, vingt-et-un de mes compagnons de souffrance, ce même Cornil, avec une incroyable impudeur, demanda, par écrit, à s'arranger avec moi lorsqu'il me vit rentrer à Bruxelles, à la veille, pensait-il, d'accéder au Pouvoir.

Il fut une des plus étonnantes vedettes du fameux « Centre d'Etudes Politiques » du ministre d'Etat franc-maçon Lippens, qui me proposa de faire bande avec lui pour préparer le chambardement de la Constitution Belge. M. Cornil approuva hautement ce projet, de même que l'ex-ministre Tschoffen et le sinistre Hoyoit de Termicourt, avocat général à la Cour de Cassation. Le compte-rendu désormais histo-

rique – qu'ils signèrent tous – de leurs réunions des 20 et 27 août 1940 déclarait sans ambages :

« La conception de la Démocratie est dépassée. Nous devons faire appel aux VNV et aux Rexistes, à MM. Elias et Degrelle. »

Ainsi donc, à entendre alors Cornil, Hayoit de Termicourt et Tschoffen – bourreaux féroces, après la guerre, des Collaborateurs belges ! –, non seulement il fallait enterrer la démocratie, mais on devait faire appel à moi, l'emprisonné de la veille, à Elias, chef des nationalistes flamands, aux Rexistes et aux VNV !

Lorsque Cornil vit, au bout de quelque mois, que Rex n'était qu'un mouvement de vulgaires patriotes, sans liens avec le Reich, nous cessâmes de l'intéresser. Comme ses congénères, il réserva alors aux autorités allemandes l'exclusivité de ses faveurs. Où son servilisme dépassa tout, ce fut à l'Université de Bruxelles. Les Allemands y avaient nommé un curateur, le Docteur Ibsen. La liberté de l'Université Libre était balayée. Un Allemand la dominait. Cet Allemand donnait pompeusement des conférences. Cornil qui, en plus de tout le reste, était professeur à l'Université de Bruxelles, eût dû être le dernier à s'associer à ces affirmations publiques de la tutelle exercée par un Allemand sur « son » Université ! Le *Doctor Ibsen* n'eut pas d'auditeur plus patelin, plus lécheur que ce Cornil, collé à un mètre de la tribune, lissant pieusement les poils de son hermine, étoilée par les postillons du si cher et si important délégué du Reich vainqueur !

*

* *

Il n'est vraiment pas un domaine où la magistrature belge ne se mit avec empressement aux ordres des autorités occupantes, ne vola au-devant de leurs désirs.

Des listes de communistes – ceux-là qui furent arrêtés le matin du 22 juin 1941 – furent fournies délibérément aux Allemands par des magistrats belges !

Dès le mois de mai 1940, le Procureur du Roi d'Anvers, De Schepper, avait transmis aux Allemands les dossiers politiques de son ressort !

L'instrument de recherches judiciaires et policières belges, le « Bulletin Central de Signalement », dirigé par les Parquets eux-mêmes et envoyé gratuitement à tous les bureaux de gendarmerie et de police du Royaume, fut mis au service de la Gestapo ! Celle-ci put y faire imprimer à sa guise, durant toute la guerre, le signalement des Belges qui avaient maille à partir avec les Allemands !

Durant la seconde moitié de 1941, les Allemands imaginèrent de faire créer, par les Secrétaires Généraux, une commission judiciaire qui accorderait des indemnités matérielles aux « suspects » flanqués dans les geôles du régime démocratique ou livrés aux policiers français, le 10 mai 1940.

Moi qui avais été une des principales victimes du complot judiciaire des Janson et des Ganshof van der Meersch, je me gardais soigneusement, malgré les offres dont je fus l'objet, de réclamer jamais un sou à cette Commission. Pourtant, on m'avait arrangé de façon terrible, on m'avait tout volé, on avait pillé complètement ma maison. Mais, ayant été arrêté injustement comme soi-disant chef d'une Cinquième Colonne allemande, inexistante en Belgique, je ne voulais pas devoir à la pression des Allemands la réparation d'une injustice commise par certains de mes compatriotes.

Les Hauts Seigneurs du Parquet n'eurent pas ces scrupules, malgré tout ce que la mesure avait de blessant pour eux. La « Justice » belge accepta donc de se déjuger, de reconnaître publiquement que ses arrestations de mai 1940 avaient été des coups-bas et d'indemniser officiellement ses victimes !

Ces magistrats firent plus qu'accepter le fait, ils acceptèrent le droit. L'avant-projet d'arrêté des Secrétaires Généraux fut transmis pour examen à l'Avocat Général de la Cour de Cassation, Hayoit de Termicourt.

Hayoît de Termicourt admit sans sourciller le principe de l'indemnisation des « suspects ». De sa main même, il indiqua, sur l'avant-projet, les modifications et suppressions qui lui paraissaient les mieux appropriées!

Le texte final de l'arrêté, publié le 8 juillet 1941, fut rédigé par le collègue de Hayoît de Termicourt, l'Avocat Général Janssens de Bisthoven. Celui-ci, sûr de l'approbation de ses pairs, accepta même de présider cette « Commission de Réparation » des injustices de la Justice! S'il ne fut pas mis à sa tête, c'est uniquement parce que les Allemands ne le voulaient point!

Ce camouflet supplémentaire ne parvint pas, d'ailleurs, à décourager Cornil et sa bande. La *Militärverwaltung* voulait un autre Président? Ils accordèrent un autre Président. Le Conseiller à la Cour d'Appel de Beus, dont la candidature plaisait plus spécialement aux autorités allemandes et aux nationalistes flamands, fut nommé Président, avec l'accord complet des autorités judiciaires de Bruxelles!

*
* *

Il y eut bien, en 1941 et en 1942, deux petites tentatives de grèves – pour rire – de la magistrature belge. Elles ne firent pas long feu. Il suffit que la *Militärverwaltung* annonçât que les juges grévistes ne seraient plus payés pour que tous réaccourussent au Palais, ventre à terre, hermine dans la crotte.

En 1942, ce fut encore plus bouffon. Les Allemands prévinrent que les magistrats chômeurs seraient considérés comme

saboteurs. Panique générale! Course chez Gérard Romsée, leader nationaliste flamand, couvert de fleurs par ces « résistants » à rabats et à poils; ceux-ci le chargèrent de porter dare-dare face à la *Militärverwaltung* leur capitulation, tarabiscotée et fort peu flambarde.

« Cet épilogue imprévu a fait l'objet de commentaires sévères – parfois acerbes – à l'égard du pouvoir judiciaire », nota alors fort piteusement le futur ministre de la Justice belge, Struye.

La magistrature belge de 1914-1918 avait eu autrement de virilité, brassant les arrestations, décrétant alors la grève générale des Parquets.

Mais Cornil, comme Tschoffen, comme Ganshof van den Meerch, comme toute la haute racaille judiciaire belge de la Seconde Guerre Mondiale, n'étaient que des podosuceurs politiques, tremblant à la pensée de perdre une place acquise ou de rater une place à acquérir.

Pour attirer les risettes de l'Occupant, ces magistrats furent prêts à tout, jusqu'à proclamer la légalité des institutions d'Ordre Nouveau les plus discutées. Il existe ainsi toute une correspondance, datée de la seconde moitié de 1942, signée par le Premier Président de la Cour de Cassation, où celui-ci, moyennant certains aménagements qui furent apportés, se déclara d'accord pour donner un caractère légal à deux créations nettement d'Ordre Nouveau. L'Ordre des Médecins et la Corporation de l'Agriculture et de l'Alimentation!

En 1942, la magistrature belge eût donc dû, à première vue, s'employer avec zèle à l'élimination du terrorisme.

Le terrorisme débutait. Une énergique répression eût dispersé les petits groupes d'assassins.

Lors des premiers crimes, à l'automne de 1941, l'opinion, scandalisée, eût soutenu à fond les Parquets. Tuer un adversaire politique, uniquement parce qu'il était anticommuniste

ou « d'Ordre Nouveau », apparaissait, alors à la quasi-totalité des Belges comme un acte indéfendable. Les Allemands ne se mêlant pas d'engager des poursuites, les Rexistes se gardant de toute riposte, le public eût vu, avec faveur, les Parquets débarrasser le pays – comme c'était leur devoir – de cette lèpre naissante. Chacun redoutait la contagion du mal, se demandait – avec raison – jusqu'où il s'étendrait et qui, finalement, y échapperait. C'était de l'égoïsme, comme toujours. Mais cette réprobation était réelle.

Les Parquets se mirent donc en chasse. Ils ne craignaient rien. Du côté « allemand », ils s'évitèrent ainsi des reproches d'inaction. Du côté « public », un large soutien moral leur était assuré. Enfin, beaucoup de solennels bonnets ronds tenaient encore, en ce temps-là, à se concilier nos faveurs. Les Parquets savaient tous comment, fendant les airs, leurs plus brillants mandarins avaient plongé à mes pieds, après mes prisons.

On put croire ainsi, au début, que les instructions aux Procureurs Généraux produiraient leur effet.

Mais bientôt une seconde Grande Peur des Magistrats, celle des représailles terroristes, s'ajouta à la première Grande Peur de ces juges humides (celle de déplaire à l'Occupant).

A peine un Parquet belge était-il passé à l'action, à peine la police avait-elle entrepris des recherches, que des avertissements mystérieux arrivaient.

A son petit-déjeuner, le Substitut, le Procureur, le Juge d'Instruction, le Lieutenant de gendarmerie, le Commissaire ou l'Agent de police, trop zélés, recevaient quelques lignes tapées à la machine, les menaçant de mort, ou leur annonçant qu'ils étaient condamnés à mort. Leur femme avalait sa tasse de café de travers et s'étranglait en lisant le papier : « Ah, non, Joseph (ou Arthur, ou Auguste), tu ne vas pas nous lancer dans ces histoires-là ! Avec les deux mille francs (ou les quinze

cents francs, ou les huit cents francs) que tu touches ! Et s'ils t'abattent, qu'est-ce que je deviendrai, moi ? Et les petits ? Demande *une fois* l'avis de ta mère ! »

L'avis de la mère était fatal. Le fils jurait de ne plus faire de zèle.

La peur, arme antibourgeoise par excellence !

Ainsi, la magistrature rentra prudemment dans sa carapace. Il n'y eut pas, en Belgique, un seul juge martyr.

Les Bonnets ronds s'employèrent en catimini à conjurer leurs deux peurs.

*

* *

Aux yeux du public, ils firent mine de ne plus insister. Chacun put croire qu'ils étaient de mèche avec les tueurs de la « Résistance ». Celle-ci pensa même parfois s'être assuré leur complicité.

Si les magistrats s'étaient contentés de ne plus agir, de mener une sorte de grève des bras croisés en face du crime, c'eût été, déjà, de la lâcheté. Car ils savaient très bien qu'à force de n'arrêter jamais un assassin, ils allaient amener un jour les Allemands à prendre en mains les poursuites. La *Militärverwaltung*, responsable en Belgique du maintien de l'ordre, ne pouvait pas rester indéfiniment indifférente devant cet accroissement constant de crimes, tous impunis.

Jusque-là, elle avait laissé la justice belge agir seule. Elle patienta encore durant plusieurs mois. Mais il était certain que lorsqu'elle mènerait elle-même l'affaire, la répression serait infiniment plus dure, plus brutale et plus étendue. Ne pas rechercher les coupables – parce qu'ayant reçu une lettre anonyme de menaces, on avait peur ! – c'était tôt ou tard provoquer l'exécution massive d'otages, parmi lesquels, sans

aucun doute, se trouveraient des innocents. L'inaction des juges belges, non seulement appelait les Allemands à l'action, non seulement permettait à la guerre civile de s'amplifier, mais elle vouait lâchement à la prison ou à la mort des centaines de Belges. A ne pas oser arrêter un assassin protégé par les bandes communistes, la magistrature allait – elle le savait – envoyer, chaque fois, au poteau, cinq, dix, vingt citoyens, otages condamnés à mort généralement pour d'autres faits, mais non exécutés et qui, sans la débandade des Parquets belges devant les menaces terroristes, vivraient heureux aujourd'hui dans leurs foyers.

Nul n'a le droit de faire justice lui-même.

Nul, autant, n'a le droit de tuer son voisin parce qu'il n'a pas les mêmes idées politiques que lui.

C'était le devoir des Parquets d'agir, devoir évident, devoir professionnel, devoir moral, et disons-le, devoir national. Ces crimes terroristes étaient ignobles. Ils ne servaient absolument à rien.

Ils étaient l'œuvre de mafias incontrôlées qui mêlaient tout: le service de Moscou, les haines de classe, la passion du sang, le goût du pillage. La reconnaissance de telles mœurs – que ce fût en Belgique, en France ou ailleurs – signifiait le retour à la jungle juridique, à la vendetta, au banditisme des siècles révolus. L'honneur de la magistrature, le respect des lois, la défense de l'ordre, le souci d'épargner le sang, tout eût dû pousser les Parquets à remplir leur tâche professionnelle.

Mais les petits papiers dactylographiés continuaient à arriver dans les boîtes aux lettres.

Et par peur – seulement par peur, une peur qui liquéfiait les boyaux contractés de ces juges – la Belgique fut conduite à une tragédie effroyable, qui vit périr, de part et d'autre, en 1943 et en 1944, plusieurs milliers d'hommes, de femmes, de vieilles gens, d'enfants même, massacrés dans des explosions

de sadisme, de haine grimaçante, dépassant en horreur les pires horreurs des guerres de Religion du XVII^e siècle.

*

* *

Les menaces terroristes ne faisaient pas oublier toutefois aux Bien-Pensants de justice que les autorités occupantes remarquaient leurs tremblements, s'étonnaient de leur impuissance.

Aussi, la plupart d'entre eux veillèrent-ils à donner des gages d'asservissement des deux côtés.

Le public belge, à présent encore, ignore à peu près tout du double jeu que pratiqua la magistrature belge à l'égard du terrorisme.

Pour la galerie, les juges faisaient le mort. En réalité, ils avaient tellement peur, que pour rien au monde ils n'eussent osé prendre une initiative directe. Mais, ne se risquant pas à poursuivre à visage découvert les assassins dits « résistants », ils cherchèrent à se faire pardonner leur couardise en documentant discrètement les Allemands, afin que ceux-ci accomplissent, à leur place la besogne répressive, ainsi facilité.

Ce recours sournois à l'Occupant fut une des plus écoeurantes lâchetés, une des plus révoltantes hypocrisies de cette guerre fertile en lâchetés et en hypocrisie.

Les magistrats belges étaient certains que, s'ils n'agissaient pas, s'ils obligeaient l'Armée allemande à agir, les dégâts seraient dix fois, vingt fois plus sanglants, accomplis à la hâte et souvent à l'aveugle.

La justice belge, la police belge, elles, connaissaient le pays, pouvaient atteindre exactement les abcès de fixation. La répression allemande, par contre, devait, inévitablement, taper dans le tas.

La magistrature belge, suant de peur, ne pensant qu'à sa peau, préféra refiler aux Allemands l'opération. Tant pis si dix fois, vingt fois plus de Belges mouraient ! Eux, magistrats, au moins, ne mouraient pas !

Voulant rester dans les bonnes grâces des autorités du Reich, ils se firent, dans les coulisses, les pourvoyeurs en renseignements et en dossiers des magistrats et des policiers du Reich à qui ils avaient abandonné le terrain légal. Les archives, à ce sujet, sont énormes, et toutes au plus haut point édifiantes.

On vit des Procureurs-Généraux, des Procureurs du Roi, des Juges d'Instruction livrer ou ordonner par écrit qu'on livrât à l'autorité allemande les procès-verbaux belges concernant les attentats à main armée. On vit même un juge d'instruction d'Anvers, devenu après 1945 – évidemment ! – un des pires carnassiers de la répression des « Inciviques », appeler téléphoniquement la *Feldgendarmarie*, lui livrer des délégués de la « Résistance » venus à son bureau et qui tombèrent, quelques semaines plus tard, devant un peloton d'exécution.

Cette démission générale de la justice belge en 1942 est à la source des abominations qui allaient éclater, se multiplier de plus en plus, pour se terminer par d'épouvantables scènes de boucherie, en 1944.

*

* *

Le fleuve de sang répandu par la « résistance » terroriste, mince rivière rouge à la fin de 1941, prenait déjà de l'ampleur à la fin de 1942.

Le double-jeu de la justice belge recevant Victor Matthijs, Chef de Rex a.i., le comblant de promesses, encourageant

l'action répressive des policiers allemands, mais fuyant ses responsabilités personnelles, soulevait le cœur à tous nos dirigeants.

Après être restées inactives longtemps, les autorités d'Occupation s'étaient mises à cogner, de temps à autre, mais au hasard, parce que telle ou telle victime des terroristes était plus connue : alors une file de condamnés otages s'abattait, otages qui, aux yeux de la population, devenaient des martyrs, tandis que l'assassin communiste, couvert par le chantage de son « gang », pouvait librement recommencer son coup ailleurs.

Les vrais coupables échappaient : ceux qui tuaient, et surtout ceux qui ordonnaient de tuer et qui précipitaient le pays dans un gouffre de haine, de sang, de néo-barbarie.

Le Mouvement Rexiste répétons-le car c'est ainsi, gardait son sang-froid. Répondre à la mort par la mort, c'était entrer soi-même, délibérément, dans la guerre civile, le plus affreux des fléaux d'un peuple. Politiquement, pour un mouvement minoritaire, qui voulait conquérir l'adhésion de la majorité, de telles ripostes – à moins d'être devenues une question générale de vie ou de mort – eussent été une faute – le sang créé des abîmes.

C'est pourquoi toute l'année 1942 se passa, des dizaines de militants rexistes tombèrent assassinés, sans que se produise une seule action de représailles.

On a raconté le contraire. Mais le contraire est faux. Les mensonges lancés depuis 1945 à ce sujet n'eurent d'autre but que de détourner les responsabilités, de faire croire que, dès 1942, on avait tué des deux côtés, et que les terroristes s'étaient défendus autant qu'ils avaient attaqué.

Certes, après quinze mois de crimes impunis, Rex eût pu, justement, se substituer à la justice belge défailante et riposter pour se protéger. Rex ne le fit pas. Il fallut des centaines

d'autres cadavres d'innocents, de vieilles gens, de gosses, de malheureuses femmes de volontaires du Front de l'Est, traquées et abattues avec une sauvagerie effroyable, pour qu'enfin la chaudière, durant les derniers mois, en 1944, fit explosion.

*

* *

Mais en 1942, il n'y eut rien.

Lorsqu'on voulut, en 1946, me noircir près du gouvernement espagnol et de l'ONU, on m'imputa l'assassinat du bourgmestre de Saint Josse-ten-Noode, le nommé Pêtre, ancien chef de la franc-maçonnerie, tué à Bruxelles le soir du 31 décembre 1942.

Qui abattit ce malheureux ? Je n'en sus rien à l'époque. Je ne le connaissais ni de près ni de loin. Je ne l'avais jamais vu. J'ignorais tout de lui. Je n'avais pas la moindre idée de son âge, de ses occupations, du quartier de Bruxelles où il résidait. Pourquoi aurais-je été m'en prendre à cet homme lors de mon congé du Caucase ?

Au moment de me rendre théâtralement responsable de cette exécution, Spaak et ses magistrats politiques possédaient-ils certaines preuves, des aveux de complices, des affirmations de témoins ou de confidents ou, du moins, à défaut de preuves directes ou indirectes, quelques présomptions établissant que j'étais en conflit avec la victime, que j'avais parlé méchamment d'elle, que celle-ci avait émis des craintes en parlant de moi ?

Non. De toute évidence, rien de pareil n'avait jamais pu être avancé.

Spaak eut néanmoins l'audace d'affirmer dans ses demandes d'extradition que :

« J'avais informé téléphoniquement la Gestapo de l'Avenue Louise à Bruxelles, après la mort du Bourgmestre Pêtre, que c'était sur mes ordres que celui-ci avait été abattu. »

Je demande pardon à mes lecteurs de les importuner avec des explications sur une affaire locale, que le temps s'est chargé d'éclaircir, à la grande confusion de mes calomniateurs. Mais elle est révélatrice des mœurs d'un temps. Elle montre jusqu'à quelles ignominies osa recourir en 1946, pour obtenir la tête d'un homme, un ministre tel que Spaak, alors président de la plus importante organisation internationale, l'ONU.

Spaak, bourgeois de bonne compagnie, pas plus méchant qu'un autre et qui me connaît, ne pouvait pas ignorer que cette imputation ne reposait sur rien. Juriste, il avait dû se poser la question :

« Voyons, qu'y a-t-il de sérieux dans cette affaire ? » et se rendre compte, sans retard, que tout dans cette accusation était absurde. Il avait certainement essayé d'obtenir des preuves, ou au moins des détails qui eussent rendu vraisemblable l'affirmation. S'il n'en cita aucun, c'est qu'il n'en avait trouvé aucun, évidemment ! Sinon, il en eût fait état bruyamment, on l'imagine !

Le fait qu'un homme du rang d'un Spaak ait pu s'appuyer sur une accusation aussi vulgairement mensongère pour déclencher, en 1946, une véritable bagarre internationale et aller jusqu'à mobiliser à cet effet le Comité de Sécurité de l'ONU, restera un témoignage vraiment extraordinaire de l'esprit de haine qui empoisonna cette époque-là.

Pour faire mourir un adversaire politique, tout était bon, rien n'effrayait, ni une escroquerie juridique à l'échelle internationale, ni même le ridicule. Que l'accusation fût fondée, ou qu'elle fût infondée, importait peu ! Que la tête roulât, que le sang coulât, voilà ce qui comptait ! Pour régler un compte personnel de politique intérieure, dans un petit pays comme

la Belgique, un Spaak poussa en avant les ambassadeurs du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, lança des dépêches tapageuses à la presse du monde entier, fit perdre son temps et son argent à l'ONU.

Et tout cela, en s'appuyant sur le vent, sur le néant !

*

* *

Que faisais-je donc bien ce 31 décembre 1942, où j'étais sensé tracter ce pauvre Pêtre ? Par bonheur, je ne l'avais pas oublié. J'avais dîné à Schaerbeek, à sept heures du soir, chez un industriel de nos amis, avec ma femme et avec le Commandant de la Légion « Wallonie » Lucien Lippert. C'était la nuit du Réveillon. Nos hôtes avaient trois filles d'une remarquable beauté. Nous avons passé de l'année 1942 à l'année 1943 en dansant et en échangeant affectueusement des vœux, sans imaginer une minute qu'un crime avait pu être commis durant nos tangos.

Cette histoire Pêtre ne retint pas mon attention durant mon congé. Les journaux en parlèrent-ils ? Ai-je même connu cette mort ? Je n'oserai dire ni oui ni non. En tout cas, lorsqu'en 1946 je vis cette affaire dans les journaux, je n'avais pas le moindre souvenir qu'elle eût jamais existé.

Restait la funambulesque affirmation de Spaak du coup de téléphone donné par moi à la Gestapo de Bruxelles, histoire particulièrement sottise.

Je venais de rentrer de Russie. Le chef du SD à l'avenue Louise, le Général Jungclaus, avait été nommé pendant que j'étais au front. Je ne lui avais pas encore été présenté. Je ne connaissais même personne de son Etat-major. Comment serais-je alors allé téléphoner une déclaration si insensée à cette administration inconnue ?

Inconnue... Et ennemie alors ! Certes, les inventeurs de cette lourde calomnie ignoraient, en la forgeant, quel duel dramatique je venais de mener au Caucase avec la Gestapo, dont j'avais découvert le réseau secret d'espionnage monté au sein de notre Légion. J'avais fait envoyer aux travaux forcés pour cinq ans un de ses agents. J'avais fait révoquer alors l'officier Prins de ladite avenue Louise. On imagine si j'étais en odeur de sainteté dans cet immeuble ! Si j'avais donné un coup de téléphone pareil, je me fusse livré, pieds et poings liés, à mes plus farouches adversaires de ce moment-là. Ils m'eussent tenu. J'eusse été leur proie. J'eusse été perdu, sans retour.

Si même j'avais fait une telle communication à un autre service allemand que la Gestapo, mon sort eût été à peu près identique : j'eusse été arrêté un quart d'heure plus tard. L'armée allemande ne jouait pas, à la fin, de 1942, avec des exploits de ce genre-là. Un de nos officiers pour avoir seulement, au cours de son congé, tiré un coup de revolver en l'air parce que des voisins l'insultaient, avait été cassé et chassé de l'armée. Ordonner un attentat, une agression, dans une zone militaire quelconque, m'eût valu le Conseil de Guerre. C'est ne vraiment rien connaître de la discipline de la *Wehrmacht* que de croire que des officiers eussent pu se permettre de tels règlements de compte privés.

De toute manière, si j'avais fait un tel coup, il eût été complètement fou de ma part d'en informer les Allemands, avec qui je menais un jeu très serré ; c'eût été leur donner à mes dépens un instrument de chantage formidable grâce auquel ils eussent pu, désormais, me manœuvrer politiquement et m'amener, bon gré, mal gré, à leurs conclusions.

Cette accusation de Spaak me mit, en 1946, dans une situation affreuse.

Moi soldat, blessé cinq fois au Front de l'Est, porteur du Collier du *Ritterkreuz*, des Feuilles de Chêne, de l'Insigne en

or du Corps à Corps, qui pouvais, vaincu, lever toujours fièrement la tête parce que mes combats avaient été nobles et droits, j'étais ravalé au rang d'un assassin !

C'est en se basant sur le cadavre de Pêtre qu'on prétendit s'emparer de moi, me mettre à mort. Seule mon évasion de San Sébastian, en toute dernière minute, le 21 août 1946, me permit d'échapper à un sort horrible. Mais des milliers de personnes, le cerveau rempli par cette affaire Pêtre, crièrent à l'injustice du Destin qui avait permis à un assassin d'échapper à Spaak, son justicier !

J'écrivis mélancoliquement à l'époque dans mes notes personnelles :

« Jamais personne de mes amis n'a été mêlé en quoi que ce soit à la mort du bourgmestre Pêtre. On a inventé cette histoire de coup de téléphone à la Gestapo pour avoir ma tête : n'importe quoi était bon à cette fin. Moi, j'écris pour l'avenir. Tôt ou tard quelqu'un parlera de cette affaire. On verra de façon éclatante avec quel cynisme on a menti pour forger devant l'opinion mondiale cette ignoble histoire de police, sans queue ni tête, sans foi ni loi. De 1941 à 1945, je me suis battu en soldat. On peut regarder mes mains, elles sont nettes. Jamais elles n'ont fait périr ni Pêtre, ni, où que ce soit, un seul Belge ! »

Comme je l'avais prévu, moins d'un an après cette campagne de Spaak, quelqu'un avoua. Les assassins dudit Pêtre furent tous découverts. Tous étaient membres d'un mouvement germano-flamand, nommé « DeVlag », totalement étranger alors au rexisme et à moi-même. Les agresseurs furent traduits devant les tribunaux. Leur procès se déroula à Bruxelles du 27 juin au 16 octobre 1947.

L'auditeur militaire van Laethem, fort embarrassé, dut bien faire allusion à l'accusation lancée contre moi devant le monde entier et évoquer le témoignage – base du chantage de

Spaak – d'après lequel j'avais, paraît-il, prévenu la Gestapo de l'avenue Louise de ma participation à l'attentat. Mais le magistrat ne cita cette déposition que pour lui dénier toute valeur : elle avait été faite par un agent de la Gestapo, Markovitz, ignoble dénonciateur judéo-polonais, condamné à mort, et qui, pour ne pas être exécuté tout de suite, avait inventé ce bobard.

Bien avant l'ouverture du procès, cette déposition avait été « classée sans suite comme évidemment mensongère, Léon Degrelle n'ayant aucune culpabilité quelconque dans l'assassinat de Monsieur Pêtre. »

Ainsi fus-je mis, par la Justice belge elle-même, absolument hors cause, un an après les accusations de Spaak à l'ONU.

Tout cela était certain déjà, bien entendu, en 1946, quand Spaak lança cette campagne abominable. Jamais pourtant Spaak ne se rétracta par la suite, n'envoya un mot d'excuse aux gouvernements et aux membres de l'ONU qu'il avait grossièrement trompés. Jamais, surtout, il ne fit à la presse le communiqué qu'un honnête homme eût dû faire après avoir lancé contre un fugitif, dans l'impossibilité de se défendre, une calomnie si horrible.

Les coupables firent des aveux complets.

Ils furent, le 16 octobre 1947, condamnés à mort.

N'empêche que, si on m'avait « tenu » en 1946, j'eusse été bel et bien fusillé à leur place tandis que Spaak continuait à promener, brillamment, dans le chemin des « honneurs », sa personne gonflée d'aise et rondouillette.

CHAPITRE VI

OFFRE AMÉRICAINE

Au Consulat Général des Etats-Unis à Barcelone. – Les passeports prêts pour mes émissaires. – L'inflexibilité morale, non-sens politique. – Stalingrad, incident. – L'Italie, boulet au pied en 1942, terrain à retardement en 1943. – Le débarquement anglo-américain d'Afrique: projet connu par le Reich un mois à l'avance; bonne affaire; diversion utile. – Deux ans de répit à l'Ouest et à l'Est. – De Gaulle, empaumé par Roosevelt et Churchill. – Pierlot et Spaak roulés à leur tour. – Le salut de l'Europe, par l'Europe et en Europe.

Le développement du terrorisme était donc un sujet de préoccupation générale en Belgique à la fin de 1942. Mais c'était un problème intérieur.

Il y avait aussi les problèmes extérieurs.

La Belgique n'était pas seule sur la planète. L'Europe, le monde avaient, depuis notre départ pour le Front de l'Est en août 1941, subi de fantastiques modifications. Hitler était encore au Kouban, mais les « Jeeps » de jeunes soldats du Président Roosevelt caracolaient dans les rues d'Alger.

D'extraordinaires marchandages diplomatiques se tramaient secrètement partout, jusque dans mon entourage immédiat.

Je restai vraiment ahuri lorsque j'appris que mon retour était impatiemment attendu par certaines personnalités américaines. Un de leurs émissaires était entré en contact au mois d'octobre 1942, à Paris, avec un de mes conseillers intimes. L'initiative avait émané de l'ambassadeur des Etats-Unis à Vichy. On me manifestait, du côté américain, le désir d'arriver à un rapprochement. Les ⁴conservations, interrompues un moment par le départ de Vichy de l'ambassade américaine, avaient été presque immédiatement renouées. Mon collaborateur avait été prié d'insister auprès de moi, dès mon retour du Caucase, afin que les pourparlers pussent entrer rapidement dans une phase précise, en territoire espagnol. Quand je fus mis au courant de ces offres, tout était prêt pour le départ: les passeports, les visas, les lieux de rendez-vous. Un attaché du consulat des Etats-Unis à Barcelone, chargé de missions secrètes, attendait mes émissaires.

Je n'avais plus qu'à dire oui.

Je dis non.

*

* *

J'ai toujours répugné aux volte-face où tant de politiciens sont experts.

Un Paul-Henri Spaak avait pu, en mai 1940, être un ministre effervescent de Léopold III, puis devenir son ennemi et son insulteur dès le jour de sa défaite, se coller aux Anglais après la capitulation des Flandres, puis lâcher les Anglais pour se précipiter dans la direction du III^e Reich aussitôt après la demande d'Armistice du Maréchal Pétain. Repoussé par les généraux allemands de Wiesbaden et par Léopold III, il n'avait

pas craint de passer une nouvelle fois au camp britannique et de filer, par l'Espagne, vers le box des Quisling londoniens.

Tout cela en moins d'une demi-année!

C'était peut-être très fort. Ces exercices m'ont toujours dégoûté. Je n'ai jamais pu comprendre qu'on puisse s'occuper de quelque chose sans croire à ce qu'on fait. Je sais bien que l'honnêteté (en politique) est un défaut qui entraîne des conséquences presque toujours fatales. Seul, dans ce métier-là, celui dont l'épine dorsale est souple, qui rampe quand il faut ramper, qui recule quand il faut reculer, qui salit ou qui trahit quand il faut salir ou trahir, seul celui-là a des chances sérieuses d'arriver finalement à un résultat personnellement valable.

Dans des circonstances troubles comme les guerres, où les données de la réussite évoluent sans cesse, où la victoire change de camp selon une mêlée de chars ou d'avions, l'inflexibilité morale est un non-sens. De 1940 à 1945, il fallait être prêt à tout renier, tout le temps. Cette aptitude, tellement remarquable chez lui, a fait la fortune d'un Spaak. Il est devenu Premier ministre. Je suis devenu un exilé. Cela devait finir ainsi. Lui, au moins, avait su jouer. Je n'ai pas su jouer. Le pire de tout, j'ai cru. Croire, chez un homme politique, est une tare que rien ne rachète. Je paye ma faute, comme il se doit. Et je la paye au prix fort.

Entre nous, je la paye avec joie. C'est sans doute de l'inconscience, de l'aberration. Mettons. Mais j'ai l'âme heureuse et je ne changerais ma vie contre celle d'un Spaak. Lui a tout, mais il n'a rien. Je n'ai rien, mais j'ai tout.

J'eusse pu, au début de 1943, imaginer que la cause de l'Allemagne était perdue; pour rien au monde, cependant, je n'eusse changé de camp, après le sacrifice de mes camarades tombés en héros sur le front intérieur ou au Front de l'Est. J'eusse expliqué à mes gens que la lutte avait perdu son sens. Je n'eusse plus bougé. Mais j'eusse considéré comme un crime

moral, comme une profanation du sang des morts et de l'élan des milliers d'âmes qui m'avaient suivi, le fait de tourner casaque, de porter d'autres couleurs parce que celles-ci paraissent flattées davantage par le sort.

*
* *

En fait, cette question même de la chance des armes n'était pas claire du tout à la fin de 1942.

Il est facile, quand une guerre est finie, de jouer au génie militaire qui avait tout imaginé et tout prévu.

Rien n'est plus fragile et plus changeant que le bonheur au combat. La bataille d'Angleterre, délaissée par le Reich en octobre 1940, eût été fort probablement gagnée si elle avait été livrée audacieusement quatre mois plus tôt.

La chute de l'URSS à l'automne de 1941 tint à quinze jours supplémentaires de temps sec.

Quelques bateaux de gazoline arrivés à temps à El Alamein et Rommel eût conquis Alexandrie, changeant totalement la face de la guerre africaine.

En juin 1944 encore, le déplacement rapide et massif des unités blindées allemandes en stationnement dans le Pas-de-Calais eût pu broyer Montgomery et, surtout, les Américains, au rivage normand et convertir en désastre le débarquement allié.

Une division blindée qui se laisse mettre en retard, un convoi maritime torpillé au moment décisif, un ciel bas qui neutralise l'aviation, un ciel clair qui la rend efficace, des pluies qui arrêtent les transports de munitions, un ordre mal compris, une panique dans un secteur, et un front entier se rompt, craque, et le destin tout entier se refuse, bifurque ou se retourne!

Les prophètes les plus compétents se sont trompés dans leurs pronostics, d'un bout à l'autre de la guerre. Il n'est rien

de si comique que de relire, après coup, les prévisions des attachés militaires – informés pourtant de nombreux secrets –, ou des généraux les plus renommés, chargés de prédire, dans les journaux, le développement des opérations stratégiques.

*
* *

Au Nouvel An de 1943, diverses offensives étaient en cours. Aucune n'avait pris jusqu'alors un caractère décisif.

Les armées de Staline couraient de Stalingrad vers le Donetz. Leurs progrès étaient sérieux. Mais nous, combattants du Front de l'Est, n'en ressentions point d'inquiétude grave. Nous connaissions la steppe, la steppe immense, sans possibilité d'arrêt. Nous avions vu, l'hiver précédent, les divisions soviétiques réussir déjà certaines percées qui avaient mis en péril le secteur d'Ukraine et de Crimée. Mais au printemps, la situation avait été rétablie en un tournemain.

La deuxième ruée de l'Armée rouge était plus profonde. Mais les Allemands et les Légions européennes avaient, à l'été précédent, poussé fort loin vers l'Asie. Ils n'étaient même pas ramenés, en janvier 1943, aux anciennes positions de la fin de juin 1942. Les pertes allemandes à Stalingrad, en morts et en prisonniers (deux cent cinquante mille hommes) n'atteignaient pas plus de cinq pour cent de pertes en morts et en prisonniers subies par les Soviets depuis le 22 juin 1941.

L'accident ne nous paraissait donc pas spécialement tragique. C'était du temps perdu. Mais cela n'avait rien à voir avec une guerre perdue. Il faudrait recommencer, à l'été 1943, ce qui avait réussi à l'été 1942. C'était tout.

*
* *

La débâcle italienne en Afrique et le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 en Algérie et au Maroc revêtaient, aux yeux du grand public super-excité par la radio, une importance capitale.

Mais là encore, il ne fallait rien exagérer.

Les Allemands, depuis longtemps, savaient qu'ils ne tiraient plus rien de bon de leurs alliés transalpins. Hitler n'avait ni demandé, ni désiré l'entrée de l'Italie dans la guerre. Elle n'avait valu au Reich que des pertes d'hommes et de matériel, ainsi que des échecs moraux.

Intervenant en France alors que tout était à peu près fini, les divisions italiennes étaient parvenues, néanmoins, à se faire durement contrer.

Intervenant en Grèce, pays pauvre, peu peuplé, où une victoire-éclair était assurée à un assaillant un tant soit peu dynamique, les « Loups de Toscane » et d'autres guerriers aux noms horribles avaient collectionné une série de revers pitoyables, stoppés au bout de quelques jours, puis refoulés, puis malmenés très dangereusement sur le territoire de l'Albanie même. Hitler ne pouvant conserver un poignard planté dans son flan droit, dut bien se résoudre, avant de se lancer dans la steppe slave, à liquider le foyer d'infection de Grèce. Il perdit six semaines, six semaines fatales : s'il eût attaqué dès mai 1942, comme prévu, et avec tout son matériel intact, il eût tout balayé avant les boues et les neiges d'octobre et la *Blitzkrieg* eût réussi là comme ailleurs. On ne répètera pas jamais assez que la Seconde Guerre Mondiale s'est jouée non pas à Stalingrad mais au printemps de 1942 à Athènes et à la Canée.

En Afrique enfin où il s'agissait de sauver l'Empire Colonial Italien, la lutte n'avait pas été toujours brillante. Le total des pertes italiennes à Gondar, au mois décisif de la lutte pour l'Éthiopie, n'avait même pas atteint un pour cent du

chiffre de soldats qui s'étaient rendus : 67 morts, 10 000 prisonniers. En Libye, on avait vu les 430 canons de Bardia livrés aux Anglais presque sans combat. Debra Tabor s'était rendu après avoir compté deux morts en tout et quatre blessés, sur quatre mille hommes.

Pour venir en aide à Mussolini, magnifique d'énergie, l'âme bandée, mais ulcéré par ces continuelles défaillances, Hitler avait jeté en Afrique des troupes allemandes d'élite, commandées par un chef d'élite, Rommel. Celui-ci avait fait des prodiges, conduit ses Panzers en pleine Égypte. Mais il avait été torpillé de toutes les manières.

Des actes de trahison caractérisés et de livraison de plans d'attaque s'étaient produits, claironnés avec des trépignements de joie par la presse et par la radio britanniques.

Cette affaire italienne était un boulet de plomb aux pieds de Hitler.

Dans les territoires balkaniques, conquis grâce aux offensives de la *Wehrmacht*, les ennuis avaient été constants : au Monténégro, aux côtes dalmates, en Croatie, les soldats italiens se faisaient canarder dans chaque venelle ou même se rendaient aux troupes du maquis.

« Tout cela est grotesque ! », répétait Ciano, rageur. Mussolini, réaliste et atterré, assistait à la décomposition de son rêve : « Cette guerre, constatait-il avec amertume, n'est pas faite pour le peuple italien ; il n'a pas la fermeté nécessaire pour une épreuve si formidable. C'est une guerre pour les Allemands et pour les Japonais, non pour nous. »

Le peuple italien, peuple à l'esprit vif et subtil, possède le génie de la politique et de la diplomatie. Mais militairement, en 1942, il n'en était plus au temps de César. La louve avait perdu ses dents. L'Italie devint, pour le III^e Reich, non un appui mais une charge, une charge toujours plus lourde, tenue à bout de bras et sans espoir.

Hitler savait que la Rome de 1942 était un grouillement d'intrigues anti-allemandes. La Monarchie trahissait, Ciano trahissait. Le Parti Fasciste était gangrené. Le peuple était las, foncièrement anti-allemand au surplus. Il était vain de compter encore sur lui pour un effort de guerre sérieux. L'affaire italienne était donc une affaire condamnée à la liquidation.

Puisque, malgré les cadeaux qu'elle avait reçus du Führer – depuis Fiume jusqu'au Canal de Corinthe – l'Italie renâclait tellement devant l'effort de guerre, c'est vers l'Est que le Reich tournerait, avant tout, ses ambitions, la Péninsule et son prolongement africain ne présentant plus d'intérêt que comme zone de sécurité et terrain d'éventuels combats de retardement.

La frontière germanique de l'avenir était à Vérone, non à Tunis ou à Syracuse. Les ambitions secrètes du Troisième Reich au Sud du Tyrol ne dépassaient pas la vieille Marche de l'Adriatique Nord. Tout le reste, de Bologne à Bizerte, serait désormais un utile « no man's land » de deux mille kilomètres de profondeur, où le Reich tenterait de garer et d'épuiser lentement les Alliés.

L'Italie, ayant tacitement renoncé à l'Allemagne en 1942, l'Allemagne renonça tacitement à l'Italie, dès alors. Elle ne manœuvra plus en Italie en fonction de l'intérêt de l'allié italien, mais en fonction seulement de l'intérêt du Grand Reich, de celui du futur Empire continental qui se créait sous son égide.

*
* *

Contrairement à ce que l'on a pu penser, le débarquement anglo-américain ne fut pas une surprise pour l'Axe.

Un gros mois avant le 8 novembre 1942, les Allemands – et les Italiens aussi – étaient exactement informés des projets américains. L'espionnage de l'Axe était bien fait. Hitler eût pu parer le coup, être à Rabat et à Alger avant les bateaux de Roosevelt et de Churchill.

Mais à quoi bon ? A quoi bon s'engager dans une formidable campagne africaine, y engager des centaines de milliers d'hommes et un matériel précieux, à une grande distance des bases, pour protéger une Italie qui ne désirait plus que jeter les fusils et les mitrailleuses en l'air ?

Au contraire, il était intéressant de détourner les Alliés de l'Europe, de les laisser se lancer à fond dans une campagne lointaine qui engloutirait les immenses forces qui eussent pu, sans cela, s'abattre, en 1943, sur Brême, sur Hambourg ou sur Rotterdam.

L'aventure africaine était bien plus une preuve de faiblesse des Alliés que de puissance. C'était reconnaître, en novembre 1942, qu'ils n'étaient pas de taille à risquer un débarquement sur les côtes de l'Europe tenues par la *Wehrmacht*.

Les Alliés devraient maintenant user des années à remonter interminablement l'Afrique du Nord, la Sicile et l'Italie. C'est comme si le Reich eût voulu atteindre Moscou par Bénarès et par Calcutta. Cette entreprise anglo-américaine relevait beaucoup plus de la mégalomanie que d'une saine tactique. Les événements militaires l'ont établi nettement par la suite : l'énorme offensive Afrique-Italie ne donna pas de résultats concrets aux Alliés, elle les absorba pendant deux années et demie. Quand la guerre se termina, elle n'était pas encore parvenue au Brenner, son premier objectif sérieux !

En réalité, elle soulagea le Reich au lieu de l'accabler.

*
* *

La stratégie allemande ne se laissa pas passionner par le vacarme publicitaire: elle évita de tomber dans un piège en s'aventurant massivement en Afrique; réalistes, ayant vu toutes les difficultés de l'entreprise russe, sachant que l'Italie ne représenterait plus aucune valeur en tant qu'associée, les Allemands s'en serviraient tactiquement pour user, neutraliser, l'adversaire occidental, l'arrêtant sans cesse, avec une science militaire et un héroïsme que Churchill lui-même dut admirer, éternisant, à peu de frais en somme, une campagne qui, pour les Alliés, fut une chevauchée inutile – le vieux mirage des expéditions d'Italie! – et un gouffre pour leur matériel.

En repassant par Berlin, en décembre 1942, j'avais été très bien informé à ce sujet par une personnalité militaire fort au courant des dessous de l'opération. Je n'avais pu qu'admirer, une fois de plus, le sang-froid de Hitler.

L'affaire Afrique-Italie n'était pas une mauvaise affaire. Elle était un abcès de fixation. Elle détournait de l'objectif principal la masse des ressources alliées et débarrassait, pour longtemps, le continent germanique de la menace d'un débarquement. Elle permettrait, en outre, aux généraux allemands de fatiguer longtemps les Alliés, loin du territoire du Reich, devant Tunis, puis en Sicile, tout le long de l'immense arête de poisson des Apennins. Avant qu'ils ne soient à Venise...

C'était bien pensé, le Reich et l'Europe Nationale-Socialiste avaient désormais un très large temps à leur disposition pour mener la lutte contre les Soviets, les arrières étant hors de danger à l'Atlantique.

Avant le 8 novembre 1942, nul n'était sûr de rien. Après le 8 novembre 1942, nous étions sûrs, au moins, de cela: le projet de débarquement dans le dos du Reich était abandonné pour longtemps, les Alliés se trouvant dans l'impossibilité absolue de mener simultanément deux débarquements

d'envergure. Face aux Soviets, l'Europe avait désormais les mains libres pour un an, pour deux ans, sans doute.

Pendant ce temps-là, beaucoup de retournements – ou d'arrangements – pourraient se produire.

L'auditeur ébahi des speakers de la B.B.C. s'excitait. Nous pas. Hitler avait fait du travail sérieux. Sans oublier que, sautant à pieds joints sur l'incident, il s'était, en vingt-quatre heures, assuré le contrôle intégral du territoire français et des ports du Sud, béance dangereuse où le débarquement allié eût pu se faire en novembre 1942, tout aussi bien et beaucoup plus utilement qu'à Oran, à Alger ou à Bougie.

*

* *

Eussions-nous même pensé, avec les spectateurs sensibles à la mise en scène, que la victoire anglo-américaine avait fait un pas décisif depuis ce débarquement tapageur, la façon dont Churchill et Roosevelt avaient, à cette occasion, traité leurs Quisling, la façon dont ils les traitaient depuis toujours, ne nous eût guère incités à nous commettre avec eux.

De Gaulle avait sans cesse été considéré par Churchill et Roosevelt bien plus comme un agent provocateur que comme un collaborateur.

Laval et de Brinon m'avaient expliqué à diverses reprises les menées anglaises et américaines autour de Pétain. Des estafettes circulaient entre Vichy et Londres, à l'insu de De Gaulle, une sorte de « gentlemen agreement » avait été conclu à la fin de 1940 entre Churchill et le Maréchal. Le texte en était resté secret, mais on avait pu déceler les effets de l'accord conclu: la radio anglaise ménageait étonnamment Pétain; le Gouvernement britannique veillait à ce qu'on ne lui fit pas d'inutiles difficultés dans la Méditerranée. Des matières

grasses étaient expédiées d'Algérie. Des milliers de moutons arrivaient sans encombre de l'Afrique du Nord.

Pendant que de Gaulle réajustait avec grandiloquence son double menton écrasé devant les micros de la B.B.C., son cornac Churchill le roulait secrètement en s'abouchant et en s'entendant avec son rival.

Lors du débarquement de novembre 1942, à Casablanca et à Alger, la désinvolture avec laquelle Roosevelt et Churchill avaient agi à l'égard de De Gaulle avait été proprement incroyable. Les troupes anglo-américaines prenaient pied dans un protectorat français (le Maroc), dans trois départements français (l'Algérie), fonçaient vers une troisième zone d'influence française, la Tunisie: or, le seul qui n'avait pas été prévenu de l'expédition avait été le général de Gaulle!

Hitler, dès le 9 octobre 1942, c'est-à-dire un mois à l'avance, avait connu le plan des préparatifs alliés. De Gaulle, lui, le 8 novembre 1942 au matin, apprit brusquement la nouvelle à la radio, comme un quelconque portier du « Dorchester ».

Le plus formidable, c'est que, tandis qu'ils avaient laissé dans l'ignorance la plus absolue de ce projet leur « Chef des Français Libres ». Roosevelt et Churchill en avaient informé des adversaires de De Gaulle tels que le Général Giraud, pêché par eux, en sous-main, à la côte méditerranéenne, puis avaient conclu un accord avec l'Amiral Darlan, le plus anti-Anglais de tous les collaborationnistes!

Certes, de Gaulle était un esprit brouillon, instable, confus, un ambitieux et un orgueilleux, cassant, désagréable, regardant sans cesse son nombril dans son armoire à glace. Mais, enfin, il était tout de même, pour les Alliés, le représentant de la « Résistance » française ou, au moins, un numéro de taille de la collection des Quisling démocratiques de *Downing Street*. On allait débarquer un corps expéditionnaire dans son pays? Il eût donc été absolument naturel qu'il fût parmi les

premiers à être informé, à descendre sur le sol français afin d'y reprendre en main le pouvoir civil!

A présent encore, on se demande si on ne rêve pas quand on se souvient de ce qui se passa alors: les Alliés remettant la direction de l'Afrique libérée à un des hommes les plus haïs par de Gaulle, l'Amiral Darlan, et la nouvelle armée française au Général Giraud, rival militaire direct du « Premier Résistant de France »!

*

* *

Ce croc-en-jambe rendait de Gaulle ridicule devant l'univers. La manœuvre révélait une volonté presque cynique de décomposer, d'opposer, d'affaiblir les forces françaises, au moment même où une première offensive réussie sur le territoire français eût dû inaugurer la « reprise » morale de la France. On jouait d'un Français contre un autre, d'un clan contre un autre clan.

De Gaulle eut beau arpenter les bureaux de ses puissants maîtres, s'irriter. On ne lui accorda même pas, une fois le coup fait, l'autorisation de se rendre en Algérie, territoire français!

Pendant que Darlan et Giraud montaient à Alger une seconde « France Libre », style américain, de Gaulle jetait dans les brouillards de Londres ses bras pareils à des sémaphores, s'indignait, explosait.

En vain.

En janvier 1943, nous assistions toujours, du Continent, à ce spectacle instructif au possible d'un de Gaulle virtuellement prisonnier de Churchill, impuissant près de Roosevelt, diminué devant le public mondial. Nous nous disions: « Alors, c'est cela, l'Europe que les Alliés préparent?... »

Nous nous étions vivement scandalisés, à Rex, de certains travaux ténébreux, menés sur notre sol par des sous-ordres berlinois, provocateurs-policiers, intrigants, mais sans mandat officiel. Cela n'avait été que de l'enfantillage à côté des avanies subies officiellement par de Gaulle, mis publiquement en quarantaine par Roosevelt, n'obtenant même pas, après deux mois de lutte en Afrique du Nord, la permission de mettre pied sur le quai du premier chef-lieu libéré de son pays!

Les échos du monde nous apporteraient d'autres détails, aussi symptomatiques qu'édifiants: à New-York, les services de propagande américaine finançaient des feuilles françaises dans lesquelles de Gaulle était malmené avec une extrême violence, comme si le sort insultant qu'on lui faisait en Algérie ne suffisait pas! Ce que quelques petits agents louches de la Gestapo avaient tenté, à Berlin ou à Bruxelles ou à Paris, à coup de dents maladroits et hâtifs de rats de police que nous avions chassés à coups de pied, c'étaient, dans les pays alliés, les plus grands chefs qui le réalisaient, aux dépens des « Quisling » qui les avaient rejoints dès 1940!

Ils les humiliaient. Ils leur opposaient des rivaux.

Les propositions de rapprochement dont je fus l'objet, à mon retour de Maïkop, prouvaient que les deux ministres bruxellois passés en Angleterre, Pierlot et Spaak, n'étaient pas traités autrement que leur collègue tricolore et kilométrique de la France Libre, et qu'on était prêt à négocier avec ceux-là même qu'ils vitupéraient!

Pourtant nos Laurel et Hardy de la « Résistance » belge étaient on ne peut plus sages sur les bords de la Tamise. Ils faisaient tout ce qu'on voulait. Ils avaient notamment signé des accords secrets sur le Congo Belge et bazarde aux Anglo-Américains son cuivre et son uranium.

*

**

Les Américains auraient dû être largement satisfaits de tant de souplesse.

Et cependant, dans le dos desdits Pierlot et Spaak, ils essayèrent de s'aboucher avec moi qui combattais leur ennemi soviétique, comme ils l'avaient fait avec Darlan, pour faciliter sans doute leurs opérations tactiques et aussi, juste après, au moment voulu, avoir deux équipes rivales et interchangeables, à dresser l'une contre l'autre!

Pierlot et Spaak ignoraient tout, – ça tombait sous les yeux –, de ces démarches américaines. Si j'eusse accepté, ils m'eussent trouvé tout à coup en face d'eux, pion yankee contre pion anglais. Pendant que nous nous serions bien empoignés, comme de Gaulle, Darlan, Giraud, le Congo nous eût été subtilisé, avec astuce et vigueur!

L'aventure publique Darlan-Giraud-de Gaulle et l'aventure secrète à laquelle on m'invita à la Noël de 1942 contenaient toutes deux la même leçon: le salut de l'Europe ne viendrait pas du dehors. Ni des Américains, qui cherchaient avant tout à étendre la zone dorée du dollar. Ni, à plus forte raison, des Asiato-Soviétiques, qui ne voyaient dans la « libération » de notre Continent qu'une étape vers le communisme universel.

Les intérêts de ces deux mondes étaient distincts des nôtres, représentaient deux formes d'impérialisme – impérialisme économique et impérialisme idéologique – qui s'opposaient aux intérêts directs des Européens et pouvaient même, peut-être, s'accoupler un jour à nos dépens.

Deux masses fabuleuses se penchaient sur notre Continent, poussaient vers lui leurs tentacules gigantesques.

Nous laisser happer par ces forces périphériques, nous livrer à elles, faire leur jeu, c'était ouvrir l'Europe à la domination, à la décomposition et à l'exploitation.

Le salut ne pouvait pas venir du dehors; il dépendrait de notre intelligence, de notre unité; il était parmi nous, chez

nous: un salut de l'Europe, et par les Européens! Des accords utiles avec le reste de l'univers pourraient, sans doute, venir par la suite. Mais en traitant alors de force à force. Emiettés, nous serions mangés. Seul un continent uni pouvait nous sauver. L'époque des pays était finie. Nous étions entrés en plein dans l'époque des mondes. L'Europe était notre monde.

CHAPITRE VII

UNIR L'EUROPE

Le rassemblement européen, vue de l'esprit en 1939. – Question de fait en 1940. – Entre l'Internationale des Soviets et l'Internationale du Dollar. – L'échec européen de l'Espagne périphérique. – L'échec européen de la France individualiste. – Le fascisme, phénomène romain, non européen. – Vocation européenne de l'Allemagne: géographiquement, numériquement, économiquement, historiquement. – Souplesse et grandeur du Saint Empire Germanique. – Vertus du Fédéralisme. – Le National-Socialisme, ciment de l'Europe. – Les dangers et les tentations.

Toujours des penseurs et des conquérants avaient rêvé de l'Europe. Son souvenir jaillissait, puissant et mélancolique, de la geste de Charlemagne, de Charles-Quint et de Bonaparte.

Mais ces évocations, jusqu'en 1941, étaient restées assez romantiques, assez livresques. Chaque pays possédait des frontières qui l'enserraient au millimètre. On pensait beaucoup plus à des blocs régionaux ou à des alliances « défensives » qu'à une unification du Continent.

Même après la défaite de la France en juin 1940, la paix eût pu rétablir, à peu de chose près, l'ancien éparpillement des Etats.

Le Reich eût été agrandi à l'Est, trouvant enfin l'espace vital nécessaire à sa population.

Il eût obtenu des avantages stratégiques et économiques dans les petits pays du Nord et de l'Ouest.

Mais dans l'ensemble, l'aspect général eût été relativement peu modifié. La Pologne eût été réduite géographiquement, diminuée politiquement. Ce n'eût pas été la première fois. Le Reich eût formé un état plus vaste, comme la France de la Première République.

A part cela, le système des nationalités eût été maintenu.

Le règlement de paix proposé par Hitler aux Anglais en octobre 1940 n'avait rien d'impérialiste. Il impliquait la reconnaissance du fait établi en Pologne, fait établi de toute manière, que ce fût au profit de Moscou ou de Berlin, mais il ne modifiait pas le caractère individualiste de la structure européenne.

*

**

C'est l'acharnement de l'Angleterre à lutter jusqu'à l'écrasement de tout concurrent exerçant une plus forte influence qu'elle dans l'espace continental qui fit, en quelques mois, prendre corps à la notion d'interdépendance des pays d'Europe.

L'Angleterre de l'automne 1940 se révéla prête à accabler le Continent – comme au temps de Napoléon – sous le poids d'une guerre interminable, implacable, dans le seul but d'y prolonger sa tutelle séculaire.

Normalement, tous les pays qui subissaient le fardeau du conflit devaient sentir leur solidarité.

D'autre part, le prestige et la force du Reich victorieux allaient agir, nécessairement, comme éléments polarisateurs.

Enfin, l'Europe étant ramassée sur elle-même, depuis le blocus de ses rivages, il était naturel qu'elle cherchât à se déployer intérieurement, à unifier ses efforts de production et de répartition.

C'est ainsi que le problème de l'Europe, problème de l'esprit en 1939, se transforma en problème de fait en 1940. Plusieurs centaines de millions d'hommes, resserrés sur la presque île européenne, unis pendant des siècles, sous l'Empire Romain ou sous l'Empire Germanique, puis séparés, à la suite de la naissance et de l'épanouissement de nationalismes sectaires, furent amenés, bon gré, mal gré, à se poser la question : comment s'entraider, s'organiser, sortir du gâchis, passer de l'anarchie européenne à la communauté européenne ?

D'autres questions suivirent : quel pays est capable d'être le pays rassembleur ? Quel peuple a les aptitudes les plus sérieuses pour jeter les bases de l'œuvre ? Où est l'homme de génie qui pourra s'imposer aux Européens ? Quelle est la mystique qui ajoutera l'élément décisif, le dynamisme spirituel, aux autres facteurs d'unification, facteurs géographiques, facteurs économiques, facteurs historiques ?...

*

**

L'année 1941 ne fit qu'accélérer le processus de rapprochement des diverses communautés d'Europe, en jetant dans la mêlée le monde américain et le monde asiatique.

Cette fois, c'était vraiment l'Europe entière qui subissait l'assaut.

Que les Etats-Unis triomphassent, grâce au déchaînement de leur prodigieux matériel, et ce serait une Europe fort affai-

blie qui serait livrée à l'appétit de groupes financiers extra-européens, tandis que ses plus belles colonies et protectorats tomberaient, l'un après l'autre, des mains débilisées des survivants!

Que les Soviétiques l'emportassent, grâce à la ruée de leurs dizaines de millions de Kalmouks, Tartares, Kirghizes et autres Asiatiques félins, et l'Europe, en partie ou totalement souillée, pillée, soviétisée, ne serait plus qu'un tremplin bolcheviste vers l'Afrique et vers l'Amérique!

Que Yankees et Asiatiques moscouitaires, unis provisoirement dans la volonté de vaincre, balayassent le Reich en commun: et l'Europe à demi soviétisée, à demi américanisée, assisterait bientôt aux défis et rivalités des anciens vainqueurs. Elle serait menacée à chaque instant d'une Troisième Guerre Mondiale, commençant sur son sol même, achevant d'anéantir ses richesses, sa population, sa civilisation.

Chacun de ces deux géants ne penserait qu'à sa victoire.

Les guerres sont d'autant plus brutales qu'on ne les mène pas chez soi.

Pour les Yankees, l'Europe était une vieille chose démodée, antihygiénique.

Pour les sauvages de la steppe d'Asie, l'Europe, c'était le butin, c'était le viol, c'était la course de Gengis-Khan et des vieux aïeux mongols, c'était, pour leurs chefs, l'étape décisive vers la soviétisation mondiale.

Pour eux tous, garçons bouchers de Chicago ou stakhanovistes de l'Oural, la lutte d'Europe n'était qu'une étape.

Une étape vers la chute de Hitler, aspect négatif.

Une étape vers le contrôle universel, aspect positif.

Nous, Européens, pour qui l'Europe est l'essentiel et l'éternel, n'avions que faire de ces règlements de compte de l'Internationale du Dollar et de l'Internationale Marxiste.

La double menace ne pouvait que nous rapprocher, nous unifier, si nous n'étions pas fous ou aveugles.

Encore fallait-il trouver la formule de conjonction des efforts.

*

**

L'unification européenne n'en était pas à sa première tentative. De Charlemagne à Hitler, les essais, les expériences n'ont pas manqué. Chaque grand peuple a eu l'occasion de montrer si son génie s'adaptait ou non à une mission unificatrice.

Les expériences, du XVI^e au XX^e siècle, avaient été assez décevantes.

L'Espagne, première en lice, avait été mise hors cause après de longs efforts, d'éclatantes réussites, de nombreux revers. Charles-Quint, homme des terres d'entre-deux, né à la jonction des pays germaniques et latins, avait le tempérament et les antennes d'un unificateur. Sa réussite – passagère – fut grandiose. Mais, à cette époque où il fallait deux ou trois mois pour se rendre de Madrid à Munster, l'Espagne, perdue au-delà des Pyrénées, était, géographiquement, dans l'impossibilité de jouer en Europe un rôle permanent de pouvoir fédérateur.

Elle réalisa une expérience, remarquable, de collaboration de la Latinité et de la Germanité. Elle donna au Continent d'admirables génies militaires et politiques, formés à l'échelle humaine, merveilleusement cultivée et racée.

Mais il leur fallait traverser sans cesse les mers, les monts et les fleuves. La tâche était surhumaine, surtout alors. L'Espagne se dépensa pour l'Europe, lui ouvrit – épopée prodigieuse! – les routes du Nouveau Monde, la sauva à Tunis, à Lépante, à Oran, à Ceuta de l'invasion de l'Islam. Mais elle s'épuisa à ce travail disproportionné.

L'Angleterre, dès alors soucieuse de saboter toute prédominance continentale, acheva, sous Philippe II, de briser les dernières possibilités d'un rassemblement européen sous la direction de l'Espagne.

L'expérience du XVI^e siècle fut intéressante, fertile en enseignements.

Depuis lors, la roue a tourné, l'Espagne a connu deux siècles de décadence, la pauvreté, le repliement, la perte de son empire américain. Elle peut jouer, dans l'avenir, un grand rôle en jetant des ponts entre la vieille Europe et l'Amérique Latine, si voisine d'elle spirituellement et où la sève de la vie monte sans cesse. Mais l'Europe espagnole ne ressuscitera plus. Elle gît à jamais parmi les sarcophages solennels du Monastère de l'Escorial, haut-lieu du Continent, point de rencontre de la grandeur fragile des hommes et de l'éternité de Dieu.

*
* *

La France, elle aussi mal située géographiquement pour être le centre vital d'une Europe unie, mieux placée toutefois que l'Espagne, eut plus d'occasions qu'elle de réussir et d'imposer ses conceptions. Son échec fut cependant beaucoup plus net et plus éclatant.

Certes, c'était un handicap sérieux que Paris fût presque un port de l'Océan Atlantique et que la moitié des frontières de la France se déploient à l'extrémité du continent. Mais cela n'empêchait tout de même point, au siècle dernier, les estafettes de Napoléon de courir des Tuileries à Moscou, et les fonctionnaires français des Provinces Illyriennes d'avoir des contacts réguliers avec Fouché et avec Talleyrand.

La Maison Blanche de Washington, située presque à la côte Atlantique, dirige parfaitement aujourd'hui, à quatre mille

kilomètres de distance, les Etats de l'Oregon et de la Californie.

Napoléon eût plus facilement orienté l'Europe de Schönbrunn que de Fontainebleau. Mais, enfin, l'obstacle n'était pas insurmontable. Rome, vingt siècles avant Paris, l'avait surmonté.

L'échec de la France au stade européen a des raisons beaucoup plus profondes, qui tiennent à la psychologie même du Français, individualiste par nature, n'ayant jamais eu, à aucun moment de son histoire – ni socialement, ni internationalement –, le sens de la communauté.

Le citoyen français a toujours considéré l'Etat français comme un Etat isolé, comme il considère, socialement, le Français comme un individu isolé. Il répugne à son tempérament de s'emboîter dans des complexes qui limitent ses droits, qu'il s'agisse de la société nationale ou de sociétés plus vastes.

Le XVIII^e siècle a cristallisé le concept français de l'individu. Il ne fut pas une passade de quelques philosophes. Il est le fond même du génie français, la source de sa principale faiblesse, mais aussi de réussites isolées tout à fait extraordinaires, météores prodigieux filant dans un ciel dégagé.

C'est l'individu Pascal reconstituant, seul, les propositions de géométrie d'Euclide. C'est l'individu Bonaparte, ne se fiant qu'à son fluide, fonçant, drapeau au poing, au Pont d'Arcole. C'est l'individu Pasteur, penché dans une mansarde sur ses cornues, sortant de son seul cerveau la révolution microbienne.

Le Français, c'est Monsieur Tout Seul.

Mais de même que, parmi ses congénères, chaque Français ne voit que lui, de même dans l'Europe, il n'a jamais vu que la France. Il n'a jamais ressenti le besoin, ni surtout l'envie, de faire équipe avec d'autres communautés. Surtout, il ne s'est

jamais considéré comme solidaire d'autres nations, portant avec elles des responsabilités.

Pas plus que le citoyen français ne se croit lié moralement en quoi que ce soit à son voisin de palier, pas plus le peuple français ne se croit lié moralement à d'autres peuples. Il ne s'intéresse à eux que dans des circonstances très délimitées : soit pour les absorber, si leur absorption assure à la France un enrichissement ou un renforcement stratégique (Flandres, Alsace, Sarre, Savoie, Nice, Corse, Roussillon) ; soit pour les rabaisser s'ils montent en flèche ; soit pour s'assurer temporairement leur concours en vue d'affaiblir un concurrent : alliance avec la Hollande calviniste contre l'Espagne catholique sous le Cardinal de Richelieu, alliance avec la Prusse de Bismarck contre l'Autriche sous Napoléon III, alliance avec la Pologne fasciste du Colonel Beck contre le III^e Reich en 1939.

Mais jamais il n'était venu avant 1940 à un chef de la France – qu'elle fût Monarchie, Empire ou République – l'idée que la France, partie de l'Europe, était solidaire des autres parties de l'Europe et même avait des devoirs envers elles. La France a toujours vécu sa vie à elle seule, individualiste d'une part, centralisatrice d'autre part.

Quand elle fut maîtresse de l'Europe, elle ne créa pas une Europe à influence française, elle francisa et absorba l'Europe, dans laquelle elle ne vit jamais une gerbe de communautés à fédérer mais des dizaines de nouveaux départements à tailler et à centraliser.

Les évêques aussi bien que les préfets devenaient des agents d'un pouvoir central très strict, imposant à tous la langue, les mœurs, les lois de l'occupant, que l'occupé fût corse, qu'il fût rhénan ou qu'il fût flamand.

Aux périodes de son histoire où elle ne put centraliser parce qu'elle n'en avait pas les moyens, la France s'employa à

affaiblir les autres forces européennes, au lieu de conjuguer avec elles sa puissance.

Son attitude envers la masse des populations germaniques, notamment, fut toujours une attitude de négation, de division et de décomposition, même quand ces populations ne présenteraient pour la France aucun danger direct. Le Traité de Westphalie est un exemple frappant de cette politique : ne pouvant être à elle seule l'Europe, la France morcela, disséqua, empoisonna tout ce qui se trouvait au-delà de sa frontière de l'Est.

De Richelieu à Foch et à de Gaulle, réclamant en 1944 la Rhénanie, faisant cadeau en 1959 de l'Oder et de la Neisse au bloc des Soviétiques, la continuité est rigoureuse. Cette politique nihiliste de décomposition extérieure, était dangereuse sous Richelieu, elle est folle aujourd'hui, où l'Asie Soviétique cantonne en Thuringe. C'est l'union étroite, quasi totale des Allemands et des Français qui peut encore sauver la France, et non le prolongement d'une politique d'émasculation et de morcellement.

Cette politique extérieure de Paris reflète assez exactement les réactions intimes du citoyen français. Celui-ci arrive difficilement à comprendre que, s'il y a quarante-cinq millions de Français entre la Moselle et la Bidassoa, il y a cinq cents millions d'autres habitants en Europe, intéressants eux aussi, et que la solution doit tenir compte des uns et des autres.

Le Français ne les déteste pas nécessairement. Mais ils ne l'intéressent guère. Seul, vraiment, le cas de la France l'intéresse.

Il ne faut pas trop compter sur la France pour faire l'Europe. Elle s'y ralliera peut-être, par nécessité, comme elle faillit s'y rallier en 1941. Mais ce ne sera jamais le grand amour.

Aussi, au début de 1943, alors que se tendait vers la fédération toute l'énergie de la nouvelle Europe, eût-il été imprudent de s'aveugler sur l'importance de la part que la France

assumerait dans cet effort communautaire, si contraire à son histoire, à son tempérament égocentrique et centralisateur, à son esprit individualiste.

L'Espagne, pays replié, la France, alors dépeuplée, ombrageuse et individualiste, n'offraient plus à l'Europe les éléments fédérateurs que recherchait son unité.

L'Angleterre, historiquement anti-continentale, n'avait jamais admis l'Europe que dans la mesure où elle n'était pas l'Europe, où des rivalités, savamment dosées, y maintenaient une multiplicité d'Etats géographiquement moyens, politiquement moyens, financièrement moyens.

Mais tout pays européen un peu trop épanoui, et à plus forte raison tout élément d'une Europe puissante qui projeterait son génie vers l'extérieur, était une chose absolument inadmissible aux yeux d'un Anglo-Saxon quel qu'il fût, digne à perruque du XVI^e siècle, ou à bas de soie de la fin du XVIII^e, ou à cannes de golf du XX^e siècle.

Quand un Anglais – Pitt ou Churchill – parle d'unir l'Europe, il faut aussitôt se demander : contre qui ? La coalition européenne fomentée à Londres fut toujours le contrepied de toute communauté européenne.

*
* *

Malgré sa grandiloquence, le Fascisme italien pensait peu à assumer un rôle européen.

Mussolini était un Romain qui voulait la grandeur romaine, la Méditerranée romaine, l'Afrique romaine. Même lorsqu'il regardait les Balkans, c'était avec les yeux de César ou d'Auguste soumettant la Pannonie.

Ciano, condottiere en smoking, n'examinait ce qui se trouvait au-delà de l'Italie qu'en tant que « butin » pris ou à

prendre : butin, l'Albanie de Zog, la Croatie de Pavelitch ; butin, la Corse ; butin, Athènes ; butin, Alexandrie, si les Panzers de l'utile Rommel avaient pu y parvenir. Mais l'Europe était un mot que Ciano ne prononçait guère.

Il détestait les Germains, plus fin qu'eux, plus subtil, ayant plus de nez, mais jaloux de leur force tranquille, ordonnée, méthodique. Le moindre échec partiel du Reich lui donnait des voluptés insolentes. Depuis 1940, il avait vu, rageur, monter les chances européennes de Hitler. Il eût commis les plus habiles bassesses pour les torpiller ou les amoindrir.

Quant à la masse italienne, l'Europe l'intéressait autant qu'une vieille brosse de Septime Sévère. Elle voulait la paix, avec n'importe qui, et n'importe comment, limitant son horizon et son bonheur au soleil qui dorait ses vieilles murailles, aux oranges des marchés, à l'amour qui brillait dans les yeux noirs, à la sérénade qui montait dans le soir chaud, près des fontaines que lissait la lune.

*
* *

Restait l'Allemagne.

De tous les pays de l'Europe, elle occupait, géographiquement, la position la plus favorable en vue d'un effort unificateur, centre du Continent, nœud de chemins de fer et de routes, liée par ses fleuves et ses canaux aux Pays-Bas comme aux Balkans, riveraine de la Baltique et de la Mer du Nord, voisine immédiate de l'Adriatique, où Trieste n'oubliait pas qu'elle avait été le grand port germanique des mers du Sud.

L'Espagne était excentrique. La France était excentrique. L'Italie était excentrique. L'Allemagne était le centre d'où naturellement la vie européenne rayonnait, où naturellement la vie accourait.

Le Reich était aussi le nombre: soixante-dix millions d'habitants malgré la saignée de 1914-1918; quatre-vingts millions, après que les enfants perdus d'Autriche et des Sudètes eussent rejoint le grand corps familial; plus de cent millions après la récupération des anciennes marches germaniques de Bohême, de Pologne et du Sud-ouest, en 1939 et en 1940.

La race, incontestablement, était remarquable, race acharnée au travail, vigoureuse, saine, sportive, sage, économe, ayant maintenu au plus haut point l'esprit de travail et l'esprit familial.

La terre avait conservé ses vertus: le bûcheron tyrolien, à l'alerte plume égayant le chapeau vert, le Bavarois trapu, aux courtes culottes de cuir, jouant de l'accordéon sous les pommiers, le vigneron rhénan cueillant ses raisins dorés sur les talus dominés par les ruines d'un burg noirâtre, le Hanovrien venant de ses labours gras, le géant Poméranien tassant ses betteraves dans les longs sillons jaunes et verts, près d'un lac bleu-gris, bordé de joncs pâles, tous les paysans de l'Elbe et de l'Oder, de la Moselle et de l'Inn étaient restés les fils fidèles du terroir, aux fermes pimpantes, peintes de blanc, de bleu, de brun, débordantes d'enfants blonds, à la chair dure, actifs déjà près des chevaux, des charrues ou des tracteurs.

Des millions d'autres Allemands avaient dressé dans le ciel les forêts de cheminées des usines géantes de la Ruhr et de la Silésie, de la Saxe et de la Sarre.

Un socialisme sain, d'une puissance inégalée dans le monde, assurait le respect du peuple, sa santé, ses loisirs, sa culture, son élévation.

L'unificateur de l'Europe devait être fort et riche.

Matériellement, moralement, l'Allemagne était forte et riche.

*

* *

Ces conditions géographiques, économiques et physiques devaient être étudiées également dans la projection historique.

Plantées au cœur du Continent, les populations germaniques en avaient connu, de tout près, les heurs et les malheurs pendant vingt siècles. Elles s'étaient épandues jusqu'à l'Ebre avec Charlemagne, jusqu'en Sicile avec les Staufen, jusqu'à Riga et à Reval avec les Chevaliers Teutoniques et avec la Hansa, jusqu'à la Drave avec le Prince Eugène, jusqu'en Ukraine et à Tiflis, même, en 1918.

Elles avaient vu les autres peuples déferler sur leur sol: Turcs battant les murs de Vienne; Suédois de Gustave-Adolphe passant et repassant par les villes de l'Empire mises à sac; Cosaques moustachus rançonnant le Berlin villageois du Grand Frédéric; Cheval-légers de Louis XIV ravageant le Palatinat; Croates de Marie-Thérèse dévalant vers la Saxe et la Silésie; Grogards du Petit Caporal poursuivant la belle Reine Louise jusqu'à Königsberg; petits Tonkinois sadiques et Africains coupeurs de tête apportant la « victoire de la Civilisation et du Droit », à Trêve et à Mayence, dans les pluies d'automne de 1918.

Gouvion-Saint-Cyr avait été Commandant de Place à Berlin. Soixante ans plus tard, Bismarck avait recréé l'Empire Allemand à Versailles, à la Galerie des Glaces.

L'Allemagne, patte-d'oie du Continent, avait acquis une expérience complète de l'Europe, expérience active, expérience passive, au Sud, au Nord, à l'Est et à l'Ouest.

Dès le IX^e siècle, grâce à l'hégémonie de Charlemagne, le rayonnement de sa puissance politique lui avait donné le sentiment de ses responsabilités impériales.

Le Saint Empire Romain Germanique allait, pendant mille ans, rappeler sans cesse aux Européens le sens de la grandeur, de l'ordre et de l'unité. Seul, en Europe, le Reich fit corps

pendant dix siècles avec l'Europe, arc-bouté à Roncevaux dès Charlemagne, contenant interminablement les vagues mongoles à l'Est, formant au Danube la barrière qui arrêta les Turcs pendant trois siècles.

La France des Rois Très Chrétiens, jouant son jeu personnel, ne pensant qu'à affaiblir son voisin de l'Est, poussait, elle, les Turcs en Europe. C'est l'Empire Germanique qui nous sauva tous de cette ruée répétée dix fois et qui, si elle eût triomphé à Vienne, eût balayé tout, mœurs, culture, religion du Continent, comme elle l'avait fait en 1453 dans la vieille Byzance romaine et chrétienne, égorgée par Mahomet II au pied de ses coupoles bleues et or.

La vocation européenne de l'Empire fut constante. Vocation pour défendre le patrimoine commun. Et vocation pour assembler, pour créer lentement un complexe continental qui, en 1940, se reconstitua avec une précision étonnante, comme si les siècles marchaient dans les pas de l'un et de l'autre.

Rien ne fut plus vaste, et à la fois plus souple, que cet Empire Germanique qui, pendant des siècles, s'étendit de Narva à Besançon, des eaux grises du Grand Belt aux Ruines blanches des petits temples grecs, veillées par des marguerites, sur les plateaux pelés de la Sicile.

Les tempéraments les plus divers se côtoyèrent longtemps sur les territoires de l'Empire Germanique, sans violences, sans grands heurts.

Les richissimes terres flamandes de Philippe-le-Bon, de Charles le Téméraire, de Charles-Quint jouirent de bienfaits réels, de l'ordre et de la richesse de l'Empire, en constituant un des Cercles les plus fastueux, le Cercle de Bourgogne, sans que l'autorité du fédérateur fût jamais un poids ou une contrainte.

Une ville des Pays-Bas, intégrée à la monarchie française, était aussitôt vidée de sa personnalité, tel Lille, tel Cambrai, tel

Douai (« tous flamans estons »), tel Arras dont les habitants furent chassés et dispersés aux quatre coins de la terre française.

Mais Anvers, porte de la Germanité, resta intégralement flamande, malgré ses Aigles bicéphales et Liège put prospérer pendant mille ans au sein de l'Empire Germanique sans perdre son âme, sa langue, son tempérament, ses coutumes.

Qui nierait ces faits, ces évidences ?

Les Cercles les plus divers appartenirent à l'Empire, rattachés avec autant de compréhension que de mesure. La Bohême, c'était l'Empire ; la Pologne, c'était l'Empire ; la Hongrie, c'était l'Empire. L'Empire se déploya à un certain moment jusqu'au Danemark, étendit sa protection sur les Lituanais et les Esthoniens. La diversité des liens était remarquable : ici, plus étroits parce que stratégiquement, il le fallait ; là, beaucoup plus lâches parce que le calme et la richesse des provinces le permettaient ; ici, économiques et culturels, comme à l'Ouest ; là, militaires avant tout, comme à l'Est. Certains avaient été imposés ; d'autres avaient été demandés. Ici, les Aigles protégeaient l'abondance ; là, ils opposaient les armes à l'afflux incessant de l'Asie, battant les murs des cités baltes.

L'Empire Germanique avait tenu compte des caractéristiques des peuples, de leur historique, de leur histoire, de leur culture, de leur tempérament. Il avait été partout un facteur d'ordre, de paix et de foi, à l'abri des burgs de l'Est ; de civilisation, au cœur d'universités fameuses comme celle de Prague ; d'épanouissement matériel, de Bruges jusqu'à Reval, tout le long des ports fastueux de la Ligue Hanséatique.

On a souvent représenté l'Empire comme un foyer de désordre et particularisme. L'Allemand est naturellement un homme d'ordre ; il a, plus que quiconque, le sens de la communauté, et, par-dessus tout, de l'autorité. Le particula-

risme ne fut pas, au sein de l'Empire, un fait allemand, mais un fait étranger. C'est l'étranger qui s'employa sans cesse à diviser les princes allemands, à provoquer le morcellement et l'éparpillement des terres du Reich. La France s'attela, à travers toute son histoire, avec une constance, une patience, un acharnement vraiment remarquables, à cette œuvre de désintégration dont le sommet fut marqué par le Traité de Westphalie, qui séparait de la Mère-Patrie la « Germania Inferior » (le Benelux d'aujourd'hui) et qui convertissait l'Empire en une poussière de petits Etats rivaux.

Mais le sentiment d'unité était si fort chez les Germains que malgré Richelieu et malgré Napoléon I^{er}, le Reich se refit spontanément autour de Bismarck, au premier appel.

*

* *

L'ordre politique allemand, qu'on a toujours représenté comme un instrument aussi cassant que rigoriste, fut toujours, au contraire, un ordre nuancé, adapté aux particularismes, basé fondamentalement sur le fédéralisme, à l'extrême opposé de l'ordre centralisateur des légistes et des dirigeants politiques français, de Louis XI et de Louis XIV au plus décoloré des présidents de la Quatrième République.

Le Reich garda, sous tous les régimes, une extraordinaire diversité; jusqu'en 1918, il avait respecté ses royaumes, ses duchés, ses principautés, possédant chacun leur cour, leurs droits propres, leurs traditions; la République de Weimar conserva à l'Allemagne son caractère régional, maintint les gouvernements particuliers. Même sous Hitler, rien n'était plus différent d'une province qu'une autre province allemande; chacune d'elles avait conservé des pouvoirs politiques très larges et jouissait culturellement d'une autonomie extrême.

mement féconde; chaque région avait sa tendance, son orientation, sa mission. Berlin n'était pas, comme Paris, la grande machine à malaxer les citoyens. Munich, Dresde, Lubbeck, Hambourg, Salzbourg, Vienne formaient des foyers fort originaux de vie particulière.

Et même après le désastre de 1945, la diversité des « Länder » fut une des caractéristiques de la République du vieux Peau-Rouge rhénan Konrad Adenauer.

C'est la grande spécialité du système politique des Germains: la combinaison de l'ordre et de la diversité.

Le système allemand est, fut toujours, fondamentalement fédératif.

*

* *

Au lieu de créer, à force de centralisation, une unité négative par l'élimination des vertus propres à chaque communauté, au lieu d'uniformiser en nivelant, le fédéralisme politique reconnaît aux divers éléments constitutifs du complexe le droit de vivre selon leur génie et de s'épanouir; il favorise l'émulation; il déteste l'égalité, qui fait descendre les meilleurs au niveau du plus bas; il crée une échelle des valeurs humaine, sensible, riche et variée.

L'unité allemande fut toujours fédérative.

L'unité du Saint Empire Romain Germanique, tout spécialement, fut fédérative.

Seule une telle formule, intelligente, sensible et souple, respectant la personnalité de chaque membre de la communauté, pourrait rendre un jour viable, utile, féconde, l'unité européenne.

C'est pour cela que le rôle européen de l'Allemagne a toujours été, était, et redeviendra sans aucun doute, essentiel.

Non seulement l'Allemagne est, au point de vue géographique, située de façon parfaite, centre unique de rayonnement; non seulement elle représente la plus forte masse humaine, la plus prolifique et la plus laborieuse du continent; non seulement elle constitue un potentiel économique qui est la base même de la vie matérielle de l'Europe; non seulement elle a réalisé, pendant dix siècles, l'expérience européenne du Saint Empire, mais elle possède au plus haut point le sens du fédéralisme, sans lequel l'unification des diverses communautés d'Europe ne se conçoit même point.

Cette formule, elle l'a appliquée à travers toute son histoire nationale et supra-nationale, avec une continuité qui ne fut jamais rompue, ni par les Empereurs les plus autoritaires, ni par Bismarck, ni par Guillaume II, ni par les politiciens de Weimar, ni même par les séides des Alliés, après la guerre.

Elle a le fédéralisme dans le sang. C'est pour cela – ajouté à tout le reste – que l'Allemagne a une vocation européenne si caractérisée.

On a eu beau l'abattre et croire que désormais l'Europe se passerait d'elle.

Il a bien fallu, par la suite, constater que sans elle, sans elle vigoureuse, active, rayonnante, l'Europe ne serait qu'un conglomérat chaotique.

Il avait fallu le reconnaître, déjà, après les folies de 1918. Tant que l'Allemagne resta malade, l'Europe fut malade.

La II^e Guerre Mondiale l'a établi avec plus de netteté encore. Une Europe sans l'Espagne et le Portugal pourrait sans doute vivre. Une Europe sans les Balkans pourrait sans doute vivre. Même une Europe sans les pays scandinaves. Tandis que, la preuve en a été faite et refaite, sans l'épanouissement de cette grande masse centrale qu'est le Reich, l'Europe n'est plus qu'un amas de corps disloqués, où la circulation du sang est détruite.

Si l'on veut bâtir un jour (si ce n'est pas trop tard) l'unité européenne, on ne pourra la refaire qu'en tenant compte des vertus et des traditions fédéralistes du peuple allemand. Tout ce qui fut accompli pour empêcher qu'il en soit ainsi ne fut que bêtise, orgueil, suicide, temps perdu, territoires perdus, sang de millions d'hommes gâché, trésors anéantis, marche contre la nature, la vie.

*

* *

Le phénomène national-socialiste avait brusquement apporté à l'Europe en gestation un nouvel élément fédérateur, une mystique politique et sociale, d'un dynamisme comparable à l'élan de la Révolution française et jetant entre des hommes, des classes, des peuples, qui avaient vécu jusqu'alors sans se connaître, des ponts idéologiques d'une grande puissance.

Le jeune Français, le jeune Croate, le jeune Norvégien, le jeune Allemand, le jeune Belge qui avaient eu le cerveau et le cœur conquis par ces idées-forces, nées partout en même temps, comme par un phénomène national, s'étaient, brusquement, sentis unis, moralement et politiquement, par tout ce qu'il y avait en eux de plus élevé, unis malgré les vieilles frontières, les langues différentes et les chocs récents des armes. Ils avaient acquis, par eux-mêmes ou par le rayonnement commun à tous les grands cycles d'idées, la même conception des responsabilités de l'Etat, ordonnateur des énergies, protecteur des cellules fondamentales de la Société, guide qui développe et soutient les vertus des peuples, qui donne au citoyen conscience de la communauté parmi laquelle il vit, au lieu d'être un tire-au-flanc, à la dérive sur les eaux de l'égoïsme. La solidarité sociale, jaillie de la doctrine de

Hitler – répondant, inconsciemment, à cinquante ans d'effort têtue, émouvant, des masses, mais de masses que le marxisme avait séparées des patries et que le National-Socialisme y ramenait – devait conduire à une puissante conjonction, les libérant de la misère, de la haine et des complexes d'infériorité qui annihilèrent leurs possibilités, des millions et des millions de travailleurs isolés, révoltés souvent, ou désespérés.

Le III^e Reich brassait le monde immense du travail, lui avait rendu l'esprit de solidarité au sein d'une Patrie enfin digne et juste, donnait aux ouvriers des salaires décents, des habitations décentes, d'admirables possibilités d'élargir leur famille, de s'élever eux-mêmes : il créait un climat social de respect, de fierté, de paix, d'ordre, comme nul pays au monde n'en avait connus jusqu'alors. N'importe quel visiteur consciencieux du III^e Reich s'en rendait compte et c'est ce qui effrayait tout spécialement et dressait contre le National-Socialisme un hypercapitalisme toujours inhumain, accoutumé à utiliser l'anarchie de la classe ouvrière pour l'exploiter davantage.

Pourquoi cet effort du National-Socialisme se fût-il arrêté à une frontière ? Pourquoi ne pas associer tous les travailleurs de l'Europe à cette révolution sagement socialiste ? Cinq cents millions d'Européens que ne séparaient que des conflits artificiels, une fois unis économiquement et unis socialement sur la terre la plus civilisée du monde, la plus spirituelle, pourraient créer un Socialisme infiniment plus fort encore et plus fécond que celui qu'avait bâti Hitler à l'usage des seuls travailleurs allemands.

L'unité de l'Europe ne serait plus alors une création politique au profit d'un homme ou d'un pays, elle ne serait plus seulement une mise en ordre des richesses communes et un système commun de protection politique. Elle serait le plus formidable instrument social créé jamais sur la terre, pour le

bonheur, l'élévation et la concorde d'un demi-milliard d'hommes du même sang, nourris par les mêmes principes, la même civilisation, la même foi chrétienne.

Un ciment social de cette puissance ferait de l'Europe une construction unique par sa force morale autant que matérielle.

Il ne s'agissait plus de chimères de bâtisseurs de systèmes. Il s'agissait de la vie palpitante de vingt peuples, vingt peuples frères et menacés d'effondrement tous les vingt ans, à cause de leur désunion, et ayant à leur portée, cette fois, une occasion exceptionnelle non seulement de s'unir pour ne pas périr mais de s'unir pour bâtir, au-dessus de leurs diversités, une unité politique, une unité sociale, une unité idéologique qui dépasseraient de loin tout ce qu'avait jusqu'alors connu le Continent.

Une Europe pareille, surgie d'un passé millénaire, soudée enfin, mais équilibrée, basée sur un programme profondément humain, de communauté sociale et soutenue par une mystique populaire ouverte au cœur le plus simple, était là, proposée à nos intelligences, à nos sensibilités, à nos énergies. Il y avait de quoi mettre en éveil des milliers d'âmes idéalistes !

Mais l'Allemagne nouvelle, historiquement disposée à cette mission unificatrice, ne se laisserait-elle pas déborder par l'orgueil ou par l'ambition ? Resterait-elle fidèle à ses traditions de peuple fédérateur ? Son esprit socialiste atteindrait-il sincèrement à l'universel ? Ceux qui désiraient se fier à elle ne seraient-ils pas bernés ?

Arrivée, après dix siècles de tâtonnements, au seuil de la grande expérience, ayant tout à pied d'œuvre, l'Allemagne aurait-elle assez de contrôle d'elle-même, et de mesure, pour bâtir l'Europe avec sagesse, sans orgueil, sans boulimie, malgré les tentations harcelantes de la vieille mégalomanie nationaliste, toujours à l'aguet dans l'âme des hommes et des peuples ?

Là résidait, en 1943, le grand, le dramatique problème, qui nous remplissait d'espérance et d'angoisse.

CHAPITRE VIII

POSSIBILITÉS DU TROISIÈME REICH

Le plan primitif de Hitler: rassemblement des Allemands et espace vital à l'Est. – La guerre évitable à l'Ouest. – Le suicide de la Pologne. – « Naar Oostland willen wij rijden ». – Hitler acculé à faire l'Europe. – Isolement de la Jeunesse allemande de 1918 à 1940. – Primarisme de certains dirigeants du Parti Hitlérien. – Plus loin que les déboires du début. – Confiance dans les Allemands du Front. – Spectacle merveilleux de la race allemande. – Formation morale et esprit communautaire des Jeunes. – Obéir et commander. – Le sens du devoir. – L'Europe, communauté supérieure.

Le jeune Allemand de 1936 ou de 1937 ne pensait pas, n'avait jamais pensé, à la création d'une Europe à prédominance germanique.

Hitler n'y pensait sans doute pas davantage jusqu'en 1940.

Son plan primitif était double: réunir tous les Allemands dans le Grand Reich Allemand; donner ensuite à celui-ci un espace vital où puisse se déverser largement le trop-plein de sa force.

Le regroupement des Allemands égarés en Europe s'était réalisé presque entièrement avant le 22 juin 1941 : les Allemands d'Autriche et les Allemands des Sudètes avaient réintégré sans heurts le bloc national en 1938 ; les minorités allemandes de Pologne avaient été rattachées en même temps que les régions frontières de l'Est après la reconquête de septembre 1939 ; les Allemands d'Eupen-Malmedy, du Grand-Duché de Luxembourg, de l'Alsace et de la Lorraine avaient rejoint leurs frères d'Aix-la-Chapelle, de Trèves et de Mayence, à la suite de l'offensive-éclair de l'Ouest, en 1940. Ceux de la Basse-Styrie et de la Carniole Septentrionale en avaient fait de même lors du rush des divisions de Hitler dans les Balkans.

La plus vaste opération de rapatriement de l'Histoire avait, de 1939 à 1941, ramené dans le Reich sept cent cinquante mille citoyens allemands des minorités de l'Est et du Sud-Est : Pays Baltes, Bessarabie, Bucovine, Dobroudja, Volhynie, Galicie.

Le fait que Hitler procédait à ce formidable regroupement, onéreux et compliqué, était un signe évident de sa volonté de s'en tenir, alors encore, à la formule du Grand Reich Allemand, premier point de son programme.

*

* *

Quant au futur espace vital du Reich – second point de son programme – Hitler, depuis toujours, avait indiqué qu'il se trouvait à l'Est.

Il avait renoncé aux mirages africains de Guillaume II et, très sagement, préférait posséder, collée au corps même de l'Allemagne, une colonie d'accès immédiat, que les guerres ne sépareraient point de la Mère-Patrie, avec laquelle les liens

seraient aisés, qui accroîtrait l'étendue, la force, l'espace défensif de son pays, au lieu d'être une charge lointaine, à l'heure du péril.

Si les Français l'avaient voulu, jamais la France n'eût connu l'invasion et l'affaiblissement fatal que lui a valu une guerre absolument inutile. Hitler n'eût pas affronté l'Ouest pour récupérer Strasbourg et Metz, villes douteuses. La steppe richissime de l'URSS était le vrai, l'immense champ d'action à travers lequel, sans la déclaration de guerre de Daladier, l'Allemagne se fût un jour enfoncée pour des siècles.

A l'Est, l'assimilation des populations était encore facile, et les terres se déroulaient sans fin. Hitler devait naturellement trouver mille fois plus profitable de déverser le trop-plein des populations allemandes dans cette direction-là que vers un Ouest surpeuplé, cocardier, vindicatif, surveillé de tout près par une Marine britannique à laquelle le Reich estimait vain de se heurter.

En rognant encore les frontières du Reich en 1919, en confisquant, peu intelligemment, ses colonies réparties à Versailles entre des peuples qui en étaient déjà gorgés, on avait condamné à déborder en Europe, d'un côté ou de l'autre, un peuple qui devait nourrir chaque année 1 800 000 enfants nouveaux, c'est-à-dire 1 200 000 de plus que n'en créait en 1939 une France bourgeoise, comblée, aux terres riches et faciles.

Il fallait, ou bien rendre au plus tôt à l'Allemagne, en Afrique, l'exutoire perdu – mais l'Angleterre fut irréductible, elle prétendait ne pas restituer un arpent : il n'est pas dans ses habitudes de rendre quoi que ce soit –, ou bien se faire à l'idée d'une poussée allemande vers l'Est, poussée qui était conforme à l'intérêt le plus terre à terre de la France – débarrassée ainsi des vieilles menaces au Rhin et aux Vosges – et de l'Angleterre, qui eût vu s'affaiblir, sans frais aucun pour elle, le bastion puissant du communisme international.

La question polonaise ne présentait pas de difficulté insurmontable. Dantzig, cité totalement allemande, devait faire retour au Reich: c'était un droit que personne ne pouvait contester à une population unanime dans sa demande. L'établissement d'un Corridor destiné à relier le Reich et la Prusse Orientale (séparés en 1919), voire même un plébiscite dans les anciennes terres du Reich de 1918, étaient des propositions modérées, réalisables sans inconvénient majeur pour la Pologne. Celle-ci longtemps germanophile, associée directe de Hitler lors du premier partage de la Tchéco-Slovaquie en octobre 1938, eut pu, moyennant un peu de compréhension vis-à-vis du Reich, se concilier son appui, recevoir rapidement d'amples, de plantureuses compensations.

Ce que firent avec profit la Hongrie et la Roumanie un peu plus tard, l'Etat Polonais eût pu le faire, l'eût fait certainement, sans les menées hypocrites et forcenées de l'oligarchie anglaise, jalouse du redressement allemand. Décidée à y mettre fin, n'utilisant la Pologne que comme le premier traquenard à sa portée. Le Royaume-Uni soudoya donc sans vergogne le Colonel Beck, le ministre des Affaires Etrangères le plus corrompu de l'Europe d'alors: elle le poussa aux provocations les plus tapageuses, escamota délibérément les ultimes possibilités d'arrangement d'août 1939, tant et si bien que la Pologne fut broyée par sa faute, et pour toujours; une Pologne qui, sans la corruption de l'or britannique, eût été, tout normalement, l'alliée de Hitler en 1940 contre Staline, comme elle l'avait été en 1938, à Teschen, contre Benes. La Pologne, ayant préféré se suicider, devint elle-même espace vital du Reich, infiniment moins bien traitée que les Pays Baltes, la Russie Blanche, l'Ukraine, débordés par la suite.

*

* *

Hitler, le III^e Reich, la Jeunesse nationale-socialiste s'étaient préparés, moralement et matériellement, à leur double tâche: unifier, politiquement et spirituellement, tous les hommes de race allemande; puis, fidèles au souvenir des Goths inondant l'Ukraine et des Chevaliers Teutoniques bastionnant les Pays Baltes, avancer vers l'Est, conquérir, là-bas, les terres où chaque nouvelle génération du Reich trouverait le gîte et le pain pour l'excédent de sa population. Dix ou quinze millions de garçons solides, de filles saines eussent porté, en chaque quart de siècle, l'ordre allemand, la civilisation allemande, le rendement allemand aux terres conquises sur le communisme, de Königsberg à la Crimée, à la Volga et aux monts du Caucase.

Ce plan grandiose fut bien prêt de se réaliser en 1942. Déjà les armes avaient accompli la grande tâche préparatoire et l'étendard de la *Wehrmacht* flottait au sommet de l'Elbrouz.

Cette orientation rejoignait le fond de l'âme germanique: « Naar Oostland willen wij rijden » chantaient déjà, au Moyen-Âge, nos aïeux flamands, lorsque les Pays-Bas appartenaient au Saint Empire!

Pour un jeune Allemand, ce mot « Oostland » avait déjà une résonance millénaire, évoquait la plaine infinie où Goths, Normands et Vandales avaient porté jadis leur nostalgie de l'espace. L'Oostland, c'était la terre aux blés dorés qui roulent aussi loin que l'horizon. Lorsque le jeune Allemand regardait les grandes masses de nuages blancs qui glissaient au-dessus de ses sapins et de ses sables, il pensait à l'Est, terre des chevauchées et, surtout, terre de rêve et terre de travail. Hitler avait ranimé les cendres où le passé avait survécu... « Nach Ostland wollen wir reiten », chantait à nouveau la Jeunesse Hitlérienne, forte, belle, rude, les yeux contemplant, à l'Est, la ligne du sol et du ciel...

Que représentait, à côté de cela, l'idée de la conquête de l'un ou l'autre petit département français, vieillot, ratatiné?

Plus un jeune Allemand ne pensait aux terres de France.

Enfin, les Français eussent pu sans souci jouer aux boules, voter, courir les filles, boire des apéritifs! Enfin, l'Allemagne regardait de l'autre côté, s'engageait de l'autre côté! C'était le moment où jamais de la laisser tranquille! C'était alors pourtant que le Premier ministre français Daladier, avec une inconscience bovine, se lança sur le Reich, se jeta, tête baissée, le 3 septembre 1939, dans une guerre dont l'Allemagne vaincue se relèvera, mais dont la France victorieuse allait se relever beaucoup moins facilement!

Sans les provocations anglaises, sans la stupidité avinée de Daladier, Hitler n'eût jamais regardé que dans la direction de l'Est. Même après juin 1940, il ne pensa encore qu'à l'Est, prêt à évacuer tout l'Ouest de l'Europe pour contenter les Anglais et ramener la paix dans le secteur occidental. On l'accula vraiment à faire l'Europe.

On demeure étourdi devant tant d'intransigeance. Les Anglais, mieux que quiconque, savaient que la Pologne était perdue, quelle que fût la solution finale.

Mais la Pologne, dans le jeu sanglant des impérialismes, n'avait été qu'un pion, un premier pion que l'Angleterre avait joué en le sachant perdu à l'avance. Elle le lâcha, d'ailleurs, misérablement, aux Soviétiques en 1945. Mais en 1940 la partie continentale continuait.

Ne voulant penser qu'à l'Est, Hitler fut, bon gré mal gré, obligé de penser au Nord, à l'Ouest, au Sud, au Sud-est. L'Europe entière étant poussée dans la charrette, il fut acculé à s'intéresser à toute l'Europe, à en rassembler et à en fédérer les forces: fédération non prévue en 1939, fédération urgente à partir de l'automne de 1940 quand l'Angleterre, butée, repoussa les possibilités de paix, fédération indispensable à partir de l'hiver de 1941, quand le Continent se trouva coincé entre les deux battants mondiaux, l'Asie et l'Amérique.

Hitler dut improviser, de bout en bout et en toute hâte, son entreprise européenne, se hisser au-dessus de sa mission de rassembleur des Allemands et de conquérant des terres slaves, pour harmoniser l'effort de cinq cents millions d'hommes qui lui étaient tombés sur les bras, de la presque île de Kola aux Pyrénées et à Syracuse.

L'Allemagne avait dû se faire, en six mois, à ce rôle grandiose.

Hitler, qui n'avait jamais visité que la Flandre, comme soldat, de 1914 à 1918, se trouva brusquement responsable de l'avenir de millions de Bretons, de Lapons, de Calabrais, de Polonais, de Danois, de Bulgares, dont il ne connaissait que par ouï-dire, ou par ses innombrables lectures, les mœurs, l'histoire, les possibilités.

*

* *

Quant à la jeunesse allemande, malgré le prodigieux passé européen du Saint Empire Romain Germanique, elle avait vécu, depuis 1918, isolée physiquement du monde.

Privés de devises, les Allemands n'avaient plus voyagé.

La nouvelle génération était farouchement nationaliste, mais elle ignorait l'Europe. Elle ne parlait souvent, en fait de langue étrangère, que l'anglais. Pas un jeune intellectuel allemand sur cinquante ne connaissait convenablement le français, pas un sur cent n'avait étudié à Paris, ou à Louvain, ou à Genève, ou à Bologne.

La vieille génération allemande possédait une magnifique connaissance de l'étranger, avait séjourné en France, en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Suède, aux années faciles du début du siècle. Beaucoup possédaient de passionnantes bibliothèques, vrais refuges pour humanistes. Mais les jeunes

garçons, mais les jeunes filles d'après la Première Guerre Mondiale, n'avaient connu que le Rhin et le Danube, n'avaient lu que Goethe et Schiller. La logique cartésienne d'un Français, la truculence assurée d'un Flamand, l'habileté rusée d'un Italien ou d'un Espagnol étaient pour eux des tunnels où ils tâtonnaient dès les premiers mètres.

La jeune génération allemande découvrit l'étranger du haut des Panzers qui la conduisirent à Varsovie, à Copenhague, à Paris et à Athènes. Mais cette vacance tumultueuse n'avait pu suffire. Il restait beaucoup à apprendre.

*
* *

Le Parti National-Socialiste, de son côté, avait été recruté en dehors des vieilles élites du Reich. On rencontrait des princes nazis, des ducs nazis, mais on les avait généralement garés dans des services auxiliaires tels que le NSKK, véritable Club des Nobles, nobles généralement ternes, silencieux et inoffensifs.

Le gros des dirigeants du Parti de Hitler avait été choisi dans la masse, anciens instituteurs, dirigeants syndicalistes, meneurs arrivés en jouant des coudes. Leur culture extra-allemande était souvent fort rudimentaire.

Rien n'est plus terrible qu'un primaire qui s'ignore.

Le zèle, l'intelligence même ne peuvent suffire à tout. Il y a une culture, un équilibre de l'esprit, une sagesse ensoleillée de la pensée qui ne peuvent être le résultat que d'une longue discipline des facultés supérieures mises, avec application et avec méthode, au contact des œuvres les plus dépouillées de l'intelligence humaine. L'étude désintéressée des civilisations anciennes, mères des idées et des systèmes, l'étude de la philosophie, l'étude des mathématiques, l'étude comparée des

leçons de l'Histoire peuvent, seules, donner l'harmonie plénière des facultés, sans laquelle les plus éblouissantes réussites ont toujours un caractère de miracle et de fragilité.

La maturité intellectuelle n'a rien d'inconciliable avec le génie.

Elle le rend exact et humain et elle le canalise. Sa force n'en sort point diminuée, mais plus utile. Richelieu n'eût pas donné à la France la moitié de bienfaits de son génie s'il eût été un autodidacte.

La faiblesse de notre siècle, c'est qu'il est le siècle des autodidactes. Leur œuvre a un caractère désordonné, inhumain, instable. Le vrai génie est équilibré, du moins le génie bienfaisant qui apporte du bonheur, du progrès et de l'ordre. Le génie instinctif émerveille, éblouit, mais, généralement, coûte cher; la nuit paraît plus sombre encore après avoir absorbé le feu d'artifice.

Un certain nombre des pas de clercs de la politique allemande, hors du III^e Reich, fut l'œuvre de ces primaires vigoureux, aux grosses bottes cloutées, lâchés dans les arcanes compliqués de la diplomatie. Ils n'étaient pas, nécessairement, de mauvaise foi. Mais ils ne remarquaient pas, ils ne devinaient pas les difficultés. Comme ils ne regardaient jamais derrière eux, ils ne voyaient pas qu'ils avaient tout démoli au passage.

*
* *

En 1940, et au début de 1941, j'avais été mal impressionné par les menées machiavéliques de divers comploteurs du Reich, que je cataloguais mal alors mais qui étaient, en fait, les hommes à tout faire de l'un ou l'autre de ces autodidactes, gens de police en général. Avec une maladresse insigne, ils

avaient opposé des clans à des clans, fomenté des rivalités, poussé en avant des agents provocateurs, cherchant des triomphes faciles dans la décomposition et l'émiettement. Ces réactions étaient, typiquement, des réactions de primaires qui redoutent le contact de forces et de valeurs réelles et préfèrent annihiler pour dominer.

Ces manœuvres m'avaient dégoûté. J'étais parti au front pour en être quitte et pour trouver dans la gloire des combats l'occasion de m'imposer, ce que me refusait la politique d'alors.

Evidemment, ces difficultés passagères ne nous avaient pas empêchés de voir l'essentiel : l'Europe à sauver, notre Patrie à sauver avec elle, notre peuple à réinstaller à une place de choix dans la communauté européenne.

Il fallait faire face, en paladins, à ceux qui agissaient de façon mesquine. Aux traquenards, nous avons riposté en offrant nos vies au Front de l'Est. Etre petit, parce que d'autres sont petits, c'est donner à ceux-ci une victoire facile. C'est capituler moralement que de descendre soi-même au niveau des âmes basses. Nous avons répondu à la méfiance par la confiance, à des calculs médiocres par un don loyal.

Et nous eûmes raison de nous fier aux leçons de l'Histoire, aux appels du passé, aux aptitudes séculaires du peuple allemand à « vivre l'Europe ».

Tout nous disait que les déboires locaux des premiers mois n'étaient que des accidents dus à la soudaineté des bouleversements continentaux, à l'improvisation des tactiques, à la liberté d'action, dont avaient joui divers intrigants sans scrupules.

Nous avons surmonté nos appréhensions. Nous nous étions trouvés au coude à coude avec la vraie jeunesse allemande dans les bunkers de glace du Donetz et sur les pistes de sable et de feu de la steppe qui rejoignait l'Asie. Nous avons, tous ensemble, la vie de la grandiose élite du front. Si certains

rats berlinois continuaient à remuer à l'aveugle du terrain dans notre pays, nous savions que des centaines de milliers d'Allemands lucides, raisonnables, avançaient à nos côtés vers l'avenir, camarades qui constitueraient l'Allemagne de demain et qui, s'il le fallait, asphyxieraient eux-mêmes alors les rats de police qui courrotaient dans certaines caves du Régime.

*

* *

Physiquement, cette jeunesse du Reich était sans pareille : garçons aux corps d'athlètes, rayonnants, bronzés, gorgés de la grande joie naturelle des êtres sains. A seize ans, à dix-sept ans, ils étaient des colosses, la poitrine carrée, les muscles saillants, les mains larges, dures. Pas une once de graisse inutile comme nos jeunes bourgeois, dès la trentaine, en portent à la bedaine, gibecière jaunie.

Tout dans ces corps était force, netteté, beauté, rythme. Nos conscrits de l'Ouest mis nus, les côtes saillantes, la peau pâle et frêle, les genoux tristes, les biceps en coton paraissent pitoyables, à côté de ces jeunes Allemands à l'architecture complète, utile.

On ne les avait pas sottement dressés aux sports à des fins spectaculaires, éventuels modèles pour sculpteurs néo-grecs, ou mâles photogéniques pour studios d'Hollywood. Ils étaient forts parce que la race était forte, avait toujours été forte et parce que, depuis Hitler, une politique sage et fière avait veillé au développement physique, à la santé, à la robustesse des corps.

Ce racisme était bon, heureux, nécessaire.

L'homme, le chrétien, a des devoirs vis-à-vis de son corps. Il doit pouvoir rayonner, œuvrer, engendrer. La vigueur corporelle aide à l'équilibre moral. Les chétifs, les malingres

répandent de l'aigreur, fournissent un travail médiocre, créent des enfants souffreteux. C'est une des missions de l'Etat de veiller à l'épanouissement physique du citoyen. L'Etat Allemand avait magnifiquement fortifié la race. Ses garçons deviendraient des travailleurs puissants, et des pères de familles puissants.

La jeunesse féminine, elle aussi, s'était remarquablement développée, non point par snobisme ou par paganisme, mais parce que le rôle le plus noble de la femme est de donner au monde des enfants nombreux et forts. Ces jeunes Allemandes chantaient la splendeur et la vigueur de la création : jambes magnifiques, accoutumées à la marche et au labeur, montant d'un jet, seins forts et fermes, symboles de plénitude et de plaisir, ventres harmonieux, non point ces misérables petits sacs pâlis, plissés, épuisés de nos belettes occidentales, mais les merveilleuses machines d'amour et de vie qui reçoivent et qui donnent les grandes joies saines de la chair – cadeau de Dieu – et qui recréent, dans la souffrance et la ferveur, la jeunesse d'un peuple.

Ce grand trésor de la santé de la race eût assuré en Europe, au peuple allemand, une indiscutable suprématie naturelle : c'est pour cela qu'après le 8 mai 1945, on s'est acharné à épuiser, à atrophier, dans le Reich vaincu, la jeunesse et l'enfance, livrant sciemment à la famine et à la tuberculose ce peuple qui, en pleine guerre, bloqué de toutes parts, avait trouvé le moyen de nourrir décemment l'Europe entière et qu'on affama criminellement parce que ces merveilleux bébés, éclatants de vigueur, naissaient à la cadence de près de deux millions chaque année, parce que cette jeunesse robuste, promesse de travail et de fécondité, insultait à la sénilité précoce des peuples décadents, aux demi-vierges vicieuses et fatiguées, aux jeunes mâles décatis à la tête traînarde, cigarette pendante, peau livide, virilité rabougrie et sans avenir.

La force physique de la jeunesse allemande n'était qu'un des aspects de sa renaissance. Hitler n'avait pas voulu faire d'elle une sélection de bêtes parfaites. C'est toutes les vertus de l'homme, de la femme qui avaient été encouragées et exaltées.

On veillait à ce que la jeune fille allemande fut vigoureuse, mais on lui enseignait que sa mission par excellence, c'est de devenir un jour une épouse et une mère, c'est de former physiquement et moralement des enfants. On ne lui permettait pas de mener une jeunesse oisive : elle devait servir, utilement, joyeusement ; elle ne pouvait avancer dans la vie à l'écart de son prochain, comme une flâneuse égocentrique et dédaigneuse. Le Service du Travail lui apprenait qu'elle est membre d'une Communauté, l'habitua à la vie modeste et rude, mêlée aux jeunes filles de toutes les classes. Elle devait se dépenser, vivre, non pas au gré de son égoïsme, mais au rythme de son peuple. Ainsi formée, elle partait dans la vie, joyeuse, généreuse, apte à tenir un foyer.

Elle n'était pas, comme nos jeunes filles de vingt ans, une mauviette pépiante, haute en couleur, gonflée de sottise, promenant, le nez en l'air, son inutilité. La jeune fille allemande avait acquis l'esprit social, l'esprit de travail, l'esprit maternel. Elle était peut-être moins raffinée et ne se peinturlurait pas les orteils, mais elle était prête à un rôle humain, à un rôle divin, compagne saine, créatrice d'âmes et de corps, bâtisseuse d'une plus grande Patrie.

*

* *

Le jeune Allemand, lui aussi, était plus qu'un solide gaillard, taillé dans le roc. Il avait acquis, à dure école, le sens communautaire, le sens du devoir social et national, le sens de la discipline et de l'autorité.

Il savait que l'obéissance est une vertu, que nulle œuvre d'envergure ne s'accomplit dans l'égoïsme et dans l'orgueil. Obéir est une joie, parce que c'est une forme du don, du don clairvoyant. Obéir est utile, décuple le fruit des efforts. Obéir est un devoir car le bien commun dépend de la conjonction intelligente des énergies. La société humaine n'est pas une nuée de moustiques acharnés et fantaisistes, fonçant dans le vent selon leur intérêt ou leur humeur ; c'est un grand complexe sensible que l'anarchie rend stérile ou dangereux, auquel l'ordre, l'harmonie donnent des possibilités illimitées. Un peuple riche, composé de millions d'individus isolés, est un peuple mort. Un peuple pauvre, où chacun connaît ses limites et ses obligations communautaires, obéit et travaille en équipe, est un peuple-vie.

Les millions de jeunes Allemands de Hitler formaient ce peuple-vie.

Non point, d'ailleurs, un peuple d'esclaves. Car l'obéissance est la forme la plus élevée de l'usage de la liberté, c'est la domination de son orgueil, la vue de se rendre utile, de se donner et de créer ; c'est une manifestation constante d'autorité, l'autorité sur soi, la plus difficile de toutes.

Ayant appris à commander à leur force physique, à leurs passions, à leurs impatiences, à leurs appétits, étant devenus maîtres d'eux-mêmes, ces jeunes gens étaient alors pleinement capables de devenir maîtres des autres.

Nul ne sait vraiment diriger autrui qui n'a su d'abord se diriger personnellement, mâter en lui la bête qui rue, qui veut rompre ses attaches ou briser son mors. Chaque jeune Allemand avait su dompter la cavale puissante qui eût désiré courir, folle, au vent de l'aventure. Il avait obéi. Il pourrait commander, non pour jouir brutalement du droit d'écraser les autres, mais parce que le commandement est une chose magnifique quand il vise à discipliner des forces désordon-

nées, à les conduire à la plénitude du rendement, source supérieure de la joie.

*

* *

Nous qui avons connu la morgue des gradés de nos casernes, leur familiarité blessante, leur vanité hurlante d'analphabètes ayant toujours le droit d'humilier, de punir, d'abêtir, nous étions autant impressionnés par la qualité du commandement allemand que par le don de l'obéissance. Ces officiers de vingt ans étaient des camarades. Ils n'avaient qu'à lancer un ordre, l'ordre était accompli, mais ils étaient des hommes parmi des hommes.

Tous, qu'ils fussent commandés ou qu'ils commandassent, savaient qu'ils étaient un peuple, une communauté, un idéal. Le devoir leur semblait une chose aussi naturelle que l'air, le soleil, la marche. Vivre sans accomplir un devoir, leur eût paru un non-sens. Tous ces jeunes avaient été plongés dans le bain spirituel du devoir. C'était leur devoir d'obéir. C'était leur devoir de commander.

Devenus ouvriers ou patrons, ce serait leur devoir de produire avec cœur, ou de diriger la production avec équité.

Epoux, ce serait leur devoir de créer une famille forte.

Citoyens, ce serait leur devoir d'aider à l'édification d'un socialisme humain source d'honneur, de dignité, de justice et à l'épanouissement des richesses morales et spirituelles de leur peuple.

Nés brusquement à l'idée de l'Europe, ils considéreraient le service de l'Europe comme une forme nouvelle du devoir, devoir envers une communauté supérieure, se superposant aux communautés de la famille, du travail, de la Patrie, pour lesquels ils avaient vécu jusqu'alors.

L'EUROPE NAISSANTE

Curiosité de la Jeune Allemagne. – L'Europe des âmes. – Unité militaire: l'expérience des Légions européennes du Front de l'Est. – Unité politique: diversité et prudence des réalisations européennes de Hitler, Bohême, Pologne, Slovaquie, Ukraine, Ostland, Danemark, Hollande, Norvège, Belgique, régions subgermaniques: liens personnels seulement. – Unité matérielle: progrès foudroyants de la collaboration économique à travers l'Europe. – Unité culturelle: les ponts de l'Art et de la Pensée. – L'inaction et le silence, formes de la lâcheté de l'esprit.

Ce qui nous étonnait le plus au front, quand les jeunes Allemands nous parlaient de l'Europe, c'était la curiosité appliquée avec laquelle ils interrogeraient leurs camarades étrangers. Ils se rendaient compte de leurs lacunes. Ils voulaient connaître, apprendre, comprendre, comme si déjà, ils se sentaient responsables. Un devoir supérieur les attendait: ils s'y préparaient normalement, naturellement.

Si l'Europe eût surgi de la grande tourmente, elle eût eu à sa disposition, grâce à la nouvelle génération du III^e Reich,

des millions de jeunes êtres d'une conscience exceptionnelle, vigoureux physiquement, moralement purs et durs, préparés de façon incomparable à obéir à un grand plan, à assumer des responsabilités, sans jactance, tendus vers l'œuvre commune.

Non seulement le passé était garant de l'avenir. Mais le présent était unique : jamais l'Europe n'avait eu à son service une jeunesse si robuste, si désintéressée, projetée à ce point vers le service, le devoir, la grandeur.

Nous qui étions arrivés, au petit bonheur, de vingt pays différents, étions reçus par ces jeunes Allemands avec une simplicité et une gentillesse sans arrière-pensées. Jamais la moindre morgue. Au contraire, même, presque de l'ingénuité dans le désir de savoir.

Nous étions devenus de fraternels camarades ; nous nous sentions la même âme, brûlante, rayonnante. Quelle Europe pouvions-nous imaginer plus belle que celle-là, qui avait superposé aux incompréhensions, aux aigreurs, aux frontières une spiritualité frémissante, sans cesse enrichie ? Que représentaient encore les anciennes barrières entre peuples si, au-dessus d'elles, les âmes, libérées de l'esclavage de la haine, pouvaient connaître une telle unité, si leurs intelligences pouvaient s'accorder avec une telle sincérité ! Nous ne savions pas encore exactement comment se bâtirait politiquement l'Europe, quelle serait l'évolution des vieux Etats qui allaient la former, au cours de quelles étapes les peuples se hisseraient avant de constituer une unité complète, mais c'était là affaire de tactique, de prudence, de dosage des préjugés. L'Europe, la vraie, celle des âmes, était déjà faite. Elle vivait au Front.

Nos morts, mêlés dans le sacrifice, couchés dans la terre russe côte à côte, soudaient chaque jour davantage les âmes des survivants, porteurs du message.

Le front, s'il nous avait permis ces rencontres spirituelles, avait aussi permis, dans le domaine des faits, de réaliser des expériences très utiles, significatives, pleines d'enseignements.

La création de toutes les Légions avait posé des problèmes délicats. C'était une Europe en petit qui s'était rassemblée au Front de l'Est, une Europe particulièrement susceptible, où chacun, représentant son peuple, se montrait ombrageux, jaloux de ses prérogatives, attentif aux manques d'égards.

C'était, pour l'Allemagne et pour nous tous, une épreuve décisive. Nous allions voir si le Troisième Reich était capable de dépasser le point de vue allemand, de penser « européen », d'aider au rapprochement des peuples les plus divers sans laisser sentir à personne une contrainte, une tendance à la domination ou à la caporalisation.

A la fin de 1942, nous pouvions, après dix-sept mois de « co-existence », dire, en toute honnêteté, que l'Allemagne avait fait face à sa mission avec un respect de chaque peuple, un souci d'égalité, un tact et un esprit de camaraderie qui dépassaient tout ce que chacun de nous avait pu imaginer.

Il y avait eu, de-ci de-là, l'un ou l'autre accrochage. C'était humain et inévitable. Il y a des mauvais coucheurs partout.

D'autre part, l'une ou l'autre Légion s'était montrée servile, ou avait déçu au combat.

Mais, dans l'ensemble, la collaboration s'était accomplie de façon très satisfaisante. Les Allemands nous avaient aidés de toutes leurs forces pendant les semaines difficiles de l'entraînement et de l'organisation. Par la suite, ils nous avaient, de plus en plus, laissés aller de nous-mêmes. Nous avions pu nous épanouir pleinement, profitant de tous les avantages de la coopération, mais n'ayant jamais été brimés.

Nous étions traités partout avec une camaraderie merveilleuse. On nous passait des fantaisies et des écarts qu'on n'eût jamais tolérés s'il s'était agi d'une unité du Reich.

La « *Wehrmacht* européenne » était devenue pour nous une grande famille. Nous recevions notre large part de gloire.

Nous nous disions :

« Eh bien, si l'Europe se bâtit ainsi dans l'égalité et le respect, si l'Allemagne fait preuve politiquement, à l'égard de nos divers pays, d'autant de modération, de bonne volonté, de simplicité, d'esprit de camaraderie qu'elle en montre ici à l'égard des Légions, l'Europe de Hitler sera une réussite. En deux ou trois générations, elle sera soudée pour toujours ».

*

* *

Nous, déjà, au bout de deux ans, nous nous sentions tous soudés au sein de l'armée européenne. Nous avions appris ce que valaient les Allemands. Nous avions acquis la certitude qu'ils étaient, mieux que quiconque, aptes à jouer un rôle essentiel dans l'unification du Continent. Ils étaient devenus pour nous des frères d'armes et des frères d'idéal. Nous nous sentions solidaires d'eux pour toujours. Nous ne pouvions plus imaginer que cette communauté cesserait, qu'après avoir traversé ensemble l'Europe, respiré l'Europe, bâti moralement l'Europe, nous reviendrions, chacun dans notre coin, des régionalistes aux vues étroites, coincés entre des lignes de douaniers tatillons. Nous étions partis en parlant de l'Europe. Nous redescendrions du front en vivant l'Europe. Elle nous avait pris tout l'être, comme un grand amour.

Nous gardions à notre pays, à notre peuple, une passion frémissante. Mais nous avions appris, mêlés aux garçons de vingt peuples divers, qu'il y avait autre chose, quelque chose de plus grand, quelque chose qui surpassait le coin de sol natal, une communauté de liens matériels et spirituels qui pouvait rapprocher, qui devait unir fraternellement des

centaines de millions d'hommes qui hier s'ignoraient, ou se méprisaient, ou se détestaient, ou se tuaient.

Cette Europe-là, née dans nos bunkers, née près de nos tombes, a pu être renversée par la force, en 1945. Mais elle ne mourra pas. Les âmes ne meurent pas. Elle rejaillira un jour. Elle rejaillit déjà, sous dix formes aujourd'hui disparates qui arriveront, tôt ou tard, à l'unité.

*

* *

Pendant qu'au front antisoviétique se réalisait cette grande fusion morale de l'Europe, une autre expérience, strictement politique celle-là, engagée déjà avant notre départ, s'était développée d'un bout à l'autre du Continent.

Elle aussi, après deux ans, permettait de voir avec quelle prudence Hitler s'était adapté à son rôle d'unificateur.

Aventure prodigieuse que celle de cet homme, orphelin très jeune, quittant son petit bourg du Tyrol pour végéter à Vienne, artiste besogneux mais fanatiquement curieux de politique, risquant tout en 1914 au front de l'Ouest, quittant l'hôpital militaire à la fin de 1918 pour entreprendre une vie d'agitateur d'abord, puis d'animateur, se hissant au pouvoir après une lutte épique, devenu plus puissant que n'importe quel Empereur des Germains, menant, avec un génie tactique très difficile à nier, la plus fantastique des guerres mondiales.

Parmi ses soucis fabuleux, il lui avait fallu assumer, à l'improviste, la responsabilité d'unir l'Europe à l'heure où les forces européennes, énervées par la guerre et par la propagande anglaise, étaient les plus aveuglées et plus rebelles.

A la suite de campagnes foudroyantes, il s'était trouvé à la tête d'un puzzle de peuples parlant quinze langues différentes, ayant chacun leur tempérament, leurs qualités, leurs vices, leurs

marottes. Comment tenir en mains cet attelage compliqué, comment préparer la collaboration de ces énergies disparates ?

Un centralisateur pressé eût créé un type standard d'Occupation, eût uniformisé les cadres, les réglementations. Chaque peuple eût reçu son numéro !

Mais le génie politique allemand fut toujours nuancé. Napoléon créait des départements aux bouches de l'Escaut, à Hambourg, aux côtes dalmates ? L'Allemagne ne créa point de « Gau » à Lublin, à Narvik, à Dijon. Sa tradition millénaire était une tradition fédéraliste. Elle était accoutumée à une très grande diversité dans l'unité : la Saxe n'est pas le Mecklembourg, la Hesse n'est pas la Prusse. Au sein de l'Europe occupée par Hitler, la Bohême ne serait pas le Danemark, l'Esthonie ne serait pas la Croatie.

Hitler, plus que n'importe quel autre Allemand, était averti de ces problèmes. Il avait vu à Vienne, durant sa jeunesse, le danger des unifications artificielles. Il avait été le témoin de ce brassage insensé d'Allemands, de Tchèques, de Slovaques, de Hongrois, de Roumains, de Serbes, voire même d'Italiens, au sein de la monarchie austro-hongroise. De vivre de ce pot-pourri, l'Empire autrichien était mort.

Dans son travail européen, Hitler fut poussé, d'abord par le désir de tenir compte de la personnalité de chaque peuple et ensuite, par une volonté très nettement affirmée d'aller lentement, d'étudier l'évolution de chaque cas avec patience et minutie, de ne rien brusquer et, surtout, de ne rien uniformiser.

Contrairement à la tendance de certains agents trop affairés du SD, Hitler avait laissé les situations s'éclaircir, les solutions mûrir. Rien de définitif n'était fait. Tout système en application était provisoire, susceptible de transformation.

*

* *

La diversité des expériences tentées était significative.

La Bohême, vieux fief germanique dont le Roi était jadis Electeur du Saint Empire, était devenue un Protectorat. Terre enfoncée comme un coin dans le territoire du Troisième Reich, elle avait cessé d'être un corps étranger. Elle était redevenue terre impériale, tout en conservant cependant un Chef de l'Etat, un gouvernement autochtone, une vie spirituelle propre.

La partie de Pologne non annexée, conglomérat beaucoup plus hybride, où les Juifs et les Ukrainiens formaient 40 % de la population, était devenue, par contre, un Gouvernement général, à direction strictement allemande. Mais les Polonais, comme les Tchèques, avaient conservé leur unité culturelle.

La Slovaquie, alliée du Reich, disposait, elle, non seulement d'un Gouvernement national, mais même d'une représentation diplomatique propre.

Par contre, les terres conquises sur les Soviétiques avaient été groupées en deux Commissariats.

Dans le premier Commissariat, l'Ukraine, les Allemands menaient une politique nettement autonomiste, correspondant exactement au caractère de la population indigène, non russe, souvent même antirusse, fortement marquée au cours des siècles par l'influence des Germains : guerriers Goths, Vikings ou Varègues, commerçants de l'Allemagne du Sud-Est, drainant la vie économique vers Breslau et vers Ratisbonne, minorités allemandes plantées en plein le pays, très agissantes encore, malgré les siècles. Notre surprise avait été grande, souvent, en conquérant en pleine steppe des villages au nom allemand où tout le monde parlait encore l'allemand !

Hitler voulait, visiblement, préparer, à longue échéance, l'intégration dans l'Europe nouvelle, d'une Ukraine peuplée de près de quarante millions d'habitants, à tendance germa-

nique, Ukraine qui eût été une merveille de force et de richesse.

L'autre Commissariat était l'Ostland, formé lui-même par quatre circonscriptions générales: la Russie Blanche d'une part, élargie jusqu'à Smolensk et jusqu'aux marais du Pripet, dirigée presque comme une colonie, trois provinces baltes d'autre part, Esthonie, Lettonie, Lituanie. Traitées avec beaucoup de considération, elles jouissaient de l'autonomie administrative. Leurs travailleurs recevaient exactement le même statut, les mêmes avantages que les travailleurs du Reich.

*
* *

Au Nord et à l'Ouest, les formules étaient aussi variées qu'à l'Est.

En 1943, le Danemark possédait toujours une grande liberté d'action, sous l'égide de son Roi.

La Hollande avait été confiée à un Commissaire Civil, le Docteur Seyss-Inquart, qui dirigeait le pays sans recourir à un Gouvernement indigène, se contentant de la collaboration administrative de quatre Commissaires-Généraux; le Parti National-socialiste de Mussert était officiellement tenu au courant de toutes les mesures adoptées par les services du Commissaire du Reich.

Par contre, en Norvège, où un Commissaire Civil avait été également nommé, le Dr Terboven, l'expérience s'était étendue au plan gouvernemental. Le Parti National-Socialiste de Quisling s'était installé au pouvoir le 1^{er} janvier 1942.

France et Belgique, elles, étaient simplement soumises au système de l'administration militaire. Pour nous, toutes les possibilités restaient ouvertes, politiquement et même géographiquement, puisque le sort des départements « bourgui-

gnons » du Nord et du Pas-de-Calais restait en suspens: officiellement territoires français, pratiquement dirigés de Bruxelles, depuis le mois de juin 1940.

Dans l'Europe sub-germanique, une autre forme de collaboration avait été inaugurée, très originale: la formation au sein de chacun de ces pays – Hongrie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Croatie – de groupes ethniques allemands bénéficiant des droits des citoyens les plus favorisés et reconnus comme personnes de droit public.

L'étude de chacun de ces cas était passionnante. Elle montrait avec quelle réflexion on menait les premiers travaux d'étude. Nulle précipitation, nulle part. Nul désir d'étonner par des absorptions spectaculaires. On essayait. On laissait chaque expérience se développer, afin de voir si elle s'adaptait ou non.

Fait capital: à part les anciennes terres allemandes reconquises et aussitôt réintégrées dans le Reich, les pays occupés, dirigés soit par un Commissaire Civil, soit par un Gouverneur Militaire, soit par un Protecteur, n'avaient pas été placés sous la dépendance de l'Etat Allemand. Les Commissaires, Gouverneurs et Protecteurs, nommés par Hitler, relevaient de lui, personnellement, et non du III^e Reich. On ne pouvait mieux indiquer qu'on allait à une fédération d'une forme très large où le Reich allemand lui-même serait dépassé.

C'est le seul principe – principe essentiel – qui avait été établi. Pour le reste, il fallait encore réfléchir, voir comment évolueraient les divers peuples, et rechercher des solutions naturelles.

*
* *

Par contre, les collaborations non politiques s'étaient développées avec rapidité, parce qu'elles correspondaient déjà à

des réalités éprouvées, ou parce qu'elles atteignaient le domaine, plus ouvert, de l'esprit.

Un formidable réseau d'inter-compénétration économique avait été jeté en quelques mois sur tout le Continent. L'Europe avait besoin, pour vivre, de cette rationalisation rapide des ressources. Des holdings phénoménaux avaient dressé, de toutes pièces, l'armature de l'unité matérielle de l'Europe. La caisse centrale du Clearing à Berlin était devenue le centre de ce complexe géant, son élément régularisateur, recevant, renvoyant la vie.

La Russie elle-même s'ouvrait déjà pleinement à l'expansion économique de l'Europe. Norvégiens, Danois, Roumains s'y mettaient à l'œuvre. Les Hollandais envoyaient des pionniers dans les campagnes d'Ukraine et à Kiev. Ils créaient la « Compagnie Néerlandaise de l'Est ».

La Belgique, de son côté, fondait le « Syndicat belgo-européen ».

L'appât du gain, les affaires à réaliser, avaient promptement unis les brasseurs d'affaires, les chefs d'industrie, allemands et non allemands.

L'abolition des barrières douanières, la mise en commun du gigantesque potentiel de l'Europe, la création d'un ordre dans la production et la répartition, allaient décupler la vie industrielle et commerciale du Continent. Chaque chef d'entreprise le sentait ou, déjà, le voyait. L'unification économique de l'Europe était en route. Elle eût assuré et stabilisé rapidement l'unification politique.

Un plan grandiose de travaux européens était au point.

Des canaux immenses allaient lier les bassins industriels, les provinces agricoles du Nord et du Sud, unir la mer du Nord, la mer Baltique et la mer Noire, assurer les contacts directs entre Stettin et Salonique, Amsterdam et Constance, Hambourg et le Bosphore : canal Po-Danube ; Canal Rhin-Mein-Danube ;

canal Rhin-Meuse ; canal Vistule-Oder ; canal du Danube à Bucarest, qui convertirait la capitale roumaine en port du pétrole et du blé ; travaux énormes dans le cours inférieur du Danube qui permettraient l'accès direct à Belgrade et à Budapest, ports futurs de l'Europe sub-germanique.

Des lignes de chemin de fer complèteraient ces fantastiques réseaux d'eau, notamment une ligne Berlin-Charkow. La construction de 10 000 kilomètres d'autostrades hors d'Allemagne achèverait de rapprocher les producteurs européens. Telles étaient les grandes lignes de l'avenir matériel.

Dans le domaine intellectuel également, un extraordinaire remue-ménage se manifestait d'un bout à l'autre du Continent. Partout se créaient des Chambres Culturelles, des chaires d'Universités, destinées à jeter entre les peuples les traits d'union de l'esprit. D'Oslo au fin fond de la Bulgarie, on échangeait les professeurs, les conférenciers. La pensée, l'art rapprochaient partout les intelligences, comme les clearings et les consortiums nouveaux rapprochaient les responsables de la vie matérielle du Continent.

*

* *

Moralement, au Front, matériellement, par les regroupements économiques, intellectuellement, grâce aux échanges culturels, l'unité européenne s'élaborait.

Par contre, là où la hâte eût présenté un danger, Hitler freinait, regardait, écoutait, étudiait, retenait les décisions.

Chacun sentait que la solution adoptée pour finir serait la plus utile, la plus durable, choisie sans passion, sans ambition nationaliste. C'était à chaque peuple à montrer, entre-temps, à Hitler quel était son intérêt et comment celui-ci pouvait se concilier avec l'intérêt général.

Pour nous, Volontaires européens, au début de 1943, la victoire militaire et, en conséquence, la création de l'Europe, restaient des certitudes.

Hitler laissait à chaque communauté populaire le temps de s'expliquer et de faire ses preuves. Il leur permit à chacun de conquérir, au Front de l'Est, une gloire qui donnerait un supplément de crédit à son pays à l'heure de la décision. Boudier, dans de telles conditions, laisser l'expérience européenne s'accomplir sans dire les possibilités de notre peuple, sans orienter nous-mêmes son entrée dans l'Europe Unie, eût été se soumettre aveuglément à un destin de peuple mort ou accepter à l'avance les solutions bâtarde qu'improviseraient des étrangers, peut-être incompetents. Notre devoir était de montrer à l'Europe ce qu'était notre pays, de proclamer comment, suivant quelles lois historiques, à quelle place, dans quelles conditions, selon quelle ligne d'honneur, nous entendions aider, après la guerre, à l'édification de l'Europe, comme au front, depuis 1941, nous aidions à son salut.

Il fallait séparer fermement, publiquement, le possible et l'impossible. La création de l'Europe n'était pas seulement une question de batailles, de formation de blocs économiques et d'échanges de professeurs, c'était aussi une question de courage intellectuel.

Notre intérêt personnel, en pleine guerre, eût été de nous contenter de la gloire des armes.

Mais si le Reich eût gagné, quel sort eût connu notre peuple si on l'avait laissé aller à la dérive pendant les années cruciales, sans avoir osé dire ce qu'il pouvait faire et aussi ce qu'il ne fallait pas faire?...

Qu'avions-nous été jadis dans l'Empire Germanique?

Qu'étions-nous aujourd'hui? Que valait notre sang?

Que pouvions-nous apporter demain à l'œuvre commune?

Quels étaient nos droits, droits du passé, droits du présent?...

C'était à nous d'exposer nos titres et de présenter un plan avant qu'il ne nous en arrivât un du dehors.

Il y avait du risque à parler.

Mais il y avait de la lâcheté à se taire.

Et ce n'est plus vivre que de vivre en lâche.

NOS PAYS-BAS ET L'EUROPE GERMANIQUE

L'imbroglio belge. – Germanité des Flamands. – Ma thèse sur la Communauté racique des Flamands et des Wallons. – Son importance politique. – Tous nos aïeux, Flamands ou Wallons, sont venus du Rhin et de l'Elbe. – L'explication de l'existence de deux langues différentes aux Pays-Bas. – La Wallonie historiquement plus germanique que la Flandre. – Bilinguisme traditionnel. – L'Ouest uni, pont de l'Europe. – Fédération autour et non au sein de l'Allemagne. – Renaissance des Grands Pays-Bas Bourguignons. – Fastes des Wallons d'Empire. – Collaboration selon le génie de notre peuple.

Au moment où s'ébauchait puissamment l'Europe hitlérienne, il était d'autant plus utile de dire ce qu'étaient nos vieux pays de Meuse et d'Escaut, qu'à peu près tout le monde en Allemagne ignorait. Les Belges eux-mêmes avaient embrouillé l'affaire à plaisir depuis un siècle, à propos de l'affaire flamande.

La Belgique – tronc, résultat des folies de 1830 – n'est guère plus grande que la Sicile, formidablement peuplée, laborieuse,

placée à un merveilleux carrefour, elle était, elle est restée le pays le plus compliqué de l'Europe.

La Suisse est, aussi, un pays trilingue, mais la question des langues en Suisse n'est pas une plate-forme politique. Plus de la moitié des anciens citoyens du Reich ne parlant que l'allemand, annexés à la Belgique en 1919, habitant les cantons dit « rédimés », étaient séparatistes, partisans du retour à l'Allemagne.

Les Flamands se divisaient, avant 1940, en partisans du statu quo, du fédéralisme, de l'autonomie, de l'union avec la Hollande.

La Wallonie constituait, culturellement, une zone d'influence française.

Quant à la capitale, Bruxelles, décuplée en un siècle, elle était un pot-pourri jovial de Flamands et de Wallons, qu'avait forgé une bruyante et grasse langue française à racines, à forme et à accent flamands: ils mangeaient « avec », ils ne savaient « de rien » et ils « faisaient dans les draps ». Ils s'étaient donné eux-mêmes le sobriquet caractéristique de « zinneke », ce qui signifie « petit chien bâtard ».

Cela ne les empêchait pas de travailler dur, de gagner l'argent largement, de le dépenser largement et d'avoir les plus belles femmes de l'Europe, d'un rose frais, grandes, fermes, charnues sans excès et « fort portées sur la toilette ».

*
* *

Les dirigeants nationalistes flamands avaient, dès le début de l'occupation de 1940, rappelé l'origine germanique de leur peuple. Elle était d'ailleurs incontestable. La race flamande est germanique. La langue flamande est une langue germanique, une langue *platt-deutsch* très apparentée aux dialectes de

l'Allemagne du nord-ouest du Reich, notamment au parler populaire de la région de Clèves.

Le plaisir au travail, l'esprit familial, le sens de l'ordre et de la communauté, le goût de la bonne vie et des réjouissances publiques, un sentimentalisme profond souvent solennel, de la naïveté, une susceptibilité vite ombrageuse lorsqu'ils se croient atteints dans leur orgueil, un grand équilibre moral, l'attachement aux choses sérieuses, durables, bien faites, sont des caractéristiques des Allemands, mais aussi de l'Anversois, du Luxembourgeois, du Brabançon, du Courtraisien, des pêcheurs d'Ostende ou de Furnes, géants puissants et roux pareils à des Frisons.

Aussi le III^e Reich admit-il avec empressement l'affirmation faite par les chefs flamands de la communauté de race, de mœurs et de civilisation de leur peuple avec les peuples germaniques. Les historiens allemands étaient d'accord là-dessus depuis un demi-siècle. La tentative de création d'un Etat Flamand durant la Première Guerre Mondiale avait été basée sur ces facteurs.

La Flandre entra donc aussitôt par la grande porte dans la communauté germanique, nœud vital de l'Europe en gestation.

*
* *

Le cas des Wallons était plus ardu.

Peu de savants allemands l'avaient étudié avec soin. L'un d'eux, le Professeur Petri, de l'Université de Bonn, avait, avant la guerre, procédé à de longues investigations, depuis les Ardennes jusqu'à la Somme. Il en avait rapporté de très intéressantes investigations: menhirs, cimetières, armes, objets d'art ou de travail; nombreux noms de lieux d'origine germa-

nique; permanence dans la langue wallonne d'une multitude de termes de racine germanique ou à consonance germanique.

A part ces travaux, méticuleux mais peu connus, du Dr Petri, la Wallonie était pour les Allemands une jungle plus confuse que les fourrés où s'ébattaient jadis nos pères moustachus, Trévires, Nerviens, Eburons: un Wallon était aux yeux de la plupart des Allemands une espèce de demi-Français, arrivé, nul ne savait au juste comment, à Mons, à Nivelles, à Liège, à Dinant. Il parlait la même langue qu'en France, donc avait dû venir de cette direction-là.

Aussi l'Allemand ressentait-il pour les Wallons peu d'intérêt, moins même que pour les Français puisqu'ils étaient à leurs yeux de faux Français.

En 1914, de tels errements présentaient peu d'importance, car la transformation politique de l'Europe n'était pas encore à l'ordre du jour.

En 1941 et 1942, par contre, ces affirmations sommaires risquaient de conduire nos vieux Pays-Bas bilingues à des bouleversements catastrophiques.

Pour un Allemand raciste, la coexistence sur pied d'égalité dans un même Etat de deux races différentes était un non-sens. Il fallait séparer les Germains des non-Germains, favoriser les uns, laisser moisir les autres. Bien des déboires éprouvés par la Belgique en 1940 et en 1941 étaient venus de cette prise de position rapide.

*
**

Car cette prise de position était fausse. Les Wallons n'étaient pas des Français *ersatz*. Ils n'avaient pas dans leurs veines une goutte de sang du Sud.

L'étude de l'Histoire était une de mes plus vieilles passions. Même aux années les plus harcelantes de ma lutte politique, je n'avais jamais manqué de consacrer à l'Histoire la moitié ou le tiers de mon temps. J'emportais toujours dans ma voiture une véritable bibliothèque. Je m'étais fait installer à l'avance dans mon auto un pupitre et un système d'éclairage discret; pendant que le chauffeur, à une heure, deux heures du matin, poussait ma grosse Buick à une vitesse d'enfer, je travaillais chaque nuit, d'Arlon, d'Ostende, de Maeseyck ou de Stavelot jusqu'à Bruxelles. Avant de dormir, je m'éterniserais dans ma bibliothèque, quatre greniers très pittoresques, aménagés en une salle de méditation de plus de cent mètres carrés encadrés de vingt-quatre armoires massives en vieux chêne qui contenaient chacune les livres d'Histoire d'une période déterminée. J'entrouvrais religieusement mes plus vénérables Livres d'Heures, j'étais mes Atlas de Mercator, d'Ortelius, de Kaerius, de Blaeu, aux merveilleuses couleurs toujours vives, faisant mille constatations passionnantes, jusqu'au moment où ma femme, écartant une tapisserie de la Renaissance aux petites fleurs champêtres piquetées entre les personnages comme des étoiles, apparaissait, les cheveux épars, les pieds nus dans des babouches... Je fermis mes bouquins. Je venais. Mais ces bouquins étaient la moelle de ma vie.

Le problème des origines des Pays-Bas m'avait évidemment toujours préoccupé. J'avais cherché, fouillé, relu César, Tacite et Plinie, consulté cent, deux cents volumes qui abordaient la question. En 1940 et 1941, j'avais poussé à fond mes recherches. Car le sort de mon pays, en cas de victoire de Hitler, pouvait dépendre partiellement de telles conclusions.

Si les Flamands et les Wallons étaient reconnus comme étant de races différentes, il était fort à craindre qu'on ne les séparât pour les introduire dans les complexes distincts formés selon la communauté du sang.

D'autre part, il était certain que, dans l'Europe nouvelle, le sort fait aux peuples dits germaniques serait plus favorable parce que considérés comme supérieurs raciquement.

Rien n'était annoncé avec précision, mais on pouvait imaginer que l'Europe serait hiérarchisée à peu près ainsi.

Premièrement: le nœud allemand, formé par le III^e Reich, élément fédérateur, centre de rayonnement.

Deuxièmement: l'Empire Germanique – ou si l'on veut le *Reichsraum* comprenant, outre le Reich, tous les peuples germaniques de l'Europe, égaux, rouages essentiels de la machine continentale.

Troisièmement: le grand espace européen, autrement dit le *Grossraum*... rassemblant les Germains et le peuple excéntrique, de sang non germanique, Slaves et peuples méditerranéens notamment.

On devait donc s'attendre à ce qu'il y ait des Européens de seconde classe, les deux ou trois cents millions de non-Germains, sortes d'Alliés de l'Europe, comme il y avait eu jadis les Alliés de Rome, aux droits et aux devoirs mineurs.

Quant aux Européens de première classe, les deux cent mille millions de Germains ou approchants, ils constituaient les éléments dynamiques de la nouvelle vie occidentale.

Les Wallons seraient-ils des citoyens de seconde zone, comme des Biélorusses ou des Macédoniens? Où se hisseraient-ils parmi l'élite européenne, l'élite du sang, du travail, des responsabilités, de l'autorité?

Continuer à être considérés comme des Méridionaux plus ou moins bâtards, c'était se laisser repousser dans la catégorie des Européens de seconde classe. C'était aussi admettre, tôt ou tard, la rupture de nos vieux Pays-Bas, notre gloire, notre fierté, notre première raison de lutter.

*

**

Or mes travaux m'avaient convaincu que les Wallons étaient de sang germanique, autant et peut-être même davantage – si étonnant que cela paraisse – qu'un Prussien, qu'un Silésien ou qu'un Viennois. Ceux-ci portent du sang-mêlé; le Prussien a subi de forts apports de sang slave; le Silésien n'a pas toujours dédaigné les Polonais et les Tchèques; les Viennois sont nés des rencontres charnelles des dix peuples de l'ancienne mosaïque austro-hongroise.

Les habitants de l'espace wallon, eux, ceux de la préhistoire comme ceux qui s'installèrent sur notre sol avant Jésus-Christ, étaient tous originaires de l'Est du Rhin, sans exception et sans mélanges.

La démonstration de cette thèse, en juin 1943, présentait politiquement, pour les Belges, une importance capitale. Le racisme était une des bases essentielles de la philosophie et de la politique hitlériennes. Hitler était près de gagner la guerre. En prouvant aux Allemands que les Wallons étaient germains tout autant qu'eux, je les rendais égaux racialement des citoyens du Reich, et en même temps je faisais sauter la barrière qu'on avait dressée machiavéliquement depuis 1940, entre les Wallons et les Flamands, au nom de la race.

J'apportai les preuves de mon affirmation au Palais des Sports de Bruxelles, à la mi-janvier 1943, à la fin du congé de trois semaines de notre Légion. Vingt mille, vingt-cinq mille auditeurs étaient là, acclamant mes camarades du front. Le Général Reeder, Président de l'Administration Militaire et le chef de la SS en Belgique, le Général Jungclaus, m'avaient encadré solennellement lors de mon entrée dans l'immense enceinte. La gloire de la Légion montait. C'était le moment pour prendre des positions énergiques.

J'établis donc les données historiques du problème. Les plus anciens habitants de l'espace Ouest étaient venus de l'Est du Rhin quelques dizaines de siècles avant l'ère chrétienne, la

taille généralement moyenne, les cheveux foncés, les yeux foncés, leur type s'est retrouvé sans cesse par la suite; il est encore très connu aujourd'hui, non seulement dans les Ardennes belges mais dans tout le monde germanique. Hitler en était un exemple, Goebbels un autre et moi... un autre!

Puis les « Belgae » avaient pénétré sur notre sol au VI^e siècle avant J.-C. Étaient-ils Germains purs? Étaient-ils des Celto-Germains? Les chercheurs de vieux os et de silex se disputent là-dessus, en vain, depuis cent ans! Après vingt siècles, les prises sont difficiles. L'indiscutable, l'essentiel, c'est que – Germains ou Celto-germans – nos aïeux sont originaires des régions situées entre le Rhin et l'Elbe, territoires évidemment et éminemment germaniques. César, premier « reporter » de l'Europe-Latine ne s'y trompe pas. Lui était allé sur place, avait vu, avait interrogé: « Germani » dit-il, des « Belgae », de tous les « Belgae ».

Le type de ces « Belgae » les plus farouches, les plus puissants, les plus braves, adversaires des Romains, était nettement nordique: très grands, très blonds, les yeux bleus, la peau extrêmement blanche, pareille à celle des Scandinaves.

Leurs dialectes aussi étaient indiscutablement germaniques; germaniques, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs qualités, leurs défauts, leur religion; germanique leur sens de la communauté, leur sens de l'autorité.

Les historiens les plus farouchement anti-allemands doivent admettre qu'entre leur civilisation et celle des Gaulois, la différence était complète. Pas de doute possible. César lui-même ne douta point, ni Plinie, ni Tacite, ni aucun des historiens romains d'alors. Géographiquement, raciquement, culturellement, les « Belgae » étaient « Germani ».

*

**

Comment expliquer alors que, peuplées, de la Meuse à la Seine, par des « Belgae » de même sang, de même mœurs, parlant les mêmes dialectes que les peuplades du Nord-Est de la Germanie, les régions de l'Ouest en soient venues à connaître deux langues distinctes, l'une nettement germanique, l'autre nettement latine, laissant croire à l'existence dans les Pays-Bas de deux races complètement différentes?

César, journaliste sagace et précis, nous a donné la clef du mystère. Il a publié le relevé des populations qui habitaient la Belgique d'aujourd'hui lorsque les Légions romaines eurent écrasé nos aïeux en l'an 57 avant J.-C. Nul mieux que César ne pouvait nous informer à ce sujet: les neuf dixièmes de ces « Belgae » habitaient la Wallonie d'aujourd'hui; un dixième seulement habitait l'actuel territoire flamand, territoire à cette époque sablonneux ou tellement marécageux que souvent, racontent les auteurs romains, les rares « Belgae » de Flandres devaient circuler au-dessus des marais d'arbre en arbre.

Les tribus « belges », après avoir franchi le Rhin, avaient préféré les régions les plus sèches, plus accidentées des Ardennes et des plaines fécondes qui se déploient entre la Sambre, la Seine et la Mer du Nord.

La civilisation romaine se développa là où les populations se trouvaient: en quelques générations, la foi chrétienne, la langue latine s'implantèrent dans nos territoires, parvenues par les grands centres de la Moselle et du Rhin. Où s'épanouirent-elles? Mais naturellement dans l'espace « wallon » où se trouvaient les neuf-dixièmes des « Belgae. »

Au-delà des collines wallonnes, Rome s'infiltra à peine, ne s'intéressa jamais réellement à nos landes du Nord, presque inhabitées. Quelques îlots romains seulement furent créés, à Gand, à Anvers, aux Bouches des Trois Fleuves. Ailleurs c'étaient des sables, des marécages, où végétaient une quin-

zaine de milliers de « Belgaë » en tout et pour tout, pour l'entière du territoire de l'actuelle Flandre.

Ces terres étaient tellement désertes que, à la fin du IV^e siècle, les Romains firent appel eux-mêmes à des colons d'Outre-Rhin, afin de drainer et d'assécher le sol. Tout naturellement, lorsque soixante-dix ans plus tard l'Empire Romain en pleine décomposition s'effondra, entre le Rhin et la Somme, sous les coups du chef franc Clodion, la nouvelle vague germanique s'écoula là où la terre était libre. C'est alors seulement, avec dix siècles de retard, que la Flandre fut vraiment peuplée, peuplée pacifiquement, les invasions germaniques ayant été pacifiques en général, contrairement aux imputations infondées de pseudo-historiens pour qui tout ce qui est Germanie est nécessairement barbarie et violence.

Rome se disloquait : la grande force neuve des Germains, les Francs, s'épandit sans heurt, gagnant lentement la Somme, par la courbe Campine, Escaut et Lys.

Là où elle ne trouva qu'une population clairsemée, elle conserva intégralement sa langue et ses mœurs.

Dans ce fait réside l'explication très simple de la permanence d'une langue germanique entre Nimègue et la Mer du Nord.

Les Francs n'avaient nulle part, en Flandre, trouvé de fortes traces de civilisation romaine. La population était presque inexistante. Eux étaient la grande masse. Il était naturel, dans ces conditions, que les rares occupés s'adaptassent et que les occupants, beaucoup plus nombreux, ayant l'esprit de corps, maintinssent intacts leurs dialectes et leur personnalité.

Là, par contre, où leur vague fut plus faible, là où ils rencontrèrent des populations nombreuses et bien enracinées, les Francs contournèrent l'obstacle ou s'infiltrèrent paisiblement par petits groupes vite absorbés.

Pendant quatre siècles de civilisation romaine, les « Belgae » du Sud avaient reçu le message de Rome. Ils avaient

adopté sa langue, ses lois, sa foi. Mais l'apport avait été d'ordre exclusivement culturel. Le sang était resté celui des lointains aïeux venus du Rhin et de l'Elbe, cinq cents ans avant Jésus-Christ. Jamais le sang romain ne se mêla au sang germanique de nos pères. Il n'existe pas le plus mince témoignage historique qui permette de penser qu'une émigration quelconque, si faible fût-elle, eut jamais lieu du Sud vers le Nord durant les quatre siècles d'occupation romaine.

Il ne s'en produisit jamais d'autres, d'ailleurs, depuis la chute de Rome jusqu'à nos jours.

Le seul phénomène connu de transplantation de Français en Europe germanique se produisit à la suite de la Révocation de l'Edit de Nantes, lorsque trois cent mille Huguenots quittèrent le pays du Roi-Soleil. Mais ces fugitifs français – élite de tout premier ordre – se réfugièrent tout à l'est de la Germanie, en Prusse, où l'on trouve encore aujourd'hui des milliers de merveilleux noms français fleurant le terroir champenois ou angevin.

La Prusse, déjà chargée de sang slave, reçut alors en abondance du sang gaulois.

Mais la Wallonie conserva toujours le sang pur des aïeux descendus tous, indistinctement, du nord-ouest de la Germanie, qu'il se soit agi des Paléolithiques aux cheveux foncés, ou des « Belgae », ou des Francs élancés, blonds aux yeux clairs.

Toute autre affirmation est une contre-vérité scientifique.

*

* *

Il n'était pas besoin aux anciens Germains romanisés de l'actuelle Wallonie de recevoir des transfusions de sang méridional pour conserver ou maintenir la civilisation latine. Les

siècles avaient fait leur œuvre. La population parlait désormais un patois latin, riche, harmonieux et souple. Elle possédait des exploitations agricoles prospères, très bien entretenues et même certaines industries locales où elle tissait ou travaillait le bronze et le fer.

Par les chaussées romaines et les voies d'eau, les Germains latinisés de Wallonie trafiquaient facilement avec la Rhénanie et la Provence, s'enrichissaient et s'affinaient. La religion chrétienne avait pénétré partout à l'abri des Aigles de Rome.

Le gros des Francs, submergeant au V^e siècle après Jésus-Christ l'actuelle Flandre, n'ayant trouvé que très peu de traces de la culture latine, n'en avait pas subi l'influence. Ils étaient restés ce qu'ils étaient.

Par contre, ceux des Francs qui abordèrent les terres peuplées et cultivées d'entre la Moselle et l'Oise furent extrêmement sensibles au prestige de la civilisation romaine. Loin de se heurter à elle, ils se laissèrent transformer par elle, comme tant de Germains, avant eux, l'avaient fait déjà.

Le Germain, plus que n'importe quelle race au monde, est facilement assimilable. Des millions de descendants d'Allemands du XIX^e siècle inondent les Etats-Unis d'Amérique, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud : ils ne se souviennent même plus de leurs origines.

Mais le Canadien d'origine française, après deux siècles de domination britannique, n'a pas oublié le doux parler chantant de la Seine ou de la Loire et il répète encore avec ferveur le nom du bourg normand, poitevin ou breton que l'aïeul quitta, son biniou sous le bras, au temps de Cart ou de Champlain.

Au V^e siècle, les Francs Ripuaires, qui s'étendirent sur le territoire de l'actuelle Wallonie, s'étaient infiltrés plus qu'ils ne s'étaient imposés. La bourgade germano-romaine, la grosse « villa » campagnarde les accueillirent par petits groupes, qui

ne demandaient qu'à travailler et à s'assimiler. En moins d'un siècle, l'absorption fut terminée.

Un certain nombre de mots germaniques s'ajoutèrent au patois roman hérité des Romains. La race combinée des vieux Germains paléolithiques et des Germains « Belgae » donna, en nombre à peu près égal, des yeux couleur de noisette et des yeux couleur de pervenche. La religion catholique acheva de fusionner pour toujours, en Wallonie, les trois vagues de Germains venus de l'Est.

*

* *

De l'autre côté de la vieille chaussée romaine Bavai-Cologne, les Germains-Francs, quasi seuls sur leur terrain de Flandre, n'eurent point à affronter sérieusement la langue latine ou les coutumes latines. Le temps de Rome était fini, les Légions avaient reflué. La capitale des Césars n'était plus qu'une ville de province pourrie : avec le temps – beaucoup de temps – la religion catholique pénétrait en Flandre, mais elle se trouverait alors en face d'un peuple cohérent, stabilisé, dont elle respecterait la langue et les mœurs. La Flandre germanique deviendrait alors chrétienne mais maintiendrait sans difficulté son parler et ses coutumes.

Ainsi les Francs de Flandre durent-ils de conserver leur vie culturelle au seul fait qu'ils avaient trouvé des terres pauvres quasi-vierges dont Rome s'était toujours désintéressée. Sinon les Francs de Flandre eussent subi exactement la même transformation que les autres Francs Ripuaires répartis dans le Sud du « Belgium », qu'avaient pétris fortement et longuement les Romains.

Les envahisseurs étaient exactement les mêmes « Belgae » venus de l'Elbe et du Rhin, cinq cents ans avant Jésus-Christ,

à la seule différence que la proportion de population variait de un à dix, selon qu'il s'agissait du Nord sablonneux fangeux – qui échappa à cause de cela à l'influence de Rome – ou du Sud, dix fois plus habité, que Rome pétrit et modela.

Toute l'explication de la différence entre Flamands et Wallons est là: même race fournie par les mêmes invasions, venant de l'Est l'une comme l'autre; mais la vague franque trouva pratiquement le vide en Flandre et y conserva son dialecte germanique, tandis qu'elle trouva en Wallonie une population nombreuse, civilisée par Rome, s'adapta à elle, adopta sa langue, langue romane, mère des savoureux dialectes wallons qu'unifia à l'époque moderne seulement la langue française des Académies.

Si la Flandre eût été fertile à l'arrivée de César, la question flamando-wallonne ne se fût même pas posée. C'est une question de sables et marais. Ce n'est pas une question de race.

Du cours du Wall à la Somme, l'unité racique est absolue.

*
* *

Si paradoxal que cela puisse paraître, une fois cette dernière invasion accomplie la partie romane de la Belgique actuelle fut toujours beaucoup plus liée, politiquement, que la partie flamande, à la Communauté Germanique.

Pendant près de huit siècles, les terres flamandes, qu'elles s'appelassent Neustrie du Nord, Marquisat de Flandre ou Comté de Flandre, furent orientées vers le Sud, fief de la Couronne de France pendant très longtemps. Seul l'éblouissant Empire de Charlemagne y réunit les Flamands pendant un demi-siècle aux autres peuples germaniques. Puis la domination française recommença violemment et les Flamands furent glorieusement secoués à diverses reprises,

jusqu'à ce que les Ducs de Bourgogne libérassent la Flandre de cette tutelle, au XV^e siècle, et unifiasse les Pays-Bas, portés au sommet de leur splendeur au sein de l'Empire Romain Germanique de Charles-Quint, au XVI^e siècle.

Chose curieuse: la langue flamande n'avait pas empêché, pendant huit cents ans, Gand et Bruges d'être des villes françaises. De la même manière, la langue romane des Wallons ne les empêcha point, pendant mille ans, de faire partie de l'Empire Germanique.

En fait, la question des langues n'a jamais divisé politiquement les gens des Pays-Bas.

La Flandre, la Flandre soumise aux Capets comme la Flandre libre des Ducs de Bourgogne, était composée pour moitié de Flamands de langue flamande (les descendants des Francs qui avaient occupé, au nord du pays, les anciennes régions sablonneuses ou marécageuses de la Campine et du littoral) et de Flamands de langue française (les descendants des Francs qui avaient trouvé au Sud du pays, de Tournai à la Somme, les « Belgae » latinisés et très nombreux qui les avaient absorbés, leur avaient donné leur langue, exactement comme à la Meuse, à la Sambre et à l'Ourthe).

Jusqu'au rapt violent de nos terres flamandes du Sud par la France, cette dualité de langue subsista constamment dans la Grande Flandre, sans inconvénient majeur.

*
* *

Il en fut exactement de même en Wallonie.

La Principauté de Liège, qui englobait une large part du territoire wallon, s'étendait aussi profondément au Nord, jusqu'à la Gueldre. Elle comprenait onze bonnes villes wallonnes et douze bonnes villes flamandes.

A l'ouest des Pays-Bas : deux langues. A l'est des Pays-Bas : deux langues. Et au centre, également deux langues.

Car le Brabant, lui aussi, fut toujours bilingue, comme si vraiment l'Histoire avait voulu nous rappeler sans cesse et en tous lieux que les Pays-Bas sont une terre d'échange, de rencontre, et non une barrière entre deux cultures, entre deux psychologies, entre deux mondes.

*
* *

La question des langues ne divisa jamais sérieusement, avant le XIX^e siècle, les populations des vieux Pays-Bas. Elle n'est qu'un aspect du nationalisme, aspect non essentiel et parfois même artificiel. Hitler avait là-dessus des idées très nettes, lui qui avait vu comment l'unification linguistique poussée fort en avant par la monarchie austro-hongroise avait desservi beaucoup plus les intérêts allemands qu'elle ne les avait favorisés.

Le nationalisme a des bases très diverses : la race, la civilisation, la sensibilité, les mœurs, les habitudes, les dangers, les réussites, les gloires, les souffrances des siècles.

La langue peut être un renforcement supplémentaire de l'unité. Mais elle n'est pas indispensable. La dualité linguistique, lorsqu'elle n'est pas un mélange mais une juxtaposition peut au contraire être une richesse au lieu d'une faiblesse.

Elle n'était pas en tout cas, en 1940, une raison de casser en deux des Pays-Bas qui, aussi bien dans le Comté de Flandre qu'au Duché de Brabant et dans la Principauté de Liège, pendant plus de mille ans, avaient accouplé les deux langues germanique et romane avec profit, profit pour les Pays-Bas et profit pour l'Europe, dont ils constituaient la plaque tournante.

L'Europe de Hitler aurait eu le plus grand besoin de telles zones jumelées, historiquement vouées aux échanges matériels et spirituels. Nous devons proclamer, réclamer le maintien de l'unité de l'Ouest, par fidélité à notre passé d'une part, dans l'intérêt même de l'Europe d'autre part.

Les devoirs envers la Patrie et nos devoirs envers le Continent s'harmonisaient parfaitement. L'intérêt direct de Hitler, bâtisseur de l'Europe, était de respecter de tels intérêts régionaux, de maintenir, de fortifier ce pont à dix-sept arches, fort original, millénaire, jeté entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest.

*
* *

C'est cette vue d'avenir qui m'avait poussé à prouver publiquement l'unité racique de tous mes compatriotes, qu'ils fussent de Wallonie ou qu'ils fussent de Flandre.

Dans ma conception de l'Europe, il n'était pas du tout question de fusionner à la manière de Richelieu tous les Etats de sang germanique au sein d'un Etat durement centralisé.

L'Allemagne, premier embryon, embryon essentiel, devait rester l'Allemagne, sans manger les autres Etats germaniques.

L'Empire Germanique tel que je l'envisageais se grouperait autour de l'Allemagne et non au sein de l'Allemagne. Fidèle à ses traditions, il comprendrait divers espaces ou « cercles » jouissant du maximum d'autonomie conciliable avec le bien commun européen.

A l'ouest, le Cercle de Bourgogne avait été, sous Charles-Quint, un chef-d'œuvre de collaboration et de liberté dans le Saint-Empire.

L'Histoire n'est pas une perpétuelle répétition, mais elle a ses lois à respecter, ses expériences à méditer.

L'Empire Germanique, base de l'Empire, devait en tenir compte.

Nous ne savions pas si, dans un avenir immédiat, nos Pays-Bas resteraient atrophés comme ils l'étaient depuis les conquêtes françaises et depuis la guerre civile de 1830. Peut-être les circonstances permettraient-elles de retrouver une partie des terres perdues, du cours du Wall à la Somme par exemple, équilibrant aussi admirablement les deux zones culturelles?... Peut-être nous faudrait-il nous en tenir encore aux débris des Pays-Bas que nous avait laissés la cupidité des Rois de France et l'insanité politique de nos arrières-grands-pères, se séparant politiquement en 1830 de leurs frères des Pays-Bas du Nord?... En tout cas, cela au moins, ce qui subsistait devait être sauvé, dans notre intérêt et pour l'harmonie de la nouvelle construction européenne.

Etablissant l'identité racique des Wallons et des Flamands, je supprimais la mauvaise raison mise en avant par des pense-petits, régionalistes impénitents ou impérialistes ignares, pour rompre une réalité politique vérifiée au long de vingt siècles, ayant résisté à toutes les invasions, à toutes les formes d'absorption : Philippe-le-Bel, les sans-culottes, Napoléon s'étaient cassé les dents contre elle, toujours l'unité des Pays-Bas avait rejailli des guerres, des occupations, des exterminations.

J'avais « plaidé Germain », non parce que j'avais la marotte des paradoxes historiques, mais parce que les Allemands étaient très sensibles à l'argument de la race ; je ne voyais pas pourquoi, l'ayant à ma disposition, je ne l'utiliserais pas au maximum.

Je poussai le débat plus loin. Je joignis l'évocation de souvenirs historiques à la démonstration de nos origines. Là non plus, dans mon for intérieur, je n'exagérais pas l'importance de mon argument. Les plus extraordinaires événements du

passé sont parfois submergés sous de nouvelles influences. L'Angleterre, qui brûla Jeanne d'Arc, la prie aujourd'hui dans ses églises. Les petits-fils de Wellington rodent émus autour du bloc de porphyre de Russie qui contient, aux Invalides, les cendres de Napoléon. Les descendants de Blücher, serrant la main des Anglais le soir du 18 juin 1815 à la Belle-Alliance, sont allés moisir de 1945 à 1947 dans des camps de prisonniers des Iles Britanniques.

Cependant les faits étaient les faits, le rappel du passé pouvait impressionner le Reich, donner confiance, assurer les droits et l'avenir de mon peuple ; je tenais à en faire état à fond.

*

* *

J'eus beau jeu. Ces Wallons, qu'on avait sottement représentés depuis 1940 comme des bâtards du Sud, sans passé, sans contact avec la civilisation et la politique de l'Est, n'avaient cessé depuis le VI^e siècle d'être en contact avec les Germains d'Outre-Rhin, de leur fournir des soldats innombrables, des chefs de guerre merveilleux, de sublimes artistes.

De Clovis à Joseph II, le territoire wallon avait vécu la vie politique des Germains. Il avait été un des éléments les plus vigoureux de la Germanique Austrasie. Charlemagne, né dans la vallée de la Meuse, à Herstal près de Liège, homme des terres d'entre-deux déjà, avait constitué la première grande unité impériale. A sa mort, tandis que la Flandre était repassée pour plus de cinq cents ans sous l'influence des Français, la basse-Lotharingie avait maintenu les Wallons dans le grand complexe politique des Germains.

La Principauté de Liège, qui s'étendait jusqu'à Thuin, jusqu'à Couvin, jusqu'à la Semois, était devenue Principauté

Impériale. Elle le resta pendant dix siècles. Elle fut un des plus éblouissants foyers de la culture, de la science, de l'art germanique. Sculpteurs, enlumineurs, batteurs de cuivre y produisirent des œuvres d'art qui comptaient parmi les plus parfaites du Haut Moyen-Âge. Elle fit rayonner au loin la majesté et la sobriété du style roman, rhénan, westphalien.

Principauté fière, Principauté ombrageuse, violente quand on touchait à ses droits, mais Principauté fidèle où les Empereurs vaincus, chassés par tous, pouvaient s'abriter à l'heure du désastre, certains d'y trouver des cœurs constants et un refuge d'honneur.

Tout le passé wallon chante cette fidélité aux aigles du Saint Empire. Elle réapparaît toujours, malgré les siècles, dans les armes de nos villes, dans les pierres de nos vieux monuments. Fidélité du peuple gardant dans les légendes et ses chansons le souvenir des « Kaiserlichs » ! Fidélité des artistes allant enchanter, comme Roland de Lassus, les églises allemandes de la Renaissance ! Fidélité des soldats, les plus nombreux, les plus fidèles soldats de l'Empire, lui donnant une vingtaine de Feld-maréchaux, suscitant par leur courage une telle admiration que Schiller écrira dans *Wallenstein* :

« Respect pour lui, c'est un Wallon ! »

*
* *

Cette parole fameuse était la plus éloquente conclusion que je pouvais apporter à l'évocation des gloires de nos provinces liées au Saint-Empire Romain Germanique pendant tant de siècles, soit directement, soit au sein du Cercle de Bourgogne de Charles-Quint.

Cercle de Bourgogne appelé aussi, durant des siècles, « Germania Inferior » !

Mer du Nord appelée aussi durant des siècles « Mare Germanicum ».

Nous demandions au III^e Reich pour notre peuple le respect dû à un vieux peuple d'Empire, le respect réclamé par Schiller pour les Wallons, terme qui alors représentait indistinctement tous les guerriers des Pays-Bas, qu'ils fussent originaire de Wallonie ou de Flandre.

Homme des Pays-Bas, nous nous souvenions de la grandeur de notre peuple au temps du Saint-Empire, des droits que les siècles lui avaient acquis.

Géographiquement, installés à un carrefour merveilleux, habitant des terres riches, peuplées par une race solide, énergique, habile, nous pouvions servir puissamment l'Europe. Mais nous prétendions la servir selon nos génies, participant de notre plein gré à l'œuvre commune, non point par tronçons épars et atrophiés mais en un bloc rayonnant, comme l'avaient fait nos pères, derrière Maximilien, derrière Charles-Quint, derrière Wallenstein, ou au fond des Balkans menacés par l'Islam, derrière le Prince Eugène.

Tel avait été le passé.

Tel nous voulions que soit l'avenir.

*
* *

La foule que j'avais rassemblée le 17 janvier 1943 au Palais des Sports de Bruxelles, suivit avec une ferveur grondante l'établissement de ces positions de principe : confiance dans les traditions européennes de l'Allemagne, confiance dans la Jeunesse Nationale-Socialiste du III^e Reich, confiance dans le génie de Hitler pour l'édification de la solidarité européenne et du socialisme, égalité des droits des Germains de langues française, de langue flamande et de langue allemande, inscrip-

tion à l'acquit de notre peuple des siècles de gloire de la « Germania Inferior », proclamation de l'unité historique de l'Ouest, seule base sérieuse à notre participation à l'édification de l'Europe, définition de notre tempérament : fidèles, fiers, acharnés au combat et au travail, dévoués, mais n'admettant d'action commune que conçue avec intelligence, avec ampleur, avec sincérité et avec justice.

J'avais ainsi jeté mon jeu sur la table.

Le premier en Europe, j'avais osé affirmer au lieu de subir, proclamer un plan de collaboration au lieu d'attendre des directives de l'extérieur.

On savait désormais ce que je voulais, ce que mes soldats voulaient.

Collaborer avec nous, après ces affirmations, ce serait les admettre.

J'étais décidé à tenir ferme, quelles que soient les tempêtes qui souffleraient. Ne capitulent au dehors que ceux qui ont capitulé d'abord au-dedans d'eux-mêmes.

CHAPITRE XI

RÉACTIONS À BRUXELLES

Les interdépendances européennes. – S'intégrer sans se faire broyer. – Réductions des pouvoirs des Etats nationaux. – Prééminence future du Reich en Europe. – Français et Allemands, vus par les Belges. – Innocence et portée de ma thèse sur la « germanité » de l'Ouest. – Effarouchement de certains collaborateurs. – José Streel et *Le Pays Réel*. – Robert Poulet. – Paul Colin, *Le Nouveau Journal* et *Cassandra*. – Bienfaits et méfaits du Maurrassisme. – Poison des nationalismes restrictifs. – Le collaborationnisme militant, seule forme vivante, après 1941, du patriotisme à longue vue. – L'impossible isolement. – Le champ d'action de notre peuple dans le complexe européen. – Les réactions de Léopold III.

Mon discours du 17 janvier 1943 au Palais des Sports, après un silence de près de deux ans, marqua dans ma vie politique un tournant décisif. Je passais de la collaboration idéologique à la collaboration pratique, de préoccupations exclusivement belges à la reconnaissance d'un fait européen, supérieur aux divers intérêts particuliers.

Beaucoup de collaborateurs avaient jusqu'alors limité leur zèle à une pieuse rhétorique, pavée de bons sentiments mais prudemment à l'arrêt, au bord du réel.

Nous-mêmes, Légionnaires, avant de connaître la grande solidarité du front, avant de découvrir le fond de l'âme allemande, avant de voir la sincérité et l'idéal de la jeunesse du Nouveau Reich, nous nous en étions tenus à des élans plus ou moins semblables. Nous étions, au surplus, des nationalistes très pointilleux dès qu'il s'agissait des droits de notre peuple, voyant davantage nos 30 000 kilomètres carrés de territoire national que les millions de kilomètres carrés de l'espace européen.

Cette attitude était parfaitement honorable. Mais le contact au front avec les volontaires de vingt pays européens, qui approchaient alors du million, les événements dramatiques qui bouleverseraient l'univers nous avaient fait comprendre que l'intérêt particulier peut dépendre, pour une large part, de l'intérêt général et que, dans une Europe morte, notre Patrie resterait difficilement vivante. Nous avions décelé les interdépendances des peuples. L'Europe devant se constituer, étant indispensable au salut de tous, il fallait aller au-delà de la littérature, étudier franchement les moyens de s'intégrer le plus efficacement possible à cette grande machine, sans se faire broyer, en étant utile à tous, y compris à soi-même.

*
* *

L'Allemagne occupant le centre de l'Europe étant, à elle seule, plus peuplée que tout l'Occident, assumerait, de toute évidence, un rôle de premier ordre dans l'organisation continentale.

Il eût été enfantin de prétendre à un autre arrangement. Depuis Napoléon I^{er} jusqu'au larmoyant Président Lebrun, rien n'avait empêché les Français de procréer quarante ou cinquante millions d'enfants de plus. C'eût été une agréable distraction à la veillée et une utile précaution politique. Alors, la France eût pu, en 1943, prétendre à une influence égale ou supérieure à celle du Reich.

Mais l'équilibre numérique étant rompu, le Reich étant devenu la principale source de vie physique et économique de l'Europe, il eût été hypocrite de notre part, malhonnête à l'égard des foules, de ne pas envisager franchement le problème tel qu'il était. Nous devons veiller à la défense de nos droits légitimes, exiger le respect des foyers naturels de culture que constituait chacun de nos vieux pays, mais nous devons nous faire à l'idée que, dans la fédération future de l'Europe, le rôle du Reich vainqueur serait éminent.

Les faits étant ce qu'ils étaient, nos intérêts et notre honneur étant saufs, mieux valait travailler en harmonie avec Hitler que de se laisser acculer, à force de temporisations et de réticences, à un statut bâclé, imposé du dehors, beaucoup moins fructueux qu'un arrangement proposé à temps, librement, avec réalisme et, si possible, avec enthousiasme.

Cela, c'était la voix de la raison.

Mais la politique est, comme l'amour, plus une question de cœur, d'électricité et de nerfs que de sagesse. Un préjugé passionné a plus de retentissement que dix arguments cartésiens. On aime tel peuple. On n'aime pas tel autre peuple. Et, faute de maîtriser des ressentiments, des goûts personnels, des idées toutes faites, on se butte, on se fixe au cran d'arrêt, on s'empêtre dans un passé mort.

*
* *

En Belgique, comme en France, comme en Hollande, comme en Italie, comme dans toute l'Europe, nombreux étaient les anti-Allemands invétérés.

La faute en est, pour une bonne part, aux Allemands eux-mêmes, qui n'ont pas souvent la manière de se faire aimer. Ce sont de fort braves gens, honnêtes, droits, mais rarement capables de déclencher le coup de foudre.

La France, championne officielle du Droit, de la Liberté des peuples, de la Défense des opprimés, etc., a mené, en fait, à travers les siècles, une politique incessante de conquêtes, d'oppression et de duplicité. Louis XI, l'homme des coups par en dessous; Richelieu, le Cardinal allié des Protestants et des Mahométans contre ses rivaux catholiques; Louis XIV, le roi du maquis procédurier, des dévolutions machiavéliques, des bombardements terroristes des grandes cités; la Révolution Française, la spécialiste des élections faussées, des plébiscites truqués et de l'oppression dans le sang; Napoléon I^{er}, qui soumit l'Europe entière à la violence, à la conscription obligatoire, aux razzias des œuvres d'art, qui enleva en territoire étranger et assassina le Duc d'Enghien, qui, cent trente ans à l'avance, fit à Ferdinand VII d'Espagne le coup du Président Hacha; Napoléon III qui offrit en secret, via son Ambassadeur Benedetti, au chancelier Bismarck le dépeçage de la Belgique et du Grand-duché de Luxembourg; tous ont tendu pièges et traquenards, mené des guerres immorales, fait des crocs-en-jambe savants à leurs voisins débiles. Pourtant la France a toujours eu, partout, la cote d'amour, chérie par ceux qu'elle a « occupés », dont elle a vidé les musées et les bibliothèques, dévasté ou mutilé le territoire! Question de charme et, surtout, question de souplesse!

Le cas de la Belgique est le plus cocasse de tous. En douze siècles, la France a envahi une trentaine de fois le territoire belge, a annexé les cités magnifiques de la Somme, l'Artois, la

Flandre du Sud, une moitié du Hainaut, les places fortes des Ardennes; elle a volé les plus fameux manuscrits de la bibliothèque de Louvain, rempli ses galeries de chefs-d'œuvre flamands, livré les campagnes wallonnes à ses « faucheurs », soumis Liège au bombardement terroriste du Maréchal de Boufflers et Bruxelles, au bombardement terroriste du Maréchal de Villeroy, réduisant en cendres la merveilleuse Grand-Place et plus de trois mille maisons, uniquement parce que Louis XIV avait été dépité de ce que la ville de Namur ne capitulait point.

La Première République a brûlé nos plus belles abbayes, massacré deux mille de nos « Résistants » d'alors, au cours de la « Guerre des Paysans ». Le Premier Empire a mobilisé, de force, des centaines de milliers de nos compatriotes, en a fait périr 51 000 sur ses champs de bataille, sacrifiés à une cause étrangère et à l'ambition grandiose d'un Italien francisé. Pourtant les Belges honorent hautement Napoléon qui les « occupa », la Révolution Française qui les dépouilla, Louis XIV qui leur arracha le sud du Pays et aplatit Bruxelles sous sa mitraille!

Par contre, même avant la guerre de 1914, l'Allemagne était peu aimée des Belges, alors qu'elle n'avait pourtant pas envahi une seule fois leur territoire, du V^e siècle au XX^e siècle, n'y avait pas mené une seule guerre de conquête et avait vécu avec eux cent événements rayonnant de gloire!

On trouvait en Belgique mille fois plus de gravures et de bustes de Bonaparte – l'occupant – que du plus grand Empereur germanique de notre Histoire, Charles-Quint, homme de notre race, né sur notre sol, à Gand, et qui hissa notre pays au sommet de la grandeur! La rue Charles-Quint à Bruxelles est une sordide rue de faubourg, sale et grisâtre!

Tout ce qui rappelle le Sud, même les plus mauvais souvenirs, est idéalisé, porté aux nues. Tout ce qui rappelle l'Est,

même les plus hautes fiertés communes, est oublié ou défiguré.

Efforts habiles, insinuants, enveloppants, de la propagande française dans le monde ! Maladresse, manque de psychologie, de séduction, de fluide, de spontanéité, de naturel, de bonne humeur de l'Allemagne de toutes les époques ! Elle se fait estimer par des gens intelligents et profonds, mais elle n'est jamais parvenue, nulle part à l'étranger, à susciter un grand courant de sympathie, d'emballement, de ferveur populaire.

Des millions d'hommes et de femmes – Allemands compris – vont en France comme à un rendez-vous d'amour, trouvant tout beau à l'avance, ou pardonnant tout à l'avance. Mais on compte sur les doigts les Français à la Renan ou à la Robert Brasillach qui avouèrent avoir aimé l'Allemagne comme une maîtresse.

Malgré la meilleure volonté du monde, beaucoup de « collaborateurs » ne parvinrent jamais à franchir ce désert de la sensibilité. Ils allèrent Outre-Rhin, frayèrent avec les Allemands, revinrent sans avoir pu trouver les ondes secrètes qui lient. Cette impuissance de l'Allemagne à séduire, à attirer l'affection, à créer autour de ses frontières une zone de chaleur, a été pour beaucoup dans la série de ses catastrophes.

Savoir se faire aimer est un art. Et en politique, c'est un art indispensable, un art essentiel.

*

**

Parmi mes amis les plus dévoués se trouvaient certains de ces Allemanophobes d'instinct. Ils avaient beau lutter contre eux-mêmes. Rien à faire. Ils collaboraient loyalement, par raison, mais le cœur n'y était pas.

Aussi les plongeai-je dans un émoi presque offensé lorsque je leur démontrai, au Palais des Sports de Bruxelles, qu'ils étaient d'authentiques Germains ! Cette évidence, si soigneusement camouflée dans tous nos manuels d'Histoire, les suffoqua autant que si je leur avais expliqué qu'une de leurs aïeules avait eu des faiblesses avec le Pape Borgia.

Pourtant, ma démonstration racique était assez inoffensive. Que nous fussions Germains, Celto-Germains ou Germano-Gaulois, tout cela était à peu près la même chose. La Germanité est une notion assez vague. Le type arien, tant vanté par les théoriciens du III^e Reich – le géant blond aux yeux bleus –, existe hors des terres germaniques et n'est pas le seul sur les terres germaniques. Charles de Gaulle, fils de la Flandre francisée, avait, beaucoup plus que Heinrich Himmler, la taille d'un général de la SS. Le bon vieux Maréchal Pétain, blond, robuste, lent, avec ses yeux bleu clair, ressemblait comme un frère à un notaire badois retraité, tandis qu'en allongeant sa moustache Hitler se fût fait facilement passer pour le Secrétaire de la section de la CGT de Rouen ou de Toulouse.

Il n'était rien de plus curieux que de voir l'entourage du Führer ou de Himmler : les grands blonds remplissaient les emplois d'officier d'ordonnance, de chauffeurs, de gardes du corps (« grands et bêtes » dit-on en Ardenne). Mais ni Hitler, ni Himmler, ni Goebbels, ni Ribbentrop, ni Sauckel, ni Streicher, ni Speer ne ressemblaient, de près ou de loin, à l'Aryen oxygéné de la propagande.

Par contre, la Russie était remplie de millions de blonds et de blondes, costauds aux yeux couleur de bluets.

Il y a divers types de Germains, et généralement les bruns, souvent assez trapus, sont les plus intelligents. Les pays scandinaves, qui abondent en blonds gigantesques, ont peu enrichi, culturellement, l'Europe, n'ont pas produit un seul

grand peintre, un grand sculpteur, un grand musicien, un grand architecte. Une ville comme Oslo est épouvantablement morne. Le pays est merveilleux. La race est formidable, les hommes sont des athlètes, les femmes ont des corps splendides, sont carrossées comme des limousines américaines. Mais on y trouve moins de Rubens, de Kant et de Wagner que de poitrines parfaites.

Le III^e Reich en était une preuve de plus. La majorité de ses chefs venaient du Sud ou de l'Ouest, étaient plutôt petits, foncés. Goering était un Prussien, mais justement, en Prusse, le Slave abonde. Berlin et Stettin – tout comme Staline – sont des noms slaves. Le premier faubourg berlinois qu'on aborde en venant de l'Ouest s'appelle Lenin ! Le village du sud de Berlin où était installé l'Etat-Major de la SS s'appelait Saarow. Le Prussien a quinze ou vingt pour cent de sang slave dans les veines, sans oublier le sang français, huguenot.

Ma formule « germanique » était vague. Elle ne l'était pas encore assez. Il y a en Europe une grande race, plus ou moins germanique, qui va de Königsberg à la Loire et même au-delà, originaire, en gros, des régions du nord et du nord-est du continent, matinée à l'est de Slaves ou d'éléments asiatiques, coupée à l'ouest de Gaulois et de Celtes. En dehors de cela, il y a, d'une part, la grande horde slavo-asiatique, battant, selon les circonstances, la rive gauche du Dniepr ou la rive droite de l'Oder, et, d'autre part, la guirlande des peuples latins, charmants, s'agitant, dormant, contant fleurette tout autour de leur flaque d'eau chaude et bleue.

Ma formule élargie de la race germanique, lancée à Bruxelles au Palais des Sports en janvier 1943, deviendrait pour finir la formule officielle de la SS. Celle-ci en arriverait, en 1944, à accepter dans son armée – élite des Aryens – dix mille volontaires français gallo-germans, même lorsqu'ils venaient de la Cannebière ou de Carcassonne, et soixante mille volon-

taires croates, broussailleux aux yeux d'escarboucles, anciens Goths, purs des purs, paraît-il !

*

* *

Néanmoins, apprendre qu'ils étaient germains épouvanta quelques-uns de mes intimes.

Le plus frappé de ceux-ci avait été le rédacteur en chef de notre quotidien politique, *Le Pays Réel*, José Streel. C'était un garçon doux et affectueux, au chantant accent liégeois.

[Fils admirable qui avait voué à sa mère, ouvrière de Seraing, une affection émouvante, il était parvenu, grâce au Fonds des mieux-doués, à faire les Humanités gréco-latines, puis à conquérir, de façon extrêmement brillante, son diplôme de Docteur en Philologie Romane. Il avait épousé une jeune fille rexiste, digne de lui en tout point, appartenant à une excellente famille de la vallée de la Meuse. Il avait de petits enfants charmants auxquels il avait donné des noms empruntés à l'œuvre grondante d'un de ses maîtres d'âme, Léon Bloy. Une de ses fillettes, ravissante, petite noiraude aux joues en pomme rainette, s'appelait Véronique.]

Par toute sa culture, il était lié à Athènes, à Rome et à Paris. Le Fascisme l'avait toujours beaucoup plus intéressé que l'Hitlérisme. L'« Action Française » lui avait dispensé, comme à nous tous, l'équilibre et la sérénité de sa doctrine classique, nette comme les lignes d'un temple athénien.

Mais, en plus de lois aux résonances éternelles, José Streel avait reçu de Maurras, à l'état aigu, le virus anti-allemand. Il n'était pas francophile. Absolument pas. Mais il était du parti de Minerve. Pour lui, admettre qu'il était Germain, c'était passer des fêtes du soleil sur un fronton rose aux nuits confuses de Walpurgis.

En Athénien subtil, il était sensible au jeu de l'esprit que contenait ma manœuvre :

« Ah ! Léon, soupirait-il en souriant, quand tu nous démontreras que nous sommes des Hindous, tu seras irrésistible ! »

Mais il n'avait aucune envie de s'avouer indou, ni davantage encore german. Il voulait bien travailler à côté des Germains, mais pas dans une équipe de Germains. Son instinct anti-allemand revenait à la surface à propos de tout.

Il avait vécu une semaine avec Victor Matthijs et moi à Berlin, lors de mon retour du Caucase. Tout l'avait rendu malade : les réticences politiques des négociateurs autant que le mauvais goût de l'ameublement et du décor de l'hôtel, les claquements de talons et le « kolrabi » violet et rouge des restaurants. S'il eût plongé, une bonne fois, comme nous, dans le fleuve germanique du front, il eût découvert les qualités profondes du peuple allemand, apprécié son humanisme, vu que les incompatibilités d'humeur, ranimées en lui par Maurras, avaient un caractère sentimental et artificiel. Son intelligence acérée eût alors fait le point.

Mais, en janvier 1943, nous suivre dans la voie de l'Europe à prédominance germanique lui parut une concession impossible. Il préféra renoncer à un rôle éminent à Rex, abandonner le journal, courir l'aventure du gagne-pain. Pour nous, c'était une grande perte, car il était, à trente-cinq ans à peine, la tête la mieux faite du Rexisme. On l'appelait le « Maurras belge ». Et c'était vrai : il avait la culture, la lucidité, la clarté, la simplicité géniale du vieux Maître de Martigues. Jamais la Belgique ne posséda un penseur politique si exact, si précocement mûr, si sereinement panoramique. Il avait donné, chaque jour, pendant sept ans, au *Pays Réel* un commentaire qui était une fête de l'esprit.

Il renonça vaillamment à son œuvre, vécut de 1943 à 1944 d'articles d'histoire, consciencieux et impersonnels, qu'il publia dans un journal neutre. Nous restâmes, malgré tout, de fervents amis. Je préfère le collaborateur qui s'en va par

loyauté intellectuelle au collaborateur en désaccord qui reste à son râtelier, par lâcheté ou par conformisme.

Lorsque la vague des Panzers anglo-américains approcha de Bruxelles au début de septembre 1944, le pauvre José Streel dut bien émigrer vers l'Est. Il ne possédait aucune fortune, il avait à charge toute une petite famille. Mais il était fier ; il n'aimait pas les Allemands ; il ne demanda rien aux Allemands. Il vécut isolé, avec les siens, au fond de la Saxe, dans un dénuement absolu. Il n'avait emporté de Belgique qu'une chose, qu'il serra contre lui à travers tout le Reich : un petit sac de terre belge... D'autres traînaient des vivres, du linge, de l'or : lui, avec la merveilleuse naïveté des cœurs purs, avait emmené un peu de terre de sa Patrie...

Cela n'empêcha pas les brutes judiciaires de 1945 de foncer comme des forcenés sur ce sincère. On lui bâcla, comme en France pour Brasillach, un procès de haine. Timide au naturel, intellectuel profond et sans rhétorique, il se lança dans des distinguos subtils, fut submergé par les déferlements de fureur. On le condamna à mort. Il avait, un jour, égratigné dans un de ses articles un petit arriviste démocrate-chrétien, venimeux, tapageur et primaire nommé Grégoire. Ce Grégoire, dans la folie de 1945, devint ministre de la Justice. Il se souvint de cette polémique, s'en vengea sauvagement, avec sept ans de retard, se refusant de commuer en travaux forcés à perpétuité l'arrêt de mort qui s'était abattu criminellement sur ce jeune philosophe merveilleux, honneur des Lettres et de la politique. Il le fit fusiller à Bruxelles avec un maximum d'ignominie, privant la Belgique d'un de ses fils les plus talentueux, les plus aimants et les plus purs martyrs de l'intelligence et de la sincérité.

*

* *

1.- (NdE), Grégoire Marcel (1907-1996), membre de l'Union démocratique belge. Il fut ministre de la Justice de 1945 à 1946.

Un autre intellectuel belge, de la plus haute classe, fut bien près de subir le même sort: Robert Poulet, du *Nouveau Journal*.

Chaque quotidien bruxellois avait connu sa crise au lendemain de mon discours au Palais des Sports.

Le *Pays Réel* avait vu partir José Streel. Le Directeur du *Soir*, Raymond De Becker, ancien ami de Spaak, après être venu à mon bureau étudier à fond mon texte avant le meeting, après l'avoir approuvé et l'avoir publié *in extenso*, sur sept colonnes, s'était livré par la suite à une polémique assez tordue. C'était un gentil garçon, mais il avait l'esprit naturellement compliqué, traversé de crises relevant plus de la psychanalyse que de la critique politique.

Plus grave avait été le désaccord de Robert Poulet.

Romancier, critique littéraire, écrivain politique, Robert Poulet avait été, avant 1940, un des collaborateurs les plus lus de *La Nation Belge*, la grande école jadis des gens de plume de Belgique. Maigre, la tête petite, surmontée d'une touffe clairsemée de cheveux qui lui donnait des airs d'échassier tourmenté par le vent, la voix fluette, les yeux étonnés ou interrogateurs, s'arrêtant dans ses explications pour manger drôlement ses lèvres, Robert Poulet était un journaliste courageux, honnête, à l'avant-garde des idées dites fascistes, qu'il défendait dans un style limpide, volontiers doctoral. Souffrant du foie, il envoyait parfois un jet de bile, mais c'était rare. Il préférait le rôle, un peu solennel, de guide politique de l'élite politique du pays.

Le *Nouveau Journal* était un quotidien brillant. Son directeur, Paul Colin, fut sans contestation possible le journaliste le plus cultivé, le plus intelligent et le plus joyeusement féroce que la presse belge ait jamais connu. Son volume *Belgique, carrefour de l'Occident* reste l'ouvrage le plus lumineux qu'un auteur ait consacré aux Pays-Bas flamands et wallons.

Ses travaux sur les Ducs de Bourgogne ont renouvelé le sujet – pour longtemps – et l'ont mis à la portée du grand public, chose extrêmement rare en Belgique, où les historiens sont lourds, malhabiles et sans couleur.

Volumineux, jovial, bien qu'il ne but jamais que de l'eau, le crâne nu encadré par deux petites rangées de cheveux survivants qui descendaient comme des courtines, toujours à la recherche d'une œuvre d'un de ses peintres préférés du XIX^e siècle, Paul Colin avait été mêlé, avant la guerre de 1940, à de violentes bagarres de presse. Il avait créé un hebdomadaire de tout premier ordre, *Cassandra*, de loin supérieur aux *Candide* et *Gringoire* parisiens, ne cédant pas à la démagogie journalistique, se refusant à appâter le public au moyen de grossièretés ou de récits à scandale qui amènent les acheteurs à flot mais les abêtissent et les avilissent. *Cassandra* brillait par la tenue de ses chroniques et surtout par la verve de son directeur. Chaque semaine, Paul Colin embrochait à froid une demi-douzaine de vedettes de la Politique, des Lettres, du Barreau, des Affaires. Non point qu'il fût d'humeur méchante. C'était un homme joyeux, délicat, affectueux comme un enfant quand on avait trouvé le chemin de son cœur. Mais il était supérieurement intelligent, tellement intelligent qu'il n'eût pu résister au plaisir d'asticoter, chaque vendredi, de nouvelles victimes, avec une roserie si merveilleusement glacée, avec une telle virtuosité des mots et des images, une progression si prodigieusement minutée dans le lancement des flèches qu'on mettait des semaines à s'en rétablir.

Victor Matthijs et moi, qui devons devenir, à la fin de la vie de Paul Colin, ses meilleurs amis, avec Paul Herten, avons été malmenés par lui, tout au début du Rexisme, avec une cocasserie, une férocité si endiablée que seule notre inébranlable bonne humeur nous avait permis d'absorber la purge.

D'autres, au lieu de sourire ou au moins d'admirer le talent du polémiste, sa drôlerie, son pittoresque, piquaient des crises de rage secrètes et se juraient de tirer vengeance d'un tel outrage! Je dis, j'affirme que c'est à cause de cela que Paul Colin est mort, assassiné par la vengeance des médiocres, excités par les banderilles qu'il leur avait plantées, le long de l'échine, avec tant d'art.

*
* *

On l'avait déjà vu, le 10 mai 1940.

On avait alors arrêté Paul Colin, bêtement, bassement.

On l'avait libéré un jour plus tard. On l'avait arrêté de nouveau à Limoges, dénoncé à la police française par quelques râleurs qui, même le long des routes du Midi, sentaient toujours la morsure des flèches que Paul Colin leur avait décochées dans l'arrière-train.

A la dernière de mes prisons, au Camp du Vernet, j'avais aperçu Paul Colin parmi la cohue des six mille internés, derrière les barbelés que surveillaient des nègres. Il était méconnaissable, pareil à un sac à linge que la lessiveuse vient de vider. Il avait perdu trente kilos. Son ventre flottait. On aurait pu mettre, en même temps que lui, un autre prisonnier sous son gilet. Néanmoins il avait conservé toute sa jovialité, maintenait le moral des plus faibles, fraternisait fort intelligemment avec les Flamands.

Il réapparut à Bruxelles au mois d'août, rassembla en quelques semaines une équipe formée des anciens rédacteurs de *Cassandra*, des plus brillants éléments de *La Nation Belge*, de *L'Etoile Belge* (libérale), et du *Peuple* (socialiste). Il fit réapparaître, plus intéressant que jamais, son *Cassandra* dominical et lança *Le Nouveau Journal*, le quotidien de langue

française le mieux écrit, le mieux documenté, le mieux composé, le plus sérieux que Bruxelles ait possédé depuis l'invention du journalisme.

Paul Colin était un abatteur de besogne. Il écrivait, à lui seul, la moitié de *Cassandra*, de nombreux articles du *Nouveau Journal*, de prodigieux feuilletons d'art: une série d'articles qu'il consacra à l'art allemand fut supérieure à tout ce que les critiques d'Outre-Rhin ont jamais publié sur le sujet. Pour Paul Colin, un journal, c'était un ensemble et non un assemblage. Il pensait le numéro de son journal, en bâtissait mentalement la structure. Tous ses collaborateurs étaient des collaborateurs d'élite, mais chacun réalisait, selon le plan d'ensemble, sa participation au polyptique. Paul Colin supervisait à nouveau le journal prêt pour la vie. Le numéro, alors seulement, pouvait aller aux rotatives.

*
* *

Jamais, à mon journal *Le Pays Réel*, je n'avais pu obtenir ce travail d'équipe. Mes rédacteurs, brillants, dévoués, fanatiques, étaient trop absorbés par la bagarre du Forum, par les pugilats que nous livrions sur la place publique. Le journalisme est un travail important, qui prend tout le temps d'un homme, qui doit faire de lui le somnambule de son article. Ce n'est pas un jeu, ou même un travail, en dehors duquel on peut batifoler quinze heures sur vingt-quatre. Un journal doit être l'œuvre de gens de métiers, appliqués, méthodiques, exacts, pas trop fantaisistes, ne recourant ni à la bière ni à l'alcool pour s'exciter en dernière minute. De l'encre, de la bonne encre bien noire, rien que de l'encre! Pas même de colle!

Un autre défaut du *Pays Réel*, c'est que son équipe était uniformément jeune. Pour rédiger une gazette estudiantine,

c'est parfait. Mais l'élaboration d'un quotidien est une besogne terriblement sérieuse qui demande un long apprentissage, qui ne souffre ni le laisser-aller, ni l'à-peu-près, ni l'instabilité. Il y a une technique du journalisme, des lois, des conditions sine qua non de réussite, des pièges, des fautes fatales. On ne peut pas se contredire d'une colonne à l'autre, se répéter d'une colonne à l'autre. Le lecteur pardonne une gaffe. A la cinquième, il s'irrite. A la dixième, il part. De même, il déteste de voir changer, à tout bout de champ, l'emplacement ou l'importance des chroniques. Il est pressé. Il veut s'y retrouver sans chercher, sans effort. Ces perturbations l'énervent. La lecture d'un journal est une détente, une halte ou une recherche rapide. Obliger le lecteur à courir après les chroniqueurs, à revenir, à se casser la tête, est anti-journalistique. Le lecteur, de gauche comme de droite, est conservateur.

Dans le journalisme, un lecteur perdu ne se retrouve plus. Il est vain de vouloir renflouer un journal coulé. Il vaut cent fois mieux le laisser au fond de l'eau et créer autre chose. Le public est un juge implacable qui ne revient pas sur ses condamnations. Il n'y a pas de Cour d'Appel pour les journaux condamnés à mort.

Le Pays Réel eut, en 1936, des atouts formidables, atteignant le tirage quotidien, contrôlé par huissier, de plus de 230 000 exemplaires. Il les perdit parce qu'il était fait à la diable.

Chaque rédacteur était un militant. Je courais les routes, moi, le directeur. Il eût fallu bâtir notre presse absolument à part du reste, en confier la « fabrication » à des spécialistes qui connaissaient depuis des années le travail et les ficelles, préparaient leurs maquettes en pensant à tout, à l'intérêt du contenu, mais aussi à l'ordre extérieur et à la facilité de la lecture. Rien ne s'improvise moins qu'un grand journal. Sinon on file en flèche, on accumule les fautes de « métier » et on dégringole.

Paul Colin qui, lui, travaillait en dehors des bagarres de l'Agora, s'était entouré non seulement de collaborateurs d'un talent éprouvé mais aussi de techniciens qui savaient comment on construit une page, comment s'équilibrent les sujets.

Le Nouveau Journal ainsi pensé, dirigé, construit, écrit, devait être un chef-d'œuvre. Il le fut. On peut compulsé les collections des quotidiens de Paris. On n'a pas fait mieux, en langue française, pas même au *Figaro*, modèle aussi du journalisme soigneux, mais plus solennel, moins ouvert à la vie jeune.

La presse parisienne de la guerre était nulle, lamentablement nulle, à côté du *Nouveau Journal* et de *Cassandra*.

Aussi tenais-je au soutien de Paul Colin et de sa remarquable équipe. Mais là aussi son discours avait soufflé en tempête.

*
* *

Je connus, en même temps, l'approbation chaleureuse de Paul Colin et la désapprobation amicale, courtoise mais nette de Robert Poulet.

Robert Poulet, comme José Streel, avait reçu profondément la marque de Maurras et de l'Action Française. Il avait conservé de son passage à cette école la conscience de la suprématie de l'esprit, la clarté, la netteté et la simplicité du style, l'horreur des nivellements politiques par le bas. Il était pour la société, contre le troupeau, ne confondait pas la vérité avec le résultat de l'addition massive des réactions des primaires. Il était antidémocrate, parce que le « Demos » des politiciens, c'est l'exploitation du nombre, tourneboulé à coups de slogans tapageurs, gavé de mensonges, de passions et de haine, jeté aveuglement sur des objectifs partiels.

La politique est une science compliquée. Elle ne peut pas se passer d'élites qui s'identifient avec l'âme du peuple comme avec ses intérêts matériels. Mais une élite qui a d'abord rampé vilement dans le vomissement populaire n'est plus une élite.

A la prostitution démocratique, Robert Poulet opposait, comme ses Maîtres, la représentation exacte des valeurs réelles de la Communauté humaine. La Belgique jouissant, elle, des bienfaits de l'institution monarchique, le nationalisme social à la Maurras n'était pas seulement, pour Robert Poulet, un jeu d'intellectuel, mais un travail quotidien qui s'adaptait aux mœurs de la nation et aux possibilités de l'Etat belge.

Malheureusement, le Maurrassisme, s'il donna à des milliers de jeunes intellectuels la doctrine politique la plus sérieuse du siècle, portait encore en lui les relents des nationalismes contractés, ombrageux, soupçonneux du XIX^e siècle.

Maurras n'avait pas compris, n'a jamais compris que les nationalismes ne sont pas nécessairement incompatibles, qu'ils peuvent parfaitement se compléter, s'épauler de pays à pays, et que seule l'union fraternelle des nationalistes de l'Europe pouvait encore parvenir à faire front aux Internationales tyranniques de l'Argent, des Loges et du Marxisme.

Maurras en était resté au nationalisme cocardier à la Déroulède, dressé contre les autres nationalismes. Pour lui, le nationalisme français était d'abord, avant tout, anti-allemand. C'était sa principale raison d'être. Les Soviets pouvaient battre et enfoncer les murailles de l'Europe à l'Est. Le matérialisme américain pouvait broyer l'Europe sous ses torpilles aériennes avant de lui imposer ses cellules grises standardisées. Pour Maurras, l'objectif d'un demi-siècle de lutte avait été le « Prussien ». L'ennemi, le vrai, l'éternel ennemi, c'était, en 1943, le jeune garçon blond, vêtu de feldgrau, qui, en souriant

à Mireille, sa petite amie, traversait en vélo la place ensoleillée de Martigues. Peut-être, demain, soldat de l'Europe, mourrait-il sous un char soviétique devant Stettin ou devant Breslau, autant pour sauver les Français que les Allemands ! Mais pour le vieux Maître, remâchant sempiternellement la guerre de 1870, le Germain était l'être préhistorique, inabordable.

L'Europe, si tous ne s'unissaient pas, allait mourir et Maurras ressortait les vieilles histoires du pain du siège de Metz !

La haine de l'Allemand était pour la plupart des nationalistes français un phénomène physique : « Si un Allemand me tendait la main, déclarait Henri Béraud, je cracherais dessus ! » Mais à peine la main allemande eût-elle disparu, que Maurras et Béraud, happés par les Internationales contre lesquelles ils n'avaient pas voulu faire le front commun, se firent condamner par elles à la prison à perpétuité ou à la peine de mort !

*

* *

« La France seule » était un non-sens.

L'Europe seule aurait déjà eu bien de la peine à résister à l'assaut forcené de l'hypercapitalisme et des Soviets.

Cette rétraction nationaliste témoignait d'un pénible complexe d'infériorité.

Pourquoi un jeune patriote français et un jeune patriote allemand ne pouvaient-ils pas s'entendre, bâtir ensemble l'Europe qui les défendrait l'un comme l'autre ?

Ces guerres fratricides, où des forces saines de chacune des patries d'Europe, s'entr'égorgeaient stupidement tandis que la canaille rigolait, furent des méprises effroyables. Elles ont

finallement livré la moitié de l'Europe à la dictature du Communisme.

Mais le vieux Maurras, à l'esprit si lumineux, modèle de sagesse, d'intrépidité, était buté sur cette question de « l'Europe blanche », comme il disait de sa petite voix aigre, la main à l'oreille, le calot en haut de l'occiput.

Il avait condamné avec aigreur ses jeunes élèves les plus brillants, Robert Brasillach et Lucien Rebatet qui, installés en plein air aux terrasses de l'Europe, voyaient le monde réel et étaient passés au collaborationnisme militant, la seule forme vivante, après 1941, d'un patriotisme à longue vue.

Même les jeunes Français magnifiques qui tombaient en héros au Front de l'Est recevaient le blâme de Maurras. Pour lui, un Français ne pouvait mourir qu'à la Marne, en tirant sur un Allemand. Sinon, c'était une vie française perdue ! Comme si, en 1943, la frontière de la France, de la Belgique, de l'Allemagne n'était pas dans la steppe où déferlait, se ruant vers l'Europe, étoile rouge au képi de feutre, les complices slavo-asiatiques des Cachin et des Thorez ! Ceux-là étaient unis ! Mais nous, patriotes du Rhin, de l'Escaut ou de la Seine, pour sauver nos vieux pays de la barbarie en marche, nous ne pouvions pas lutter côte à côte ! Nous devons prolonger des rivalités, intelligentes jadis, criminelles à l'heure où Moscou était au dehors, était au-dedans, se ruait de l'extérieur, assassinait à l'intérieur !

Mais à soixante-dix ans un homme ne change pas sa doctrine.

« La France seule ! », répétait chaque matin le vieillard têtue... France seule, oui, effroyablement seule depuis lors.

*

* *

Robert Poulet n'avait pas été aussi rigide que le Maître dans son nationalisme restrictif.

Il avait, lui, « collaboré ». Son premier article (le 1^{er} octobre 1940), dans le premier numéro du *Nouveau Journal* – dont il n'avait accepté les fonctions de rédacteur politique qu'après avoir reçu l'autorisation, et l'approbation et les encouragements de Léopold III, transmis par le Comte Capelle, secrétaire du Souverain –, avait été extrêmement net :

« Il faut être aveugle, proclamait-il, pour nier que, sur le Continent, la partie est jouée. Il n'y a pas une chance sur un millier pour qu'une force militaire quelconque puisse venir de longtemps disputer à la *Wehrmacht* son primat dans tout l'espace compris entre le cap Nord et le Golfe de Gascogne. Dès lors, il n'y a que deux conduites possibles : ou se réfugier dans la mauvaise humeur indéfinie, ou s'accommoder virilement des circonstances, puiser dans l'épreuve une joie nouvelle.

C'est tout de suite qu'il faut comprendre que le Continent ne saurait s'ordonner à présent que par rapport à la puissance italo-allemande, en fonction de cette puissance. »

Ce texte, après la défaite de la « puissance italo-allemande », est assez drôle à relire, mais alors, il était logique (« On croyait l'Allemagne maîtresse de l'Europe pour mille ans », écrivait, plus succinctement, Paul-Henri Spaak !).

En 1941, Robert Poulet avait encouragé vivement le départ des volontaires au Front de l'Est, leur avait consacré des chroniques vibrantes, les appelant, non point « les morts inutiles », mais « les meilleurs des Belges ».

Cependant, au fond de lui, inconsciemment, il en était à « la Belgique seule », comme Maurras en était à « la France seule ».

Il était trop cérébral, n'avait pas comme moi la vision d'une Europe vivante, palpitante, charnelle. Il rêvait, après la prodi-

gieuse secousse de la Première Guerre Mondiale, de je ne sais quel retour miraculeux à un individualisme nationaliste. Il ne sentait pas suffisamment qu'au-delà de l'accident militaire, le phénomène capital de la guerre c'était la création d'un monde nouveau qui avait, alors déjà en 1943, désaxé à jamais les vieilles formules nationales et internationales, la conception classique des Etats et de leur indépendance.

L'Europe, quelle que soit l'issue, ne reviendrait plus en arrière.

Ou bien elle serait soumise, en totalité, ou en compte à demi, à la loi des deux clans vainqueurs : hypercapitaliste et soviétique. Dans ce cas-là, Maurras comme Laval, Poulet comme Degrelle seraient balayés, ou abattus, pêle-mêle, quelles qu'eussent pu être leurs restrictions ou leurs proclamations.

Ou bien l'Europe échapperait aux Soviétiques et à la dictature du Dollar. Dans ce cas, à qui devrait-elle, avant tout, son salut ? Au III^e Reich ? A Hitler ? Aucun doute possible ! Alors, pouvait-on intelligemment, sensément, imaginer que cette Allemagne triomphante, ayant sacrifié pour l'Europe des millions de ses fils, occupant entièrement le centre du continent, étant le nombre, la force, tenant son peuple tout entier derrière elle, soulevé par une formidable mystique, ne jouerait pas, après la victoire, un rôle essentiel ? Mais c'était l'évidence !

L'isolationnisme, luxe des peuples riches, ne serait plus possible en Europe, ni économiquement, ni diplomatiquement. Quel pays européen, à part l'Allemagne, pourrait vivre replié sur sa pauvreté ? Le Reich, à la rigueur, serait capable de vivre seul, dans l'Europe. Nous pas.

L'Allemagne eût dû nous faire jouir de tous les bienfaits de l'Europe, créée grâce à elle, sans que nous fassions abandon du moindre intérêt particulier à l'intérêt général. Ce sont des

contrats impossibles ! Un intellectuel en chambre peut les imaginer. Un homme politique qui agit, qui doit créer du réel, sait que dans tout contrat sérieux chacun des contractants doit trouver son compte.

Dans l'Europe d'après la guerre, il faudrait nous emboîter dans le puissant complexe ; huit millions de Belges parmi cinq cents millions d'Européens, trente kilomètres carrés de territoire en bordure des millions de kilomètres carrés du territoire continental ! Seule une politique hardie, réalisée à temps, pourrait nous permettre de jouer alors dans l'énorme bloc Europe un rôle qui ne fût ni dérisoire, ni mesquin. Mais pour cela, il fallait s'assurer des acquis à l'avance, être dans la place à l'avance, sortir de l'isolement, de la décomposition.

D'où ma proclamation d'un rendement sûr, de la Germanité de l'Ouest qui mettait fin à la fable de la dualité racique Flamands-Wallons et qui faisait de nous, en tant que Germains, les égaux des Allemands, futur moteur de l'Europe.

*

* *

La Belgique se protégeait ainsi contre sa faiblesse intérieure, pouvait même acquérir une position plus forte qu'avant la guerre.

Je connaissais le dynamisme du peuple belge, son audace commerciale, sa souplesse, son caractère avenant. Dans l'Europe nouvelle, il eût réalisé des merveilles. Au bout d'un quart de siècle, il y aurait eu des Belges partout, arrivés à la force du poignet aux situations les plus brillantes, dans la politique, dans la diplomatie, dans l'économie européenne.

La formule « Cercle de Bourgogne » pouvait nous préserver de toute absorption strictement allemande. La qualification de « Germain » nous permettrait l'accès à la plate-forme des

Européens les plus favorisés. Que des Belges collaborationnistes, intelligents, dévoués passionnément à leur Patrie, ne vissent pas l'intérêt de cette double formule, prouvait avec quelle solidité avaient été fixées les œillères des vieux nationalismes.

En tout cas, certain qu'une Europe nouvelle se créerait, que la formule politique que je proposais était la plus efficace pour assurer, en cas de triomphe de Hitler, la grandeur de mon pays et l'épanouissement de notre peuple dans l'ensemble continental, je devais, en conscience, aller droit ma route.

*
* *

J'eus avec mes amis du *Nouveau Journal* des débats passionnés. Paul Colin me donna complètement raison. Lui avait beaucoup étudié l'Europe sur place, avait vécu pendant des années à l'étranger, en Allemagne notamment. Il avait fait le point du possible et de l'impossible. Il trouva ma tactique habile, ma confiance dans l'avenir fondée. Il mit son journal entièrement au service de ma cause, cause de l'unité bourguignonne des grands Pays-Bas ressuscités, cause de l'Empire, cause de l'Europe.

Robert Poulet, avec sa parfaite honnêteté intellectuelle, fit comme José Streel : n'estimant pas pouvoir s'avancer aussi loin que nous, il brisa sa plume. C'était noble, digne de respect.

Bien entendu, la justice belge ne lui tint aucun compte, en 1945, de ses scrupules patriotiques ! Robert Poulet ne s'était pas réfugié en Allemagne. Il s'était retiré à Florenville. On l'arrêta. On ne lui fit même pas un procès de presse. On le chargea d'une stupide et ignoble accusation de basse police ; là-dessus, on condamna à mort, en cinq secs, comme un vulgaire mouchard, cet écrivain et ce patriote magnifique, grand invalide de la guerre 1914-1918.

Il alla jusqu'à un millimètre du poteau. Il savait beaucoup de choses sur le collaborationnisme de Léopold III. Il s'était tu, durant son procès, alors qu'il eût pu très facilement et très exactement s'abriter derrière le Souverain. On comptait bien, en haut lieu, qu'il se garderait de faire des révélations in extremis et qu'il accepterait de mourir le bec-clos. Mais à la dernière minute, sa femme, avec une admirable intrépidité, se jeta en travers des assassins judiciaires, sortit la vérité sur les approbations vingt fois données à son mari de la part du Roi, dont le silence, tout au long des interminables jours de martyr de Robert Poulet, avait eu quelque chose de sépulcral ! Ce que Madame Poulet « lâcha » suffit pour qu'on fit rentrer le peloton d'exécution.

Evidemment, la clef de tout, dans l'histoire du collaborationnisme en Belgique, est au Palais de Laeken. Sans les conseils précis, nombreux, du Roi Léopold III, en 1940 et après, il n'y aurait pas eu, de notre côté, un seul collaborateur. Plutôt que de le reconnaître franchement, le Palais Royal a laissé fusiller des centaines de personnes. La « raison d'Etat » se payait cher au sanglant marché noir de la peur. Et Léopold, « le premier et le plus lâche des inciviques », comme le qualifia durement et fort justement Victor Matthijs, ne sortit pas grandi de l'aventure ! Le sang de nos martyrs lui restera collé à la peau pour toujours.

Ledit Léopold III s'était vivement intéressé à mon discours du Palais des Sports. Il aurait même désiré voir son nom mêlé à mon exposé. Pierre Daye, mon intermédiaire habituel avec le Palais, reçut à ce propos la visite du Comte Capelle et fut chargé par lui de me faire savoir que le Roi avait été étonné de n'avoir pas été cité dans mon discours.

Je n'avais pas mis le Roi en avant par discrétion et par prudence, tout simplement. Je lançais un plan audacieux. S'il devait échouer, il valait mieux que le Roi n'eût pas été mis en cause et que je reçoive seul les coups.

Mais le fait que le Roi s'étonnait de ne pas avoir été cité dans ce manifeste européen ne manqua pas de fortifier encore mes résolutions.

Peu après, Pierre Daye vint m'annoncer que le principal collaborateur allemand du Roi et son ami intime, le Colonel Kiewitz, désirait me rendre visite. Cet Allemand vint, de la part du Roi, vraiment têtue, me dire à son tour le regret du Souverain de ne pas avoir été évoqué dans mon discours. Cette obstination me fait encore sourire, quand j'y repense. Le Colonel Kiewitz revint fort aimablement à diverses reprises, me donna sur le Roi, sur la vieille Reine Elisabeth, sur la sœur du Roi, Marie-José, et sur le comportement de toute cette étrange famille, des informations de toute première main, dont certaines étaient fort drôles.

Restait maintenant à savoir ce qu'on pensait à Berlin. En Belgique, en gros ça marchait. Mais là-bas, quelles avaient été les réactions?...

CHAPITRE XII

RÉACTIONS À BERLIN

Les pieds dans le plat. – Les anguilles de la *Wilhelmstrasse*. – Ribbentrop coiffé par Himmler. – L'Ouest, « inland ». – Diplomatie d'analphabètes fanatiques. – Le Général SS Gotlieb Berger, maharadjah de l'Ouest. – Notre entrée aux Waffen-SS, banc d'essai politique. – Degrelle « Fuchs ». – Un meeting escamoté. – L'inopérant chantage. – Flâneries méditerranéennes. – Progression du terrorisme en Belgique. – L'assassinat de Paul Colin. – Liés par nos martyrs.

Les quelques jours que j'avais passés à Berlin avant la Noël de 1942 m'avaient déplu. J'arrivais du front. Descendant des pics du Caucase, j'avais dû me heurter aussitôt aux sombres machinations de policiers tortueux.

Ma prise de position – unité, personnalité, renforcement de notre vieux pays, membre libre, à droits égaux, de la future Fédération des Etats Germaniques – avait été un acte unilatéral.

Je savais les Allemands sensibles aux évocations historiques, désireux de réveiller l'esprit d'Empire parmi les anciens membres de la glorieuse construction continentale de

Charlemagne et de Charles-Quint. Mais j'avais eu l'occasion de me rendre compte, également, que certains chefs-coqs berlinois rêvaient, presque tout haut, de présenter le plat européen en hachis.

N'ayant pas à plaire à tel ou tel clan du Reich, mais à représenter, devant eux tous, les intérêts de mon peuple, j'avais rédigé et prononcé mon discours sans le soumettre à qui que ce fût.

Les Allemands ne demandèrent, d'ailleurs, jamais aux collaborationnistes européens d'être des esclaves. Ceux qui furent esclaves sont ceux qui avaient un tempérament d'esclaves. Quand on avançait fièrement, on finissait toujours par être respecté. Les dirigeants du Reich, intelligents, utilisaient systématiquement, tout comme le firent les Anglais et les Américains, les candidats domestiques, mais ils les méprisaient. Ils se heurtaient parfois violemment aux volontés fermes, ou même les contrecarraient, mais ils leur donnaient leur estime et souvent leur appui, puisqu'ils avaient vu qu'il s'agissait de la défense raisonnable d'idées saines.

Personne n'a eu plus de bagarres que moi avec les bureaux allemands. Et personne n'en a plus obtenu. J'étais, j'en suis certain, l'étranger le plus populaire dans le Reich en 1945. J'aimais les Allemands. C'est un peuple magnifique. Mais mon premier devoir, dans la tourmente de la Deuxième Guerre Mondiale, était de servir ma Patrie, suspendue dans le vide; je prétendais combiner, justement, honnêtement, les intérêts de mon pays, du Reich et de l'Europe. Et je parlais net, pour que chacun comprît.

J'avais donc dit au Palais des Sports de Bruxelles comment je concevais la collaboration des Pays-Bas au sein de la communauté Germanique et de l'Europe. J'avais délibérément écarté le terme « Allemagne » de mon plan politique, pour qu'il fût bien entendu que mes formules « Germanique »

et « Européenne » allaient au-delà du III^e Reich, qui, lui aussi, aurait à dépasser la mentalité étroitement nationale et devrait, dans l'avenir, exactement comme nous, penser et réagir en « Germain » et en « Européen ».

Le spectacle de la jeunesse allemande du Front était tout à fait encourageant: l'idée « Europe » était devenue, pour elle, extrêmement vivante, sans arrière-pensée.

J'étais moins sûr des réactions de Berlin. Toutefois, mon discours avait été largement reproduit dans la presse allemande, ce qui était assez bon signe.

Tandis que la Légion repartait pour son camp d'instruction à la frontière polonaise, je descendis une seconde fois à Berlin, afin de voir où les services officiels ou officieux allaient en venir.

*

* *

Savoir ce que pense un service allemand ne fut jamais simple, parce qu'un service allemand, cela faisait cinquante services allemands, d'une complication presque inextricable. Dans une fourmilière, chaque fourmi sait où elle va. Mais celui qui regarde la fourmilière en pleine effervescence croit à une anarchie phénoménale. Berlin était une fourmilière. Vue d'une fenêtre de l'Hôtel Adlon, ce fourmillement plongeait le spectateur dans la stupeur. Où couraient toutes ces fourmis? Quels étaient leurs rapports entre elles?

Normalement, c'est le Ministère des Affaires Etrangères qui eût dû me donner des éclaircissements sur l'avenir de la Belgique. Je connaissais Ribbentrop, chez qui j'avais déjeuné en 1936. Il avait manifesté depuis lors, à la cantonade, l'estime dans laquelle il me tenait. Il avait vivement désiré, en septembre 1940, que je prisse à Bruxelles la tête d'un nouveau

Gouvernement, avait demandé et obtenu à cet effet le ralliement de Henri De Man, Président du Parti Socialiste Belge, qui, par écrit, lui avait fait savoir qu'il était d'accord pour être ministre à mon côté.

Puis le silence s'était fait.

A Berlin, en janvier 1943, j'essayai vainement de renouer les contacts. Ribbentrop était invisible. Ses collaborateurs étaient courtois, prévenants, mais, en Ardennais réaliste, j'eus tôt fait de m'apercevoir qu'ils glissaient chaque fois qu'on voulait les saisir, comme ces anguilles de mon enfance, souples, grises et vertes, dans les lianes et les cailloux luisants.

Les anguilles de la Wilhelmstrasse étaient plus grasses, mais elles me filaient dans les mains comme les anguilles de Bouillon.

Je n'y comprenais rien. Car le Ministère des Affaires Etrangères à Berlin ne manquait pas d'hommes compréhensifs, cultivés, capables de s'intéresser à des arguments solides. La plupart d'entre eux parlaient un excellent français, avaient beaucoup étudié, voyagé. C'était la vieille école, mais une bonne école.

Avant d'être un véritable diplomate, il faut avoir longuement examiné la faune humaine, avoir constitué un véritable herbier des peuples et des clans, analysé les passions de chacune des nations, les qualités, les faiblesses et les passions de ceux qui les dirigent. Il faut aussi avoir appris à attendre, à ruser, à biaiser, à sourire quand ça va mal, à se taire quand ça va bien. La diplomatie, c'est comme le Bourgogne. Il lui faut de la bouteille; elle n'a son bouquet qu'après quinze ou vingt ans de cave.

La cave de la Wilhelmstrasse avait été constituée avec soin et patience. Un Bülow, par exemple, avait été un maître dans l'art de patienter, de charmer, d'observer. Non seulement il était cultivé, mais il avait du tact, des manières, des relations,

connaissait l'importance des femmes dans la diplomatie et la politique, se les conciliait sans trop leur concéder. En 1943, son école n'était point morte. Mais elle était presque inutile, vaguant dans les bureaux, sans tâche de choix, ou moisissant dans des châteaux de province.

*

* *

Je ne comprenais pas cette torpeur de l'*Auswärtiges Amt*. L'Allemagne, plus que jamais, eût dû utiliser au maximum ceux de ses compatriotes qui connaissaient l'étranger. Nous étions encombrés, à Bruxelles comme à Paris, de jeunes primaires impétueux et présomptueux qui avaient tout juste suivi un vague cours, de quelques semaines, sur la forme du crâne du nazi parfait, qui ignoraient la langue, les mœurs, l'histoire des pays où ils sévissaient.

La Wilhelmstrasse, par contre, abondait en diplomates éminents, compétents, équilibrés.

Jusqu'à l'arrivée des blindés d'Eisenhower à la Ligne Siegfried, il en fut ainsi: la Wilhelmstrasse ne bougea point. Un soir d'octobre 1944 où je dînais avec Otto Abetz à l'*Adlon*, je lui fis part de ma stupeur:

« Comment, dis-je, comment, possédant des hommes capables, nous avez-vous envoyés, souvent, de tels bâcleurs, intelligents, actifs, mais inexpérimentés, incompetents et gaffeurs, qui ont accumulé les malentendus, les impairs, les sottises et se sont mis à dos les trois-quarts des meilleurs amis du Reich? Pourquoi Ribbentrop ne demandait-il jamais l'avis de personne? »

Et Otto Abetz me fit alors cette révélation stupéfiante:

« Ribbentrop n'a pas été en état de demander d'avis parce qu'il n'avait plus rien à dire concernant la politique à suivre

dans les pays de l'Ouest. Himmler se les était fait réserver, prétendant que les zones occupées n'étaient plus "Ausland", mais "Inland". »

Lorsque les troupes allemandes eurent évacué les territoires de l'Ouest en 1944, ceux-ci redevinrent « Ausland », c'est-à-dire du ressort de la Wilhelmstrasse. Et Ribbentrop s'empressa de m'inviter. Mais c'était trop tard. C'est à l'hiver de 1940 qu'il eût fallu s'expliquer à fond, créer un climat, bâtir une œuvre.

Ce passage des pays occupés de l'Ouest sous la juridiction du Ministère de l'Intérieur du Reich était une insanité. L'*Auswertiges Amt* connaissait le travail extérieur, possédait des dossiers sérieux et des spécialistes. Le Ministère de l'Intérieur – c'est-à-dire Himmler, dès 1941 – inventa de toutes pièces un service diplomatique à lui, confié au petit bonheur à de lourds pachas du parti, ignares comme des phoques, gavés de suffisance, fonçant comme des bull-dogs dans les jambes de tout le monde. Les dégâts commis par ces vizirs omnipotents furent incalculables. Ils firent croire que l'Allemagne était un pays de matamores analphabètes, alors qu'elle disposait d'un personnel diplomatique tout à fait excellent.

Cette mainmise sur la moitié – la plus importante alors – de l'activité du Ministère des Affaires Etrangères fut une faute de Himmler. Cet homme voulait tout tenir lui-même, avoir ses hommes partout, même si leur incompétence était phénoménale.

De certains de ces choix, on se demande, avec le recul, la tête dans les mains, comment ils furent possibles. Des hommes qui ne savaient rien, mais rien, absolument rien, qui étaient d'énormes tambours vides, qui ne possédaient pas la plus infime parcelle de culture, reçurent des missions fantastiques, assumèrent la responsabilité de l'évolution de deux,

trois, quatre pays dont ils ignoraient complètement la structure, fonçaient cependant dans tous les problèmes comme des autobus qui écrasaient tous ceux qui ne bondissaient pas dans les talus.

J'étais à peine depuis quelques jours à Berlin que j'eus à affronter ces bolides vers lesquels les diplomates de la *Wilhelmstrasse* m'avaient orienté, visiblement navrés de limiter à cela leur rôle.

Je crus d'abord que le Ministère des Affaires Etrangères se réservait d'agir plus tard. Puisque les bureaux de Himmler étaient les seuls qui s'occupaient de nos problèmes, je dus donc bien, au début, limiter les champs de mes conversations à ces départements, me rendant vite compte d'ailleurs de l'importance capitale qu'ils représentaient.

*

* *

À la veille de la Noël, j'avais pris un premier contact avec ces bureaux, lorsque, pour éviter la création d'une Légion Wallonne SS, rivale de la nôtre, j'avais offert le passage massif de ma Légion à la Waffen-SS.

Mais je n'imaginai pas, à ce moment, que la SS était en grande partie chargée de la politique extérieure.

Car je ne m'y retrouvais pas encore fort bien dans les distinctions entre SS politique et Waffen-SS, les soldats du Front, les seuls SS que nous connaissions jusqu'alors.

La SS politique, elle, était un fouillis qui donnait le vertige. Le secteur qui s'occupait des pays nordiques et de l'Ouest – Danemark, Hollande, France, Belgique – avait pour chef tout puissant un Général du Parti nommé Berger, un des hommes les plus redoutés de Berlin et du Reich durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Cet homme pouvait tout : créer des mouvements fantômes à l'étranger, les arroser de dizaines de millions, susciter des agents provocateurs aux possibilités illimitées, flanquer le désordre le plus intégral dans la politique de chacun des pays en cause. Il n'y manqua point, tonitruant éléphant aveugle broyant, à chaque coup de trompe, la porcelaine, les faïences et toute la vaisselle.

Il devait peser cent quinze ou cent vingt kilos, avait un ventre fantastique, une tête terreuse, à plis carrés, brutale, qui épouvantait quand il entraînait en fureur, mais qui pouvait aussi se détendre : alors, l'œil noir de Calabrais s'adoucissait, devenait même affectueux et gavroche.

Il occupait un immeuble immense où des centaines de bureaux se succédaient. Chaque pays germanique y avait sa représentation. Cette Tour de Babel ultramoderne possédait ses garages, ses réfectoires, ses salons de réception. Berger, les jambes écartées, le ventre dehors comme s'il attendait trois ou quatre jumeaux, les mains au fond des poches de la culotte, régnait et gouvernait, despote intégral, tranchant les problèmes les plus graves ou les plus insignifiants avec la même puissance chaotique. Il roulait dans des voitures éblouissantes, notamment dans sa « SS 3 », limousine de milliardaire, aux merveilleux cuirs rouges, qui n'avait pas dû lui coûter grand-chose. Il s'était fait décerner, de-ci, de-là, dans des pays vaguement alliés, en Croatie notamment, des décorations aux éblouissantes dorures, dont il était fier comme un roi nègre.

Tous ses collaborateurs tremblaient lorsqu'ils entendaient ses rugissements. Il cassait les gens, ou les faisait grimper aux honneurs, selon son humeur. Je vis ainsi nommer capitaine, rien qu'à l'avoir regardé, un simple sous-lieutenant qui lui était absolument inconnu une minute plus tôt ; cet officier eût pu être tout à fait médiocre, cette double promotion eût pu constituer un passe-droit décourageant pour d'autres offi-

ciers, plus compétents ou plus braves. Berger, sans consulter même un instant les chefs de ce garçon, le bombardait capitaine, uniquement pour épater, montrer qu'il pouvait tout.

Le mépris dans lequel il tenait les intellectuels était inimaginable. Il possédait un Chef de Cabinet de premier ordre, le Colonel Docteur Riedweg, un Suisse, esprit très ouvert et panoramique, homme de parfaites manières, cent mille fois supérieur, évidemment, à l'énorme vizir auquel il était soumis.

Lorsque Berger me le présenta, ce fut ainsi :

« Voici mon acrobate ! » – un intellectuel, pour lui, c'était un acrobate ! – Le malheureux Docteur Riedweg se faisait bousculer du matin au soir. Berger le malmena tellement qu'il obtint de partir au front, poussant un soupir de délivrance. Il y devint au bout de deux ans Chef d'Etat-Major de Corps d'Armée, un Chef d'Etat-Major aussi aimable que perspicace.

A part le Colonel Riedweg, il n'y avait pas, dans ce jardin zoologique de Berger, un seul être qui, politiquement, possédait une compétence quelconque.

J'y avais rencontré, au début, un major très correct, directeur des revues du département, mais il avait été jeté presque aussitôt à la porte, un jour où Berger avait eu la digestion lourde ou le rein rétif.

Tous les intellectuels de la maison indistinctement étaient traités par Berger avec une vulgarité triomphante : ils devaient rédiger et publier des revues de propagande germanique, parvenaient parfois à des réussites, mais dans une atmosphère de danse canaque, rudoyés, rabaissés sans cesse par Berger, ricanant de leur condition de penseurs, de loin inférieure, dans son esprit, à celle d'un nettoyeur de W.C. ou d'un laveur de vitres.

Un officier d'ordonnance avait tenu le coup sur ce volcan, le capitaine Ulrich, à la longue tête de nègre, à la peau chiffonnée, aux yeux étroits. Le regard gris, fuyant, il mettait instinctivement en défiance, mais il était poli et ne s'aventurait

pas au-delà de ses fonctions. Il encaissait les orages lorsque Berger explosait, se faisait insulter de manière horrible; les lèvres minces et serrées, il se taisait, puis, pâle comme un linge, il se remettait à prendre des notes.

Berger, comme les principaux collaborateurs de Himmler, remplissait huit ou dix missions différentes. Il avait dû être sous-officier ou sous-lieutenant de complément au cours de la guerre de 1914-1918. Himmler en avait fait un Général, un Colonel-Général même (*SS-Obergruppenführer*), égal en grade aux plus fameux chefs de la Waffen-SS du front. Il était le super-homme du *Reichsführer-SS* pour de multiples questions intéressant le Parti. Il était grand-maître de publications culturelles de la SS. Il dirigeait, fomentait les menées annexionnistes, dans les pays de l'Ouest, avait sous ses ordres des équipes de rats du SD, ceux-là même qui avaient poursuivi longtemps en Belgique et au front, contre nous, de louches manœuvres provocatrices.

Berger se crut même, pendant une semaine, un grand chef de guerre, chargé par Himmler de réprimer un maquis slovaque. Il envoya des communiqués à la Napoléon, qui rendirent tous les bureaux malades de rire, s'adjugea modestement à quatre jours d'intervalle la Croix de Fer de 2^e classe, puis celle de 1^{re} Classe et revint le matin suivant, ayant écrasé Staline, les Soviétiques et l'univers! Il s'estimait tellement épuisé par cet exploit qu'il se mit tout nu et fit accourir un masseur. J'assistai à la scène par la porte entrebâillée. On eût cru qu'on dépeçait une baleine. Sur la table, un énorme ballot de graisse et de viande s'étalait, débordant et fluant; le masseur s'acharnait à redresser les fleuves de lard. Berger continuait à mugir des ordres dans le vide, cependant que le garçon-boucher perdait la tête, ne sachant plus s'il devait arrêter la moitié du Danemark ou revenir davantage sur les contreforts fessiers.

*

**

Je ne veux pas dire trop de mal de ce gros homme. Il eût pu faire sans doute, d'un côté ou de l'autre, en Silésie ou dans le Wätherland, un honnête sous-ordre. Ce n'est pas entièrement sa faute si des dizaines de millions d'hommes, si le sort de vieux pays civilisés ont, pour une large part, dépendu pendant quatre ans de sa prodigieuse ignorance et de sa vulgarité éléphantinesque. La responsabilité de tels choix revient avant tout à Himmler, qui préféra souvent une brute totale, primaire, bornée, mais fanatique, obéissant en aveugle, à un homme de grande valeur qui eût réagi, n'eût pas tout admis.

Il n'y eut pas que des Berger. Mais il en eut tout de même un certain nombre, maharadjahs politiques dont on ne dira jamais assez le tort qu'ils firent, inconsciemment, à leur Patrie et à la cause européenne.

*

**

Les premiers contacts avec Berger me laissèrent, on l'imagine, profondément abasourdi. Comment parvenir à apprivoiser cet aurochs? L'amener à écouter, à bien vouloir apprendre quelque chose?

Je crois que, malgré tous mes efforts, je ne fis jamais entrer une idée équilibrée sous les poils noirs qui surmontaient sa boîte crânienne. Il était convaincu qu'il savait tout, ou plus exactement qu'il ne servait à rien de savoir quelque chose. Il décidait, ce qui était beaucoup plus commode.

Heureusement, comme tous les primaires arrivés, il était d'une vanité sans limite. Quand on claquait bruyamment les talons devant lui, qu'on étendait le bras, énergiquement, à son passage, juste à hauteur de la glabelle, et qu'on poussait un cri formidable pour le saluer, il se gonflait d'aise comme si on

venait de lui brancher dans le fond du pantalon une puissante pompe électrique.

Il prit avec moi, dès le premier jour, des airs extrêmement importants, convaincu qu'en dix minutes d'entretien il m'aurait caporalisé, comme tous les « Untersturmführer » et « Obersturmführer » que l'éclat de sa voix précipitait comme des obus dans toutes les directions.

Au bout de dix minutes, de dix heures, de dix jours, nous n'étions encore absolument nulle part. Ce que Berger voulait, c'est que mes deux mille hommes entrassent comme des automates aux Waffen-SS, sans garanties quelconques, militaires ou politiques.

Mais je n'avais pas, au Palais des Sports de Bruxelles, parlé pour les moineaux du Tiergarten.

Nous étions d'accord pour participer, un jour, au bloc germanique, si nous pouvions y vivre libres, égaux; notre entrée militaire aux Waffen-SS devait être une préfiguration de notre entrée politique dans une Fédération des Germains. Elle constituerait une sorte de ban d'essai. Si on nous permettait d'entrer à la Waffen-SS en jouissant d'un maximum d'autonomie, ce serait la preuve qu'un état d'esprit favorable à nos plans politiques se faisait jour. Sinon, il était vain de poursuivre des chimères et il ne fallait pas, militairement, se ranger parmi les Waffen-SS.

J'exposai au Général Berger nos conditions: maintien du caractère national de notre Légion, commandement dans notre langue par des officiers de notre peuple, respect absolu de nos convictions religieuses, élimination radicale des projets de création d'une unité SS wallonne distincte de la nôtre, reconnaissance de nos positions « bourguignonnes », c'est-à-dire de notre mystique et de notre plan politique « Grands-Pays-Bas », regroupés selon leurs traditions historiques.

Berger n'avait pas souvent entendu quelqu'un lui dire ce qu'il voulait. Il avait l'habitude de dire, lui, ce qu'il imposait. Mais je m'employai à être ondoyant, aimable, contournant l'obstacle, revenant inlassablement, souriant et têtue, à mon objectif.

L'aspect intellectuel de l'affaire n'intéressait en aucune manière l'imposant Berger. Qu'il y ait eu des Latins d'Empire à travers dix siècles de vie germanique, il voulait bien l'admettre. Si on lui avait affirmé qu'il y avait eu aussi des Australiens de l'Empire Germanique, il l'eût admis avec la même impétuosité. Il n'en savait rien. Donc cela n'avait pas d'importance.

Ce qui pour lui avait de l'importance, c'était de nous amener dans son assiette.

Pendant dix jours, Berger me fit harceler par les gens du SD, les uns aimables, les autres insidieux et retors, chargés de me répéter sans arrêt que quatre mille Wallons, recrutés directement, se trouvaient déjà à un camp d'instruction de la SS.

Or, dès mon retour du Caucase, j'avais fait donner des coups de sonde partout. J'étais sûr que ce chiffre était mensonger. Ces affirmations m'indisposaient donc, au lieu de m'impressionner.

Il y eut plusieurs dîners officiels. Je mangeai. Je bus. Mais j'en restai à mes positions, poli et déferent, sans plus. Berger, à la fin de la deuxième semaine d'entretien, m'avait, près de ses intimes, baptisé « Fuchs » (le renard). Lohengrin au front, Fuchs en politique, ces deux surnoms allemands me plaisaient.

*

* *

Gamin ardennais, j'avais appris beaucoup des bêtes de nos grands bois, si braves, si fières, si habiles.

Souvent, avec un braconnier qui me racontait de merveilleuses histoires, j'allais étudier les traces dans les forêts de l'hiver. Nous posions des pièges. Parfois un renard se faisait prendre; mais si nous tardions à venir, nous ne retrouvions qu'une patte sanglante; l'admirable bête s'était-elle rongé totalement l'os afin de s'évader? Ce courage me plongeait dans des abîmes d'admiration.

Le plus souvent, le renard sentait le piège, faisait un détour. Le long d'une piste, nous avions, un matin camouflé, de cinq cents mètres en cinq cents mètres, quatre de ces engins terribles, double rangée de crocs de fer. Il était tombé sur nos appareils quinze, vingt centimètres de neige épaisse. Néanmoins, les quatre fois, le renard avait, à travers la neige, senti l'odeur de la main humaine sur le métal. Les quatre fois, sur les deux kilomètres, il avait fait une courbe d'un demi-mètre à peine, esquivant le danger avec souplesse.

Je me suis toujours souvenu des bêtes de mon enfance: papillons, couleurs vivantes dans l'air bleu de juin; rossignols, bergeronnettes, hirondelles, pinsons tremblants d'amour près des nids aux petits œufs tièdes en danger; brochets rapaces à l'affût, truites folles d'eau de vive, loches prudentes à l'abri des cailloux; sangliers puissants que rien ne décourageait, menant leurs sarabandes épiques sous la lune; biches, cerfs, faons, daims, la tête fine, grâce, fragilité, tendresse, émoi. Mais les renards étaient mes amis les plus habiles et les plus braves. Et je comprenais le petit garçon de Sparte qui en avait caché un sous sa chemise et qui, plutôt que de se trahir ou de le lâcher, avait préféré mourir, labouré par lui.

Le gros Berger m'avait baptisé d'un nom cher à mon enfance. Comme les renards ardennais, j'éviterais les pièges, ou bien je me couperais la patte, si j'étais pris...

Ne me prenant pas, on essaya de l'intimidation.

J'avais, à la fin de janvier 1943, donné un grand meeting à Berlin.

Oui, à Berlin.

De nombreux ouvriers belges travaillaient dans les usines de la banlieue berlinoise.

Nous luttions au front pour l'instauration du socialisme, comme pour la création de l'Europe et pour la renaissance de nos grands Pays-Bas.

A Bruxelles, j'avais exposé notre plan politique.

Je tenais à exposer aussi mon plan social. Et, pour montrer à nos camarades travailleurs, exilés dans le Reich, combien nos cœurs étaient près des leurs, je fis organiser à Berlin une grande assemblée d'ouvriers et de soldats. Une partie de la Légion vint en train spécial de la frontière de Pologne et traversa magnifiquement la capitale de Reich, musique en tête. Elle rejoignit près du stade olympique plusieurs milliers de travailleurs wallons, venus dans une liberté absolue, afin de m'écouter.

C'était assez risqué. Nos ouvriers belges du Reich étaient aigris. Un Philippe Henriot, ministre français de l'Information, voulut un jour se risquer à un meeting identique dans le même amphithéâtre. Il y fut hué. Autre handicap: je parlais vêtu de « feldgrau ». Nombre de compatriotes ne comprenaient pas que nous portions cet uniforme qui, pour eux, restait l'uniforme des armées d'occupation et non celui de l'Europe nouvelle. J'eusse pu me mettre en civil. Je ne le fis jamais, ni alors, ni plus tard. C'eût été de l'hypocrisie. Je me présentai tel que j'étais. L'amphithéâtre était archicomble. Ce fut un meeting inoubliable.

Le Général Berger et tous ces Messieurs du SD eussent dû, normalement, se réjouir de cette réussite. On avait tant dit que nous n'avions pas l'oreille des masses ouvrières. Cette fraternisation parfaite prouvait que nous étions suivis, même dans la

capitale du Reich, par des milliers de travailleurs. La presse allemande avait délégué cinquante ou soixante de ses rédacteurs. Tous avaient été très impressionnés et étaient venus me féliciter après l'assemblée. On eût donc dû s'attendre, le lundi, le mardi, à des comptes rendus copieux et à des commentaires.

A ma grande stupéfaction, pas un seul mot ne parut, à propos de mon meeting, dans un seul journal du Reich ! Une manifestation importante, la plus importante, indiscutablement, que des étrangers avaient tenue à Berlin depuis 1940, une manifestation très significative, au surplus, au point de vue européen, était totalement escamotée ! Pareil tour de prestidigitation ne pouvait avoir été accompli sans une consigne.

Le Général Berger, avec sa finesse toute pachydermique, s'était imaginé que ce délicat chantage me laisserait déconcerté et m'amènerait, en fin de compte, à la capitulation.

Il me connaissait mal. Cinq minutes après, je bouclais ma valise. Le SD avait donné des ordres au directeur de l'hôtel pour qu'il lui envoyât ma note à la fin de mon séjour. Je ne me prêtais pas à ce procédé et prévins l'officier de liaison de ce que, ayant dit tout ce que j'avais à dire, je payais ma note et partais, à la gare, prendre le train de Cologne. Le lendemain, j'étais à Bruxelles.

*

* *

Je savais que ma position était forte.

Mon programme politique était raisonné et raisonnable : on devrait tôt ou tard en venir, dans toute l'Europe, à une formule de ce genre.

Mes soldats m'étaient farouchement attachés : pas un seul, j'en étais certain, ne passerait aux Waffen-SS si je ne me déclarais pas d'accord.

Je fis donc comme si je n'avais pas le moindre souci, ni le moindre débat en vue. J'embarquai ma femme et mes enfants dans mon auto et partis avec eux, en flânant, vers le Sud de la France. Nous visitâmes les chers foyers de splendeur bourguignonne des XV^e et XVI^e siècles, notamment Brou à Bourg-en-Bresse, où la chapelle de Marguerite d'Autriche, d'une perfection raffinée, entrelace les symboles fastueux – Bâtons-Nouveaux, Briquets, Flammes – de nos Ducs de Bourgogne, fondateurs des Grands Pays-Bas. Nous descendîmes en Provence, à Orange, où l'Arc de Triomphe et l'amphithéâtre romains ruisselaient d'un jeune soleil, à Avignon où le fameux pont préoccupait mes enfants beaucoup plus que le Palais des Papes : il me fallut descendre au Rhône où ma petite fille Annette voulait absolument que je dansasse en rond avec elle, sur le pont de la chanson. Je dansai donc, en chantant la vieille ronde, sous l'œil stupéfié d'une sentinelle de la *Wehrmacht* qui, de voir un officier en feldgrau gambader ainsi en public avec un enfant, faillit dégringoler, tête en avant, dans les eaux du fleuve de Mistral et d'Aubanel.

Nous passâmes deux semaines à Miramar de l'Estérel, pareissant dans les éblouissants rochers rouges, excursionnant à Saint-Tropez, à Fréjus, à Grasse, à la vallée du Loup, à Monaco, à Nice, à Antibes. La bouillabaisse était toujours excellente, la population gentille et vive. Ce qui étonnait le plus les commerçants, c'est que je parlais correctement le français. J'étais en uniforme *feldgrau* et, ne remarquant pas toujours mon écusson belge, certains me prenaient pour un Fritz.

– « Alors, où c'est, M'sieur, que vous avez appris si bien le français ? »

– « Mais... chez mes parents et à l'école. »

– « T'entends, Bobonne ! Pas à dire, les Allemands, c'est des types ! »

Il n'y avait pas l'ombre d'un maquisard, où que ce soit. Nous revînmes par la route, nous nous arrê tâmes à Grenoble, soi-disant capitale de la Résistance. Nous n'avions avec nous aucun garde, mangions et logions au hasard de la route; nous n'eûmes pas le plus mince incident, ni dans un magasin, ni dans une auberge, ni dans un garage. C'était à qui serait le plus accueillant.

Le communisme, au printemps de 1943, n'avait pas encore empoisonné la France. Le Français, naturellement, est affable. Il faudrait des mois encore avant qu'en France aussi on pataugeât dans les mares de sang de la guerre civile.

*

* *

A Bruxelles, le terrorisme était en avance sur Paris.

A mon retour, je vis le tableau de la progression des crimes politiques. Rien n'était entrepris par la Justice pour enrayer sérieusement la vague, l'audace des assassins s'en trouvait encouragée chaque jour.

Un soir, des spadassins abattirent Paul Colin, notre grand Paul Colin, le prince de la presse belge. Crime insensé, car il était la vengeance de la médiocrité sur l'intelligence. Crime ignoble, car Paul Colin accomplissait son devoir d'écrivain avec une indépendance de caractère totale. Il ne voyait pour ainsi dire jamais d'Allemands, s'occupant d'idées, de journalisme, mais non de politique active. Ses journaux, extrêmement appréciés du public, gagnaient beaucoup d'argent, de la façon la plus normale, par la vente au numéro et par les annonces, ce qui donnait à Paul Colin une liberté de mouvement absolue. Qu'eût-il fait de subsides du Reich?... Il avait de l'argent belge, à volonté, fruit de son talent.

Mais ce talent, c'était son crime. On pouvait assassiner à Bruxelles et en province dix journalistes véreux, créatures de

la *Propaganda Abteilung*. On les laissa tranquilles. Mais on mitrailla sauvagement Paul Colin, parce que sa culture, sa dialectique merveilleuse, son humour étourdissant flagellaient l'orgueil impuissant des cancrs.

Paul Colin, atteint de cinq balles, n'avait été que blessé. On l'avait transporté en hâte à l'Hôpital Saint Pierre. A deux heures du matin – je venais d'arriver à Bruxelles – un coup de téléphone me héla. C'était l'annonce fatale. Paul Colin venait de mourir. Je courus à la clinique. Dans un couloir où tremblait une pauvre lumière jaunâtre, deux femmes blotties l'une près de l'autre, sur un banc, pleuraient en silence. C'étaient la femme et la fille de Paul Colin.

Lui, le soi-disant agent des Allemands, était mort, huit heures après l'attentat, sans qu'un seul Allemand se fût présenté pour se mettre à la disposition des siens.

N'ayant même pas une voiture pour rentrer chez elles, les deux malheureuses attendaient là, brisées, qu'il fût six heures du matin pour prendre le premier tram...

Paul Colin gisait sur un petit lit de fer, dans une chambre étroite: pendant des heures, malgré le coma, son intelligence avait lutté tenacement contre la mort. Il avait prononcé encore quelques paroles, de temps en temps, comme dans un rêve, faisant des gestes comme s'il se défendait. Mais la mort avait été la plus forte, et ce magnifique foyer de création spirituelle était désormais perdu pour la Belgique...

*

* *

Je reconduisis la veuve et l'orpheline à leur appartement. Le bureau était encore exactement comme Paul Colin l'avait laissé, lorsqu'il était allé à la rencontre de la mort. Les pauvres femmes baisesaient ces reliques en pleurant. Qui eût imaginé

alors que cette veuve poignardée serait elle-même traînée un jour devant un Conseil de Guerre et que sa fille, si frêle, si fine, serait en septembre 1944 affreusement maltraitée dans les cachots démocratiques: la haine poursuivant Paul Colin au-delà de la mort dans ce qu'il avait de plus pur, de plus sensible et de plus de cher...

Les funérailles furent organisées par la Légion « Wallonie » dont Paul Colin, soldat de l'Europe, avait été nommé caporal d'honneur. Une foule énorme stationnait le long du parcours, si dense que la circulation des tramways fut interrompue pendant près d'une heure. Après les absoutes, une cérémonie d'adieux eut lieu au Palais des Beaux-Arts. Le cercueil, porté par des Volontaires du Front, tous décorés de la Croix de Fer, était drapé dans notre beau drapeau bourguignon aux Bâtons Nouveaux, rouges comme le sang des martyrs. Un orchestre pathétique crispait les cœurs. Je redis notre volonté de poursuivre le combat de Paul Colin. Plus que jamais, nous nous sentions le droit, ayant offert tant de vies à la cause de l'Europe, d'exiger que notre pays y reçût une place rayonnante dans l'égalité, la liberté, la justice et l'honneur.

Chaque homme qui tombait nous liait davantage à notre cause.

En la marquant de sang si précieux, on la fortifiait, on lui donnait un caractère sacré.

Nos morts, plus encore que les vivants, nous poussaient maintenant à la lutte.

CHAPITRE XIII

LE DRAME RELIGIEUX

Différences entre le National-Socialisme allemand et le Rexisme. – Décroissance de l'anticléricalisme en Allemagne à la fin de la guerre. – La paix religieuse était possible. – Présence nécessaire des croyants près de Hitler. – Le collaborationnisme de l'Eglise de France. – Habitudes batailleuses du clergé belge. – Prudence politique du Cardinal Van Roey en 1940. – Son influence sur Léopold III. – Réveil de l'intolérance du Cardinal en 1941. – Pas de condamnation, mais l'étouffement spirituel. – Refus du Cardinal d'accorder des Aumôniers à la Légion « Wallonie ». – La haine jusqu'au banc de Communion. – Plutôt les vengeances partisans que la formation religieuse des enfants. – Pêcheurs d'âmes...

Lors de mes conversations à Berlin, à l'Etat-major du SS-*Obergruppenführer* Berger, un des points les plus vifs du désaccord avait été la question religieuse.

Berger, bien qu'il se prénommât Gottlieb (Chéri de Dieu!), était un anticlérical acharné.

Tous n'étaient pas ainsi à la SS. Un homme comme le Général Steiner, Commandeur fameux de Division puis d'un

Corps d'Armée Waffen-SS, se montra toujours extrêmement respectueux des convictions religieuses de chacun. Nous avons été pendant quelques semaines placés tactiquement sous son commandement, au Caucase : malgré la complication de la lutte, il nous avait envoyé un aumônier catholique allemand le jour même où il avait appris que nos Volontaires désiraient qu'un prêtre les visitât.

Mais il était de bon ton, parmi certains éléments, parmi les plus incultes du Parti National-Socialiste, de « manger du curé » et de ne montrer que du dédain pour les religions, quelles qu'elles fussent.

Un ministre intelligent comme Goebbels avait été, avant la guerre, possédé par une haine féroce de l'Eglise catholique, tentant de l'affaiblir par d'affreux procès de mœurs.

Avant la guerre, en Belgique, un Frère des Ecoles Chrétiennes, faible d'esprit, médicalement irresponsable, avait souillé un jeune garçon et l'avait tué. Crime lamentable d'un fou. Mais même le Frère n'eût-il pas été fou, ce crime isolé n'eût rien signifié doctrinalement. Les Frères des Ecoles Chrétiennes forment, en Belgique, une légion admirable, au service de la classe ouvrière principalement. Ils se sont toujours distingués par un zèle, un désintéressement, une tenue dignes du respect de tous, croyants ou incroyants. Il n'empêche qu'on vit atterrir à Bruxelles, aussitôt connu l'événement, un avion spécial contenant vingt journalistes berlinois, chargés par Goebbels en personne de mettre en scène, pour la presse de leur pays, ce fait divers qui n'avait occupé que quelques lignes de la presse anticléricale belge. Le rédacteur spécial de l'Agence D.N.B. reçut l'ordre de téléphoner plusieurs colonnes de copies à propos de ce crime sans signification. Goebbels avait voulu montrer que ses procès de mœurs lancés pour terroriser le clergé allemand avaient leurs pendants à l'étranger.

C'était de l'anticléricisme au sens le plus lamentable du mot, basé non sur des arguments mais sur la boue.

Certes, il y avait depuis Luther, dans de nombreux milieux, en Allemagne, un esprit antiromain. Certes, le parti catholique allemand, le « Centrum », avait, avant Hitler, péniblement compromis l'Eglise catholique et la hiérarchie catholique en les mêlant aux bagarres terre-à-terre de la politique partisane. Mais l'anticléricisme affiché par certains dirigeants du Parti National-Socialiste Allemand ne visait pas seulement l'ancien « Centrum », il s'attaquait à toutes les religions, protestante aussi bien que catholique.

*

* *

Au front, nous avons eu d'interminables discussions, à ce propos, avec nos camarades du Reich.

Je leur expliquais la différence entre le Rexisme et le National-Socialisme allemand, le premier assignant, contrairement au second, des limites strictement temporelles à l'activité de l'Etat.

En ce qui concerne les organisations confessionnelles, l'Etat, dans les conceptions de Rex, devait simplement veiller à ce que l'Eglise ou les Eglises ne pénétrassent point, à tout bout de champ, dans le domaine politique ou administratif, n'y exerçassent point, comme cela s'était vu tant de fois, des pressions inspirées par l'intolérance ou par l'impérialisme temporel.

Mais s'il a parfaitement le droit de protéger son autonomie dans le domaine temporel, l'Etat n'a pas à s'immiscer dans la vie religieuse des citoyens et dans l'apostolat des Eglises. Ce domaine des âmes lui échappe. Il doit seulement faire en sorte que règne un « climat » propice à l'épanouissement spirituel de la société.

Créé pour servir temporellement tous les citoyens, croyants et incroyants, l'Etat n'a pas à se convertir en agent recruteur de telle ou telle religion. Mais il importe qu'il laisse à Dieu ce qui appartient à Dieu.

Les Allemands étaient très sensibles à ces arguments. Je me souviens encore d'une nuit où, dans un abri du Donetz, j'avais jusqu'à deux heures du matin mis en parallèle ces positions rexistes et la conception nationale-socialiste, devant l'Etat-major du Régiment d'Artillerie de la 100^e Division, commandée par le Général Werner Sanne, cousin germain de Ribbentrop. Le lendemain, un des officiers était venu me retrouver à mon petit poste de sous-officier et m'avait fait cette confidence amusante :

« Après votre départ, nous nous sommes comptés : il y avait plus de Rexistes que de Nationaux-Socialistes ! »...

L'Allemand a une tendance très caractérisée à la méditation spirituelle. La foi des Allemands est une foi sérieuse, non seulement celle des Catholiques, mais davantage encore celle des Protestants, qui m'a toujours profondément édifié et ému. La grande majorité des Allemands, et même des Nationaux-Socialistes, ne partageaient nullement l'anticlérisme vulgaire dont certains chefs nazis s'étaient fait les barnums tapageurs. Quatre-vingts pour cent, au moins, de la population du Reich voulaient la paix religieuse, respectaient les religions. Les églises et les temples étaient combles, partout.

*
* *

Au fur et à mesure de la guerre, l'anticlérisme du Parti décrut.

Goebbels y avait totalement renoncé.

A l'armée, les aumôniers catholiques et les aumôniers protestants exerçaient pleinement leur apostolat. Ils étaient l'objet de grands égards, traités et... payés en tant qu'officiers supérieurs. Leur seule obligation, assez cocasse, consistait à vivre en commun : l'aumônier catholique et l'aumônier protestant de chaque Division devaient loger ensemble, manger ensemble, venir ensemble dans les lignes. Ces ménages rivaux avaient toujours leur petit succès lorsqu'on les voyait apparaître.

Mais ainsi, il n'y avait pas de compétitions pénibles. Prêtres catholiques et pasteurs protestants gagnèrent beaucoup à se connaître. C'était une façon comme une autre d'aider à l'Union des Eglises !

Quant au Parti National-Socialiste, je dis ce que j'ai vu : il évolua nettement de l'anticlérisme à un déisme actif. En 1944, Himmler en arriva à nous envoyer de véritables cours d'apologétique pour prouver l'existence de Dieu. J'ai possédé, au front d'Esthonie, un de ces textes de Himmler, long de vingt pages. Jamais je n'avais lu des preuves si claires, si convaincantes, de l'existence de Dieu. Si Himmler, dans la mer tempétueuse de la dernière année de guerre, consacrait des heures de travail à de telles démonstrations, c'est que lui aussi commençait à entendre les grands appels qui atteignent toute âme, tôt ou tard.

La jeunesse allemande du Front était habitée par un idéal d'une grande ferveur. Elle était mûre pour une révolution spirituelle complétant la révolution politique et sociale du Führer.

*
* *

Evidemment, on pouvait ne pas croire à ces possibilités de redresser les déviations anticléricales du III^e Reich.

En conscience, certains estimèrent que le nationalisme socialiste allemand était un ennemi mortel du catholicisme, qu'aucun amendement n'était à espérer, que seul l'écrasement du III^e Reich, même avec l'appui des Soviétiques, pouvait rendre à la religion la place à laquelle elle a droit.

Ce n'était pas mon avis. J'étais, je suis toujours convaincu qu'il y avait parfaitement moyen de trouver un accord. C'était aussi l'avis du saint prêtre qu'était Jozef Tiso (13 octobre 1887 – 18 avril 1947), alors Président de la Slovaquie, aujourd'hui son inoubliable martyr.

Himmler, l'anticléricale à froid du Reich, subissait une évolution profonde, impressionnante pour les croyants qui, comme moi, purent, de 1943 à 1945, l'observer de tout près.

Le peuple allemand était foncièrement religieux et le manifestait. L'Etat national-socialiste allemand, durant la guerre déjà, ne voulait plus et, de toute manière, au sortir de la guerre, n'aurait pas affronté un grand conflit religieux. A la tête d'une Europe presque entièrement chrétienne, Hitler, croyant lui-même, se serait rappelé les bonnes leçons de Charlemagne couronné par le Pape, et les mauvaises leçons de Bonaparte souffletant le Souverain Pontife. Le Führer était un homme sage, sensible. Des catholiques comme Jozef Tiso, comme moi, comme d'autres, fussent intervenus près de lui autant de fois qu'il l'aurait fallu. Une solution pacifique eût mis fin, j'en suis sûr, au conflit religieux, cherché au début du III^e Reich par une minorité grossière, en voie de résorption naturelle déjà, durant les hostilités.

*

* *

Mais les témoignages d'anticléricisme du III^e Reich eussent-ils encore été cent fois plus violents que c'eût été une

raison de plus pour nous, croyants, d'entrer dans la forteresse nazie et d'y défendre courageusement les positions chrétiennes, face à la bêtise et à la haine de certains anticléricaux attardés.

La papauté avait à faire respecter des positions de principe. Elle le fit. Jamais, toutefois, elle n'interdit à quiconque parmi les fidèles de collaborer avec le III^e Reich. Elle laissa un prélat catholique comme Jozef Tiso s'allier ouvertement à Hitler et se proclamer National-Socialiste. Elle ne désavoua jamais des collaborateurs déclarés et des admirateurs du III^e Reich comme le Cardinal français Baudrillart.

Qu'eussent gagné les religions à ce que les croyants laissent le terrain libre en Europe aux ennemis de Dieu? Notre raisonnement de chrétiens était absolument identique à celui qui nous avait poussés, nous, patriotes fervents, à collaborer avec Hitler l'Européen sur le terrain politique: nous étions convaincus de sa victoire; pour nous comme pour des milliers d'Européens sensés, aucun doute là-dessus n'existait. Alors? De même que nous estimions en conscience n'avoir pas le droit d'abandonner notre pays à des entrepreneurs de dislocation et à des domestiques de police, de même nous estimions que notre présence, à nous, croyants, aux côtés de Hitler, serait beaucoup plus utile que notre absence.

Etre tous volontairement absents, c'était porter la terrible responsabilité de la déchristianisation de l'Europe si, un jour, le National-Socialisme Européen, stimulé uniquement par des anticléricaux, prenait le gouvernail du Continent.

Etre présents, s'imposer, par sa valeur militaire, au respect des combattants du front et à l'estime de Hitler, c'était acquérir des droits qui permettaient de parler franchement, dans le domaine spirituel comme dans le domaine politique.

Et il en fut ainsi. Au fur et à mesure de la guerre, j'exerçai personnellement une influence religieuse de plus en plus

effective sur les dirigeants du Reich et fus pour beaucoup dans la mise en veilleuse de leur anticléricalisme.

Je parvins à faire admettre dès l'été de 1943 – chose qui parut formidable alors – la présence des prêtres catholiques au sein de la SS elle-même, en tant qu'aumôniers militaires, reconnus officiellement.

Si Hitler eût gagné la guerre, fort de mes titres gagnés au Front de l'Est je me fusse bagarré du 1^{er} janvier au 31 décembre s'il l'eût fallu, mais j'eusse obtenu des conditions d'arrangement loyal entre l'Europe Nouvelle et l'Eglise.

De même que j'eusse fait le pont, homme des terres d'entre-deux, entre l'Europe Germanique et l'Europe Latine, j'eusse donné, jusqu'au résultat, tous les efforts nécessaires pour assurer le respect des consciences et l'épanouissement libre, puissant, des diverses religions, notamment de la religion qui nourrit mon âme, la religion catholique.

Influencer religieusement le III^e Reich, y réhabiliter les valeurs morales, cela aussi était une croisade, ajoutée à l'autre où, face au bolchevisme, ennemi mortel, le vrai ! – de toutes les religions, nous défendions la foi de l'Europe et la civilisation chrétienne.

L'Eglise, avant la guerre et pendant la guerre, eut des attitudes extrêmement nuancées en face des problèmes posés par le Fascisme et par l'Hitlérisme : elle s'accommoda parfaitement et très fructueusement du premier ; elle tempéra ses reproches en face des manifestations d'anticléricalisme ou de paganisme de certains dirigeants du second. Elle était inquiète mais elle signa néanmoins un Concordat avec Hitler, évita un éclat, à diverses reprises. Elle se souvenait de la patience chrétienne de Pie VII à l'égard de Napoléon. Quelle leçon merveilleuse de charité n'avait pas donnée cet admirable Pape lorsque, après la chute de l'Empire Français, rencontrant un matin, sur la Voie Appienne l'attelage de la mère du grand

exilé, il avait arrêté sa voiture, cheminé paternellement à côté de cette vieille dame meurtrie et demandé avec affection, parlant du souverain qui jadis l'avait outragé et souffleté : « Comment va notre bon Empereur ? »... C'était autrement chrétien que l'effroyable danse du scalp exécutée par certains catholiques, déchaînés, sur le corps des vaincus, vivants ou morts, en l'an de haine 1945...

Tant que l'issue de la guerre fut incertaine, le Vatican usa toujours de prudence, de discrétion, lorsqu'il manifesta son opposition à certaines mesures prises par le III^e Reich, ses blâmes devant certains coups de force, sa peine et son indignation devant certaines déportations. Les situations étaient délicates : des coups de force militaires avaient été opérés par Hitler parce que d'autres, ses adversaires, allaient les opérer ; les prêtres avaient été envoyés dans des bagnes parce qu'ils étaient préalablement sortis de leur rôle sacerdotal pour jouer à l'agent d'espionnage¹ ou à l'excitateur politique. Dans toutes ces affaires militaires politico-religieuses, il y avait à boire et à manger. Après la guerre, même à l'égard des Soviétiques, le Vatican resta très nuancé dans des conflits de ce genre.

Pour nous, en tout cas, une chose était certaine, c'est que le Vatican ne se prononçait à fond ni dans un sens ni dans l'autre et que, s'il blâmait des excès évidents et condamnait des déviations doctrinales, il ne ménageait pas non plus son approbation tacite ou même sa sympathie ouverte à certains collaborateurs de Hitler.

Tiso, devenu chef de la Slovaquie grâce à Hitler, put, durant toute la guerre, se maintenir amicalement à côté du Reich nazi et même lui fournir un corps de volontaires pour la Croisade de l'Est : jamais il ne fut l'objet d'un

1.- Inversement, des prêtres furent abattus par les maquis « démocratiques » parce qu'agents de la Gestapo.

blâme de la papauté ou d'une proposition de retraite. Un an après sa pendaison, un service funèbre fut célébré à Saint-Pierre, à Rome, pour le repos de l'âme de ce prélat ouvertement National-Socialiste.

Le Maréchal Pétain, l'homme de la main tendue à Hitler, l'homme qui encouragea publiquement la Légion française antibolcheviste et créa pour elle une nouvelle Croix de Guerre Française, fut défini par le Pape comme un « homme providentiel ». S.S. Pie XII alla, fait sans doute unique dans l'histoire politique de l'Europe, jusqu'à collaborer personnellement à la rédaction de ses « Principes de la Communauté », catéchisme civique d'« Ordre Nouveau » destiné à balayer les bases morales de la Troisième République, tombée sous le choc des blindés de Hitler.

La Nonce complait le Maréchal de Montoire de compliments dithyrambiques et déclarait des « Vichyssois » :

« Vous êtes dans la bonne voie, persévérez. »

Les cardinaux et évêques de France se pressaient à Vichy, se laissaient photographier non seulement à côté de Pétain mais à côté de Pierre Laval. Le Primat des Gaules, le Cardinal Gerlier, s'écriait, après la fraternisation Hitler-Pétain d'octobre 1940, dans un message aux fidèles : « Pétain, c'est la France; et la France, c'est Pétain ! »

Deux jours plus tard, à Lourdes, devant la grotte de la Vierge, la voix d'un cardinal français appelait toujours les faveurs de Dieu sur Pétain et sur Pierre Laval :

« Nous demandons à Dieu de bénir le Maréchal et d'éclairer ses collaborateurs, dont les tâches sont particulièrement rudes et ingrates. »

L'Archevêque de Paris fit chanter une messe solennelle à Notre-Dame pour le repos de l'âme des volontaires français tombés en Russie, en uniforme *feldgrau*, dans la lutte contre les Soviets.

En 1944, le même Prince de l'Eglise rassemblerait, à Notre-Dame de Paris également, des dizaines de milliers de fidèles, à la cérémonie funèbre en l'honneur du « collaborateur » Philippe Henriot, Colonel de la SS, assassiné par la « Résistance ».

Une des plus hautes figures de l'Eglise française, le Cardinal Baudrillart, Recteur de l'Institut Catholique de Paris, Membre de l'Académie Française, était passionnément collaborationniste; il encouragea la jeunesse française à suivre Hitler au Front de l'Est. Un Prélat français de sa Sainteté, Monseigneur Mayol de Lupé, partit au Front de l'Est comme Aumônier des Volontaires français antibolchevistes.

Il y eut en France, vers la fin de la guerre, quelques évêques « résistants ». Mais les autres, – l'immense majorité – étaient ouvertement vichyssois. L'un deux, l'évêque d'Arras, Monseigneur Duchoit, fut, en 1945, condamné à cinq ans de prison pour collaborationnisme. Si de Gaulle n'avait pas été catholique et n'avait pas alors couvert le haut clergé de son pays, à peu près tous les Cardinaux et Evêques de France eussent été poursuivis après la « Libération ».

L'Eglise de France, dans son immense majorité, était avec Vichy, même avec le Vichy-Montoire. Et elle y avait trouvé, matériellement et spirituellement, un grand profit.

Elle était avec les Français assassinés par la « Résistance ».

Elle était avec les Volontaires du Front de l'Est et elle priait publiquement, solennellement, pour leurs morts, dans sa plus fameuse cathédrale.

*

* *

En Belgique, plus que partout ailleurs, les principaux dirigeants des mouvements collaborationnistes étaient des catholiques fervents.

Malheureusement pour eux, le Cardinal Van Roey, Archevêque de Malines, n'avait rien de la souplesse et de la compréhension de ses collègues français. Le visage grognon, revêche, véritable bénédiction pour les caricaturistes, il s'était toujours distingué par un caractère brouillon, dictatorial, par une propension à imposer, dans le domaine politique, ses hommes, son parti, ses ukases, utilisant à grands coups la crosse archi-épiscopale quand ses volontés n'étaient pas accomplies assez promptement.

Il voyait des rébellions partout, des menaces partout, des provocations partout. Et aussitôt, les moulinets tournoyaient.

Il ne changea d'ailleurs point après 1945, crossant toujours, à tour de bras, qui lui déplaisait, malgré son très grand âge, en proportion géométrique duquel s'accroissait régulièrement sa mauvaise humeur.

Lorsque les Allemands eurent occupé la Belgique, en 1940, il avait cru aussitôt qu'on « allait au-devant d'une persécution religieuse ». De cette persécution religieuse, nul Belge n'aperçut jamais la trace. Certains prêtres belges, qui répandaient des tracts clandestins ou appartenaient au maquis, patriotards-communistes, furent déportés. Vers la fin de la guerre, des cloches modernes, sans valeur historique, furent fondues pour faire face, coulées en obus, à la ruée bolcheviste. Mais ces mesures individuelles ou ces décisions d'intérêt matériel n'avaient rien à voir avec une persécution religieuse.

Les représentants du Reich en Belgique furent respectueux des croyances des fidèles et des prérogatives de la hiérarchie ecclésiastique. Ce ne sont pas eux qui eussent imposé en Belgique des évêques de leur nationalité comme les Français l'avaient fait à Gand et à Namur lors de l'occupation républicaine et napoléonienne ! Les prêtres belges purent, durant toute la guerre, user et surtout abuser de la chaire de Vérité, à

des fins religieuses en général, à des fins politiques en particulier. Les écoles catholiques continuèrent à toucher, rubis sur l'ongle, leur demi-milliard de subsides, bien qu'elles fussent souvent, et quasi-ouvertement, des officines de propagande anti-allemande.

*

* *

Le clergé belge, bretteur par tradition, est accoutumé à prendre parti politiquement. L'Histoire de Belgique est remplie d'exploits nés de cet esprit intolérant et batailleur.

Au moment des conflits de la Révolution brabançonne, à la fin du XVIII^e siècle, des moines, soutane retroussée, bardés de cuir, brandissant des crucifix, avaient conduit vingt mille paysans à l'assaut des troupes de la monarchie autrichienne, la plus chrétienne de l'Europe ! L'Archevêque d'alors, Monseigneur de Frankenberg, digne prédécesseur de Monseigneur Van Roey, avait été le boute-feu de cette révolution de village.

Au XIX^e siècle, le clergé belge s'était distingué par un acharnement identique durant la « Guerre Scolaire », se livrant à de tels débords que le Vatican, effrayé lui-même de ce fanatisme, dut discrètement rappeler le haut-clergé belge à la charité chrétienne et au respect des lois.

L'existence d'un « Parti Catholique » où les intérêts religieux et politiques – voire politico-financiers – furent toujours mêlés prolongea jusqu'à nos jours cet esprit de guérillas du clergé belge.

Rien n'arrête celui-ci, lorsqu'il se jette dans la mêlée. Je me souviens encore d'une bagarre politique de mon enfance où un prêtre renommé, l'Abbé Gribomont, devenu plus tard Doyen de La Roche, avait fait face, soutane au vent, à un

cortège du Parti Libéral, en brandissant contre lui une lance d'incendie; il noya en pleine rue les manifestants!

Il était normal qu'habitué ainsi au grabuge, adorant cette atmosphère casse-cou, le clergé belge eût senti, une fois de plus, durant la guerre, le démon de l'agitation politique le travailler. Il y eut des prêtres belges agents de l'Intelligence Service, d'autres de la Gestapo. Certains jouaient à Sherlock Holmes.¹ D'autres furent maquisards, en tête desquels se précipita évidemment, barbu et plus acharné que jamais, le doyen-pompier de mon enfance.

Malgré de nombreux incidents et d'éclatantes provocations, les autorités allemandes d'Occupation ne se laissèrent pas entraîner dans le conflit politico-religieux où rêvaient de se jeter, à tombeau ouvert, un certain nombre de ces bagarreurs ecclésiastiques, menés, notamment, par un certain abbé Bolland, qui toujours avait été considéré comme un détraqué mental, les yeux excités, hagards dans d'étranges cercles jaunes. Je l'ai bien connu jadis. A tous, il donnait dès alors l'impression d'être dans le vestibule d'une clinique de fous. C'est cet Abbé Bolland qui, avec deux énergumènes communistes, le député Brunfaut et le futur ministre Demany, fonda le fameux Front de l'Indépendance, front d'assassins et de pillards, qui ne servait que la cause et la caisse du Parti Communiste.

Durant les premiers mois de l'Occupation, le Cardinal s'était néanmoins gardé de réactions de type politique, soit publiquement, soit même dans l'intimité de son Cabinet,

1.- Plus l'affaire tenait du roman policier, plus elle enchantait ces ecclésiastiques. Voici, à titre d'échantillon, deux lignes extraites d'un récit à la gloire d'un de ces agitateurs sacerdotaux, venu de Londres... en parachutes: « Durant ses déambulations, le Père Jourdain était déguisé, portait lunettes et moustaches. A Bruxelles, il se trouvait dans une cachette secrète, à la Banque de Bruxelles... » etc. - Que devenaient les âmes dans ces histoires de Rouletabille?...

lorsque des « collaborateurs » éventuels étaient venus lui demander son avis.

Plus tard, après l'effondrement du Reich, en 1945, voulant s'accorder à lui-même un « certificat antidaté de Résistance », M^{gr} Van Roey parla fort audacieusement de sa « résistance sans concession ». C'est assez cocasse. Car j'ai été reçu à Malines, moi Léon Degrelle, après plusieurs mois d'occupation, par le Cardinal Van Roey en personne. Je venais précisément lui demander des « directives ». Le Cardinal trouva irréprochable que j'entrepris un travail collaborationniste.¹

De même, l'orientation nettement collaborationniste que donna Léopold III aux élites belges responsables en 1940 n'aurait pas été imaginable hors de l'assentiment formel du Cardinal. Le Cardinal Van Roey eut toujours sur le Roi Léopold une influence extraordinaire. Léopold III, caractère impressionnable, se trouvait complètement sous l'emprise de ce troglodyte limbourgeois, maussade, autoritaire, véritable Père Joseph de la Couronne belge. Il y réglementait tout, même les amours clandestines de Sa Majesté et, à ce propos, monta de toutes pièces la mauvaise plaisanterie du mariage religieux, anticonstitutionnel, de la belle Liliane, enceinte de plusieurs mois lorsqu'elle épousa Léopold III selon la loi.

Après la capitulation du 28 mai 1940, le Cardinal avait approuvé dans une Lettre Pastorale la reddition du Roi et son refus de rejoindre les Alliés, alors que l'événement, uniquement d'ordre politique et militaire, ne le regardait point.

Tous ceux qui ont été en relation avec le Palais durant la guerre savent que le Roi ne prenait jamais une décision sans avoir demandé l'avis de son mentor malinois. Un des intimes de Laeken m'a raconté là-dessus des détails surprenants et des « histoires vécues » relevant de l'envoûtement.

1.- Voir le récit de cette entrevue dans mon livre *La Cohue de 1940*.

La collaboration naissante, en 1940, fut désirée, orientée, voire même provoquée par Léopold III. Quelles que fussent les tendances, libéralo-maçonnique (Lippens), socialiste (De Man), nationaliste-conservatrice (Paul Colin, Robert Poulet), rexiste (Léon Degrelle), l'inspiration, pour tous, vint de la même source. Nul de ces groupes et de ces hommes ne se fût avancé dans la voie du collaborationnisme sans l'avis favorable de Léopold III. Et le Roi n'eût pas remué le petit doigt sans l'accord de son protecteur renfrogné et omniprésent.

Il eût suffi d'un froncement de sourcils de Son Eminence pour que son fils Léopold eût freiné. Au lieu de freiner, il alla à Berchtesgaden.

Monseigneur Van Roey se fût grandi à avouer qu'il avait approuvé et encouragé le dessein du Monarque, au lieu de parler de sa « résistance sans concession », lui qui, indiscutablement, fut à la base même de la « concession » belge la plus éclatante qui se soit produite pendant la guerre, à savoir la visite fort peu glorieuse et tout à fait inutile de Léopold III, le 19 novembre 1940, au Führer du III^e Reich, Adolf Hitler.

*

* *

Le Cardinal, en 1940, s'attendait à une « persécution », qui ne vint pas. Quant à la situation de la Belgique en tant qu'Etat, il était clair qu'elle l'angoissait beaucoup moins. Il n'en parlait même pas. Il laissa collaborer ceux qui, comme moi, connaissent les coups de patte, ou de crosse, du personnage, allèrent prudemment à Malines lui demander conseil, ou ceux qui, comme Léopold III, se trouvaient totalement sous emprise et ne réagissaient que selon ses consignes. Il toléra sans broncher qu'un prêtre belge aussi éminent que l'Abbé Cyriel Verschaeve

conviât publiquement, en octobre 1940, les élites « à jeter un pont entre la Flandre et l'Allemagne. »

La « persécution » prévue ne se déclenchant pas, le Cardinal eût donc pu se tenir à peu près tranquille, comme les cardinaux français.

Mais cet homme massif, apparemment calme, est incapable de vivre sans conflits. Il en a eu avant la guerre. Il en a eu après la guerre. Il en aura encore dans l'autre monde : un Paradis sans coups de crosse serait pour lui un abominable Purgatoire !

Durant des années troublées comme les années 1940-1945, les occasions de bagarres, on s'en doute, ne manquaient pas.

On ne peut pas dire que le Cardinal Van Roey fit preuve d'une excessive partialité à l'égard des belligérants. Les uns comme les autres reçurent leurs coups de crosse, les Allemands à l'occasion de la réquisition des cloches et des déportations, les Anglo-Américains lors de leurs raids terroristes au cours desquels ils broyèrent, notamment, en une seconde, à Anvers, cent quatre-vingts pauvres gosses d'une école catholique, ainsi que seize religieuses. Ainsi, d'un côté comme de l'autre, il put s'en donner à cœur joie, tempêter, pester, crosser largement, selon son bon plaisir.

Quant au problème de la Collaboration proprement dite, l'attitude du Cardinal dépendit des circonstances, des chances ou des revers des blocs d'Etats au combat, et aussi de ses humeurs fréquentes, des sentiments personnels que Son Eminence éprouvait précisément de certains collaborateurs ou de certains groupes de collaborateurs.

Léopold III étant son homme de confiance, sa permanence à la tête de l'Etat lui permettait de continuer à exercer pleinement sur la politique du pays l'hégémonie indirecte à laquelle il a toujours tenu tant. Monseigneur Van Roey désira donc vivement, en 1940, que le Souverain retrouvât au plus tôt ses préro-

gatives et ses possibilités d'action. Il ne vit absolument rien à redire à ce que le Roi soutînt, conseillât la Collaboration et s'enfermât finalement dans la piteuse entrevue de Berchtesgaden, ratée à l'avance.

Jusqu'au dernier jour de la guerre, Léopold III fut radicalement, violemment, opposé aux ministres belges de Londres Pierlot et Spaak, décidé à ne plus tolérer qu'ils fissent partie d'une équipe ministérielle tant qu'ils ne se seraient pas rétractés publiquement. Par contre, durant toute la guerre, il tint à garder les contacts avec les dirigeants de la « Collaboration » et à conserver leur sympathie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il misait sur les deux tableaux.

Le Cardinal, son confident et son mentor, ne trouva jamais rien à redire à tout cela. Ce que le Roi faisait était bien, puisque sa docilité était assurée.

Mais vis-à-vis des groupes de collaborateurs qui, selon les consignes formelles de Léopold III, avaient entrepris d'assurer le salut du pays en cas de victoire du Reich, le comportement de l'archevêque varia beaucoup.

En 1940, nous l'avons vu, il s'était bien gardé de déconseiller la Collaboration et il avait été aimable – ce qui est rare chez lui, et méritoire! – avec les collaborateurs en puissance qui tenaient, comme moi, à recueillir son opinion avant de s'engager dans le guépier belgo-allemand.

Certes, il n'aimait ni le VNV (*Vlaams Nationaal Verbond* ou Ligue Nationale Flamande en français), ni Rex. Il l'avait montré avant la guerre. Pour lui, seul possédait droit à la vie le Parti Catholique, émasculé, idiot à souhait, mais strictement soumis à son omniprésence. Les autres étaient des hérétiques, des schismatiques. A la fin de 1940, toutefois, le Parti Catholique semblait définitivement mort. Il s'était déshonoré à Limoges. Il avait trahi le roi, avec une lâcheté qui fut toujours et est restée sa principale caractéristique. Les vieux

partis démocratiques étaient l'objet du mépris général. Le Cardinal ne pouvait que constater le fait. Aussi s'en fit-il, pendant quelque temps, une raison.

Les principaux dirigeants VNV et rexistes étaient des catholiques fervents. Il était donc préférable de ne pas les brusquer et même de les recevoir avec certains égards. On sortait de chez lui plus ou moins asphyxié (l'eau dut, toujours, lui être aussi étrangère que la bonne humeur) mais tranquilisé.

Pendant les premiers mois, le Cardinal s'en tint – les parfums mis à part – à ces sentiments discrets, mais plutôt cordiaux.

*

* *

L'hiver passa.

L'offensive des Italiens en Grèce, à la fin de 1940, avait mal tourné. En Afrique, où Rommel n'était pas encore intervenu, les arrière-petits-fils de César et d'Antoine avaient tourné le dos au pays de Cléopâtre et couru vers le Détroit de Malte, aussi prompts que les coursiers de Numidie qu'enfourchaient leurs aïeux.

Au Cardinal, nous parûmes alors beaucoup moins intéressants, et surtout beaucoup moins nécessaires. Ses vieilles rancœurs contre les concurrents de son parti confessionnel revinrent par bouffées.

Si l'Axe avait gagné, Son Eminence se fût adaptée tant bien que mal à la situation. Mais allait-il gagner? Ce n'était plus si certain. Des estafettes venaient de Londres, via l'Espagne, arrivaient chez le Cardinal, nourrissaient ses rancunes et ses vieux rêves absolutistes.

Seul le retour à l'ancienne anarchie démocratique pourrait permettre la reconstitution d'un Parti Catholique bien amorphe, filiale asexuée de l'Archevêché.

Nous, les Commensaux de l'automne 1940, nous commençons à redevenir des trouble-fêtes, ceux qui établissaient des distinctions entre la défense des intérêts temporels de l'Etat – champ d'action de tous les citoyens, croyants ou non – et la défense des intérêts spirituels de l'Eglise, fief de la hiérarchie ecclésiastique. Le Cardinal n'avait jamais admis cette formule. Il prétendait intervenir et avoir raison dans tous les domaines. Respectueusement, mais fermement, nous pensions qu'en politique courante un Cardinal pouvait se tromper comme un autre citoyen et que ses interventions en matière purement temporelle ne gagnent pas nécessairement à s'accompagner de violentes pressions de caractère spirituel. Mais le Cardinal avait, dans ces questions délicates, des conceptions extrêmement personnelles et rigoristes. Son avis était le bon en tout, le seul qui compte : un catholique devait s'y soumettre aveuglément, même s'il s'agissait de pronostics militaires sur l'issue de la Deuxième Guerre Mondiale ou d'expériences politiques en cours, telle que le rassemblement de l'Europe Nouvelle. Et pan ! Un coup de crosse en pleine figure, si vous ne vous colliez pas, avec componction, au garde-à-vous, lorsqu'en grognant, il inspectait le rang !

*
* *

Comme parfois le spirituel et le temporel se rejoignent ou se côtoient, il eût été compréhensible que le Cardinal, estimant que tel était le cas, se prononçât ouvertement, qu'il condamnât donc carrément, au nom de la religion, le collaborationnisme et qu'il menaçât des plus sévères sanctions religieuses ceux qui allaient risquer leur vie au Front de l'Est pour refouler les Soviétiques.

*
* *

Nous pouvions errer de bonne foi, en croyant qu'en collaborant avec le III^e Reich, nous aidions à se relever notre Patrie vaincue et sauvegardions mieux ses intérêts spirituels qu'en abandonnant le terrain à des aventuriers dénationalisés et à des ennemis de l'Eglise catholique.

Nous pouvions aussi nous tromper du tout au tout à propos de Staline en voyant en lui un ennemi des patries et des religions, alors qu'il était peut-être, vraiment, un libérateur des peuples, un allié merveilleux pour la Belgique et un futur ami et soutien du Successeur de Saint Pierre.

Si donc le Cardinal estimait en conscience que nous faisions erreur, il nous eût étonnés, certes, en intervenant ainsi contre la Collaboration alors que son fils spirituel, le Roi, nous la conseillait ; il nous eût même sans doute choqués en soutenant indirectement le bolchevisme par un blâme adressé aux volontaires du Front de l'Est. Mais enfin il eût accompli ce qu'il estimait être son devoir de guide des âmes.

Nous eussions, en tout cas, admiré son courage. Et, pour chacun, le cas de conscience eût été posé.

Mais il n'en fut pas ainsi. Pendant un certain temps même, le Cardinal Van Roey mécontenta fortement la « Résistance ». Il redouta tellement alors un coup de main de sa part qu'il demanda à un des collaborateurs les plus notoires, Gérard Romsée, Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, de lui assurer une protection importante et onéreuse (pour l'Etat !). Le député nationaliste flamand dut, pour l'apaiser, lui envoyer un détachement de gendarmes comme jamais ministre ou roi n'en eut en Belgique autour de sa demeure. Les collaborateurs les plus en vue de Bruxelles étaient veillés par deux vagues pandores supplétifs. Le Palais de l'Archevêque fut, lui, dans la paisible ville de Malines, entouré par une garde de dix-huit et même de vingt-quatre gendarmes fournis par Gérard Romsée, tous armés jusqu'aux dents, patrouillant nuit et jour.

Mais, les premiers revers de l'Axe venant, Monseigneur Van Roey commença à trouver bon de mener une petite guerre sourde à la Collaboration, non point en recourant à une condamnation en bonne et due forme – il s'en garda toujours – mais en s'en prenant en sous-main à ce qu'il y avait de plus pur, de plus inattaquable dans l'âme des croyants dont le comportement politique lui déplaisait.

Il se cantonna à une sorte de grève sacramentelle des bras croisés, agissant de telle manière que des milliers de catholiques en péril de mort allaient se trouver seuls à l'heure de l'agonie, privés du prêtre que l'Eglise ne refuse jamais aux pires bandits, mais que le Cardinal Van Roey refusa délibérément, implacablement, à nos soldats succombant dans les neiges du Front de l'Est, champions de l'Europe chrétienne arc-boutée face au bolchevisme.

*

* *

Je ne voudrais pas, moi qui ai, pendant tant d'années, reçu l'Eucharistie à peu près chaque jour, me laisser emporter par des ressentiments humains. Mais j'ai beau essayer de chercher des explications au comportement du Cardinal, je ne puis arriver à comprendre comment un messenger de l'amour divin put se résoudre à ces refus atroces et surtout comment, par la suite, il put, publiquement, s'en glorifier !

Des milliers de jeunes catholiques belges étaient partis au Front de l'Est, au sein de la Légion « Flandre » et de la Légion « Wallonie ». Dans la seule Légion « Wallonie », deux mille cinq cents moururent en héros de l'Europe et de la Chrétienté, au cours de cette lutte effroyable.

Nul qui n'a connu cette odyssée ne peut imaginer ce que ces glorieux garçons ont souffert. Une chose est certaine : c'est

qu'un grand idéal les animait. Ils pouvaient se tromper. Staline pouvait être un homme providentiel et le communisme un bienfait du ciel. Mais s'ils erraient à ce sujet, du moins étaient-ils merveilleusement sincères. Ils offraient leur jeunesse, leur vie, pour leur idéal. Ils couraient au-devant de la mort par amour de leurs frères, de leur pays, de l'Europe, et, il faut le dire hautement, pour défendre leur religion contre un communisme qu'ils croyaient, en toute bonne foi, son ennemi mortel.

Ces volontaires allaient connaître les plus grands périls. Les chiffres sont là : quarante et un pour cent des Légionnaires wallons du Front de l'Est sont morts dans cette épouvantable lutte, alors que l'armée belge ne perdit, contre l'Allemagne pendant la guerre de 1940, qu'environ un pour cent de ses effectifs.

Nos soldats partaient dans un pays où il n'existait plus de clergé catholique, où donc la seule aide spirituelle possible devait venir de leur propre troupe. Ils demandèrent instamment au Cardinal Van Roey un prêtre, des prêtres. Ils le demandèrent modestement, filialement, uniquement parce que leurs âmes en avaient besoin. Du front, où ils voyaient leurs compagnons mourir sans secours sacerdotal, ils envoyèrent à Malines des suppliques émouvantes.

Les autres légions de volontaires possédaient leurs aumôniers catholiques, qu'elles fussent hongroise ou italienne, slovaque ou roumaine, française ou espagnole. Le Pape lui-même avait reçu en audience, avec une grande bonté, des blessés de la Division « Azul » retour du front du Volchow.

Nous, volontaires belges, nous devons mourir comme des bêtes, sans une parole d'un ministre de Dieu, sans la douceur de l'absolution, sans le réconfort de l'eucharistie...

Comment, comment le cri de ces âmes douloureuses n'émut-il pas le Cardinal Van Roey, comment lui, prêtre, eut-il l'énergie de refuser à ces mourants cette aide ?

Ah! Je sens la douleur m'envahir encore quand je pense à ces centaines de jeunes garçons, si nobles, qui râlaient dans la neige, qui souffraient sur le sol dans nos misérables petits hôpitaux de la steppe, qui demandaient en vain que le prêtre fût là, l'ami, le guide, celui qui prépare l'âme au grand passage!

Nul n'avait demandé à nos Croisés d'adhésion politique. Ils étaient rexistes ou ils ne l'étaient pas (tel le fils Jourdain, de la famille des propriétaires du plus important journal catholique belge, *La Libre Belgique*, mort en héros au Caucase, tel le vaillant Sinzot, disparu en Ukraine, fils du fameux député catholique de Mons). Beaucoup n'avaient appartenu à aucun parti: c'étaient des jeunes catholiques, simplement, qui s'étaient souvenu des condamnations du bolchevisme, lancées solennellement par les papes et par le Cardinal Van Roey lui-même, en d'autres temps. Ils avaient couru au-devant de la souffrance parce qu'ils voulaient que leur vie fût belle, noble, audacieuse, rayonnât d'amour au point de se sacrifier toute.

Et même ces jeunes garçons eussent-ils commis, en offrant leur vie, un affreux crime, eussent-ils été, à cause de ce don si pur de leurs vingt ans, les plus vils des coupables? Quand vit-on jamais l'Eglise refuser le baiser de Dieu à un mourant tendant son âme vers la rédemption?... L'Eglise court au monde pour sauver un païen!

Des milliers d'âmes étaient prêtes, dans nos tranchées, aux plus nobles élans spirituels. La souffrance du front purifie. Les privations, l'angoisse, le voisinage de la mort libèrent les cœurs des servitudes terrestres, les prédisposent à recevoir le message de Dieu. Pour des prêtres hantés par l'amour divin, c'était une moisson merveilleuse à la portée de leur apostolat. Ils ne devaient pas courir, à grand prix, au fond de la brousse équatoriale ou à des plages lointaines d'Océanie. Les âmes assoiffées de Dieu étaient là; elles s'offraient; elles suppliaient. Le Cardinal recevait ces demandes. Insensible à ces appels

déchirants, il ferma son cœur, refusa et par la suite même, s'en vanta.

Qu'étaient devenues dans cette dureté de cœur et la charité chrétienne, la passion de Dieu, l'esprit de miséricorde?...

Si Monseigneur Van Roey avait pu voir un instant ces centaines de garçons qui agonisaient dans d'affreuses souffrances physiques, je ne puis croire, vraiment, qu'il ne se serait pas dégagé, enfin, du poids des vieux ressentiments du Forum et que sa main de prêtre eût refusé encore ce réconfort divin que, de loin, des centaines de voix poignantes lui demandèrent en vain, au long de quatre années...

*

* *

Etait-ce se compromettre dans une aventure politique que d'accorder des aumôniers à notre Légion de Volontaires de l'Est?

Mais cette Légion n'était pas politique, elle était une croisade spirituelle!

Moi, chef politique en vue, j'y fus longtemps simple soldat, aux ordres d'officiers qui n'avaient rien de commun avec mon parti. Et même la création de la Légion eût-elle été liée à une idée politique, ce n'était pas une adhésion quelconque à nos thèses que nous demandions aux aumôniers du Cardinal, mais un secours spirituel à des âmes en danger. L'aumônier d'une prison est-il solidaire des fautes des prisonniers qu'il réconforte? Non seulement l'Eglise accepte d'envoyer des aumôniers dans les prisons et les bagnes, mais elle intervient de toutes ses forces pour qu'on lui accorde cette faveur. Elle crée même des ordres religieux à cette fin-là!

Si Staline avait offert de recevoir, dans ses divisions, des aumôniers catholiques, l'Eglise les lui eût-elle refusés? On les

eût envoyés avec la joie vibrante du bon berger qui pense, non point au communisme de l'URSS, mais à chacune de ces âmes, filles de Dieu, qui retrouverait Dieu !

Que les prêtres demandés pour notre Légion fussent rexistes, qu'ils fussent ouvertement anti-rexistes, cela nous était absolument égal. Ce que nous demandions uniquement, c'était l'envoyé de Dieu qui nous guiderait, qui nous purifierait, qui nous aiderait à bien mourir. Le Cardinal pouvait choisir, précisément, des prêtres connus pour leur opposition à nos idées ; il pouvait faire préalablement les déclarations les plus draconiennes, dire haut et clair que ses aumôniers n'avaient, idéologiquement, rien à voir avec nous, nous assimiler même aux criminels au pied de l'échafaud et qui, ceux-là, ont un prêtre à leur côté à l'heure de mourir. Nous eussions tout accepté, pensant à Dieu d'abord.

Si nos petits volontaires, au lieu d'offrir leur vie si noblement pour leur prochain au Front de l'Est, avaient tué en Belgique leur père et leur mère ou s'étaient livrés aux actes du pire sadisme, eussent-ils manqué d'un aumônier à la prison de Forest ? Le Cardinal leur eût-il refusé un prêtre avant leur exécution ?

On leur eût procuré avec empressement ces secours spirituels !

Mais des milliers de jeunes Belges idéalistes, qui se sacrifiaient pour leurs semblables, durent mourir sans prêtre, au bout des steppes hurlantes, parce que le Cardinal Van Roey, avec une obstination, une dureté dont le seul souvenir glace l'âme, ne répondit que par des refus hautains et des crises de mauvaise humeur impitoyables, à leurs déchirantes suppliques...

*

**

J'ai assumé de lourdes responsabilités dans ma vie. Mais nulle ne me pèserait plus que celle d'avoir, comme le Cardinal Van Roey, saboté froidement, implacablement, le salut de milliers d'âmes.

Nos volontaires avaient du mérite à demander avec tant d'insistance des aumôniers. Certains dirigeants politiques du Reich voyaient d'un mauvais œil ces manifestations éclatantes de notre foi. Jusqu'à ce que s'apaisât, en 1943 et 1944, l'anticléricalisme de certains dirigeants du Troisième Reich. Le fait d'être ouvertement catholique fut pour moi un incontestable handicap. Non-catholique, j'eusse atteint beaucoup plus tôt les objectifs que je visais.

Mais nous étions, pour la plupart, d'ardents croyants. Quatre-vingt-dix pour cent de nos volontaires s'étaient affirmés catholiques en réponse à un questionnaire officiel. Nos jeunes, notamment, étaient admirables de pureté chrétienne. Cette pureté eût dû être jalousement protégée. Les promiscuités de la caserne et du front n'étaient pas sans danger moral pour beaucoup de tout jeunes soldats. Un prêtre eût pu les retenir au bord du péché ou laver leurs âmes après leurs fautes, les redresser après leurs chutes. Ces garçons pouvaient mourir au combat le lendemain, en état de grâce ou en état de péché mortel, selon que le prêtre, ami, confident, sauveur, les aurait à temps dégagés de l'abîme ou leur aurait fait défaut.

Des centaines de parents chrétiens m'écrivaient des lettres angoissées, tremblant non seulement pour le corps aimé qui risquait de périr, mais pour l'âme, l'âme guettée par les tentations et que nul prêtre ne protégerait. Le Cardinal s'est glorifié publiquement de m'avoir refusé ces prêtres ; je me glorifie de les avoir demandés, malgré les camouflets cinglants par lesquels Malines me répondit. J'ai fait, en insistant ainsi, mon devoir de chrétien. Si je n'avais pas agi de la sorte, ma

conscience serait hantée par le sort de certains de ces morts, errant peut-être aujourd'hui – non par ma faute – dans les ombres glacées de la vie éternelle...

*

* *

Le Cardinal – qu'on me comprenne bien – n'interdisait pas que des prêtres nous accompagnent. Sa position était beaucoup plus subtile : il refusait de nous donner des prêtres.

Si un prêtre, ému, épouvanté à la pensée de ces milliers d'âmes abandonnées parmi tant de périls, ressentait l'appel divin, voulait partir pour aider spirituellement ces hommes en danger de mort, le refus du Cardinal, connu de tout le clergé, était là, comme un blâme préalable, presque une menace. Il était quasi impossible à un prêtre de braver si nettement l'autorité hiérarchique. En venant nous apporter le bienfait de la pénitence et de l'eucharistie, un aumônier ne s'exposait pas à être condamné ex-cathedra, mais il savait que l'archevêque de Malines, quant à lui, refusait radicalement à nos soldats ce réconfort religieux. Qui eût osé, dans de telles conditions, entreprendre un apostolat qui déplaisait si manifestement à Son Eminence!...

Pourtant, à trois reprises, un prêtre belge se risqua jusqu'à nous, les pestiférés.

Le premier était assez dévoué, mais dévoré par la peur physique. A notre terrible combat de Gromovaja-Balka, le 28 février 1942, il abandonna son calice, se sauva à huit kilomètres du front, laissant cent cinquante mourants et blessés souffrir ou partir à la rencontre de Dieu sans son aide.

Le deuxième, un bon prêtre, professeur au Collège Saint Michel de Bruxelles, fut un vaillant compagnon d'âmes durant l'hallucinant Kessel de Tcherkassy. Mais, alors déjà,

nous formions une Brigade, il nous eût fallu deux ou trois aumôniers, au moins, pour nous assister dans ces combats terribles où moururent près de mille de nos camarades.

Durant la dernière année de la guerre, au front de Poméranie et de l'Oder, ce fut un vrai Saint et un héros inoubliable que Dieu nous envoya, un Trappiste de l'Abbaye de Forges-lez-Chimay, le R.P. Stockmans. La foi de cet homme, sa douceur, sa charité, sa sérénité étaient sublimes. Ne vivant que pour les âmes, il bravait la mort sans cesse pour les atteindre, toujours en première ligne, toujours sous la mitraille.

Il reçut la Croix de Fer de Première Classe. Il l'avait gagnée cent fois. Mais humainement, il n'avait aucun mérite. Il était porté par un tel amour des âmes, éprouvait de telles joies à les sauver qu'il marchait dans les éclairs de la mort sans même s'en rendre compte.

Sorti vivant de la fournaise, ce prêtre, qui n'avait été qu'un prêtre fut – jugement inouï – frappé par la justice démocratique belge d'une peine de quinze ans de prison, pour avoir administré à des mourants les sacrements de la pénitence et de l'eucharistie!

Le Cardinal Van Roey le laissa condamner sans souffler mot, lui qui pourtant envoya, au Conseil de Guerre de Bruxelles, son secrétaire, Monseigneur Leclef, comme témoin à décharge afin de vanter le patriotisme d'un gros collaborateur économique, poursuivi – et d'ailleurs, condamné – pour avoir gagné des dizaines de millions comme fournisseur belge de la *Luftwaffe*!

Ce Père Stockmans d'ailleurs, malgré son zèle apostolique, n'avait été qu'une poussière dans le tourbillon de ces mêlées. Nous étions, en 1944, devenus une Division. C'est sept, huit, dix aumôniers qu'il nous eût fallu, comme dans une Division de l'Armée belge. Des nuées de prêtres, en Belgique, perdaient leur

temps à de vaines propagandes politiques, à de l'agitation temporelle et stérile, à des distributions de tracts haineux, tandis que, faute d'une présence apostolique, des centaines de nos garçons ont dû entrer dans la mort sans aucun soutien spirituel.

*
* *

Il fallait voir avec quelle ferveur ils accueillaient le prêtre qui nous atteignait dans nos fortins de misère, que ce fût notre aumônier accidentel ou l'un ou l'autre prêtre allemand d'une unité voisine qui, sensible à notre abandon, venait nous apporter, tant bien que mal, ignorant souvent notre langue, ce message divin dont notre clergé national, trop passionné, égaré par les objectifs temporels, nous privait si durement.

Mais, de même qu'il était difficile de comprendre pourquoi ce qui était admirable aux yeux du Cardinal Baudrillart était abominable aux yeux de son confrère le Cardinal Van Roey, de même il était difficile de comprendre pourquoi l'apostolat d'un prêtre allemand au front était vivement loué et l'apostolat d'un prêtre belge au front était violemment refusé ! Où était l'universalité de la foi ? Et que signifierait encore la parole « catholique » ?...

A chacune de ces venues d'un prêtre, quatre-vingt, quatre-vingt-dix pour cent de nos hommes communiaient, tremblants de froid dans leur poste de glace, ou gluants de boue dans leurs trous nocturnes. La petite hostie blanche se dessinait près des visages ravinés, aux lueurs aveuglantes de la bataille. Pauvres garçons, si purs, si droits... Le cœur se déchire en se souvenant de tous ces mourants jetés en travers de la neige rosée ou renversés dans la bourbe, le corps tordu de douleur... Nous devons continuer à nous battre, ils mouraient, répétant comme ils le pouvaient une prière

d'enfant que leur avait apprise leur mère. Mais combien d'autres succombaient sans avoir eu le temps de rien prévoir... Des centaines d'âmes eussent pu être sauvées qui, à cette heure peut-être, attendent et souffrent... Responsabilité terrible...

Pourquoi la croisade au Front de l'Est était-elle admirable aux yeux du Cardinal français Baudrillart et abominable aux yeux du Cardinal belge Van Roey ? Pourquoi, dans une Eglise catholique, c'est-à-dire universelle, un aumônier allemand et un aumônier belge étaient-ils, l'un admis, l'autre vomé, sur le même champ d'apostolat ?

Encore une fois, comment expliquer, comment comprendre ?... A Paris, les volontaires antibolchevistes – cas absolument identique au nôtre – qui mouraient au Front de l'Est étaient honorés, aidés spirituellement par l'Eglise qui priait pour eux sous les voûtes de Notre-Dame. A Bruxelles, aux mêmes volontaires, exactement, la même Eglise, exactement, refusait farouchement le prêtre qui, au bord de la mort du corps, eût pu donner le salut à l'âme...

Rien n'est plus affreux qu'un ministre d'Amour qui hait.

La passion politique avait fait de tels ravages spirituels parmi le clergé belge que cette affreuse dureté d'âme du Cardinal Van Roey à l'égard de nos soldats fut considérée comme un titre glorieux de « résistance », dont on fit état, avec enthousiasme, à la fin des hostilités !

On était arrivé, en Belgique, à trouver tout à fait naturel que l'exercice des sacrements lui-même fût utilisé pour souffler, humilier, marquer au fer rouge des adversaires politiques.

*
* *

J'ai souffert personnellement de cette mentalité de la manière la plus cruelle, visé sans doute plus que tout autre.

Après les combats du Caucase, avant de retourner à la tragédie de Tcherkassy, j'étais allé embrasser mes vieux parents à Bouillon, ma ville natale.

C'était un samedi soir.

A deux cents mètres de notre maison se trouvait la chapelle d'un couvent de religieuses où, pendant toute mon enfance, j'avais, chaque matin, à six heures, servi la messe et communiqué. De mon banc, je voyais la tombe d'un de mes frères, mort tout jeune. C'était l'ange qui nous protégeait. Toute mon enfance, ma ferveur, ma piété sont liées à cette modeste chapelle et à cette petite tombe.

C'est là que, tout naturellement, j'allais le dimanche matin, avec mes fillettes, assister à la première messe et communier.

Seuls les gens du quartier assistaient à cette messe basse, montés des ruelles voisines par où j'avais couru en sabots, chaque matin, pendant des années, dans les nuits d'hiver. Je m'approchai de la Table Sainte, entouré de mes enfants. Quand le Doyen arriva à moi, il passa outre. Deux fois, d'autres fidèles s'agenouillèrent à mes côtés. Chaque fois, le prêtre me refusa l'Eucharistie.

Dans l'humble chapelle de mon enfance, sans justification quelconque, uniquement pour me faire souffrir, un prêtre accomplissait au pied de l'autel cet acte de haine!

Il eût pu, à la rigueur, dans une église paroissiale, me refuser la communion si j'avais été porteur d'un uniforme politique. Mais je portais ma tenue militaire du front, sans signe quelconque de parti. Jamais le moindre texte des autorités ecclésiastiques belges n'avait interdit de donner la communion à un soldat vêtu de son uniforme réglementaire, reconnu d'ailleurs, haut et clair, par l'aumônerie catholique. Sinon, comme un militaire ne peut porter que sa tenue, ne peut même pas sortir

en civil, le contraire eût amené à priver des sacrements, automatiquement, des milliers de soldats permissionnaires.

Cette traque spirituelle avait quelque chose d'incohérent et de monstrueux. Un prêtre doit brûler du désir d'apporter Dieu dans un cœur. Il devrait souffrir d'en priver une âme, s'interroger dix fois avant de recourir à cette extrémité. Dans mon cas, le problème ne souffrait même pas de discussion. Il ne s'agissait pas de manifestation, de quelque ordre que ce fut; je me trouvais avec mes enfants dans une simple chapelle. Je portais mon uniforme du front, que nul règlement épiscopal belge ne visait. De toute manière, s'il avait des doutes ou des scrupules, il eût suffi à ce prêtre de me prévenir (je me trouvais dans la chapelle dix minutes déjà avant que la messe ne commençât).

Mais la question n'était pas là. On avait voulu faire un scandale. Le coup avait été méticuleusement prémédité. Oui, prémédité: doyen et vicaire se doutant bien que, de passage chez mes parents, je viendrais, comme à toutes mes visites, communier dans cette petite chapelle de mon enfance, avaient, – je l'appris par la suite –, monté à l'avance l'incident. Ils me guettaient. J'étais entré naïvement dans un piège sans me douter de rien, accompagné de mes innocentes fillettes.

Mais qui, qui serait allé imaginer qu'au lieu d'être émus d'apporter Dieu aux hommes, des prêtres pouvaient, de sang-froid, préparer délibérément des coups pareils?

Cette méchanceté à la Table du Divin Amour, une telle mauvaise volonté, l'air triomphant du prêtre qui me flagellait, me bouleversèrent à un tel point que j'explosai. J'eus tort. J'eusse dû, dans ce politicien, voir uniquement le prêtre, ne penser qu'à son caractère sacré, au lieu de laisser éclater mon indignation.

En protestant, j'étais tombé dans un second piège. Ma réaction spontanée allait fournir l'occasion de me sauter dessus une deuxième fois: quelques jours plus tard, j'étais bel et bien

excommunié dans mon diocèse « pour avoir troublé une cérémonie religieuse ». Je n'avais été ni informé de ce qu'on me poursuivait devant une juridiction religieuse, ni entendu, ni même convoqué à quoi que ce fût, par qui que ce fût. Un jugement avait été prononcé unilatéralement, dictatorialement, en un tournemain, sans que l'accusé eût su qu'il était l'objet d'une accusation, eût pu s'expliquer, établir la provocation et dire éventuellement ses regrets.

Mes pauvres fillettes avaient été poignardées par cette décision. Heureusement, notre aumônier militaire, en vertu des pouvoirs que lui accordait le Droit canon, leva cette excommunication mineure; l'évêque de mon diocèse marqua publiquement son accord avec cette levée et l'incident fut clos. Par la suite, il m'écrivit en exil une lettre fort noble liquidant l'affaire, définitivement. Mais seul l'avait rendue possible cet acharnement de certains prêtres à repousser et à piétiner l'âme de ceux qui avaient d'autres opinions qu'eux dans des matières aussi temporelles que l'issue d'une guerre à deux mille kilomètres de leur paroisse.

*

* *

Cette agressivité fanatique ne s'arrêta même pas devant les âmes les plus virginales: celles des enfants.

Trois de mes petites filles étaient en âge d'école.

Ma femme qui, chaque matin, faisait une heure de marche, par tous les temps, pour aller communier, régla leur entrée comme élèves externes dans une école de religieuses de notre commune d'Uccle. Les Sœurs furent enchantées. Tout fut mis au point.

Quelques jours avant le commencement de l'année scolaire, la Supérieure fit appeler la maman pour lui signifier qu'elle

annulait l'accord conclu. Elle avait consulté l'Archevêché de Malines, qui avait interdit de recevoir mes enfants.

Quels crimes avaient bien pu commettre ces pauvres petites, si heureuses, dans leurs gentils tabliers noirs, d'aller à l'école avec les fillettes de leur âge?...

A quoi rimaient les campagnes archiépiscopales pour sauver « l'âme de l'enfant », si on refoulait des petites âmes, non plus même parce qu'elles faisaient de la politique, mais uniquement parce que leur père en faisait, ou plus exactement risquait sa vie, à des milliers de kilomètres de Bruxelles, en luttant contre le bolchevisme?...

Ma femme eut beau insister auprès des religieuses. L'autorité ecclésiastique fut intraitable. Il ne resta plus que de les conduire à « l'école sans Dieu », tant anathémisée jadis par le Cardinal!

Tant pis si elles étaient éduquées de façon païenne! Politique d'abord! Ces pauvres petites de neuf ans, de sept ans, de cinq ans, comme si elles portaient le poids d'un second péché originel, durent elles aussi expier à l'école...

Incroyables excès où conduisait la passion politique! Des petites âmes toutes fraîches étaient offertes, qui avaient droit à leur part de lumière et de vérité... Comme on avait refusé Dieu à nos mourants au front, on le refusait à des enfants innocents, les enfants innocents que le Christ avait tant aimés et qu'on repoussait volontairement de Son Amour...

*

* *

Quand, avec le recul des temps, on jugera froidement cette période, on se demandera ce qui s'était vraiment passé dans le cœur des hommes – et surtout d'hommes-prêtres! – pour que

le monde se soit laissé aller à de si monstrueuses déformations morales, pour que les pêcheurs d'âmes eux-mêmes en fussent venus à se détourner fanatiquement de milliers d'âmes, à refuser de sauver des âmes de mourants, à refuser de former de petites âmes enfantines...

Pour nous, cette persécution indirecte, à demi-secrète et tellement impitoyable, fut le drame le plus cruel de la guerre, plus cruel que toutes les souffrances du front, parce que la blessure s'enfonçait au plus profond de mes convictions de croyant et de notre sensibilité spirituelle.

Nous avons pardonné depuis longtemps, car seuls le pardon et l'amour sont des attitudes chrétiennes.

Mais ce furent des jours amers qui, certainement, ne s'inscriront pas en lettres d'or dans l'histoire religieuse de la Belgique.

CHAPITRE XIV

LA BATAILLE FLAMANDE

Les erreurs du VNV en 1940. – Les Grands Pays-Bas, au lieu du séparatisme. – Le traquenard de l'isolement. – La Légion « Flandre » subtilisée au VNV. – La mise en vasselage à la SS. – Elias, nouveau chef du VNV, en lutte avec le Général Berger. – « DeVlag », instrument de chantage et de division. – Jef van de Wiele en 1943. – La valse des millions et des avions. – Inutilité de cette aventure. – Epouvantable confusion en Flandre. – L'Allemagne et la Flandre desservies. – Le VNV sur le Mont Aventin.

Pendant que certains ecclésiastiques, dénaturés par le virus politicien, s'acharnaient, en Belgique, à nous frapper dans notre foi, cette foi chrétienne avait été pour beaucoup dans les difficultés que j'avais rencontrées à Berlin, lors de mes débats de janvier et de février 1943, avec de hautes personnalités de la SS.

Celles-ci eussent voulu qu'à l'instar des volontaires flamands du Front de l'Est, nous renoncâmes à toute pratique religieuse. A l'Etat-Major de l'*Obergruppenführer* Berger, on m'avait posé brutalement la question : « Si vous entrez à la SS, cesserez-vous d'être catholique ? ».

J'avais répondu aussitôt : « Presque tous mes soldats sont catholiques. Je communie le premier, en tête des hommes. Je continuerai. Ils continueront. Si de telles questions sont mises en discussion, il vaut mieux ne plus prolonger, une minute de plus, nos échanges de vue. »

Avec beaucoup de courtoisie, le Colonel Riedweg, chef de Cabinet du Général Berger, avait détourné la discussion, ajoutant qu'il en référerait à Himmler.

Je ne savais pas ce que celui-ci déciderait. De cette décision-là dépendrait la nôtre. Le libre exercice de notre religion était, en tout cas, une condition « sine qua non » à notre entrée dans les Waffen-SS

Ce problème était resté provisoirement en suspens, comme tous les autres.

On n'avait jusqu'alors dit ni oui ni non. On avait acté la liste des garanties à propos desquelles j'avais demandé des engagements formels.

Avant de prendre définitivement parti, il ne nous restait donc qu'à voir quelle attitude prendrait Himmler, après avoir pioché le texte de mes discours et lu les montagnes de rapports que toutes les *Dienststellen* avaient tapées après mes conversations berlinoises.

Le temps avait passé. Nous étions à la fin d'avril 1943.

*
* *

Les dirigeants nationalistes flamands suivaient les péripéties de ce duel avec une extrême attention. Ils avaient engagé maladroitement la même bataille que moi. Et ils l'avaient perdue.

Le VNV, qui avait joui d'une situation tout à fait privilégiée en 1940 et au printemps 1941, n'avait plus connu que des

déboires et des amertumes depuis lors. Tout à sa crise de mégalomanie et d'isolationnisme durant les premiers mois de l'Occupation, il n'avait pas voulu constater, malgré les objurgations, qu'on l'affaiblissait beaucoup plus qu'on ne le fortifiait en le séparant de nous. Le sort des Pays-Bas était un, qu'ils fussent de langue néerlandaise ou de langue française. Désunis, ils risquaient fort d'être malaxés, absorbés par le fabuleux estomac que serait le III^e Reich vainqueur.

Wallons et Flamands des Pays-Bas du Sud, nous avions des intérêts communs, une histoire commune, une psychologie commune. Nous devons, pour sauver notre personnalité au sein du futur Empire des Germains, veiller jalousement à ne pas nous laisser manœuvrer ; au contraire, après nous être mis d'accord sur un ample statut fédéral des Pays-Bas, assurant à chaque communauté linguistique un épanouissement complet, nous aurions à penser beaucoup plus à agrandir nos Pays-Bas du Sud qu'à les mutiler.

Nouveau « Cercle de Bourgogne », porte de l'Empire vers l'Atlantique et vers la latinité, rassemblant douze, quinze millions d'habitants, dotés de qualités puissantes, nous servirions ainsi magnifiquement l'Europe mais aussi, au maximum, notre peuple.

Là était l'avenir, prolongeant dix siècles de grandeur, adapté à notre génie d'hommes de pays d'entre-deux.

Là était la sagesse. Plus l'Allemagne était forte, plus nous devons être forts, nous l'aile ouest du Nouvel Empire. Sinon, morcelés, asexués, nous serions engloutis, sans profit et sans gloire pour personne, perdant notre raison d'être, n'apportant à l'Europe germanique en formation que des débris quelconques, déséquilibrés, vidés de leur sens historique et de leurs possibilités particulières.

L'Allemagne, si elle voyait loin et grand, avait tout à gagner à ce que la vieille « Germania Inferior » redevînt la forte jetée

impériale qu'elle avait été au temps de Charles-Quint, au lieu de se convertir en deux, trois ou quatre parcelles, abâtardies, terres de médiocrité, de confusion, de mécontentement et de reniements.

*
* *

Il fallait amener les Allemands à cette conception grandiose de l'Ouest.

Mais le VNV, tout à ses ambitions régionalistes, trop imprégné d'anciens complexes et de vieilles rancœurs, n'avait voulu entendre parler de rien d'autre, en 1940, que de nous refouler et de nous éliminer politiquement, nous les hommes des Pays-Bas de langue française, les alliés naturels, pourtant, des hommes des Pays-Bas de langue flamande. Le VNV fit tout à ce moment-là pour nous amoindrir. Il ne voulait pas comprendre qu'en agissant ainsi il se frappait lui-même.

Les dirigeants allemands qui avaient le plus soutenu le VNV dans son entreprise de division n'avaient point voulu unifier la Flandre, mais isoler la Flandre. C'étaient là les premières, discrètes, mais diaboliques manœuvres de la poignée d'agents de la politique extravagante de mutilations et d'annexions, qui allaient empoisonner, pendant longtemps, le travail politique à l'ouest. Ils guettaient le VNV vainqueur, pour lui reprendre un jour, à leur profit, tout ce qu'il avait obtenu – et bien davantage ! – depuis sa montée en flèche.

Staf de Clercq, son « leader », était un homme honnête, totalement dévoué à son peuple, mais il n'était pas exceptionnellement génial. Ses collaborateurs, grisés, ne virent pas à temps le traquenard qu'on leur tendait. En un tournemain, ils perdirent, en août 1941, l'atout de plus important qu'ils tenaient alors dans le jeu européen : la Légion « Flandre ».

Peut-être avaient-ils même minimisé l'importance de cette présence au Front de l'Est ? En tout cas, sans se couvrir suffisamment, ils engagèrent leur plus belle jeunesse dans la souricière du SD et du Général Berger. Elle se referma aussitôt derrière leurs conscrits. Une semaine après leur départ de Bruxelles, ils n'étaient plus qu'une unité SS comme une autre, commandée, uniquement en langue allemande, par des officiers allemands.

Les dirigeants du VNV se précipitèrent à Berlin pour protester. Trop tard. Ils n'avaient pas été assez fermes avant d'envoyer leurs garçons, ou bien avaient discuté d'engagements allemands avec des irresponsables ou des pipeurs.

En politique, quand on échoue, on a toujours tort.

Ainsi, dès le premier jour, le VNV avait perdu la Légion « Flandre », subtilisée par de véritables pickpockets politiques. La seule garantie réelle que les nationalistes flamands avaient obtenue avait été que trois de leurs jeunes chefs de file, Tollenaere, Paul Suys et François, seraient promus immédiatement officiers de la SS. Le VNV comptait sur leur présence et leur influence pour conserver le contact, quand même, avec leurs volontaires.

L'un des trois délégués, le cher, l'héroïque, l'inoubliable Raymond Tollenaere, jeune député de Roulers, fut tué au Volchow dès les premières semaines de combat. Quant aux deux autres dirigeants-officiers, la SS les réexpédia dès le mois de décembre 1941 en mission à Bruxelles, sous des prétextes absolument futiles. Ils y restèrent bloqués, sur ordre, jusqu'à l'arrivée des blindés de Montgomery en 1944. La Légion « Flandre » avait totalement échappé au VNV. On irait même jusqu'à tenter de l'utiliser politiquement contre le VNV, par la suite.

*
* *

Echec grave, car Hitler était très sensible à l'aspect militaire des efforts européens. Sans la Légion « Wallonie », liée moralement à ma cause, à la vie à la mort, je ne fusse jamais parvenu à rallier à mes plans le Führer et n'eusse pu exercer d'influence décisive sur Himmler et sur les différents ministres du Reich.

Toute la gloire acquise par la Légion « Flandre » servit à mettre en valeur des officiers supérieurs allemands. Jamais, au sein de la Légion « Flandre » – Division, elle aussi, en 1944 –, un seul Flamand ne parvint même aux fonctions de commandement de Bataillon ! Commandeur de Division, Commandeurs de Régiments, Commandeurs de Bataillons, officiers d'Etat-Major, tous sans exception furent allemands, durant toute la guerre, alors que, dans la Division « Wallonie », c'est exactement le contraire qui se produisit : jamais je n'acceptai que, dans ma Brigade, puis ma Division, un seul Allemand assumât un commandement. Seuls quelques techniciens ou spécialistes allemands furent admis, chez nous, mais placés sous mes ordres, exactement comme n'importe lequel de mes subordonnés. Non point que je fusse allemanophobe. J'admirais profondément le corps des officiers allemands, unique au monde. Mais c'était pour nous une question de dignité, une question de principe : notre peuple était capable de trouver en lui-même ses chefs.

Les volontaires flamands se sentaient humiliés, évidemment, en voyant, après quatre années de guerre, que nul d'entre eux ne pouvait, non seulement commander leur Division, mais même commander un Régiment ou un simple Bataillon. Un de mes Commandeurs de Régiment, par contre, était un ancien aspirant-officier, chef de peloton en août 1941 ! Moi-même j'avais été simple soldat, puis caporal, puis sous-officier pendant près d'une année, gagnant tous mes grades un par un, à la bataille.

Mais le meilleur des Flamands ne put jamais, à la Légion « Flandre », dépasser les modestes fonctions de Commandant de Compagnie.

Cette politique d'amoindrissement était stupide, militairement et politiquement. Elle eût pu disloquer complètement la Légion « Flandre » si son idéal n'avait pas été de fer. La Flandre, vieux pays de Maîtres, la Flandre qui avait donné jadis au Reich de nombreux Feld-Maréchaux et l'un de ses plus fameux guerriers, t'Serclaes de Tilly, la Flandre eût dû être exaltée au front comme ailleurs. Si les soldats eussent vu, comme les miens, des hommes de leur race assumer d'importantes responsabilités, ils eussent lutté avec beaucoup plus de confiance dans l'avenir. Mais, repoussés à des postes obscurs, traités en peuple inférieur, ils étaient blessés dans leur fierté.

Le miracle, c'est que, dans ces conditions, ils furent néanmoins des soldats magnifiques, se battirent avec un héroïsme têtu et sublime, vrais fils des vieux aïeux des Eperons d'Or et de la « Guerre des Paysans ».

Mais il faut dire la vérité : si certains pense-petit de Berlin purent, à la Légion « Flandre », mener cette politique de vasselage, c'est parce que le VNV n'avait pas suffisamment veillé au grain, s'était fait déloger de la place, faute d'avoir pris à fond ses précautions.

Le cas de la Légion « Wallonie » le prouve. Nous étions en 1941 moins bien vus que le VNV par les Allemands. Mais je fus toujours intraitable sur les questions de prestige. C'était à prendre ou à laisser. J'obtins, chaque fois, totalement gain de cause. Chaque fois qu'on essaya, par la suite, de reprendre partiellement ce que l'on m'avait donné, je fis des scènes épouvantables et on s'empessa de battre en retraite. Parfois je fus à un millimètre du gouffre. Je tins bon. Et ma Légion fut la plus renommée de toutes les Légions du Front, la plus

populaire dans tout le Reich, indiscutablement celle qui donna les résultats les plus remarquables, preuve que, pour les Allemands comme pour nous, ma formule était la bonne.

Céder, dans ce domaine, risquait de provoquer, politiquement, des répercussions illimitées. On nous eût, à l'heure de la construction de l'Europe, refait le coup des dirigeants allemands à tous les échelons supérieurs. Nous étions capables de nous diriger nous-mêmes, nous, les fils du peuple qui avait donné Charlemagne et Charles-Quint à l'Empire Germanique, qui révéla, à travers toute l'Histoire de l'Europe, ses qualités d'initiative, les maintenant si vives qu'il parvint, devant Bismarck ébahi, à monter durant la seconde moitié du XIX^e siècle un Empire Colonial prodigieux, le plus puissant et le plus riche de l'Afrique, quatre-vingt fois plus grand que la Mère-Patrie.

Cent fois, notre race avait fait ses preuves. Elle ne pouvait pas accepter de déchoir.

Accepter un vasselage militaire, c'était en accepter à l'avance un autre, politique cette fois, dans l'Europe de l'après-guerre.

Le VNV, en perdant cette bataille-là, avait perdu une grande bataille, lourde de conséquences.

*
* *

Une fois que les petits intrigailleurs policiers eurent délogé, de la Légion « Flandre », le VNV, ils s'employèrent tenacement, insidieusement, à l'acculer à l'identique perte de prestige, dans le pays même.

Une offensive contre le VNV paraissait, en 1941, inconvenable. Le parti nationaliste flamand était fort, bien organisé, possédait des cadres dévoués, de solides ressources. Pourtant,

lors de mon congé du Caucase, à la fin de 1942, je ne trouvais plus chez mes amis flamands que des mines allongées. Trop confiants avant leurs déboires de la Légion « Flandre », ils s'étaient trop raidis après cet échec. Il était certainement possible encore, à ce moment-là, de réagir habilement près de Himmler, de lui faire comprendre ce que moi je parvins à lui faire comprendre peu après, à savoir que chaque peuple germanique devait se sentir l'égal des Allemands: et non seulement le sentir, mais l'être.

Le Dr Elias, qui avait succédé à Staf De Clercq, était un homme jeune, intelligent. Il eût dû voir Himmler lui-même, à tout prix, tout de suite, discuter avec lui jusqu'à ce qu'on lui eût donné raison. Mais il se laissa acculer durant des mois à de misérables discussions avec des sous-fifres, puis fut coincé par l'éléphantesque Général Berger.

Elias vit Himmler trop tard, après que Berger l'eut chambré, lui eut présenté un résumé scandaleusement faux.

*
* *

Berger, Panzer vrombissant, était accoutumé à imposer urbi et orbi ses ukases. Il relevait alors sa culotte d'équitation sur son immense abdomen, s'avancait, phénoménal, replié vers l'avant, dictait une énormité, gribouillait ses initiales en bas du texte: et tout devait être exécuté sur l'heure.

Le VNV, dans son esprit massif, devait devenir une sorte de « Légion » civile, passant fatalement sous son omnipotence, comme les volontaires flamands de l'Est y étaient passés, en août 1941, soufflés à un moment de distraction de Staf de Clercq.

Mais le VNV était un mouvement d'hommes énergiques et patriotes. Ils avaient vu, avec irritation, l'escroquerie dont leur

Légion avait été victime. Ils étaient partisans de l'union des germains mais non de l'allemanisation de la Flandre. Or c'était cela que recherchait le Général Berger.

Après « l'enlèvement » de la Légion « Flandre », des manœuvres sournaises s'étaient développées, de mois en mois plus évidentes, visant à corrompre puis à embrigader, discrètement, des hommes à tout faire, dans les milieux flamands de Berlin puis en Flandre elle-même.

Là, comme en Wallonie, Berger crut avoir trouvé la solution géniale en fomentant un mouvement super-extrémiste qui énerverait, inquiéterait, ferait plier, pensait-il, les natures trop altières du VNV. De même qu'on avait envoyé dans les jambes de Rex, en 1941, les analphabètes de l'AGRA et leur président-cabaretier, de même on vit se développer brusquement en Flandre – où officiellement, le VNV était le Parti unique – un mouvement mystérieux, jusqu'alors inconnu de presque tous, DeVlag,¹ dirigé par un homme inconnu, lui aussi, nommé Jef van de Wiele.

*
* *

A la différence des illettrés de l'AGRA, Jef van de Wiele était un homme intelligent, Docteur en philologie germanique, professeur à l'Athénée de Malines avant 1940. C'était un joyeux vivant, à la trogne enluminée comme celle d'un solide pinteux des kermesses de Breughel. Il avait le coude rapide et le gosier largement ouvert: « Jef-Cognac » l'avait

1.- *Note de l'éditeur.* « DeVlag » (en flamand « le drapeau ») est l'acronyme de « Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft », *Communauté de travail germano-flamande*, fondée à l'université de Cologne par Jef van de Wiele et deux autres étudiants en philologie germanique, Ludwig Pesch et Rudolf Wilkening.

baptisé le populaire de son quartier, fort en admiration devant ses exploits bachiques.

Politiquement, il ne s'était jamais signalé à l'attention de personne. Il avait, paraît-il, donné quelques conférences locales, en faveur de la « Katholieke-Unie », avant 1940. Le certain, c'est qu'elles n'avaient eu aucun retentissement.

Pourtant, van de Wiele avait un réel don d'éloquence, une éloquence bruyante, à pathos, roublarde, car l'homme était astucieux.

À l'Université de Louvain, en 1933, il avait eu des contacts plus ou moins culturels avec un étudiant allemand nommé Wilkening, géant rouquin. Celui-ci, devenu en 1941 un des agents de Berger en Belgique, inventa de toutes pièces le van de Wiele politique que le SD opposerait au VNV. Van de Wiele fut de plus en plus mis en vedette, soutenu financièrement, avec une grande munificence. Sa propagande allait arriver à coûter à Berger plusieurs millions de francs par mois.

Alors qu'il n'y avait plus d'essence pour les unités motorisées préparant leur départ pour le front en 1943, des avions de *Luftwaffe* furent même mis à la disposition de van de Wiele pour inonder de ses tracts la Flandre et Bruxelles!

Le Leader de DeVlag donna des meetings bruyants, meetings qui eurent du succès dans certaines usines. Toutefois le mouvement, malgré le dynamisme de l'illustre Jef, était absolument artificiel. La plupart des auditeurs et des membres de DeVlag étaient des ouvriers travaillant dans des usines aux mains du Reich. Ils n'eussent guère pu faire autrement que d'accepter d'être inscrits dans les fichiers de van de Wiele.

La force de celui-ci, c'est qu'il n'avait pas son pareil pour bluffer. L'homme était plein d'humour et d'audace. Il racontait aux hommes des bourdes formidables. Ceux-ci, éberlués, absorbaient les statistiques les plus ébouriffantes.

Quand les délégués envoyés de Berlin à Bruxelles par Berger n'étaient pas brûlants d'enthousiasme dès le départ de l'expédition, le digne Jef, venu à leur rencontre, avait une façon impayable de leur passer, à mi-route, une liasse – au choix – de photos croustillantes nettement prometteuses de vigoureuses félicités. Cette perspective avait tôt fait de porter au maximum l'enthousiasme des investigateurs.

*

* *

DeVlag, comme l'AGRA, avait été lancé à fond dans la direction « allemanisation », la formule de Berger. Pour témoigner de son ralliement, van de Wiele publia une brochure « J'ai trouvé une Patrie », celle de Berger, bien entendu ! Van de Wiele crut-il vraiment à ce programme ? C'était un joyeux compère, à l'esprit déluré, qui devait parfaitement se rendre compte de l'insanité des projets de son manager. A mon avis, il se servit sans vergogne de Berger, utilisa ses marottes comme tremplin et son argent comme artillerie de bord.

Sans l'appui officiel de la SS politique, sans ses dizaines de millions, sans la guerre, sourde d'abord, ouverte ensuite, que Berger mena au VNV, jamais van de Wiele n'eût pu arriver à jouer un rôle en Flandre. Ne voyant pas d'autre possibilité de percer, van de Wiele joua la « carte Berger », qui, dans le tohu-bohu du Berlin de 1943, était une carte importante : police, argent seraient ainsi à sa disposition.

Grâce à cela, il se hissa sur les tréteaux de l'actualité flamande. Mais il n'était ni aveugle, ni borgne, et Berger ne l'avait pas impressionné longtemps. Après avoir contré le VNV, van de Wiele en vint naturellement à des positions fort voisines des miennes.

Il se gardait bien d'avouer ces revirements décisifs à ses bailleurs de fond, mais il les extériorisait dans l'intimité.

Ainsi, son aventure n'avait abouti, finalement, qu'à un grave affaiblissement de la Flandre. Berger s'était servi de van de Wiele comme d'un agent provocateur et d'un homme de main. Van de Wiele s'était servi de Berger comme d'un bétier et comme d'un manager aux moyens irrésistibles. Tous deux, finalement, avaient desservi terriblement l'Allemagne et la Flandre.

Tant de bêtise pachydermique d'un côté, tant d'arrivisme de l'autre n'aboutirent qu'à un épouvantable chaos. Au printemps de 1943, il était éclatant déjà. Le VNV, repoussé de retranchement en retranchement, était acculé à se retirer tôt ou tard sur le Mont Aventin. Mais les manœuvres de chantage et d'absorption de Berger privaient désormais le Reich de la sympathie des trois quarts des « collaborateurs » de la Flandre, les collaborateurs les plus honnêtes et jusqu'alors les plus enthousiastes.

C'était du fameux travail !

CHAPITRE XV

JEU SERRÉ

Seul contre la politique d'absorption. – Par la ruse et la gentillesse. – Inquiétude des Allemands modérés. – Mes atouts militaires et politiques. – Attendre que le poisson morde. – Le tambour des Sans-Culottes. – Retour à la Légion. – Notre camp de Pieske. – La neutralisation du Général SS Berger, important résultat acquis. – La Légion « Wallonie » à la veille de remonter au Front. – Notre sérénité. – Les lois de la conquête de l'homme. – Nos derniers préparatifs. – Himmler et Berger, acculés à une décision. – Télégramme de Himmler m'invitant, en dernière minute, à son Quartier-Général.

Cette grande empoignade flamande VNV-DeVlag comportait pour moi un double enseignement: primo, il me faudrait déployer au maximum habilité et entre-gent pour ne pas me laisser, comme Elias, repousser vers un cul-de-sac; à s'être raidi, à avoir manqué de promptitude et d'audace, à n'avoir pas su caresser innocemment et utilement l'échine de certains imbéciles, il avait permis à des rivaux sans scrupules de mettre en péril son parti et l'avenir même de son

peuple; deuxièmement, j'étais seul, à présent, pour défendre les intérêts des Pays-Bas, le VNV étant conduit à pas sûrs à l'étranglement, et van de Wiele ne comptant, aux yeux du Général Berger, que dans la mesure où il serait, en Flandre, l'agent de sa politique de division et d'absorption.

En 1940 et en 1941, le VNV avait rejeté nos appels à la solidarité des deux communautés populaires des Pays-Bas; néanmoins, dans son secteur, il avait maintenu vaillamment les droits de son peuple à une vie propre, non au sein d'une unité allemande brutalement agrandie, mais au sein d'une Confédération loyale d'Etats germaniques.

Pour avoir défendu cette thèse avec fermeté, mais en manœuvrant mal, le VNV, au printemps de 1943, était en train de se faire écartier de la scène politique, acculé dès alors à une opposition larvée, à peu près sans issue.

Partageant la conception du VNV – mais hissée du plan régional au plan Grands Pays-Bas – concernant la libre formation d'un nouvel Empire Germanique à droits égaux des composants, j'aurais donc à faire face seul, désormais, à la boulimie annexionniste de certains bureaux berlinois.

J'avais joué serré. Mais j'étais parvenu à apprivoiser tout de même un peu le redoutable Général Berger.

J'avais créé, pendant mon séjour à Berlin, une bizarre atmosphère de machiavélisme souriant, ne camouflant pas tout à fait – étant honnête – mon machiavélisme personnel, laissant voir presque imperceptiblement aux autres – n'étant pas leur dupe – que leur machiavélisme ne m'échappait point.

A Bruxelles, où des délégués officieux de Himmler avaient essayé de me relancer, j'avais continué à manœuvrer de la même manière: grande affabilité, table ouverte, fermeté souriante lorsqu'il s'agissait de maintenir mes thèses, placées, d'un air dégagé, sur le terrain des intérêts communs; absence de rancœur pour les mauvais coups du passé, d'aigreur en face des pièges du

présent, considérés sereinement, presque avec bonne humeur, comme faisant partie de la stratégie diplomatique.

*

**

Certes, l'aventure du VNV était un avertissement très sérieux. Mais, d'autre part, cette bagarre en Flandre avait inquiété beaucoup d'Allemands réfléchis. Elle était pour moi une menace, mais aussi un secours.

Himmler devait tout de même se rendre compte qu'en laissant son autobus Berger foncer trop fort, il avait rejeté vers un attentisme amer tout ce qu'il y avait de plus résolument germanophile au pays d'Ulenspiegel. Le SD pouvait se vanter d'y avoir désormais un parti à lui. Mais c'était un parti fantôme; les troupes intéressantes étaient restées au-dehors. Il était évident que les chances du SD d'absorber les troupes rexistes par de pareils procédés seraient encore moindres. Pas un de nos dirigeants ne trahirait.

J'avais profité de mon congé pour bloquer à fond, à l'avance, toute nouvelle tentative qui serait faite en Wallonie et à Bruxelles en vue de la formation d'une Légion SS opposée à la nôtre. J'avais discrètement installé partout mes chevaux de frise et posé des mines aux bons endroits. Le terrain sauterait à la première approche.

Or la SS désirait absolument avoir une Légion wallonne. Par le recrutement direct, j'en étais sûr, elle n'y parviendrait pas. Quant à l'entrée en bloc de notre Légion dans ses rangs, je possédais seul la clef de la porte. Et je la tenais bien.

Si on ne s'arrangeait pas avec moi, nous resterions à la *Wehrmacht*, tout simplement. Nul ne pouvait nous faire passer ailleurs contre notre gré: notre carnet militaire était formel.

Le temps ne ferait que renforcer notre position morale. J'étais bien décidé à la renforcer lors des nouveaux combats qui nous attendaient.

*
* *

Plus que jamais je bénissais mon inspiration d'août 1941.

Qui eût pu m'accuser de m'opposer à la création de l'Europe quand je risquais, au front, ma vie pour elle ? En face des petits rats de police berlinois qui n'avaient jamais vu d'autres Russes que ceux des camps de prisonniers, j'étais l'officier qui s'était battu, alors déjà, dix-sept fois au corps à corps, qui avait été blessé au Donetz et au Caucase et qui portait la Croix de Fer de Première Classe. Aussi ma position était-elle très différente de celle d'Elias et des dirigeants du VNV, civils gênés aux entournures, en butte à mille traque-nards, à mille ragots venimeux et qui ne pouvaient pas faire état, discrètement, de titres militaires plus glorieux que ceux de leurs contradicteurs.

Je désirais très sincèrement passer avec mes soldats du côté des Waffen-SS, élément le plus dynamique du Reich. À côté d'un général Berger, monstre proboscidien d'une absorption difficile, il y avait chez les Waffen-SS des milliers de combattants idéalistes, intelligents, modérés, fraternels qui, à la fin de la guerre, succéderaient tout naturellement aux mammoths de la préhistoire nationale-socialiste.

Himmler ne sous-estimait certainement pas l'importance politique et militaire d'une alliance avec Rex. C'est l'effectif d'une Brigade entière que je lui amènerais, dont il savait l'ardeur combative. Quant à notre mouvement politique, connu dans le monde entier, il représentait tout de même autre chose, comme prestige, comme foules, comme organi-

sation, que le cafetier braillard président de l'AGRA, et son demi-quarтерon d'analphabètes.

Je possédais, je tenais bien en main des forces sérieuses. Pourquoi les eussé-je bradées ? Pourquoi eussé-je été impatient ? Si vraiment la foi nous brûlait, si l'amour de notre peuple nous guidait, notre renommée au front ne pourrait que s'accroître, tandis que notre compétiteur, le Général Berger, après avoir cavalcadé dans la pampa wallonne, se retrouverait essoufflé, les sabots chauds, l'estomac vide.

Je m'en tiendrais donc à mon plan, bien réfléchi, conforme à l'Histoire, aux intérêts des parties en cause et aux possibilités d'un proche avenir : passer dans les rangs de la Waffen-SS, mais, en échange, obtenir de Himmler qu'il reconnût sans ambages à notre peuple – dont la Légion était l'avant-garde – le droit de s'épanouir, en développant toute sa personnalité, au sein du foyer européen formé avant tout par les Germains nationaux-socialistes.

Rien n'urgeait. Si l'accord ne se réalisait pas au printemps de 1943, il se réaliserait au printemps de 1944, ou de 1945, ou de 1946. De toute façon, l'amorce était dans l'eau. Il me suffirait de surveiller le flotteur en attendant que le poisson morde.

*
* *

La Légion belge « Wallonie » était prête pour repartir au Front de l'Est. Je donnai quelques dîners d'adieu aux personnalités SS de Bruxelles. J'eus soin de ne plus faire la moindre allusion aux négociations berlinoises. Pour moi, tout cela n'était que de la politique ; je retournais en Russie, libéré des palabres étouffantes, heureux de retrouver la vie austère et noble des combats.

Des centaines de tulipes écarlates jetaient leurs couleurs ardentes sous le soleil couchant qui rasait les pelouses autour de ma demeure. Je m'intéressai beaucoup, ces soirs-là, aux vieilles gravures, aux Livres d'Heures flamands du XIII^e siècle et à l'histoire de la tapisserie d'Arras, de Tournai, de Bruxelles, d'Audenaerde. Mes convives me regardaient assez ahuris, tandis que je leur détaillais la poésie d'un cygne sur les eaux lisses d'un cuivre de Brueghel De Velours.

Comment expliquer dans le rapport à Himmler que je n'avais rien exposé d'autre que ces subtilités esthétiques, dans lesquelles mes invités s'embrouillaient ? Ils se balançaient, un peu troublés, sur les pieds arrière de mes fines chaises Louis XV jusqu'au moment où le plus lourd d'entre eux s'écrasait sur le parquet, entre les débris vermoulus de sa victime.

J'avais rapporté de Paris un merveilleux tambour de la Révolution française, sur lequel on posait les hautes coupes bombées destinées aux cognacs. Le tambour disait très bien ce que j'avais voulu qu'il dise : sous le bonnet phrygien se déroulait en fières lettres rouges, à peine passées, l'inscription fameuse : « Vivre libre ou mourir ».

Je n'étais pas un Sans-Culotte, mais je voulais que mon peuple gardât la tête haute. Le tambour de 1789 le rappela jusqu'à la fin de l'Occupation à chacun de mes visiteurs.

Je repartis pour la frontière de Pologne, sans plus de complications.

Ces séparations, que ce fût en 1941, en 1943 ou en 1944, me furent toujours aussi cruelles. J'ai, comme tous les Degrelle, le sens de la famille. Quitter mon foyer m'était une chose horrible. Mes enfants s'en doutaient vaguement, venaient rôder, silencieux, près de ma chambre, repartaient sur la pointe des pieds, en murmurant, effrayés, mais ne comprenant pas bien : « Papa, il pleure tout seul ». Il fallait s'arracher le cœur, regarder chaque meuble, chaque tableau une dernière fois, ne sachant pas si ce

n'était pas la mort de tout, du doux bonheur humain, du seul qui soit pur, celui qui ne laisse point d'amertume à l'âme.

La foule avait rempli de roses mon compartiment, à la Gare du Nord. Mais je ne vis jusqu'au départ que les larmes de mes fillettes et leurs fronts limpides où je venais de tracer la petite croix d'une ultime bénédiction.

*

* *

A la suite de mes combats du Caucase, j'avais été nommé Premier Lieutenant (*Oberleutnant*).

Je reçus le commandement de la Troisième Compagnie de la Légion, la plus passionnante de toutes, celle de la Jeunesse. J'avais passé déjà par de nombreuses fonctions : longtemps soldat-mitrailleur, puis caporal, puis sous-officier chef de peloton après Gromovoja-Balka, puis officier d'ordonnance de Bataillon. Plus tard, rien ne me servirait mieux à commander une Brigade, puis une Division, que ces deux années de vie dans la troupe, en contact constant, humain, immédiat avec les hommes, à remplir moi-même chacune de ces tâches obscures dont je chargerais plus tard des milliers de soldats.

Je savais exactement ce dont un troupier est capable, ses besoins matériels, l'importance qu'il attache au rata, au logement, aux détentes, mais aussi ses ennuis, ses inquiétudes, son vague à l'âme quand le courrier familial traîne, quand un chef est trop cassant, quand un effort n'a pas été encouragé. Je connaissais tous les à-côtés de la victoire et de la survie : le casque ou la bêche à ne pas jeter par paresse, les cartouches à ne pas remplacer par des paquets de tabac, les armes à vérifier, à graisser, les puisards à forer avec soin avant que les pluies ne s'abattent, la garde durant laquelle il ne faut ni dormir ni fumer, la présence constante, la simplicité, la bonne humeur

des gradés, responsables non seulement du service, mais du moral. Un mot parfois, un seul, une tape affectueuse, un regard plein d'amitié sincère peuvent sauver un homme. Par l'affection et par l'exemple, on peut tout. Crier, tempêter, conduit rarement au fond du problème.

En quatre ans de front, alors que j'eus à commander des milliers d'hommes dans des circonstances souvent très difficiles, je n'ai jamais, pas une seule fois, puni un seul de mes soldats. Ces pluies de punitions déversées par des gradés vociférant m'ont toujours fait horreur. Je crois que peu de commandants d'unité militaires ont été obéis aussi fanatiquement que je l'ai été. Je dis ma recette : être bon, deviner ce qui se passe parmi le brouillard de chaque cœur, tempérer le reproche nécessaire par une boutade amicale qui rend de l'espérance, toujours se mettre dans la peau de l'autre, dans l'âme de l'autre, penser à sa réaction propre si on recevait l'observation, l'encouragement, la réprimande. Chaque homme est un grand enfant, un peu vicieux, mais resté naïf, sensible, tendu vers l'affection. Il n'y a pas trente-six routes pour le conduire, il n'y en a qu'une : celle du cœur. Les autres routes paraissent parfois plus faciles à emprunter, mais finalement elles ne conduisent nulle part.

Combien de fois ne m'a-t-on pas dit : « Oh toi, avec ta bonté, tu te fais rouler du matin au soir ! » C'était vrai. Mais même celui qui me roulait n'oubliait pas que j'avais été bon et qu'il avait eu tort. A force de faire rayonner autour de moi l'affection, je me suis attaché des milliers de dévouements brûlants et sans limites. Ils m'ont accompagné à travers tout. Et je sais que, malgré les malheurs qu'ils ont connus pour m'avoir suivi, leur sensibilité frémira toujours en entendant mon nom, en se souvenant du passé.

*
* *

La Légion « Wallonie », en ce mois de mai 1943, était remarquablement belle.

Nous étions plus de deux mille hommes, bien formés, robustes, tannés par le soleil, embrasés par un idéal ardent.

Nous nous livrions à de magnifiques manœuvres d'ensemble à travers les bourgades et les terres abandonnées de la frontière polonaise, franchissant impétueusement les cours d'eau, débouchant des fourrés. Les hommes cramois de chaleur faisant halte dans les champs chauds, déboutonnés comme les faucheurs de Breughel à l'heure de la sieste. Je courais le pays à cheval : joie suprême de la conquête, conquête de la bête qu'on domine, conquête de l'air qu'on fend comme si on participait à la vie grandiose du soleil, du vent, des couleurs blanches et bleues des après-midi torrides !

C'étaient nos derniers jours de camp, un camp de baraques chauffées comme des fours, à l'écart d'un hameau nommé Pieske. Nous possédions une fanfare, cinquante instruments éblouissants, cadeau de la petite ville ardennaise de La Roche dont ils avaient, avant la guerre, animé les rues étroites, le long de l'Ourthe, au pied des ruines du vieux château-fort. Nos artistes vrombissants traverseraient le camp dans tous les sens en lançant des *Entre-Sambre-et-Meuse* et des marches de Chasseurs Ardennais dont le rythme allègre mettait en désordre les unités allemandes qui s'exerçaient dans les environs.

Au crépuscule, nous regardions avec un brin de mélancolie nos petites photos familiales, ou nous allions rêver le long des grands lacs noircis où s'attardaient, comme un papillon diapré, l'une ou l'autre jeune Allemande aux cheveux d'or, appelée par la ferveur de la vie qui chantait dans les soirs de mai, doux, parfumés et troubles.

*
* *

Je n'avais plus donné le moindre signe de vie à mon imposant bison berlinois, le Général SS Berger.

Je me doutais bien que lui et son Etat-Major avaient dû signaler à Himmler que j'avais regagné mon unité, que notre départ pour le front était proche et qu'à remettre les décisions à plus tard on risquait fort de ne plus renouer les contacts avec nous avant de nombreux mois. Le front était loin. Une fois là-bas, c'était pour longtemps : en 1941 et 1942, nous étions restés au contact avec les Russes pendant cinquante-huit semaines d'affilée !

Pour moi, cette remise des pourparlers ne me dérangeait nullement. Il serait impossible à Berger, durant mon absence, de saboter Rex en Belgique, puisque des négociations étaient en cours. Neutraliser plus ou moins ce général tempétueux était déjà un résultat appréciable. Ce résultat-là était virtuellement acquis, avec ou sans conclusion immédiate de nos palabres.

Quant à notre Légion, elle n'avait que des amis à la *Wehrmacht* : nous y étions respectés, traités avec un fair-play total ; nous nous y trouvions parfaitement bien. C'est notre peuple surtout qui avait à gagner au passage de notre unité à la *Waffen-SS*, opération faite beaucoup plus pour dégager l'hypothèque politique qui pesait sur l'avenir de notre pays que pour nous donner, à nous soldats, des avantages, assez problématiques.

J'étais certain qu'on était plus pressé et plus nerveux dans les « *Dienststellen* » de l'*Obergruppenführer* Berger que dans le baraquement de planches où je préparais mon modeste fourbi, à la veille du départ.

Nous reçûmes les ordres de mise en route et le tableau des horaires des trains qui nous reconduiraient au front. Je passai les dernières après-quatre heures à donner, en plein air, à nos deux mille hommes, un cours, en six larges leçons, sur

l'Histoire vraie de la Belgique. Je grimpais sur une table à la plaine de manœuvres. Nos soldats s'asseyaient sur leurs petits tabourets de bois, apportés des chambrées. Chaque fois, pendant deux heures, je traçais une fresque de deux siècles ou de trois siècles, rectifiant les erreurs qui ont déformé le visage de notre passé, croquant sur le vif les personnages, pour que mes auditeurs les vissent en chair et en os, dégageant clairement, simplement, les leçons de chaque époque, les lois spirituelles, culturelles, politiques, économiques.

Ainsi, avant de repartir au combat pour l'Europe et pour le renom de leur Patrie, nos soldats emporteraient cette Patrie vivante dans leur imagination, connaîtraient exactement chacun des hauts faits de ce peuple dont ils devaient prolonger et renouveler la gloire.

Je venais de terminer mon avant-dernière conférence. Nos trains devaient démarrer trois jours plus tard. Le soleil descendait déjà vers les graminées, lorsqu'un capitaine allemand m'apporta un télégramme officiel. Deux lignes : le RFSS (*Reichsführer-SS*, c'est-à-dire Himmler) m'invitait à son Quartier-Général.

Le lendemain soir, à huit heures, je montai dans un train spécial. Que serait cette entrevue ? Comment arriverais-je à plaire à cet homme que tous disaient sévère et froid ? Comment gagnerais-je sa confiance ? Comment s'en remettrait-il à mes arguments ? Le train roulait dans l'ombre, comme mes pensées tâtonnaient dans l'ombre... Mais j'avais confiance : j'ai toujours eu confiance, confiance dans ma cause, confiance en moi. La confiance entre pour moitié, au moins, dans toute réussite. Elle n'est pas une projection de l'être dans le vide : elle est la certitude qu'en soi existent, complets, adaptés les uns aux autres, les éléments qui assurent le succès.

Le matin, je vis de la fenêtre de mon wagon-lit les grandes étendues vertes – et jaunes de soleil – de la Prusse orientale,

marquées, comme dans un tableau d'Utrillo, de quelques coups de pinceau rouges: vieilles murailles, vieux donjons de l'époque médiévale.

Lacs bleu-noir, grandes fleurs d'argent semées dans l'eau par le reflet des nuages, joncs gris, barques clapotant à peine près des berges, maigres pineraies découpées par festons comme des peaux de bêtes... Qui m'eût dit que je me battrais par là trois ans plus tard?...

A onze heures du matin, nous pénétrâmes dans une sapinière plus profonde, toute entourée de hauts barbelés.

A une centaine de mètres de la lisière, des baraquements, peints en gris-vert, se cachaient sous le feuillage. J'étais arrivé chez le *Reichsführer-SS*.

CHAPITRE XVI

DEUX JOURS AVEC HIMMLER

Le train et le Quartier-Général. – Himmler dans son propre camp de concentration. – Moine laïc et fanatique à froid. – Le D.D.T. de Himmler – Une proposition subite au RFSS – En route dans le train spécial. – Sept heures de débat. – Théorie des fluides. – Himmler, disciple de Richelieu plutôt que de Bismarck. – Le débat placé sur le terrain de l'honneur. – Ralliement total de Himmler à mes propositions. – L'Etat de Bourgogne accepté par Hitler. – Le projet grandiose de Charles le Téméraire revenant à la vie après cinq siècles.

J'avais débarqué à la fin de la matinée. Himmler me fit convier à déjeuner, à deux heures, à son baraquement. Il avait mis, en attendant, le salon de son train particulier à ma disposition.

Ce train était toujours prêt à partir, deux puissantes locomotives accrochées, jour et nuit, à l'avant. Il se composait – outre les bureaux, les prodigieuses installations téléphoniques, télégraphiques, radiophoniques, réceptrices et émettrices, les fourgons à archives, à bagages, les cuisines, les frigos – d'une demi-douzaine de wagons-lits, destinés au personnel

militaire et civil ainsi qu'aux jolies dactylos, joyeuses et rebondies, qui accompagnait le RFSS dans ses voyages. Il y avait aussi un wagon-restaurant où tout le monde mangeait en commun, Himmler compris, au son de la musique de danse que déversait la T.S.F. et, enfin, la voiture privée du Maître de céans, comprenant un grand salon, magnifiquement éclairé par de larges verrières, une chambre à coucher confortable, aux marbres discrets, un quartier pour l'« Adjutant » et pour l'officier d'ordonnance.

Ce train n'eût pu suffire au travail normal de l'Etat-Major de Himmler, qui régentait non seulement la SS mais le Ministère de l'Intérieur du Reich et dix autres organismes géants. Il était l'instrument qui permettait de courir d'un bout à l'autre de l'Europe, poursuivant le travail essentiel. Mais, aussitôt le train revenu dans la sapinière de la Prusse orientale, le personnel retrouvait le gros de l'Etat-Major dans les nombreux baraquements qui, sous les pins, bordaient la voie.

Des petits chemins propres reliaient les baraques. Tout était simple, mais rien ne manquait : salles de bain, salles de sport et même de cinéma, où les généraux de Himmler, mêlés aux plantons, aux cuistots et aux petites « souris », assistaient aux *Actualités*.

Le camp s'étendait au-delà de la forêt, dans des champs pelés où on pouvait voir un peu le soleil, mais où on se heurtait vite aux barbelés. On se sentait en prison. Le spécialiste des camps de concentration avait commencé par s'y enfermer lui-même.

*

* *

Je pénétrai à deux heures de l'après-midi dans le baraquement de Himmler, sobre, net, sans luxe aucun : des tables, des

chaises taillées dans du gros chêne, à la campagnarde, des tapis pleins, ouatant le silence, quelques faïences fixées aux cloisons, des lustres, en bois eux aussi, des bouquetiers piqués de marguerites ou de bluets, cueillis dans les prés des environs.

Himmler s'amena d'un pas vif : taille moyenne, teint pâle, et luisant, front bombé, l'œil petit, scrutateur, sans cesse en mouvement, la voix nette, rapide, grassement seulement pour dire quelque chose de drôle. Il ne dégageait pas cette sympathie physique qui émanait de Hitler, mais son contact avait quelque chose de direct.

Nous n'eûmes pas même le temps de nous asseoir que déjà l'essentiel était abordé :

« Je sais ce que vous voulez me dire, me dit Himmler, c'est beaucoup, mais le Führer s'est rallié à vos propositions ; nous trouverons certainement ensemble la base d'accord pratique qui vous plaira. »

Une ordonnance servit le déjeuner. Pour un homme des Pays-Bas, qui se souvenait non seulement de Teniers et de Jordaens mais de chacune de nos merveilleuses auberges de Wallonie ou de Flandre, le repas était déconcertant : un potage clair, avalé en deux minutes, quelques dizaines de grammes de viande – la ration strictement réglementaire – accompagnées de pommes de terre nature, trois ou quatre macarons saupoudrés d'épices et d'un rien de fromage râpé ; un verre d'eau pour éclaircir les idées. Et déjà Himmler repartait en lançant un mot joyeux, ou un ordre. C'était fini.

J'ai eu, par la suite, l'occasion de m'asseoir, à de nombreuses reprises, à la table de Himmler. Chaque fois, les festivités furent expédiées de la même manière. Celui qui parlait un peu trop sortait à jeun. Himmler, véritable trappiste laïc, ne consacrait pas une demi-heure par jour à ses deux repas. C'étaient les seuls entractes de sa journée de travail, qui

débutait ordinairement à neuf heures ou à dix heures du matin et qui se poursuivait, pendant dix-sept heures, dix-huit heures, vingt heures, jusqu'au petit jour.

Il portait l'uniforme de la SS, sans épaulettes larges, sans autre décoration que sa Croix de Fer de la Première Guerre Mondiale. Sa vie était d'une extrême simplicité. C'était un fanatique à froid, ramenant tout, en quelques mots secs, aux objectifs : le front, l'ordre dans le Reich, le développement du programme du Parti, l'Europe et le bloc des Germains.

On l'a représenté comme un homme barbare et cruel. C'est inexact. Il pouvait, au contraire, être un homme délicat, attentif à faire plaisir. Mais tout en lui convergeait vers la « cause ». Je suis certain qu'il n'a pas fait mourir un seul être humain par haine. Il considérait les inassimilables comme des insectes à éliminer au D.T.T. Il ne les détestait pas plus qu'on ne déteste les mouches qu'on asphyxie. Mais la suite a montré qu'il y allait plutôt fort lorsqu'il asphyxiait, avec son vaporisateur de policier, les moustiques humains qui l'encombraient !¹

1.- A l'époque de la rédaction de ce livre, dans les années 60, nul n'était encore venu à s'interroger sur ce qui allait s'appeler l'« Holocauste », concept qui progressivement dominera puis occultera toute l'histoire de la II^e Guerre mondiale au point d'en devenir la cause et le but puisque, pour certains, le conflit planétaire n'aurait existé que « par la volonté perverse et monomaniacale de Adolf Hitler d'exterminer tous les juifs au moyen de chambres à gaz situées dans certains camps de concentration ».

Ayant bien connu et fréquenté Himmler, Léon Degrelle ne peut qu'écrire ces quelques phrases masquant mal sa gêne sur ce sujet au combien délicat, mais il se sent contraint de nuancer ce portrait positif du *Reichsführer* et de tenter de trouver une explication rationnelle – un fanatisme politique absolu (?) – à cette manière dont « on l'a représenté » et qu'il ne songe pas un instant à mettre en doute, tout en utilisant une métaphore euphémique pour exprimer son embarras.

Cependant, personne n'en avait jamais parlé (ou entendu parler) jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir (que lui-même, Léon Degrelle, avait également pu approcher) !

Il parlait peu, ne s'entretenant, avec chacun, que de son secteur. Il sériait le travail, gardait ses secrets. C'est ainsi que son invention des camps de concentration et de liquidation put, jusqu'à la fin de la guerre, rester inconnue de l'immense majorité de ses collaborateurs. Il est presque incroyable que ce secret ait été ainsi tenu : c'est néanmoins la stricte vérité. Nous ignorions, à peu près tous, l'existence de ces énormes rassemblements de captifs civils. Jamais un seul officier de la Waffen-SS ne m'en parla au front où, pourtant, l'on se dit tout.

Je n'avais entendu citer, bien avant la guerre, que le nom de Dachau. Je m'imaginais qu'il devait y avoir là quelques centaines de vieux ennemis du régime, sans plus. Buchenwald, Auschwitz nous étaient totalement inconnus. Pas une seule fois, durant toute la guerre, on ne fit allusion devant moi à des fours crématoires ou à des chambres à gaz. Je suis certain que pas un seul Allemand sur dix mille ne se doutait de leur existence, à propos desquels, d'ailleurs, après 1945, mille exagérations grossières ou mensonges flagrants ont été déversés.

[Qui eût jamais pensé que plusieurs millions d'« inassimilables » étaient internés, qu'un certain nombre d'entre eux était systématiquement

1.- (suite) Le seul témoignage direct sur la position de Himmler est celui d'Hanna Reitsch dans son livre de mémoires *Fliegen – mein Leben* (traduit en français sous le titre *Aventures en plein ciel*) qui, bouleversée, lui présenta une brochure diffusée en Suède et obtint cette réponse du *reichsführer* : « C'est la corde (le reproche du gazage des Juifs) qui servira à nous pendre en cas de défaite ».

Le lecteur désireux d'en savoir plus sur la position sur ce sujet de Léon Degrelle, dont l'antisémitisme n'a jamais été une motivation, pourra se reporter utilement à sa *Lettre au Pape à propos d'Auschwitz* (Les Éditions de l'Europe Réelle, 1979), aux « Interviews recueillies pour la télévision française par Jean-Michel Charlier » publiées sous le titre *Léon Degrelle : persiste et signe* (Editions Jean Picollec, 1985) ou à ses ultimes considérations contenues dans le roboratif *Le fascinant Hitler* (édition française à compte d'auteur, 1991).

quement supprimé? Aucune trace de ces opérations n'était jamais apparue au-dehors.]

*
* *

Himmler dut monter son système sans plus de cruauté que de sentimentalité, comme il eût monté une *Dienststelle* pour s'occuper de l'épouillage du peuple allemand ou de ses bains-douches. Il le tint secret non parce qu'il lui faisait horreur – certainement pas – mais sans doute parce qu'il pensa que la propagande étrangère pourrait l'utiliser dans une atmosphère passionnée. Il ne dut pas aller plus loin dans l'analyse psychologique de ses actions, ni l'estimer jamais répréhensible.

Sinon, comment eût-il pu se mettre dans la tête, en avril 1945, que lui – lui, à part des autres! – pourrait encore arriver à un arrangement à l'amiable avec l'Amérique et le Royaume-Uni?

Le fait qu'il proposa alors froidement aux pays de l'Ouest de s'entendre avec eux est révélateur de la paix de son esprit. Il avait supprimé des moustiques. Est-ce un crime de supprimer des moustiques? A cela avaient dû se borner ses réactions affectives.

*
* *

Il est indiscutable, si ahurissant que cela puisse paraître à certains, que Himmler avait un sens scrupuleux de l'équité, à tel point que souvent ses scrupules rendaient même la justice impraticable! Lorsque nous fûmes devenus une Brigade, puis une Division de la « Waffen-SS », jamais une peine prononcée par un Conseil de Guerre contre un de nos hommes ne put

être appliquée sans que Himmler lui-même eût pris connaissance de la cause et apposé sa signature sous la condamnation.

Il ne faut pas croire qu'il faisait procéder à l'examen du cas par un collaborateur juridique! Non! Cet homme aux charges fantastiques épluchait chacun de ces dossiers, l'annotait de sa petite écriture hachurée, faisait attendre les juges pendant quatre mois, six mois, huit mois avant d'approuver une condamnation ou de la repousser.

Mais le même homme qui pesait tout ainsi lui-même avant de confirmer une peine d'un an de prison donna sans sourciller l'ordre d'éliminer de la planète des milliers d'êtres humains!

Je suis convaincu qu'il examina le cas général des détenus à éliminer avec la même absence de passion qu'il mettait à étudier le cas d'un soldat condamné à trois mois de prison pour avoir volé cent marks. Il jugeait que l'existence de ces gens ne concordait pas avec sa conception de l'intérêt général et tirait la conséquence mathématique de son raisonnement.

Il eût supprimé dix fois plus de monde si, après avoir bien réfléchi, il avait estimé qu'il devait aller dix fois plus loin. Mais il n'y eut certainement jamais au fond de lui un seul ricanelement devant le malheur. Cet aspect lui échappait complètement. Il n'aimait pas et ne haïssait pas: il jugeait. Cas du cerveau qui travaille dans l'absolu, selon une norme à lui, rigide, minutieuse, mais projetée au-delà de l'humain.

Un Général Berger était un sauvage, Himmler non. Il avait de la distinction, de la patience et, de toute évidence, une sévère conception de ses devoirs. Lorsque, plus tard, les investigations scientifiques succéderont aux prises de parti d'aujourd'hui, les professeurs de psychologie découvriront dans le cas de Himmler le cas le plus extraordinaire qu'ait vécu l'humanité, de sincérité des concepts moraux et d'insensibilité marmoréenne de l'esprit, esprit équilibré, clair, aboutissant aux conclusions les plus effrayantes, sans un frémissement et même sans surprise.

Voilà ce que je me suis dit depuis lors.

Mais en mai 1943, il ne me serait même pas venu à l'esprit que cet homme simple, aimable, au front sans rides, curieux de tout, souriant, ayant pour chacun un mot précis et courtois, portrait en lui des abîmes mille fois plus prodigieux que ceux qu'avait jadis imaginés Eschyle et dont les ondes nous brûlent encore.

Pour moi, Himmler était alors uniquement l'homme qui commandait les Divisions de la SS et qui préparait avec le Führer l'avenir du Reich et de l'Europe. Même son travail de ministre de l'Intérieur ne m'intéressait point. C'était une affaire purement allemande. Je pensais à l'Europe, à mon pays, à mes soldats. Le reste de l'activité de Himmler ne me concernait pas ou m'était complètement inconnu, comme à quasi tout le monde.

*
* *

J'étais bien décidé, en arrivant chez le *Reichsführer-SS*, à ne pas borner mon entrevue à la conclusion d'un accord vague.

Les Flamands s'étaient contentés de généralités pompeuses, en août 1941, et avaient été livrés par la suite à des primaires fanatiques qui avaient anéanti toutes les promesses et tous les espoirs. Je voulais du solide, du « noir sur blanc » comme disent les Ardennais.

J'avais interrogé l'entourage de Himmler avant le déjeuner, pour savoir un peu comment se dérouleraient les audiences. La réponse m'avait effrayé : Himmler recevait ses visiteurs de dix minutes en dix minutes, ou de quart d'heure en quart d'heure.

Déjà d'autres personnes attendaient, généraux de troupes blindées, hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur,

grosses légumes du Parti. Certains étaient là depuis plusieurs jours.

L'énorme Berger se trouvait lui aussi, bien entendu, dans les parages, et je risquais fort d'être étouffé, lors d'une brève entrevue, sous son arrière-train pachydermique.

J'étais nouveau dans la maison. Je me demandais bien si j'aurais le temps de m'expliquer. Et si je l'avais, comment arriverais-je à faire préciser sur le papier les conclusions, comme je m'étais bien juré de le faire ? Je n'allais pas écrire sous le nez de Himmler ! Et, une fois sorti de son bureau, comment y rentrer avec un texte ? Ce serait difficile d'abord, délicat ensuite, les Allemands étant naturellement fort susceptibles.

*
* *

Le fait qu'en arrivant à table, à deux heures de l'après-midi, Himmler m'avait dit brusquement que l'accord était acquis à l'avance, m'avait autant inquiété que satisfait. Car ce n'était pas seulement un accord que je voulais, mais un accord précis, qui laissât aux deux parties des traces écrites.

Très poliment, Himmler m'avait placé à sa droite, durant le repas, moi lieutenant, tandis qu'il avait envoyé le Général Berger barrir à sa gauche. Il avait fait des frais de conversation, s'était employé à me bien accueillir. J'avais répondu à sa gentillesse par une égale gentillesse. C'est alors que, tout à coup, une idée m'était passée par la tête. Elle avait été là, dans l'air, en une phrase légère, sans que j'aie eu le temps de bien me rendre compte de ce que j'avais dit :

« Mais, *Reichsführer*, pourquoi ne viendriez-vous pas voir nos soldats ? Je suis heureux de vous voir. Eux le seraient également. »

Himmler m'avait répondu, interloqué et joyeux :

« Et pourquoi pas ? »

Ce sont certainement les deux locomotives du train, que j'avais vues prêtes au départ, qui m'avaient poussé ce projet dans le subconscient, comme dans un roman de Simenon. Himmler était un homme aux décisions promptes :

« Je dois me trouver demain soir à Salzburg. Pieske ? Meseritz ? C'est bien là que vous êtes ? Au fond, nous pourrions faire le détour, oui, ça serait très bien ! Entendu ! Je vous amènerai dans mon train spécial. En partant ce soir, nous serons à votre camp demain ! Cela m'intéresse beaucoup de voir les volontaires wallons. Vous avez eu là une magnifique idée. »

Il s'était levé !

« A tantôt, Messieurs. »

Et il avait disparu. Je ne verrais pas Himmler pendant un quart d'heure, comme les autres visiteurs. J'allais rouler pendant dix heures, quinze heures avec lui, à travers toute la Pologne !

Le gros Berger, stupéfait, m'avait donné une vigoureuse bourrade qu'il voulait très amicale, car c'était un fort bonhomme au fond :

« Fuchs ! » (*Renard !*)

A six heures du soir, le train de Himmler démarra sous les sapins. J'étais confortablement installé, à côté du RFSS, dans un énorme fauteuil, Berger débordant d'un autre ; un jeune interprète, très agile, se trouvait en face de Himmler.

*

* *

Je restai là jusqu'à deux heures du matin.

Le dîner, en petit comité, avait été meilleur que dans la baraque. On avait apporté du champagne, stimulant heureux dans ce genre de conversation. L'atmosphère s'en était trouvée détendue, presque familière. Himmler était un homme extrêmement gentil dans l'intimité. Contrairement à

beaucoup de grands hommes, il savait écouter, non point de l'air superficiel de celui qui se croit, à l'avance, plus compétent, mieux informé que son visiteur : au contraire, Himmler, modeste toujours, était un homme qui s'appliquait honnêtement à entendre et à comprendre.

Moi-même, sans me presser, je l'avais d'abord écouté longuement, durant tout le repas.

Il y a une électricité qui se dégage de l'homme qui parle, des impondérables, un mot, une ironie, un frémissement de l'œil, qui instruisent plus que la lecture de dix biographies d'un hôte important. J'ai toujours eu pour système de laisser – quand c'était possible – mon interlocuteur parler le premier : non pas seulement pour ce qu'il peut me dire, mais surtout pour le sentir. Je renifle les hommes. Rien que de voir quelqu'un marcher est déjà instructif : on sait, en dix pas, s'il est godiche ou adroit, timoré ou décidé. Mais la conversation, elle, est une prise de film aux rayons X. L'homme a beau jouer sa pièce, le naturel affleure dans des détails que le cerveau et la sensibilité isolent en silence, puis agrandissent. On décèle certaines faiblesses, on aperçoit des parcelles de la personnalité sur lesquelles les arguments, ou le charme, pourront agir par la suite. On tâtonne comme si on devait, dans une demi-lumière, brancher une prise électrique. On finit par établir le contact.

C'est alors le moment de passer son propre courant ! Il ne se perdra pas, il éclairera, il brûlera. L'interlocuteur, charmé d'avoir été écouté – le moins orgueilleux des hommes est sensible à l'hommage du silence –, sera frappé alors par la sûreté de la contrepartie, résultat d'une observation discrète du terrain, résultat surtout d'une captation préalable des fluides qui se dégagent de tout homme.

Avant d'aborder la difficile mais indispensable demande de précisions concernant l'acceptation par Hitler des grandes

bases de mon plan politique de l'Ouest, je voulais mettre au point les termes du statut qu'on reconnaîtrait à notre Légion « Wallonie », au cas où celle-ci prendrait place parmi les unités de la Waffen-SS

Pour moi, c'était, dans l'immédiat, le ban d'essai de tout le reste. Si là, nous n'aboutissions pas, il était vain d'étudier, à la loupe, des promesses politiques accrochées en guirlandes à un avenir provisoirement insaisissable. Le saisissable, c'était la Légion. Elle pouvait, elle devait être l'expérience qui coulerait nos accords dans le moule des faits et qui permettrait de voir, posément, sans perdre un détail, si la cohabitation libre et fière des « Germains » de différents peuples était une chimère, ou une possibilité.

Himmler n'était pas, je le savais, partisan de la quasi-autonomie des Légions au sein de la Waffen SS.

Il est clair, en effet, qu'une telle méthode était lourde de risques. Après avoir reçu du Reich un matériel merveilleux et onéreux (pour équiper simplement une Brigade blindée comme celle que nous formerions quelques semaines plus tard, il fallait alors compter sur une dépense d'un demi-milliard de francs), après avoir été informés des secrets militaires les plus importants, ces unités étrangères pouvaient trahir, passer à l'ennemi, lui ouvrir le front. Le désastre de Stalingrad avait été rendu possible grâce à la ruée des Panzers de l'Armée rouge à travers les secteurs italiens, hongrois et roumains où les Allemands, trop confiants, n'avaient pas voulu, par délicatesse, exercer de contrôle direct.

Un groupe d'aviation slovaque, doté d'appareils magnifiques de la *Luftwaffe*, et à qui Goering avait laissé une très large liberté d'action, s'était, de son côté, envolé chez les Soviets!

Il y avait eu, ainsi, une série d'histoires extrêmement désagréables. Himmler était méfiant, depuis ces aventures.

Au surplus, il était – et il le resta longtemps – bien plus un disciple politique du Français Richelieu que du Prussien Bismarck. La formule de l'unification radicale plaisait à son esprit géométrique: il croyait que l'on pouvait brasser, malaxer les peuples comme on fait une excellente confiture avec des fruits divers, fussent-ils médiocres. Que les pays assimilés par le Reich perdissent une partie de leurs vertus propres, il s'en inquiétait peu; il préférait, à des richesses variées, la solidité uniforme de l'unité.

J'eus avec lui, pendant deux ans, d'interminables débats sur ce problème, devenu un problème européen d'application constante et parvins à assouplir fortement sa conception, trop centralisatrice.

Mais son esprit, habitué à désosser les problèmes, à les dépouiller de toute chair humaine, se complaisait davantage aux formules rectilignes, sans complications, ni différentiations, ni dérivations.

*

* *

Ce que je lui demandais, c'était, au fond, exactement le contraire de ce qu'il aimait. Mais j'étais sûr que son système échouerait, parce qu'il annihilait les peuples en croyant les unifier. Tôt ou tard, Himmler devrait amender sa méthode, l'humaniser, l'adapter avec psychologie à la vie – riche parce que variée – de la vieille Europe.

Il avait éprouvé des déboires, non parce que la politique de confiance était une politique erronée, mais parce qu'il avait mal placé sa confiance, ce qui est tout autre chose. Il devait tenter les expériences avec des forces droites, idéalistes et, le choix fait – bien fait! –, s'en remettre énergiquement à la loyauté de ses partenaires.

Himmler était sensible aux questions d'honneur. Je plaçai le débat sur ce terrain. Nos pères avaient été les soldats fidèles du Saint Empire. Vingt d'entre eux en avaient été Feld-maréchaux. Nous serions, de la même manière, des soldats fidèles du Chef de l'Europe, mais toute défiance, toute mésestimation des qualités de notre peuple nous blesserait. Nous ne pouvions pas croire que Himmler, après nos combats de l'Est, doutait de notre loyauté. Militairement, aujourd'hui, politiquement demain, nous ne servirions avec un maximum d'efficacité l'idéal national-socialiste et l'Empire Germanique, en voie de résurrection, que si nous nous sentions vivre dans une atmosphère de confiance, traités en égaux sur tous les points.

Je lui rappelai – ce qui l'impressionna fort – l'admirable réponse d'un ouvrier wallon à qui le Roi Albert I^{er} venait de demander ce que les travailleurs désiraient :

« Ce que nous désirons, Sire, c'est qu'on nous respecte ! »
Travailleurs-bâisseurs de l'Europe, c'est aussi le respect que nous voulions d'abord.

Himmler, qui était la simplicité même, avait laissé la conversation se dérouler naturellement, sur le ton le plus ouvert. Je lui avais parlé comme si j'avais parlé à un de mes familiers, librement, avec un mot ému ou drôle à l'occasion. Je voyais bien que j'avais avancé. Mon électricité agissait. Après quelques heures d'entretien, j'avais – cela se sentait dans l'air – emporté la position.

Je me gardais de montrer une satisfaction trop visible.

Himmler me marqua son accord sur tous les points : on ne nous imposait aucun cadre allemand, nous serions commandés uniquement par des gens de chez nous, en langue française. Nous conserverions nos couleurs nationales. Et notre Commandeur belge deviendrait immédiatement le Commandeur de notre Brigade de « Waffen-SS ».

Et là, vraiment, Himmler avait été conciliant au-delà de tout.

Car, de simple unité d'infanterie nous allions devenir une Brigade d'Assaut entièrement motorisée, disposant d'un matériel fantastique (plus de trois cent cinquante blindés et camions), constituant une unité de choc à qui on confierait, évidemment, des missions de toute première importance. Notre Commandeur Lucien Lippert était un jeune officier d'une valeur exceptionnelle [un des plus brillants lauréats de l'Ecole de Guerre de Bruxelles, intelligent, travailleur, d'une austérité de vie, d'une conscience, d'une élévation d'âme qui lui avaient valu l'affection et l'admiration sans limite de tous les légionnaires]. Mais, enfin, Himmler lui, ne le connaissait pas, il savait tout juste qu'il avait à peine vingt-neuf ans !

Accepter qu'il assumât le Commandement d'une unité si importante – plusieurs milliers d'hommes artillerie légère et lourde, Pak, Flak, matériel de génie, char d'assaut, des centaines de camions flambants neufs ! – c'était me faire confiance à l'aveugle. Il me la fit. J'allai plus loin :

« *Reichsführer*, lui dis-je, Lippert n'est que Capitaine. Il risque, n'étant pas encore officier supérieur, d'être mis dans des situations délicates. Je vous demande de le nommer Major. Il le mérite. Vous ne vous en repentirez pas, vous le verrez. »

« Il est difficile de vous refuser quelque chose, répondit Himmler, mi-sérieux, mi-riant. Je nomme Lippert Major ! Et maintenant est-ce tout, *mein lieber Degrelle* ? »

Non ce n'était pas tout !

Himmler me regarda, l'œil vif, un peu inquiet.

« J'ai gardé le plus dur morceau pour la fin, *Reichsführer*, plaisantai-je. Nous avons à la Légion... un curé ! »

Ça, c'était un tibia en travers du gosier de Himmler !

« Un curé ! Mais ce n'est pas possible. Un prêtre catholique, aumônier d'une unité de la SS ! Vous vous représentez quelle révolution ce serait ? »

Je répondis franchement :

« Il faudra que cette révolution-là se fasse, *Reichsführer*. Ce curé est un de nos camarades comme un autre. Nous ne pouvons pas chasser de notre Légion un compagnon parce qu'il est curé. Ce ne serait pas chevaleresque. Je suis sûr que vous-même ne le feriez pas ! »

Himmler et le Général Berger se regardaient en riant :

« Un curé à la SS ! Un curé à la SS ! »

Quand des hommes rient, ils sont tout près d'être conquis.

Himmler m'accorda le curé, après tout le reste.

« Soit, conclut-il, mis en gaité par l'aventure, soit, vous garderez votre curé ! »

J'avais levé ma coupe de champagne. Et nous trinquâmes à la santé du premier curé catholique admis à la SS.

Il en arriva bientôt d'autres, par la suite. J'avais ouvert la brèche. Les résistances, de-ci de-là, furent violentes ou sournoises, dans l'entourage de Himmler, durant les premiers mois. Puis le fait fut acquis. Un an plus tard, on pourrait même admirer un prélat catholique et français ! A la SS, Monseigneur Mayol de Lupé, la cravate de la Légion d'Honneur au cou, majestueux, truculent, rubicond, le nez fleuri comme celui d'un dégustateur.

*

* *

Ainsi, en ce qui concernait la Légion « Wallonie », j'avais obtenu les engagements les plus formels que j'avais jamais pu espérer. Passant à la Waffen-SS, nous entrerions en fanfare, représentation autonome de notre peuple dans la lutte antibolcheviste des Européens et, spécialement, des Germains.

Cela étant entendu, il me restait à entendre Himmler répéter nettement, au nom du Führer, que notre collaboration

militaire serait accompagnée d'une communauté de vues politiques, sincère et complète :

« Vous avez bien voulu me dire, *Reichsführer*, que le Führer s'était rallié aux positions que nous, Rexistes, appelons "bourguignonnes", en souvenir du puissant Etat Occidental de nos Ducs de Bourgogne des XIV^e et XV^e siècles. Je suis fort heureux de cette affirmation. Sur des bases pareilles – respect des valeurs de l'Histoire, possibilités maxima de renaissance et de grandeur – une coopération peut certainement s'établir.

Je suppose, *Reichsführer*, que les services du Führer et les vôtres vous ont éclairés sans détours, tous les deux, sur l'ampleur de mes projets relatifs à la transformation de mon pays, redevenant, après la victoire, une Marche de « l'Empire », comme il le fut pendant des siècles, uni aux autres Germains par le sang, par l'histoire, par l'intérêt et par l'idéal politique, mais possédant, au sein de ce vaste consortium, sa vie propre, représentée politiquement par un Etat Fédéral où les gens des anciens Pays-Bas de langue française et de langue flamande travailleront en équipe, égaux et libres.

Ce programme vise, certes, à replacer notre pays dans la situation géographique et au stade de grandeur que nos anciens « Pays-Bas » connurent jusqu'à ce que le flot des invasions et une série d'amputations territoriales ne les eussent complètement défigurés. Mais il va beaucoup plus loin : au-delà de cette satisfaction nationale, il tend essentiellement à doter l'Europe – dont les forces se sont si longtemps opposées et heurtées à l'Ouest – du puissant Etat d'Entre-Deux, élément d'équilibre, terre de compréhension, qui a manqué si dange-reusement aux Germains et aux Latins au cours de toute l'Histoire moderne. Il y a là, pour nous, une mission européenne d'une importance plus évidente aujourd'hui que jamais.

Je vous ai fait parvenir les textes des discours où j'ai précisé mon programme "Impérial". Est-ce bien sur tout cela, *Reichsführer*, que nous sommes d'accord ? »

Himmler me répondit, en pesant chacun de ses mots :

« Le Führer a tout examiné avec sa précision habituelle. Moi-même me suis intéressé de tout près à vos thèses. Nous avons retourné votre plan sous tous ses aspects.

Le débarquement en Afrique du Nord et les complicités qu'il a révélées parmi ceux à qui nous avons donné notre confiance à Paris et à Vichy nous a convaincus de l'imprudence qu'il y aurait à miser seulement sur les Français pour prolonger la Collaboration continentale à l'Ouest.

Vos projets ont donc pris un intérêt d'actualité tout nouveau. Ils ont, exposés comme vous l'avez fait à Bruxelles, frappé l'imagination du Führer. La re-créditation de la Marche historique de l'Ouest, la construction grâce à celle d'un pont franco-allemand, tout cela nous a paru d'un puissant intérêt. Le récit de vos exploits et des exploits de vos soldats au Front de l'Est a créé, en plus, une atmosphère de grande confiance personnelle. Vous avez gagné la partie, *mein lieber Degrelle* ! »

« Oui ? répliquai-je, restant encore sceptique. Oui ? L'Ouest demeurant un tout ? L'Ouest reporté à ses frontières historiques du Sud ? Comme au temps où nous étions le Cercle de Bourgogne de Charles-Quint ? »

« Mais oui, mon cher Degrelle ! Certes les limites exactes, la forme exacte du statut intérieur de votre "Etat Bourguignon" ressuscité dépendront encore de nombreuses études techniques et d'une certaine évolution des événements. Mais vous seriez bien étonné si je vous disais que le Führer, ayant saisi l'originalité de votre formule, la conçoit désormais avec encore plus d'ampleur !

Racialement, historiquement, les Germains ont été plus loin que les Ardennes, les Vosges et la Somme !

En tout cas, je suis autorisé à vous dire que le principe est acquis. Continuez à vous couvrir de gloire au Front de l'Est. Et les réalisations politiques à l'Ouest, envisagées dès aujourd'hui selon les grandes lignes de votre plan, s'en trouveront encore facilitées. Le Führer, ajouta-t-il, éprouve pour vous personnellement, de longue date, beaucoup de sympathie. Certains vous ont fait la partie difficile pendant de nombreux mois. Vous avez tenu tête avec beaucoup de cran. Nous aimons bien les caractères. Vos idées claires, à l'échelle des événements, l'ont emporté. C'est le moment ou jamais de voir grand. L'Europe n'a jamais été, autant qu'aujourd'hui, à la disposition de ceux qui veulent réaliser les solutions idéales. Avant, il fallait des mois de discussion et de continuelles concessions pour ajuster des traités médiocres ! Cette fois-ci, on pourra tailler en plein, faire du solide, pour toujours. Le Führer est d'accord. Vous êtes compris.

Je ne vous en dirai pas plus. Croyez-moi, depuis 1939, le Führer n'en a fait dire autant à aucun homme politique de l'Europe. »

*

**

Après la guerre, une confirmation éclatante de ces engagements allait être publiée dans *Le Figaro* de Paris, du 21 mai 1947, sous le titre « Himmler m'a dit », par un des collaborateurs immédiats du *Reichsführer-SS*, le docteur Kersten.

L'Ambassadeur de France André-François Poncet, spécialiste des questions allemandes, avait tenu à couvrir personnellement et entièrement les révélations de ce témoin direct.

Donc, selon le secrétaire de Hitler et l'Ambassadeur de France, Hitler et Himmler étaient décidés à accorder, supplémentairement, au « Cercle de Bourgogne » que je rêvais de

reconstituer – de la Somme au Wall – toutes les vieilles terres bourguignonnes du Sud-Est, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté (voire même la Suisse Romane) et – preuve que Hitler était même prêt à donner, de son côté, de l'ancien sol allemand – l'entière du Grand-Duché de Luxembourg.

Cela, c'était l'objectif maximum des Fondateurs des Grands Pays-Bas, celui que poursuivait inlassablement le plus noble et le plus pur d'entre eux, Charles le Téméraire, qui sombra tragiquement, après les désastres de Granson et de Morat, dans la plaine glacée de Nancy, le 5 janvier 1477.

Ainsi, à s'en tenir aux affirmations catégoriques du D^r Kersten, Hitler aurait décidé de rebâtir dans son intégralité le plus puissant Etat-Tampon que Charles le Téméraire avait jadis failli donner, pour son équilibre, à l'Europe en gestation.

Mais fut-il vraiment aussi formel que le D^r Kersten le prétend dans son *Himmler m'a dit*¹? Himmler en 1943, Hitler un an plus tard, m'assurèrent avec chaleur que leur ralliement à mon projet était complètement acquis. Himmler me laissa nettement comprendre que mes vœux seraient même dépassés. Mais c'est tout. Donna-t-il plus de précisions, dans l'intimité du travail, au D^r Kersten? Lui expliqua-t-il plus complètement qu'à moi ce que le Führer lui avait dit à Berchtesgaden, au début de mars 1943? C'est possible. Moi je m'en tiens à ce que je sais, pour l'avoir entendu.

Evidemment, le plan du Führer, s'il fut tel que le D^r Kersten l'a exposé, était plus radical que le mien et au fond plus logique. Une fois qu'on voulait un Etat d'entre-deux, mieux valait le vouloir complet, de la Mer du Nord au Jura, surtout que cela correspondait à d'indiscutables réalités historiques.

Ce réajustement territorial eût fait reperdre à la France quelques provinces arrachées violemment, jadis, par ses rois à ses voisins du Nord et de l'Est. Mais, terre de rencontre ouverte fraternellement à l'amitié des Français comme à

celle de Germains, l'Etat-tampon reconstitué eût offert à la France d'extraordinaires possibilités de pénétration, puissante et pacifique, dans l'unité européenne. Au surplus, grâce à la victoire de Hitler sur le monde anglo-saxon, la France eût certainement obtenu ailleurs des compensations capitales.

Projets démesurés? Il faut toujours se souvenir qu'en 1943 se préparait, non pas un lot de banales maisonnettes préfabriquées, pour petits bourgeois régionalistes, totins¹ et pantouflards, mais une Europe nouvelle, mais un monde nouveau.

En tout cas, du *Himmler m'a dit*, du D^r Kersten, il ressort, avec toute la clarté désirable, qu'aux premiers jours de mars 1943, Hitler informa Himmler – appelé à cette fin à Berchtesgaden – de ce que le principe, proposé par moi, de la résurrection d'un « Etat de Bourgogne » était accepté.

Premiers jours de mars... C'était deux semaines après que j'avais quitté Berlin avec éclat, y ayant exposé mon plan avec un maximum de vigueur et fait nettement comprendre que je n'en démordrais pas.

Au retour de cette réunion de Berchtesgaden, Himmler, le 5 mars 1943, expliqua longuement au D^r Kersten, qui le publia après la guerre dans son ouvrage et dans *Le Figaro*,² la portée de la solution acquise, précisant que l'Etat d'entre-deux, qui serait ainsi reconstitué, entre l'Allemagne et la France posséderait, bien entendu, un débouché à la Manche, mais aussi – ça, c'est pour moi imprévu – un droit de passage au Sud, vers la Méditerranée.

« La capitale n'a pas encore été choisie, ajouta Himmler. Hitler hésite entre Gand et Dijon ». Ces hésitations montrent

1.- Note de l'éditeur. Léon Degrelle utilise ici un mot du wallon namurois signifiant « vétéleur », terme qui s'utilise pour parler d'une personne perdant son temps à des choses futiles.

2.- Note de l'éditeur. Article publié en page 3 du *Figaro* du 21 mai 1947.

bien comment les souvenirs historiques hantaient Hitler, comment il voulait réveiller, ranimer un passé fameux, car Gand et Dijon avaient été les cités de cœur de nos princes bourguignons, Dijon la ville de départ des Rassembleurs, au XIV^e siècle, et Gand la ville-sommet, où était né, en l'an 1500, Charles-Quint, fédérateur de toutes les terres germaniques.

Cet Etat, rejaillissant de l'Histoire, serait « Choyé et érigé en Etat modèle », avait déclaré Hitler à Himmler, qui ajouta :

« L'Etat de Bourgogne sera gouverné par un Chancelier. Je crois que Léon Degrelle, le chef des Rexistes belges, sera le premier Chancelier de Bourgogne. Ce pays aura son armée, son gouvernement, ses lois, sa monnaie et ses services postaux. Ce sera un Etat modèle, dont la forme sera admirée et copiée par tous les autres pays. »

Et, en conclusion :

« La Bourgogne sera un Etat indépendant. Nous échangeons des ambassadeurs. »

On le voit : dès l'hiver 1942-1943, j'avais non seulement assuré, en cas de victoire du III^e Reich, le salut de mon pays, abattu en mai 1940, mais j'avais obtenu pour lui, de Hitler, les possibilités de grandeur que les plus glorieux bâtisseurs des Pays-Bas avaient recherchée farouchement, sans que le Destin leur ait jamais permis, hélas, de l'atteindre de façon complète.

A cinq siècles d'intervalle, une unité politique puissante – et harmonieuse – était prête à renaître à l'Ouest, qui eût permis à deux mondes jusqu'alors ennemis irréductibles – Germanité, Latinité – de se rencontrer et de s'interpénétrer sans heurts. L'Europe allait avoir enfin sa plaque tournante, et pas une plaque tournante dérisoire, mais grandiose, à la mesure de l'Europe qui se créait ! Remontant des abîmes, notre peuple, historiquement peuple d'entre-deux, serait sûr, désormais, de retrouver, magnifiquement, sa mission tradi-

tionnelle, vieille de mille ans, mais rajeunie, amplifiée, dynamique comme la vie !

*

* *

Après la guerre, on a voulu, haineusement, stupidement, nous représenter comme des fossoyeurs de la Belgique : eût-elle jamais des fils plus soucieux que nous de sa renaissance et de sa grandeur ? Plus acharnés que nous à sa gloire, offrant pour elle leur vie tout au long de quarante-cinq mois d'une tragédie de chaque jour au Front de l'Est ?

Peut-être, portés au-delà du possible par notre amour, avons-nous vu trop haut et trop loin ? Mais notre erreur – si erreur il y eut – ne pourra jamais avoir été que d'avoir rêvé pour notre pays, émasculé par des siècles de revers, d'un destin qui n'était plus à la mesure d'un certain nombre de ses fils, ignorants de leur passé, aux appétits réduits à de mesquins et misérables objectifs matériels.

En face de ces « petits Belges » – plaie de la Belgique – quel fut notre crime, sinon d'avoir voulu être de grands Belges, qui se souvenaient des fastes du « Leo Belgicus » de leurs pères et qui voulaient le redresser, fier et fort, à la porte océane de l'Europe Nouvelle ?

Nous fûmes à deux doigts de cette réussite. Hitler, on le voit, les preuves écrites sont là, nous eût, vainqueur, laissé entreprendre notre Geste. Nous eussions pétri, avec force et avec enthousiasme, cette pâte de millions d'hommes dispersés jadis aux vents des malheurs de notre peuple. En dix ans, nous eussions reformé une Communauté de l'Ouest. Nous avions la foi. Qui résiste à la foi ?

La force brutale a piétiné notre rêve. Mais il fut grand.

HIMMLER CHEZ LES VOLONTAIRES BELGES

Les richesses occultes de la SS. – Mon « ignorance » de la langue allemande. – Une nuit bien utilisée. – Textes « noir sur blanc » au petit-déjeuner de Himmler. – « Scripa manent ». – Himmler épanoui, parmi les Wallons. – Pour *L'Osservatore Romano*. – Militairement, politiquement : la partie gagnée.

Le train de Himmler roulait donc à travers la Pologne. J'avais obtenu ce que je voulais. Himmler était détendu. C'était presque, pour lui, une nuit de vacances. Il fit appeler un de ses amis, général des blindés, qui voyageait dans notre train.

Le *Reichsführer*, je ne sais pourquoi, se mit à lui parler des ressources de la SS. Je pris un air un peu dans la lune, me contentant de boire à ma coupe de champagne de temps en temps. Himmler expliquait longuement comment il avait copié en grand les méthodes de l'« Intelligence Service », assurant à la SS des ressources camouflées d'une importance telle qu'elle était devenue une des plus grandes puissances financières du monde. Il cita le cas, notamment, de l'industrie briquetière du Reich,

presque totalement dans ses mains. Au fond de moi-même, je tombais des nues. Mais j'admirais. Ce n'était pas bête du tout. La SS jouissait ainsi d'une indépendance totale vis-à-vis des forces d'argent et même vis-à-vis de l'Etat. Elle possédait, à l'insu du public, ses revenus à elle, revenus prodigieux qui lui permettaient et surtout lui permettraient de tout entreprendre.

Je bénis alors secrètement le Ciel d'être arrivé à m'accorder avec cette immense machine qui, si le Reich gagnait, serait en fait l'arbitre de l'Europe, forte par ses élites du front, forte par cette fantastique richesse occulte qui venait de m'être révélée si étrangement.

Plus jamais, par la suite, en aucune occasion, je ne perçus une allusion à ce trésor de guerre de la SS.

Est-ce le champagne, auquel Himmler était peu accoutumé qui l'avait rendu plus prolix? Ou plus simplement croyait-il que je ne comprenais pas?

Par politesse, je n'avais pas demandé à l'interprète de traduire cette conversation menée avec un tiers. Officiellement, j'ignorais la langue allemande. En réalité, je n'avais pas perdu une phrase de Himmler. Non point que je jouais la comédie de l'unilinguisme. Avec le temps, certains Allemands s'aperçurent que j'avais parfaitement compris des réflexions qu'ils avaient échangées, à mon insu, croyaient-ils. Ils me firent la réputation d'un joueur redoutable, connaissant l'allemand sur le bout des doigts, mais qui faisait semblant de l'ignorer.

La vérité, c'est que je ne savais pas l'allemand. Je n'ai jamais eu de dispositions spéciales pour apprendre les langues germaniques. Je ne comprenais donc pas l'allemand, mais – ce qui est une toute autre chose – je devinais l'allemand, comme j'ai toujours deviné les autres langues. Connaissant les quelques centaines de mots de base, j'établissais des rapports, des intonations me frappaient. En tout cas, en allemand, j'ai toujours compris ce que je ne devais pas comprendre.

Parfois, quand l'interprète avait escamoté une nuance dans sa traduction, je l'interrompais pour rectifier. Les autres s'exclamaient alors: « Vous voyez bien que vous connaissez l'allemand! » Et pourtant je ne le connaissais pas. Je le sentais, c'est tout.

Déjà au collège, j'étais nul en thèmes, en latin, mais j'obtenais toujours le maximum, ou peut s'en faut, en version latine, dernier d'un côté, premier de l'autre.

Pendant la guerre, quand même j'avais parfaitement compris, je faisais semblant de n'avoir rien compris du tout. Ainsi, pendant que l'interprète s'éternisait à bredouiller sa traduction, j'avais tout le temps de préparer et de peser mes réponses.

C'était un petit truc extrêmement utile.

Mon « ignorance » de l'allemand – et je le répète, c'est vrai, je l'ignorais! – me fut toujours une aide précieuse, au lieu d'être un handicap. Mes amis allemands me disaient: « Quel dommage que vous ne connaissiez pas notre langue! » Je me lamentais avec eux. Mais je me suis toujours trouvé très bien de cette infériorité si pratique.

*
* *

Il était plus de deux heures du matin lorsque l'histoire des briques fut terminée. Très joyeusement, chacun repartit vers son sleeping.

Pour Himmler, la discussion était terminée.

Pour moi, elle ne l'était pas encore. Pendant que tous dormaient, je me mis au travail, transposai « noir sur blanc » la conversation avec toutes les précisions nécessaires. Je dressai le tableau récapitulatif des conclusions avec la plus grande netteté, pour que Himmler s'y retrouvât sans difficulté aucune. A cinq

heures du matin, je réveillai le malheureux interprète et une dactylo qui passa à la porte de sa couchette, une jolie tête blonde, gentiment ébouriffée, et une belle épaule blanche qui sentait bon la chair tiède : « Il faut venir travailler », lui dis-je, sans pitié.

Je surveillai chaque passage de la traduction, fis retaper en quadruple exemplaire le texte allemand et le texte français, afin que mon texte même – en cas de contestation – fût toujours autorisé.

A neuf heures, tout était prêt, j'étais rasé au dixième de millimètre. C'était le moment où je devais prendre le petit-déjeuner en compagnie de Himmler et de Berger.

J'avais, négligemment, posé les feuilles à côté de moi sur la table.

« Qu'est-ce que vous avez là ? » demanda, avec sa délicatesse habituelle, le gros Berger.

Je pus alors tendre mes feuillets :

« Pour être bien certain de ne pas me tromper sur nos conclusions de cette nuit, je les ai mises par écrit, point par point ; si le *Reichsführer* voulait bien vérifier mon texte, je serai alors tout à fait tranquille. »

Himmler le lut avec beaucoup de soin. Le soleil dorait les coquetiers. Les grands champs verts et jaunes couraient le long de la fenêtre.

« C'est parfaitement exact, me dit-il, mais quand avez-vous fait tout ce travail ? »

Je lui montrai l'interprète à demi-mort au-dessus de sa tasse de café. Puis, comme si je lui faisais un petit cadeau, je lui tendis un exemplaire de l'accord en allemand et un autre en français. Je fis de même avec Berger.

« Pour tous mes camarades, ajoutai-je, les autres exemplaires seront, *Reichsführer*, un témoignage inoubliable de votre largeur de vue politique et de votre compréhension de l'honneur militaire. »

Je vis Himmler faire un clin d'œil à Berger, en ayant l'air de dire « Il arrive où il veut, celui-là ! » Je fis semblant de n'avoir rien remarqué. Mais cet hommage discret me fit plaisir.

*

* *

A midi, le train entra dans la gare de Meseritz. Avant de partir pour le camp de Pieske, nous déjeunâmes dans la voiture-salon de Himmler. J'avais couru, en auto, chercher notre Commandeur Lucien Lippert afin qu'il mangeât en tête à tête avec le *Reichsführer-SS*.

Devant Himmler et devant Berger, je remis à Lucien Lippert l'exemplaire n° 3 des conventions :

« Voilà, pour les archives de la Légion, le texte officiel des décisions prises par le *Reichsführer* selon les instructions reçues du Führer », lui dis-je, en regardant bien le Grand Maître de la SS.

Himmler approuva, annonça à Lippert qu'il était promu Major (*Sturmabführer*), que la Légion allait devenir une Brigade de Choc motorisée des Waffen-SS, et qu'il l'en nommait Commandeur.

Puis nous partîmes pour Pieske, dans les grandes Mercedes noires et chromées descendues des fourgons du train ministériel. Notre Légion était magnifique et, surtout, elle était sympathique. L'idéal de nos soldats brillait dans leur visage. Le Wallon est aimable, sans embarras, sans timidité et surtout sans raideur. Aux questions de Himmler, nos hommes répondaient d'un ton chantant, avec un naturel, une aisance, un esprit d'à-propos qui enchantèrent le chef de la SS. Il était épanoui. La Légion « Wallonie » l'avait conquis, c'était évident. Plus on donne à quelqu'un, plus on s'y attache. Et Himmler nous avait donné ce qu'il n'avait donné à personne d'autre.

Sa visite l'avait mis d'une humeur resplendissante. Tout l'intéressait, l'amusait, l'enchantait.

Il y eut un dernier incident, assez drôle. J'avais fait aligner tous nos officiers pour les présenter un à un au *Reichsführer-SS*. Au moment où il serrait avec grande effusion la main d'un officier supérieur, je proclamais d'une voix de stentor :

« L'Aumônier de la Brigade SS Wallonie ! »

A la même seconde, un photographe de notre service de propagande (P.K.)¹ posté astucieusement, venait de faire retentir le déclic de son appareil. Himmler, surpris, redressa la tête :

« Pour qui, cette photo ? »

Je répondis avec un sourire en coulisse :

« Pour *L'Osservatore Romano*, *Reichsführer* ! »

Himmler éclata de rire. L'affaire de l'aumônier était définitivement réglée !

*

* *

Nos projets de départ immédiat pour le front avaient, évidemment, été bouleversés de fond en comble. Avant que nos centaines de spécialistes ne se fussent adaptés à leur travail de conducteurs de chars, de camions blindés, de desservants d'artillerie, de PAK, de FLAK, plusieurs mois devaient se passer. Certains appareils étaient d'une complication rare : les pièces de Flak que nous allions recevoir coûtaient huit millions pièce.

J'avais donc un peu de temps devant moi.

Militairement, j'avais gagné la partie.

1. Note de l'éditeur. « Propaganda Kompanien » : reporters de guerre du III^e Reich.

Mais dans le domaine politique, où ma victoire d'avenir était désormais assurée, il y avait certains avantages à retirer sans perdre une seconde. Il s'agissait de profiter du climat créé, sans attendre que l'air se refroidisse. Il fallait, notamment, balayer sur l'heure toutes les petites machines de guerre secrète que les policiers de Berger avaient montées dans le dos de Rex en 1941 et en 1942. Pendant que les techniciens de notre Brigade se formaient dans les écoles militaires du Reich, j'aurais juste le temps de nettoyer le terrain à Bruxelles et de consolider nos positions intérieures.

Le soir même, je regagnai Berlin par l'autostrade, dans la magnifique « S.S.3 », à cuirs rouges, du bon gros Général Berger. Il éclatait de satisfaction. Tout cela était son œuvre. Je le louai fort de son génie et lui cueillis, à un arrêt, une haute gerbe de genêts d'or.

Il rentra à Berlin, fleuri comme un César.

Le surlendemain, j'étais en Belgique.

REDRESSEMENT DU PAYS

Nettoyage des saboteurs de police. – Liquidation de la « Jeunesse Romane ». – Unification du NSKK wallon. – Le hara-kiri du Démosthène de la soutireuse. – Le Chef du NSKK unifié, le Major Reylandt. – Liquidation de l'AGRA. – La Jeunesse Légionnaire. – L'équilibre flamand-wallon. – Le Front, porte de l'avenir. – La mission de Victor Matthijs en Belgique. – Accord total avec le VNV. – Vers le confinement d'Elias. – Evolution tardive de « DeVlag » et de van de Wiele. – La Loi de la jungle.

Ma visite chez Himmler, l'accord que j'avais obtenu dans les annales de la SS, l'accueil rapidement chaleureux qui m'avait été réservé, l'aventure presque rocambolesque de la visite impromptue du *Reichsführer-SS* chez nos soldats, avaient fait, dans les milieux officiels d'Allemagne, une grande sensation.

On savait Himmler peu expansif. On l'avait vu déridé, enthousiaste. Je lui avais envoyé mon fluide à travers le corps. Rarement, paraît-il, il avait été aussi joyeux, aussi agréable, aussi désireux de plaire que durant ces deux jours-là.

Dans l'auto, où le noble postérieur de l'*Obergruppenführer* Berger occupait les neuf dixièmes de l'espace vital, j'avais profité de l'euphorie de mon aimable amphitryon pour faire quelques allusions au joli travail de ses petits séides de Belgique. J'avais bien eu soin de ne pas l'en rendre responsable. Au contraire, j'avais fait appel à son esprit de camaraderie pour qu'il m'aidât à débayer ces malitornes.

Je lui avais expliqué que, important comme il était, un seul froncement de ses sourcils ferait rentrer sous terre ces perturbateurs.

Ainsi j'épargnais sa susceptibilité, en lui fourrant du sucre plein la trompe et non en lui envoyant tout mon arbalétrier dans le tendre des cuisses comme l'avaient fait les Romains de Tite-Live pour neutraliser les fameux éléphants d'Hannibal.

Mon gracieux ami était donc sorti de sa voiture très satisfait, agitant ses oreilles. J'étais certain que sa patte allait aplatis avec délicatesse les petits mouchards et provocateurs d'hier.

*

* *

Des organisations de jeunesses, montées en 1941 contre la « Jeunesse Rexiste » avec les fonds secrets de Berger, il ne resta bientôt plus une tente de camping, ni une trompette. Nul ne sut jamais où le matériel disparut. Les embryons d'effectifs juvéniles se volatiliserent. Ce fut une liquidation secrète, complète.

Quant au fondateur de cette fantasmagorique « Jeunesse Romane », un éphèbe frêle, à la peau transparente, il fût lâché en vingt-quatre heures par le SD.

Compromis plus que beaucoup d'autres, il était guetté par les terroristes. Ce pauvre garçon, se sentant traqué, se réfugia, avec sa jeune femme et leur bébé, dans une maisonnette

perdue à la campagne près de l'Abbaye d'Aulnes, sur la Sambre. En vain. Les terroristes « résistants » retrouvèrent sa trace quelques mois plus tard. Il eut encore le temps de se réfugier au premier étage de la maison et de s'y barricader. Mais les assaillants s'étaient emparés de la maman et de l'enfant ; ils les traînèrent contre la porte, annonçant qu'ils les tuaient à l'instant si le père ne sortait pas. Ce n'était pas une menace vaine. Déjà des dizaines de femmes et d'enfants de collaborateurs avaient été massacrés de la sorte. Le malheureux fut brave. Il ouvrit la porte, livide et droit. Il fut foudroyé. Puis chacun des « résistants » tira une balle sur le cadavre.

La liquidation de l'AGRA fut, heureusement, moins sanglante.

La seule arme sérieuse de ce mouvement-fantôme était son corps de transport NSKK. Le reste m'importait peu : le cabaretier-président, qu'il fût payé à dix mille francs par mois ou renvoyé à ses bouteilles, n'était, de toute manière, qu'un zéro politique aussi rond que ses dessous de bocks.

Par contre, les six ou sept cents jeunes Wallons vigoureux et insouciant enrégimentés dans le NSKK sous l'égide de l'AGRA, commandés par des délégués de l'AGRA promus officiers, constituaient un élément de division.

Le général qui commandait en Belgique et en France les troupes de transport était un homme charmant, appartenant à la meilleure noblesse allemande. Ces rivalités, les manœuvres de police qui les alimentaient, lui déplaisaient au plus haut point. Il était venu plusieurs fois déjeuner ou dîner à ma propriété de la Drève de Lorraine. Il avait tenu à ce que je vinsse prendre la parole devant ses hommes, à leur caserne de Vilvorde. Il m'était dévoué, estimant comme moi que ces menées séparatistes au sein d'une unité militaire étaient intolérables, et il n'aspirait qu'à y mettre fin, selon mes désirs.

L'accord avec Himmler était l'occasion d'agir à fond. L'unification du NSKK fut aussitôt décidée par le général et par moi.

Néanmoins, il était préférable de ne pas avoir l'air de forcer la main au bataillon de l'AGRA. Nous utilisâmes toutes les pommades nécessaires à ce genre d'opération. Une grande prise d'armes fut organisée à Lille. J'y parus, flanqué du caba-
retier.

L'idée de faire un discours devant une troupe formée en carré l'avait ébloui et lui avait fait accepter de proclamer devant elle l'unification qui le défenestrerait.

Il parla donc. Sans doute le ciel voulut-il nous rappeler que l'orateur était un spécialiste des éléments liquides, car il déversa sur lui et sur ses feuillets une masse d'eau qui noya complètement le Démosthène de la Soutireuse et sa noble rhétorique. Son texte dactylographié avait rapidement déteint. La couleur coulait. Les papiers coulaient. On apporta un parapluie. C'était pénible. Mais enfin, au bout de dix minutes, le *hara-kiri* fut accompli, béni par nous comme par les cieux.

Je conclus cette petite fête de famille par un discours fraternel, puis m'entretins avec tous les conducteurs, un par un.

Ces contacts directs étaient chez moi une habitude. Il n'est pas un seul de mes compagnons que je n'aie point vu seul, d'homme à homme, au Front de l'Est, lorsque je fus devenu Commandeur. Parfois, quand nous avions un répit, je passais une semaine entière, de six heures du matin à dix heures du soir, à recevoir individuellement chacun de mes garçons. C'était éreintant. Mais cela m'a permis d'éviter beaucoup de petits passe-droits, d'adoucir beaucoup de peines intimes, de fortifier beaucoup de dévouements.

De même, après chaque grand combat, j'interrogeais affectueusement un par un, pendant tout le temps qu'il fallait, ceux qui avaient pris part à la mêlée, je leur faisais raconter exacte-

ment leur participation personnelle. Je découvrais, chaque fois, des héros magnifiques, mais timides, modestes, qu'on eût oubliés sans ce tête-à-tête. La gloire ne vaut que quand elle est juste. J'avais toujours peur, quand je décorais des hommes, de gonfler des médiocres, habiles à se faire valoir et d'oublier des âmes d'élite qui s'étaient dépassées mais qui, une fois le devoir accompli, s'étaient effacées en silence. Je tenais à chercher, à comparer, à recouper les renseignements, à aller au fond de chaque cas. On n'est un vrai chef et on n'obtient d'une unité militaire le maximum de courage et d'abnégation que quand, avec simplicité, on a visité chaque cœur, quand on s'y est imposé par sa bonté et un sens vigoureux de l'équité.

Je vis donc tous les hommes du NSKK, comme s'ils eussent appartenu à un bataillon de la Légion. Je créai le climat. Tous ces robustes garçons ne demandaient qu'à se donner et n'avaient jamais compris pourquoi on les opposait à d'autres.

*

* *

Les NSKK belges étaient éparpillés jusqu'au bout de la France. J'allai les visiter jusqu'aux Pyrénées.

Unis, ils formaient un corps de plus de deux mille hommes. L'écusson à la Croix de Bourgogne, drapeau de nos armées, avait remplacé sur les vestes les insignes des anciens clans rivaux.

J'avais fait nommer à la tête de ce corps unifié un jeune officier rexiste, intelligent et habile, le Major Ryelandt. Il était le beau-frère de Charles d'Ydewalle, rédacteur de *La Nation Belge*, vieil ami à moi, enfui de Bruxelles en août 1940 après qu'on l'eut accusé – à tort ou à raison – d'avoir été dans la capitale belge, avant la guerre, un agent mondain et appointé des services d'espionnage français.

En tout cas, son beau-frère portait un uniforme du Reich.

Cas de presque toutes les familles « vivantes » d'Europe, de toutes celles qui n'abdiquaient pas devant le devoir, l'idéal et le risque.

Charles d'Ydewalle avait choisi la voie anglaise, laissant à Bruxelles sa charmante femme, Georgette, menue comme un colibri, artiste d'une imagination délicieuse, qu'on trouvait, parfois, comme un oiseau de paradis, en haut d'un meuble, tandis qu'un visiteur humaniste, inspiré par sa grâce, lui lisait ou lui traduisait l'un ou l'autre poète grec.

Son mari portait un uniforme de la R.A.F, son frère un uniforme des troupes de Goering. Sous Napoléon, les meilleures familles belges avaient eu, de la même manière, des fils « collaborateurs », magistrats, fonctionnaires ou soldats de « l'Occupant français », tandis que d'autres fils restaient attachés au vieux Régime en pleine tempête, tel Beaulieu, tel le marquis de Chasteler, tel le glorieux Clerfayt, dernier Belge qui fut feld-maréchal du Saint Empire Romain Germanique. Mais lorsque la tourmente s'apaisa, les frères, les beaux-frères se retrouvèrent, la main tendue, ayant, chacun, suivi l'appel de sa conscience, n'ayant donc point, au nom d'une victoire purement matérielle, à persécuter, piétiner, massacrer les vaincus, aussi nobles qu'eux.

Il fallut l'infamie de notre temps pour que les familles elles-mêmes s'entr'égorgeassent, piétinant, broyant ceux dont l'idéal n'avait pas pu, au dernier round, compter sur un appui, suffisamment destructeur, de blindés lourds et de bombes au phosphore et de « Tiepflieger ».

Le cas d'Ydewalle-Ryelandt est un cas. Il y en eut des centaines d'autres. Je ne veux pas être cruel en citant des noms. Quand on gratte le vernis de chaque famille « bien », on retrouve, immanquablement, l'un ou l'autre « collaborateur ». Il n'est que de savoir que dans la seule Belgique, la petite

Belgique de 30 000 kilomètres carrés, plus de trois cent mille personnes furent l'objet de dossiers judiciaires.

Partout, un frère, un beau-frère, un neveu « l'avait été ».

Léopold III avait prévu, bien à l'avance, l'effroyable tragédie civile de 1945, cette mise au ban de la société d'une partie de la nation par une autre partie de la nation ! Il avait essayé de prévenir cette crise de folie collective en déclarant : « Il y aura place dans la Belgique de demain pour tous les Belges qui ont agi selon leur conscience. »

Paroles dont il allait se soucier fort peu par la suite.

Il y eut place, oui, mais aux poteaux d'exécution, dans les prisons, les camps et les bagnes, pour tous les idéalistes vaincus, y compris pour le beau-frère de Charles d'Ydewalle, qui, condamné à mort, se suicida dans sa cellule.

Je fis donc le circuit des bases françaises des NSKK belges avec le Major Ryelandt. Nos Wallons fourbissaient leurs camions sous les platanes aux coulées d'or de la Gascogne et du Béarn. Je parlais à la troupe au théâtre, devant la statue d'une Marianne mamelue et poussiéreuse, ou bien sur la grand-place, écouté religieusement par le popolo chaussé d'espadrilles, béret en visière, nez bleui par des années de libations.

En deux semaines, tout fut au point. Je repassai par Paris, le Paris lumineux, doux et passionné, des crépuscules de juin. Du restaurant de la Tour d'Argent, on voyait des soirs rosés, lilas et gris clair, mourir comme un long pavois au-dessus des Tuileries et des tours de Notre-Dame.

*

**

Le mouvement politique AGRA exista encore, théoriquement.

Mais le sang ne venait plus, les subsides ayant cessé de couler. Il agonisa, aussi vite oublié qu'il avait été connu. Le cabaretier et son Etat-Major, à casquettes de chefs de musique, furent abandonnés par leurs instigateurs policiers comme de vieux tonneaux inutilisables. Lorsqu'en septembre 1944 le corps expéditionnaire anglo-américain fonça à travers la Belgique, nul policier allemand n'offrit même à ces anciens grands hommes de les dépanner ou de les sauver.

Se donner à la police politique, c'est se donner au diable. Les dirigeants de l'AGRA tombèrent dans les mains des vainqueurs. Leur procès lui-même fit peu de bruit. On n'en fusilla aucun. C'étaient des pâles types, sans plus. Tout, dans leur histoire, avait été vain et stupide.

Mais la mort de l'AGRA, en 1943, nous laissa désormais les coudées franches, permit à Victor Matthijs de resserrer la discipline de Rex, d'éviter certains chantages, d'affirmer avec fermeté ses droits.

Convaincu qu'avant tout, le prestige acquis au front influencerait le Reich à l'heure du règlement final, j'étais donc décidé à porter notre plus gros effort dans ce sens-là. Nous étions devenus, au printemps de 1943, une Brigade d'une puissance réelle. Nos effectifs atteignaient, à ce moment-là, l'importance numérique de toute la Gendarmerie belge d'avant la guerre. Mais c'étaient des effectifs dotés d'un matériel comme aucune unité militaire de notre pays n'en avait jamais reçu.

Je voulais accroître sans cesse notre force combative. Et j'y parvins, puisque l'année suivante, nous devînmes une Division. Si la guerre n'eût pas tourné court, j'eusse atteint le résultat final, officiellement obtenu dès mai 1945: la création du Corps d'Armée « Occident », où eussent vécu, côte à côte et fraternelles, la Division « Langemark » et la Division

« Wallonie », au sein de laquelle étaient admis les jeunes Français nés au nord de la Somme.

Alors, politiquement, nous eussions représenté un bastion vraiment puissant.

Le danger aurait été pour nous, Rexistes, d'être mangés militairement, comme l'avait été en 1941 les nationalistes flamands de la Légion « Flandre ». Mais j'avais gagné, haut la main, cette bataille-là chez Himmler, en 1943.

Ma Division constituait, en 1944, une unité intégralement nationale, « bourguignonne » à tous les échelons. Dès la constitution effective du Corps d'Armée « Occident », dont on m'avait assuré le commandement général, j'eusse pratiqué en 1945 une vigoureuse transfusion de sang: beaucoup de nos officiers étaient des Flamands cent pour cent, qui n'avaient jamais commandé que des unités flamandes mais qui n'avaient pas voulu être traités en subalternes dans une Légion de leur peuple où ne commandaient que des Allemands. Ils attendaient chez nous « le » changement: ils eussent rejoint avec joie leur communauté linguistique et fourni à la Division « Langemark » des cadres autochtones de tout premier ordre, tandis que les éléments allemands eussent été reversés progressivement dans des unités du Reich.

Nous n'eussions plus eu, à la victoire, qu'à superposer cette force organisée, disciplinée, bien tenue en main, à l'ancienne structure politique du pays. Le Reich m'eût remis, en tant que Commandant Général du Corps d'Armée, la direction militaire et politique de nos provinces libérées. J'eusse investi l'administration avec une telle force et une telle promptitude qu'on ne fût plus revenu en arrière, en aucun cas, on peut en être assuré.

Déjà, en décembre 1944, tout était prêt. Le Maréchal Mödel, lors de l'offensive des Ardennes, m'avait remis officiellement, et par écrit, le gouvernement politique de notre

territoire reconquis. Si les « Panzers » fussent arrivés à Bruxelles, je n'eusse pas perdu mon temps, on peut me croire.

*

* *

C'est ainsi qu'ayant délaissé la politique courante, soldat, je faisais tout de même de la politique, mais de la politique d'en haut, de la politique d'avenir.

Victor Matthijs, Chef de Rex a. i., depuis le 8 août 1941 jusqu'à la fin de la guerre, était le chef du Mouvement et l'unique responsable de la conduite de notre action intérieure et immédiate.

Il accomplit sa mission avec une intelligence, un sens politique absolument extraordinaire pour un garçon si jeune. Il avait du génie, un génie racé, éclatant de perspicacité, d'humour.

Jamais je n'empiétai sur les droits que je lui avais abandonnés avec une confiance absolue.

Fort de mon prestige de combattant, je réglais seulement les grands coups au dehors, qui permettaient à Victor Matthijs de faire de nouveaux bonds dans le domaine de la politique quotidienne.

*

* *

Les chefs du VNV, avaient écouté, d'abord avec une curiosité amusée, le développement de nos thèses sur la germanité des Wallons. Là où ils ne voyaient qu'habileté de prestidigitateur, moi, je voyais le rétablissement d'une vérité historique, vérité qui eût pu n'être qu'un jeu de l'esprit en d'autres temps mais sur laquelle je comptais ferme, en janvier 1943, pour

mettre fin à cette différenciation blessante entre citoyens de langue française et de langue flamande de nos vieux Pays-Bas du sud.

Et voilà que, tout d'un coup, à la fin de mai 1943, nous étions devenus des Germains de Première Classe, puisque nous entrions, musique en tête, au son de *L'Entre-Sambre-et-Meuse*, à la Waffen-SS.

Ce qui n'avait semblé, en janvier 1943, qu'une fantaisie historique, devenait, en mai 1943, un événement politique de la plus haute importance ! L'Ouest, cassé en deux de façon presque humiliante en 1940 et 1941, retrouvait une unité, l'unité la plus intéressante à l'époque, l'unité racique, base de tout aux yeux du III^e Reich.

Cette consécration officielle venant de Himmler lui-même – et, au-dessus de lui, de Hitler, chacun le savait – entraînait automatiquement la fin de la politique de supériorité et de privilèges d'une partie du pays sur l'autre.

Nos camarades du VNV eussent pu se montrer un peu vexés de la solennité spectaculaire avec laquelle j'avais été reçu, des avantages considérables que nous, Germains découverts sur le tard, avions obtenus pour la Légion « Wallonie », alors que la Légion « Flandre », elle, avait été si cavalièrement frustrée de ses droits.

On nous avait presque traités en Germains à droits spéciaux.

Pour des Flamands, Germains indiscutés depuis toujours, il y avait de quoi s'offusquer et récriminer. Mais récriminer contre qui ? A moi, on ne pouvait me reprocher que d'avoir bien défendu mes gens avec souplesse.

C'est seulement des Berger et consorts que le VNV pouvait se plaindre. Les vrais Flamands connaissaient mon amour de la Flandre, cœur des Grands Pays-Bas et donc cœur de ma Patrie. Ils savaient qu'avec le désintéressement le plus total

j'emploierais, tant que je le pourrais, mon crédit de soldat en vue d'obtenir des droits absolument égaux aux nôtres, selon la justice et selon la justice politique la plus élémentaire. De la même manière, au point de vue politique, je ne concevais point d'Ouest uni sans que les Flamands, maîtres absolus de leur destin, n'y exerçassent pour moitié l'autorité commune.

Avant 1940, les Flamands se trouvaient, en Belgique, dans une situation défavorisée. Après 1940, le contraire s'était produit.

En 1943, nouveau retour de manivelle, mais avec cette différence que, pour rien au monde, je n'eusse voulu profiter de cet avantage passager, que je le déplorais même, et que je voulais, autant que n'importe quel Flamand, qu'il y fût mis fin, non pas en faisant redescendre la Légion « Wallonie » au rang d'une Légion subalterne mais en aidant à ce que la Légion « Flandre » se hissât, comme nous, au rang de Légion libre, maîtresse d'elle-même.

Le VNV (*Vlaams Nationaal Verbond*) connaissait la sincérité de mes sentiments. Toujours, depuis mes premiers écrits d'étudiant, j'avais bataillé pour la Flandre, pour qu'on lui rendît justice, pour qu'un statut fédéral intelligent assurât enfin son épanouissement dans une atmosphère de grandeur.

*

* *

D'autre part, la mentalité des dirigeants du VNV avait beaucoup évolué depuis les excès verbaux, isolationnistes et colonialistes, de l'été 1940. Le temps avait fait son œuvre. Beaucoup d'illusions s'étaient effeuillées. Chacun avait eu le loisir de se rendre compte du risque d'absorption, pur et simple, que représenterait, pour des débris de pays en pleine crise, le voisinage d'une Allemagne gigantesque, de cent ou de

cent vingt-cinq millions d'habitants, décidée à ramener les anarchistes à l'ordre, en les avalant.

Il fallait, évidemment, veiller à ce qu'un fédéralisme sain, intelligent, assurât la cohabitation des deux communautés du pays. Mais, en fait, il en était déjà ainsi dans l'Etat belge de 1943. Les Flamands pouvaient alors s'épanouir à l'aise, étaient chez eux. Elias et Gérard Romsée, leurs chefs, hommes de grand bon sens, voyaient que, de ce côté-là, la situation était assurée.

D'ailleurs, mon plan « bourguignon » ouvrait des horizons nouveaux et grandioses aux Flamands, tout particulièrement. L'espace vital rêvé pour la Flandre – coupée de la moitié de ses terres jadis par l'impérialisme français – était au Sud, de l'Yser à l'embouchure de la Somme, vieilles berges patriales. Notre drapeau de Bourgogne, qui avait flotté si longtemps sur Lille, Arras, Béthune, Abbeville, Douai, n'était pas seulement un rappel, mais un appel.

Le VNV avait bien servi la Flandre, il l'avait dégagée de la servitude, lui avait rendu une place digne d'elle. La crise de mégalomanie de certains de ses dirigeants, assez compréhensible en 1940, après une si longue lutte, avait pris fin. De leur côté, les Wallons étaient remontés en flèche. Avec une grande sagesse politique, le VNV de 1943 en vint donc, avec nous, à la conclusion réclamée par l'intérêt général : maintenir l'Etat commun, élargir la sphère d'influence, pour pouvoir tenir un rôle de peuple libre et fier dans la Communauté germanique de l'avenir, au lieu d'être, chacun de son côté, ramassé d'un coup de patte.

Jusqu'à la fin de la guerre, nos relations avec le VNV ne firent que s'améliorer, dans une atmosphère de camaraderie affectueuse.

Certains Allemands des services du SD menaient la vie dure au VNV, avec une stupidité ahurissante. Elias et Romsée

n'eurent pas la vie facile. Malgré les pressions et les chantages, ils restèrent fermes, un peu trop limités dans leurs conceptions européennes, mais serviteurs intrépides de leur peuple. Ils furent honnêtes. Ils furent vaillants. Et ils furent grands.

*

* *

Pour que le redressement de Rex fût contrecarré le moins possible, il fallait ne pas négliger, cependant, le mouvement flamando-allemand « DeVlag », le rival artificiel du VNV, alors rival en pleine efflorescence.

Van de Wiele, assez gonflé par sa réussite à quatre millions de francs le mois, était tout de même bon garçon. Les gens de chez nous tiennent à leur terre. Van de Wiele n'était pas fait autrement que les autres. Il jouait chez le Général Berger, à Berlin, Poméranien de vieille souche. Mais il était de la race de Lamme Goedzak, par sa trogne truculente et sa roublardise.

L'Empire Germanique devait redevenir notre grande Patrie à tous, comme au XVI^e siècle. Mais, pour la rétablir, il ne fallait pas annihiler la première Patrie, bien réelle, bien vivante, celle du sol, des vivants et des morts.

Dans des cas comme celui de van de Wiele, il valait mieux d'abord laisser courir le poulain. A le retenir trop tôt et trop fort, on eût rompu sa longe. Je vis van de Wiele à diverses reprises; il prit part même à un meeting antisoviétique où, mêlé à d'autres orateurs, il parla avec feu. Il était « un bon zig » comme on dit à Bruxelles; dès le deuxième verre, il abandonnait les fanfaronnades et se révélait un compagnon jovial, au cœur ouvert. Il avait des vues larges. Il était évident pour moi, dès alors, qu'il ferait sienne un jour notre conception d'un Ouest uni et agrandi dans un Empire libre. Il y vint, après deux ans de barbotage, au cours d'un échange de vues

secret avec mes lieutenants, durant l'hiver 1944-1945, à une formule commune.

Politiquement débiles, nous n'eussions pas vu se dérouler si heureusement, sur tous les terrains, cette évolution. La politique suit les lois de la jungle: les forts s'y imposent, les faibles y périssent.

Dès 1943, nous étions forts!

REDRESSEMENT À BERLIN

Les agents belgo-berlinois du SD. – Le journal des ouvriers wallons dans le Reich. – Le fiasco de la Légion n° 2 du Général Berger. – Un engagé, au lieu de quatre mille. – Effondrement des comploteurs. – Brièveté des lunes de miel en politique. – Utiles précautions. – Officiers wallons aux bureaux de Berger. – Jean Vermeire et « U-Boot ». – Le Lieutenant Roman. – Les atroces vengeances. – Le Lieutenant Roger Wastiau. – Maintien de notre amitié avec la *Wehrmacht*.

Vis-à-vis de la nouvelle Flandre et vis-à-vis des groupes rivaux qu'en 1941 et en 1942 le SD nous avait secrètement envoyés dans nos jambes en Wallonie et à Bruxelles, la situation de Rex s'était donc, à l'été de 1943, parfaitement éclaircie.

Les agents provocateurs, abandonnés et désargentés, étaient retombés dans les ténèbres.

Quant aux nationalistes flamands, quelle que fût leur tendance, VNV ou DeVlag, ils étaient désormais devenus, avec discrétion mais avec conviction, des associés et des camarades sûrs.

Au fond, nos plus grosses difficultés avaient été fomentées de l'extérieur. C'est à Berlin qu'avait été constitué le noyau de saboteurs qui nous avaient si vilainement tiré dans le dos, au pays et au front; ce sont des hommes de notre pays qui, de la capitale du Reich, avaient manigancé ces vilaines histoires, instigués, payés par les services policiers du Général Berger: envoyés spéciaux de journaux « neutres », transfuges « demanistes » à la recherche, les uns et les autres, d'un « supplément » mensuel, ou même travailleurs volontaires belges qui, pour s'assurer des positions rémunératrices de délégués de leurs camarades vivant dans le Reich, s'étaient fait appuyer par le SD tout puissant en la matière; ils dépendaient depuis lors, plus ou moins fortement, des sautes d'humeur de ces maffias de police.

Ce petit groupe de Belges berlinois avait barre – presque en exclusivité – sur nos compatriotes partis ou emmenés dans les usines allemandes, masse énorme, facile à influencer parce que coupée moralement et politiquement du pays.

Un journal hebdomadaire important, édité en langue française par ce cénacle, était distribué à profusion dans les camps. Cette feuille avait fait des efforts désespérés, en 1942, pour faire mousser parmi les travailleurs belges la formation de l'unité de SS wallons que le Général Berger avait rêvé de créer face à notre Légion « Wallonie ».

Aussitôt les pourparlers engagés avec Berger, j'avais signalé que ces agissements ne pouvaient plus se prolonger. J'avais exigé que ce journal fût mis sous mon contrôle.

Il s'agissait d'avoir l'œil ouvert, car les petits bonshommes appointés restaient toujours à rôder à Berlin près de leurs copains et maîtres du SD, distillant la critique, désireux de verser le poison dans le plat que j'avais cuisiné avec Himmler. Dès que j'eus réglé en Belgique les éliminations nécessaires et les arrangements désirables, je repartis pour le Reich, afin de

visiter mes soldats dans leurs camps et dans leurs écoles et pour stabiliser politiquement, à Berlin, les résultats acquis.

*

* *

Au cours des débats dans le train de Himmler, j'avais amené à diverses reprises la conversation sur la fameuse Légion Wallonne n° 2, qui avait coûté à Berger, à la fin de 1942, tant d'encre, tant d'affiches et tant de billets de mille marks.

Un de ses agents allemands, capitaine du SD, m'avait bruyamment annoncé, en janvier 1943, que cette unité, qui devait nous éclipser complètement, était forte déjà de 4 000 SS Wallons. A chaque échange de vues, il était revenu avec ce chiffre.

J'étais absolument certain que celui-ci était faux. Nulle part, on n'avait signalé de départs. C'était du bluff. Pour moi, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute. Mais je tenais à mettre dedans les provocateurs. J'avais demandé au RFSS qu'il fût bien entendu que les SS Wallons ainsi recrutés seraient immédiatement versés à notre Brigade. D'un petit air innocent, j'avais dit à Berger devant Himmler: « Ils sont bien 4 000, n'est-ce pas, *Obergruppenführer*? »

Le pauvre gros avait bafouillé.

J'avais insisté: « Le Capitaine Suze me l'a affirmé de façon formelle! »

Berger avait bien dû avouer que Suze avait certainement dû exagérer un peu.

– « Alors combien sont-ils, repris-je féroce, trois mille? Deux mille? Mille? »

Berger se décida à reconnaître qu'ils étaient environ cinquante ou soixante!

Et même ce chiffre piteux était faux. Jamais nous ne vîmes arriver un seul de ces cinquante ou soixante Wallons.

J'insistai, pensant qu'on les cachait. Non, on ne les cachait pas ! On ne découvrit, après de longues recherches dans la Waffen-SS, que trois Wallons en tout : deux s'y étaient engagés dès le début de la guerre, en 1940, sans que Berger y fût pour rien, le troisième, anticlérical acharné, ancien collaborateur d'Henri de Man, était un copain de Suze. Le SD avait obtenu que ce protégé fût admis tout de go à l'école de guerre de Tölz, sans avoir passé six mois au front, condition minimum imposée à tous les candidats officiers de la Waffen-SS. Il végéta par la suite dans un service de transmission d'une Division allemande, où il s'occupait, sans éclat, jusqu'en 1945, d'installations de lignes de téléphone.

De quatre mille fameux volontaires du SD, il fut donc en réalité le seul.

Tous les trucs de police sont ainsi : chantage, bluff, millions gâchés, et le néant pour terminer !

Pour nous, la déconfiture de ce clan avait été une affaire excellente. Elle avait prouvé que notre peuple n'était ni à vendre, ni à corrompre, et que nous tenions le terrain d'une manière solide.

La vanité des proclamations du petit groupe des belgo-policiers de Berlin les avait rendus ridicules. Il ne restait plus qu'à plonger le bistouri dans l'abcès de fixation. J'offris à ces messieurs d'être logiques avec leurs appels et de s'engager chez nous, puisque nous étions désormais une Brigade de cette Waffen-SS qu'ils avaient représentée, dans tous leurs articles, comme la merveille n° 1 de l'univers.

La tête la mieux faite de l'équipe offrit de se rendre au conseil de révision. Mais c'était un infirme. Les autres se défilèrent cauteusement. Le rédacteur belgo-berlinois de la « Légia » (le journal de Liège) hésita un peu, demanda : « Oui, mais est-ce

que j'aurai un cheval ? ». Quand on lui répondit que la monture normale du soldat était ses pieds, il abandonna instantanément toute velléité de reconduire Staline à Vladivostock.

*

* *

Je savais qu'en politique, comme en amour, les lunes de miel sont brèves. Surtout quand la Belle au Bois Dormant était un hippopotame bruyant, comme notre digne ami le Général Berger.

Avec lui, tout était possible : catastrophes, bagarres, camp de concentration même. Le premier intrigant venu pouvait lui raconter sur nous les pires bourdes : que je voulais annexer l'Allemagne jusqu'à la Vistule ou qu'avec Elias j'avais rencontré secrètement Madame Roosevelt dans un grenier du Palais de Justice de Bruxelles. Il fallait s'attendre, rapidement, à de nouvelles machinations, devancer les complots, savoir exactement tout ce qui se racontait, afin de faire marcher à temps nos contre-batteries.

J'expliquai donc à Berger que ses lumières étaient nécessaires à chacun de mes jours, que, privé d'elles, je n'étais plus qu'un pauvre aveugle tâtonnant dans les ombres politiques. Pour que sa pensée puisse me parvenir à toute heure, le mieux serait qu'un de mes délégués, un jeune officier par exemple, assurât entre lui et moi une liaison constante, personnelle, physique. La proposition enchantait Berger. Mon lieutenant entra aussitôt dans la place.

Ce ne fut pas une sinécure. Le malheureux était envoyé au mur à tout instant, comme un ballon de basket-ball, se faisait rudoyer, malmener, étouffé souvent sous l'avalanche d'imprécations qui jaillissaient du bureau de Berger. Je dus à plusieurs reprises remplacer le titulaire, laminé, écrabouillé.

Mais le Wallon est né rusé et souple, et mes délégués travaillèrent de façon très habile.

Le premier qui eut à cohabiter avec Berger fut un jeune officier de la Légion, pittoresque rédacteur du *Pays Réel*, qui avait conduit valeureusement sa compagnie de Chasseurs de Montagne jusqu'à la Circassie, Jean Vermeire. Agile, roublard, intelligent au point de savoir fort bien faire la bête, voyant en toute chose le côté cocasse, il eut de quoi se distraire amplement dans la ménagerie où je l'envoyais.

[Chaque semaine, c'était une nouvelle affaire: rapports tendancieux à redresser, positions – claires comme le jour – auxquelles Berger n'avait vu goutte, décisions importantes à obtenir en faisant la chattemite, orage à orienter vers un paratonnerre. Jean Vermeire courait, s'indignait, souriait, le nez en pomme de terre, toujours élégant dans ses uniformes coupés court.]

Il s'était vite fait des relations, possédait de nombreux informateurs; aimable, il pouvait compter sur la complicité de certaines jolies dactylos. Il lisait, grâce à elles, les papiers les plus secrets, escamotés à la nuit tombante, pieusement remis à leur place avant le lever du jour.

[Jean Vermeire ébahissait les bureaux de Berger par sa fantaisie étourdissante.] Lui, Wallon, inconnu de tout le monde, était parvenu à faire tomber dans ses bras, au bout de quelques semaines, la nièce du Grand Amiral Røder. Splendidement faite, un peu grasse, super-dynamique, [l'œil brûlant, elle était complètement folle de son « Jan ».] Quand elle disait: « Mon Jan », ses yeux faisaient quatre tours dans un sens puis quatre dans l'autre! [Jean Vermeire l'eût conduite à travers l'eau et le feu comme une oiselle de seize ans, malgré qu'elle fut Docteur en Médecine et coqueluche des salons du Reich.] J'avais baptisé cette jolie fille « U-Boot », en souvenir de l'Oncle. U-Boot plongeait dans le bonheur comme un sous-marin dans l'eau, dès qu'elle apercevait son « Jan » chéri!

[Alors que nous étions aux toutes dernières mêlées du Front de l'Est à l'Oder, en avril 1945, elle s'amena en plein Front retrouver le Wallon de son cœur, près de Stettin, passa trois jours à côté de lui, au nez des Russes, belle comme un astre, les joues vives, l'œil en fête, le corps en pâmoison. Le brave Jean eût pu se tirer d'affaire, le dernier jour de la guerre. Mais U-Boot était restée dans l'enfer de Berlin. Il partit chevaleresquement – à la Bourguignonne! – tenter de la retrouver et de la sauver. Il n'y parvint pas et se fit choper en cours de route. Il fut condamné à mort. Dans son cachot, il a dû se souvenir souvent de cette fille magnifiquement ardente, qui vibrait, qui sentait bon la vie chaude.]

*

* *

Mais au bout d'un an de séjour chez le Général Berger, Jean Vermeire avait été usé jusqu'à la corde.

Il fallut le rappeler à la Légion.

Son successeur à Berlin fut Roman, un Namurois, silencieux, fort différent de Vermeire, mais comme lui, intelligent et ardent patriote.

Il parvint une nuit à prendre connaissance d'un document secret de l'Etat-Major de Berger, qui prouvait que celui-ci remâchait bien ses vieilles marottes de division et d'absorption de l'espace Ouest. A chaque alinéa, on ajoutait: « Malheureusement, il est certain que Degrelle ne sera pas d'accord. » Roman passa la nuit à transcrire en cachette le document. S'il eût été surpris, il eût été fusillé. Mais la connaissance exacte de ce texte me permit, sans avoir l'air de rien, de mettre les pieds dans le plat et d'obtenir l'envoi au panier une fois pour toutes de ces projets vraiment trop bêtes.

[Roman avait mis de côté copie de ce texte. J'espère qu'elle sera publiée un jour. Elle prouvera de façon éclatante avec quelle

vigueur nous combattions pour l'unité de notre Patrie et quel obstacle nous représentions pour les boulimiques qui ne rêvaient que de mutiler et d'absorber.

Après la guerre, Roman fut, lui aussi, jeté dans les geôles démocratiques pour expier le dévouement qu'il avait montré à la cause de son pays. Comme si son malheur ne suffisait pas à réjouir ses bourreaux, on se rua sadiquement sur sa jeune femme qui jamais, de près ou de loin, n'avait eu la plus mince activité politique. Grande, brune, le teint mat, admirablement belle et grave, les yeux profonds et veloutés, elle attendait son premier enfant. Cela n'empêcha point qu'on la livrât, à Namur, aux fureurs de la foule « civique » qui la roua affreusement de coups, malgré sa grossesse évidente. On la plongea, mourante, dans l'abîme des prisons. Malgré son état désespéré, on ne prétendit pas l'envoyer à un hôpital ou à une clinique. Des cellules voisines, on l'entendait souffrir et gémir nuit et jour. Elle succomba, dans des circonstances particulièrement atroces, retrouvée, un matin, à l'état de cadavre, dans son cachot, son nouveau-né vivant, encore attaché à son corps détruit...

Le dernier à occuper à Berlin ce poste de vigie fut le Lieutenant Wastiau, particulièrement rusé, polyglotte complet, toujours serré dans un uniforme super-élégant. Il assista à la fin de la tragédie allemande, resta à son poste à Berlin jusqu'à quelques heures avant l'entrée des meutes russes. Il parvint à se ramener, sans dégâts, à Bruxelles. Il commit l'imprudence d'aller retrouver sa femme. L'amour ! On le coffra. Il fut condamné à mort, lui aussi, comme il se devait.

Ces trois jeunes officiers qui payèrent si chèrement leur zèle patriotique assurèrent ainsi, sans discontinuité, du printemps de 1943 au printemps de 1945, la liaison avec le seul centre berlinois resté dangereux. Ils le neutralisèrent de façon parfaite.]

A la *Wehrmacht*, on avait accepté avec chagrin, mais sans mauvaise humeur, que nous soyons versés tactiquement à la *Waffen-SS*. Nous eussions été attristés de partir dans la froi-

deur, car nous possédions à la *Wehrmacht* de vrais amis, fidèles, respectueux de notre peuple, toujours tolérants. Bien à l'avance, je leur avais discrètement expliqué ma tactique. Eux aussi déploraient les balourdises monumentales d'un Berger et comprenaient que je m'employasse à en protéger mon pays, en entrant carrément dans le camp d'où les mauvais coups eussent pu venir.

Nous nous quittâmes avec de profonds regrets. Le Colonel de la *Wehrmacht*, qui dirigeait le service se rapportant aux Légions européennes, nous invita, le Commandeur Lucien Lippert et moi, à un dîner d'adieu à Berlin. Nous nous assîmes, à nous trois, sans plus, dans un petit salon de restaurant. Au dessert, le bon Colonel frappa son verre. Je crus qu'il appelait le garçon. Mais non. Il s'était levé, là, digne, avait tiré de sa poche un discours d'une dizaine de feuillets et en commençait la lecture.

C'était solennel, fort inattendu, mais cela montrait bien la droiture, le sérieux qui sont au fond du cœur allemand. De temps en temps, nous applaudissions discrètement, Lucien Lippert et moi. A la fin, il nous tendit le texte gravement, vraiment ému. Nous l'étions aussi. Ces gens étaient de bien braves gens.

*

* *

Du côté belge, la situation était réglée.

A Berlin, nous avions conservé nos vieux amis ; nous avions pris nos sécurités à la SS et dans l'antre du tempétueux Berger.

Restaient les Allemands de la *Militärverwaltung* de Bruxelles, et notamment le pittoresque et très intelligent Général von Falkenhausen. Là on en était toujours au concubinage avec l'hypercapitalisme, la noblesse, les conservateurs moisiss.

C'était un cas insoluble.

Il ne se résoudrait que lorsque Falkenhausen, serait coincé dans le complot du 20 juillet 1944 et partirait, les épaulettes arrachées par la police, pour un camp de concentration du Reich.

CHAPITRE XX

LES ALLEMANDS DE BRUXELLES

Le Général von Falkenhausen et ses amis à écus ou à sang bleu. – Le cérémonial canin des visites. – Les lettres de reptation du Bourgmestre de Bruxelles, Van de Meulebroeck. – Devant la carte à jour du front russe. – La guerre pour la conjonction de l'idéal socialiste et de l'idéal nationaliste. – Le Président Reeder et la population belge. – Marché noir et noce. – L'Ambassade du Reich à Bruxelles. – Allemands humanistes. – Le Général SS Richard Jungclaus. – SD et Gestapo. – La montée constante du terrorisme. – Répressions et déportations à sens unique. – Politique de classe de Falkenhausen. – Télégramme de Hitler. – Je signale Falkenhausen au Führer. – Retour au Front de l'Est.

En remontant du Caucase, j'avais vu pour la première fois le Général von Falkenhausen, commandant militaire de la Belgique et du Nord de la France.

Le Commandeur de notre Légion, Lucien Lippert, lui devait une visite protocolaire. Etant alors son officier d'ordonnance, j'avais assisté à l'entretien.

Le Général von Falkenhausen avait ses bureaux à côté de l'Eglise Saint Jacques, à l'ancien Ministère des Colonies,

bâtisse poussiéreuse, étriquée, étalant, à tous les virages de l'escalier, des photos jaunies de léopards, de zèbres, de crocodiles et de boas.

Falkenhausen n'avait pas recherché le luxe, du moins pour sa demeure officielle, digne, tout au plus d'un receveur de contributions. Vingt banques disposaient, dans les environs, d'appartements infiniment plus modernes et plus pratiques. Mais Falkenhausen n'en réquisitionna point. Il occupait d'ailleurs, à une demi-heure d'auto de Bruxelles, l'élégant château du XVIII^e siècle de Seneffe, où il repartait aussitôt terminé son bref travail quotidien.

Falkenhausen se tenait fort au dehors de la vie officielle. Il ne s'était lié à Bruxelles qu'avec des gens de son milieu social : Comte Lippens, Prince de Ligne, Princesse Ruspoli, Vicomte Davignon (un des principaux collaborateurs de Léopold III) et un filet plein d'autres poissons d'eau bleue.

Le *High-Life* et le monde de l'argent avaient chez lui leurs petites et leurs grandes entrées. Falkenhausen se trouvait beaucoup plus près d'un gros banquier belge que de modestes militants nationaux-socialistes de son pays. Tout ce qui était social ou socialiste l'offusquait au plus haut point. Il ne se commettait pas avec les vilains, qu'ils fussent Allemands, Wallons ou Flamands.

Son gouvernement avait été, dès le début, pour le National-Socialisme une catastrophe. Non point que Falkenhausen fut inintelligent ou malhonnête. Il était intelligent, très intelligent. Sa correction ne fut jamais mise en doute par personne. Mais il avait orienté toute son action dans le sens ploutocratique.

La Belgique ne fut jamais tant dominée par les forces d'argent. L'aversion que m'avait donnée cette oppression des travailleurs de ma Patrie, l'aide ouvertement donnée par Falkenhausen aux ploutocrates belges et aux magnats des trusts,

avaient été pour beaucoup dans mon départ pour le Front de l'Est. Dès le début de 1941 j'avais protesté, mené grand tapage. En août 1941, révolté, ne voulant pas moralement assumer, ne fût-ce que par ma présence au pays, la responsabilité de cette politique réactionnaire et asociale, j'étais parti en Russie.

Je préférais lutter là-bas en idéaliste que de vivre à Bruxelles quasi en sorte de collègue de ces requins, dont j'avais martelé les dents voraces à coups de barre de fer, depuis le début de ma vie politique.

J'entrai derrière le Commandeur Lippert dans le bureau de Falkenhausen, donnant sur place même, au premier étage à gauche.

Falkenhausen, debout, nous fit signe de nous arrêter :

– « Attendez ! »

Qu'est-ce qui se passait bien ? Un petit roquet à longs poils était couché dans un fauteuil et nous regardait.

– « C'est bien, c'est très bien ! Avancez, je vous prie, Messieurs, il n'a pas aboyé ! »

Il n'avait pas aboyé ! Le dieu n'avait pas aboyé ! Falkenhausen mit cinq minutes à nous expliquer le cérémonial des visites : si le roquet aboyait, s'il manifestait son aversion à l'égard du visiteur, c'est que celui-ci était un être peu recommandable. S'il n'aboyait pas, le crédit de confiance était ouvert.

Il n'avait pas aboyé ! Cette épreuve préliminaire nous hissait presque au rang des hypercapitalistes hypocondres et des douairières carabossées, qui constituaient l'élite parmi laquelle Falkenhausen évoluait généralement, en compagnie de son animal sacré.

Il nous tendit les fameuses cigarettes marquées au portrait de cette bête prophétique : tabac anglais parfumé, pur tabac anglais, confisqué en Flandre, et qui servait à fabriquer ces longues cigarettes de luxe, portant, chacune, les traits chéris de cette tapageuse ou silencieuse petite boule de poils !

Falkenhausen avait, entre les deux guerres mondiales, beaucoup vécu en Chine, conseiller militaire de je ne sais lequel de ces mandarins impénétrables, sournois et fastueux. D'Asie, Falkenhausen avait rapporté un cynisme élégant et un air guilleret. La comédie humaine l'amusait au plus haut point. Il regardait les Belges – et les Allemands – et tout le monde, comme il avait regardé pendant des années les centaines de millions de Chinois, poussière humaine soulevée, enlevée, rabattue au sol par des petites passions sans importance. Il observait, lançait un léger rire strident, ne blâmait, ne s'apitoyait pas, l'œil en alerte, il suivait le jeu des termites humains s'acharnant à leurs occupations et préoccupations dérisoires.

*
* *

Il sortit de son tiroir, en ricanant, deux lettres du bourgmestre de Bruxelles Van de Meulebroeck.

De même que le Cardinal Van Roey avait essayé, non sans lourdeur, de jouer au Cardinal Mercier – le Prince incomparable de l'Eglise Catholique en Belgique durant la Première Guerre Mondiale, cent fois plus racé, évidemment, que son ombrageux successeur –, de même Van de Meulebroeck, maître de Bruxelles, avait voulu singer son devancier Adolphe Max, petit homme aigrelet, insignifiant d'ailleurs, aux moustaches en croc, raide comme un mannequin, jouant à l'arbitre des salons, bien qu'on lui eût foré sur le côté un anus artificiel.

Max avait joui jusqu'à sa mort d'une popularité solidement stabilisée, à fort rendement électoral, pour s'être fait arrêter par les Allemands durant la guerre de 1914 à 1918. Van de Meulebroeck ne fut tranquille au sujet de son avenir municipal que quand une bonne petite provocation par voie

d'affiches l'eut fait arrêter par les Allemands, tout comme son illustre devancier à l'anus latéral hors-série. Il ne lui restait plus qu'à attendre le retour triomphal, la photo, de trois en trois mois, dans *La Dernière Heure*, la fidélité inébranlable du corps électoral, conscient, reconnaissant et larmoyant.

Toutefois, Van de Meulebroeck tenait, en attendant ces beaux jours, à passer son stage le plus confortablement possible. Il avait obtenu de Falkenhausen d'être simplement envoyé dans un château des Ardennes, où il menait une vie de pacha, libre comme les moineaux du parc et comme les ables qui frétilaient dans la Lesse voisine. Il écrirait à Falkenhausen des lettres ruisselantes de remerciements, d'aplatissement, de servilité. Falkenhausen nous en donna lecture en poussant des petits gloussements saccadés. A vrai dire, c'était drôle. Tant de flatteries à l'Allemand même qui l'avait fait arrêter, alors qu'il voulait bâtir sa future popularité sur son hostilité à l'Occupant, en disait long sur l'hypocrisie humaine !

Mais enfin, nous étions Belges ; le maître franc-maçon, lécheur de bottes prussiennes, qui écrivait ces épîtres rampantes, était lui aussi un Belge. Nous nous sentions, Lippert et moi, humiliés, ne savions que répondre, gênés, pas fiers...

Quant à Falkenhausen, de tels exercices d'assouplissement de son prisonnier ne le scandalisaient point. Les hommes étaient ainsi. Il se contentait de glousser d'aise.

*
* *

Une immense carte du front russe, tenue à jour, couvrait toute la muraille à notre droite. Nous étions en janvier 1943. Un mois plus tôt, notre Légion se trouvait encore au Caucase. En regardant rapidement de côté, j'avais vu que les poussées

soviétiques s'étaient avancées de façon inimaginable. Falkenhausen recevait des renseignements plus exacts, bien entendu, que ceux que nous lisions dans les journaux. Il nous amena près de la muraille. Des flèches rousses entouraient Rostov, franchissaient même le Donetz, là où, l'été précédent, nous avions débordé les Russes à travers les forêts, brillantes de fragiles papillons bleu clair et de millions de petites fleurs blanches de fraisiers sauvages. Dans les neiges de ces collines, les troupes soviétiques remontaient maintenant, cognant les squelettes de leurs camarades tombés lors de la retraite de Slaviansk et de Charkov, dépassant le fleuve, revenant presque aux positions du printemps de 1942.

Nous étions sidérés, le Commandeur Lippert et moi. Non point que nous pensions alors à autre chose qu'à un échec passager, pareil à ceux que le front européen avait connus déjà durant le premier hiver. Mais nous nous souvenions des milliers de morts, tombés en vain, entre le Donetz et le Don, le Don et la Volga, le Manich et la Circassie. Cette chevauchée fantastique à travers les tournesols, les maïs, les charbons aux fleurs couleur de lilas, n'avait été qu'un mirage!

Tout était revenu au point de départ de juillet 1942, tout, sauf les morts dont les croix de bois surmontées de casques d'acier devaient être maintenant profanées, le long de nos pistes de gloire de l'ancien été miroitant.

Nous regardions la carte, recueillis, un peu tristes.

Le petit rire saccadé de Falkenhausen reprit. Je crus qu'il pensait aux lettres de Van de Meulebroeck. Mais non: « Ils vont vite! Ils vont vite! » répétait-il d'un ton aigu.

– « Ma foi, me dit Lippert, abasourdi, lorsque nous fûmes au dehors, on eût dit que cela lui faisait plaisir. »

*
* *

Livrée à ce seigneur à l'esprit acéré mais dont les complexes de *Junker* orientalisés étaient évidents, la Belgique laborieuse, la Belgique vivante, celle qui voulait bâtir un avenir social plus juste, était certaine d'attendre.

La politique de Falkenhausen, dès l'été de 1940, avait été absolument nette: conservatrice, pur style 1914. La foule n'était pour lui qu'un troupeau. Seule importait, à ses yeux, la bonne intelligence avec les magnats d'argent. Il était absolument vain de compter sur cet homme pour aider, dans son secteur, à la création d'un socialisme européen, puissant et humain, qui donnerait enfin, au lendemain de la guerre, un sens ennoblissant aux souffrances des hommes.

La considération des grands bourgeois – « Nous lui élèverons un monument », déclara, un soir, un haut magistrat franc-maçon, attablé au restaurant *Le Roi d'Espagne* – l'intéressait mille fois plus que la douloureuse espérance et la faim de justice, tant de fois piétinées, des millions de « petits », ceux qui encaissent les guerres, qui versent intarissablement le sang et les larmes, et qui sont chaque fois blousés quand la grande tuerie se termine.

Nous, nous voulions le socialisme. Si, de cette guerre affreuse, ne naissait pas la justice sociale, elle aurait constitué une nouvelle escroquerie internationale, plus abominable que les autres.

Nous entendions la longue plainte des peuples. Nos cœurs se révoltaient devant l'iniquité, voulaient créer non seulement de l'ordre mais du bonheur. La guerre, que nous avions maudite avant qu'elle éclatât, ne pouvait se réhabiliter devant nos consciences que si, de son sang, surgissait, enfin, une vie nouvelle. Aboutir au renforcement du capitalisme ne serait qu'aboutir à un avortement monstrueux et préparer de nouvelles conflagrations. Il fallait redresser les patries européennes et les unir en créant la justice sociale.

Le bolchevisme créait du socialisme en broyant les patries. L'hypercapitalisme se servait des sentiments nationaux patriotiques des foules pour broyer les points d'appui sociaux.

Nous étions nationalistes et nous étions socialistes. Le National-Socialisme était – et est resté – l'unique formule d'équilibre des deux grands sentiments, le Nationalisme et le Socialisme, qui agitent politiquement l'univers, opposés artificiellement mais dont la conjonction, intelligente, féconde, parviendra, seule, à apaiser les pays et à conjuguer les efforts des différentes classes.

Depuis la chute de Hitler, on le voit plus clairement que jamais. La victoire des Alliés a creusé davantage encore l'abîme: d'un côté, l'hypercapitalisme international, soi-disant protecteur des nationalismes et farouchement antisocial; de l'autre côté, le communisme, soi-disant socialiste et fondamentalement antinational. Seul, le National-Socialisme sauvera les hommes parce qu'il apporte l'équilibre, parce qu'il accouple le sens national et le sens social, forces complémentaires aussi nobles l'une que l'autre, mais sources de malheurs indicibles lorsqu'on les oppose l'une à l'autre.

Napoléon disparu, ses idées triomphèrent, parce qu'elles correspondaient aux rêves d'alors des foules. De la même manière l'idéologie Nationale-socialiste vaincra un jour. Elle est, inconsciemment ou non, au fond de chaque âme de notre siècle. Elle correspond exactement à ses besoins essentiels. L'avenir est au National-Socialisme, tôt ou tard, quel que soit le nom qu'on lui donnera alors. En dehors de lui, il n'y a plus de place que pour des guerres nouvelles, l'anarchie, le chaos mondial, la mort.

*

* *

Falkenhausen mis à part, existait-il, dans la Belgique occupée de 1940-1944, des possibilités sérieuses de préparer ce National-Socialisme plus nécessaire encore, peut-être, aux Belges qu'à d'autres, notre pays étant surpeuplé, super-industrialisé, abritant des populations ouvrières très denses?

L'examen du tableau des « Occupants » ne permettait pas de se faire trop d'illusions.

Le principal collaborateur de Falkenhausen, le Président Reeder était un homme sage, honnête, ferme, très bon malgré sa sévérité, humain malgré sa raideur. Il était profondément désireux d'aider notre peuple. C'est à lui, avant tout, que les Belges doivent d'avoir reçu, durant toute la guerre, une ration décente de vivres chaque jour. Le Général Reeder n'hésita pas, à de nombreuses reprises, à courir à Berlin faire l'assaut des Ministères et des *Dienststellen* pour obtenir les millions de kilos de blé, prélevés sur les stocks allemands, qui permirent chaque année de faire la « soudure » dans un pays qui, avant la guerre, recevait de l'étranger la moitié de ses denrées panifiables.

Le scandale de l'Occupation de 1940-1945 ne fut donc pas le ravitaillement officiel, réussite relative, mais réussite remarquable dans la situation où se trouvait le Troisième Reich en guerre. Le scandale fut la prime donnée à la richesse par un marché noir de plus en plus fantastique.

Avec de l'argent, il n'est rien qu'un Belge ne pouvait acquérir. Les produits les plus fins, les plus précieux se vendaient à volonté. On pouvait, au restaurant, déguster des viandes sublimes, des gibiers de choix, aux sauces onctueuses. Les plats de pommes de terre frites s'élevaient comme des meulons. Les mayonnaises étaient des poèmes. Raisins du Brabant, oranges d'Espagne, cafés du Brésil, vieux marcs de Bourgogne embellissaient régulièrement les petites fêtes que s'accordaient princièrement, dans les restaurants chics, les parvenus, les financiers et les industriels de la collaboration économique, bénis « secrète-

ment et confidentiellement » par Londres, par M. Gutt et par M. Spaak.

Jamais ces gens n'ont tant mangé, n'ont tant bu que durant la guerre. Jamais ils n'ont tant banqueté. A cause des interdictions de circuler la nuit, on dansait jusqu'à l'aube, vierges prestement dessalées de la grosse bourgeoisie, jeunes « zazous » aux pantalons gris en accordéon, à la chevelure délavée pendant dans le cou comme du lichen.

Ces asociaux jouissaient de protecteurs qui ne permettaient pas qu'on les indisposât. Nulle part en Europe le marché noir ne revêtit durant la guerre un aspect si odieux, si scandaleux, ne prit un tel caractère de provocation qu'en Belgique.

*
* *

A peu près tous les centres allemands de Bruxelles se distinguaient par leur torpeur.

L'ambassadeur du Reich, von Bergen, ancien franc-maçon, était encore plus lié que Falkenhausen avec les milieux mondains et capitalistes. Les abajoues grisâtres, la main molle et pendante, le dos rond comme celui d'un chat entre des potiches, il dégageait des ondes fades d'ennui. Il recevait d'anciennes connaissances de salon, s'en tenait à sa caste. Amorphe, il se laissait vivre. Il fut limogé sans bruit. Je le revis un soir à Berlin, longeant les murailles, le regard inquiet et fuyant, le teint verdi, spectral.

Que lui était-il arrivé ? Mystère.

Mais il avait les reins mouillés et la queue pendante ; ça se devinait.

Certains Allemands de la *Militärverwaltung* étaient des intellectuels distingués et affables, tels que le Major Baumann, secrétaire de Falkenhausen, le Docteur Erich von Lehe. Ils

accomplissaient silencieusement à Bruxelles leurs fonctions administratives. Je les invitais chez moi avec plaisir. Nous discussions du passé du Reich, de la « Germania Inferior » et de la Ligue Hanséatique, à laquelle le Docteur von Lehe avait consacré un ouvrage très apprécié. Leur savoir m'intéressait. Ils passaient des heures et des heures à ma bibliothèque, feuilletant mes vieux ouvrages, évoquant des découvertes qu'ils avaient faites aux archives de Potsdam, de Brême ou de Hambourg.

Un jeune officier d'ordonnance du Général Reeder nous rejoignait souvent, le Major Reusch. C'était un humaniste, modeste, comme tous les hommes vraiment cultivés, d'une politesse exquise. Il m'écrivait au front dans un latin ample, précis, où les périodes vigoureuses, dorées, se déroulaient comme des pampres au soleil. Les Allemands étaient, paraît-il, des barbares. Je serais curieux de connaître le nom de majors « démocratiques » qui écrivaient en latin pendant la guerre à M. Pierlot.

Toutefois, si j'appréciais la compagnie de ces intellectuels allemands de Bruxelles, je ne pouvais surévaluer leur influence politique.

*
* *

Depuis mon heureuse entrevue avec Himmler, je pouvais enfin compter en Belgique sur l'appui total de la SS.

Celle-ci était représentée à Bruxelles par un « Brigadeführer », le Général Richard Jungclaus, simple *Obersturmführer* (Premier Lieutenant) des Waffen SS à la Division *Wiking*, promu Général de Police au cours d'une de ces ascensions vertigineuses dont Himmler avait comblé – on ne comprenait pas toujours pourquoi – certains personnages sur qui il comptait pour des missions spéciales.

Le Général Jungclaus était de ceux-là. Son intelligence ne dépassait certainement pas une honnête moyenne. C'était un géant blond, encore mince au début de son séjour à Bruxelles mais qui, les bons plats belges aidant, allait atteindre en deux ans la largeur d'un poêle de palais saxon.

Il buvait comme les grottes de Han. La quantité de cognac l'intéressait davantage que la qualité. Après ses libations, ses yeux étaient injectés, veinés comme un marbre. Il parlait d'une voix rapide et sourde, avec une sorte de timidité. Ses bureaux se trouvaient à l'avenue Louise, mais, en dehors du travail, il habitait à Rhode-Saint-Genèse, en face de la forêt de Soignes, un château juif tout neuf, où quelques gracieux meubles Louis XV étaient écrasés par l'ensemble ultra-moderne, type hall de cinéma de faux luxe.

Des dizaines de gardes veillaient nuit et jour dans le parc, armés de mitraillettes et de mitrailleuses, accompagnés de molosses, disposant de phares extraordinairement puissants, comme s'ils devaient étudier les canaux de la Lune ou le modèle des chapeaux des couturiers de la planète Mars.

Toutes ces précautions n'empêchaient pas le Général Jungclaus d'avoir peu d'influence politique.

Sa bonne volonté était entière. Il s'employa souvent à influencer Falkenhausen. Ses résultats furent décevants; il n'avait à peu près rien à dire, sauf dans les questions de police. Et, là encore, la compétition était serrée, trois ou quatre services policiers différents se courant dans les jambes.

Ce travail de police, nul de nous ne savait exactement en quoi il consistait. Jungclaus n'y fit jamais devant moi une allusion. A-t-il arrêté beaucoup de monde, comme on l'a prétendu depuis? C'est possible. En tout cas, le secret fut bien gardé. Moi qui vis Jungclaus dix ou quinze fois, je ne me doutai jamais un instant des arrestations en assez grande série, qui paraît-il, s'opéraient en Belgique alors. Je me

demande même si on n'a pas gonflé démesurément l'affaire, après coup. Car les services de Jungclaus, pour autant que j'aie pu le voir, étaient très réduits. A l'immeuble où se trouvaient ses bureaux personnels, il y avait au maximum une douzaine de personnes. Mettons qu'il pouvait y en avoir deux ou trois fois plus dans d'autres bâtiments. En province, existaient quelques « annexes ». Ça faisait peu de monde, de toute manière, pour opérer des dizaines de milliers d'arrestations.

Mais qu'était-ce que la Gestapo? Qu'était-ce le SD? Quelles étaient leurs attributions exactes? Tout cela était tellement emmêlé – volontairement ou non – que, maintenant encore, je ne m'y retrouve pas. Je n'ai jamais bien su en quoi ces réseaux se différenciaient. Je n'ai surtout jamais imaginé qu'ils avaient la centième partie de l'importance, qu'à tort ou à raison, on leur a prêté depuis la guerre.

Pour moi, le SD c'étaient les quelques intrigailleurs politico-policiers qui avaient essayé secrètement de torpiller Rex et la Légion « Wallonie » en 1941 et en 1942. Je croyais leurs fonctions limitées aux mouchardages politiques, pressions, cabales, et rapports. Quant à la Gestapo, que je pensais spécialement chargée de la répression des actes anti-allemands, c'est pour moi, aujourd'hui encore, le serpent de mer. Qui la commandait? Jungclaus? Un autre que Jungclaus? Je l'ignore encore.

Je n'eus jamais, quant à moi, qu'à me louer du Général Jungclaus, toujours poli, déférent, dévoué.

Depuis que nous étions devenus une Brigade d'Assaut de la SS, nos services de l'arrière en Belgique étaient rattachés administrativement à son secteur. Il les aida toujours avec sincérité, sans jamais essayer de forcer la main à quiconque. Mais, politiquement, près du *Militärverwaltung*, ses interventions avaient visiblement peu de poids.

Les abus continuèrent donc, de plus en plus éclatants, dans un pays divisé en deux: d'un côté, les privilégiés de l'argent et

Le Général Jungclaus était de ceux-là. Son intelligence ne dépassait certainement pas une honnête moyenne. C'était un géant blond, encore mince au début de son séjour à Bruxelles mais qui, les bons plats belges aidant, allait atteindre en deux ans la largeur d'un poêle de palais saxon.

Il buvait comme les grottes de Han. La quantité de cognac l'intéressait davantage que la qualité. Après ses libations, ses yeux étaient injectés, veinés comme un marbre. Il parlait d'une voix rapide et sourde, avec une sorte de timidité. Ses bureaux se trouvaient à l'avenue Louise, mais, en dehors du travail, il habitait à Rhode-Saint-Genèse, en face de la forêt de Soignes, un château juif tout neuf, où quelques gracieux meubles Louis XV étaient écrasés par l'ensemble ultra-moderne, type hall de cinéma de faux luxe.

Des dizaines de gardes veillaient nuit et jour dans le parc, armés de mitraillettes et de mitrailleuses, accompagnés de molosses, disposant de phares extraordinairement puissants, comme s'ils devaient étudier les canaux de la Lune ou le modèle des chapeaux des couturiers de la planète Mars.

Toutes ces précautions n'empêchaient pas le Général Jungclaus d'avoir peu d'influence politique.

Sa bonne volonté était entière. Il s'employa souvent à influencer Falkenhausen. Ses résultats furent décevants ; il n'avait à peu près rien à dire, sauf dans les questions de police. Et, là encore, la compétition était serrée, trois ou quatre services policiers différents se courant dans les jambes.

Ce travail de police, nul de nous ne savait exactement en quoi il consistait. Jungclaus n'y fit jamais devant moi une allusion. A-t-il arrêté beaucoup de monde, comme on l'a prétendu depuis ? C'est possible. En tout cas, le secret fut bien gardé. Moi qui vis Jungclaus dix ou quinze fois, je ne me doutai jamais un instant des arrestations en assez grande série, qui paraît-il, s'opéraient en Belgique alors. Je me

demande même si on n'a pas gonflé démesurément l'affaire, après coup. Car les services de Jungclaus, pour autant que j'aie pu le voir, étaient très réduits. A l'immeuble où se trouvaient ses bureaux personnels, il y avait au maximum une douzaine de personnes. Mettons qu'il pouvait y en avoir deux ou trois fois plus dans d'autres bâtiments. En province, existaient quelques « annexes ». Ça faisait peu de monde, de toute manière, pour opérer des dizaines de milliers d'arrestations.

Mais qu'était-ce que la Gestapo ? Qu'était-ce le SD ? Quelles étaient leurs attributions exactes ? Tout cela était tellement emmêlé – volontairement ou non – que, maintenant encore, je ne m'y retrouve pas. Je n'ai jamais bien su en quoi ces réseaux se différenciaient. Je n'ai surtout jamais imaginé qu'ils avaient la centième partie de l'importance, qu'à tort ou à raison, on leur a prêté depuis la guerre.

Pour moi, le SD c'étaient les quelques intrigailleurs politico-policiers qui avaient essayé secrètement de torpiller Rex et la Légion « Wallonie » en 1941 et en 1942. Je croyais leurs fonctions limitées aux mouchardages politiques, pressions, cabales, et rapports. Quant à la Gestapo, que je pensais spécialement chargée de la répression des actes anti-allemands, c'est pour moi, aujourd'hui encore, le serpent de mer. Qui la commandait ? Jungclaus ? Un autre que Jungclaus ? Je l'ignore encore.

Je n'eus jamais, quant à moi, qu'à me louer du Général Jungclaus, toujours poli, déférent, dévoué.

Depuis que nous étions devenus une Brigade d'Assaut de la SS, nos services de l'arrière en Belgique étaient rattachés administrativement à son secteur. Il les aida toujours avec sincérité, sans jamais essayer de forcer la main à quiconque. Mais, politiquement, près du *Militärverwaltung*, ses interventions avaient visiblement peu de poids.

Les abus continuèrent donc, de plus en plus éclatants, dans un pays divisé en deux : d'un côté, les privilégiés de l'argent et

du blason qui pouvaient tout et qui échappaient à tout; de l'autre côté, la masse des manants, bons pour trimer, pour se faire envoyer dans les usines allemandes ou pour aller payer, au peloton d'exécution, les coups de tête auxquels les avaient lâchement entraînés les manitous moscoutaires, soigneusement garés, à la Demany, leurs alliés provisoires, les bonzes tout-puissants et prudents des quartiers aristocratiques.

*
* *

Le terrorisme s'était développé de plus en plus, à partir de 1942.

Outrée, certainement, par les crimes répétés des assassins aux ordres de Londres et de Moscou, mais craignant les vengeance du maquis, la Justice belge avait honteusement renoncé à sa mission de protectrice de l'ordre public et du droit.

Les autorités militaires allemandes eussent dû lui faire plus peur que les terroristes. Alors, prise entre deux peurs, elle eût cédé à la plus immédiate. La défaillance des autorités judiciaires pouvait entraîner des conséquences fatales. En dehors de l'exercice normal de la justice, il ne restait que la guerre civile, ou les exécutions militaires, dans le tas.

Nous ne voulions pas de la guerre civile.

Rex avait subi ces attentats pendant un an et demi avec une patience méritoire. Beaucoup de nos soldats, pendant leurs combats au front russe, avaient eu leurs parents, leurs amis massacrés avec une sauvagerie de Guépéou. Nous eussions pu facilement venger ces morts. Nous en avions les moyens. Je me contentai, à la veille de notre congé du Caucase, de lancer un solennel avertissement aux criminels. Je le répétais à Bruxelles également. J'annonçai que si la terreur « démocra-

tique » continuait, nous opposerions une Brigade Rouge à la Brigade Blanche. J'espérais que nos menaces suffiraient et que les tueries cesseraient.

Lorsque nous repartîmes au front du Dniéper, à l'automne de 1943, pas un seul Belge, pas un seul n'avait été tué sur nos ordres ou même sur nos conseils, directs ou indirects. Nous eussions été, certes, parfaitement en droit de nous défendre, alors que tant des nôtres avaient été assassinés, alors que la justice abdiquait, capitulait, avec une lâcheté si insigne.

En réagissant avec force dès le début de ces massacres, peut-être Rex eût-il enrayé cette vague effroyable de crimes? Mais nous nous imaginions, peut-être trop naïvement, que notre patience, notre souci de la concorde publique, notre respect des lois et nos seules menaces verbales feraient tomber ces fureurs. Notre longanimité coûta aux familles rexistes des centaines de martyrs supplémentaires.

Qu'on le croie ou qu'on ne le croie pas, c'est ainsi: à la fin d'octobre 1943 – donc après deux ans de terrorisme antirexiste, toujours plus forcené – pas un seul de nos adversaires n'avait encore péri dans une opération de représailles, ordonnée ou autorisée soit par moi (qui n'en ordonnai ni n'en autorisai jamais aucune, même plus tard) soit par Victor Matthijs, qui avait la charge écrasante de contenir la colère de tous ceux des nôtres qui avaient vu massacrer un père, une épouse, un fils, un ami très cher. Aucune organisation de défense ou de protection n'avait encore été constituée à cette date. Il fallut l'accroissement fabuleux de crimes durant les mois qui suivirent – quarante, cinquante assassinats de Rexistes par semaine! – pour qu'enfin, Victor Matthijs, en 1944, en face du plus tragique des devoirs, prit, en conscience, la responsabilité de faire face aux assassins et à leurs instigateurs.

Mais quand je repartis aux combats de l'Est, le 2 novembre 1943, le Mouvement Rexiste, malgré tous ses assassinés,

n'avait pas encore à rendre compte de la vie d'un seul de ses persécuteurs. S'il y avait eu, finalement, du côté de « l'Ordre Nouveau », un excès ou l'autre, comme à Liège par exemple (où un député libéral avait été exécuté), cet acte de représailles s'était produit à l'insu de Rex, en violation formelle de ses ordres, et il avait été publiquement réprouvé par Victor Matthijs.

Lorsque les passions s'apaiseront et qu'on ira au fond de ces drames, on devra bien reconnaître que cette affirmation est la vérité même.

Falkenhausen, acculé lui aussi à l'action, préférera, à un rappel sévère aux magistrats de leur devoir professionnel, le système des fusillades qui, généralement, créent plus de victimes qu'elles ne suppriment de coupables.

Falkenhausen eût dû rassembler les magistrats belges, les semoncer avec rigueur, menacer ces gens de loi – qui ne défendaient plus la loi – d'aller, pour être utiles tout de même, extraire du charbon en Pologne ou ailleurs. Ou bien, s'il voulait absolument fusiller des otages, il eût dû prendre d'abord, comme otages, les juges fantômes, complices, par leur lâcheté, de ces crimes en série.

Mais il était beaucoup plus simple de s'abattre sur de pauvres diables, incapables de s'expliquer !

La partialité de Falkenhausen dans la question des fusillades fut constante. Chaque fois qu'un Chevalier ou un Baron était pincé en flagrant délit de sabotage ou d'attentat, et était condamné à mort, il suffisait généralement d'une intervention d'une personne huppée pour que la peine fût commuée, aussitôt, en prison ou en déportation.

Quand ses démêlés, plus ou moins musicaux, avec son ex-ami Houdret lui en laissaient le loisir, la vieille Reine-Mère Elisabeth réajustait ses vieux fanons fripés et s'employait à ces démarches, enlevant, comme une fleur, la grâce du Comte

Untel, condamné à mort pour stockage d'armes, ou du Professeur de l'Université de Bruxelles Untel, coupable d'avoir préparé un attentat à main armée sur la ligne de Louvain. Banquiers, princes, princesses, collaborateurs intimes du Roi Léopold trouvaient toujours un Falkenhausen aimable, qui biffait de la liste des condamnés le cher ami à coffre-fort ou à particule qui risquait d'aller au poteau.

Ainsi, lorsqu'après un attentat plus ignoble encore, Falkenhausen ordonnait l'exécution de dix ou de vingt Belges – déjà condamnés à mort –, c'était presque toujours des petits, des trompe-la-faim qui s'affalaient au champ de tir, leur ration de balles dans le corps.

Les riches, les nobles, les vedettes de salons, qui, eux, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, échappaient généralement au poteau parce que la Reine Elisabeth, ou le Prince de Ligne, ou le Vicomte Davignon et le Général von Falkenhausen avaient échangé d'aimables sourires et courbettes. Mais les malheureux diables, plus ou moins illettrés, qui s'étaient laissé embarquer, sans trop savoir souvent où ils en arriveraient dans ces histoires de maquis et de Brigade Blanche, trinquaient impitoyablement, le nez dans la boue violette.

Ou il fallait gracier tout le monde. Ou le riche devait payer comme le pauvre, le noble comme le roturier. Cette discrimination en faveur des classes privilégiées, cette répression à sens unique s'abattant sur les humbles nous horrifiaient.

Moralement, c'était injustifiable.

Politiquement, c'était alimenter des haines, des vengeances, sans résultat pratique.

C'est la tête qu'il eût fallu frapper. Mais Falkenhausen avait ses amis à la tête.

*

**

Le même scandale se reproduisit, s'amplifia de plus en plus, à l'occasion de l'envoi de « requis » dans les usines du Reich.

Tous les fils à papa échappèrent.

Des milliers de petits crevés stériles passaient leurs journées aux terrasses des cafés chics, aux courses de chiens ou de chevaux et chez les marchands de disques « swing ». Ils possédaient tous des contrats d'emploi de pure complaisance, ne mettaient jamais les pieds dans un bureau. Jeunesse inutile, jeunesse pourrie, jeunesse avachie.

Par contre, les prolétaires qui, eux, devaient bien gagner leur croûte, étaient emmenés dans les gares, croisaient ces Aztèques, au pelage pendant, à la balève molle,¹ à l'œil sarcastique.

Cette opposition, ce départ pitoyable des pauvres, cette immunité faisandée des fils de riches, faisaient serrer les poings d'indignation.

Il eût suffi d'un ordre catégorique pour que ce scandale prît fin, pour que la jeunesse d'argent portât son poids des malheurs nationaux, exactement comme la jeunesse pauvre. La déportation était une calamité. Mais, dès l'instant où elle était inéluctable, chaque classe devait supporter sa part du fardeau, les « zazous » tout autant que les ouvriers soutiens de gosses en bas âge et qui se faisaient, eux, expédier sans rémission dans la banlieue de Berlin ou au bout de la Saxe, parce qu'ils n'avaient pas les relations mondaines ou financières qui valaient aux fils de ploutocrates les passe-droits, l'oisiveté, l'attente béate.

Falkenhausen avait ainsi créé – par ses exécutions à sens unique, par ses déportations à sens unique – une atmosphère irrespirable d'injustice sociale.

1. – *Note de l'éditeur.* Léon Degrelle utilise le mot wallon pour « balèvre », « L'ensemble des lèvres, avec un sens de dénigrement et de mépris » (Littré).

La masse des travailleurs belges avait cru, en 1940, au National-Socialisme. Ils avaient largement fait confiance, personnellement, à Hitler. Ils étaient tout prêts à participer à de grandes expériences. Ces injustices devaient infailliblement les relancer vers le marxisme et le communisme.

« C'est cela, le National-Socialisme ? » s'écriaient-ils.

Certainement non, ce n'était pas cela le National-Socialisme. C'en était, au contraire, la profanation. Mais, après de tels dénis de justice, il était impossible de faire comprendre aux masses ouvrières que le délégué « officiel » de Hitler menait une politique antisociale qui était exactement le contre-pied de tout ce qu'avait jamais pensé, dit et réalisé le Führer !

Falkenhausen torpilla le National-Socialisme en Belgique, nous torpilla tous ; et, en dernier ressort, à la grande joie des ennemis du Reich devenus ses admirateurs, il rabaissa le nom allemand en laissant croire que l'Allemagne se battait pour écraser les travailleurs et les pauvres et pour imposer la suprématie des banques, des trusts, des castes, castes qui – et il fallait s'y attendre – laissèrent tomber Falkenhausen avec une lâcheté et une vilenie inimaginables, lorsque la « Justice » belge lui sauta dessus après 1945.

*

* *

J'attendais avec impatience le moment où nous serions de nouveau à l'air pur du front et je plaignais Victor Matthijs, qui devait continuer à représenter Rex parmi cette pétaudière empoisonnée.

Je visitai, avec le Commandeur Lippert, les différentes écoles du sud de l'Allemagne où se formaient les cadres et les spécialistes de notre Brigade d'Assaut. J'avais à peine terminé mon circuit depuis vingt-quatre heures que je tombais gravement malade, atteint de la diphtérie. Je passai par toutes les

plus aimables transformations. Ces changements de décor ne m'enchantaient point. Je tremblais à la pensée que je ne serais pas remis sur pied pour le départ au front de notre Brigade.

Dans mon infortune, je reçus deux encouragements significatifs: d'abord, un télégramme de Himmler, extrêmement chaleureux, accompagné d'une caisse de champagne et de fruits splendides; ensuite, un télégramme de Hitler lui-même. En même temps, le Führer m'envoyait un des meilleurs médecins du Reich, qui me donna ses soins jusqu'à ma guérison. Chaque jour le bulletin de santé devait être télégraphié par le Général Jungclaus au Grand Quartier Général.

Ce n'était pas le caractère personnel de ces attentions qui m'avait réjoui, c'était la portée politique qu'elles impliquaient.

Mais, détails et accords essentiels étaient le résultat de notre épopée au front. Tout se jouait là. C'est là donc que je devais renforcer de plus en plus nos chances, non seulement les chances de Rex – instrument momentané dans l'affaire – mais les chances de notre pays, raison de nos vies.

*
* *

Serais-je rétabli pour le jour du départ? Himmler avait télégraphié qu'il s'opposait formellement à mon retour au front. Je dus me traîner jusqu'à Berlin, entreprendre le Général Berger et le séduire. Enfin, Himmler céda, à la condition que l'accord des médecins fût formel et écrit.

Autre histoire! J'avais le cœur dans un état détestable. Le cardiogramme pris à l'hôpital militaire de Bruxelles était catastrophique. J'en fis refaire de nouveaux pendant deux semaines, jusqu'à ce qu'on en obtint un à peu près présentable. Le chirurgien de Hitler rédigea alors le certificat demandé. Mais, après quelques lignes constatant l'amélioration de mon cas, il

conclut qu'avant plusieurs mois mon retour aux bagarres du front serait absolument impossible. Je dus ramener le brave homme dîner chez moi, lui servir tout ce que j'avais de meilleur: à la dernière coupe de *Fine 1840*, il accepta de biffer de son télégramme la seconde partie de ses conclusions. J'étais sauvé. Je pouvais repartir. Il était temps. Car nos trains, d'un jour à l'autre, devaient démarrer vers l'Est.

Le 2 novembre 1943, mon barda sur le dos, je quittai à nouveau mon foyer. Là-bas, dans la steppe, l'effroyable tragédie de Tcherkassy nous attendait.

*
* *

Néanmoins, je ne voulus pas quitter Bruxelles sans faire un scandale.

Personnellement, Falkenhausen était un homme respectable, mais sa politique était néfaste à mon pays.

Je pris ma plume la plus acérée et écrivis à Hitler une lettre comme jamais il n'en avait reçue de sa vie, dénonçant la politique de Falkenhausen, le traitant de « bourgeois travesti en militaire ». « Bourgeois travesti en militaire », un général! Alors que moi, qui le qualifiais ainsi, je n'étais qu'un jeune lieutenant!

J'expédiai ma lettre par la voie militaire, via Himmler donc. Celui-ci tomba à la renverse. Il me fit demander si vraiment, je voulais que cette lettre, conçue dans des termes si cinglants, fût remise au Führer. Je fis répondre que je n'avais pas eu peur des Russes, que je n'aurais pas peur davantage d'une empoignade avec un général conservateur: il fallait en finir avec ces abus! J'insistai vivement pour que ma lettre fût remise telle quelle au chef du Reich.

Mes accusations étaient graves. Hitler ordonna sur-le-champ une enquête. Il en chargea le Maréchal Keitel. Celui-ci était un

vieux copain de caserne de Falkenhausen. Il lui passa fort peu élégamment une copie de ma lettre au Führer, bichonna avec lui une justification papelarde. L'incident se termina comme il se devait: Falkenhausen fut décoré de la Croix Allemande en Argent! Il ne voulut d'ailleurs jamais la porter, parce que, disait-il, en ricanant, à ses amis « la croix gammée est trop grande. »

La finance est une internationale. Falkenhausen, que tout liait aux milieux hypercapitalistes, s'était depuis longtemps rangé, au fond de son cœur, du côté des Anglo-Américains; il s'était lié intimement au petit groupe de politiciens allemands, aigris ou cupides, qui allaient tenter d'assassiner Hitler le 20 juillet 1944. Si le Grand Quartier Général du Führer avait écouté mes avertissements en 1943, il eût sans doute découvert à temps le complot dont Falkenhausen était une des personnalités les plus en vue. Quand les Allemands l'arrêtèrent, en juillet 1944, c'était trop tard: la trahison avait complètement miné le front de l'Ouest.

*

* *

Falkenhausen, en novembre 1943, avait pu leurrer encore Hitler, qu'il détestait, en subornant Keitel.

Quant à moi, après une telle bagarre, tant que Falkenhausen resterait en Belgique, il me serait quasi impossible d'y remettre les pieds, à moins que ne survienne un événement tout à fait exceptionnel.

J'en fus presque heureux. Dès le 8 août 1941, j'avais, je l'ai dit, renoncé à la politique. Seul l'établissement de bases d'avenir de mon pays m'intéressait encore. Et même ce travail-là, je ne le menais que par acquit de conscience. J'étais soldat, totalement pris par la vie de soldat, connaissant au front des joies de l'âme comme je n'en avais jamais connues

nulle part, même aux heures les plus exaltantes de ma vie. Là, je me sentais au-dessus des boues humaines, le cœur frais, purifié, offert.

Et j'entendis à nouveau les canons du Dniéper, frémissant, comme si elles venaient à moi, portées par les vents des chants puissants de l'épopée.

L'ÉPOPÉE DE TCHERKASSY

Rive droite du Dniéper. – Décembre 1943 : front belge à l'Olschanka ; le coup téméraire d'Irdyn. – Janvier 1944 : conquête de Sakrewka ; les sept cents bunkers de Teclino. – Les Allemands et le commandement de notre Légion. – La catastrophe certaine. – Encerclés le 28 janvier 1944. – Situation horrible. – Refus de me séparer de mes camarades. – Notre salut, miracle de l'affection. – Rôle capital de la Brigade « Wallonie » dans le « Kessel » de Tcherkassy. – Trois semaines de lutte du désespoir. – La rupture inouïe du 17 février 1944. – Le plus grand exploit européen du Front de l'Est – Mille Wallons morts en héros à Tcherkassy. – Chez Hitler, par le front. – Dans la famille Goebbels. – La Légion « Wallonie » vedette dans tout le Reich. – Insultes, hommages, calculs, confiance.

En novembre 1943, la Brigade d'Assaut « Wallonie » prit position sur la rive gauche de l'Olschanka, large rivière brunâtre qui se jette dans le Dniéper, à mi-route entre Kiev et Dnipropetrovsk, au nord-ouest de la forêt de Tcherkassy.

La fameuse bataille dénommée « Percée de Tcherkassy », qui se déroula de novembre 1943 à la fin de février 1944, doit davantage son nom à « l'espace de Tcherkassy » qu'à la ville même de Tcherkassy, perdue bien avant l'encerclement final.

La situation, pour la *Wehrmacht*, avait beaucoup changé depuis le temps fabuleux du Caucase. Les Alliés grignotaient la route de Rome; Mussolini avait été arrêté, kidnappé, retrouvé dans un nid d'aigle, délivré comme dans le meilleur roman policier. Mais, surtout, la vague soviétique s'était épandue de plus en plus, engloutissant, durant l'été et l'automne de 1943, le dernier refuge du Kouban, Charkov et tout le bassin du Donetz.

Une ligne s'était reformée en Ukraine. Mais les Russes, tenaient déjà de puissantes têtes de pont sur la rive droite du Dniéper, se préparaient à une nouvelle offensive d'hiver. Les troupes européennes s'étaient arc-boutées parfois le long du fleuve, parfois fort en retrait.

Nos camarades de la SS Brigade « Vlaanderen » avaient été rassemblés, en compagnie de divisions d'élite, à l'ouest de Kiev, afin de participer à une contre-offensive commandée par le fameux général SS Sepp Dietrich. Cette offensive réussit d'abord puis échoua dans la mer de boue de la fin de l'automne.

*

* *

Nos positions, à nous, Brigade « Wallonie », connurent des débuts plus tranquilles. La forêt de Tcherkassy, dont nous surveillions les débouchés nord-ouest, ouest et sud-ouest, contenait une dizaine de milliers de soldats soviétiques. Des villages entiers de partisans s'étaient constitués à l'abri de cette forêt presque insondable; vieilles femmes, gamins,

marmots, vaches et porcs y vivaient, mêlés, dans des huttes de terre et de branchages.

Deux semaines s'écoulèrent à peu près calmement. Nous nous étudions les uns les autres, bolchevistes et volontaires wallons. Nous occupions, à deux mille hommes, un secteur de plus de vingt kilomètres de longueur, qui deviendrait trente, quarante puis cinquante kilomètres, au fur et à mesure des revers.

Pas un Allemand n'était en position dans nos parages. C'était un front belge, exclusivement belge. Drapeaux belges, drapeaux aux rouges Bâtons Nouveaux de Bourgogne, flottaient à l'entrée des P.C., emblèmes de la Patrie lointaine, pour la gloire de laquelle nos soldats offraient leur jeunesse.

Aux premiers jours de décembre 1943, les combats commencèrent. Nos troupes de choc, engagées en reconnaissance dans les taillis sans fin, eurent des engagements sanglants. C'était une lutte ingrate. La forêt de Tcherkassy n'était qu'une succession de mamelons truffés de buissons obscurs, nids à embûches, à traquenards continuels. Les Rouges nous laissaient passer, refermaient la nasse. C'étaient des mêlées horribles.

Le long de la rivière Olschanka, la boue, la neige étaient farcies de mines. Nos garçons, rampant la nuit, accrochaient ces engins maudits, se faisaient mutiler atrocement.

Dans l'ombre, des partisans soviétiques se glissaient à pas feutrés sur leurs sandales en peau de cochon. Ils minaient derrière nous les pistes et les routes, avertis de nos mouvements par des complices civils qui lançaient, de-ci de-là, un cri bref d'oiseau nocturne.

*

* *

La nuit du 22 au 23 décembre 1943, nous eûmes à livrer un des combats les plus hasardeux, les plus surprenants que nous connûmes durant nos quatre ans de guerre de l'Est.

Il s'agissait de balayer une importante position de l'orée de la forêt de Tcherkassy, le village d'Irdyn, dont chaque maison constituait un bunker.

Nous reçûmes l'ordre d'attaquer cette localité à revers, après que nous aurions franchi, la nuit, entre les lignes russes, une zone fangeuse, réputée absolument impraticable. Nous devions ensuite broyer l'ennemi en l'adossant à nos propres positions.

J'étais alors commandant de Compagnie et eus l'honneur de commander et de réaliser cette opération hasardeuse, recevant en renfort une autre compagnie d'infanterie de notre Brigade et une centaine de pionniers allemands, chargés de faire sauter le village entier après notre assaut.

Une telle opération était d'un autre âge, dans le genre du franchissement du bras de mer de Zierickzée par les Espagnols, la nuit du 28 au 29 septembre 1575. Mais son caractère téméraire, presque romantique, m'avait à l'avance conquis.

Il nous fallut, à plus de trois cents, nous faufiler en pleine obscurité, fort au sud-est d'Irdyn, à travers les trois kilomètres de marais effroyables qui séparaient nos lignes des lignes des Soviets. Les hommes sombraient dans des masses d'eau cachées sous les terres molles et sous les neiges à demi-fondues qui recouvraient les cloaques.

Encore fallait-il ne pas donner l'alerte à l'ennemi ! Je parvins à atteindre la berge soviétique. Nul guetteur russe ne m'aperçut. Les postes ennemis étaient distants d'une centaine de mètres. Mes trois cents hommes purent passer à ma suite.

Restait alors à accomplir un de ces coups de folie qui réussissent parce que ce sont des coups de folie : réaliser, dans le dos

de l'ennemi, sans se faire pincer, une marche de sept kilomètres avec toutes nos armes, le matériel et les mines des pionniers.

Un incident, un coup de fusil partant par hasard, une rencontre fortuite avec une estafette ennemie et, coincés derrière les lignes soviétiques, nous eussions été anéantis jusqu'au dernier.

Nous franchîmes nos sept kilomètres dans l'ombre de la forêt, sur laquelle flottaient de pâles lueurs de lune, voilées de brouillard. Nous approchâmes de l'est d'Irdyn au petit jour, rampant dans la neige épaisse, aplatis longuement quand nous apercevions des ennemis aux aguets.

Finalement, ce fut l'assaut, exactement dans le dos des positions russes.

Jamais le commandement ennemi n'eût imaginé une entreprise d'une telle témérité. Nous jetâmes parmi ses troupes une confusion facilement concevable. Il était six heures du matin. Les postes de guet soviétiques surveillaient nos lignes à l'Ouest, mais non, évidemment, leurs arrières à l'Est. Ce fut un corps à corps fantastique.

L'ennemi était nombreux. Il se ressaisit au bout de quelques minutes. De la forêt de Tcherkassy, vite mise en état d'alerte, les renforts accouraient en masse. Nos Panzers, à trois kilomètres d'Irdyn, s'étaient avancés près de nos lignes normales, de l'autre côté des marais. Ils nous soutenaient avec vigueur. Mais la mêlée était féroce.

J'avais sauté à pieds joints en tête des hommes dans le premier bunker rouge. Blessé légèrement presque aussitôt, je m'étais collé une mitrailleuse au corps et, roulant en tonneau sur le flanc neigeux criblé d'explosifs et de grenades, j'avais atteint les maisons fortifiées du vallon. La meute de mes soldats avait suivi. Nous broyâmes tout, nous nous emparâmes de tout le dispositif, jonché de corps empêtrés les uns dans les autres, abattus à bout portant.

Nous ne pouvions pas, évidemment, conserver une position pareille. Ce n'était d'ailleurs pas là notre mission. Nous devons uniquement contenir l'ennemi jusqu'à ce que les pionniers eussent fait sauter chaque isba, chaque hangar, tous convertis par les Russes en redoutes.

Les Soviétiques nous assaillaient à la bordure du bois, comme des moustiques. Ils étaient contenus par nous, mais ils dominaient le village où nos pionniers s'affairaient. Il nous fallut résister ainsi pendant toute la matinée. Je ne conservai avec moi qu'une poignée d'hommes prêts à tout, tandis que le gros des deux compagnies s'engageait à nouveau à travers les marais, mais droit devant Irdyn, cette fois-ci, se retirant dans la direction même de nos lignes, comme prévu.

Notre petit groupe ne décrocha, dans les tourbillons stridulants des balles, que lorsque nos camarades furent hors de portée du tir de l'ennemi.

Mais nous étions, nous, coincés dans un âpre corps à corps. Nous nous barricadions tous les cent mètres, pour protéger le transport de nos derniers blessés à travers les bourbes. Parfois, il y avait un mètre d'eau. Nous portions à tour de rôle, sur notre dos, des camarades à la poitrine ou aux reins transpercés. Nous les sauvâmes tous, mettant trois heures pour sortir de ce combat et de cette boue fantastiques. La position-clé d'Irdyn était complètement démantelée. Notre succès avait été complet.

Lorsque je sortis, le dernier, des marais, le Général Commandant la Waffen-SS du front de Tcherkassy se trouvait dans notre ligne. Il avait suivi, depuis l'aube, tout le combat. Il m'annonça que j'allais être nommé Capitaine et proposé pour une des plus hautes décorations militaires du Reich, la plaque de la Croix Allemande en Or. Déjà, à la suite de la bataille du Caucase, j'eusse dû la recevoir. Mais au cours de la retraite, le dossier de proposition avait disparu. Irdyn m'avait donné

l'occasion de la gagner une seconde fois. En fait, j'aimais mieux mériter deux fois un honneur que de le recevoir par complaisance.

Au front, on juge une unité à ses premiers coups. Des débuts malheureux se rattrapent difficilement. Notre lutte fameuse de Gromovaja-Balka, en 1942, nous avait ouvert un crédit illimité de bravoure à la *Wehrmacht*. Il en fut de même à la Waffen-SS à la suite de l'affaire d'Irdyn, le 23 décembre 1943.

Or les SS Allemands étaient les durs des durs, des soldats indomptables, toujours lancés à tombeau ouvert dans les situations les plus critiques. Irdyn nous assura, parmi eux, cette considération du front la plus noble qui soit au monde, celle où le courage seul compte, où l'intrigue la plus habile ne peut rien.

*

* *

Nous n'eûmes pas grand temps pour récupérer notre souffle. Le soir de la Noël, à minuit tapant, les Rouges se ruèrent à l'assaut de nos lignes, à l'Olschanka. La nuit du Nouvel An, nous fîmes de même chez eux.

Une semaine plus tard, nouvel assaut, au cours duquel nous conquîmes le village soviétique de Sakrewka, anéantisant l'artillerie ennemie, faisant de nombreux prisonniers.

Entre-temps, le front allemand avait craqué à notre gauche comme à notre droite, au nord-ouest et au sud-est. Un soir de la mi-janvier, nous grimpâmes sur nos trois cent cinquante camions. Nos Panzers en tête, nous partîmes par la neige et le verglas pour la forêt de Teclino, près de la ville de Smela, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de notre secteur. Cette forêt avait été perdue au début du mois. Toutes les contre-

attaques avaient été vaines. On voulut voir si le dynamisme des Wallons en aurait raison.

Il en eut raison, mais ce fut une affaire terrible: trois jours et trois nuits de corps à corps, pour conquérir sept cents bunkers, par un froid de 20° sous zéro, sans le moindre abri pour gîter, noyés sous les grenades des orgues de Staline. Nous perdîmes beaucoup de monde, mais, après un dernier assaut particulièrement dramatique et qui dura une dizaine d'heures, nous atteignîmes l'extrémité est de la forêt, vainqueurs sur toute la ligne.

*

* *

Ces victoires de l'hiver de 1943-1944 nous avaient non seulement valu une gloire nouvelle qui, du front, résonnait vite jusqu'au Reich et jusqu'à notre pays: elles avaient renforcé encore notre standing politique.

Himmler, en effet, n'avait pas cédé sans quelques regrets à mes demandes fort envahissantes, lors de notre entrevue de la fin mai 1943. Après m'avoir fait alors des concessions extraordinaires, il avait dû se demander, par la suite, s'il n'avait pas été imprudent.

Peut-être avait-il cédé avec l'idée de reprendre une partie du terrain, à la première occasion? En tout cas, l'officier de liaison qu'il nous avait délégué et qui n'exerçait au sein de notre Brigade aucun rôle direct – étant chargé seulement de nous faciliter les contacts avec le Haut Commandement militaire – s'était trouvé comme par hasard être un lieutenant-colonel.¹ Il était donc d'un grade plus élevé que Lucien Lippert, le chef belge de notre unité.

1.- Il s'agit du *SS-Obersturmbannführer* Alfred Wegener (né en 1900 et tombé à Komarovka le 17 février 1944).

Situation délicate.

Ce lieutenant-colonel allemand avait-il reçu pour mission de tenter de supplanter notre Commandeur? C'est très possible, puisqu'il le fit. Profitant de l'âpreté de la bataille de Teclino, il se fit confier par le chef de la Division « Viking », dont nous dépendions tactiquement, une mission telle que, en fait, il éliminait Lucien Lippert de tout commandement actif.

Nous nous battîmes. Nous gagnâmes. Mais j'avais un dernier combat à gagner. J'écrivis au Commandeur de la « Viking », le Général Gille, pour lui dire que je protestais de la façon la plus formelle contre l'élimination du Major Lippert et son remplacement par un officier allemand, changement qui violait complètement l'accord conclu avec le *Reichsführer-SS*. Je possédais les conclusions écrites de cette négociation et n'admettrais pas qu'on les violât. Sinon notre Légion désirait reprendre sa liberté.

Deux jours après, Lippert et moi fûmes appelés au P.C. de notre lieutenant-colonel; celui-ci venait d'être brusquement cassé de son commandement et devait remettre tous ses pouvoirs, à l'instant même, à notre Commandeur belge.

J'eus de la peine de cette affaire, car j'estimais beaucoup cet officier supérieur allemand, excellent homme. Mais je devais veiller jalousement au prestige de mon pays.

Je suis sûr que cet officier n'avait fait qu'exécuter un ordre. Himmler avait dû penser que, loin de lui, je ne réagirais pas. C'était mal me connaître.

La manœuvre ayant raté, ce fut, comme toujours, l'exécutant qui paya, blâmé, accusé d'abus de pouvoir et de maladresse. On lui confia le pire des commandements que l'on puisse imaginer, celui de tous les tire-au-flanc des unités du Reich, repêchés par la *Feldgendarmarie*. Besogne harassante, sans gloire, source continuelle d'ennuis. Je fis tout ce que je pus pour témoigner, à chaque occasion, à ce lieutenant-

colonel le plus d'affection possible. Le dernier jour du Kessel de Tcherkassy, il vint m'offrir – je venais d'être blessé pour la cinquième fois et j'avais quarante degrés de fièvre – de me prendre avec lui sur un des derniers engins motorisés qui existaient encore. Je le remerciai, mais je refusai, voulant rester, quoi qu'il arrivât, avec mes garçons. Bien m'en prit. Guignard jusqu'au bout, le malheureux fut culbuté de son véhicule par un char soviétique, qui le balaya et le fracassa.

*

* *

Après ce renvoi, j'avais demandé au Général Gille de nommer, cette fois-ci, un officier de liaison beaucoup plus jeune, d'un grade moins élevé que celui de notre Commandeur Lippert et qui serait, comme tous nos officiers wallons, sous ses ordres directs. Ainsi fut fait. Nous reçûmes à notre Brigade un officier allemand de vingt-cinq ans, la cravate du *Ritterkreuz* au col, un des plus purs héros de la « Viking » et spécialiste d'Etat-Major.

C'était un garçon splendide, fiancé à une jeune Allemande dont il nous montrait en souriant des photos. Ils devaient se marier au mois de mai suivant. Son vocabulaire français était très réduit. Lorsque le combat prenait bonne allure, il faisait remarquer lentement: « Il – het – bon ». Si l'affaire tournait mal, il déclarait, avec autant de calme: « Il – het – funèbre » ! Il ne sut jamais rien dire de plus. Mais il était un stratège si capable et un si aimable garçon que nous nous comprîmes toujours à merveille.

Lui non plus n'eut pas de chance. A Nowo-Buda, nous nous trouvions, lui et moi, côte à côte au corps à corps. Un char russe fonça sur nous et, à cinq mètres, nous tira un obus en plein dedans. Nous fûmes projetés à plusieurs mètres de

hauteur, et blessés tous les deux. Atteint au côté et au bras, je m'en étais tiré à bon compte. Mais lui, il avait une déchirure formidable, large comme les deux mains, à la hauteur de l'omoplate. Il parvint, dans cet état, à faire quand même avec nous la percée du Kessel de Tcherkassy, quatre jours plus tard.

Longtemps après, je reçus, d'un hôpital du Tyrol, une fiche m'informant qu'un de mes officiers y était soigné, grand blessé devenu fou. Je vérifiai le tableau de mes blessés. C'était impossible. J'envoyai, par acquit de conscience, un officier d'ordonnance enquêter sur place. C'était notre beau, notre jeune capitaine allemand. Dans l'horreur du corps à corps final, il avait perdu la raison. Il expliquait qu'il était wallon, ne se souvenant plus que de cela. La fiancée, même, avait disparu de sa mémoire...

J'ai pensé souvent à cette merveilleuse jeune fille aux yeux noirs dont nous avions tant admiré la photographie. Mai avait passé depuis longtemps. Le chevalier rayonnant n'était plus qu'un pauvre fou aux yeux hagards... Chaque fois que refleuriront les muguet, je me souviendrai de cette tragédie...

*

* *

Tragédie entre des dizaines de milliers d'autres tragédies, car la bataille de Tcherkassy fut, à part Stalingrad, la plus hallucinante mêlée qu'ait connue, en quarante-sept mois, le Front de l'Est.

Hitler avait voulu que les divisions cramponnées au Dniéper tinssent coûte que coûte; cette résistance était irréaliste. Nous qui étions au fleuve, nous le voyions bien. Dès la fin de décembre 1943, j'avais écrit à Bruxelles, à mon secrétaire Félix Francq: « Nous sommes condamnés à un encerclement mathématiquement certain ». Nous étions au bout d'un long boyau;

les Soviétiques nous comprimaient en face, à l'est; à gauche, au nord-ouest; à droite, au sud-est. Leurs forces étaient immenses. Dès qu'ils auraient amené à pied d'œuvre le matériel nécessaire pour un nouveau bond en avant, ils couperaient, dans notre dos, le couloir de quatre-vingts kilomètres de longueur qui nous rattachait au centre de l'Ukraine. La contre-offensive allemande de décembre vers Kiev avait échoué.

Au début de janvier 1944, nous fûmes déjà presque complètement coupés. C'était l'ultime avertissement. Hitler ne voulut point se laisser impressionner. Il sentait les Soviétiques se rapprocher de l'Europe et du Reich, il voulait contenir cette ruée, gagner des mois, des années si possible, comptant sur des revirements à l'Ouest et sur l'intervention décisive des armes nouvelles.

Sans leur secours, en effet, la situation au Front de l'Est paraissait terriblement compromise. Je ne voyais plus comment, par des moyens normaux, les armées de Hitler pourraient encore résister au choc, chaque jour plus violent. Les divisions russes formaient un fleuve sans fin; des millions, des millions, des millions d'hommes! Le Reich avait subi des pertes très lourdes, le matériel commençait à faiblir, les communications avec les bases étaient mauvaises, obstruées partout. Le soldat lui-même n'avait plus la certitude inébranlable de 1941 et de 1942. La masse tumultueuse des chars soviétiques épouvantait. Lorsqu'ils se ruaient à l'assaut en aboyant, monstres formidables, il y avait partout de la panique, ce qui ne s'était jamais vu auparavant.

Telle était la situation générale.

Mais la situation du secteur de Tcherkassy était la plus angoissante de toutes. Il était inouï qu'on nous obligeât à nous accrocher à une tête de pont autour de laquelle la catastrophe de Stalingrad allait, d'une semaine à l'autre, se reproduire, infailliblement.

Mais les généraux du secteur eurent beau demander un ordre de repli, préparer même la retraite, certain de l'assentiment du Grand Quartier Général. Hitler fit une scène terrible, ordonna l'annulation de toute l'opération prévue. Le sort en était jeté.

Nous resterions collés à Tcherkassy.

De toutes les troupes engagées dans cette position désespérée, les Wallons étaient les plus dangereusement avancés, tout à fait à l'Est, en avant de tout le monde, à l'Olschanka, au confluent de ce cours d'eau et du Dniéper.

*

**

Le 28 janvier 1944, l'irréparable se produisit: les forces russes du nord-ouest et du sud-est, au cours d'un assaut fabuleux, se rejoignirent à quatre-vingts kilomètres dans notre dos. Des centaines de milliers de soldats soviétiques, plusieurs milliers de tanks rouges étranglaient désormais notre poche contenant onze divisions, la plupart fort amoindries, et notre Brigade d'Assaut. Staline prétendait régler là le sort de la guerre en Ukraine, comme à Stalingrad il avait réglé le sort de la guerre Volga-Don-Donetz.

Hitler s'entêta. Les deux ou trois premiers jours, une sortie puissante eût encore pu ouvrir une brèche: nous étions plus de cinquante mille hommes encerclés, nous possédions une forte artillerie, un certain nombre de tanks. Mais même alors, Hitler ordonna que l'arrière fût foncé vers nous, au lieu de nous laisser foncer vers l'arrière. Exactement comme à Stalingrad.

Pour n'avoir point quitté la Volga assez tôt, le maréchal Paulus et ses troupes furent broyés. A Tcherkassy également, une fois la première semaine perdue en vains efforts de l'arrière pour nous dégager, nous fûmes enfermés dans une

nasse pareille à celle qui étreignit les Allemands de Stalingrad. Où qu'on cognât, contre les parois soviétiques, des centaines de tanks et des divisions d'infanterie, serrées les unes contre les autres comme des grains de maïs, empêchaient un dégagement quelconque.

Chaque jour, nous perdions du terrain, rabattus inexorablement vers l'intérieur de notre poche.

*
* *

Nous vivions sous un déluge de feu.

Le jour, la nuit, c'était l'assaut.

Un dégel effroyable avait surgi, convertissant le terrain en un monstrueux sirop, profond d'un demi-mètre. Mongols, Tschirgisches, Kalmoucks grouillaient partout dans cette poix, fort à l'aise dans ces mares. La situation était vite devenue effrayante.

On avait voulu alors que je quittasse la Légion. Hitler, Himmler se rendaient bien compte que j'allais périr ou tomber aux mains des Soviétiques. La première semaine, des avions parvenaient encore à s'envoler d'un champ de fortune, à Korsum. Mais un tel départ eût été une lâcheté. Je prévis que si on me forçait à partir, je me tirerais une balle dans la tête au moment de quitter mes hommes. Ma menace avait été envoyée avec une telle netteté que Hitler télégraphia qu'on devait me laisser maître de mon destin.

Peu après, le dernier champ d'aviation fut noyé à son tour dans les boues et les eaux du dégel. J'étais sûr désormais de pouvoir partager jusqu'au bout, honnêtement, fraternellement, le sort de mes camarades. Ils étaient venus au front par fidélité pour moi. Je leur devais ma vie, comme ils m'avaient offert la leur.

C'est ce geste-là, j'en suis certain, qui les a sauvés. Ils eussent été engloutis si je n'avais pas été là pour soutenir, jour et nuit, leur moral, pour plonger au corps à corps à leur tête à chaque contre-attaque, pour donner, les derniers jours, quand notre Commandeur fut tombé, des ordres si durs, si implacables que nul autre que moi n'eût été obéi.

Notre salut fut un miracle de l'affection. Près d'eux, à chaque seconde, je ranimais leurs forces. Leur dévouement soutenait mon espoir. Sans le don de leurs cœurs, sans mon énergie que rien n'entama, qui de nous fût sorti vivant de cette lutte effroyable qui dura vingt et un jours et vingt et une nuits, parmi des angoisses et des douleurs indescriptibles?...

*
* *

Il n'y avait pas de répit une seconde.

Là aussi, seule ma résistance physique pouvait permettre de tenir encore la machine en main. Chaque nuit, c'était une aventure fantastique, des compagnies étaient enfoncées, d'autres débordées. Lucien Lippert, qui avait toujours mené une vie d'ascète et qui, à cause des privations que, volontairement, il s'imposait, était d'une maigreur squelettique, avait été rompu physiquement au bout de quelques jours. Il était impossible, matériellement, de dormir une minute, d'abandonner un instant la surveillance du combat. J'étais capable de résister à n'importe quelle fatigue. Je passais, à ces temps-là, deux ans sans souffrir d'une migraine! Je devais feuilleter le dictionnaire pour voir où se trouvent le foie, les reins, les poumons. Je fus, pour Lucien Lippert, pendant ces semaines désespérées, le phénomène de la nature qui lui permettait de dormir un peu ou de réfléchir à son plan tactique.

Face à la mort surtout, tout est possible. Je restai les dix derniers jours et les dix dernières nuits de Tcherkassy sans dormir une seule heure. Les médecins expliquèrent que c'est impossible. Pourtant ce fut ainsi. J'avalais, chaque fois que j'allais fléchir, quelques-unes de ces pastilles de « Perfitine », qui tenaient, pendant leurs longs raids, les aviateurs allemands en éveil. Je les mangeais comme si j'eusse croqué des dragées.

Le 6 février, j'avais reçu deux blessures, l'une à la main, l'autre à la cuisse. Le 13 février, je fus de nouveau blessé au corps à corps, par un éclat de grenade.

Ce jour-là, notre Brigade eut, en une heure, deux cents morts, Lucien Lippert notre Commandeur, chargeant avec un héroïsme surhumain, fut tué par une balle explosive. Je parvins à résister malgré la fièvre, assumai le commandement de la Brigade expirante et la sortis finalement, le 17 février 1944, de cet encerclement dantesque. Une moitié de mes hommes étaient morts dans la lutte, les autres parvenant, avec moi, à crever le barrage ennemi, côte à côte avec les onze divisions du Reich étranglées dans cette nasse horrible.

*

* *

Non seulement la Légion « Wallonie » fut de tous les combats mais elle assuma le rôle le plus périlleux du « Kessel », durant toute la vaste opération qui permit au bout de trois semaines la percée finale.

Toutes les troupes encerclées devaient se concentrer par paliers au sud-ouest de la poche, pour foncer dans la direction d'une colonne de trois cents chars allemands qui avaient quitté Uman afin de tenter de nous délivrer.

Mais une pareille manœuvre ne pouvait s'opérer que si l'ennemi était contenu jour et nuit sur les flancs, ne parvenait

pas à débiter notre poche en tronçons, comme il l'avait fait à Stalingrad. Une rupture disloquant la masse des troupes du « Kessel », et la dernière possibilité de vaincre, à un contre dix, se fût effondrée. De la ténacité des troupes d'arrière-garde dépendait donc tout.

La SS Brigade d'Assaut « Wallonie » reçut la mission redoutable de former, à la manière des cavaliers du Maréchal Ney, l'arrière-garde, à l'extrémité Est, la plus éloignée de toutes.

C'est dire quelle confiance le Haut Commandement Allemand avait dans la pugnacité et dans l'idéalisme de nos soldats. Ils furent fantastiques. Du premier au dernier jour, ils se cramponnèrent invinciblement aux positions successives qui couvrirent le regroupement du gros des divisions. Pas une fois, pas une seule fois, ils ne lâchèrent le terrain une minute avant l'heure prévue par l'horaire général.

Notre situation était dramatique. Nous étions noyés par la vague rouge, îlots perdus dans cette mer de fer et de fureur. L'ennemi crevait les lignes, il fallait se lancer sur lui à la mitraillette, au poignard, rouler dans la neige ou dans la fange, sauver sa vie en étranglant, de ses mains crispées, l'un ou l'autre sauvage asiatique. Personnellement, je me suis battu dix-huit fois au corps à corps durant ces trois semaines frénétiques. Ce fut le cas de la plupart de nos hommes.

Tous étaient pareils à des spectres, la peau jaune ou verdie collée aux os, les vêtements en lambeaux. Nous n'avions plus de vivres. Nous n'avions plus de munitions, ravitaillés seulement en cartouches au moyen de parachutes. Nous n'avions plus de pansements. Les blessés, les amputés, traînés depuis huit jours, dix jours, sur des petites charrettes de paysans, sous la pluie ruisselante, puis dans le gel sifflant, par vingt degrés sous zéro, mouraient de misère ou devenaient fous, hurlant, les cheveux couverts de neige.

On avait distribué le dernier pain à la troupe le 12 février au soir. Nous étions perdus. Nous ne tenions encore que parce que la bête humaine se résout difficilement à accepter la mort.

Nous tentâmes le tout pour le tout, Allemands et Wallons fraternellement unis, en une sortie du désespoir, à l'aube du 17 février 1944. Ce fut le plus fantastique corps à corps de la guerre: cinquante mille hommes se jetant droit devant eux, à travers les masses d'infanterie de l'ennemi, la cavalerie cosaque, les meutes tonnantes de chars soviétiques.

Vingt kilomètres de ruée folle!

Huit mille Allemands et Wallons périrent, en quelques heures, au cours de cette empoignade horrible. Mais au soir, à la tête d'une première colonne de trois mille hommes, d'unités diverses agglutinées autour de moi dans la tourmente, je rompis la soudure soviétique, plongeai dans la localité de Lysjanska aux mains des Allemands du sud, tandis que, à notre gauche et à notre droite, deux autres masses, beaucoup plus nombreuses, atteignaient la rivière Lysjanska, profonde de deux mètres, la traversaient à la nage parmi les glaçons ou sur des arbres abattus en hâte dans le courant. Les divisions de Tcherkassy étaient sauvées!

Ce que n'avaient pu obtenir les troupes de von Paulus à la Volga, nos Divisions l'avaient réalisé, forgeant l'exploit le plus sensationnel qu'aient accompli, durant la Deuxième Guerre Mondiale, les armées européennes du Front de l'Est.

*

* *

Cette rupture paraissait une telle impossibilité, notre situation semblait tellement désespérée, que le Grand Quartier Général Allemand n'avait pas cru pouvoir dire au public la vérité sur ce second Stalingrad.

Pendant trois semaines, le communiqué parla de « l'espace de Tcherkassy », des « combats acharnés dans l'espace de Tcherkassy », mais sans dire qu'il s'agissait de l'encerclement d'une dizaine de divisions.

La radio soviétique et la radio anglaise, elles, évidemment jubilaient, claironnaient les étapes de la réduction de notre Poche, citant chaque jour les numéros des Divisions allemandes et la Brigade Motorisée « Wallonie ». La radio de Londres déversait sur le public belge les nouvelles les plus sensationnelles. Nous étions exterminés! J'étais déjà fait prisonnier! Encore un ou deux jours, et le « Kessel » serait définitivement anéanti!

Il fut anéanti, c'est vrai, mais c'est nous qui l'anéantîmes, rompant l'étau de plusieurs centaines de milliers d'hommes et de milliers de chars!

Il ne resta plus à la BBC – comme je vivais toujours – qu'à expliquer que je m'étais enfui en avion quelques heures avant la destruction totale de mes troupes! Le truc était facile à inventer, mais risible, puisque durant les deux dernières semaines – les Russes, eux, le savaient très bien, c'est pour cela qu'ils se turent – le « Kessel », converti en mer de boue, n'avait plus vu atterrir ou s'envoler un seul appareil.

J'avais gagné, mes soldats avaient gagné, nos camarades allemands avaient gagné, parce que nous ne nous étions pas laissés faire, parce que nous n'avions pas accepté le malheur, parce que nous avions, furieusement, jusqu'au bout, tenté notre chance, préférant la mort à la soumission aux Barbares.

Autant le Grand Quartier Général de Hitler avait été réticent dans ses communiqués au cours de ces trois semaines de lutte pour la vie, autant notre victoire fut saluée avec éclat. C'était le dernier grand fait d'armes allemand en URSS. Il avait montré grandiosément que, malgré quinze mois de revers, les soldats du Reich et de l'Europe ne cédaient pas,

répondaient à l'assaut des hordes asiatiques par un surcroît d'héroïsme.

Un second Stalingrad eût pu avoir, moralement, sur le peuple allemand, des répercussions très funestes. Déjà Staline, devançant les événements, avait fait tonner les canons du Kremlin. Il en fut quitte pour faire attacher à la gueule d'un canon le général dont nous avions enfoncé les troupes. Tcherkassy avait répondu à Stalingrad. Les Soviets avaient eu Paulus. Ils ne nous avaient pas eus. Nous les avons piétinés au passage.

*
* *

Les Wallons avaient assumé un rôle essentiel dans cet exploit. C'est eux qui avaient eu à supporter, hélas, les sacrifices les plus lourds, ayant combattu en arrière-garde durant chacun de ces vingt et un jours. Alors que les pertes de certaines divisions n'atteignaient que 12 à 15 % de leurs effectifs, la Brigade d'Assaut SS « Wallonie », elle, avait perdu la moitié de ses volontaires, hachés sur place à chacun des barrages, afin de couvrir les opérations de repli du gros des troupes du Kessel, ou tombés parmi les tanks soviétiques et les Cosaques lors de l'assaut de la rupture fantastique du 17 février 1944.

Durant ces journées harcelantes, alors que le Haut Commandement Allemand ne nous donnait plus que cinq pour cent de chances de survie, des radiotélégrammes de Hitler étaient parvenus, à trois reprises, au Général commandant le secteur, demandant instamment si je vivais encore.

On avait répondu que j'étais blessé, mais que je luttais toujours à la tête de mes volontaires.

Lorsque nous atteignîmes, deux jours après la rupture, le premier village civilisé de la zone allemande du sud, un

général de Corps d'Armée se précipita vers moi. Hitler me faisait chercher. Le lendemain, j'arrivai en avion, en compagnie des deux généraux vainqueurs, au Grand Quartier Général du Führer, près de la Lituanie.

Enfin mon rêve se réalisait ! Repoussant les tentations politiques de l'arrière, j'avais déclaré en 1941 à mes amis : « C'est par le Front que j'arriverai chez Hitler ! ». J'y arrivais rayonnant de la gloire conquise par mes camarades, précédé par les radio-télégrammes du Haut Commandement décrivant notre comportement au cours des combats.

Hitler me fit un accueil inoubliable, me passant au cou le *Ritterkreuz*, la cravate fameuse de Commandeur de la Croix de Fer. « – Vous m'avez donné tant d'inquiétude ! », me répétait-il, ému. Je sentais que j'avais acquis désormais toute son estime et, sur un plan plus humain, une place affectueuse et vive dans son cœur. Hitler me traitait en père et en ami, les yeux brillants, ses mains étreignant les miennes. Mon calcul avait été juste : en face de ce peuple de soldats, il fallait s'imposer comme soldat.

C'était chose faite.

*
* *

Le lendemain, je descendis d'avion à Berlin. Plusieurs centaines de correspondants de presse m'attendaient. Après mon discours, Goebbels m'invita à déjeuner chez lui. Jadis les gens de police à la Berger avaient tout fait pour me barrer cette porte-là comme les autres. Je la trouvai grande ouverte. Les plus importantes personnalités nationales-socialistes de Berlin assistaient au repas. La femme de Goebbels, si jeune, si rayonnante malgré ses sept maternités, était venue nous rejoindre. Le ménage m'emmena dans leur appartement

privé, d'une grâce exquise: meubles, tableaux, pastels du plus pur XVIII^e siècle.

J'ai lu, depuis la guerre, les ignominies qu'on a écrites sur cette femme héroïque, qui tint à mourir près de son mari à l'heure du désastre. Ils s'aimaient comme deux jeunes amoureux, se tenant par la main comme s'ils se promenaient, le soir, à vingt ans, dans les allées du *Tiergarten*.

Ils me retinrent dans leur intimité jusqu'à la nuit, m'assurant tous deux qu'ils étaient acquis à ma cause, que je pouvais désormais compter sur eux en tout, sur lui dont la presse faisait l'opinion et sur elle, la femme sensible et fine à laquelle Adolf Hitler vouait un véritable culte.

Je m'attardai tellement dans leur logis que je ne sautai dans le train de Bruxelles qu'au moment où il démarrait. La veille, j'étais encore en Russie. Je m'y croyais toujours. Dans ce tohu-bohu, je n'avais pensé à demander à personne un titre de congé ou une feuille de route. Mais la presse avait fait à la Brigade d'Assaut « Wallonie » une telle popularité que les contrôleurs et contrôleuses du train accoururent dans mon wagon, me firent fête: sans autorisation de circuler, sans billet de chemin de fer, sans un pfennig, je reçus un sleeping, des papiers de route et les plus chauds sourires du monde. Ces petits détails m'instruisaient autant que la réception de Hitler. Pays vaincu de 1940, nous étions redevenus un pays vedette, celui dont la Légion était la plus célèbre de toutes les Légions du Front de l'Est.

*

* *

Il fut de bon ton, en Belgique, après le triomphe des pays capitalistes et des Soviétiques, d'outrager nos soldats qui avaient survécu à cette tragédie. On vit même des revues bourgeoises

ironiser ignoblement sur la « défaite à plate couture » de nos héros de Tcherkassy.

Ignominies des passions politiques!

Si les plus acharnés « démocrates » belges avaient triomphé dans une bataille similaire, y avaient perdu, comme nous, dans des corps à corps surhumains – et victorieux! –, la moitié de leurs effectifs, nous eussions salué avec respect ce sacrifice et cette victoire, parce qu'au-delà des discussions partisans, ce sont les vieilles qualités de bravoure et de ténacité de notre peuple qui eussent resplendi.

Lors des combats valeureux que livrèrent à Irun, en Espagne, les communistes belges des Brigades Internationales – en 1937 –, les journaux rexistes, tout en déplorant l'erreur de ces compatriotes rouges, s'étaient fait un point d'honneur de rendre publiquement hommage à leur intrépidité.

La bataille de Tcherkassy fut un exploit qui atteignit les plus hauts sommets de l'héroïsme en Europe. Militairement, ce fut une des événements les plus extraordinaires de la guerre de l'Est. Moralement, il révéla des vertus de la qualité la plus rare, hommage à l'Homme tout court.

Mais en 1945, la haine avait conduit le public à un tel degré de bassesse qu'il se trouva, à Bruxelles même, des polémistes anonymes pour insulter grossièrement les mille jeunes Belges de Tcherkassy qui, vaincus ou vainqueurs, étaient morts tout de même, morts noblement, par fidélité à leur cause et qui, même s'ils s'étaient trompés politiquement – et ils ne s'étaient pas trompés! – avaient prouvé, une fois de plus au monde que leur peuple était un peuple de braves où l'on savait encore, sans trembler, donner sa vie pour un idéal!

Le temps passera. Les cœurs dénaturés redeviendront des cœurs d'hommes. Alors on comprendra, on s'inclinera. Et l'épopée de Tcherkassy trouvera sa place parmi les plus hautes gloires militaires des Belges. On oubliera les conflits des idéo-

logies. On se souviendra avec émotion de tous ceux qui, si vaillamment, luttèrent dans ces immensités hostiles, de tous ceux qui y sont tombés, purement, intrépides comme leurs aïeux, n'admettant pas de céder alors que dans leurs veines coulait encore un sang brûlant de glorieux messages...

*
* *

D'ailleurs, en 1944, de tels titres de grandeur ne se discutaient même pas. Lorsque, en avril 1944, pour montrer qu'elle était plus vivante que jamais, la SS Brigade « Wallonie », renforcée, une fois de plus, de deux mille nouveaux volontaires, fit sa « joyeuse entrée » à Bruxelles, l'accueil qu'elle reçut fut fantastique.

Les Belges, alors, savaient encore juger avec une certaine sérénité. Nombreux étaient ceux qui n'approuvaient pas notre Croisade de l'Est: du moins respectaient-ils encore ceux qui savaient mourir pour leurs convictions.

Et puis le Belge est réaliste. Il n'était pas encore certain du tout que les Alliés gagneraient. Le monde vivait dans l'attente d'armes nouvelles qui redonneraient l'initiative à la *Wehrmacht*. Nos compatriotes se rendaient bien compte que si l'Allemagne l'emportait, ou simplement obtenait une paix de compromis, nous aurions fait de la bonne besogne. Il ne fallait pas être un bien grand observateur pour voir que l'héroïsme de la Légion avait redonné dans le Reich un puissant crédit à la Belgique et que, désormais, Hitler ne pourrait que traiter avec considération un pays qui, au Donetz, au Caucase et dans l'enfer de Tcherkassy, avait acquis tant de droits au respect et à une vie haute.

Avec son gros bon sens, le Belge comprenait que nous lui avions, avec nos tourments et le sang de nos morts, acquis une

solide police d'assurance, qu'il serait peut-être enchanté de présenter lui-même aux Allemands dans un proche avenir.

Si Hitler eût triomphé, avec quel éclat les attentistes de 1944 n'eussent-ils pas évoqué nos héros de Tcherkassy à chaque discussion avec le Reich ! Avec quelle vigueur n'eût-on pas mis en avant les rescapés de cette dramatique épopée, ceux-là même qu'on jeta en 1945 dans d'affreux bagnes et cachots, quand on les sut inutilisables !

La popularité et l'impopularité ne sont rien. Ce qui compte, c'est la pureté de la conscience.

Dans leurs prisons d'infamie, nos glorieux garçons, durant d'interminables années, n'ont eu pour réconfort que la paix apportée dans leur âme par la noblesse et le désintéressement de leur sacrifice. Les persécuteurs passeront. Mais la gloire des héros ne passera pas. Elle vit toujours sous la cendre. D'autres cœurs purs, j'en suis certain, la raviveront un jour.

DEUXIÈME PARTIE

ANÉANTIS PAR LA HAINE ET LE CRIME

REX 1944. SES JOURNAUX

Victor Matthijs au travail. – Le Chef d'Etat-Major de Rex, Louis Collard. – L'organisation à l'américaine. – Mon secrétaire Félix Francq et son adjoint Georges Grawez. – Le refuge de la bohème: *Le Pays Réel*. – La tribu des Jamin. – Simone Matthijs. – Serge Doring, le slave d'« Action Française ». – Le Wagnérien Jean Polinet. – Marcel Bailly. – Victor Meulenijzer et notre presse « neutre ». – La réussite de *Voilà*. – Les 200 000 exemplaires quotidiens de *L'Avenir*, ou la pêche miraculeuse aux imbéciles.

Après la campagne de Tcherkassy, durant le printemps et l'été de 1944, je ne fis plus, en Belgique, que quelques apparitions.

J'étais devenu définitivement Commandeur de la Brigade « Wallonie ». Je devais reconstituer celle-ci de toutes pièces, en réunissant les rescapés du « Kessel » et les milliers de volontaires nouveaux qui nous arrivaient de toutes parts.

Les effectifs de la Légion « Wallonie » allèrent toujours en s'accroissant, au fur et à mesure de la guerre, malgré nos lourdes pertes. En août 1941, nous formions, à l'est du

Dniéper, un Bataillon de huit cents soldats. Celui-ci, réduit à trois cent vingt-cinq hommes à la fin de l'hiver du Donetz, avait, grâce à des centaines de jeunes recrues arrivées du pays, retrouvé sa force complète à la veille de l'offensive vers l'Asie. A la fin de 1942, au Caucase, notre Bataillon avait été de nouveau désarticulé, réduit à moins du tiers de son effectif; mais, entre-temps, l'afflux de volontaires à notre caserne de Dépôt avait été si considérable que nous dépassâmes de très loin les deux mille hommes au début de 1943.

Au lendemain de Tcherkassy, il fallut reconstituer complètement, pour la troisième fois, la Légion « Wallonie ». En dehors de nos mille morts, nous comptons plusieurs centaines de blessés dans les hôpitaux. Il n'empêcha pas que la Brigade « Wallonie », reformée sur le champ, dépassa promptement sa force de 1943 et atteignit les trois mille hommes.

Durant l'année 1944, les engagements furent si nombreux (plusieurs milliers) que, malgré notre sanglante campagne d'Esthonie (août-septembre 1944), notre Brigade devint une Division, la 28^e SS Division « Wallonie », qui lutta pied à pied à l'Est jusqu'à l'extrême limite des hostilités.

Elle tint la toute dernière l'Oder, à la fin d'avril 1945: alors que l'artillerie, faute de munitions, était réduite à néant, notre ultime Bataillon en état de combattre préféra, accroché à la rive, pourtant dépassé partout ailleurs par les forces de Soviétiques, périr que de lâcher le fleuve; il perdit, les deux derniers jours, 94 % de son effectif. Des six cent cinquante Wallons engagés dans ce corps à corps final et infernal, il ne survécût que trente-cinq hommes, parmi les corps de six cent quinze de leurs compagnons morts.

Le recrutement de la Légion « Flandre » avait connu une progression aussi massive que celle de la Légion « Wallonie », permettant un développement identique au nôtre: Bataillon,

double Bataillon, Brigade d'Assaut et enfin Division, à partir de 1944, la glorieuse 27^e Division SS « Langemark ».

*

* *

Alors que, Volontaires wallons et flamands, nous combatîmes à douze mille hommes en première ligne au front anti-soviétique, les mobilisés et les volontaires wallons et flamands de la Brigade belgo-londonienne de « Libération », dite « Brigade-Piron », placée sous le contrôle britannique, n'atteignirent jamais, même en 1944, le chiffre de dix-sept cents hommes. A la veille du jour « D », selon la statistique officielle publiée par le ministre belge de la Défense Nationale en 1948, ils étaient exactement 1640. Pas un de plus.

Ainsi donc, il y eut sept à huit fois plus de volontaires belges dans nos tranchées du Front de l'Est que dans la Légion du gouvernement belge de Londres. Les chiffres sont les chiffres: plus de 12 000 de nos compatriotes (dont 5 000 environ tombèrent en héros) au front antibolcheviste; 1 640 pour la Brigade formée par le Gouvernement Pierlot.

La disproportion est encore plus éclatante si on compare les forces armées en général.

En raclant tous les fonds de tiroirs de Londres, le ministre de la Défense nationale de Bruxelles est arrivé, pour les forces belges qui se succédèrent en Grande-Bretagne entre le 28 mai 1940 et le débarquement du 6 juin 1944, au chiffre récapitulatif, presque ahurissant tant il est maigre, de 4 086 personnes, comprenant: 2 550 hommes des « forces de terre », dont 1 640 constituaient la Brigade Piron et 910 étaient des « extra »: ronds-de-cuir, tire-au-flanc, estafettes, portiers ou futurs tortionnaires de justice; ensuite, 1 106 hommes des « Forces de l'Air » (en réalité, forces de la RAF) dont 289 seulement,

soit un peu plus du quart, étaient incorporés dans deux escadrons belges, le reste étant purement et simplement traité comme du personnel anglais; et, enfin, 430 hommes à la section belge de la *Royal Navy*.

Ces chiffres, je le répète, sont les chiffres officiels, fournis par le Ministère belge intéressé.

Par contre, en faisant le total des forces militaires belges au service de l'idéal national-socialiste, c'est-à-dire en ajoutant, à nos douze mille Légionnaires du Front de l'Est, les forces du NSKK, les Gardes Flamandes et Wallonnes, les volontaires de la *Kriegsmarine*, etc., le bourreau, l'Auditeur-Général Ganshof van der Meersch, est arrivé au chiffre de 87 000 hommes, chiffre officiel donc, lui aussi, rendu public par le plus sadique des persécuteurs, le chef même de la « Justice » d'exception de l'après-guerre.

Le rapprochement est écrasant: 4086 Belges du côté de Londres, 87 000 du côté européen! Et encore n'a-t-on pas compté dans la récapitulation de Ganshof bon nombre de nos amis qui purent se camoufler ou disparaître lors de la débâcle, tandis qu'à l'addition de Londres, le dernier des retourne-veste à la Tschoffen figure au total des « forces armées ».

On pourrait à la rigueur ajouter aux 1 640 hommes de la Brigade Piron, dont l'activité militaire fut, on le sait, extrêmement modeste et les pertes au combat (tant mieux pour eux) limitées – morts de maladie compris – à moins de cent hommes, quelques milliers de « résistants » plus ou moins bien équipés, « soldats de l'Armée intérieure », quoique de nombreux bluf-fieurs, dont le rôle fut absolument inconsistant durant toute la guerre, se soient affublés, en bombant le torse, de cette étiquette spectaculaire lorsque l'Occupation allemande fut sur le point de finir et alors que tout danger avait virtuellement cessé.

En dehors des assassinats terroristes, des vols de timbres de ravitaillement et des assauts des banques, on ne signala jamais

nulle part, en Belgique avant la fin d'août 1944, une activité militaire vraiment sérieuse de ces soi-disant « troupes de l'intérieur ». Les quelques algarades décidées par elles, la dernière semaine, furent en général fort mal organisées, incohérentes, catastrophique parfois, et sans résultat militaire valable. Même alors, massacrer quelques douzaines de soldats allemands qui capitulaient à la Porte de Tervueren à Bruxelles, par exemple, et dans la vallée de l'Ourthe, n'était pas exactement des actes épiques.

*

* *

Nous respectons tous les idéalistes qui offrent leur vie pour leurs idées. Il y eut des héros authentiques à la Brigade londonienne Piron. Mais ils furent – 1 640 combattants en tout – une poignée. Les prestations passagères de leur unité, pendant de brèves opérations de nettoyage en Normandie, au troisième mois du débarquement anglo-américain, peuvent assez difficilement être comparées à la geste prodigieuse des Volontaires belges antibolchevistes du Donetz, du Volchov, du Don, du Caucase, de Tcherkassy, d'Esthonie, de Poméranie et de l'Oder.

De toute façon, il est indiscutable que chez les anglophiles belges on fut beaucoup moins prêt à s'engager, à se sacrifier, à verser son sang pour sa cause que chez les « Collaborateurs », minorité sans doute, à partir de 1942, mais minorité brûlante de foi.

Le camp d'instruction de la nouvelle Brigade « Wallonie », au printemps 1944, se trouvait très loin de la Belgique dans la Pologne du sud, à mi-route entre Cracovie et Lemberg.

Je n'eus pas même le temps d'assister, en juillet 1944, à la réorganisation de notre Brigade. Brusquement un de mes

Bataillons avait été envoyé au Golfe de Finlande. Je courus aussitôt le rejoindre, devant Narva.

C'est ainsi que je ne vécus que par intervalles seulement les remous des derniers mois d'occupation de la Belgique et que je ne vis point l'effondrement allemand à l'Ouest. J'étais alors en pleine mêlée, près du lac Peipus, à cent kilomètres de Leningrad. Quand nos combats d'Esthonie prirent fin, les blindés anglo-américains étaient devant Aix-la-Chapelle. Tout était terminé en Belgique.

*

* *

J'avais au pays des remplaçants de toute première valeur, plus froids que moi, et pour cela plus aptes à mener la politique de siège à laquelle la Belgique avait été condamnée depuis l'année 1941.

Victor Matthijs, qui avait reçu la totalité de mes pouvoirs politiques, les assumait sans fléchir. Ni les prisons, ni les procès harcelants qu'on lui infligea, en 1946 ne brisèrent sa fierté simple et courageuse. Il alla au poteau calmement, noblement, sans pathos et mourut le regard fixé vers le ciel.

Ce qui m'avait le plus impressionné, lors de mes deux congés, c'est la manière dont il avait monté, durant mon absence, une organisation puissante, adaptée aux circonstances nouvelles et où régnait une discipline spontanée, sans raideur, mais efficace.

Il s'était entouré d'un Etat-Major jeune, dynamique, compétent, où chacun avait ses attributions bien délimitées, connaissait son travail, le menait avec une netteté américaine.

Le chef de cet Etat-Major, j'allais dire de ce « Brain-trust » était un des plus anciens pionniers de Rex, Louis Collard, « le gros Louis » comme nous l'appelions amicalement, car il aimait

les bons repas et leur avait délibérément sacrifié sa ligne. Il mourrait fusillé, lui aussi, le 10 novembre 1947, en même temps que Victor Matthijs et vingt-cinq autres camarades.

En 1936, Louis Collard était un jeune étudiant à l'Université de Liège. Il nous avait fallu improviser en ce temps-là des centaines de candidatures aux élections législatives. Quelques semaines avant cette consultation nationale, je n'avais jamais parlé dans la Province de Luxembourg. On donnait peu de chances, là-bas, à une liste de Rex. Le Parti Catholique y tenait tout, grâce au clergé et aux châteaux. Mais nous voulions être présents jusque dans le dernier hameau de la Belgique. Je décidai donc qu'on lutterait dans le Luxembourg comme ailleurs.

Nous y possédions des groupes vigoureux, ardents, mais peu familiarisés, dans leurs montagnes retirées, avec les méthodes de la propagande moderne. C'est Louis Collard qui se chargea de lancer dans les Ardennes la marque Rex et de la faire triompher. Il mobilisa autos, motos, haut-parleurs, imprimeurs. N'ayant point d'argent, il se débrouilla en faisant des dettes. Mais il déchargea dans ces régions lointaines et paisibles une électricité comme jamais, de mémoire d'Ardennais, on n'en avait connue.

Je « meetinguais » jusqu'à une heure, deux heures du matin. Quand je repartais en pleine nuit, je dépassais les longues colonnes de paysans, acclamant ma voiture, agitant leurs bâtons, rejoignant à dix, à quinze kilomètres du lieu de notre concentration de masse, leurs petits villages ardoisés où, en temps ordinaire, le curé se couchait le dernier à neuf heures du soir.

Louis Collard avait tout mis en œuvre pour réussir, allant jusqu'à organiser de pittoresques défilés de troupeaux portant nos pancartes, jusqu'à peindre des Rex d'un mètre, rouge vif, sur les braves vaches, apolitiques par nature, qui bordaient la

voie du chemin de fer Arlon-Bruxelles! Les arbres, les murs, les ponts, les toits portaient les trois lettres fatidiques. Un chant de lutte enthousiasmant, à la gloire de nos balais purificateurs, avait été créé par les Rexistes de La Roche. Louis Collard était partout, réquisitionnant les autos des marchands de bois et des vétérinaires, les démolissant l'une après l'autre, stupéfiant ce pays si calme mais lui passant son feu sacré, tant et si bien que, le 24 mai 1936, Rex remporta dans le Luxembourg sa plus éclatante victoire: dans les deux arrondissements, notre candidat était élu. Nous obtenions le tiers des suffrages électoraux. Des localités nous avaient donné 48 ou 50 % des voix, même davantage! Ce triomphe avait été l'œuvre, pour une bonne part, de l'étudiant de vingt ans qui s'appelait Louis Collard.

Une fois les élections gagnées, il reprit ses études, se perdit dans la masse de nos adhérents liégeois. Il fit la guerre de 1940, devint prisonnier lors de la reddition et fut envoyé dans un camp près de Dantzig. Il était débrouillard de naissance, expliqua aux gardiens allemands les histoires les plus extraordinaires, enfila un uniforme de marin polonais et, ainsi travesti, traversa le Reich d'un bout à l'autre, sans que quiconque lui demandât un papier! Sa mère était une sainte femme, toute menue dans ses vêtements noirs; lorsqu'elle vit apparaître ce Polonais, un soir, à l'entrée de sa porte, elle tomba raide sur le plancher. Notre marin dut courir à la pompe, asperger à grande eau sa victime involontaire avant qu'elle se ranimât, au bout d'une demi-heure.

*

* *

Pendant que j'étais au Donetz, il rencontra Victor Matthijs, le séduisit par ses qualités d'organisation. Il devint, au bout

d'un an, la vraie cheville ouvrière de Rex, travailleur, terriblement matois, faisant marcher rudement son monde. Ses « référendaires » voltigeaient dès l'instant où il donnait un ordre. Ses dactylos filaient de bureau à bureau, aussi vives que des courants d'air. C'était l'homme aux idées claires. Pas un département ne se risquait sur les brisées d'un autre. Chaque affaire avait son dossier, chaque technicien politique ou social avait sa fiche. D'une pression sur un timbre électrique, Louis Collard faisait jaillir des gerbes de candidats bourgmestres, députés, permanents, gardes-champêtres, contrôleurs aux prix et salaires. Si le Cardinal lui avait demandé de lui signaler un candidat évêque-coadjuteur, Louis Collard lui eût présenté dix propositions une heure plus tard, avec *curriculum vitae*, arbre généalogique paternel et maternel, empreintes digitales et antécédents sportifs du futur prélat.

Il loua immeuble sur immeuble, creusant les murs, ouvrant des passages, installant, de la cave au grenier, ses dactylos, ses fichiers, ses sonneries électriques, ses appareils enregistreurs. Il était le patron américain, rapide, dur, payant bien, bon garçon, transpirant beaucoup, ne perdant pas de vue un homme ou un détail.

Le Mouvement Rexiste avait fort vécu à la Bohème, de 1935 à 1942. On pénétrait jadis dans nos bureaux comme dans un moulin. De jolies filles, venant rechercher leur chevalier servant, changeaient de bas derrière des pupitres. On mangeait les frites dans des papiers gras. Louis Collard balaya cette aimable fantaisie. La discipline s'étendit à tous les échelons du Mouvement.

Les faubourgs, la province surtout, aiment le flon-flon. Dans une de nos sections, à Schaerbeek, il y avait, avant la guerre, cent et sept personnes qui portaient le titre de chef! Louis Collard eut vite remis cela en ordre: tout le monde dut s'habituer à obéir et à être traité fermement. Les éléments mous

se firent bousculer. Louis Collard poussait en avant les valeurs, était intraitable lorsqu'il s'agissait de cancrs. Il ne fallait plus essayer de bluffer, de flatter, d'apitoyer : Collard avait ses fiches, savait exactement à quoi s'en tenir, menait ses enquêtes préalables avec la rigueur d'un directeur de banque. Il enleva au Mouvement un peu de sa spontanéité. Mais les temps étaient durs. Il fallait de la discipline. Il y eut de la discipline.

*
* *

Le dernier refuge – inaccessible – de la fantaisie rexiste, pendant la guerre, fut la salle de rédaction de nos journaux.

La presse de Rex était une société anonyme, complètement distincte et indépendante du Mouvement. Victor Matthijs était le directeur du *Pays Réel* depuis la reparution de notre quotidien, le 25 août 1940. Mais pratiquement, après mon départ pour le front russe, il dut se détacher de cette supervision, absorbé qu'il était par ses fonctions politiques de Chef de Rex a.i. Il arrivait en coup de vent au journal, comme j'y surgissais avant la guerre. Etant le compagnon de travail et de marbre de tous les rédacteurs, il était tolérant, passait sur beaucoup de négligences, préférant la foi brûlante à une technique sévère.

Les personnages les plus importants du *Pays Réel* étaient les Jamin, la tribu des Jamin.

Le plus fameux, Paul Jamin, était le merveilleux « Jam », caricaturiste comme jamais la Belgique n'en avait connu, supérieur de loin au Français Sennep, plus fin que lui, plus sensible à la poésie, plus cultivé aussi. Dans l'avant-guerre et pendant la guerre, il fut le premier caricaturiste de l'Europe.

Il commençait son dessin n'importe comment, par un arbre, un toit, une oreille, s'étendait par ondes comme s'il

avait jeté un caillou dans le puits de son inspiration. Ses dessins n'avaient pas un détail inutile, pas une vulgarité. Ils étaient l'œuvre non seulement d'un amuseur de grande classe mais d'un artiste profond.

Paul Jamin était le roi de notre journal. L'arrivée de son dessin était à la rédaction le grand événement du jour. Jam l'apportait, gavroche, lançant mille boutades, car il avait autant d'humour dans ses propos que dans ses dessins. Il bavardait, imitait le ton, le geste de ses victimes, recomposant verbalement son dessin aux dimensions naturelles. Chaque jour, c'était une fête pour la rédaction, une heure perdue pour les dépêches allongées en plusieurs mètres au pied du téléscripteur. Les innocents dessins lui valurent une condamnation à vingt ans de prison à l'heure du règlement de comptes, après la guerre !

[Le Jamin n° 2 était Ernest Jamin, le secrétaire de rédaction du *Pays Réel*, très pittoresque lui aussi et très idéaliste. Il avait été communiste d'abord, condamné comme tel pendant son service militaire, libéré à la suite d'une protestation d'Emile Vandervelde à la tribune de la Chambre. Puis, comme tant d'autres, dès les débuts de Rex, il nous avait rejoints, trop humain pour supporter longtemps l'implacable dureté du caporalisme communiste. Il travaillait avec une grande conscience, était, comme toute l'équipe extrêmement sensible au côté farce de l'aventure humaine. Lui aussi écopa de son chapelet d'années de prison en 1945.

Un troisième frère Jamin avait occupé dans le Mouvement un poste de direction où il avait fait preuve de remarquables qualités.

La tribu Jamin tenait de tout près à Victor Matthijs car Jamin n° 3 était le beau-frère de Simone, la femme de Victor.

En avril 1945, Simone Matthijs suivit sans hésiter son mari dans un réduit des montagnes du Tyrol où il échappa pendant plusieurs mois à ses persécuteurs. Puis, lorsqu'il eut été capturé par la police américaine, elle se battit à Bruxelles avec un courage indomptable pour sauver cette vie tant aimée. Pendant près de deux ans, tenace,

ne courbant jamais la tête, elle mena cette lutte dans une atmosphère écrasante de haine et de muflerie, jusqu'à ce tragique 10 novembre 1947 où, venue à la prison pour demander à voir son mari, elle apprit qu'il venait d'être fusillé à l'aube même...

Si Victor Matthijs, noble au naturel comme un prince, fut si pur, si serein dans son combat final, mourut avec tant de grandeur, c'est parce que le courage de cette petite Simone, têtue et vaillante, le soutenait. Les femmes sont le pire ou le meilleur. Elle fut le meilleur.]

*
* *

Un des plus anciens de l'équipe *Pays Réel* était Serge Doring, chef des services de politique étrangère du journal, fils d'une Namuroise et d'un Russe balte, massacré par les bolchevistes en 1918.

Toute sa formation était « Action française ». Maurras avait été son maître; son esprit avait reçu l'encre de sa doctrine comme un buvard. Mais l'homme des steppes se retrouvait dans la curiosité aiguë qui animait sa vie. Ses principes étaient français, romains, athéniens. Mais sa sensibilité était de l'Est. Sa chronique de politique étrangère lui permettait de voyager par l'esprit à travers les peuples, pareil aux boyards de son enfance qui, pour un oui ou pour un non, portaient à Dresde, à Venise, à Montmartre ou à Monte-Carlo.

Il rédigeait chaque soir des billets olympiens, sans passion, souvent lucides, écrits en lettres détachées, en pattes de mouche, un peu maniérées. Il nous suivit jusqu'à la fin, cependant que les « Libérateurs » se ruaient sur sa jeune femme restée dans sa famille à Fléron, l'emmenaient, proie d'une émouvante beauté, dans leurs cachots abominables de la citadelle de Liège, après avoir, dans la maison familiale même,

assassiné son père contre son corps, lorsqu'il se plaça devant elle pour la défendre...

*
* *

Il y avait un autre artiste au *Pays Réel*, un long garçon d'une maigreur squelettique, au nez coloré, aux yeux de myope, qui se nommait Jean Polinet.

C'était un wagnérien incandescent.

Je n'avais pas encore été saisi, à ce temps-là par la passion de la musique qui allait m'étreindre plus tard âme et corps. La musique est le premier des arts, celui qui est le plus indépendant de la matière, celui qui atteint les fibres les plus secrètes, non seulement de la sensibilité mais aussi de l'intelligence. Ce jaillissement sacré ne m'avait pas encore brûlé pour toujours, la poésie, la peinture, l'architecture nourrissant mes grandes joies intérieures. La musique viendrait plus tard, après que la douleur lui aurait ouvert le passage.

J'avais donc accueilli Jean Polinet uniquement parce que je n'ai jamais rien su refuser. Je lisais en diagonale ses analyses de concert. Au bout de quelques mois, l'homme se mit à m'intéresser vivement. Ce garçon, timide comme une communicante, avait une âme d'une fraîcheur presque mystique. Rex était pour lui un grand hymne. Sur le thème que j'avais lancé dans le paysage spirituel de mon pays, il inscrivait des chants beethovéniens et wagnériens. Il transposa ainsi un jour, dans le domaine musical, mon livre « Révolution des Ames » et arriva à une reconstitution bouleversante. C'est lui peut-être qui guida inconsciemment mon âme vers les frémissements déchirants de la musique. Je lui dois alors mes plus grands émois, ceux qui s'inscrivent à jamais dans les méandres les plus profonds, les plus invisibles du cœur.

Il revenait du journal à une heure, à deux heures du matin, à pied, à travers Bruxelles complètement obscurci par le black-out. Myope total, il se jetait sur tous les obstacles. Il réapparaissait le lendemain, le nez tuméfié, l'œil violet. On plaisantait. Il ne buvait que de l'eau pourtant. Mais il avait trouvé en route un bec de gaz spécialement résistant.

Artiste, il n'avait été qu'un artiste. Mais l'art, lui aussi, était devenu un crime en 1945. Si Beethoven avait dédié à l'Occupant sa « Symphonie Héroïque » un siècle plus tard, il eût été proprement pendu. Le pauvre Jean Polinet, pour avoir dit dans nos colonnes le génie de Wagner, fut envoyé devant le Conseil de Guerre de Bruxelles. Ces militaires sensibles seulement aux cuivres rugissants le condamnèrent à mort, comme ils avaient condamné le génial Jam, comme leurs collègues français avaient envoyé au poteau Robert Brasillach. La haine, au front de taureau, devait, naturellement, s'acharner sur ces âmes d'artistes.

*
* *

Autant Jean Polinet était long, autant le chef de notre rubrique sociale, Marcel Bailly, était minuscule. Il ne pesait rien. J'aurais pu le mettre sur mon épaule comme l'Enfant Jésus de Saint Christophe.

Il avait le sens social dans la peau, ayant vécu, fils de bourgeois, à Seraing, la grande cité ouvrière. Pendant toute son enfance et sa jeunesse, il avait vu la misère des travailleurs, de leurs familles, dans ces vallées lépreuses, rongées par les émanations des charbonnages, des aciéries et des usines à zinc. Il avait rompu courageusement avec un confort facile afin de poursuivre librement la vie ingrate de défenseur du peuple.

Depuis le début de Rex, il avait mené ce combat dans nos journaux, agressif quand il le fallait (les petits sont souvent incisifs) mais toujours humain, sensible à la bonté populaire.

Il ne s'occupait que de problèmes sociaux. Mais il avait lutté dans nos rangs. Cela suffit, en 1946, pour qu'on réclamât sa tête, sa toute petite tête, futée, malicieuse, où il y avait tant de feu pour défendre les humbles, les miséreux, le peuple qui souffre...

*
* *

Longtemps, *Le Pays Réel* avait eu pour technicien Victor Meulenijzer, ancien secrétaire de rédaction du journal catholique *Le Vingtième Siècle* et qui fut un de nos premiers camarades à être fusillé en 1945.

Très jeune, Victor Meulenijzer – « Meul » comme nous disions – avait été durci par la vie, menant en Amérique du Sud l'âpre existence de gosses d'émigrés. Puis des temps meilleurs étaient venus. Il s'était marié. Ses enfants étaient beaux, décidés. Son foyer avait fini par connaître l'aisance. Mais la marque des premières années était restée, une sorte d'âpreté, de tension, d'inaptitude à se détendre. Il avait heurté ainsi beaucoup de gens, qui lui trouvaient un caractère revêche alors qu'il s'agissait seulement d'une âme où l'adversité avait enfoncé trop tôt ses dents aiguës.

Avant la guerre, il s'était dépensé au seul *Pays Réel*. Durant la guerre, il s'appliqua davantage à la rédaction et au lancement de nouveaux journaux de Rex, type « neutre », qui allaient rapidement connaître un succès de loin supérieur à celui de notre presse partisane.

Le Belge, même socialiste, est bourgeois et conservateur. Il tient essentiellement à ses habitudes, lit le même journal

pendant vingt ans, parce que son œil s'est fait aux caractères, à la largeur des colonnes, à la présentation des titres. Changer quoi que ce soit à tout cela est fatal. Un journal comme *La Libre Belgique* est le plus solide quotidien de Bruxelles parce qu'il s'est préservé comme de la peste de toute modification – même heureuse – qui surprendrait et irriterait ses lecteurs.

Bruxelles possédait avant 1940 un hebdomadaire appelé *Pourquoi pas ?*, qui reflétait la grosse médiocrité du public belge. On y publiait des portraits pittoresquement torchés, puis soixante ou quatre-vingts colonnes d'échos généralement fort vulgaires et de petites histoires salaces qui ranimaient allègrement l'instinct porcin dans le corps de tout bourgeois plus ou moins hors de service.

Je chargeai Meulenijzer de préparer le lancement d'un hebdomadaire similaire, mais moralement correct, que nous baptisâmes *Voilà*. Nous le fîmes composer et imprimer exactement comme le *Pourquoi pas ?* disparu, au même format, sur les mêmes linotypes et les mêmes rotatives. Aussitôt le public franc-maçon, libéral, anglophile, bourgeois ventru, qui achetait précédemment *Pourquoi pas ?*, se rua sur le *Voilà* édité par des Rexistes !

Je n'avais pas caché mon jeu. J'avais déposé légalement le titre de notre nouvel hebdomadaire, en le faisant suivre de mon nom. Cet avis officiel fut reproduit à de nombreuses reprises dans de petits tracts anglophiles, pour détourner le public de notre publication. Rien n'y fit. Son succès fut chaque semaine plus vif. Pas un bourgeois anti-rexiste n'eût manqué de nous verser deux francs chaque semaine pour lire une revue qui n'avait idéologiquement, avec le *Pourquoi pas ?* d'avant la guerre, pas le moindre point commun ! Mais la présentation, les colonnes, les caractères étaient les mêmes. Et dans la vieille outre de leurs habitudes, pendant quatre ans les anglophiles burent notre vin.

A mon congé du Caucase, j'avais décidé de tenter la même expérience en lançant un quotidien, cette fois-là, qui prendrait l'apparence extérieure du stupide *Paris-Soir*, si apprécié avant la guerre, en Belgique, par la grande masse des imbéciles.

C'est Victor Meulenijzer qui prit également la direction de ce quotidien rexiste camouflé, appelé *L'Avenir*. Il commença à tirer à douze mille exemplaires. Il atteignit en quelques mois les deux cent mille. Sans les restrictions de papier, il fût arrivé à quatre cents, à cinq cent mille exemplaires chaque jour. Tous nos ennemis se précipitaient sur cette feuille, payaient deux ou trois fois le prix au vendeur tellement on se disputait les numéros !

Que contenait-il de plus que *Le Pays Réel* ? Rien sinon qu'il s'adressait à des imbéciles et s'était adapté à eux. Se faire lire des imbéciles réclame beaucoup d'intelligence. Meulenijzer avait cette intelligence au plus haut point. Il éprouvait un plaisir presque sadique à voir ces deux cent mille poissons aux yeux globuleux mordre chaque après-midi à l'asticot de sa ligne. Parfois, il s'amusait à publier une histoire phénoménale, d'une bêtise à tomber mort. Je me fâchai, trouvant qu'il allait trop loin. Deux jours après, sarcastique et triomphant, il arrivait, portant une valise de lettres enthousiastes de lecteurs qui en redemandaient !...

Mais, sous la protection de ces utiles stupidités, Meulenijzer parvint à faire passer dans le grand public un lot quotidien de vérités nécessaires que les deux cent mille acheteurs du journal et leurs familles avalaient goulûment avec le reste, comme le requin avale le naufragé avec ses fixe-chaussettes et ses brodequins.

C'était un drôle de travail. Mais le travail « style démocratique », c'est l'orientation des imbéciles.

ARGENT PROPRE ET ÂMES PROPRES

Les fonds de la presse de Rex pendant la guerre. – Deux cent mille idiots. – Nos directeurs commerciaux, Charles Raty et Robert du Welz. – Nos millions, cadeaux des Anglophiles. – Utilisation de ces ressources. – Ma fortune personnelle, le dernier jour de la guerre: 850 francs. – Travail sans traitement pendant dix années. – Mains vides, mains propres. – Indépendance financière du Mouvement Rexiste. – Les Allemands et les frais des Services de Protection de Rex en 1944. – Vie grave et modeste de nos dirigeants. – La mort à mille francs par mois. – Merveilleuse élite.

La direction commerciale de la presse de Rex était aux mains de mon beau-frère Charles Raty, pacifique tanneur de Bouillon, qui avait passé dix ans de sa vie à approvisionner les cordonniers de la vallée de la Semois en cuirs qui sentaient bon la bête et l'écorce, parfum fort qui me revient encore aux narines.

Les Raty étaient une famille d'artistes, graveurs, brodeurs, sculpteurs de bois et peintres. Albert Raty, frère de Charles, est le plus puissant peintre paysagiste de l'Ardenne.

Charles Raty menait dans la vallée une petite vie sans histoire. Son jardin longeait l'eau. Quand il quittait ses cuirs, c'était pour surveiller ses salades, ses poires en espaliers et ses deux petites filles étendues sur des peaux de mouton au soleil.

Je le sortis en 1937 de cette existence douillette pour le mettre à la tête de l'affaire périlleuse qu'était la presse de Rex.

Je désirais avoir à la direction de cette société une personne de ma famille parce que, bon gré mal gré, elle était devenue une affaire de famille. Les souscripteurs renâclant, j'avais bien été obligé d'investir dans nos journaux le plus clair de notre fortune. Chaque augmentation de capital était une gageure. Plusieurs millions furent ainsi immobilisés.

Charles Raty assumait la lourde tâche de veiller à ce que, si possible, l'entière de ce patrimoine ne se perdît pas. Il s'y employa avec une honnêteté scrupuleuse, à laquelle ses juges rendirent hommage lorsqu'en 1946, ils lui infligèrent vingt ans de prison, mais où on le traita, par la suite, parce qu'il était mon beau-frère, avec une inhumanité si barbare qu'on le trouva mort un matin, plié en deux dans une mare de sang.

Malgré la prudence et le zèle de Charles Raty, la presse rexiste fut longtemps une médiocre affaire, comme presque toutes les affaires de presse politique.

Jamais elle ne rapporta un centime d'intérêt. Elle eût continué à végéter pendant la guerre si la réussite miraculeuse de nos journaux camouflés, *Voilà* et *L'Avenir*, destinés aux idiots naturellement innombrables, n'était venue nous apporter d'heureux gains, fort agréablement acceptés.

Ces rentrées nous mettaient de la meilleure humeur, non seulement parce que nous en avions besoin, mais parce que vraiment, c'était très drôle de faire vivre notre presse de combat uniquement grâce à l'appui financier des imbéciles et des anglophiles (termes jumelés, généralement).

Au procès de la presse de Rex, en 1946, nul ne se risqua sérieusement à prétendre que jamais un subside allemand avait été attribué à celle-ci.

Pourquoi notre presse eût-elle été s'emberlificoter dans des histoires d'appuis financiers du Reich, quand elle recevait à flots le bel argent de ses adversaires? Trente, quarante, cinquante mille lecteurs dominicaux de *Voilà* à partir de 1940 puis, par la suite, deux cent mille crétins, lecteurs quotidiens de *L'Avenir*, assuraient avec une régularité touchante la subsistance de nos feuilles officielles et me permettaient de vivre avec une liberté de mouvement absolue!

[*Voilà*, doublure de *Pourquoi Pas?* et *L'Avenir*, doublure de *Paris-Soir*, atteignant des tirages astronomiques, la publicité avait suivi à un rythme forcené. Le directeur de notre société de publicité était un rexiste liégeois, Robert du Welz. Celui-ci avait été, pendant la Première Guerre Mondiale, un soldat d'une magnifique audace. En 1915, jeune étudiant de seize ans, il avait voulu franchir la frontière hollando-belge, s'engager à l'Yser. Il s'était fait pincer au moment où il se glissait sous les fils électriques. Il avait été emmené comme prisonnier au fond du Reich. Mais c'était un gamin indomptable. Il s'évada, traversa à pied, à la boussole, la nuit, l'Allemagne entière. Il fut repris.

Il s'évada une deuxième fois. Et, après plusieurs semaines de marches anéantissantes, il arriva à quelques kilomètres de la frontière hollandaise. Il fallait franchir une rivière glaciale. Un petit pont en dos d'âne luisait sous la lune, terrible tentation en plein hiver. Il rampa, arriva à la crête... Un Allemand couché sur le sol, de l'autre côté, le tenait au bout de son fusil! Il fut renvoyé à son camp, enfermé pendant un mois dans un petit cachot noir, nourri de croutons de pain sec. Il y perdit seize kilos.

Il s'évada une troisième fois, refit, une troisième fois, la traversée nocturne du Reich, ne se laissa plus tenter par les ponts et, après un dernier barbotage à travers les marais du nord-ouest de

l'Allemagne, atteignit la Hollande, puis l'Angleterre et le Front belge.

Il eût pu se contenter de ce passé glorieux. Sa société « Belgique-Publicité » était des plus florissante. Il avait sept enfants, la femme la plus intelligente qui existait en Belgique, d'une trempe d'acier, cynamique, toujours joyeuse, d'un dévouement sans limites, dernière descendante belge du fameux Marquis de Lede qui conquit la Sicile pour Philippe V d'Espagne, y devint Vice-Roi, vainquit les Maures en Afrique, conquît Ceuta, fut nommé Chevalier de la Toison d'Or, Grand d'Espagne et Régent de ce Royaume pendant la minorité de Louis I^{er}.

Robert du Welz avait conservé des Allemands de 1914-1918 des souvenirs particulièrement pénibles. Son frère, volontaire comme lui, était mort héroïquement à l'Yser. C'est poussé par un patriotisme aussi fervent en 1941 qu'en 1915 qu'il partit avec nous en Russie, étouffant les répulsions du passé, parce qu'en 1941, le Front de notre Patrie n'était plus en Flandre, mais au Dniéper et au Donetz. C'est la Belgique qu'il défendait encore là-bas, comme tous ses camarades anciens combattants engagés dans nos rangs par centaines.

On l'en récompensa, en 1946, en le condamnant à mort, lui aussi, le rescapé de l'Yser, et en persécutant pendant des mois sa femme, arrachée à ses sept enfants, et jetée ignominieusement au fond des cachots démocratiques.

La société de Robert du Welz « Belgique-Publicité » lancée vers le triomphe, marcha quasiment toute seule, de 1941 à 1944. Robert du Welz donnait des coups de sonde lors de ses congés. Le personnel était bon. Les recettes venaient d'elles-mêmes. Le plus clair de la besogne était de les empocher. Besogne agréable et facile.]

*

* *

La vente énorme de nos numéros et les rames d'annonces quotidiennes des deux cent mille *Avenir* de chaque après-midi et des quarante à cinquante mille *Voilà* de chaque dimanche, ont-elles rapporté à la presse de Rex la fortune qu'on a dit ?

Je ne vois pas pourquoi j'éprouverais de la gêne à dire combien de millions l'imbécillité monumentale de nos adversaires a fait entrer dans nos caisses. La farce fut bonne. Elle me réjouit encore.

Mais les chiffres n'ont pas à être forcés. Tels quels, ils sont suffisamment pittoresques.

Au début, en 1940 et en 1941, nous ne possédions, en fait de journal attrape-nigauds, que *Voilà*. Celui-ci gagna, pour commencer, environ cinq mille francs par numéro, puis monta assez vite à une dizaine de milliers de francs. Il se stabilisa en 1942 dans les environs de vingt-cinq, trente mille francs par semaine, soit un gros million par an. Ce qui était très bien.

L'Avenir eut une existence plus brève : de l'été 1943 à l'été 1944. Mais, très vite sa publicité fut impressionnante. Il arriva au million de bénéfices mensuels.

Que fimes-nous de ces confortables appuis, alloués si aimablement par nos chers amis anglophiles ?

D'abord la presse de Rex en utilisa une partie comme fond de roulement. Dans les affaires de journaux, l'éditeur sert de banquier aux Messageries de presse et aux libraires. Un million, deux millions restent ainsi toujours en l'air. Les nôtres y restèrent définitivement, car les Allemands qui contrôlaient l'Agence Dechenne ne clôturèrent pas leurs comptes, à la fin août 1944, et, comme les dirigeants de la *Dresdner Bank*, ils levèrent le pied sans rembourser personne.

En outre, la presse de Rex acheta pour deux millions et demi, payés comptant, un gros immeuble à la Place de la Bourse à Bruxelles. Nous rêvions de monter là une imprimerie.

merie spectaculaire, avec des écrans lumineux pour les nouvelles, et des panneaux photographiques. C'eût été d'un effet de propagande très sûr. Mais l'arrivée des blindés de Montgomery à ladite Place de la Bourse, le 3 septembre 1944, remit cet intéressant programme à un tout petit peu plus tard !

L'argent, par notre société d'édition, m'appartenait personnellement, en fait, puisque, bon gré, mal gré, j'étais l'actionnaire quasiment exclusif de la presse de Rex. Ce n'était pas ma faute si personne n'avait voulu conserver ses titres. Je m'étais assez démené pour en coller à tous mes amis ! Ils me les avaient refilés promptement par la suite ! J'avais, au surplus, alimenté, aux moments les plus difficiles, le fond de roulement de nos journaux grâce à des avances faites par ma belle-famille. J'étais donc parfaitement en droit de les rembourser partiellement, voire même d'avoir ma part de gain si, après dix années passées sans la moindre distribution d'intérêt aux actionnaires, l'affaire, finalement tournait bien.

Pourtant je ne mis jamais de côté, pour moi, un centime de ces rentrées. Quelques centaines de milliers de francs, au long de ces années, à payer le réaménagement de mon habitation, pillée de fond en comble en 1940 et où je voulais recevoir mes invités dans une atmosphère de grandeur et d'art, digne du passé de mon pays. Ce furent les seuls investissements qui furent faits à des fins plus ou moins personnelles. A une douzaine d'exceptions près, mes vieux livres, tous relatifs à l'Histoire des Pays-Bas, mes manuscrits, me furent offerts à l'occasion de fêtes et d'anniversaires. Ces ouvrages, eux aussi, avaient une portée toute spéciale, créaient une ambiance de magnificence nationale, destinée à impressionner les visiteurs étrangers.

Si j'en avais eu la possibilité, j'eusse été beaucoup plus loin dans ce sens-là. Les derniers manuscrits des Pays-Bas que j'achetai à Paris en 1944 – et que la police démocratique vola galamment à ma femme – me furent livrés à crédit.

La vérité, c'est que le plus clair de l'argent que je me faisais remettre lors de mes congés sur mon compte créditeur, je le donnais aussitôt, pour soulager des infortunes ou pour encourager les plus vaillants. J'ai dépensé, notamment, des centaines de milliers de francs par an à payer discrètement les cantines de nos soldats et leurs stocks énormes de cigarettes. Mes revenus entiers s'en allèrent ainsi à mon action politique ou militaire.

Comme cela fut établi officiellement par la Sûreté Espagnole, lors de mon atterrissage forcé à San Sébastian, le 8 mai 1945, j'ai terminé la Deuxième Guerre Mondiale riche de 850 francs exactement. Ce qui n'empêcha pas la Justice belge de braver le ridicule en me condamnant démagogiquement, par contumace, après quelques minutes d'audience, à la plus forte amende qui frappa jamais un homme politique au monde : cent millions de francs belges ! On avait même réclamé cinq cents millions !

Les magistrats militaires belges de Belgique ont pourtant fouillé, retourné ma vie dans tous les sens. Ils savaient parfaitement ce qu'il en était. Je n'ai pas le moindre compte en banque. Je n'avais placé de l'argent nulle part, ni en Belgique ni l'étranger. Les lettres intimes envoyées par moi, en 1944 du front d'Esthonie à ma famille, et saisies par la Justice, ont établi de la façon la plus nette que je ne possédais à la fin de l'Occupation ni compte courant, à quelque banque que ce fût, ni réserves camouflées, si minimes fussent-elles, ni devises étrangères, ni cent grammes d'or. Envisageant avec angoisse l'exil des miens, je demandais instamment « qu'on raclât les tiroirs ». Ce n'était pas un langage de milliardaire !

Ma famille vivait au jour le jour. Ma femme réglait elle-même les factures des fournisseurs.

*

* *

Le Mouvement Rexiste ne me versa jamais un centime de traitement. Cela aussi peut paraître incroyable, mais c'est pourtant rigoureusement exact.

En un siècle où tout se vend et se paye, je peux dire avec fierté que, pendant mes dix années d'action politique, je n'ai jamais émargé, pour le plus minime traitement, aux caisses de Rex. J'ai travaillé pour rien, absolument pour rien ! J'ai donné près de deux mille meetings, qui rapportèrent des millions (chacun de mes grands meetings au Palais des Sports de Bruxelles faisait cent à cent dix mille francs de recette !), sans recevoir jamais personnellement de rémunération quelconque.

Je ne vivais que de ma plume.

Et encore, c'était me payer moi-même, puisque la presse de Rex, qui ne payait pas mes articles, était quasiment ma propriété ! Ce traitement était d'ailleurs dérisoire : cent francs par jour, trois mille francs par mois, que je réduisis même à 2700 francs aux moments durs, alors que *Gringoire*, à Paris, me payait trois mille cinq cents francs par article et me suppliait d'en écrire un chaque semaine ! En deux heures à *Gringoire*, je gagnais plus qu'en un mois au *Pays Réel*, où j'écrivais généralement deux articles tous les jours et où je trimais dans l'encre et le cambouis jusqu'à des heures impossibles !

En 1940, la vie renchérisant, mon traitement au *Pays Réel* fut majoré. Je reçus alors cinq mille francs par mois. Ce fut mon plafond, comme directeur d'une série de journaux !

J'ai toujours vécu avec le mépris total de « l'argent pour l'argent ». Quand j'en avais, j'étais capable de le faire valser royalement, ne lui trouvant d'intérêt que dans la mesure où il me procurait une détente exaltante ou me permettait d'acquérir une œuvre d'art, un ouvrage ancien, un meuble de classe.

Mes dépenses personnelles furent exclusivement de cet ordre-là.

Mais quand je n'avais rien, je ne me portais pas plus mal. Je pouvais me payer – et payer à d'autres – un déjeuner de tout premier ordre. Il y a aussi une poésie des plats et des vins. Mais, la plupart du temps, c'est des centaines de nuits où j'ai diné, au retour de mes meetings, d'un sachet de frites à un franc que j'achetais, au passage, près de la place Rogier à Bruxelles ou au coin de la collégiale Saint Pierre à Louvain.

L'adversité m'a trouvé sans besoin d'aucun ordre.

Si mes mains restèrent vides en 1945, du moins étaient-elles nettes comme au premier jour où, jeune garçon inconnu et naïf, je me dressai pour projeter mon rêve dans le cœur de mon pays.

*

* *

Victor Matthijs se promena, aussi olympien que moi, durant toute la guerre, parmi les tentations de la richesse.

Je dus écrire du front à Charles Raty pour qu'on augmentât son traitement de directeur du *Pays Réel*, son seul gagne-pain, qui fut porté successivement à cinq milles francs, puis dix mille francs. De lui-même, il n'eût jamais demandé une majoration quelconque. Son café noir et ses soixante cigarettes quotidiennes étaient ses seules folies, fort pacifiques.

Le Mouvement Rexiste, tout comme la presse de Rex, vivait de ses ressources. En 1940, celles-ci étaient faibles. A cause de cela, notre remise en marche avait été difficile, basée sur un prêt de 15000 francs que me fit un ami bruxellois industriel, mais jamais il ne me vint à l'esprit un seul instant l'idée que les Allemands pourraient, de quelque manière que ce fût, « compléter nos rentrées ». Nous étions farouchement natio-

nalistes. Nos comptes ne regardaient que les Belges. Pas un Allemand n'eût pu dire, à dix ou à quatre-vingt-dix pour cent près, de quoi et comment nous vivions.

Louis Collard, excellent organisateur, décida par la suite un certain nombre de commerçants, d'industriels ou de fonctionnaires rexistes à verser chacun une forte cotisation mensuelle – presque une taxe! – ou à payer l'appointement d'un chef de service du Mouvement. Grâce à ce système ingénieux, il put développer fortement son réseau, toujours dans le même esprit d'indépendance.

Nous n'avions pas, en Belgique, les mœurs des Doriot et autres collaborateurs français payés par Vichy, payés par l'Ambassade d'Allemagne, payés par la *Propagandastaffel*, payés par le SD. Ces gens avaient, eux, des besoins effrayants. Leurs mouvements politiques étaient des mouvements fantômes. Même les collaborateurs parisiens, dont les journaux parlaient beaucoup d'argent, se faisaient encore servir des subsides, chaque mois, aux guichets de Laval et aux guichets d'Abetz.

La Collaboration en Belgique fut honnête.

Sans la vague horrible de crimes politiques de l'année 1943, obligeant nos dirigeants à créer des services de protection fort onéreux et à payer la solde de centaines de garçons chargés de protéger la vie des familles sans défense, jamais la moindre intervention financière extra-rexiste, si indirecte fût-elle, n'eût dû être envisagée.

Mais à la fin de cette année-là les massacres étaient devenus si effroyables et tellement nombreux qu'il ne fut plus possible d'abandonner plus longtemps à eux-mêmes, sans défense quelconque, les milliers de Rexistes qui assumaient des fonctions publiques, ainsi que les femmes, les parents, les enfants, que guettaient les mitraillettes des assassins démocrates. Ceux-ci coûtaient aux ministres belges de Londres des

sommes inouïes: le centre de terrorisme communiste appelé F.I. (Front de l'Indépendance: fameuse indépendance!) reçut du gouvernement Pierlot jusqu'à dix-huit millions en un mois, pour massacrer nos compatriotes!

Pour protéger les milliers de vies menacées à chaque instant par ces spadassins à gages, les autorités allemandes décidèrent en 1943 de rassembler quelques centaines de gardes du corps qui seraient employés à défendre la vie des membres des mouvements d'Ordre Nouveau et de leur famille.

En Flandre, le réseau fut rapidement monté par la SS, qui embrigada des « *Algemeene SS* » flamands, vêtus de noir, d'où le nom de « *Zwart* » (*noir* en néerlandais), qui allait être appliqué par la suite à tous les collaborateurs, noirs ou non.

Mais ces forces de protection flamandes avaient été placées sous les ordres de militaires allemands.

Jamais je n'avais admis ce système, ni au front russe ni au pays. Perdre l'indépendance militaire, c'était perdre, à l'avance l'indépendance politique. Mes amis, Victor Matthijs en tête, connaissaient mon entêtement à ce sujet. Accepter, eux, un arrangement pareil, ce serait provoquer de ma part un désaveu retentissant.

Pourtant il était matériellement impossible à Rex de faire face à de telles dépenses, absolument extrapolitiques. Ni les cotisations, ni la vente des journaux n'eussent pu payer la solde et les frais d'entretien de ces mille à deux mille gardes intérieurs.

Comme Rex se refusait à toute solution du genre *Allgemeine-SS* et qu'aucun organisme de protection ne se créait, les autorités allemandes, responsables de l'ordre, en dernier ressort, acceptèrent finalement, tout en assumant la charge économique de cet organisme, de renoncer à recruter eux-mêmes ces milices et à les commander. Seul Rex, c'est-à-

dire en l'occurrence Victor Matthijs, aurait initiative et pouvoir à cet effet. Un tel arrangement sauvait l'essentiel: le service de protection des familles d'Ordre Nouveau en territoire wallon resterait, exclusivement, dans des mains belges.

Victor Matthijs aurait pu, certes, laisser les Allemands monter l'affaire eux-mêmes. C'eût été beaucoup plus simple pour Rex et cela lui eût évité personnellement de viles accusations. Victor Matthijs s'opposa courageusement à la création d'une police wallonne qui serait l'instrument du SD allemand, parce qu'il redoutait que cette troupe, si elle était commandée et payée directement par le Reich, ne soit détournée de sa mission défensive, engagée dans des opérations de mouchardage ou de répression et utilisée, après la guerre, comme troupe de choc dénationalisée.

Et encore, ces gardes et leur état-major ne furent-ils recrutés que durant les tout derniers mois de l'Occupation, alors que chaque semaine une cinquantaine des nôtres étaient assassinés, dans des conditions de sauvagerie effroyable.

Victor Matthijs, en se ralliant, bien malgré lui, à ce système, sauva certainement des milliers de vies innocentes. Il n'y avait plus moyen de faire autrement, en face de tant de crimes et de tant d'argent londonien qui finançait les crimes. La responsabilité morale de cet arrangement revient aux seuls terroristes et à leurs sanguinaires bailleurs de fonds, ceux-là bien à l'abri dans leurs fauteuils de Londres, derrière les micros de leur radio protectrice.

*
* *

En dehors de cet épisode final, Rex œuvre, du premier au dernier jour de l'Occupation, avec ses propres ressources, exclusivement.

Je le dis, je l'affirme, et toutes les archives allemandes saisies après la guerre le prouvent: jamais, sauf pour cette défense *in extremis* de la vie même de nos militants et seulement de décembre 1943 à août 1944 -, jamais le moindre contact à propos d'argent n'eut lieu entre Rex et un service allemand quel qu'il fût, sous quelque forme que ce fût.

Le Mouvement Rexiste vivait modestement, durement. La conduite de nos dirigeants était d'une dignité exemplaire. Victor Matthijs habita, jusqu'en 1943, un appartement très modeste; lorsqu'il dut recevoir, lui aussi, sans enthousiasme aucun, qu'on me croie, des gardes qu'il n'eût pu héberger dans son petit corridor, il émigra en 1944 dans une maison à deux chambres par étage, à l'avenue Molière. Quant à Louis Collard, il campait n'importe où, jeune mari rayonnant à qui une chaumière suffisait, les deux cœurs étant à pied d'œuvre. Félix Francq, dont la famille avait du bien, se payait un loyer de mille francs par mois, pas un sou de plus.

De haut en bas de Rex, c'était la même vie simple, face à des menaces de mort incessantes.

Les traitements officiels que recevaient nos échevins, nos bourgmestres, nos députés permanents étaient dérisoires en général. Le plus obscur *smokkeleer*¹ gagnait vingt fois plus que ces « Collaborateurs » qui, chaque jour, risquaient d'être mitraillés par un sadique ou l'autre.

Pourtant, quelle admirable élite c'était!

Nos gouverneurs de province, tel que le Baron Adrien Gillès de Pélichy, chef du Brabant, toujours aimable, sans cesse à sa tâche, jeune père de huit petits enfants qui pouvaient être orphelins n'importe quel jour!

1.- *Note de l'éditeur.* Léon Degrelle utilise ici un terme du patois flamand bruxellois: un « smokkeleer » est un fraudeur qui se livre au marché noir.

Nos bourgmestres, tels le Docteur Hainaut de Verviers ou le Député Teughels de Charleroi, tombés tous deux sous les balles assassines des terroristes, ou l'inoubliable maïeur du Grand-Liège, l'ingénieur Dargent, entouré d'une équipe capable, enthousiaste, et qu'on fusilla ignoblement après la guerre.

Nos échevins, tel le Sénateur Brunet, notaire honoré de tous, disposant d'une magnifique fortune, n'ayant besoin de rien ni de personne et risquant sa vie, ses biens, pour servir son pays!

Des centaines d'hommes tombaient. Des centaines d'autres les remplaçaient aussitôt. Nos administrateurs publics, éparpillés à Bruxelles et dans toute la Wallonie, bravant la mort à chaque instant, touchaient, pour leur travail administratif, à peine mille francs par mois!

Quels sont les anglophiles, wallons ou flamands, qui eussent ainsi offert leur vie? Les Demany et autres spadassins de la « Résistance » coûtèrent des centaines de millions au gouvernement de Londres (millions dont, souvent, on a bizarrement perdu la trace!). Beaucoup d'anglophiles, peureusement tapis, attendaient de voir comment cela tournerait. Ils se gardaient bien d'aller risquer leur peau dans des *kommandos* alliés! Les Belges courageux qui coururent là-bas, ou... qui s'y trouvèrent par hasard, furent une poignée nous l'avons vu, représentant un demi-millième de la population belge en tout! Un demi-millième! Mais quelle kermesse « patriotique » firent ces 999,5 pour 1 000 lorsque tout danger eut disparu!

Un monstrueux marché noir gavait les estomacs et souillait les consciences. Parmi tant de lâcheté et de corruption, il fallait à nos amis un héroïsme surhumain pour assumer des fonctions sans gloire, sans profit, à la tête de centaines de cités ou d'organismes administratifs qui avaient absolument besoin de guides.

Ce sera l'éternelle fierté de Rex d'avoir engendré ces dévouements sublimes, sans cesse renouvelés. On eut beau mitrailler. On eut beau assassiner. Jamais un poste ne resta vacant. Le lendemain, la place du mort était reprise par un autre camarade, sans un mot inutile, sans découragement, sans crainte.

Il fallait avoir atteint le fond des cœurs pour susciter de telles vocations – des milliers de vocations! –, portées si haut et dépouillées de tout intérêt humain, si spiritualisées, si fermes malgré la haine, les crimes sauvages qui eussent dû épouvanter, terroriser, malgré les nouvelles militaires, toujours plus déprimantes, qui eussent dû provoquer le sauve-qui-peut!

Mais rien n'épouvante ou ne déprime une âme qui croit.

Rex fut vraiment une moisson d'âmes.

Des milliers de nos camarades tombèrent au Front de l'Est et au Front intérieur.

Plusieurs centaines de milliers d'autres, emprisonnés, traqués ou déclarés « inciviques », subirent fièrement, sans remords, les persécutions ignobles de l'après-guerre.

Face à la mort ou la persécution, face à la haine sauvage et à l'injustice, ils conservèrent le regard droit, parce qu'ils avaient lutté pour une grande cause.

Rex fut vraiment une épopée mystique.

MOSCOU ET LE TERRORISME

Des siècles en arrière: rentrée des civils dans la guerre. – Légalisation du terrorisme. – Les bourgeois à la remorque de la Tchéka. – Les communistes, grands organisateurs et grands bénéficiaires de cette systématisation du crime politique. – Emasculation de la bourgeoisie après la guerre. – Inutilité militaire du terrorisme. – Le but des massacres: jeter parmi les foules une panique durable. – Centaines d'assassinats de « petits ». – Traîtres de la « Résistance » et Gestapo. – On tue les vieillards, les enfants en bas âge. – La chasse aux familles des volontaires du Front de l'Est. – Assassinat de mon frère Edouard. – Les femmes des Légionnaires abattues en série: sept d'entre elles tuées, en un seul matin, à Cuesmes, dans le Hainaut.

Le terrorisme généralisé fut une des créations les plus abominables de la Deuxième Guerre Mondiale. L'Histoire devra le retenir, au même titre que les projectiles au phosphore, les chambres à gaz et la bombe atomique.

Plusieurs siècles d'action constante de l'Eglise et de civilisation, de progrès dans les relations politiques et sociales,

avaient abouti, après bien des peines, à mettre hors la guerre les civils: le système des guérillas de francs-tireurs avait été solennellement répudié par les peuples.

Il fallut les abominables haines politiques du XX^e siècle pour réintroduire les civils dans la guerre, avec des raffinements de lâcheté et de cruauté qui dépassèrent en horreur les pièges et les vengeances des guerres de religion du XVI^e siècle.

Le phénomène ne fut pas isolé. Il ne fut pas limité dans le temps. Il perdura, s'est retourné rapidement contre ceux-là mêmes qui l'avaient inventé ou encouragé. Pourquoi le terroriste, héros lorsqu'armé par Churchill, il assassinait des femmes ou des enfants de « Collaborateur » en Belgique et en France, fût-il devenu soudain un « bandit », pourquoi fallait-il le pendre haut et court le jour où il appliquait exactement, contre les Anglais de l'après-guerre, en Grèce, en Palestine, en Birmanie, en Egypte, en Palestine ou ailleurs, les méthodes auxquelles ces mêmes Anglais l'avaient entraîné, avec tant d'enthousiasme, en 1943, ou en 1944? Idem pour les Français, en Indochine, au Maroc, en Tunisie ou en Algérie.

On a légalisé le crime politique, de 1941 à 1945, on lui a permis de prendre une extension horrible, d'atteindre, à défaut de l'adversaire, ses parents, fussent-ils septuagénaires ou octogénaires, sa femme, fût-elle enceinte, ses enfants, fussent-ils âgés seulement de quelques années!

Tout cela fut parfait de 1941 à 1944, vivement recommandé, était acclamé, dépeint comme relevant du super-patriotisme, les assassins décorés sur toutes les coutures.

On a ramené l'humanité à des siècles en arrière. On a violé les conventions internationales les plus précises. On a introduit, dans la conception de la guerre, une forme de combat d'une sauvagerie épouvantable, à laquelle on a donné officiellement un caractère hautement moral.

Pourquoi, alors, ce caractère se limiterait-il à une guerre?

La paix n'était pas encore signée que les Russes (en Pologne) et les Anglais (au Moyen-Orient), les deux grands instigateurs du terrorisme européen, voyaient ce terrorisme renaître, tout naturellement, contre eux!

*

* *

Les Soviets se tireront d'affaire en massacrant davantage. On le vit bien en Hongrie, en 1956. Mais les régimes bourgeois qui adoptèrent et sanctionnèrent ces méthodes de cannibales en seront tôt ou tard les victimes.

On a pu assassiner individuellement des milliers de civils sans défense: c'était merveilleux! On a pu massacrer les femmes, les enfants pour semer davantage l'épouvante: c'était merveilleux! Pourquoi demain ne serait-ce plus merveilleux?...

En 1940, tuer un civil était un crime. En 1943, en 1944, c'était un acte hautement apprécié, qui frisait le sommet de l'héroïsme!

C'est cette reconnaissance morale du droit de massacrer et de terroriser les faibles, au hasard, qui, plus que les tueries elles-mêmes, fut fatale parce qu'elle donna un statut au crime politique.

Ce statut vaudra à l'avenir comme il valut dans le passé.

Désormais, le civil vit dans la jungle. Celui qui, de près ou de loin, touche à la politique est à la merci d'un spadassin. Le soldat lui-même peut être frappé dans son foyer: on peut, comme on le fit dans les familles de nos volontaires du Front de l'Est, assassiner sa femme, ses enfants afin de démoraliser le combattant lointain. Tout cela s'est perpétré en grand, de 1941 à 1945. Le système est passé dans les mœurs. Il n'en sortira pas de sitôt. Qu'une Troisième Guerre Mondiale éclate avec les Soviets et on le verra!

Ceux qui ont inventé, lancé, approuvé, financé ces méthodes sataniques d'exterminations aveugles des civils, dans le seul but de semer l'épouvante, non seulement se sont rendus coupables de crimes de guerres flagrants, mais ils ont donné un caractère effroyable de droit à la systématisation de la guerre civile.

Tuer un civil, cent civils fut admis; convertir leur foyer en charnier fut admis. Les crimes commis au nom de ce nouveau droit international ne sont rien à côté de ceux que cette législation sanguinaire engendrera dans l'avenir. Avant que le crime politique, le crime contre les civils sans défense, ne soit remis hors-la-loi, des fleuves de sang couleront dans le monde, on le verra.

Les responsables de cette moralisation de l'assassinat politique ont assumé, devant l'Histoire, une responsabilité épouvantable.

*
* *

Que le bolchevisme, né de l'assassinat de dizaines de millions de Russes, ait lancé ces méthodes sanguinaires à travers l'ouest de l'Europe en 1941, était encore été plus ou moins imaginable.

C'était l'exportation des méthodes de la Tchéka.

Mais que des régimes conservateurs à la Churchill, à la de Gaulle, à la Pierlot, prétendument civilisés, se soient mis, à partir de 1942, à la remorque de cette Tchéka internationalisée, aient approuvé sa tactique, aient approvisionné en armes et en argent ces terroristes, communistes pour la plupart, aient officiellement fait entrer ces procédés monstrueux dans leur conception de guerre moderne, voilà qui en dit long sur l'état d'aberration et de décomposition morale de la bourgeoisie capitaliste.

Elle n'a pas inventé le terrorisme, certes non. Elle n'a fait que suivre les Soviets. Mais sa lâcheté n'en est que plus lamentable. Un Churchill, un Pierlot n'avaient certainement jamais pensé, au début, à recourir à de pareils crimes. Mais quand ils virent ces massacres – qu'ordonnaient les Soviets – se généraliser dans toute l'Europe, ils craignirent que les communistes ne s'en fissent un tremplin et ils se précipitèrent à leur tour dans le bain de sang: Churchill, fournissant les mitraillettes, les « Pierlot et consorts » envoyant jusqu'à dix-huit millions de subsides mensuels aux assassins du « Front de l'Indépendance », faisant déclarer à leur radio: « Choisissez chacun votre Rexiste »!

Les Churchill, les Pierlot voulaient paraître les chefs de file qui commandaient tout, alors qu'en fait ce sont les gens des Soviétiques qui commandaient.

Pour avoir l'apparence de l'autorité sur les terroristes, un sinistre politicien bourgeois comme le Belge Pierlot assumait la responsabilité de leurs crimes en Belgique, lâcheté, vanité sanglante qui ne trompèrent personne! Ce sont les communistes qui ont créé le terrorisme. Ce sont eux qui l'ont tenu en main durant toute la guerre.

Et ils n'ont pas fini de s'en servir!

On ne répétera jamais assez que, tant qu'il ne s'agit que du sort de la France et de la Belgique, il n'y eut pas de terrorisme.

Il ne se produisit pas un seul attentat politique – si insignifiant fût-il – avant que l'URSS n'entrât dans la guerre, le 22 juin 1942. Les gouvernements bourgeois n'eussent jamais, d'eux-mêmes, pensé à sortir des conventions internationales et recourir à des procédés de super-apaches. Quant aux communistes de Belgique et de France, ils léchaient alors sagement les bottes de la *Wehrmacht* occupant leur pays. Ils se dressèrent contre Hitler, non point quand leurs patries théoriques furent envahies mais quand leur mère-patrie l'URSS fut envahie.

La « Résistance » ne naquit dans les pays occupés et le terrorisme n'apparut que quand le communisme entra dans la Deuxième Guerre Mondiale. Voilà la rigoureuse vérité. L'Histoire sera formelle à ce sujet. Il n'y eut de maquis nulle part avant août 1941 ! Il n'y eut d'attentat politique nulle part avant août 1941 !

Les communistes sont parfaitement en droit de prétendre que la résistance intérieure et le terrorisme furent leur œuvre. Ils les créèrent. Ils en furent les éléments dynamiques. Des bourgeois imbéciles les rejoignirent. D'autres bourgeois imbéciles à la de Gaulle et à la Pierlot les soutinrent. Les communistes acceptèrent avec empressement leurs mitraillettes, leurs barres d'or, leurs livres sterling et, après la guerre, leurs grandes croix et leurs grands cordons. Ils acceptèrent, surtout, la reconnaissance publique de leurs méthodes criminelles de lutte civile, devinant dès alors le parti formidable qu'ils pourraient en tirer un jour, contre ces mêmes bourgeois idiots et approbateurs.

Mais ils furent, ils restèrent jusqu'à la fin de la guerre, les grands maîtres et les grands bénéficiaires de l'entreprise. Les bénéficiaires matériels : ils mirent à profit le caractère quasi-légal de leurs forfaits pour accumuler dans les caisses de leur Parti des fortunes considérables, milliards volés aux agences de la Banque de France, trésor de Mussolini subtilisé à Dongo, en Italie du Nord, dizaines de millions de francs belges parachutés et aussitôt « égarés ». Et aussi les bénéficiaires politiques : ils massacrèrent, au nom de la « Résistance », les éléments les plus actifs des partis de « Droite ». Ils épouvantèrent définitivement la bourgeoisie, peureuse déjà au naturel, bien décidée, depuis ce bain de sang, à ne plus se risquer dans des complications politiques, celles-ci valant, pour un oui pour un non, une balle dans la nuque, une rafale de mitraillette dans le ventre ou le massacre de la famille au grand complet !

Le terrorisme, né le 22 juin 1941, était une bombe à retardement.

Il a montré clairement aux bourgeois qu'il coûtait cher de s'opposer au communisme. La bourgeoisie s'est terrorisée elle-même en se ralliant au terrorisme.

La torpeur peureuse des bourgeois, phénomène si frappant de l'après-guerre, a trouvé là sa raison profonde : tous ont compris que la politique était un métier dangereux, qu'on se faisait assassiner pour un rien. Ils ont vu, en 1944 et en 1945, des centaines de milliers de personnes aller en prison et perdre tous leurs biens. Eux-mêmes, alors, crièrent avec les loups, tant qu'ils purent, tellement ils avaient peur d'être accusés. C'était déjà le terrorisme qui commençait à se déployer à leurs dépens. S'occuper de politique, d'une politique qui ne plaît pas à Moscou ? C'est se faire traiter aussitôt de « fasciste » ! Courir de tels dangers, alors que les communistes sont partout ? Le bourgeois préfère, depuis lors, se terrorer. Politiquement, il a capitulé.

Les communistes ont manœuvré de façon merveilleuse, nous éliminant d'abord à la mitraillette et à la bombe, nous les « durs », avec l'approbation, plus ou moins tremblarde, des « mous », balayant depuis lors toute possibilité de résistance civique de ceux-ci par l'évocation réfrigérante des armes automatiques qui avaient si puissamment fonctionné contre nous autres, une première fois, de 1941 à 1944.

Non seulement le terrorisme a tué le Droit, mais il a annihilé, politiquement, la bourgeoisie européenne qui avait imbécilement applaudi, d'abord, aux massacres, tant qu'il ne s'agissait que de nous, bâtisseurs d'une Europe unie débarrassée des Soviétiques, sans même remarquer que c'est eux, bourgeois, que Moscou visait, au-delà des idéalistes de l'anticommunisme.

Le terrorisme a ouvert aux gens de Moscou les portes d'une Europe dont les classes dirigeantes, au premier danger, se terreront au fond du clapier de leur peur.

Si elles s'avisait de résister, un pogrom nouveau les liquiderait, plus féroce encore que celui dont nous fûmes les victimes. On l'a vu, dans toute l'Europe centrale depuis 1946, puis en Hongrie par la suite.

La bourgeoisie a réalisé le tour de force de se terroriser elle-même et de braquer sur elle ses propres mitraillettes.

Son intérêt était de notre côté. Elle nous laissa ou nous fit massacrer, nous les seuls qui pouvaient encore la protéger. Par peur et par fanatisme, elle combla de secours et de compliments nos assassins. Maintenant elle se trouve seule : fort de ses bénédictions, le terrorisme est devenu une arme braquée en plein sur sa figure.

La décharge partira à la première bagarre.

*
* *

Le caractère de massacre social du terrorisme eût dû, pourtant, dès le début, éclairer les plus aveugles.

D'abord on tua – en Belgique comme en France, comme partout – les hommes d'« Ordre Nouveau » les plus modérés, les plus populaires dans leur région. Le Bourgmestre rexiste de Verviers, le Docteur Hainaut, était un homme modeste, profondément aimé, surtout parmi la classe ouvrière. C'était un Ancien Combattant dont la conduite pendant la Première Guerre Mondiale avait été magnifique. Gigantesque, doux comme un enfant, la voie chantante, il était le dernier qu'on eût dû viser. Il fut pourtant assassiné dès l'automne de 1941.

Même cas à Charleroi : le Bourgmestre Teugels était extrêmement estimé. Sa sensibilité, son égalité d'humeur étaient proverbiales. Onze balles de mitraillette.

Mais bientôt, il ne fut même plus possible de voir ou de comprendre pourquoi on tuait. On tapait dans le tas. Seule

constatation lumineuse : on ne tuait pas en haut. Lors de mes congés, il eût été enfantin de m'abattre. Jamais je n'eus la plus mince algarade.

Ni Victor Matthijs, ni un seul membre de son État-major ne furent l'objet d'une attaque. De même, il ne se produisit pas d'attentat, durant toute la guerre, contre un seul gouverneur de province, tous d'Ordre Nouveau cependant. Les assassins, c'est clair, étaient des lâches, ils n'osaient pas se livrer à des attentats là où il pouvait y avoir du péril.

Mais cette abstention frappante prouvait bien que le but n'était pas principalement d'enrayer notre action immédiate ; sinon, on eût frappé à coups redoublés à la tête, quels que fussent les risques. L'allure des massacres montra de plus en plus qu'on voulait créer une atmosphère générale de panique, à répercussion lointaine.

*
* *

Nos gens étaient vaillants. La mort ne les effrayait pas. Les meneurs terroristes devaient bien se rendre compte que, plus on les attaquait, plus les Rexistes se sacrifiaient.

Ces centaines de crimes étaient, pendant la guerre, d'une inutilité criante. Chaque crime risquait seulement de provoquer, ou provoquait, la fusillade, par les Allemands, de Belges condamnés à mort pour des faits qui, très souvent, n'avaient rien à voir avec le terrorisme, tels que la protection d'aviateurs alliés dont les avions avaient été abattus sur notre territoire. Ces Belges tombaient en représailles, sous les balles des pelotons allemands.

Quelle était pour le pays la contrepartie ? Elle était nulle. Un Rexiste assassiné était aussitôt remplacé par un autre Rexiste. Toute cette boucherie ne fit pas avancer d'une minute

l'issue de la guerre. La guerre s'est-elle terminée un jour plus tôt parce que les terroristes « belges » ou « français » assassinaient, un par un, des milliers de Rexistes ou de Pétainistes déclarés ? Les Allemands furent-ils gênés en quoi que ce soit par la mort de ces pauvres gens ?

Il est clair que non.

N'importe qui pouvait se rendre compte que toutes ces tueries n'avaient aucun sens, ne conduisaient à rien, sinon à l'exécution, par les autorités militaires, de centaines d'otages, n'aboutissaient ni à ralentir en Belgique l'action de Rex, ni à déforer l'Occupant : pour l'affaiblir, il eût fallu tuer des Allemands, et en tuer en grand nombre, ce dont les terroristes se gardaient bien !

Ils voulaient terroriser, uniquement terroriser. Et encore, ils ne terrorisaient que quand les risques étaient minimes ou nuls.

Mais qui effrayaient-ils ?

Les Allemands ?

Aucunement. Toute cette affaire les laissait assez indifférents puisqu'eux, on ne les attaquait pas !

Nous arrêtaient-ils ? Mais non, nos militants étaient plus acharnés après chaque crime !

Alors, qui terrorisaient-ils ? C'est ici qu'on voit clairement que la manœuvre était une manœuvre très vaste. C'est toute une classe sociale qu'on voulait épouvanter. C'est le dégoût de la politique active qu'on voulait donner, en faisant comprendre non pas que le collaborationnisme coûtait cher – puisqu'on avait laissé les « Collaborateurs » bien tranquilles jusqu'à la guerre du 22 juin 1941 contre l'URSS – mais que désormais ceux qui appartenaient, de près ou de loin, à un bloc anticomuniste seraient tous menacés dans l'avenir.

Au-delà de ces centaines de crimes sans effet politique immédiat, c'était bien cela le but profond de la manœuvre :

jeter parmi les foules une panique durable, dans l'Europe démocratique de l'après-guerre.

*

* *

Ce qui préoccupa le Parti Communiste « Belge » durant toute la guerre, ce ne fut point de frapper les responsables de Rex – quelques hommes en tout – mais de frapper dans la masse de nos adhérents les plus modestes, pour que chacun eût sans cesse la sensation d'être personnellement menacé.

L'impunité des assassins était quasi-certaine.

La plupart du temps, ces Rexistes, au rôle infime, isolés dans leur village ou leur faubourg, n'étaient pas protégés. On les abattait à leur comptoir, à la table familiale, près de la poussette de leur bébé.

On jetait dans l'épouvante la rue entière, la localité entière, c'est-à-dire des centaines de gens qui n'avaient souvent rien à voir avec Rex mais qui emportaient de ces crimes horribles la décision, arrêtée à jamais dans leur esprit, de ne jamais s'occuper de politique, de ne jamais permettre à leur fils de s'occuper de politique. « Pour se faire tuer comme cela un jour. »

Choisissait-on sérieusement les victimes ?... Mais il n'est que d'en étudier le relevé pour voir que non ! On massacrait au hasard, pour frapper les imaginations. Tout à coup, une corporation se trouvait visée. Ce fut le cas, par exemple, des pharmaciens. En quelques semaines ce fut un véritable égorgeage de pharmaciens. Qu'avaient-ils fait de plus que d'autres ? Mais absolument rien ! Pas un seul pharmacien n'occupait un poste de commande à Rex ! C'était une corporation particulièrement calme et laborieuse. N'empêche qu'une série de pharmaciens fut massacrée avant qu'on eût le

temps de se retourner ! Parmi les meneurs terroristes, il devait y avoir un raté ou l'autre de la pharmacie qui se vengeait de ses collègues.

Et là encore, c'était l'assassinat facile : chacun peut pénétrer dans la boutique d'un pharmacien. On lui demandait un produit. Il se retournait. Une balle le culbutait. On sortait en souriant, comme un client normal.

*
* *

Pas un seul acte de terrorisme ne fut accompli à partir de 1942 là où il y avait vraiment du risque. Toujours on s'en prit à des petits dirigeants, à des membres isolés, à des commerçants modestes, chez qui on pouvait entrer librement.

Il existait à Rex un groupement paisible entre tous, Rex-philathélique. Ces braves gens parlaient de leurs collections, échangeaient leurs timbres, religieusement, organisaient de petites expositions. Vraiment, n'y avait-il personne en Belgique qui fût plus dangereux qu'eux pour les Démocraties ? N'empêche que leur président fut assassiné à son comptoir d'une balle dans la nuque ! Que pouvait bien, grands dieux, rapporter aux Alliés un crime si lâche et imbécile ?

Chacun se demandait après ces attentats : « Mais sont-ils complètement fous ? Pourquoi ce marchand de timbres et pas Victor Matthijs ? Pourquoi ce pharmacien de faubourg, et pas Léon Degrelle ? »

Ce que le terrorisme voulait atteindre, c'était la quantité : tuer beaucoup de gens, pour impressionner le plus de monde possible.

S'ils avaient abattu Victor Matthijs ou s'ils m'avaient abattu, le public aurait pu se dire : « C'est normal, on vise les gros ». Mais en abattant les petits par centaines, on créait dans

la foule un complexe de panique, que nos dirigeants ont surmonté pendant trois ans mais que le grand public de droite, lui, vidé d'idéal, n'a pas surmonté après la guerre, complexe qui le poursuit encore aujourd'hui et dont l'effet restera décisif.

Pour que l'épouvante coulât dans toutes les imaginations, comme du vitriol, on poussa la barbarie jusqu'à un degré de sadisme effroyable. Un certain nombre de victimes n'étaient que blessées lors des attentats, étaient conduites dans les hôpitaux. L'accès de ceux-ci était très simple, lui aussi : « Visite de famille », annonçait-on.

La visite de famille, c'était les deux revolvers braqués soudain sur le souffrant et qui l'achevaient, impuissant, sans défense aucune, sur son petit lit de fer, vite rougi par le sang du second crime.

*
* *

Je veux bien croire qu'il se trouvait parfois parmi les professionnels du terrorisme l'un ou l'autre militaire ou étudiant égaré, idéaliste à sa manière, à la manière de ces anarchistes illuminés qui, le siècle dernier, jetaient des bombes dans les rues de Moscou ou de Madrid sous les chevaux du traîneau d'un Tzar ou le carrosse d'un roi.

Mais les terroristes bourgeois de 1943 ou 1944 devaient être peu nombreux ou s'être pourri complètement l'âme au contact de leurs « collègues » de Moscou, car ces crimes révélaient une cruauté telle, une telle sauvagerie, qu'ils eussent pu difficilement se concilier avec une certaine noblesse de cœur.

Etaient-ils des justiciers ?

Il est indiscutable que leurs balles fauchaient parfois des traîtres authentiques. Un certain nombre de terroristes, de

maquisards ou d'ouvriers requis étaient passés à la Gestapo, par peur ou par esprit de lucre; ils dénonçaient leurs anciens camarades ou anciens complices, signalaient l'emplacement de leurs dépôts d'armes et de leurs camps.

L'aveu du président du Front de l'Indépendance, l'ex-ministre communiste Demany, répugnante petite fripouille, dégoûtante de sang belge, est absolument catégorique:

« Des mouchards s'introduisaient dans nos organisations, puis brusquement "donnaient" tout le monde. D'autres, aussitôt arrêtés, lâchaient le morceau et, parfois, faisaient du zèle pour mieux sauver leur peau. »

Mais Rex ne fut jamais mêlé à ces histoires de dénonciations de compatriotes; nous méprisions les Belges qui se livraient à ces vils travaux. Chaque fois que j'écrivis du Front à Victor Matthijs, j'insistai pour qu'en aucune manière, il n'autorisât la collaboration de nos dirigeants avec la police politique du Reich. Pour moi, un Rexiste qui était au service de la Gestapo était un indésirable. J'ordonnai que fussent exclus de leurs fonctions ceux de nos militants que l'on repérait comme « gestapistes ». Ces « gestapistes » étaient dangereux pour le Mouvement lui-même, qu'ils risquaient d'empoisonner. Et puis, ces besognes de police sont toujours des besognes sinistres. J'avais, dès 1942, chassé violemment de la Légion « Wallonie » les mouchards qui avaient cherché à s'insinuer dans nos rangs. Le nombre de membres du Mouvement Rexiste qui – en dehors de nous et contre nos consignes – firent partie, au pays, de la Gestapo, fut insignifiant.

Au cours de ses interrogatoires à Bruxelles, l'auditeur militaire déclara franchement à Victor Matthijs: « Nous savons très bien que parmi les collaborateurs de la police allemande, il n'y a pas 5 % de Rexistes. »

Les grands procès de la Gestapo ne firent que confirmer cette affirmation officielle. Il fut établi qu'à la Gestapo de

Dinant, qui utilisait plus de 20 Belges, tous, sauf un Rexiste, étaient des « Résistants » qui avaient trahi leurs compagnons.

Le Rexiste perdu parmi les traîtres dinantais n'était venu à la Gestapo – on l'apprit aussi à l'audience – que parce que les terroristes avaient assassiné deux personnes de sa famille, dont son père. Il voulait venger ses morts. Sentiment trop passionné, mais sentiment humain...

Ce fut le cas, en général, des rares Rexistes qui frayèrent avec la police allemande. Ils avaient été frappés en plein cœur par l'assassinat d'un ou de plusieurs êtres très chers. La Justice belge avait laissé ces crimes impunis. La douleur aveugle avait exaspéré leur sensibilité. Les nerfs rompus, ils étaient passés du côté de la répression, oubliant que nos morts étaient tombés par amour de leur Patrie et non pour qu'on accablât celle-ci davantage.

*
**

Un cas semblable à celui de Dinant – mais l'inverse – fut relevé lors du procès de la Gestapo de Liège, où les Rexistes transfuges étaient aussi une infime minorité. Mais on pouvait lire l'explication suivante dans l'acte d'accusation:

« Picqueray Clément avait un fils Emile, qui fut descendu par la Résistance, ce qui aurait décidé le père, par vengeance, à entrer lui-même dans la Gestapo. »

Par contre, on trouvait dans la même liste d'accusés « gestapistes » dressée par l'acte d'accusation:

Deconnicq François, de Liège: combattit en Espagne dans les Brigades Internationales; exclu en 1942 du Parti Communiste.

Bordin Rizzieri: eut une brillante activité dans la Résistance jusqu'au moment de son arrestation. On lui reproche d'avoir alors livré des camarades.

Hertermans Clément de Liège: après avoir travaillé pour la Résistance, fut arrêté et passa immédiatement au service de la Gestapo.

Huet Albert de Liège: était chef de bataillon du Front de l'Indépendance. Il fut arrêté et passa au service de l'ennemi. Par la suite, il se livra à des brutalités. Etc., etc.

Quoi qu'il en soit, les cinq pour cent de Rexistes fourvoyés parmi les agents de la Gestapo eurent tort.

Si les attentats des terroristes, décidés en connaissance de cause et en toute équité, n'eussent visé que ces espions belges, Rexistes ou non, je les eusse abandonnés à leur sort. C'était aux Allemands à traquer nos compatriotes qui les sabotaient, et non à des Belges à livrer des Belges.

*
* *

Mais il ne faudrait pas s'imaginer que le châtement des transfuges de la « Résistance » et du Maquis était la grande préoccupation des terroristes.

Non.

Il ne fut jamais qu'une action accessoire.

Les terroristes liquidaient leurs traîtres parce qu'ils gênaient leur travail. Mais leur besogne essentielle était, resta toujours l'extermination spectaculaire, à travers tout le pays, des éléments anticomunistes.

Les attentats commis contre des agents de la Gestapo, de 1941 à 1944, ne représentèrent pas plus d'un vingtième des attentats commis en Belgique par les terroristes! Les dix-neuf autres vingtièmes de la masse des victimes étaient des Rexistes isolés, ou de vagues « collaborateurs », voire même des inconnus, qui n'avaient absolument rien à voir avec la Gestapo, qui n'y connaissaient personne. C'était le terrorisme

pour le terrorisme, terrorisme qui cherchait à commettre les crimes les plus horribles pour que l'impression dans la foule atteignît l'effet maximum. Un Rexiste fut retrouvé pendu, près d'Houffalize, au moyen de crochets de boucher plantés à travers la gorge.

Des familles entières se faisaient exterminer. L'une d'elles, dans le Luxembourg, comprenait douze personnes. Nulle n'échappa: les douze cadavres furent carbonisés dans la maison mise en feu, à la fin du carnage.

Des ménages massacrés, tels les époux Bulens de Solre-sur-Sambre, furent ligotés, corps contre corps, au moyen de fils de fer et ainsi jetés dans les flots de la Sambre.

On tuait la mère devant les filles, les filles sous les yeux de la mère. Le seul fait d'être employée au bureau d'un mandataire rexiste suffisait pour être assassinée; on vit abattre de neuf balles dans la tête, à Saint Vaast, une jeune fille qui n'appartenait même pas à notre Mouvement et qui travaillait simplement à l'assistance publique, alors sous le contrôle d'un échevin, membre de Rex.

Pour arracher des aveux aux familles, on appuyait le revolver contre le crâne des bébés au berceau, à un mètre de la maman, après avoir abattu le mari à ses pieds (cas de la famille Manier, à Dampremy).

Souvent, les enfants étaient assassinés eux-mêmes, non point par une rafale de mitraillette qui atteignait toute la famille indistinctement, mais froidement, un par un; d'une balle de revolver à la tempe ou à la nuque (cas du petit Gusman, à Bruxelles, assassiné à l'âge de trois ans et demi; cas de la petite Malonne, de Lambusart, assassinée à l'âge de quatre ans).

Certains de ces bandits étaient d'épouvantables cannibales: l'un d'eux, un nommé Richet, arrêté pour avoir, après la guerre, tué des paysans qu'il voulait voler, avoua qu'il avait

assassiné trente-trois Rexistes à lui seul, pendant l'Occupation.

Les chers terroristes qui recrutaient ces assassins ne leur demandaient pas, évidemment, s'ils avaient été premiers à leur Communion, mais bien si nul scrupule ne les arrêterait. Plus ils étaient brutes, plus on était sûr que leurs crimes seraient éblouissants. Beaucoup de ces égorgeurs tuaient pour le plaisir, ou tuaient pour voler, ou tuaient pour régler des comptes personnels. C'était un affreux mélange de sauvagerie, de sadisme, de vengeance et de politique.

Dans le tas, il se trouvait, c'est certain, quelques fanatiques qui essayaient de tuer « correctement ». Mais ils furent submergés. En 1944, l'orientation moscoutaire de tous ces crimes était devenue absolument éclatante.

*

* *

C'est sur la Légion « Wallonie » qu'à partir d'alors fut axée principalement la campagne terroriste.

Or l'opinion belge, en général, respectait nos Légionnaires. Jusqu'en 1943, on n'en avait assassiné aucun. De toute façon, les éléments non-rexistes du pays aimaient mieux que ces garçons fussent au Front de l'Est qu'à un travail politique dans le pays: « Là, au fond, ils nous défendent », se disaient secrètement les bourgeois égoïstes.

Les Pierlot et consorts avaient tout intérêt à ce que les Belges d'Ordre Nouveau s'en allassent par milliers en Russie, au lieu de « collaborer » sur le territoire national.

Les seuls qui n'avaient pas intérêt à cette émigration, c'était ceux dont la seule patrie était l'URSS.

Le fait que le terrorisme, la dernière année de l'Occupation, fonda presque exclusivement sur les Légionnaires et sur les

familles légionnaires, acheva de prouver que le terrorisme, créé en 1941 par les communistes seuls – et seulement après que l'URSS fut entrée dans la guerre – resta toujours dans leurs mains et fut orienté uniquement selon leur intérêt de parti, sans qu'aucun souci national n'intervînt. Sinon, au lieu d'assassiner lâchement, dans un coron ou l'autre du Hainaut, des femmes de simples soldats partis au Front de l'Est, les terroristes s'en fussent pris aux dirigeants de Rex, aux gouverneurs de province, aux secrétaires-généraux. Dix, quinze attentats dans ces milieux eussent eu des répercussions considérables. Remplacer un Victor Matthijs m'eût été à peu près impossible.

Il fallait que les éléments nationaux égarés dans les bandes terroristes ne fussent vraiment plus que de sanglants jouets, et que les soi-disant directives de Pierlot – millions à l'appui! – ne fussent que des macabres vantardises pour que ces crimes, chaque mois plus nombreux, aient pu être ainsi orientés quasi-complètement dans un sens qui ne pouvait servir, en 1944, que l'intérêt militaire de l'URSS.

Les communistes savaient très bien qu'au lieu d'être battus à Tcherkassy, nous y avions réalisé un exploit mémorable. Ils savaient très bien que des milliers de nouveaux volontaires venaient nous renforcer chaque année et que septante à quatre-vingts pour cent de ceux-ci étaient des travailleurs, mineurs ou métallurgistes du Borinage, du bassin de Charleroi, du bassin de Liège.

S'il n'en avait pas été ainsi, si nous avions été annihilés en Ukraine, à quoi rimait cette vague d'attentats contre les « derniers » Légionnaires, contre les veuves ou les prochaines veuves?

Les communistes étaient exactement informés. Ils entendaient ce que racontaient, à leurs camarades de la forge ou de l'atelier, nos permissionnaires de Quaregnon, de Frameries,

de Châtelet, de Seraing ou d'Herstal. Ils voyaient les nouveaux départs : des centaines de nouveaux conscrits chaque mois.

Le Parti Communiste, Parti mondial de l'URSS, ne travaillait que pour l'URSS, ne pensait qu'à l'avance de l'Armée Rouge roulant vers l'Europe. Il voulait que les Soviets aient pénétré à Varsovie, à Berlin, à Prague, à Buda-Pesth, qu'ils se soient emparés des positions-clefs du continent avant que les armées anglo-américaines ne submergeassent le terrain. Du premier au dernier jour de la guerre, les communistes ne firent que leur guerre : amis et fournisseurs du Reich de Hitler de 1939 à 1941, afin de jeter au sol, sur tout le continent, les états « capitalistes » ; ensuite, ennemis de l'Allemagne, afin d'anéantir le dernier obstacle important qui s'opposait, en Europe, à une hégémonie de l'URSS.

Au début de 1944 se jouait le grand jeu. Qui arriverait le premier à la Vistule, à l'Oder ?

Si les Russes n'eussent pas été contenus si longtemps par l'Allemagne, si, à force d'héroïsme, celle-ci n'avait pas, après Stalingrad, fait barrage, pendant des mois sanglants, au Donetz, à Charkow, à Tcherkassy, à Minsk, à Narva, les chars de l'URSS eussent atteint Caen et Avranches avant les chars des Anglais et des Américains ! Staline n'eût point partagé le gâteau après coup, on peut en être assuré !

Une moitié de l'Europe ne fut, plus ou moins, sauvée en 1945 que parce que deux millions de jeunes Allemands se firent tuer sur place entre Stalingrad et Lemberg, qui eussent pu, comme les Français de 1940, laisser tomber les bras ou détalier, jugeant la partie perdue.

Au début de 1944, l'URSS voulait précipiter la décision, occuper l'Europe avant que les armées capitalistes n'y débarquassent. Seule l'énergie farouche d'un homme, Hitler, les en empêcha. Les Occidentaux, qui l'ont outragé avec tant de fureur, lui doivent en réalité la vie.

Tout ce qui s'opposait encore au rush final des Soviets était donc alors, pour les communistes, l'ennemi n° 1, le seul ennemi qui à leurs yeux comptait vraiment. Qu'il y eût des collaborationnistes à la tête de la Belgique leur importait peu, si les armées de l'URSS balayaient, quelques mois plus tard, la Belgique ! Mais que des milliers de volontaires renforçassent constamment le Front de l'Est si menacé, voilà ce qui, pour les communistes belges, avait une importance considérable !

C'est pourquoi les collaborateurs « intérieurs » furent relativement moins visés en 1944 ; c'est pourquoi pas un seul dirigeant politique important ne fut atteint, tandis qu'un terrorisme fantastique s'abattait sur nos soldats et, surtout, sur les familles de nos soldats, sur ma famille comme sur les autres familles.

*

**

J'étais, au début de l'été 1944, en train de visiter les travailleurs belges du Reich. Le résultat de nos discours avait été celui-ci : au bout de trois semaines, huit cents ouvriers s'étaient engagés dans la Légion « Wallonie ». La presse et la radio, au pays, décrivaient ces meetings, publiaient ces chiffres. Un tel renforcement de notre unité antisoviétique était intolérable pour les agents belges de l'URSS. Il fallait arrêter à tout prix mon travail, m'épouvanter à mon tour. Je venais de commencer une série de réunions en Bavière lorsqu'un télégramme brutal m'apporta l'affreuse nouvelle : mon jeune frère venait d'être assassiné à Bouillon sur la Semois.

Jouait-il un rôle politique ? Aucun. Absolument aucun. Je n'ai jamais permis que qui que ce soit de ma famille occupât des fonctions officielles ou reçût le plus minime avantage de mon action politique. Avant le Rexisme, mon père avait été,

longtemps, député permanent et même gouverneur ff. de la Province de Luxembourg. La *Militärverwaltung* eût beaucoup désiré qu'il reprit la direction de cette province: je m'opposai formellement à ce qu'il assumât un mandat quelconque. Un de mes beaux-frères était un fonctionnaire important des Eaux et Forêts; je veillai à ce qu'il ne fût proposé pour aucune promotion durant toute la guerre. Pas un membre de ma famille ne joua un rôle public, ne gagna grâce à moi un centime, des Allemands ou de l'Etat belge.

J'éprouvais pour tous les miens une affection débordante. Mais j'ai toujours eu horreur du favoritisme et, plus encore, du népotisme. On ne peut demander aux autres d'être désintéressés qu'à la condition de l'être soi-même.

Mon frère Edouard avait mené dans nos Ardennes une petite vie retirée et heureuse. Il était pharmacien. L'invasion avait été pour lui une catastrophe car, au combat de Bouillon, à la Pentecôte de 1940, sa pharmacie avait brûlé. Il l'avait installée à grand-peine, avant la guerre, grâce à une hypothèque, non payée encore. Après l'incendie, il dut se réfugier dans un modeste rez-de-chaussée d'une petite maison intacte. Il sua sang et eau pour remonter une officine, une chambre en tout. A ce moment-là, de grandes entreprises pharmaceutiques étaient sous séquestre. J'eusse pu lui assurer facilement, dans l'une d'entre elles, une situation autrement brillante que dans sa petite ville à demi brûlée. Je m'en gardai bien. Lui-même ne l'eût pas voulu. Il tenait à sa bourgade natale, jouait le soir aux quilles avec nos compagnons d'enfance ou prenait le frais avec eux sur le pont, les jambes pendant au-dessus de la rivière. C'était un cœur simple. Il était profondément aimé. Sa femme, ses deux petites filles constituaient tout son horizon. Dans la vallée, près de la Semois, se trouvait la maison de nos vieux parents. Il passait les embrasser chaque jour. Vie douce et affectueuse. Vie sans histoire. Le premier

poste allemand était à vingt ou à trente kilomètres de la localité.

Jamais mon frère n'eut, – mes parents non plus –, la moindre activité collaborationniste. Lui s'occupait de ses produits pharmaceutiques, gagnait sa vie tranquillement. En dehors de sa besogne, il respirait l'air des montagnes, se promenait, jouait avec ses enfants, arrangeait sa collection de timbres-poste.

Un samedi de juillet 1944, à quatre heures de l'après-midi, ses petites filles venaient de repasser de l'école à sa pharmacie, toutes fières, brandissant un beau bulletin. Le papa avait signé, après avoir écrit: « Très bien, Colette! » et « Très bien, Vivette! » Les deux gentilles petites, toutes fières et joyeuses, avaient à peine repris leur élan vers le vieux pont qu'un inconnu entra, commanda un médicament, s'approcha et, à bout portant, foudroya mon frère de cinq balles dans la nuque.

Assassinat spécialement lâche. La victime était offerte. Ni mon frère Edouard, ni mes parents n'avaient jamais voulu de gardien: « Pourquoi des gardiens? Nous n'avons rien fait à personne. »

Il suffisait d'entrer au magasin et de tirer.

Me tuer, moi, c'eût été périlleux. On pouvait se faire prendre. Alors, on préféra abattre, au fond d'une vallée lointaine, ce pauvre garçon au cœur d'or, étranger aux remous politiques de la guerre. Une jeune maman était veuve. Deux petites filles étaient orphelines. Ma pauvre vieille maman, appelée par des voisines haletantes, dut relever elle-même le cadavre de son fils, renversé depuis une demi-heure dans une mare de sang. Toute la ville était accourue, se tenait silencieuse près de la fenêtre, n'osait approcher du corps, glacée de frayeur.

Le but était le même partout: créer l'épouvante et, tout spécialement, donner des coups de plus en plus féroces aux

familles de ceux qui rassemblaient des volontaires pour le front antibolchevique

*
* *

L'assassinat de mon malheureux frère Edouard ne fut qu'un épisode de cette effroyable chasse à l'homme, à la femme, à l'enfant, dont furent victimes, en 1944, ceux qui, de près ou de loin, touchaient à un membre de la Légion.

Durant le congé de Tcherkassy, presque chaque jour un de mes rescapés fut abattu.

Dès que la Légion fut reformée, c'est sur les familles que s'abattirent alors les assassins. Jamais, dans l'Histoire de notre pays, on ne commit de crimes pareils. Au vieux père d'un de nos Légionnaires, on creva les deux yeux avant de le tuer. On vit abattre, à Gerpinnes, un vieillard de 78 ans, nommé Robert Rigaux. Septante-huit ans ! Ce grand-père n'était plus qu'une fin de vie, chevrotant, penché sur sa canne. Mais il avait un fils à la Légion. La mort ! Partout où c'était possible, on tuait le père et la mère. Puis, on se mit à massacrer les femmes, par séries entières : à Cuesmes, centre ouvrier du Borinage, les femmes de huit ouvriers, volontaires à la Légion « Wallonie », furent toutes abattues, de maison en maison, la même matinée !

Quand on ne trouvait pas l'épouse au domicile, on abattait n'importe qui de la famille, telle la belle-mère du Légionnaire Courtois, du Roeulx, assassinée par dépit de n'avoir pas trouvé sa fille, absente.

Quel que fût l'état de la femme, les terroristes n'hésitaient pas. Ils se ruèrent à Farciennes dans la maison du Légionnaire Vrancken. Sa femme était enceinte de huit mois. On la faucha monstrueusement, elle et l'enfant qu'elle portait dans le ventre.

Comment, en présence de ces atrocités, réagissaient les magistrats, responsables du respect de l'ordre ?

Olivâtres de peur, ils se cachaient la face sous leur toge, à l'heure où ces carnages horribles se perpétrèrent.

CONTRE-TERRORISME

Deux ans et demi sans réagir. – La magistrature et la grève de la peur. – Sadisme des « Elites sociales ». – Retour à la jungle juridique. – Naissance des « Formations B » et du « D.S.I. » durant l'hiver 1943-1944. – Désordre des crimes terroristes. – Deux mille assassinats en Belgique. – L'affaire Bovesse à Namur. – Le temps de l'auto-défense. – Les morts et les otages de Bouillon. – Cent-sept Rexistes massacrés en un mois dans la région de Charleroi. – L'assassinat, le 17 août 1944, du Bourgmestre rexiste Englebin, de sa femme et de son enfant. – Les représailles, sur ordre de Victor Matthijs. – Le cas des bijoutiers bruxellois. – Il n'y eut qu'un Courcelles. – Sept cents ombres dans le silence.

Pendant deux ans, Rex avait enterré ses assassinés, de plus en plus nombreux; il les avait enterrés avec douleur et avec indignation, mais sans riposter. Les morts du Bourgmestre Pêtre et de deux de ses collègues francs-maçons, survenues à la fin de 1942 et au début de 1943, nous avaient été totalement étrangères. Après la guerre, on m'imputa ignominieusement pour obtenir mon extradition cet acte de représailles,

jusqu'au jour où, – on l'a vu –, on découvrit les responsables de ces exécutions, des agents du mouvement germano-allemand « DeVlag » avec lesquels je n'avais jamais eu rien à voir. Ils furent condamnés à mort en octobre 1947.

On m'a attribué, avec la même mauvaise foi, l'exécution de quatre francs-tireurs belges près de Limerlé, durant l'offensive des Ardennes de l'hiver 1944-1945. Accusation radicalement fausse, elle aussi. C'est un Conseil de Guerre allemand qui, absolument à mon insu, avait fait fusiller ces quatre civils combattant en marge des lois internationales et qui avaient commis la fatale imprudence de se faire photographier en armes; ce document les perdit.

La Commission Belge des Crimes de Guerre, après avoir instruit sur place cette affaire et d'autres affaires des Ardennes (Stavelot, Bande), dut bien conclure à ma mise hors cause complète. Il est parfois utile de rappeler que, malgré la qualification tapageuse de « criminel de guerre » dont on m'a accablé après la tourmente, je n'ai jamais été mêlé, ni directement ni indirectement, à aucun crime de guerre; qui plus est, je n'ai même jamais figuré sur aucune liste de « criminels de guerre », pas même sur celle dressée par l'Etat belge! J'ai été condamné à mort – et j'en suis fier – comme leader rexiste et comme volontaire anticomuniste du Front de l'Est. Mais en tant qu'auteur ou instigateur d'un « crime de guerre » quelconque, non, non et non, nulle part! Jamais! Aucun procès ne fut ouvert contre moi à propos d'un seul fait de ce genre.

Si les Parquets avaient possédé la plus mince base d'accusation d'un crime de guerre me concernant, avec quel empressement, on l'imagine, ne m'eût-on pas fait un procès théâtral (d'autant plus qu'exilé, je ne pouvais pas me défendre). Jamais, absolument rien ne fut tenté dans ce sens. Vingt ans et plus ont passé depuis lors. La chose – c'est le cas de le dire – est jugée!

Lorsque je repartis au front d'Ukraine, le 2 novembre 1943, il y avait deux ans et demi qu'on massacrait les Rexistes, à une cadence de plus en plus affreuse. Et le Mouvement Rexiste conservait toujours son sang-froid. Un député libéral nommé Horrent avait été abattu à Liège par des « collaborateurs » à bout de nerfs. Ils avaient été désavoués publiquement par Rex qui avait refusé d'intervenir pour les faire sortir de prison.

Il y avait près d'un an que nous avions menacé publiquement de réagir, sans passer jamais nulle part à l'action, espérant toujours que nos avertissements suffiraient, que cette folie du crime cesserait, que la Justice belge réagirait.

Mais à la fin de 1943, il était devenu évident, il crevait les yeux que la Justice ne voulait plus ou ne pouvait plus réagir.

*
* *

Des magistrats communiquaient leurs dossiers à la *Militärverwaltung*. D'autres avaient livré des listes des communistes aux autorités occupantes. Certains, même, continuaient à livrer aux Allemands des Belges arrêtés par leurs soins, que la Gestapo envoyait alors au bagne ou au peloton d'exécution.

Tout cela, les juges « belges »¹ le faisaient avec zèle parce que ces services pouvaient être rendus par eux discrètement. Le public n'en savait rien ou pas grand-chose. Le risque était donc mince. Tandis qu'à déplaire à la *Militärverwaltung*, le risque eût été grand.

Etaient-ils, en principe, ennemis de la Collaboration?

1. – « Ces magistrats qui traînèrent leur robe dans la fange », a pu écrire, sans être l'objet de poursuites ou d'une protestation du Parquet, un ministre du Gouvernement Pierlot de l'hiver 1944.

Pas davantage. Lorsqu'ils avaient cru la victoire du Reich certaine, on avait vu le procureur général de la Cour de Cassation se ruer vers l'Ordre Nouveau, demander, avec Tschoffen, à ses amis francs-maçons du groupe Lippens « qu'on fasse appel au VNV et aux rexistes, à MM. Elias et Degrelle. »

En 1941, en 1942 encore, les Cornil, les Janssens de Bisthoven, avocat général à la Cour de Cassation, les Hayoit de Termicourt, avocat général à la Cour de Cassation – avaient préparé de leurs mains les arrêtés créant la Commission chargée d'indemniser les suspects de 1940 ou reconnaissant la légalité de la Corporation de l'Agriculture, puis de l'Ordre des Médecins, deux innovations marquantes de « l'Ordre Nouveau ».

*
* *

Pourquoi la torpeur de la Justice était-elle devenue totale ? Quand elle veut des coupables, elle les trouve, presque toujours. Or, à la fin de 1943 déjà, il y avait eu plus de cent quarante crimes commis. Qui avait-on arrêté ? A peu près personne. Qui était poursuivi sérieusement ? Personne.

Dès les premiers attentats, magistrats et policiers avaient été l'objet du chantage de la « Résistance ». Ils avaient reçu les petits papiers classiques, malhabilement dactylographiés ou écrits en lettres majuscules, les avertissant de ce que tout zèle répressif leur vaudrait la mort.

Des juges intègres, conscients de leur devoir et surtout de leurs responsabilités, eussent poursuivi quand même leur mission coûte que coûte, tombe qui tombe. Abdiquer, dans un domaine pareil, c'était ouvrir toutes grandes les vannes au crime politique ; c'était accepter d'avance les fusillades officielles qui y répondraient, les représailles privées qui, tôt ou tard, éclateraient.

Les magistrats belges préférèrent ces fleuves de sang – le sang des autres – à la petite tache de sang – le leur – qui eût pu couler sur leur hermine s'ils avaient accompli honnêtement leur tâche.

Ils firent semblant qu'ils poursuivaient. Les gros bonnets envoyèrent de belles circulaires. Mais, en fait, nul ne fit rien. Plus l'horreur des crimes terroristes s'amplifia, s'asiatista, plus la magistrature se tint coite, indignée souvent, épouvantée toujours, mais fuyant, plus que la peste, les recherches qui l'eussent conduite aux auteurs des attentats.

Cette peur panique de bourgeoisie de toge fut si fantastique, la marqua tellement que, même après la guerre, alors qu'il eût fallu, au moins, faire la démarcation entre les attentats politiques proprement dits et les attentats crapuleux – des centaines –, elle ne se risqua pas à soulever le voile.

Car les assassins, de leur côté, se gardèrent bien, en 1945, même lorsque tout fut fini, de se démasquer, de prendre la responsabilité de leurs « exécutions ».

Continuer à se cacher, c'était avouer que la plupart de ces crimes étaient inavouables !

Aujourd'hui encore, personne n'ose dire qu'il a tué mon frère, qu'il a tué un de nos mille martyrs ! Pourquoi ? Parce que, dans l'immense majorité des cas, ces attentats furent immondes : l'examen de ces cas ferait découvrir que quatre-vingts pour cent – au moins – de ces crimes furent des crimes de brutes ou d'épouvantables sadiques au service de Moscou (payés et complimentés par le sanglant gouvernement bourgeois de Londres). Que dire d'une Justice qui, une fois revenu le régime normal, n'a pas osé davantage faire la lumière ?

Qui a tué le petit Guzman (3 ans et demi) ? La petite Malonne (4 ans) ? La maman enceinte de 8 mois (Madame Vrancken) ? Le vieux grand-père Rigaux, de 78 ans ?

Il est inouï de penser qu'une justice puisse s'appeler Justice et qu'elle tremble devant la répression de ces crimes épouvantables.

Après la guerre comme durant la guerre, elle craignit cette mafia terrible de 1941-1944 qui n'a pas dit son nom, qui cacha toujours son visage et dont les crimes demeurèrent totalement impunis.

Prudemment, pudiquement, les juges ont couvert de leur toge, indistinctement, tous ces assassinats et les Parlementaires les ont amnistiés : « Exécution de sentences prononcées par un tribunal populaire et justifiées par les nécessités impérieuses de la Guerre », ont-ils déclaré d'une voix tremblante ! Nécessité de la guerre, l'assassinat individuel d'enfants de 3 ans, de 4 ans, de 6 ans, de 11 ans ! Nécessité de la guerre, l'éventration à la mitrailleuse d'une femme à la veille de ses couches ! Nécessité de la guerre, ces carnages d'épouses, de mères, de belles-mères, de vieux grands-parents, de familles complètes, frappées par haine d'un soldat absent !

L'honneur de la « Résistance » était en cause aussi bien que celui de la Justice. La « Résistance » n'a pas osé indisposer ses extrémistes – ses vrais maîtres ! Elle a cédé au chantage du Communisme qui protégeait ses hommes de toute indiscretion parce qu'il pouvait encore en avoir besoin !

Au cours d'une Troisième Guerre Mondiale, devant quoi les communistes hésiteraient-ils, ayant vu la lâcheté inimaginable des milieux « bien-pensants » pendant cette bagarre de 44-45 ?

Tout fut permis aux terroristes, tant la crainte qu'ils firent régner eut des effets foudroyants.

*
* *

Cette peur qui paralysa la Justice, quasi dès le début, s'accompagna même, avec le temps, chez un bon nombre de bourgeois, d'une insane allégresse.

Ça les amusait beaucoup qu'on nous massacrât du monde. Ils trouvaient cela très pittoresque. Avec leur stupidité congénitale, ils ne voyaient même pas que c'était une tactique nouvelle de guerre politique qu'on inaugurerait et qu'on pourrait un jour utiliser parfaitement contre eux, après l'avoir utilisée contre nous ! Seul le fait-divers haineux retenait leur attention, alimentait leur bonne humeur !

Au début, oui, le bourgeois avait trouvé qu'on y allait trop fort. Puis il s'habitua. Du moment que ce n'était pas lui... Bientôt, le carnage l'amusa.

« Il n'est pas rare, constatait dans un tract clandestin le futur ministre de la Justice Struye, d'entendre des hommes – et des femmes – appartenant aux milieux les plus “pondérés”, se réjouir froidement de ce qu'un chef rexiste ait été abattu – ce qui permet de mesurer, de façon dramatique, le “chemin parcouru” par certains esprits depuis le début des hostilités. »

Sans la complicité tacite de ces soi-disant élites sociales, sans l'abdication générale d'une Justice aux intestins tordus par la frousse, le terrorisme eût pu être enrayé ou, en tout cas, fortement freiné.

Mais le crime ne donnait pas d'ennuis, nul criminel n'était l'objet de poursuites sérieuses, les « messieurs bien » souriaient, leurs femmes se faisaient raconter, gloussantes et ravies, tous les détails des massacres, en beurrant leurs petits pains blancs du marché noir... Alors pourquoi les terroristes se seraient-ils gênés ? Pourquoi n'auraient-ils pas été chaque fois plus forts ?

Les juges savaient très bien ce que leur passivité coûterait à la paix publique.

Assez rapidement, des civils, condamnés à mort pour d'autres raisons, mais qui n'eussent pas été exécutés sans cela,

furent fusillés à dix, vingt à la fois, réponse des autorités d'Occupation à la magistrature belge qui, par sa lâcheté, provoquait la mort de ces otages.

Les Allemands les exécutaient à titre de représailles – tous les pays en guerre en font autant – parce que la Justice tout entière, les jambes serrées et mouillées, faisait la grève de la peur et, réprouvant officiellement les crimes politiques, n'osait poursuivre aucun criminel.

Elle préférait que les Allemands tuassent, que n'importe qui tuât, plutôt que de se compromettre, que de se risquer à recevoir en famille, un soir, une décharge de mitraillette d'un « Résistant ».

Il était certain, mathématiquement certain, que, non seulement les Allemands – étant responsables de l'ordre public – interviendraient, mais aussi que, tôt ou tard, des fils d'assassinés, des parents, des amis des assassinés feraient explosion, riposteraient au hasard, fous de douleur.

Le sens de la justice est au fond de l'âme humaine ! Celle-ci ne supporterait pas toujours le triomphe du crime, la lâche capitulation des défenseurs patentés de la paix et de l'ordre !

Cette perspective-là apparut à beaucoup de magistrats, non comme une calamité mais comme une solution : « Que les bandes règlent leurs comptes entre elles, Rexistes et terroristes ! Qu'elles s'entre-tuent, mais qu'elles nous dispensent aussi d'intervenir ! »

Au ministère de la Justice, dès 1943, ce fut la thèse courante, qu'on estompait à peine.

Victor Matthijs était en contact personnel avec le Secrétaire-Général de la Justice Schuind. Son successeur, l'ancien Administrateur de la Sûreté De Foy, était un des responsables de mon arrestation en 1940. Il n'avait aucune prédisposition à nous couvrir. Mais il laissait tomber les bras, disait des juges, en parlant à nos dirigeants qui lui faisaient

visite : « Ils ne feront rien, ils ont peur ! » Le plus haut fonctionnaire de la Justice, nommé avec l'accord de la Cour de Cassation et des Procureurs-Généraux, avouait ainsi lui-même qu'il était complètement dépassé, qu'il ne pouvait plus rien obtenir d'un Parquet annihilé par la frousse. Et il ajoutait qu'il comprenait que les citoyens abandonnés par la loi se fassent justice eux-mêmes.

Le Procureur du Roi de Liège tenait, dès 1943, le même langage désabusé.

C'était dire à nos gens : « Débrouillez-vous vous-mêmes ! Nous, on a trop peur. Faites votre justice à vos propres risques ! »

Finalement, quelques-uns écoutèrent ces conseils discrets des Parquets.

Mais lorsqu'ils eurent à frapper les coupables, ils allèrent d'emblée aux vrais coupables, non pas à l'assassin matériel qui tuait nos gens pour gagner ses appointements et ses primes, mais à ceux qui, responsables de la justice, l'avaient reniée, ceux qui, par leur lâcheté, avaient ouvert la voie au crime, ceux qui, pendant des dizaines de mois, avaient permis aux exécuteurs de ces carnages, égorgeurs jamais poursuivis, d'accomplir en toute impunité leur œuvre sadique d'extermination.

Un juge qui trahit la justice est le plus coupable des criminels. L'erreur de Rex fut, peut-être, de ne pas avoir frappé dès le début ces empoisonneurs de la Justice. Mais la violence nous répugnait. Nous voulions le rapprochement des Belges et non la guerre civile. Je ne pus jamais me résoudre à entrer dans la politique du sang. Même quand, au mois d'avril 1944, je ramenaï de Tcherkassy ma Brigade blindée en congé au pays, dotée d'un prodigieux armement avec lequel j'eusse pu opérer des représailles massives et foudroyantes, je déclarai à la foule dans mon discours de la Grand-Place de Charleroi,

discours radiodiffusé dans tout le pays : « Si nous passons aujourd'hui avec des armes si puissantes, ce n'est pas pour effrayer le peuple de chez nous. A cette heure, notre tâche consiste à participer au salut de l'Europe. Demain, elle consistera à sauver notre peuple pour qu'enfin luise sur nos villes le soleil de la justice sociale. »

J'étais au front d'Esthonie lorsque se produisit, le 18 août 1944, l'affreuse, l'inévitable affaire de Charleroi-Courcelles où les rôles furent retournés, in extremis.

L'extraordinaire, ce n'est pas que ce drame se soit déroulé. L'extraordinaire, c'est que dix affaires aussi graves n'aient pas éclaté six mois, un an, deux ans plus tôt.

Nul autre mouvement, dynamique comme le nôtre, n'aurait eu la patience, le contrôle de soi que Rex conserva pendant ces trois années de provocations toujours plus sanguinaires. Il fallut qu'il y eût des montagnes d'hommes et de femmes massacrés, que tous les survivants fussent véritablement en danger de mort immédiate, pour qu'à la fin, à la veille d'être assassinés tous, l'un après l'autre, ils fissent le carré et rendissent quelques coups pour tous les coups reçus.

*
* *

Durant l'hiver 1943-1944, alors que nous combattons à Tcherkassy, Victor Matthijs avait encore espéré contenir le terrorisme en créant les gardes de protections (Formations B) qui protégeaient tant bien que mal les familles en péril.

Mais ces gardiens, isolés par un ou deux dans un village perdu, dans un faubourg de ville, étaient tragiquement abandonnés à eux-mêmes. Ils étaient dotés, en tout et pour tout, d'un mauvais revolver. A la première agression des terroristes, armés, eux, de mitraillettes parfaites, ils étaient abattus en une

seconde. Cela faisait un mort ou deux de plus. La famille visée y passait tout de même.

Un certain nombre de ces gardes étaient franchement médiocres. Il avait fallu les recruter en hâte, n'importe comment. Toute la fleur du Mouvement Rexiste était au front russe. Chaque jeune Rexiste ne rêvait que de rejoindre au plus tôt les combattants de l'Est.

On n'avait attiré une partie des membres de ces Formations B que par l'appât de la solde. Ils n'avaient souvent rien de commun avec notre idéal, étaient des mercenaires ou même parfois des frelampiers camouflés qui profitaient de leur revolver pour opérer l'un ou l'autre mauvais coup dans la région ou dans la maison. Certaines de nos familles rexistes les renvoyaient, épouvantées, préférant encore se faire tuer que de supporter chez elles ces présences patibulaires.

C'était une pitié de devoir défendre si lamentablement des braves gens, d'honnêtes gens, purs, droits, que la Justice abandonnait ignoblement, que seuls veillaient des gardes de rencontre, parfois zélés, parfois héroïques (beaucoup se firent tuer en accomplissant leur devoir) mais où de mauvais éléments avaient eu beau jeu de s'infiltrer. Les terroristes possédaient parmi les Formations B leurs agents, leurs mouchards, leurs provocateurs, nombreux. Une épouvantable confusion mêlait les tueurs communistes, les protecteurs, les victimes.

*
* *

Victor Matthijs avait tenté également, grâce à un Département Sécurité-Information (DSI), de percer les intentions des criminels, de découvrir leurs plans, de mettre le grappin sur les coupables et leurs complices.

Mais une police pareille ne s'improvise pas.

On lui prêta, après la guerre, une action fantastique. Bobards ! La Gestapo et le SD avaient leurs réseaux à eux, leurs hommes à eux (98 à 99 % des Belges qui furent déportés, le furent à l'initiative directe de la Gestapo et du SD, sans que Rex y fût mêlé en quelque manière ou connût même ces arrestations). Il y eut, paraît-il 33 000 Belges envoyés dans les camps du Reich. C'est possible. Mais si l'on m'avait dit le chiffre de 2 000, je l'eusse cru de la même manière. Je ne savais rien, Victor Matthijs ne savait rien de ces départs indécélables, œuvre allemande, exclusivement.

Le DSI créé par Victor Matthijs, dont moi au front j'ignorai même l'existence, créé trop tard et, lui aussi, mal recruté, n'eut qu'une action limitée et un rôle, à mon avis, néfaste.

Il fut, comme les Formations B, un rendez-vous d'agents doubles, de provocateurs, voire de fripouilles, payées, comme on l'apprit après la guerre, à raison de 12 500 francs par mois par des dirigeants terroristes pour espionner Rex et le compromettre.

Formations B et DSI eussent pu donner certains résultats. Mais, formés *in extremis*, à la va-vite, ils ne furent que de malheureux palliatifs.

Et puis, l'armement de ces groupes défensifs était risible. Les crimes s'accrurent de plus en plus. Il n'était pas une région où on ne tuait. Et on tuait dans un désordre incroyable. Des centaines de gens mouraient, dont on se demandait bien pourquoi ils avaient été abattus. Vieilles histoires personnelles?... Erreurs?... Haines locales?... En province la moitié, au moins, des victimes étaient, pour Rex, des inconnus complets. Pourquoi celui-ci ? Pourquoi celui-là ?

Des fous furieux, cachés dans un « maquis » ou l'autre, dévorés par le besoin d'agir, décrétaient la mort de petites gens dont on ignorait même l'existence, deux villages plus

loin. Des spadassins entraient dans de modestes boutiques, abattaient net, en plein midi, un cordonnier, un épicier, un boulanger.

Ceux-ci avaient-ils assisté un jour à un de mes meetings ? Avaient-ils été vus, avant la guerre, lisant un numéro du *Pays Réel* ? Beaucoup – les deux tiers ! – n'avaient jamais eu le moindre contact avec nos délégués locaux. Des sept cent quarante civils belges assassinés au cours du seul premier trimestre de 1944, à peu près cinq cents n'avaient jamais figuré sur les listes de Rex ! Cinq cents hommes ou femmes abattus, sans aucun doute pour un détail ou pour un incident minime, afin que la masse énorme des tués provoquât plus sûrement l'épouvante !

Car si, officiellement, il y eut sept cents Rexistes assassinés de 1941 à 1943, sept cents Rexistes appartenant ouvertement au Mouvement et inscrits sur ses listes, il y eut, dépouilles encore plus pitoyables, tous les cadavres d'hommes et de femmes dont les liens avec Rex étaient si ténus que, du centre du Mouvement, on les ignorait.

Ainsi, en réalité, ce furent donc dans les environs de deux mille personnes – Rexistes, philo-Rexistes ou sympathisants tellement lointains de Rex que nos dirigeants ignoraient leur existence – qui furent assassinées durant cette épouvantable Saint-Barthélemy démocrato-terroriste.

*

* *

Il fallut attendre les premiers mois de 1944 pour qu'enfin éclatât les premières représailles graves : l'exécution de l'ex-ministre et ex-gouverneur de la Province de Namur, Bovesse.

La veille, le Chef de Rex-Namur avait été assassiné. Non seulement on avait tué, dans sa maison, ce dirigeant idéaliste,

mais sa jeune femme, totalement apolitique, avait été abattue, sous les yeux mêmes de sa mère, sur le cadavre déchiqueté de son mari.

Des Légionnaires, grands blessés du Front de l'Est, se trouvaient en convalescence à Namur, notamment le Capitaine Bosquion et le vieux sous-officier Van Niemen, tous deux héros de la bataille de Tjerjakow dans le Caucase. Bosquion y avait eu le talon éclaté; Van Niemen avait eu le bras droit et la poitrine perforés.

Apprenant ce double crime, qui succédait à tant d'autres crimes, leur sang ne fit qu'un tour. Bovesse avait été, durant la Neutralité, le chef secret du service d'espionnage français dans sa province. Tout Namur le savait. J'en avais, en 1934, informé Léopold III.

De leur propre initiative, Bosquion et Van Niemen décidèrent de faire expier à Bovesse le double crime commis la veille. Ils eussent pu rendre exactement crime pour crime. La femme de Bovesse se trouvait près de son mari, à leur portée. Il était simple de la tuer, comme l'avait été la jeune femme de notre militant. Il ne lui fut fait aucun mal. Seul l'homme politique tomba en représailles du crime politique.

Rex eût pu faire comme les terroristes: se terrer une fois le coup accompli. Je combattais alors avec la Brigade « Wallonie » au front d'Ukraine, nous n'étions vraiment pour rien dans la réaction indignée de ces deux Légionnaires. Mais Victor Matthijs, Chef de Rex a.i., avait une âme vaillante et loyale. Il se rendit à Namur, assuma publiquement la responsabilité morale de l'exécution.

De même, après l'affaire de Courcelles, il prit aussitôt, par écrit, la responsabilité de cette opération punitive.

Les terroristes furent tous des lâches, puisque jamais l'un d'eux n'osa dévoiler son nom. Victor Matthijs lui, acculé à ces drames, s'y présenta le visage découvert.

Le geste de Bosquion et de Van Niemen eût pu déclencher un effrayant lâchez-tout.

Partout, des Rexistes se débattaient parmi les corps ensanglantés des leurs intimes.

Si tous nos amis endeuillés s'étaient mis alors à imiter Bosquion et Van Niemen, ceux qui avaient ricané quand on tuait nos braves gens eussent passé un quart d'heure terrible. Victor Matthijs pouvait parfaitement estimer alors que, pour protéger les survivants, il ne restait plus d'autre tactique que la contre-offensive générale et donner des ordres en conséquence.

Il eût pu proclamer, avec raison, que les autorités judiciaires ayant abandonné les citoyens à eux-mêmes, ceux-ci étaient moralement en droit de s'organiser, de se défendre, de refouler le crime loin de leurs foyers. Si cette thèse avait été appliquée dès 1942, lorsque la défaillance de la Justice fut établie clairement; si, dès lors, des coups foudroyants avaient été rendus avec une rigueur automatique, il est fort probable que le terrorisme eût reculé ou se fût effondré. Le cas Bovesse était là pour renforcer un tel raisonnement: cette exécution, terrifiant les terroristes, avait arrêté net le crime de ceux-ci dans le Namurois. La preuve était faite que la méthode était efficace.

Mais Victor Matthijs, pas plus que moi, n'avait de cœur à de telles représailles. Nous voyions l'avenir du pays au-delà de nos martyrs. Pour nous, l'investissement du Pouvoir devait s'accompagner de la réconciliation des Belges. C'est à elle que Rex sacrifia ses centaines de morts, reculant toujours devant une tactique généralisée d'auto-défense, moralement justifiée depuis longtemps mais qui, politiquement, eût séparé davantage nos compatriotes, passagèrement opposés et que nous ne désespérions pas de réunir fraternellement un jour.

De tous côtés, la mêlée était atroce. Rex comptait plus de cent morts par mois à la fin. Cependant, en dehors de certains

règlements de compte locaux isolés, incontrôlables, œuvres de petits groupes sans mandat, surgis dans le tourbillon de ces mois horribles, Rex passa le cap de l'affaire Bovesse et atteignit juillet 1944 sans qu'il se produisit de récidive. Les deux cents martyrs rexistes de mai et de juin 1944 tombèrent encore sans représailles ordonnées par Rex.

*

* *

C'est durant ce dernier mois que fut assassiné mon frère, à Bouillon, dans la Province de Luxembourg.

Mes pauvres parents, effondrés, si bons et si doux au naturel, eussent bien été incapables d'imaginer une réaction quelconque. Il y eut pourtant un second mort le soir même. Ce fut une de ces affaires comme seule la folie de cette époque-là pouvait en engendrer. Un Légionnaire liégeois en permission à Bruxelles, nommé Danly, qui avait été longtemps adversaire de Rex, mais qui, comme tous nos soldats, m'avait voué un attachement sans limite, ne contenant plus sa colère et sa douleur, emprunta une auto et courut la nuit même à Bouillon. Il n'y connaissait personne. Il ne savait qui frapper. Il chercha, sans plus, un autre pharmacien, entra chez lui, le tua net. Le second pharmacien de ma petite ville natale appartenait à une famille qui avait toujours eu d'excellentes relations avec mes parents; mon frère et lui étaient les meilleurs confrères du monde. Ils périrent l'un et l'autre le même jour, abattus par les mêmes fureurs aveugles.

Tout le Mouvement était dans une exaspération compréhensible, n'attendant que mon retour pour frapper. J'arrivai à Bouillon – de Bavière – juste à temps pour les funérailles. J'exigeai aussitôt qu'on s'abstint de toutes représailles, quelles qu'elles fussent. On n'avait pas réagi à la mort d'autres

Rexistes. On ne réagirait pas à la mort de mon frère. Rex n'était pas une machine personnelle. Mes ordres furent scrupuleusement suivis, malgré le caractère particulièrement bas du crime.

Les Allemands avaient arrêté, eux, le soir de l'attentat, une cinquantaine d'otages dans la localité.

Il était évident que celle-ci avait abrité, si ce n'était pas l'assassin, direct, au moins des complices. L'un d'eux en avait éprouvé des remords et, la veille de l'assassinat, avait envoyé à mon malheureux frère une lettre anonyme postée au bureau local et qui disait: « Fuyez de Bouillon. On va vous tuer. Tout est prêt. Ce n'est plus qu'une question d'heures. Fuyez! »

Mon pauvre frère, ne voulant pas effrayer sa femme, ne pouvant croire à cet avertissement, avait caché, le matin, la lettre dans sa veste. La police allemande, fouillant ses vêtements, la retrouva, trempée de son sang. La préméditation du crime, sur place, était établie. Cinquante hommes furent appréhendés.

Lorsqu'accouru d'Allemagne, je dus faire halte, pour loger, à Arlon, les autorités allemandes m'informèrent que vingt de ces otages allaient être exécutés. Mes parents reçurent cette nouvelle avec une peine indicible. Ils aimaient leur petite ville. Ce châtimement massif les épouvantait. Ma mère passa sa nuit à prier. Je la vois encore, toute pâle, le matin des funérailles, m'attendant au pied de l'escalier de ma bibliothèque. Elle cachait quelque chose dans la main. C'était le texte d'une lettre qu'elle voulait que je signe, adressée au Général von Falkenhausen, demandant la grâce des otages qu'attendait le peloton d'exécution!

Cet attentat si sauvage m'avait raidi le cœur. J'eusse personnellement laissé fusiller tout le monde. Mais qui refuserait quelque chose à sa mère? Je baisai ses larmes et partis chez le secrétaire de Falkenhausen, le bon Major Baumann. J'obtins, après un télégramme à Hitler, que le chiffre des otages à fusiller fut ramené à dix.

Mais, entre-temps, ma mère venait de recevoir une lettre de la Baronne Cécile de Vaulx, de Champion, lui annonçant qu'au départ de Bouillon, trois otages s'enfuyant, paraît-il, avaient été abattus. Les orphelins des cinq familles des trois drames successifs atteignaient le chiffre de vingt-et-un.

Je repartis à la *Militärverwaltung*. Ma mère voulait que je remette moi-même une lettre où elle, la maman crucifiée, suppliait qu'on renonçât à fusiller qui que ce fût. Cet appel était si déchirant que j'obtins la grâce générale. Pas un seul des otages bouillonnais ne fut exécuté.

Les Allemands les conservèrent provisoirement à la prison d'Arlon. La police devait mener son enquête. Il y avait certainement, dans le lot, des responsables de l'assassinat. Je fus alors obligé, par une lettre que j'envoyai du front d'Esthonie, d'intervenir près de mes amis afin qu'on n'en arrivât point, par excès de sensibilité, à relâcher prématurément les assassins de mon frère ou leurs complices, faute d'examen approfondi des préventions. Car ma chère et tendre maman, charitable et tenace, avait, de nouveau, été jusqu'à demander elle-même à la *Militärverwaltung* la libération, indistinctement, de toute la fournée. Le cœur des mères, même quand il saigne, n'est que bonté et miséricorde.

Voilà comment de notre côté, à l'été de 1944 encore, les amis, les parents, les mamans répondaient aux plus atroces et aux plus lâches des crimes.

On allait remercier la mienne, à la fin de la guerre, en mai 1945, en la traînant de cachot en cachot, âgée de 76 ans, grand-mère vingt-six fois. « Elle ne sortira d'ici que quand elle crèvera ! », avait proclamé un auditeur-militaire. Elle ne sut jamais pourquoi elle était en prison, ne fut jamais traduite devant un tribunal. Elle mourut de douleur et d'épuisement, le 23 octobre 1947, serrant contre elle un petit crucifix que j'avais pu lui faire parvenir, de mon refuge lointain.

Trois jours avant sa mort, mon pauvre vieux père, âgé de 75 ans, infirme, s'appuyant péniblement sur un bâton, et qui n'était l'objet d'aucune accusation soutenable, avait été condamné fanatiquement, à Liège, à dix ans de prison. Lui, si vert et si fort deux ans plus tôt, n'était plus qu'une épave humaine, ayant maigri de cinquante kilos, tellement il avait souffert dans ses précédentes geôles.

Il ne résista pas à cette nouvelle incarcération et succomba quatre mois plus tard, dans un abandon affreux.

*

* *

Sans les attentats inouïs, qui s'abattirent en juin et juillet 1944, sur les Rexistes de la région de Charleroi, il est à peu près certain que le Mouvement de Rex fût arrivé à la fin de l'Occupation sans avoir une seule fois répondu de façon systématique, avec leurs propres armes, aux assassins.

Les quelques réactions qui s'étaient produites jusqu'alors avaient été des sursauts individuels, opérés sans mandat, et inévitables en face d'une telle masse de crimes. Tandis que l'affaire de Charleroi-Courcelles fut, elle, décidée, dirigée par Victor Matthijs en personne, qui en assumait la responsabilité ouvertement, au moment même, par une circulaire publique, et, plus tard, devant le Conseil de Guerre qui le jugea.

La catastrophe de Courcelles se produisit parce qu'il n'y avait plus moyen qu'elle ne se produisît pas.

Charleroi, à l'été de 1944, n'était plus qu'une mare de sang rexiste : plusieurs de nos camarades y étaient assassinés chaque jour. En un seul mois, dans cette seule région, cent-sept des nôtres avaient été massacrés : militants isolés, épouses, mères, enfants, grands-parents de Légionnaires. C'était un carnage horrible.

Après trois ans de tension nerveuse – portée au paroxysme en juillet 1944 –, nos survivants du Pays Noir en étaient arrivés à n'être plus qu'un troupeau d'êtres humains traqués, femmes, gosses, vieillards crispés, n'en pouvant plus, se sentant devenir fous dans cette atmosphère fantastique : une étincelle encore et cette chaudière d'angoisse sauterait.

L'étincelle, ce fut, le 17 août 1944, l'assassinat, d'une sauvagerie hallucinante, du Bourgmestre de Charleroi, notre ami Englebin, homme pacifique entre tous, jovial, le cœur tendre, qui, avec un courage patriotique fort méritoire, avait, contrairement à la volonté des Allemands, maintenu la distribution des cartes de ravitaillement à tous les réfractaires du Grand Charleroi. Sans doute son assassin se trouvait-il parmi eux...

Son assassin et celui de sa femme, et celui de son petit garçon de onze ans – l'âge de la Communion solennelle –, abattus en plein soleil, à la mitrailleuse !

A la minute où ces trois martyrs tombèrent, l'inévitable était accompli, le grand drame était déchaîné : « Il était impossible de ne pas se rendre compte, lorsque Englebin fut abattu, que des représailles sanglantes auraient lieu ». Ce n'est pas Victor Matthijs qui fit cette constatation dramatique, c'est l'Auditeur Militaire lui-même qui l'énonça, en plein Conseil de Guerre de Charleroi, quand l'affaire fut jugée. Et dans son livre « Le crime du 18 août », le jésuite fameux de Charleroi, le R.P. Lemaire, ajouterait : « Une exécution spectaculaire comme celle d'Englebin ne pouvait manquer de porter au paroxysme la rage de la faction rexiste et d'avoir pour résultat une réaction sanglante. L'assassinat d'Englebin était donc une provocation et même un crime ».

*
* *

La réaction qui se produisit alors fut celle de gens qui savent que, s'ils ne réagissent pas, enfin, ils vont tous périr dans le massacre en cours.

Englebin abattu, sa femme et son petit garçon abattus, c'était l'hallali certain : ce ne serait pas cent-sept de nos amis qui allaient être tués pendant les semaines suivantes, ce seraient des centaines, offerts comme des moutons aux plus féroces des tueurs. Réagir, ce n'était plus se venger, c'était essayer de survivre.

Comme cela devait se produire fatalement, le parti des victimes, retenu dans la légalité au prix de tant d'efforts pendant trente-cinq mois, se précipita vers les principaux responsables moraux, vers ces magistrats tremblants et vers ces bourgeois ricanants dont la lâcheté et l'abdication avaient rendu libre la voie à ces centaines d'épouvantables crimes. Sur ordre de Victor Matthijs, vingt-sept de ces notables périrent en représailles, à l'endroit exact où Englebin, sa femme et leur petit garçon avaient été assassinés quelques heures plus tôt.

Par la suite, on fit autour de cette exécution un tapage fantastique. On poussa l'indécence jusqu'à monter une reconstitution cinématographique et mélodramatique de la scène. On condamna des dizaines d'accusés à mort. Toute justification fut inutile. Victor Matthijs prononça une plaidoirie d'une élévation, d'une dignité, d'une sérénité très hautes. La presse étouffa cette voix, dépouillée de toute amertume, qui essayait d'expliquer loyalement la psychologie de ce drame affreux.

On ne voulut pas d'explications. Car toute explication objective eût démontré irréfutablement que cette tuerie du 18 août 1944 n'avait été que la conséquence mathématique de centaines d'autres crimes, impunis à cause de la trahison de la Justice, et échelonnés pendant trois ans.

Ce sont ces crimes-là qu'il eût fallu filmer avant de reconstituer la scène du 18 août 1944, si on avait voulu donner aux

écrans une œuvre exacte et honnête ! Ce sont nos centaines de martyrs qu'il eût fallu évoquer à la barre, pauvres gosses, pauvres femmes exterminés dans leur logis, dans leurs ruelles, parce que le père, ou le frère, ou le mari militait pour une Europe nouvelle, ou risquait sa vie en soldat idéaliste et courageux au lointain front antisoviétique.

*

* *

En se livrant à cette véritable sortie du désespoir, Victor Matthijs et Rex-Charleroi avaient essayé, uniquement, de refouler les criminels qui les enserraient de toutes parts.

Comme dans le cas Bovesse, le résultat de ce choc en retour fut tout à fait significatif. A Charleroi, où on venait de tuer plus de cent Rexistes en un mois, on ne tua plus un seul de nos camarades, depuis le 18 août 1944 jusqu'au jour de l'arrivée des forces anglo-américaines. Cent, deux cents vies d'innocents avaient été sauvées par cette action foudroyante.

Mais cette tentative désespérée permit de représenter Rex, par la suite, comme un mouvement d'assassins, de « tueurs » alors que, pendant trois ans, il n'y avait eu d'assassinés et de « tués » que du côté rexiste et que tous les tueurs étaient de l'autre côté...

Sans la recrudescence inouïe d'attentats contre les Rexistes de Charleroi durant les dernières semaines de l'Occupation allemande, sans le monstrueux assassinat final du Bourgmestre Englebin, de sa pauvre femme, de leur garçonnet, cette tragédie finale ne se fût pas produite. Victor Matthijs et Rex eussent donné au pays, jusqu'au tout dernier jour, l'exemple extraordinaire d'un mouvement qui, frappé plus d'un millier de fois au cours de trois années atroces, abandonné complètement par la « Justice régulière », n'avait

cédé ni à la vengeance ni à la colère, ni à la tentation de rendre coup pour coup, afin de protéger des vies innocentes.

Il n'y eut qu'une explosion, une explosion après trente-cinq mois horribles, lorsque le 18 août 1944, la foudre des provocations eut frappé Rex en plein.

Ceux des nôtres qui tuèrent, ce jour-là, eussent dû, s'ils avaient été des surhommes, supporter les coups une fois encore sans frémir. Mais qui eût résisté aussi longtemps qu'eux, sans ordonner une seule fois de mise à mort, pendant ces mille jours de mise à mort?...

Ils se rebellèrent au dernier moment parce que c'était trop, parce que c'était au-delà des forces humaines, parce que cette ronde infernale de cadavre d'amis devait rendre fous, pour finir, ceux qui se débattaient parmi ces épouvantes shakespeariennes...

*

* *

Il y eut en 1944, en dehors de l'affaire de Courcelles, l'un ou l'autre drame isolé, méfait de groupes irresponsables à Wavre et à Huy notamment, quelques exploits tragiques de gangsters faufilets dans les groupes de protection « improvisés » durant l'hiver 1943-1944. Un crime frappa particulièrement les esprits alors : l'assassinat de bijoutiers bruxellois tués, à la fin de l'Occupation allemande, pour être volés, crimes crapuleux qui me donna des nausées lorsque j'en eus reçu les premiers échos.

Les assassins s'étaient réfugiés en Allemagne. Une lettre de Rexistes m'informa de cette sinistre affaire. De mon P.C. divisionnaire, j'envoyai aussitôt un piquet de soldats de la Légion « Wallonie » appréhender les coupables, dans le Hanovre. Je les fis incarcérer, tous les douze, et déférer à la

Justice militaire. L'enquête fut édifiante. Les deux principaux assassins appartenaient aux services de la Gestapo, avaient remis à celle-ci les vingt-deux kilos d'or qu'ils avaient volés.

Je fis du tapage jusqu'à ce qu'on m'assurât qu'ils répondraient de leurs crimes. Ils disparurent. Plus personne ne retrouva jamais leur trace.

Quant aux bijoux – des bagues surtout: quatre-vingts ou cent bagues – qu'avaient reçus des comparses, je pus les récupérer en mars 1945. Le jour même, j'envoyai sur une moto, un ancien séminariste, ami du Nonce à Berlin, l'Adjudant Chenot, les confier, sous pli cacheté, à un prêtre allemand, à quelques kilomètres des lignes américaines, afin que la restitution de ces bijoux sanglants fut faite par la Justice belge dès que le front allié aurait dépassé ce village du Reich.

Un crime comme cet assassinat de bijoutiers était possible dans des temps troublés comme l'année 1944. Nos ennemis en commirent bien d'autres. Rex n'était plus à même, les derniers jours, de surveiller et de mater certains malfaiteurs qui cherchèrent à se couvrir de l'étiquette rexiste. Mais il était de notre devoir de ne pas cacher ces désordres, de les châtier et, dans la mesure du possible, de les réparer.

J'eusse pu taire des précisions comme celles-ci. Ce crime s'est depuis longtemps enfoncé dans la nuit et les dirigeants de Rex tels Victor Matthijs, inculpés à propos de cette affaire, après la guerre, furent mis hors de cause par la Justice militaire. Mais notre action se refusa toujours aux complicités de l'ombre. Il faut toujours dire le vrai, même lorsque le silence serait utile dans l'immédiat.

J'ai tout expliqué parce que je veux que l'Histoire reconnaisse que nous n'avons rien cherché à cacher ou à truquer: douleurs infinies, angoisses de milliers d'hommes et de femmes pendant trois années, sortie finale du désespoir à

Courcelles, coups bas même, portés par l'un ou l'autre misérable, quand tout craqua et que tout contrôle cessa.

*

* *

Lorsqu'elle fera la somme de ces drames, l'Histoire reconnaîtra qu'il y eut vingt-sept morts à Courcelles le 18 août 1944, vingt-sept morts qu'on recouvrit d'ailleurs sadiquement, le 10 novembre 1947 – troisième massacre – des cadavres de vingt-sept de nos camarades emprisonnés.

Mais l'Histoire établira aussi qu'avant les morts anglophiles d'août 1944 à Courcelles, il y avait eu un millier d'autres morts, notre millier de martyrs tombés sans être vengés, au long de mille jours effroyables pendant lesquels Rex ne répondit au crime que par la patience, pendant lesquels nulle larme ennemie ne paya les fleuves de larmes versés par nos camarades, par nos familles et par nos mères.

Qui eût souffert aussi longtemps sans relever le bras pour se défendre et frapper à son tour?...

Qui, abandonné, trahi à ce point par la justice normale, eût gardé si longtemps une si pathétique confiance dans la vertu du sacrifice, lorsqu'il est offert par amour et qu'il reste pur?...

Qui fût resté si longtemps les mains vierges, entouré de tant de mains sanglantes?

Si un idéal de feu, si le vieux sens chrétien du pardon, si une volonté presque mystique de sauver notre peuple par la concorde n'avaient pas animé, dévoré nos cœurs, ce sont des centaines de morts de l'autre secte qui eussent jonché le sol national, à côté de nos centaines de morts innocents. On eût vu des Courcelles éclater de tous les côtés, à travers la Belgique.

Il n'y en eut qu'un.

Avant qu'il fût, mille martyrs étaient tombés dans nos rangs, sans un murmure.

Ces mille ombres flottent dans le silence. Elles rappelleront à jamais le sort inique fait à des Justes et la longue patience de ceux qui, pendant si longtemps, relevèrent sans haine – et surtout sans répondre – ces corps aimés et déchirés...

CHAPITRE XXVI

L'ÉTÉ FINAL

Le Bruxelles ému de 1944. – Les milliers de Belges tués par les Alliés. – Faiblesse de l'*Atlantikwall*. – Le débarquement du 6 juin. – Le dernier mois de Paris allemand. – Trahison au front de l'Ouest. – Falkenhausen arrêté. – Le Gauleiter Grohé, Commissaire civil en Belgique. – Plan d'évacuation des Rexistes. – « On ne transplante pas les vieux arbres ». – Les Collaborateurs par intérêt, et les Collaborateurs par idéal. – Médiocrité politique des Belges. – La vocation de l'entresol. – La facilité avant la grandeur. – Propreté de la Collaboration belge. – La torche dans la nuit du 3 septembre.

Le dernier été de la Deuxième Guerre mondiale fut, comme l'été de 1940, un été de soleil munificent, de roses pourpres s'effeuillant avec chaleur et nonchalance, de framboises gorgées d'un jus embaumé, tiède comme du sang.

La grande allée de Tervueren tendait les bouquets nacrés et violets de ses rhododendrons, où l'une ou l'autre belle amoureuse attendait l'aimé, sac de cuir au côté comme une chasse-resse, un peu entêtée par les parfums lourds et par la mollesse de l'air.

Les étangs du château regardaient les pêcheurs, les robes claires aux battements de papillons, le moulin rose, le ciel bleu et blanc, presque immobile.

La forêt de Soignes bruissait de la chasse dorée des insectes. L'herbe était chaude. La vie chantait dans l'élan des corps. L'été est toujours une fête, même quand meurent les hommes et que tombent les gouttes brûlantes des pluies de douleur...

Bruxelles attendait, un peu fiévreuse, mais cachant encore son émoi. Dans les crépuscules dorés et blonds, des avions alliés, blessés soudain, devenaient des fleurs tourmentées, telles des comètes folles striant le ciel. Des parachutes argentés dérivait, au-dessus de deux jambes noires pareilles à un compas cherchant les dimensions de la terre hostile. La foule courait. Des motocyclettes se précipitaient.

Des escadres aériennes venaient, en plein jour, miroitantes, viviers versés dans le soleil. En quelques secondes, des rues étaient anéanties. Des milliers de bombes tombaient dans le tas, au hasard. Des maisons étaient coupées comme dans un schéma publicitaire. Des lits restaient suspendus à un troisième étage, une glace brillait toujours, retenue par ses clous étoilés, à un pan de muraille étroit, découpé dans l'azur. On enterrait des centaines de civils dans des sacs de papier, faute de cercueils. Il y eut deux fois plus de civils tués par l'aviation anglo-américaine durant l'été de 1944 qu'il n'y eut de soldats belges tués pendant l'offensive allemande de 1940.

Le Cardinal Van Roey avait tout de même eu le courage de s'élever contre ces carnages: « Déjà, écrivait-il dans sa lettre pastorale du 15 mai 1944, des milliers de nos concitoyens ont trouvé une mort horrible... Sauf de rares cas où quelques avions opérant de jour atteignent leurs objectifs sans graves dommages aux alentours, des bombes incendiaires et explosives sont jetées aveuglément, au hasard, sans aucun discernement, sur des kilomètres carrés d'agglomérations bâties... Il

est manifeste – nous le voyons et nous l'affirmons – qu'on ne prend pas les précautions qui sont indispensables et qu'il est possible de prendre. Comment justifier dès lors cette conduite devant la raison et la conscience humaine?... ». Mais les anglophiles belges blâmèrent le Cardinal: ils les trouvaient extrêmement réussis, ces pilonnages. Seuls les morts eussent pu se plaindre, mais ils avaient certaines raisons précises pour ne plus le faire trop bruyamment.

D'autre part, un optimisme béat avait animé les Allemands de l'Ouest et la plupart des Collaborateurs, jusqu'au moment du débarquement à la côte de l'Atlantique. Tous avaient lu les descriptions des fortifications prodigieuses, échelonnées du Pôle Nord à Saint Jean de Luz, des milliers et des milliers de kilomètres de blockhaus, de coupoles, de couloirs, de postes de commandement installés six mètres sous le béton.

Ces énumérations ne m'avaient pas convaincu. Une ligne peut toujours se forcer.

J'étais allé passer le week-end de Pâques avec mes enfants à La Panne. J'étais depuis une heure à l'hôtel lorsqu'une grande pétarade nous avait annoncé l'arrivée des autorités militaires de la région. Je n'avais prévenu personne. Mais je portais au coup le collier du *Ritterkreuz*. C'était voyant. J'avais été repéré par une sentinelle. J'allais maintenant devoir tout visiter, à la côte belge voisine, sans qu'on me fit grâce d'un seul détail. Le commandant du secteur était volumineux, apoplectique: le « Maître de la mer », l'appelaient mes fillettes, un peu effrayées. Mais, grâce au « Maître de la mer », elles purent vivre pendant deux jours dans le sable frais, prisonnier de guerre, lui aussi, depuis plusieurs années.

Je visitai à fond chaque fort. C'était prodigieux. La protection était totale. Les armes étaient des chefs-d'œuvre de précision et de puissance. De fabuleuses mitrailleuses et pièces de Flak légères, actionnées électriquement, commandaient

chaque vague des flots. Je me servis méthodiquement de ces chefs-d'œuvre, fauchai en mer toutes les cibles artificielles. Puis je dis au « Maître de la mer » :

« Et si on vous attaque dans le dos, comment retournez-vous ces mitrailleuses électriques, ces Flak électriques, coincées dans leur gousse de béton ? »

Car tout cela était merveilleux, à condition que l'assaillant voulût bien se conformer strictement au plan prévu, c'est-à-dire se présenter exactement en face, venir droit de la Mer du Nord !

Derrière, il y avait, à l'Est, des redoutes, des réseaux de barbelés, des armes relativement nombreuses mais qui ne constituaient qu'un barrage banal, assez facile à nettoyer. En venant de Menin, et d'Ypres, j'avais vu que les troupes de secours étaient maigres : deux Divisions de SS. Deux bonnes Divisions, mais réparties sur un territoire infiniment trop vaste.

Toute la plaine de Furnes et de Dixmude s'offrait aux atterrissages et aux parachutages. Une partie des champs étroits était sous l'eau. Des milliers de « perches de Rommel », longs pieux mal équarris, avaient été fichés dans les pâturages. Néanmoins il était possible, il était facile d'atterrir en masse.

Après que j'eus fait le tour des abris bétonnés, merveilles d'ingéniosité et de puissance, flanqués d'énormes portes de coffre-fort, aérés à l'électricité, on m'invita à passer en revue les troupes de l'*Atlantikwall* de ce secteur. Je fus stupéfait en voyant comment ces effectifs étaient médiocres : presque exclusivement des vieux hommes, mobilisés tardivement ; sur tout un Bataillon, je comptai seulement trois Croix de Fer.

Les fortifications étaient des chefs-d'œuvre, mais elles étaient à sens unique, inutilisables en cas d'attaque massive dans le dos. Les arrières étaient mal couverts. Les troupes destinées à recevoir le premier choc à la côte étaient des fonds de tiroir.

Le « Maître de la mer » me demanda mon impression finale. Je lui répondis honnêtement : « Avec ma seule Brigade, je me charge de conquérir La Panne en une heure ».

Il mourut d'une congestion quelques jours plus tard. J'espère que mon jugement n'y fut pour rien, car c'était un homme aimable. Mais mon jugement était exact, j'en étais sûr. J'étais un vieux soldat, spécialiste des coups de mains. Un coup de main à grande échelle ferait certainement tomber l'*Atlantikwall*.

*
* *

Quand les civils de la radio provoquaient assez ridiculement les Anglo-Américains et s'écriaient : « Venez donc ! Débarquez donc ! On n'attend que cela ! », j'étais toujours furieux de ces cris de jactance. Je disais, bien avant cette visite au littoral :

« Il vaut mieux qu'ils n'essaient pas. D'abord, la vraie lutte de l'Europe est à l'Est, la bagarre à l'Ouest est une erreur politique et une calamité. Tant mieux si elle demeure au point mort. Ensuite, si les Anglo-Américains veulent vraiment débarquer, ils débarqueront. C'est une question de forces. Ils y mettront les forces. On les arrêtera sans doute après ? Mais l'Ouest sera bouleversé. Il y aura deux fronts. Un ou deux millions d'Européens seront détournés du front antisoviétique. Mauvaise affaire ! Mauvaise affaire pour tout le monde, y compris pour les Anglo-Saxons, qui n'ont rien à gagner, certainement, à donner un tel appui aux troupes de choc de l'URSS ! »

Lorsque le débarquement eut lieu, le 6 juin 1944, je me gardai bien de pousser des cris de joie. Certains de mes amis, trois ou quatre jours plus tard, bambochaient encore. Dès le

deuxième soir pourtant, l'affaire avait pris vilaine allure. C'est au bout d'un jour ou deux qu'il eût fallu rejeter l'assaillant à la mer.

Les fameux blockhaus, attaqués par le dessus ou par derrière avaient été impuissants et inutiles, comme des coléoptères retournés sur le dos, impuissants. La tête de pont des Alliés ne pouvait plus que se renforcer, plusieurs kilomètres de littoral étant ouverts.

*
* *

Le 20 juillet 1944, je me rendis encore à Paris.

L'appétissante gargote de La Capelle, à mi-chemin, où je dînais au passage chaque fois, était remplie de « Résistants », visiblement rois de l'hostellerie. Ils se trouvaient à une quinzaine au comptoir, savaient parfaitement qui j'étais. La brave patronne, énorme, affectueuse et maternelle, était dans un émoi indescriptible: « Mon fi, mon fi: faut vous sauver! ». J'avais faim et mangeai à mon aise, un Bordeaux vigoureux devant moi, ma mitrailleuse près du plat de frites.

Le long de la route brûlaient de nombreuses autos foudroyées.

Aux Champs-Élysées, des soldats allemands, le casque d'acier couronné de feuillage, étaient assis tout le long de l'avenue, cassant la croûte, poussant sur le pain bis leur fromage en tube, pareil à du dentifrice.

C'est ce jour-là que Hitler avait bien failli être assassiné. S'il avait travaillé dans un bunker, il eût été instantanément tué par la déflagration de la bombe. Il avait tenu sa conférence d'Etat-Major dans son habituelle baraque de planches. Celle-ci avait été soufflée instantanément. A peu près tout le monde gisait au sol, couvert d'effroyables brûlures. J'ai connu plus

tard, chez Goering, un des généraux ainsi atteints. Le visage entier et les mains n'étaient plus recouverts que d'une fine membrane brillante, reconstituée après des mois d'efforts.

Hitler, ayant seulement eu son pantalon volatilisé dans l'aventure, sortit indemne de l'attentat, attentat insensé comme à peu près tous les attentats politiques. Si le coup eût réussi, il eût tout juste provoqué le triomphe des éléments extrémistes, Himmler en tête, et non l'avènement de quelques vieux conservateurs décatis, laissés pour compte, que la SS eût exterminés le jour même.

A une heure du matin, lorsque je rentrai au *Claridge*, je fus assez étonné en voyant une colonne de Panzers foncer vers l'Arc de Triomphe. Le lendemain, Otto Abetz, goguenard, m'expliqua la situation. Sur ordre du Général Stülpnagel, qui avait cru Hitler mort, ces chars étaient allés braquer leurs canons sur l'hôtel luxueux du Général Oberg, type exact du Prussien au crâne pelé et ovoïde, chef tout puissant du SD pour le territoire français. Aussitôt Oberg et son Etat-Major s'étaient rendus et avaient été incarcérés.

Ils furent libérés la nuit même, dans une confusion grotesque, lorsqu'il fut établi que Hitler vivait toujours.

Ce court vaudeville parisien laissait deviner que le front de l'Ouest était malade. En dépit de l'immolation héroïque, près de Caen, de plusieurs Divisions de Waffen-SS. On sentait que régnait un profond malaise.

Je me rappelai, dans ce Paris du dernier mois allemand, les paroles que m'avait dites René Laval, près de l'Eglise Saint-Philippe-du-Roule, en août 1940: « Ici, les Allemands se pourrissent. » L'Ouest avait été fatal pour les armées du Reich. Les Stülpnagel (Commandant militaire de la France occupée) et les Falkenhausen (Commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France), hobereaux a-sociaux, réactionnaires, soucieux avant tout de jouer aux seigneurs de salon super-

distingués et super-modérés, avaient été envahis par la déliquescence bourgeoise de l'Occident. En 1944, ils avaient lâché leur pays et leur peuple pour entamer, en secret, avec les nations ploutocratiques, de vagues négociations sans queue ni tête, vouées à l'avance à l'échec.

Les Anglo-Américains étaient liés à Staline, étaient politiquement les prisonniers de Staline. Il était évident qu'ils ne pouvaient plus changer de camp avant la fin de la guerre. Se l'imaginer était fou. En outre, leurs généraux-ingénieurs ou cow-boys connaissaient justement alors leurs premiers grands succès. Ce qui intéresse un chef militaire, ce n'est pas d'atteindre la paix, c'est de gagner la guerre. Il y a une nuance. Les lauriers, ça se cueille au canon ! Il fallait alors que les lauriers soient cueillis, quelle que soit la casse.

Lorsque je quittai Paris, il n'y avait pas encore eu de percée d'Avranches. On pouvait penser qu'un front contiendrait les Anglo-Saxons dans un réduit normand-breton.

Mais la *Wehrmacht*, sans rien savoir de précis, se sentait rongée par des complots obscurs. Elle s'était affadie à l'Occident, durant son « dolce farniente » de quatre années. Les coups qu'elle recevait s'avéraient très durs. Les troupes étaient relativement peu nombreuses. Le matériel se trouvait déjà aux trois quarts broyé. Les communications étaient presque impossibles. J'allais repartir d'un jour à l'autre au Front russe. Je sortis de Paris lentement, contemplant avec passion et mélancolie ces paysages harmonieux de pierre, de lumière, de feuillage, de fontaines. Plusieurs fois j'arrêtai la voiture, me dressai, me retournai. Je sentais que derrière moi, le vide se faisait, comme à la dernière minute d'un grand amour, quand déjà la silhouette n'est plus, au loin, qu'un trait qui s'amincit et s'efface...

*
* *

La crise allemande avait fait moins de scandale à Bruxelles qu'à Paris. Les tanks n'avaient point battu le pavé brabançon. Le Général von Falkenhausen avait été bouclé à temps, conduit *manu militari* à Aix-la-Chapelle où, aussitôt, on lui avait enlevé décorations et épaulettes, avant de l'expédier nul n'avait pu savoir où.

Le Führer avait dû remplacer, tout de go, en France occupée, l'équipe von Rundstedt-Stülpnagel-Rommel. De tels changements, en pleine bagarre, étaient détestables.

Hitler réduisit au minimum les frais de la liquidation de Falkenhausen à Bruxelles : le *Gauleiter* de Cologne, Grohé, reçut la direction de l'administration civile de la Belgique, tandis que le commandement militaire était confié à des spécialistes.

Falkenhausen avait eu, à nos yeux, socialement parlant, un comportement détestable. Mais c'était un mandarin intelligent, cultivé, qui connaissait bien l'Ouest. Le *Gauleiter* Grohé, lui, quoiqu'il fût depuis longtemps voisin immédiat de notre pays, ne le connaissait que d'une façon fort rudimentaire. Quant au Nord de la France, c'était pour lui la brousse, quelque chose comme le Dahomey ou Madagascar.

Grohé vint deux à trois fois par semaine de Cologne à Bruxelles, en coup de vent, passant la journée à la Place Royale ou à l'élégant Hôtel du Baron de Launoy, à l'Avenue des Nations. Au bout d'un mois, les blindés alliés mirent fin à son règne éphémère.

C'était un brave cogneur, un peu frustré, comme beaucoup de *Gauleiters* du III^e Reich, mais pavé des meilleures intentions. Il était large d'idées et nous eût laissés bâtir notre œuvre.

*
* *

J'étais refile, comme toujours, au combat de l'Est.

J'étais à peine arrivé au Front de Narva, dans le Golfe de Finlande, tout au début d'août 1944, que le front de Normandie, transpercé génialement à Avranches par la lance du Général américain Patton, s'était converti en excroissance énorme, pareille à un ventre débondé.

Des Panzers américains se lançaient par les routes poudreuses de la Bretagne et du Maine, remontaient en direction de la Beauce, par les chemins champêtres de Charles Péguy.

Bien avant cette rupture décisive, avant même le 6 juin 1944, Victor Matthijs, tête froide et ordonnée, avait prévu la possibilité de revers à l'Ouest ou, plus simplement, d'un débarquement à la côte belge elle-même, suivi d'une pénétration alliée vers l'Escaut et la Meuse. Avec méthode, il avait bâti un plan précis de repli de nos camarades civils vers l'est du pays. Chacune de nos cellules avait reçu l'ordre de mettre au point sa manœuvre éventuelle. Chaque famille avait rempli un questionnaire où les aspects les plus divers d'une telle opération étaient minutieusement examinés.

C'était la sagesse. Des événements foudroyants pouvaient éclater. A l'heure du coup de tonnerre, il serait trop tard pour improviser des mesures de sécurité. Tout fut pesé avec soin, de nombreuses semaines à l'avance. Le charroi automobile fut répertorié, région par région.

A la réception de cette paperasse peu enthousiasmante, beaucoup de gens paisibles avaient eu froid dans le dos. C'étaient des éventualités auxquelles ils préféraient ne pas penser ! Certains se fâchèrent. Pourtant Victor Matthijs avait raison. Il eût encouru des reproches amers à la fin d'août 1944 s'il n'avait pas préparé dans le calme, bien à temps, ce dispositif d'évacuation.

Mais très peu de Rexistes pensaient à partir. Partir, pourquoi ? Qu'avaient-ils fait de mal ?

Et puis, on tient à son sol, on ne s'arrache pas ainsi à sa terre. Elle colle à l'âme.

Aux Eperons d'Or, faute d'hosties, les tisserands et les laboureurs de notre peuple avaient communiqué en portant à leurs lèvres un peu de terre de la Patrie. Rien ne fait oublier à un homme sensible le parfum, la douce tyrannie du vieux sol natal. Le quitter, c'est créer en soi une zone d'ombre, de froid, cercle qui étreint et attriste, comme si des mains invisibles oppressaient le cœur.

A la fin d'août 1944, la plupart de nos familles préféraient des fureurs sadiques de la populace à ce déchirement. Et ceux qui s'étaient décidés au départ eurent, à chaque heure, le regret de la terre perdue.

*
* *

Si j'avais approuvé les mesures de précautions prises par Victor Matthijs, par contre à presque tous ceux qui me demandaient mon avis – aux familles notamment – j'avais dit : « Restez ! ».

Dans mes dernières lettres du front d'Esthonie, je répétais encore à mes vieux parents et à tous les miens : « Restez ! ».

Qui eût jamais imaginé que de telles cruautés sans nom allaient s'abattre sur des centaines de milliers de personnes ?

Les vieilles gens, les femmes, les enfants avaient été respectés au cours de toutes les guerres, durant les derniers siècles. On ne se vengeait pas sur eux. On se faisait même un point d'honneur de veiller sur les foyers de ses adversaires. Les Allemands, en 1940, avaient rapatrié en Belgique avec beaucoup d'attentions les enfants du Roi Léopold, échoués à la frontière espagnole. Les épouses des ministres belges de Londres, Madame Spaak, Madame Gutt (femme d'un Juif

pourtant), Madame Delfosse (qui n'était même pas belge), avaient reçu des autorités allemandes, chaque mois, une rente de cinq mille francs prélevés sur le séquestre de leur mari !

C'était décent. C'était normal. L'homme qui se venge sur des femmes, des enfants, des vieilles gens, est une brute.

Tous les miens fussent demeurés en Belgique à l'arrivée des Anglo-Américains, si les autorités allemandes n'avaient pas, à la fin d'août 1944, ordonné le départ de ceux des membres de ma famille qui se trouvaient à Bruxelles même (les autres ne quittèrent pas le pays).

A ce moment-là, encore, ma pauvre mère répéta tristement, en hochant la tête, cette petite phrase si émouvante : « On ne transplante pas les vieux arbres !... »

Pauvres vieux arbres, qu'allaient abattre, jusqu'à les faire mourir, les typhons des haines fanatiques...

*
* *

La grande majorité des familles des « Collaborateurs » resta donc en Belgique, proie sans défense. En quelques jours, au début de septembre 1944, la « Libération » démocratique en incarcéra environ cent mille, c'est-à-dire trois fois plus de Belges que la Gestapo envoya dans les camps du Reich au long de quatre années d'Occupation !

On irait jusqu'à enfermer dans des établissements pour jeunes et pour enfants précocement tarés (tel le Pénitencier de Saint-Hubert) les garçonnets de familles de Rexistes.

De merveilleuses jeunes filles, propres, fraîches, pures, seraient abominablement violées dans leurs cachots, par des hordes de « patriotes » en rut, ou promenées nues, le ventre barbouillé de croix gammées ou de goudron. D'autres, dans le

Limbourg, seraient ignoblement livrées en pâture aux nègres de l'Armée américaine !

Quant aux vieilles gens, il en périrait d'épuisement et de misère dans toutes les prisons du Royaume.

Mais qui eût imaginé, au XX^e siècle, que dans des pays qui se targuaient de faire la « Guerre du Droit », de telles horreurs pourraient s'accomplir ?

Les « Collaborateurs » eux-mêmes, ceux qui avaient assumé des responsabilités, restèrent au pays, dans une proportion de plus de quatre-vingt-dix pour cent.

Leur collaboration avait été la manifestation et non la négation de leur zèle patriotique. C'est le Roi qui les avait engagés dans cette voie en 1940. Ils avaient demandé et obtenu ses conseils. Journalistes, hommes d'action, mandataires provinciaux et communaux avaient reçu du Palais de Laeken des consignes on ne peut plus claires. Qui, dans ces conditions, n'eût pas collaboré ? Spaak et Pierlot eux-mêmes, à cette époque-là, s'offraient aux Allemands, mendiaient une invitation à la Commission d'Armistice de Wiesbaden, proposaient, par toutes les voies, au III^e Reich, de conclure avec lui un armistice et même la paix. Pour amadouer Hitler, ils lui renvoyaient du Sud de la France, le matériel intact de l'Armée belge, faisaient ignominieusement condamner comme « voleurs » les jeunes militaires belges qui avaient rejoint les armées britanniques, après l'armistice français. Le Ministre Devèze m'invitant chez lui à prendre le thé, Mademoiselle Rossel m'apportait la liste de rédacteurs qu'elle proposait à l'agrément de la *Propagandastaffel*, pour faire de son *Soir* « non volé » le principal pilier de la presse collaborationniste ! Le Ministre Lippens me proposait par écrit de démantibuler avec lui la Constitution belge ! Les Tschoffen, les Cornil et autres gros bonnets de la « Justice » votaient des motions proclamant la

« démocratie dépassée » et insistant sur la nécessité de s'allier au VNV et à Rex.

« On croyait l'Allemagne maîtresse du Continent pour mille ans », avait expliqué Spaak.

Les Ganshof, les Tschoffen, les Lippens changèrent de peau selon les circonstances extérieures et selon leur intérêt personnel, abandonnant les Anglais en 1940 quand ils les avaient crus perdus, retournant aux Anglais en 1941 et en 1942 lorsqu'ils virent qu'ils n'obtiendraient pas du Reich les honneurs, les maroquins, les profits personnels dont ils avaient rêvé à l'automne de 1940. Ce n'est pas le pays qui les intéressait. C'est leur cas privé qui les intéressait.

Nos gens eussent pu se décourager au fur et à mesure que se prolongeait la période de stagnation. Tout dans la collaboration était loin d'être rose. Bien des duplicités nous écoœuraient. Mais quitter le terrain, abandonner l'influence nationale à des aventuriers d'argent ou de politique, c'était, en cas de victoire du III^e Reich, compromettre à jamais les possibilités de redressement de notre Patrie dans l'indépendance et l'honneur.

Pour assurer les droits du pays, des milliers de Collaborateurs partirent au front de Russie, réalisèrent des faits d'armes si courageux qu'ils forcèrent l'attention, puis l'admiration et le respect du Reich, alors grand vainqueur. Ils succombèrent en grand nombre. Mais ils avaient conscience qu'ils assuraient, en mourant, la résurrection de leur peuple.

Ceux qui demeuraient au pays étaient habités par la même mystique. Ils voulaient occuper solidement les postes de commande, afin qu'au jour où se stabiliserait la suprématie européenne du Reich, il ne fût plus possible, à des comploteurs à courte vue, de réaliser des nivellements et des absorptions qui eussent marqué, politiquement et spirituellement, la fin des Pays-Bas de nos pères.

Nos camarades étaient des nationalistes ardents, en même temps que des socialistes. Ils rêvaient non seulement de conserver la Patrie atrophée de 1830, mais de l'agrandir, de lui rendre, au sein de l'Europe nouvelle, la splendeur, l'importance géographique, politique, économique, culturelle de l'ancienne Marche de l'Ouest de Ducs de Bourgogne et de Charles-Quint.

Voilà ce qu'ils voulaient : sauver, embellir. Sauver ce qui, en 1940, avait été presque perdu ; embellir, rebâtir ce que les siècles avaient mutilé ou jeté au sol ; faire de notre pays d'entre-deux, rétabli dans sa mission millénaire, la merveilleuse jetée qui réunirait, matériellement et spirituellement, la Latinité et la Germanité, les deux forces complémentaires du Continent. Ce rêve était grand, noble, pur. Nos gens n'étaient pas des traîtres, ils étaient les fils aimants et orgueilleux d'un vieux peuple qu'ils voulaient ramener à ses sommets, convertissant en renaissance durable les calamités passagères.

Ils s'acharnèrent à cette œuvre. Ils assistaient, serrant les poings, à la curée de tous les profiteurs de la misère de la Patrie. Ils voyaient des fortunes fabuleuses s'édifier. Fortunes au marché noir. Fortunes de la collaboration économique encouragée, couverte, confidentiellement, de Londres, par les Ministres Gutt et Spaak. Eux vivaient d'indemnités dérisoires, échevins, bourgmestres payés trente à quarante francs par jour et massacrés par centaines.

Le public ne les comprit point, parce que le Belge, si lucide en affaires, si acharné dans ses réussites matérielles, qui a donné au monde tant de capitaines d'industrie et de géants des arts, qui voit si grand dans ces domaines, est un pense-petit impénitent lorsqu'il s'agit de la vie et de la grandeur de l'Etat.

Toutes ses révolutions furent mesquines, poignardant dans le dos Charles le Téméraire, humiliant basement Marie de

Bourgogne, bafouant dans sa ville natale Charles-Quint, le plus illustre de ses fils, rompant, par deux fois, au XVI^e siècle et au XIX^e siècle, l'incomparable unité géographique et politique de nos Grands Pays-Bas, courant à l'émeute pour de sordides questions de péages, de haltes de blé, de taxes de sel, de privilèges surannés et antisociaux de métiers et de castes.

Le même peuple qui exalta les Van Eyck, les de la Pasture, les Breughel, les Rubens, les Constantin Meunier, et qui porta au pinacle ses capitaines d'affaires, méconnut lamentablement ses Princes Bourguignons, fondateurs éblouissants de sa puissance. Il avait assassiné Van Artevelde; il emprisonna Maximilien; il fit mourir de chagrin Joseph II, l'homme d'Etat le plus moderne et le plus perspicace de son temps; il accabla d'outrages inouïs Léopold II le visionnaire, le créateur génial de notre Empire africain.

Sans ce manque de sens politique des Belges, nos Grands Pays-Bas, maintenus dans leur unité, fussent devenus au XX^e siècle, de la Frise à la Somme, un miraculeux rempart de la paix, formant un pays économiquement unique, fort de ses vingt millions d'habitants échelonnés derrière un littoral splendide, puissant par son agriculture, par son industrie, par ses débouchés terrestres et maritimes, prolongés prodigieusement aux Indes Orientales, colonie commune avant la folie de 1830.

Ces Pays-Bas Unis existèrent deux fois, furent brisés deux fois, et chaque fois pour des motifs dérisoires. Ils eussent pourtant fait notre gloire, notre force, et eussent stabilisé à jamais peut-être la sécurité de tout l'Occident.

Le Belge voit juste, voit grand lorsqu'il s'agit de négoce, de « coups » économiques. Politiquement, il n'est qu'un petit-bourgeois à œillères, considérant toujours l'Etat comme un adversaire personnel, pointilleux sur les questions d'impôts, déroulant des manifestations grandiloquentes et parfois sanglantes pour obtenir une réduction de 25 % sur les

chemins de fer, mais insensible aux grands hommes et aux grands rêves.

Les plus somptueuses avenues, les places les plus importantes de Bruxelles, ont reçu le nom d'obscurs maîtres, à la De Brouckère ou à la Flagey. Mais l'Empereur Charles-Quint, le Flamand mondial, est toujours refoulé, après quatre siècles, dans une terne rue faubourienne (à l'égal de son ennemi Luther!). Mais l'Empereur Charlemagne, le Wallon qui, le premier, créa l'Europe, attend encore à Bruxelles, le simple buste dont ont été honorés les plus médiocres politiciens de cabarets et de venelles! Il y a, partout, en Belgique des statues d'agitateurs électoraux, à la Bara ou à la Frère-Orban, voire d'anarchistes étrangers à la Ferrer ou d'agents belges de l'étranger tels que Gendebien, mais on cherche en vain une statue importante de Philippe-le-Bon, l'unificateur génial de nos Provinces!

Matériellement, le Belge étend sa vie jusqu'au bout de monde. Politiquement, il a la vocation de l'entresol.

Il en est toujours ainsi. La Deuxième Guerre Mondiale ne transforma point ce complexe. Les plans d'avenir de Rex, amples comme une fresque de Rubens, laissèrent froids la majorité du public belge. Le drame capital qui hanta celui-ci, de 1940 à 1945, ce fut celui de l'estomac à remplir, du confort à retrouver: problème de popote, problèmes de pantoufles. Le reste, l'essentiel, cette immense gestation d'un monde, cette Europe enceinte portant dans son ventre un avenir inconnu, ne préoccupait pas, un quart d'heure par jour, cent Belges sur mille.

La masse raisonnait comme elle raisonnait il y a cinq siècles sous Charles le Téméraire, à la veille de Granson et de Morat, comme elle raisonnait au siècle dernier sous Léopold II, l'Africain! La facilité conformiste, plutôt que la grandeur!

*

* *

Les historiens devront bien pourtant, un jour, reconnaître que la Collaboration belge fut la plus idéaliste de toute l'Europe.

Un Quisling était un agent des Allemands. En Belgique, il n'y eut pas de Quisling.

Le procès de Nuremberg a été, à ce sujet, édifiant au possible. On y passa en revue tous les Etats du Continent; on établit comment, dès avant la guerre, les Allemands s'étaient, dans de nombreux pays, attachés des hommes politiques; mais lorsqu'on arriva au cas de la Belgique, on passa outre. Il n'y avait rien à dire. L'examen des archives allemandes était formel: le dossier de la Belgique était vierge; pas un homme politique ne s'était laissé entraîner; pas une tractation n'avait été entamée.

Il n'y eut pas, avant la guerre, de Cinquième Colonne belge ni de Collaboration belge. C'est désormais un fait acquis, publiquement et officiellement acquis. Ceux qui « collaborèrent » ne le firent qu'après le désastre, pour sauver leur pays, affalé dans un abîme et parce que les plus hautes autorités politiques et morales du pays leur conseillaient d'agir de la sorte.

On vit, à l'étranger, de 1940 à 1944, un certain nombre de mouvements collaborationnistes stagner dans l'incohérence et la médiocrité. En Belgique, les Rexistes savaient ce qu'ils voulaient, ils menèrent une lutte serrée pour maintenir les droits de leur pays à une vie indépendante, pour lui assurer dans le nouveau complexe européen une place digne de son passé où s'épanouiraient au maximum ses possibilités de rayonnement politique et économique.

Pour garantir cet avenir à leur vieille Patrie de l'Ouest, et pour le sceller de manière éternelle avec leur sang, douze mille jeunes Wallons et Flamands partirent au Front de l'Est. Des milliers d'entre eux moururent là-bas, ayant connu des souffrances infinies, les ayant portées avec joie, ayant offert leur

vie avec allégresse, parce qu'ils savaient que leurs corps sanglants seraient un jour l'indestructible rempart de la liberté et de la grandeur de leur Patrie.

Il y eut des erreurs?... Qui n'a jamais commis d'erreurs? Mais il y eut aussi, il y eut surtout, une extraordinaire pureté d'âme, une évidente sincérité dans les intentions, un désir ardent de rebâtir une Patrie plus forte, plus grande, socialement plus juste et plus unie.

Si les Belges anticollaborationnistes avaient vu un peu plus clair dans ces consciences vibrantes, ils ne se fussent pas livrés, en 1944 et depuis lors, à des sauvageries de Canaques, indignes d'un peuple civilisé, exercées sur des centaines de milliers de compatriotes qui n'avaient pas eu les mêmes idées qu'eux sur l'avenir de la Belgique et sur son rôle futur dans l'Europe, mais qui, fort probablement, avaient vu plus loin et plus juste qu'eux et qui, en tout état de cause, dans leur immense majorité, avaient été, à leur manière, des patriotes ardents et d'incontestables idéalistes.

Ces Belges collaborationnistes étaient à ce point convaincus que leur action avait été irréprochable que, malgré toutes les facilités qui leur étaient faites, ils furent extrêmement peu nombreux à quitter le pays, au début de septembre 1944: cinq mille Flamands et cinq mille Wallons, pas davantage.

Alors qu'on traqua comme « inciviques », en 1945, tout près d'un demi-million de Belges!

Et encore, ces dix mille Belges qui s'exilèrent étaient-ils presque tous des parents de Légionnaires qu'angoissait la pensée d'être séparés, pendant longtemps, de l'époux ou de fils aimés, alors engagés avec moi dans les batailles désespérées du Front de l'Est.

La plupart de nos dirigeants et de nos mandataires politiques, – quatre de nos gouverneurs sur cinq, presque tous nos

députés permanents, quatre-vingt-quinze pour cent de nos bourgmestres, échevins, conseillers communaux –, attendirent les Anglo-Américains, l'âme sereine, émus certes, mais forts parce que leur conscience était en paix.

*
* *

Le 3 septembre 1944, à la soirée, un dernier cordon de troupes allemandes, commandées par le Major Erich von Lehe, se replia de la capitale belge sur Vilvorde.

C'était la fin.

Se découpant sur l'horizon, l'énorme coupole du Palais de Justice de Bruxelles flambait, torche fabuleuse hissée dans des fonds noirs, présage – déjà – de la longue nuit des haines stériles où l'Europe folle brûlerait longtemps à travers les ombres...

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT.....	9
PREMIÈRE PARTIE: TENDUS VERS LE NATIONAL-SOCIALISME	
CHAPITRE I: VEILLÉE D'ARMES.....	13
CHAPITRE II: DANS LA STEPPE SANGLANTE.....	31
CHAPITRE III: FRONTIÈRE D'ASIE.....	45
CHAPITRE IV: COMLOTS DE L'ARRIÈRE.....	63
CHAPITRE V: TERRORISME ET MAGISTRATS.....	81
CHAPITRE VI: OFFRE AMÉRICAINE.....	105
CHAPITRE VII: UNIR L'EUROPE.....	122
CHAPITRE VIII: POSSIBILITÉ DU III ^e REICH.....	143
CHAPITRE IX: L'EUROPE NAISSANTE.....	159
CHAPITRE X: NOS PAYS-BAS ET L'EUROPE GERMANIQUE.....	173
CHAPITRE XI: RÉACTIONS À BRUXELLES.....	195
CHAPITRE XII: RÉACTIONS À BERLIN.....	221
CHAPITRE XIII: LE DRAME RELIGIEUX.....	241
CHAPITRE XIV: LA BATAILLE FLAMANDE.....	277
CHAPITRE XV: JEU SERRÉ.....	291
CHAPITRE XVI: DEUX JOURS AVEC HITLER.....	303
CHAPITRE XVIII: HIMMLER CHEZ LES VOLONTAIRES BELGES.....	327
CHAPITRE XIX: REDRESSEMENT DU PAYS.....	335
CHAPITRE XIX: REDRESSEMENT À BERLIN.....	351
CHAPITRE XX: LES ALLEMANDS DE BRUXELLES.....	361
CHAPITRE XXI: L'ÉPOPÉE DE TCHERKASSY.....	385
PREMIÈRE PARTIE: ANÉANTIS PAR LA HAINE ET LE CRIME	
CHAPITRE XXII: REX 1944. SES JOURNAUX.....	413
CHAPITRE XXIII: ARGENT PROPRE ET ÂMES PROPRES.....	431
CHAPITRE XXIV: MOSCOU ET LE TERRORISME.....	447
CHAPITRE XXV: CONTRE-TERRORISME.....	473
CHAPITRE XXVI: L'ÉTÉ FINAL.....	499



En haut, à gauche : Degrelle enfant avec sa mère, son frère et ses sœurs. A droite : Degrelle et ses enfants. Ci-dessous : Degrelle avec son père et avec sa mère et deux de ses filles.



Degrelle, son père, Suzanne Raty, Jeanne Degrelle, épouse Raty, Edouard Degrelle, Ghilaine Marchand, épouse Edouard Degrelle, Charles Raty.

Degrelle avec sa mère et ses enfants.



Degrelle avec sa femme.





9 mars 1936, Matthis et Léon Degrelle.



Cérémonie de la Jeunesse rexiste, John Hagemans, prévôt de la Jeunesse de 1914 à 1942, insuffla à celle-ci un esprit chevaleresque.

Prestation de serment en présence de Gongry, Bourgois et De Goy.



La présence tutélaire de Degrelle, figure omnipotente sur le Front comme dans les réunions de la Jeunesse rexiste.



Conscients des risques et de l'importance de cette dernière croisade, les volontaires marchent vers leur destin.



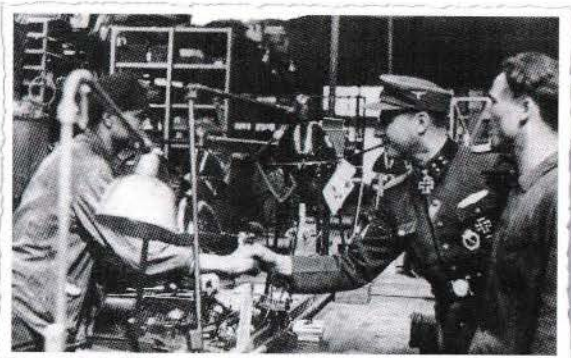
Départ des femmes volontaires pour la Croix rouge allemande.

Malgré les revers militaires de l'Allemagne, le flot des volontaires ira même en augmentant.





Le charisme de Degrelle et sa vaillance au combat, sa capacité à séduire les foules et les individus, font de lui le chef "fasciste" et le soldat le plus en vue par Hitler.



Départ de Namur des volontaires.



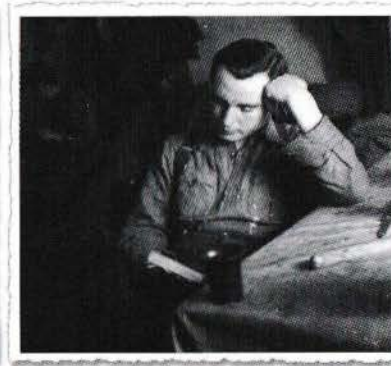


Prestation de
serment en
Pologne à
Egernwurlage.

Prestation de
serment au
Führer.



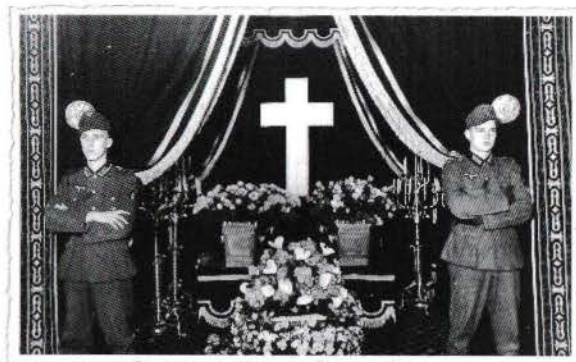
Degrelle
et
Lippert.



Léon Degrelle avec, à droite de la photographie, Jean Vermeire.
Quelques photos de la vie quotidienne du soldat Degrelle.

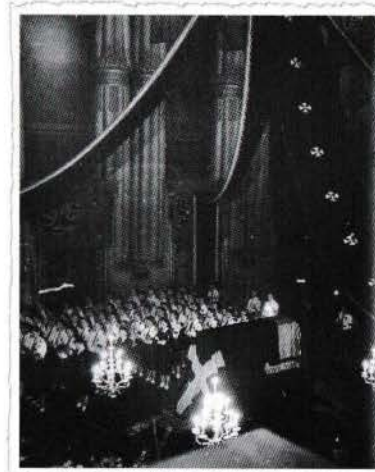
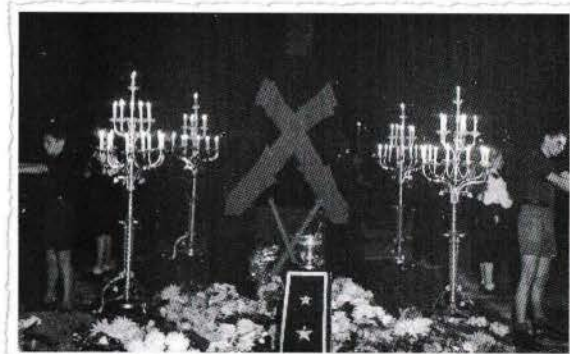


Exposition sur la Légion Wallonie, 18 juin 1943.



Funérailles de Paul Colin, qui fut un des meilleurs journalistes du *Nouveau Journal*, très favorable à Degrelle et à la Légion, dont il a été nommé caporal honoraire.

Son assassinat, le 13 avril 1943, provoqua une vague d'indignation dans toute la Belgique.





Funérailles
d'Edouard
Degrelle, 13
juillet 1944.



Réunion en
présence de
Mazetta, Prévôt
de la jeunesse
rexiste, Frans,
Thiry, et de
Matthijs.
Ci-dessous :
Prestation de
serment devant
Mazetta.



Enterrement de
Teughels,
maire de
Charleroi.



Meeting du 27
juin au Palais
des Sports de
Bruxelles.
Orateurs : Jef
Van de Wiele,
Chef de «
DeVlag » et
Léon Degrelle.





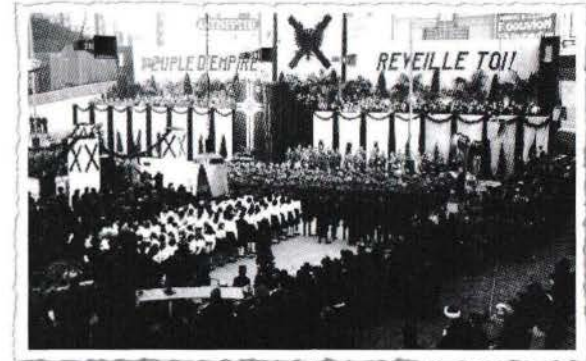
Matthijs et
Lantier, à
Charleroi



Matthijs au milieu d'officiers SS



Palais des
Sports,
17 janvier
1943.



Discours
devant les
ouvriers
wallons de
Berlin,
7 février
1943.



Réunion
rexiste au
Palais des
Beaux Arts
de Bruxelles,
le 1^{er} mai
1943.



Cérémonie
rexiste, le 21
mai 1943 à
Bruxelles.



A gauche : 24 mai, avec Lucien Lippert. A droite et ci-dessous :
29 juin 1943, discours au Château de Schoten (près d'Anvers).



A droite :
Himmler visite
les Wallons
avant leur
incorporation à
la Waffen-SS ;
Berger à ses
côtés a la mine
des mauvais
jours.



Vermeire se
présente au
Reichsführer.

Lucien Lippert présente son unité à Himmler.



L'opération de
séduction fon-
ctionne à plein,
ouvrant une
brèche décisive
dans le recrute-
ment de la
Waffen-SS aux
nations euro-
péennes.





Cérémonie grandiose pour le deuxième anniversaire de la Légion Wallonie au Palais des Beaux Arts de Bruxelles, le 8 août 1943.



Légion Wallonie et Degrelle se sont couverts d'une gloire qui donnera un poids politique sans précédent à ce dernier. Les principaux exploits de la Légion sont rappelés à cette occasion.





Le 1^{er} avril
1944, la
colonne blindée
fait son entrée à
Bruxelles
devant une foule
enthousiaste.

Les véhicules
prêtés par la
Division
Hitlerjugend
cachent la
faiblesse des
effectifs.



Degrelle rayonne, il est alors au sommet de sa gloire en Belgique.
Dans quelques mois, il sera devenu un paria dans son propre pays.



Imprimé dans le CEE

DOCUMENT

Léon Degrelle, dernier grand chef militaire et politique du III^e Reich, a accepté de répondre aux questions de *L'Histoire Insolite* sur son rôle au cours de l'offensive des Ardennes de décembre 1944. Il s'agit d'un document historique brut qui doit être apprécié en fonction de la personnalité de l'interlocuteur qui, bien que ses propos puissent surprendre, fait déjà partie intégrante de l'histoire de notre siècle.

HI : Léon Degrelle, quelle fut votre participation à l'offensive des Ardennes ?

LD : J'étais dans les Ardennes comme futur chef de l'Occident. Pour moi la grande affaire c'était cela, l'Occident. Je suis passé du stade belge au stade bourguignon car le seul à avoir barre sur Hitler. Pas un seul Français n'était capable d'en faire autant. Il méprisait Laval, pour lui Pétain était un deuxième Hindenbourg et je ne veux rien dire de Doriot.

Hitler m'avait reconnu comme Volksführer (chef de peuple) avec des droits complets, politiques, civils et militaires sur toutes les régions libérées de la présence des Alliés. Et cela pas seulement en Belgique, mais aussi en France ! En un mot, je devenais le patron et le commandant de toutes les armées qui étaient sur place. Hitler ne voulait pas faire dominer à tout prix les gens par les Allemands. Il avait ainsi renoncé à avoir un commandement en ma faveur.

HI : Mais où vous trouviez-vous pendant l'offensive ?

LD : Je suis arrivé la veille de la Noël dans un petit village allemand collé à la frontière belge dans le secteur de Sepp Dietrich, un des grands chefs de l'opération, qui m'a logé dans son PC. Le lendemain matin je suis allé à la messe. Pour la première fois le ciel était clair. Or, ce qui avait beaucoup aidé les Allemands, c'est que le ciel était bouché, l'aviation américaine et anglaise ne pouvait pas intervenir, alors que la Luftwaffe avait pu faire un peu son travail. Les troupes de la Wehrmacht couraient sur les routes, à travers des terres presque pas défendues et il n'y avait rien dans le ciel. Or ce matin là, lors de l'entrée à la messe j'ai vu des avions plonger sur les civils, ce fut un carnage épouvantable. J'ai deviné ce qui allait se passer.

Plus tard, je suis entré en Belgique et j'ai vu la ville de Stavelot sauter en l'air. Heureusement que j'ai manqué d'essence, sinon je me serai trouvé sous les bombes. Nous sommes restés là une semaine, au milieu d'une population extraordinairement aimable. Sur toutes les routes on voyait encore des grands REX peints sur les murs et qui dataient de ma campagne de 1936. Au nouvel an, j'ai organisé une fête avec tous les gens de la région dans une fraternité absolue, il n'y avait pas de bagarres. Mais sur le front les Allemands se faisaient de plus en plus coincer par la contre offensive américaine.

HI : Quelle fut selon vous la part de Hitler dans la conception de l'offensive ?

LD : Au mois de septembre 1944, je fus rappelé par Hitler pour recevoir les feuilles de chêne, il m'a envoyé son avion au front d'Estonie où la bataille venait de se terminer. J'ai passé avec lui une semaine. C'est là où, pour la première fois, j'ai reçu l'annonce d'une offensive à l'ouest, au mois de septembre 1944.

La défaite de l'ouest était à peine consommée, les troupes anglaises entraient alors à Bruxelles, et Hitler me dit : "Léon, ne vous découragez pas, avant trois mois vous aurez retrouvé votre patrie." Cela m'a paru si extraordinaire que je ne l'ai pas cru. Cela semblait impensable. Seul un génie militaire pouvait reconstituer une armée très importante, et il l'a fait avec des divisions qui en France avaient été anéanties, en particulier la Hitlerjugend.

L'histoire des Ardennes, comme toutes les grandes victoires allemandes de la guerre, a été uniquement le fait de Hitler, pour moi, c'est dans le domaine militaire qu'il a été le plus génial. Prenez n'importe quelle opération réussie, il en fut à l'origine.

HI : Quelle fut la réaction des Belges à votre égard ?

LD : Lorsque le gouvernement belge connut la nouvelle de ma présence sur le front, il se dépêcha de me condamner à mort et d'affrêter deux avions pour préparer son éventuel retour à Londres. Dans les prisons, les gardiens se précipitaient auprès de nos gens, notamment mes sœurs, pour les supplier de leur signer un papier attestant qu'ils avaient été bien traités.

HI : Quel est votre jugement final sur l'opération ?

LD : Cette offensive qui durait déjà depuis une semaine aurait pu réussir. Non seulement Hitler avait réuni une troupe de choc formidable, mais les Américains en face avaient été nuls. Je vois encore les trains aux portières béantes, les troupes ennemies enfuies, personne n'avait résisté sinon quelques poignées de types qui étaient morts dans la neige. Les Américains ont décampé si vite, que, quand les premières troupes sont arrivées dans Laroche, une petite ville sur l'Ourthe (un endroit pour moi très cher car ma mère y est née) il y a vingt-quatre heures que les G.I.'s s'étaient envolés en laissant le pont intact. Par la suite, l'US Air Force a tué deux cents personnes dans la ville sans atteindre le pont !

Partout, les troupes allemandes ont foncé et elles ont failli même atteindre la Meuse. Elles n'ont été arrêtées qu'à quelques km de Dinant à Celles par manque d'essence. Sans ce coup du sort, la bataille aurait pu être gagnée et le sort de l'Europe en eût été changé.



Ici en compagnie de von Ribbentrop, le ministre des affaires étrangères de Hitler, Léon Degrelle (alors SS-Sturmbannführer), l'homme qui devait prendre le pouvoir à l'ouest dans le cas d'une victoire du Reich. Parti simple soldat sur le front de l'est, Léon Degrelle en reviendra général et titulaire des plus hautes distinctions militaires allemandes. (Keystone).

Février 1944 - février 1984

Allocution prononcée par un Ancien

à Bad-Windsheim le 18 février 1984

Mes chers camarades de Tcherkassy,

Voici quarante ans, nous luttons côte à côte pour sauver non seulement nos vies mais la gloire de nos armes ! Notre situation était désespérée. Mais l'idéal qui brûlait en nous a été plus fort que tous les obstacles, et nous avons gagné.

Souvenons-nous des meilleurs d'entre nous, tombés là-bas en héros, dont les cendres même sont dispersées dans le mystère de ce pays russe que nous voulions libérer de la tyrannie.

Morts et vivants, nous avons voulu, à temps, non seulement sauver nos pays mais les unir. La Waffen SS. a été l'Europe vivante. Non pas celle des vulgaires intérêts matériels, du charbon, de l'acier, des moutons, des tomates. Mais l'Europe des soldats idéalistes, de ceux qui mettaient les plus hautes valeurs au dessus de tout, qui leurs sacrifiaient leur jeunesse, qui voulaient rassembler nos peuples dans l'unité de la race, dans la justice sociale, dans l'ordre des nations, basé sur la réconciliation et la collaboration des classes. C'est pour cela que nous nous étions tous réunis, garçons européens de vingt pays différents, qui précisément, *avaient cessé d'être différents* parce qu'ils avaient vu, au combat, que tout nous unissait, le sang, l'histoire, la civilisation, et parce que, dans l'épreuve de la guerre, ils étaient parvenus à l'interpénétration profonde que ne donnent ni les discours, ni les assemblées artificielles, ni la con jonction d'intérêts médiocres. L'Europe qui paraissait impossible avant 1941, nous l'avons rendue possible, nous l'avons rendue réelle, nous soldats de la Waffen SS. Si l'Europe veut renaître un jour, c'est notre esprit qui lui donnera la vie.

Camarades, du fond de mon exil, après 40 ans de séparation de tout ce que j'aimais, je vous dis mon attachement fraternel.

Je pense aussi avec émotion à celui qui nous avait rassemblés, qui nous avait donné une doctrine et une foi dont on ne peut plus prononcer le nom mais qui est, à jamais, inscrit dans nos cœurs. Il avait raison. La justice sociale qu'il apportait, l'unité de nos peuples qu'il forgeait, eussent sauvé l'Europe. L'Histoire, tôt ou tard, le reconnaîtra comme un de ses génies les plus grandioses. Nous, les rescapés de Tcherkassy, les vainqueurs de Tcherkassy, à travers tout nous restons fidèles ! Comme si nous étions encore au combat !

Salut camarades.

6 février 1984.

Léon Degrelle.

Lu dans "Contact" numéro 4 d'avril 1984

Rivarol - 3 oct 1986

Léon Degrelle, act



LES toits de Madrid se teintent d'or et l'on devine, dans le lointain la grande Croix de la Vallée de los Caídos. Il fait encore abominablement chaud sur la terrasse ombragée, tandis que nous cheminions dans l'enfer blanc de Russie. La canicule s'estompe à l'évocation des yeux exorbités entre leurs paupières givrées, des membres gelés, des oreilles gonflées de pus sous leur carapace de glace. Degrelle parle. Il raconte le calvaire que connurent les combattants du Front de l'Est, les simples soldats de la Légion Wallonie. Lui, leur chef politique fut, de par sa volonté propre, l'un de ces sans-grade avant de s'élever dans la hiérarchie militaire et de conquérir, à force de bravoure et de souffrances, la Ritterkreuz dont Hitler lui-même, après la percée de Tcherkassy, lui passa le collier au cou le 17 février 1944.

Le jeune lion a vieilli. Pas tellement. Nous fêterons ce soir son quatre-vingtième anniversaire, mais il paraît à peine avoir dépassé l'âge de la carte vermeil. J'avais lu ses livres ; nous avions correspondu, je ne l'avais jamais vu. Tout en prenant des notes, je l'observe. Froidement, presque cliniquement. Après tout, un Ausländer auquel Hitler déclara tout de go, et devant témoins : « Si j'avais un fils, je voudrais qu'il soit comme vous », ne peut être pour le pire ou pour le meilleur, qu'une personnalité d'exception. Exceptionnel, « le général », comme l'appellent ses proches, l'est à l'évidence. Par un étonnant mélange de bonne humeur et de passion également contagieuses, cet homme, qui a tant souffert, dans sa chair et dans ses espérances, qui a été vilipendé, pourchassé, et restera sans doute à jamais exilé, semble parfaitement bien dans sa peau. Aucune aigreur, aucune rancune. La voix s'enfle pour fustiger les pleutres, les petits, les médiocres, les traîtres, mais dérive tout à coup dans un rire bon enfant, tandis qu'une lueur d'indulgence brille dans l'œil resté vif. L'indulgence de quelqu'un qui, tous comptes faits, a réussi sa vie parce qu'il a fait ce que, à tort ou à raison, il estimait devoir faire. Le jour du jugement dernier, Léon Degrelle, qui, s'il n'a pas une considération excessive pour les gens d'Eglise (non plus que pour la caste mili-

Staline qui dans l'espoir, déçu, de transformer un pays agricole en puissance industrielle, fit liquider scientifiquement dix millions de paysans, une génération entière ».

Et pourtant, celui qui fut fait « lieutenant pour la valeur » après Tcherkassy ne se cache pas d'« admirer beaucoup Staline » : Il a, du moins, atteint l'un de ses objectifs. Son plan était de faire battre Allemands et Occidentaux jusqu'à ce que les deux camps s'exterminassent mutuellement, et il a parfaitement réussi : si le III^e Reich s'est écroulé, l'Angleterre n'en valait guère mieux qui, tout comme la France et les Pays-Bas, a perdu son Empire colonial, et n'est plus qu'un pays de seconde zone, submergé par des gens de couleur ».

Toujours le désastreux héritage de Versailles. « Nos péchés ont de longues ombres », disent les Britanniques, qui s'en avisent toujours trop tard.

POUR L'EUROPE, LA MORT PAR CONSOMPTION

Acteur, témoin et victime de ce siècle finissant (que, personnellement, je placerais plutôt sous le signe de : Buchenwald n'est plus qu'un musée, le Goulag perdure, tout comme les fastes d'Octobre rouge, alors que les torches de Nuremberg se sont depuis longtemps éteintes), Léon Degrelle voit-il dans le monde quelque motif d'espérance, fasciste ou non ?

« Aux Etats-Unis, estime-t-il, la jeunesse est merveilleuse et elle a beaucoup plus de santé, morale et physique, que ne le prétendent les media qui ne mettent l'accent que sur les aspects négatifs, et ils sont nombreux, de ce pays, sans jamais s'intéresser à l'Amérique profonde. Le Japon a la chance de vivre dans une société que j'appellerai nationale-socialiste, c'est-à-dire qui privilégie la fraternité, la joie de travailler, la cohésion et la fierté nationales ».

Et l'Europe ? « Malheureusement, il n'y a pas d'Europe. Il n'y a plus d'Europe unie et, je le crains, plus personne pour se sacrifier pour elle... ».

Il fait nuit noire, maintenant. Dans les rues de Madrid, d'où proviennent des concerts d'avertisseurs et des rythmes éraillés de reggae, des petites frappes proposent des joints de hasch, en vente libre, ou suivent les touristes dans l'espoir de piquer un sac ou une caméra, et des Norvégiennes se font draguer par des Marocains, qu'elles prennent sans doute pour des fils de cheikh. « Le Général » feuillette le magnifique « Livre du souvenir » que des Flamands, anciens du Front de l'Est, lui ont offert pour son anniversaire. Son regard se perd. « En Europe, on va à la mort. Par consommation.

Depuis longtemps, déjà, la croix de los Caídos s'est engloutie dans les ténèbres.

Camille-Marie GALIC

(1) Voir « Degrelle persiste et signe », 1985. Ed. Picollec. 130 F ou exemplaire relié 265 F (Art et Histoire d'Europe, BP 6008, 75362 Paris, Cédex 08).

proches, l'est à l'évidence. Par un étonnant mélange de bonne humeur et de passion également contagieuses, cet homme, qui a tant souffert, dans sa chair et dans ses espérances, qui a été si vilipendé, pourchassé, et restera sans doute à jamais exilé, semble parfaitement bien dans sa peau. Aucune aigreur, aucune rancune. La voix s'enfle pour fustiger les pleutres, les petits, les médiocres, les traîtres, mais dérive tout à coup dans un rire bon enfant, tandis qu'une lueur d'indulgence brille dans l'œil resté vif. L'indulgence de quelqu'un qui, tous comptes faits, a réussi sa vie parce qu'il a fait ce que, à tort ou à raison, il estimait devoir faire. Le jour du jugement dernier, Léon Degrelle, qui, s'il n'a pas une considération excessive pour les gens d'Eglise (non plus que pour la caste militaire), garde la foi du charbonnier, se présentera devant saint Pierre la Ritterkreuz au cou, et la conscience (l'inconscience, jugeront certains) limpide.

LE SOUHAIT DU FUHRER...

Mais ce jour-là n'est pas pour demain. « Le général » n'a pas seulement un équilibre psychologique remarquable, il déborde aussi d'une santé que, tout comme Hitler jadis, il entretient par la frugalité : demain, son déjeuner se composera d'un consommé, d'une platée d'épinards et d'une glace, le tout très modérément arrosé. Qui a dit que le végétarisme engendrait des pisse-froid ? Léon Degrelle est la gaité, le dynamisme mêmes. Les Américains de l'Institute of Historical Review ne s'y sont pas trompés, qui sont à l'origine de la publication, en vingt volumes, du « Siècle de Hitler ».

De Hitler « parce que, que cela plaise ou non, le chancelier lui a imprimé sa marque alors que, soutient l'ancien leader du mouvement Rex, De Gaulle ne fut qu'un velléitaire et Churchill le fossoyeur de l'Empire britannique ».

Malgré les chambres à gaz ? « Longtemps, explique Léon Degrelle, j'ai cru dur comme fer que les « Prussiens » avaient coupé les mains des gosses. Mais pas un seul cas n'a été prouvé. C'est pourquoi l'histoire des chambres à gaz me laisse sceptique... Au demeurant, il s'agit d'un petit drame dans un drame qui, avec ses séquelles, a coûté la vie à un milliard d'êtres humains. Un drame que l'Occident aurait pu éviter à l'humanité, juifs compris, s'il s'était entendu avec Hitler, comme celui-ci le souhaitait passionnément, sur le dos des Soviétiques, et avait laissé le III^e Reich s'engager — ou se fourvoyer — en Russie.

Mais une telle entente eût-elle été possible ? « Hitler la souhaitait passionnément. Faisant preuve de la même « inlassable obstination » que Guillaume II avec la France quelques décennies plus tôt, il rechercha un accord avec Washington, avec Londres. J'ai bien connu Rudolf Hess, et je sais que, sans l'aval et même l'ordre exprès d'Hitler, il ne se serait jamais envolé pour l'Ecosse afin d'y entreprendre des négociations de paix, par l'intermédiaire du duc de Hamilton ».

...ET LE PLAN DE STALINE

Mais le plénipotentiaire fut traité — est toujours traité : afin qu'il ne puisse pas crier au monde l'objet de sa mission ? — comme l'on sait, et la guerre s'éternisa, s'enferma. Au désespoir d'Adolf Hitler, qui, insiste Degrelle, « se fichait de l'argent et ne songeait qu'à son pays. A la grandeur de l'Allemagne, à qui il entendait que justice soit rendue après les iniquités de Versailles, mais aussi au bien être, au bonheur de la population. Avait-il fait construire tant d'usines, tant d'autoroutes, tant de pavillons, tant de piscines et de stades pour que tout cela disparût dans une apocalypse ? Rien à voir avec

pour son anniversaire. Son regard se perd. « En Europe, on va à la mort. Par consommation.

Depuis longtemps, déjà, la croix de los Caidos s'est engloutie dans les ténèbres.

Camille-Marie GALIC

(1) Voir « Degrelle persiste et signe », 1985. Ed. Picollec. 130 F ou exemplaire relié 265 F (Art et Histoire d'Europe, BP 6008, 75362 Paris, Cédex 08).

eur et témoin du « Siècle de Hitler »

« L'HISTOIRE, m'avait dit Léon Degrelle, est une barre d'acier coulée d'un seul coup et d'un seul bloc, sur laquelle les rectifications, même si elles sont incisives, ne marquent plus. Tout au plus, elles l'égratignent. Plus aucune correction significative n'est, dès lors, possible. Le faux est consacré pour l'éternité. »

LE ROMAN NOIR DE LA GRANDE GUERRE

Pourquoi, dans ces conditions, s'être lancé, à un âge aussi avancé, dans cette entreprise gigantesque de démythification — et de démythification — qu'est le « Siècle de Hitler » ? Parce que, pour Degrelle aussi, visiblement, « le désespoir est une sottise absolue en politique » et qu'« il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ». Mais je n'ajouterai pas « ni de réussir pour persévérer », car, à en juger par « Le traquenard de Sarajevo » (1), qui ouvre à la fois la série et la trilogie initiale, « Hitler, né à Versailles » (2), la réussite sera totale.

Cela faisait quinze ans que Léon Degrelle travaillait à cette somme. Ce n'est donc pas sans un respect craintif qu'on aborde le monument. Crainte superflue. « Le Général » se collette avec l'histoire comme il s'empoignait voici un demi-siècle avec les perturbateurs de ses meetings et, un peu plus tard, du côté de Kharkov, avec les Popovs.

Le « Traquenard » se lit comme le roman noir qu'il fut, et les méchants s'y taillent la part du lion. Les méchants ? Les terroristes serbes assassins, le 28 juin 1914, du prince héritier d'Autriche et de Sophie Chotek, sans doute, mais, surtout, ceux qui les avaient manipulés : l'affreux Pachitch, inamovible Premier ministre de Belgrade, et ses commanditaires russes, qui, depuis si longtemps espéraient faire tomber l'Autriche-Hongrie dans un piège pour s'emparer de la moitié de l'Europe — rêve réalisé trente ans plus tard par un certain Staline. Mais à côté des terroristes et des « Etats instigateurs », comme dirait M. Chirac, il y a les Etats complices. Au premier rang desquels, hélas ! la France de Raymond Poincaré, celui-ci et celle-là inspirant au guerrier devenu historien des portraits étourdissants (voir encadré), des chapitres terribles.

DEJA, EN 14, LA DESINFORMATION

Ah ! l'affreuse hypocrisie de notre classe politique d'alors, aux notables exceptions de Joseph Caillaux et de Jean Jaurès, opportunément foudroyés l'un par un scandale monté de toutes pièces, l'autre par les balles d'un illuminé ! Et que dire de la vénalité de la presse parisienne qui, pour exciter l'opinion publique contre les Empires centraux et l'énamourer du grand allié russe, ne craignait pas de publier, sans y changer une virgule, des dépêches de Saint-Petersbourg dictées par l'ambassade du tsar à Paris !

Preuves (accablantes) à l'appui, Léon Degrelle précise : « Plus de seize millions de francs or (exactement 15 958 201, c'est à dire plus de trois millions de dollar-or), chiffre énorme en ces temps-là, seront versés à la presse française par les pan-slaves durant l'avant-guerre de 1914, sans compter beaucoup de versements de la main à la main, qui n'ont pas été repérés ! « Liste abominable », a révélé l'un des grands agents de liaison serbo-français, où se confondent dans une même activité, un même oppro-

bre le Figaro de Gaston Calmette, le Radical, le Journal des Débats, le Journal d'Henri Letellier puis de Charles Humbert, la République Française, le Matin, l'Echo de Paris et, les dominant de toute sa hauteur de futur négociateur de la paix, de futur président du Conseil, le nom du chef de politique étrangère du Temps : André Tardieu. »

Tout comme le terrorisme, on le voit, la désinformation ne date pas d'aujourd'hui. Et si les désinformateurs d'avant 14 se faisaient grassement payer leurs services, pourquoi leurs héritiers, si actifs et omniprésents à notre époque, ne se feraient-ils pas rétribuer aussi généreusement ?

HITLER, NE A VERSAILLES

Une (bonne) question, entre mille autres, qui vient à l'esprit à la lecture du « Traquenard », livre profondément, consubstantiellement actuel. Car il ne suffit pas de vouloir passionnément la paix pour l'avoir. Léon Degrelle l'établit formellement, après Fabre-Luce et quelques autres : le tsar Nicolas II, avec ses faibles moyens et mû peut-être par la prescience du massacre d'Ekaterinenbourg, tentait désespérément d'échapper aux intrigues des pan-slaves de son palais, François Joseph ne désirait rien d'autre que la simple réparation du crime commis, et Guillaume II, avec cette « inlassable obstination » qu'osait lui reprocher Poincaré, n'avait cessé de rechercher avec la France un compromis honorable pour l'Alsace-Lorraine, comme il rechercha, pendant tout le mois de juillet 14, à éviter la mobilisation (3), puis la guerre.

Peine perdue. Chauffé à blanc par les bellicistes de Paris, de Belgrade et de Petersburg, où, dans sa joie, Izwolski embrassa Maurice Paléolo-

Vus par DEGRELLE : POINCARE...

« J'ai connu personnellement Poincaré dans ma jeunesse. J'avais été stupéfié, presque effrayé, par la voix aiguë de ce petit homme frigidité aux joues gonflées par une mauvaise humeur congénitale. Fagot d'épines, le menton en blaireau poivre et sel, le crâne de protonotaire déjà dévasté, Poincaré avait toujours l'air de renarder et de se camoufler. Il se défiait, et on s'en défiait.

« Fouille-au-pot à vie, il parviendrait à farcir ses actes politiques et diplomatiques, ses confidences, ses réponses parlementaires, ses mémoires, d'une telle abondance de piperies, de subterfuges, de contre-vérités et de jocriseries qu'un demi-siècle après, on demeure encore assommé sous leur poids.

« Il était financièrement honnête. Du moins on peut le penser (...). Mais son honnêteté probable ne fut jamais que financière. »

utilisé au Trésor public cent millions de francs et n'eût pas envoyé un million six cent mille jeunes Français (...) dans l'horrible crapaudière de la Première guerre mondiale ».

...ET LES FRANÇAIS

« La force de Poincaré résidait dans le fait que beaucoup d'autres Français (partageaient sa haine de l'Allemagne).

D'ailleurs, le Français, s'il s'aime beaucoup et se trouve tout à fait épatant, n'aime guère les autres. Les Belges sont des « petits Belges », qui parlent un étrange charabia. Les Espagnols sont des demi-Africains. Les Italiens sont des rigolos qui se font toujours battre. Les Anglais sont de fiefés hypocrites, raides et froids comme leur parapluie. Quant aux Américains, ce sont, aux yeux du Français courant, de lourdes-demi-brutes. Il ne tolère que Popeye et ses boîtes d'épinard, outre quelques séries de

Preuves (accablantes) à l'appui, Léon Degrelle précise : « Plus de seize millions de francs or (exactement 15 958 201, c'est à dire plus de trois millions de dollar-or), chiffre énorme en ces temps-là, seront versés à la presse française par les pan-slaves durant l'avant-guerre de 1914, sans compter beaucoup de versements de la main à la main, qui n'ont pas été repérés ! « Liste abominable », a révélé l'un des grands agents de liaison serbo-français, où se confondent dans une même activité, un même oppro-

brès parlementaires, ses mémoires, d'une telle abondance de piperies, de subterfuges, de contre-vérités et de jocrisseries qu'un demi-siècle après, on demeure encore assommé sous leur poids.

« Il était financièrement honnête. Du moins on peut le penser (...). Mais son honnêteté probable ne fut jamais que financière. Politiquement, ses entourloupettes furent insignes. Pour finir, on préparait presque qu'il eût sub-

pagnols sont des demi-Africains. Les Italiens sont des rigolos qui se font toujours battre. Les Anglais sont de fieffés hypocrites, raides et froids comme leur parapluie. Quant aux Américains, ne sont, aux yeux du Français courant, de lourdes-demi-brutes. Il ne tolère que Popeye et ses boîtes d'épinard, outre quelques séries de films de violence qu'il suit à la télévision, haletant au-dessus de ses pantoufles ».

gue (4), sur les lèvres quand toutes les tentatives d'apaisement eurent échoué, le chaudron de sorcières éclata le 4 août. « Ils sont complètement fous ! Une guerre entre Européens est une guerre civile. C'est la folie la plus monumentale que le monde ait jamais connue ! s'écria, horrifié, un un officier nommé Lyautey.

Au terme de son constat de responsabilité, le plus précis, le plus sévère qui ait jamais été dressé contre les pyromanes de l'été 14, Léon Degrelle déplore : « L'Europe était devenue, pour des années, le repaire des carnassiers les plus ensauvagés de l'Histoire. Les plus retors d'entre eux s'adjugeront à Versailles, en 1919, aux dépens de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Turquie islamique, des territoires immenses qu'avaient payés à l'avance de leur sang les huit millions de morts de la tuerie. Ce sera ce que l'on appela cyniquement la « Guerre du Droit », succédant à l'avant-Guerre du Droit, celle du traité de Versailles. Cette triple escroquerie de 1914-18 ne pourrait que provoquer un jour la réaction désespérée de dizaines d'autres de millions d'êtres humains (...), écartelés pendant plus de vingt ans parmi l'horreur de cette tragédie. Ils devaient tôt au tard trouver leur porte-parole, leur défenseur et leur vengeur » : Hitler ».

Hitler « né à Versailles », sans doute, mais conçu à Sarajevo.

C.-M. G.

(1) Editions Art et Histoire d'Europe (B.P. 6008, 75362 Paris Cédex 08). 260 pages. 125 F franco.

(2) « La pseudo-Guerre du Droit » et « Les tricheurs de Versailles » seront publiés prochainement par Art et Histoire d'Europe.

(3) L'Allemagne qui, de tous les belligérants, avait le moins d'intérêt au conflit puisque sa suprématie « économique ne pouvait qu'en sortir affaiblie, ne se décida que le 31 juillet à décréter « l'état de danger de guerre » - Kriegsgefahrzustand, terme que Tardieu, parfait germaniste traduisit cependant par « état de guerre », ce qui affola la population française et accéléra la course vers l'abîme.

(4) A propos de Maurice Paléologue, âme damnée de Poincaré à Moscou, mais auparavant ministre de France à Sofia, Ghislain de Diesbach raconte dans « La Princesse Bibesco » (à lire d'urgence - Ed. Perrin) : « Ce diplomate est, par une curieuse coïncidence, le fils d'un étudiant juif nommé Pollak qui, en 1848, avait tiré sur le prince régnant de Valachie, le grand-père de Georges (Bibesco). Peut-être était-ce pour faire oublier cet incident fâcheux que ledit Pollak avait changé de nom et pris celui d'une des plus illustres dynasties byzantines, celle des Paléologue : tant qu'à prendre du galon, on ne saurait trop en prendre. Maurice Paléologue s'était acquis une renommée de meilleur aloi en devenant l'amant de la comédienne Bartet, qui avait achevé de lui apprendre le français et sa prononciation ».